This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

DF

MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT.

MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT,

SUR

LES CAUSES SECRÈTES QUI ONT DÉTERMINÉ LA POLITIQUE DES CABINETS DANS LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TOME NEUVIÈME.

ASTOR LIBRARY
NEW-YORK

BRUXELLES,
SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,
ADOLPHE WAHLEN ET Cie.

1838

Q I

POLITIQUE SECRÈTE

DES

CABINETS.

1805.

Opinion prussienne sur la campagne d'Austerlitz. — Haugwitz. — Stadion. — Entrevue. — Armistice. — Bade, Bavière et Wurtemberg. — Nouveau ministère autrichien. — Les électeurs de Bavière et de Wurtemberg déclarés rois. — Ils se séparent du Corps germanique. — Aveuglement des princes allemands. — Négociations de Presbourg. — Plan de Napoléon. — Première négociation d'Haugwitz. — Paix de Presbourg. — Ses dispositions. — Articles secrets. — Statistique de Bavière, Wurtemberg, Bade et Autriche, après le traité de Presbourg. — Ressources de l'Autriche. — Situation de la Prusse. — Lettre du ministre Hardenberg à lord Harrowby. — Calomnie de Napoléon contre Hardenberg. — Sa réponse. — Seconde négociation d'Haugwitz. — Traité du 15 décembre. — Cession d'Anspach, Neufchâtel, Clèves, d'une part; du Hanovre, de l'autre. — Débats à Berlin sur la ratification. — Acceptation modifiée. — Nouvelle mission d'Haugwitz. — Note de Hardenberg au ministre anglais. — Désarmement prématuré de la Prusse. — Rupture du traité de Presbourg. — Traité nouveau du 15 février 1806. —

Ses rigoureuses stipulations. — Mécontentement de la Prusse. — Douleur du roi. — L'élan populaire comme seule ressource.

Le début de la campagne de 1805 est l'un des plus brillants chefs-d'œuvre de la vie militaire de Napoléon ; grande et belle combinaison stratégique, ordre, précision, lumineuse intelligence dans la marche, la direction et l'emplacement de ses différentes colonnes, audace, prudence, activité, tout s'y montre incontestablement admirable.

Quant aux opérations qui suivirent le miraculeux triomphe dont Ulm fut le théâtre et qu'avaient facilité les faux calculs des alliés sur l'époque et le lieu de la réunion possible des deux armées autrichienne et russe, sans doute le résultat pour Napoléon en fut une éclatante victoire remportée, après deux mois (1) de succès rapides, à trois cents lieues de sa frontière, au premier anniversaire de son couronnement, et sur les deux plus formidables puissances continentales ; mais quelque lustre qu'un résultat aussi imprévu ajoutât à celui dont il brillait déjà, tout le militaire prussien ne considérait pas moins cette victoire comme l'effet d'un élan hasardeux et irréfléchi, qui eût exposé Napoléon à être cerné de toutes parts par des forces immenses si l'on se fût borné à temporiser. Il serait ainsi resté séparé de ses ressources, de ses renforts, de ses moyens de tout genre, dans un pays déjà ruiné ; il se serait

(1) Du 1er octobre au 2 décembre.

ainsi trouvé avoir livré sa miraculeuse fortune aux chances d'une lutte inégale et conséquemment incertaine, avec plus de risques encore et moins de nécessité qu'il n'avait pu en avoir dans les champs de Marengo.

Mais la fortune absout jusqu'à l'erreur ; et le succès *est* toujours, aux yeux du vulgaire, une suffisante apologie.

Cependant, bien plus que dans la campagne de 1800, la question militaire n'était point encore définitivement résolue, même après Austerlitz ; car si, lors de la convention d'Alexandrie, la solution en fut encore énigmatique, quoique alors le premier consul n'eût plus affaire qu'aux Autrichiens, qui, simultanément battus en Allemagne, sans alliés, sans argent et totalement découragés, lui livraient toutes les places propres à assurer leur position, et lui abandonnaient la paisible possession de contrées abondantes, situées à proximité de ses frontières, il n'en était pas ainsi de cette Moravie, où lui-même il se trouvait isolé, et que la forteresse d'Olmütz défendait encore. Les Prussiens, les archiducs Charles et Ferdinand se dirigeaient sur cette province avec des forces considérables ; l'empereur Alexandre, reployé sur de nouveaux corps qu'il attendait, pouvait s'y porter derechef et réunir promptement plus de deux cent cinquante mille hommes contre celui que la victoire même avait affaibli ; enfin Napoléon, ayant encore à redouter les garnisons des forteresses de la Silésie, ainsi que l'effervescence générale des peuples, pouvait être

réduit à la situation très-fâcheuse de ne recruter son armée qu'avec des renforts qu'il eût fallu faire venir de France.

Mais le cabinet autrichien, frappé de stupeur, vit bien plus ses dangers que ses ressources. Haugwitz, au-devant duquel Novosiltzoff fut envoyé avant la bataille, inspirait autant de défiance qu'on en conservait peu sur le compte du loyal Frédéric-Guillaume, dont le zèle était réchauffé par la reine, le prince Louis, et par Hardenberg. Puis, Stadion avait suivi à Vienne le négociateur prussien, qui, antécédemment au grand événement militaire dont il attendait l'issue, ne voulut ou n'osa point communiquer au quartier-général français le principal objet de son importante mission; et Stadion était séduit par des propositions dont nous aurons à rendre compte.

Certes, tout était réparable encore après une terrible et sanglante catastrophe; mais une entrevue ayant eu lieu à Sawoschutz, le 4 décembre, entre Napoléon et François II, qui se soumit au payement d'une somme de cent millions pour obtenir la trêve que sa terreur sollicitait d'un ambitieux et insatiable ennemi, l'armistice, dans lequel l'empereur Alexandre fut compris quoiqu'il ne le signât point (1), fut réglé entre le maréchal Berthier et le prince de Lichtenstein, le 6 décembre, à Austerlitz, où l'on convint verbalement des principales conditions d'une paix aussi humiliante que désastreuse, qui à la vérité

(1) Voyez la pièce justificative A.

terminait momentanément la guerre, mais qui la rendait plus tard indispensable.

L'électeur de Bade n'avait pas attendu la nouvelle de la mémorable victoire de Napoléon pour se mettre en possession d'une partie des domaines qui lui avaient été promis à Ettenheim; dès le 3 décembre il séquestra, sous couleur de protection, les biens de l'ordre teutonique renfermés dans son électorat nouveau. C'était un tort envers l'Empire germanique dont les lois garantissaient leur intégrité; mais dès qu'on eut été instruit de la victoire d'Austerlitz, de l'armistice conclu et des négociations entamées pour la paix, les ministres de Bavière et de Wurtemberg s'empressèrent d'accourir à Nicolsbourg, où les conférences venaient de s'ouvrir entre les ministres respectifs de France et d'Autriche, afin d'y faire valoir, au nom de leurs maîtres, les promesses qui secrètement et préalablement leur avaient été faites. Leurs demandes à cet égard eurent pour objet: 1° que les électeurs participassent au partage des conquêtes qui venaient de couronner les armes françaises; 2° que les deux électeurs de Bavière et de Wurtemberg fussent élevés à la dignité de roi et reconnus en cette qualité, dans le traité même dont on s'occupait, par les deux puissances contractantes; 3° que ce même traité les affranchît à jamais de toute soumission à l'Empire germanique et à son chef; 4° qu'il y fût stipulé qu'à l'égard, tant de leurs anciens États que de ceux qu'ils obtiendraient pour prix de leur fidélité à la France, nulle réclamation ne pût avoir lieu

contre l'exercice de leur autorité pleine et entière sur quelque classe que ce fût d'habitants qui en feraient partie; ce qui attaquait la noblesse immédiate possessionnée dans ces électorats, enlevait une puissante clientelle à la maison d'Autriche, violait des droits acquis, était une contravention aux lois du corps germanique et ne pouvait légalement être consenti par l'empereur d'Allemagne.

Ces ministres n'en persistèrent pas moins dans de telles prétentions, tant à Nicolsbourg qu'à Presbourg, où les conférences furent continuées. Connaissant la pensée de Napoléon, qui était d'user de tous les moyens possibles pour affaiblir l'Autriche et dissoudre le corps germanique, ils savaient qu'il ne leur serait pas même nécessaire de recourir à la diète déjà sans pouvoir, ni à l'empereur d'Allemagne, qui, loin d'employer dans la négociation la plus épineuse des hommes habitués aux grandes affaires, avait à la demande de son impérieux ennemi, opposé au fin et délié Talleyrand deux braves militaires dont l'empereur des Français connaissait déjà l'indiscrète et loyale facilité. En effet, Napoléon commandait alors en Autriche comme en France; selon ses désirs, qui devenaient des ordres, Stadion avait succédé au comte Louis de Cobentzl dans le département des affaires étrangères; le comte de Saurau remplaçait M. de Sumerow dans la direction de la police; l'ami de l'empereur, le comte de Colloredo lui-même devait céder sa place de ministre du cabinet à M. de Sinzendorf; enfin le prince de Schwartzenberg devenait adju-

dant-général de Sa Majesté, le prince Jean de Lichtenstein prenait le commandement de la garde de l'empereur, et le fidèle serviteur de la maison d'Autriche, baron de Collembach, renvoyé avec une légère pension, allait mourir de chagrin (1), de la profonde humiliation de son maître, obligé d'éloigner de sa personne et des affaires ceux qui lui *étaient* le plus sincèrement dévoués.

Non content de couvrir d'approbre le plus vertueux des princes, Napoléon, sans attendre la signature du traité négocié alors avec l'Autriche, se hâtait de régler seul la somme des agrandissements des trois princes de l'Allemagne méridionale ses alliés, et, avant que les cessions exigées de l'Autriche eussent été consenties, il créait roi l'électeur de Bavière par un traité particulier qui autorisait le baron de Grawenreuth, son ministre, à siéger aux conférences tenues pour traiter de la paix. Un commissaire wurtembergeois avait aussi, dès le 12 décembre, conclu à Brünn une convention par laquelle l'électeur était élevé à la dignité royale et recevait le droit de régner despotiquement dans ses États, accrus d'acquisitions octroyées sans égards aux pouvoirs constitutionnels de l'empereur et de l'Empire. Le 19 décembre, Napoléon émit, de sa résidence de Schœnbrunn, l'ordre, à diverses divisions françaises stationnées dans les États de Bade, Bavière et Wurtemberg, de maintenir les souverains de ces

(1) Il mourut le 4 janvier 1806 en apprenant la signature du traité de Presbourg.

trois pays dans l'autorité absolue, qu'ils ne tenaient que de lui seul, sur toute classe de personnes possessionnées dans leurs souverainetés anciennes ou nouvellement acquises, et d'y employer même la force, si besoin était ; ordre donné sept jours avant la signature du traité qui seul eût pu conférer à ces princes un droit légal de possession, mais qu'une volonté impérieuse fit confirmer par la faiblesse.

Napoléon avait été réellement l'unique arbitre des indemnités accordées aux princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin ; mais du moins il avait consulté l'empereur Alexandre, ne fût-ce que par courtoisie, et la diète, pour la forme. Devenu plus puissant, il s'affranchissait ici de toute contrainte et affectait de donner, non-seulement ce qu'on ne lui cédait pas encore, mais même ce à quoi l'on n'avait pas le droit de consentir sans délibération ni aveu de la diète germanique.

Quant à ces princes, qui passaient sans le prévoir d'une soumission légale, balancée par une opposition constitutionnelle et puissante, à une soumission complète envers celui qui ne connaissait de règle que ses caprices et contre la tyrannie duquel rien ne pouvait les garantir, ils ne voyaient, dans les fers pesants qu'ils se forgeaient eux-mêmes, que couronne, domaines, richesses, sans soupçonner que tout cela ne leur était accordé que pour accroître la puissance de celui de qui ils le tenaient, et que loin, comme ils le pensaient, d'avoir brisé leurs chaînes, ils allaient passer, d'une main pater-

nelle et douce, sous la main de fer du plus exigeant des dominateurs.

L'aveuglement de la Bavière était à cet égard d'autant plus inconcevable, que son ambition et sa cupidité avaient déjà eu à souffrir de la duplicité de Napoléon, qui, dans l'affaire des indemnités, lui avait, comme nous l'avons exposé dans le précédent volume, arbitrairement enlevé, en faveur de la maison d'Autriche, l'évêché d'Eichstædt, qui venait de lui être solennellement assuré, et n'avait pas manifesté plus de loyauté lors des débats de l'électeur avec la noblesse immédiate. Tous enfin, fascinés de l'éclat d'un titre, ombre fugitive de l'importance qu'il suppose, ne voyaient pas à quel point leur inévitable vassalité allait devenir, sous la domination d'un prétendu protecteur qui en leur faveur avait méconnu le frein salutaire des lois et des formes consacrées, plus pesante qu'elle n'eût jamais pu l'être sous l'empire de celui qui aurait eu personnellement autant l'intérêt que le vouloir de les respecter. Ils ne considéraient donc, dans leur position nouvelle, que la rupture d'un double lien de dépendance extérieure et intérieure, à l'égard, 1° du Corps germanique dont ils perdaient cependant l'utile protection; 2° des États nationaux, qui contrebalançaient leurs autorités princières, donnant ainsi aux souverains et aux peuples le double spectacle de l'insubordination et du despotisme.

En effet, le nouveau roi de Wurtemberg se hâta de violer les antiques priviléges de ses sujets, priviléges consacrés par des actes solennels et par une

longue jouissance, frein longtemps et récemment salutaire à la prospérité de l'État, que la diète germanique l'eût contraint à respecter et que Napoléon l'autorisait à briser. Ce prince ordonna donc la dissolution de l'assemblée représentative de l'ancien duché, défendit aux divers ordres politiques de s'immiscer à l'avenir dans les affaires publiques, et, tout comme le firent alors le roi de Bavière et l'électeur de Bade, il réduisit à la condition de sujets les seigneurs des cercles de Souabe et de Franconie, exempts jusque-là de tout vasselage. Enfin, pour effacer jusqu'aux plus légères traces des lois et franchises germaniques dans l'Allemagne méridionale, la ville d'Augsbourg fut privée de ses magistrats et de ses lois, et le roi de Bavière se déclara le souverain absolu de cette ville libre.

Ces princes sentirent cependant bientôt qu'ils avaient un maître, et l'occupation par les Français du fort de Kehl fut le premier acte qui manifesta leur soumission servile. Cette usurpation, qui ouvrait à la France le territoire germanique, était une infraction au droit des gens consacré par les traités; elle avait eu lieu en vertu d'une convention secrète conclue le 21 décembre, cinq jours avant la signature du traité de Presbourg, et cela sans consulter ni l'empereur ni l'Empire. L'électeur de Bade n'eût ni le pouvoir de se refuser à cette occupation, ni le droit, abjuré par lui; de réclamer contre elle la protection du Corps germanique, à la dissolution duquel il avait d'ailleurs contribué. Puis, que pouvait l'empereur François II, qui, malgré quelques

réclamations en faveur de la maison de Naples, était alors obligé de consentir, tacitement au moins, à l'usurpation du royaume d'un allié aussi malheureux que fidèle?

Les ministres cherchaient cependant à se débattre dans les liens dont on les garrottait; ils se rappelaient que les deux traités de Campo-Formio et de Lunéville avaient, l'un accru, l'autre peu diminué la puissance autrichienne; ils savaient que M. de Talleyrand avait proposé, avant la bataille d'Austerlitz, un plan de pacification favorable, sous certains rapports, aux vues ambitieuses du cabinet de Vienne; et quoiqu'il fût peut-être inexécutable, comme il séduisit alors le comte de Stadion, il n'est pas hors de propos de le rapporter ici, car il présage déjà les intentions futures, et à cette époque encore secrètes, de Napoléon contre la Russie.

Dans ce plan il était question de faire naître une éternelle rivalité entre la Russie et l'Autriche, en échangeant avec celle-ci ses possessions d'Italie et de Souabe contre la Valachie et la Moldavie. Cette combinaison, aussi impraticable que romanesque, aurait eu pour objet de s'assurer le moyen de se porter en force, par la Bavière et les États autrichiens, vers les provinces méridionales de la Russie, dès lors ennemie de la cour de Vienne, qui, dans ce cas, n'eût fait qu'échanger un allié secourable contre un allié dominateur. Ce plan ne pouvait donc être accueilli du cabinet autrichien, d'autant qu'il aurait eu besoin, pour occuper ces deux provinces, de lutter simultanément contre la Russie, qui

les convoitait, et le gouvernement ottoman, qui y tient par le double motif du vasselage fructueux des hospodars et des revenus qu'en retire la sultane Validé, à qui ils sont consacrés et dont le crédit est immense à la Porte.

Ce plan, précédemment connu, n'était donc point un appât qui eût pu séduire les plus éclairés des ministres autrichiens; mais ils y voyaient un reste de bienveillance dont ils espéraient tirer parti; aussi mettaient-ils de la lenteur dans les négociations. Ils espéraient d'ailleurs que la marche déjà connue de trois armées prussiennes, l'existence de trois armées russes sur l'Elbe, sur l'Oder et à Cracovie, ainsi que la position menaçante des archiducs Charles et Ferdinand, leur feraient obtenir des conditions moins ruineuses que celles déjà proposées.

Napoléon pénétrait et leurs vues et leur espoir; il savait que l'empereur Alexandre avait envoyé à Berlin le grand-duc Constantin et le prince Dolgorouki, pour offrir des secours au roi de Prusse s'il demeurait fidèle au traité du 3 novembre; il connaissait aussi la mission du général Stutterheim, auprès de Frédéric-Guillaume, sous le prétexte d'y porter une renonciation de Francois II aux secours promis par le roi, en la motivant sur le texte de l'armistice du 6 décembre, qui l'obligeait de se retirer de la ligue et de ne permettre l'entrée dans ses États d'aucune des troupes alliées; il savait que ce général n'en fomentait pas moins, à Berlin, l'esprit d'opposition à la France et qu'il était vivement se-

condé à cet égard par la noble indignation de la reine, l'effervescence belliqueuse du prince Louis, et l'adhésion que le ministre Hardenberg donnait à leurs sentiments nourris du souvenir de l'injure faite à la Prusse par la violation du territoire des provinces de Franconie; que les ministres anglais et russes ainsi que les agents suédois, s'agitaient dans le même sens, et que le général autrichien prouvait assez clairement qu'une prompte démonstration militaire ferait aussitôt reprendre les armes à l'empereur François II.

Napoléon, dissimulant alors avec la Prusse, dans l'intention de chercher plus tard à la perdre, ainsi que les événements subséquents l'ont suffisamment prouvé, parvint à brusquer avec Haugwitz un traité favorable en apparence à la Prusse et par lequel il isolait entièrement l'Autriche; négociation aussi rapide que fallacieuse, que nous aurons à exposer ailleurs dans tout son ensemble et dans tous ses résultats. Contentons-nous de dire ici que ce traité, signé le 15 décembre et dont les négociateurs autrichiens eurent connaissance, malgré la promesse de le tenir secret, ne laissant plus aucune ressource au cabinet de Vienne, il dut subir le joug qui lui était imposé, et signer le 27 décembre cette paix qui lui enlevait une si grande partie de sa puissance, en diminuant à la fois son territoire, sa population et ses revenus (1).

Le traité de Presbourg est d'autant plus curieux

(1) Voyez la pièce justificative B.

à examiner qu'il conférait, sans droit de la part de l'empereur romain germanique, ce que, aussi sans nul droit légal, l'empereur des Français avait déjà fait et consacré par des traités. En effet, il portait que, non-seulement l'empereur d'Allemagne et d'Autriche reconnaissait (art. II et III) la souveraineté de Napoléon au-delà des Alpes, et lui cédait (art. IV) l'État de Venise, mais qu'il reconnaissait encore (art. VII) la dignité royale prise par les deux électeurs de Bavière et de Wurtemberg, qui cependant ne cesseraient, disait-on, de faire partie de la confédération germanique, clause totalement illusoire. Quant à l'art. VIII, il contient les cessions faites aux trois souverains de Bavière, de Wurtemberg et de Bade; c'était, pour le premier, le margraviat de Burgaw, la principauté d'Eichstædt, la portion du territoire de Passaw appartenant à l'électeur de Salzbourg, le çomté de Tyrol, Brixen, Trente, les seigneuries du Vorarlberg, de Tétnang, d'Argen, les comtés de Hohenembs, de Königsegg-Rathenfels, et la ville de Lindau; pour le roi de Wurtemberg, les cinq villes du Danube, le comté d'Hohenberg, le margraviat de Nettenbourg, la préfecture d'Altorff, quelques enclaves du Brisgaw, Willigen et Brentingen; pour l'électeur de Bade, le reste du Brisgaw, l'Ortenaw, Constance et la commanderie de Meinau, propriétés tenues aux mêmes titres que celles de l'Autriche et non autrement. Les indemnités de l'Autriche, pour des cessions aussi considérables, étaient (art. X) le pays de Salzbourg appartenant à l'archiduc Ferdinand, qui en

était lui-même indemnisé (art. XII) par la principauté de Wurtzbourg, que cédait la Bavière et sur laquelle serait transféré le titre électoral. La grande-maîtrise de l'ordre teutonique, en partie dépossédée de ses domaines, devenait (art. XII) héréditaire pour un des princes de la maison d'Autriche; l'empereur François II s'engageait à ne mettre, *soit comme chef de l'empire, soit en qualité de co-État, aucun obstacle* (art. XVI) *à l'exécution des actes* que les souverains de Bavière, de Wurtemberg et de Bade *auraient fait ou pourraient faire* en conséquence de leurs droits de souveraineté. Et voilà l'article sur lequel Napoléon fondait leur faculté de lui céder ce qui, quoique contraire à la teneur des traités, pourrait être à sa convenance.

Ce qu'il ne faut pas omettre dans l'analyse de ce traité, c'est que Napoléon y garantissait (article XVIII), conjointement avec l'Autriche, l'indépendance de la république helvétique, qu'il dominait, et celle de la république batave, qu'il ne devait pas laisser subsister encore six mois. Rappelons aussi que le royaume d'Italie, en acquérant (art. XXIII) la Dalmatie vénitienne et les bouches du Cattaro, donnait à celui qui en était réellement le dominateur un point de contact avec la Turquie européenne; ce qui, en augmentant l'influence du gouvernement français sur la Porte Ottomane, devait aliéner plus que jamais l'empereur de Russie. En effet, une armée française stationnée sur ce point pouvait facilement devenir l'auxiliaire de l'empire turc contre le grand empire du Nord ; aussi la cession par

l'Autriche de ces bouches du Cattaro sera-t-elle plus tard un motif de contestation entre les deux cabinets des Tuileries et de Saint-Pétersbourg.

Ces articles patents n'étaient pas les seuls signés alors entre la France et l'Autriche. Cette dernière, par des articles secrets et que la honte de se soumettre à un tribut fit dissimuler, s'engageait au payement d'une contribution de quarante millions; et il en avait déja été imposé presque autant par les intendants des provinces conquises, surcharge ruineuse, ajoutée à la perte que faisait la monarchie autrichienne de mille trois cent quarante-cinq milles de territoire, d'une population de deux millions sept cent soixante-cinq mille âmes, et d'un revenu de quatorze millions sept cent quarante-neuf mille florins.

Ce n'était point assez; il fallait encore outrager l'Autriche en opprimant Naples. Aussi la veille du jour où la paix de Presbourg était signée par les plénipotentiaires respectifs, et l'avant-veille de celui où elle fut ratifiée par Napoléon, celui-ci donnait, de son camp de Schœnbrunn, en date du 15 décembre, une proclamation qu'il est nécessaire de rapporter presque tout entière pour faire ressortir tous les mensonges qu'elle renfermait; la voici: « Soldats, » depuis dix ans j'ai tout fait pour sauver le roi de » Naples, il a tout fait pour se perdre. Après les » batailles de Dégo, de Mondovi, de Lodi, il ne pou» vait m'opposer qu'une faible résistance; je me » fiai aux paroles de ce prince et fus *généreux* en» vers lui. Lorsque la seconde coalition fut dissoute

» à Marengo, le roi de Naples, qui, le premier, avait » commencé cette injuste guerre, abandonné à » Lunéville par les alliés, m'implora; je lui pardon- » nai une seconde fois. Il y a peu de mois vous » étiez aux portes de Naples... je fus *généreux ;* » je vous ordonnai d'évacuer ce royaume, et pour » la troisième fois la maison de Naples fut sauvée. » Pardonnerons-nous une quatrième fois à une » cour sans foi, sans honneur, sans raison? Non! » *La dynastie de Naples a cessé de régner.* Mar- » chez, et mon frère marchera à votre tête ; il a » toute ma confiance ; environnez-le de la vôtre. »

Passons les grossières injures dites et répétées sur la reine de Naples, et opposons la vérité aux *mensonges* ci-dessus rapportés. La cour de Naples avait été, en pleine paix, insultée en 1793 par le grenadier Belleville; la guerre lui fut déclarée par la France en 1795, et l'année suivante elle paya la paix au prix de huit millions. Naples n'était plus en guerre contre la France après la bataille de Lodi. Il n'y eut donc alors ni injure d'une part ni *générosité* de l'autre. Après Marengo, ce fut Napoléon qui, comme nous l'avons exposé, fit des démarches près du gouvernement napolitain pour séduire l'empereur Paul qui le protégeait, et Bonaparte manqua à *ses libres* promesses; il ne pardonna donc pas alors. Le traité de Florence prouva au contraire son extrême mauvaise foi. S'il retira de Naples en 1805 des troupes qu'il n'avait pas le droit d'y tenir, ce fut, non pas *générosité,* mais besoin de renforcer l'armée de Masséna. Le traité de neutralité sur lequel

il se fonde, signé par le marquis de Gallo le 21 septembre, sans autorisation de sa cour, et ratifié le 8 octobre par Ferdinand IV, sur la menace d'employer contre lui la force militaire, en ne lui donnant que quarante-huit heures pour se décider, ne fut certes pas une transaction libre. La cour de Naples enfin, quoique toujours opprimée, n'était entrée dans aucune des négociations relatives à la coalition dissoute à Austerlitz. L'Angleterre seule eut à se plaindre d'elle, mais elle eut pitié de sa faiblesse, et la France l'en punit sous de vains prétextes pour couronner Joseph Bonaparte. C'était là le début du projet que Napoléon avait formé d'entourer son empire d'une ceinture de princes vassaux, pris en partie dans sa famille, et qui opprimeraient à son profit et sous sa dépendance les peuples limitrophes de ses frontières.

L'annonce de la paix de Presbourg fit bouillonner à Paris tout ce qu'il renfermait de niais enthousiasme et de bassesse calculatrice; sénat, administration, clergé, anti-chambre offrirent une émulation tumultueuse de flagorneries adressées au pouvoir. On croyait ou l'on feignait de croire que Napoléon avait généreusement abandonné à ses alliés le fruit de ses conquêtes, par le désintéressement le plus admirable, quand il accroissait considérablement sa puissance, non-seulement de tout ce qu'il arrachait à une monarchie rivale, mais de ce qu'il ajoutait, tant au royaume d'Italie qu'il dominait seul, qu'aux États des princes devenus ses vassaux. Puis la dissolution de l'empire germanique

était déjà virtuellement prononcée, car, sans titre légal encore, il était de fait le chef ou le dominateur de presque tous les États allemands.

Quant à cette paix, elle fut annoncée à Berlin par la lettre suivante : « Nous ne revenons pas de l'é-» tonnement que nous cause la conduite de votre » cabinet. Quoi ! les Autrichiens et les Russes repous-» sés, il est vrai, avec une perte immense, mais » nullement mis en désordre, pouvaient, avec cin-» quante mille hommes qui leur restaient, réoccu-» per la formidable position qu'ils avaient impru-» demment quittée près d'Olmütz, et y attendre les » renforts prêts à les joindre ! l'archiduc Ferdinand, » après avoir chassé de la Bohême tous les corps » ennemis et poussé le général de Wrede jusqu'à » Znaïm, opérait avec quinze mille hommes sur le » flanc gauche de l'armée française; Marmont était » cerné par l'archiduc Jean; l'archiduc Charles » amenait plus de quatre-vingt mille hommes; à » Vienne, dix-huit mille bourgeois armés n'atten-» daient qu'un signal pour tomber sur les Français; » et vous marchiez avec les Russes à notre secours, » et c'est en ce moment qu'on reçoit à genoux une » paix humiliante et ruineuse ! Plus de constance et » de fermeté et Haugwitz n'eût pas osé signer le dé-» sastreux traité qui nous perd et finira par vous » perdre quand vous aurez sacrifié nous et l'Europe » que vous pouviez sauver. »

Cette paix n'était cependant pas aussi désastreuse qu'on le pensait alors. La puissance des trois électeurs, déserteurs du corps germanique et devenus

les ennemis irréconciliables de l'Autriche, avait été à la vérité considérablement accrue, puisque la Bavière, qui, avant la paix de Lunéville, ne possédait qu'un territoire de un million cent quatre milles carrés, deux millions trois cent mille habitants, vingt-cinq mille hommes de troupes et douze millions trois cent quatre-vingt mille florins de revenu, formait, après la paix de Presbourg, un État de un million sept cent soixante milles carrés d'étendue et peuplé de trois millions deux cent cinquante mille âmes, entretenait soixante mille hommes et jouissait d'un revenu de vingt-un millions de florins. Le Wurtemberg, qui, à la première époque, consistait en cent quatre-vingts milles carrés, avec une population de six cent soixante-cinq mille sujets, une armée de cinq mille hommes et un revenu de trois millions deux cent quarante-huit mille florins, avait, à la seconde, trois cent quarante-six milles carrés, un million cent cinquante-quatre mille quatre cents habitants, vingt mille soldats et annuellement huit millions de florins. Bade enfin, proportionnellement le plus favorisé de tous, avait vu ajouter cent quatre-vingt-dix-huit-milles carrés aux soixante-deux mille qu'elle possédait ; quatre cent sept mille âmes à ses cent soixante-deux mille comme sujets ; son armée s'élever de trois mille à dix mille hommes et son revenu de un million deux cent quarante mille florins à six millions de la même monnaie. Mais quoique le nouveau roi de Bavière fût alors presque aussi puissant que le grand Frédéric l'avait été quand il monta sur le

trône, qu'était-ce que ces trois États sans union solide entre eux, et surchargés d'une cour que la nouvelle dignité des deux premiers imposait à leur vanité, en présence de cette Autriche qui conservait encore dix mille neuf cent trente-six milles carrés de territoire contigus et fertiles; vingt-quatre millions neuf cent mille sujets affectionnés à leur souverain, cent quatre-vingt-dix mille hommes d'infanterie, quarante mille de cavalerie, et qui allait être recrutée de soixante mille prisonniers que la paix lui rendait; grandes et puissantes ressources pour son futur affranchissement? Puis, les six articles additionnels et secrets du traité de Presbourg rendaient à l'Autriche une grande partie de son artillerie et de ses ustensiles de guerre disponibles; il en était resté à Braunau un dépôt considérable que les Français devaient remettre aux commissaires autrichiens. Tous ceux de la Hongrie, de la Transylvanie, de l'Esclavonie étaient intacts. Ses artilleurs si instruits, si exercés, si actifs et si braves, lui demeuraient sans avoir été ni intimidés de tant de défaites, ni désorganisés. Ces ressources étaient donc encore bien supérieures à ce que l'ennemi les soupçonnait; il ne fallait plus à l'Autriche que du repos, de la confiance en elle-même, et des circonstances favorables pour la relever de son abattement; enfin, elle n'avait plus, en cas de guerre, de ménagements à garder envers ses voisins de l'ouest, et l'est lui offrait un allié redoutable et sûr, car la Russie devait être indignée, et la Prusse elle-même effrayée des menaces indirectes que Napo-

léon s'était imprudemment permises contre elles dans la proclamation du 29 décembre.

L'Autriche avait, il est vrai, beaucoup payé aux troupes françaises, à leur gouvernement, à leurs administrateurs, à leurs généraux ; témoin Masséna, qui, même après la paix signée, imposa sur Trieste quatre millions qu'il fit rentrer avec rigueur. Les dilapidations commises dans les domaines de Lichtenstein s'élevèrent presque aussi haut; mais une grande partie de cet argent était resté dans le pays, par les dépenses que l'armée française y avait faites et par les nombreux achats de marchandises de fabrique autrichienne contre lesquelles les militaires étrangers avaient échangé leurs billets de banque. Enfin, une paix humiliante, imposée à un Etat fort, n'est jamais durable, et si Napoléon avait triomphé des fautes militaires des alliés, ceux-ci pouvaient espérer de profiter à leur tour des erreurs politiques de Napoléon.

Voyons maintenant les effets que ces événements successifs de guerre et de paix avaient produits à Berlin, et remontons, à cet égard, jusqu'à l'union de la Prusse avec les alliés.

La Prusse, au lieu de marcher rapidement contre l'ennemi, en considérant la violation de son territoire comme une déclaration de guerre effective, ce qui eût, en le perdant sans ressource, puni Napoléon de son aventureuse audace, s'était contentée d'envoyer lui proposer la paix en le menaçant de la guerre. Mais deux choses devaient nuire au succès d'une telle négociation ; la personne du négociateur,

et la lenteur qu'on mit à le faire arriver à son poste. En effet, c'est Haugwitz qui en fut chargé et qui n'arriva au quartier-général français que le 18 novembre, quinze jours après la signature du traité de Potsdam. Haugwitz avait été rappelé de l'espèce d'exil qu'il semblait subir volontairement en Silésie où il se trouvait, par le crédit de Lombard, qui, en haine du ministre Hardenberg, rapprochait ainsi de son maître cet ancien favori. Il le fit choisir en dépit d'une vive et vaine opposition, car l'on savait à quel point ses opinions étaient contraires à ce que le devoir lui prescrivait alors. La voix publique, qui était généralement défavorable à ce négociateur, le fut bientôt infiniment plus encore. Comment fut-il si longtemps à se rendre à son poste? pourquoi dès son arrivée ne déclara-t-il pas l'objet de sa mission? qui put s'opposer à ce qu'il empêchât par des négociations conciliatrices qu'une lutte sanglante ne s'engageât avant l'arrivée prochaine des Prussiens? comment n'eut-il pas l'idée de se concerter avec les deux empereurs alliés de Frédéric-Guillaume? Voilà ce qu'on ne saurait s'expliquer. Un des principaux objets dont ce ministre devait s'occuper, c'était un arrangement qui assurât la tranquillité de l'Allemagne septentrionale; ce fut le seul qu'il communiqua à Napoléon, dans une audience que celui-ci lui accorda le 28 novembre, ouverture à laquelle l'empereur des Français parut vouloir accéder en stipulant des conditions que la Prusse refusa d'abord. Mais la défaite d'Austerlitz, la signature d'un armistice de la part de l'Autriche

et la retraite de l'armée russe ayant totalement changé la face des affaires, Frédéric-Guillaume sentit alors tout ce que sa position avait de critique, bien que le tzar, en le dégageant de sa parole, lui promît le secours de ses armes en cas de guerre. Aussi convint-il avec le grand-duc Constantin et le prince Dolgorouki, qui tous deux s'étaient rendus à Berlin, que l'on accepterait les conditions proposées par Napoléon, à l'égard du Hanovre, pourvu que celui-ci s'engageât à ne faire entrer aucun corps de troupes françaises dans le nord de l'Allemagne et à ne rien entreprendre contre l'électorat, tandis que l'on poursuivrait les négociations, dans la crainte que l'empereur des Français refusât d'accéder à cet arrangement que lui-même il avait proposé et ne tournât ses armes contre la Prusse.

Il fut convenu, comme moyen de précaution, que les troupes russes, sous le commandement du comte Tolstoï, seraient mises à la disposition du roi de Prusse. L'on se hâta d'envoyer, en conséquence, le major de Pfuhl au quartier-général français, pour y terminer cet accord et porter au comte d'Haugwitz l'ordre de déclarer à Napoléon que la Prusse regarderait la réoccupation du pays d'Hanovre par les troupes françaises comme un acte d'hostilité contre le cabinet de Berlin. Aussitôt après le départ de ce nouvel envoyé, le baron de Hardenberg donna avis des intentions de sa cour à lord Harrowby, ministre britannique nouvellement arrivé. Sa lettre, en date du 22 décembre, est d'autant plus nécessaire à rapporter ici qu'elle démon-

tre la conduite loyale du roi et de son ministre, comme la perfidie de Napoléon, qui en la publiant dans le *Moniteur*, la fit tronquer afin de rejeter sur le gouvernement prussien un vernis de duplicité dont il n'était nullement coupable. On ignorait complétement alors à Berlin ce qui venait de se passer à Vienne, en contravention aux instructions données à l'infidèle ministre prussien. Cette publication intéresse d'ailleurs l'honneur d'un homme qui put se tromper dans sa politique, mais dont la politique ne chercha jamais à tromper qui que ce pût être; ce qui lui valut l'estime des cabinets européens, et la haine de Napoléon, dont il avait pénétré les vues. Voici donc cette lettre, à laquelle on a cru ne devoir rien retrancher, pour ne laisser aucun louche dans la lutte épistolaire qu'elle provoqua.

« Milord, conformément à la réponse que j'ai déjà » eu l'honneur de faire parvenir à V. E. sur la » question qué vous m'aviez adressée relativement à » la sécurité des troupes de Sa Majesté Britannique » dans le nord de l'Allemagne, je m'empresse de » mettre sous vos yeux les assurances positives que » j'ai le plaisir de pouvoir vous communiquer. » V. E. est instruite de l'état actuel des affaires. » Vous apercevrez d'abord, qu'au point où les » choses en sont venues, depuis la malheureuse ba- » taille d'Austerlitz entre l'Autriche et la France, le » retour de la grande armée russe et l'*incertitude* » *totale* dans laquelle nous sommes des intentions » de Napoléon envers la Prusse, nécessitent absolu- » ment de notre part la plus grande prudence;

» l'armée la plus brave ne peut pas toujours compter sur des succès, et il est incontestablement de » l'intérêt de la Prusse et de celui du monde d'empêcher qu'elle ne soit attaquée dans le moment » actuel, où elle aurait à porter tout le poids de la » guerre. Il n'a été fait aucunes confédérations » adaptées aux circonstances; et dans le cas où nos » armées seraient malheureuses, le dernier rayon » d'espoir pour le maintien de la sécurité et de l'indépendance du continent serait éteint. Le roi, » constamment animé du même désir d'établir une » paix générale sur un pied permanent, et, s'il est » possible, à la satisfaction de toutes les parties, a » dû conséquemment désirer avec ardeur que sa médiation, stipulée par la convention signée le » 3 novembre à Potsdam, fût acceptée par la France. » Dans une entrevue que le comte d'Haugwitz eut » avec Napoléon le 28 novembre, ce monarque manifesta des dispositions à accepter cette médiation aux deux conditions suivantes : 1° que, » pendant la négociation, aucunes troupes de Sa » Majesté Britannique, aucuns Russes et Suédois, » ne s'avanceraient en Hollande pour y commencer » des opérations militaires après leur départ du » nord de l'Allemagne; 2° qu'il serait accordé un » arrondissement plus étendu à la forteresse de Hameln, afin de faire cesser la détresse de provisions » où doit être la garnison. Le roi ne pouvait pas » accepter ces propositions dans les circonstances » du moment où elles étaient faites; mais ces circonstances ont totalement changé, et dans la con-

» jonction actuelle, Sa Majesté les a jugées non-seu-
» lement admissibles (à condition que l'empereur
» Napoléon s'engagera, de son côté, à n'envoyer
» aucunes troupes dans le nord de l'Allemagne aussi
» longtemps que dureront les négociations, et qu'il
» n'entreprendra rien dans l'intervalle, contre le
» pays d'Hanovre), mais elle les a même jugées fa-
» vorables, puisque l'on gagnera ainsi du temps
» pour prendre des mesures plus réfléchies, et pour
» se préparer à tous les événements, soit dans le
» cas où la guerre éclaterait, ou que cet état inter-
» médiaire de choses mènerait à une négociation
» définitive. Afin qu'il ne fût pas perdu de temps,
» Sa Majesté a envoyé le major Von Pfuhl au quar-
» tier-général français pour que cet arrangement
» soit effectué. Le comte d'Haugwitz a reçu en
» même temps les instructions nécessaires, sous la
» date du 19 (1) de ce mois, et le roi a signifié à la
» France qu'il regardera l'occupation du Hanovre
» par les troupes françaises comme un acte d'hosti-
» lité. D'après ce que je viens d'énoncer, Sa Majesté
» *m'a autorisé à informer votre seigneurie,* con-
» formément aux assurances qu'elle a déjà données,
» que dans le cas où les troupes de Sa Majesté Bri-
» tannique et les Russes éprouveraient des revers,
» elle garantit la sécurité des troupes de Sa Majesté
» Britannique dans le Hanovre, et leur accorde
» pleine et entière liberté, en cas de besoin, de se

(1) Quatre jours après la signature du traité, et six avant qu'on en eût eu connaissance.

» replier sur l'armée prussienne et dans les États
» du roi, mais avec les modifications suivan-
» tes que les circonstances rendent nécessaires :
» 1° qu'elles prendront leurs positions en arrière
» des troupes prussiennes et qu'elles s'abstiendront,
» pendant le temps de la négociation intermé-
» diaire, de tous mouvements et démarches contre
» la Hollande d'une nature provoquante ; 2° qu'en
» cas que les troupes prussiennes soient attaquées
» par les Français, Sa Majesté compte avec une par-
» faite confiance sur l'appui et la coopération des
» troupes britanniques, aussi longtemps qu'elles
» resteront dans le nord de l'Allemagne. Sa Majesté
» a donné des ordres pour faire avancer un corps
» respectable de troupes dans la Westphalie, et elle
» prendra toutes les mesures de sûreté et de défense
» nécessaires. Les troupes russes, sous les ordres
» du général Tolstoï, sont déjà à la disposition en-
» tière de Sa Majesté, l'empereur Alexandre l'ayant
» pleinement autorisé à disposer d'elles selon son
» bon plaisir, ainsi que de celles qui sont en Silésie,
» sous le général Beningsen. C'est pourquoi je prie
» Votre Excellence d'écrire aussitôt que possible à
» lord Cathcart, commandant en chef des troupes
» de Sa Majesté Britannique, et de l'engager à pren-
» dre sans délai les mesures nécessaires pour rem-
» plir ces différents objets, et particulièrement de
» se rendre à l'invitation que lui fera *par ordre du*
» *roi,* le comte de Kalkreuth, de se concerter avec
» lui personnellement et avec le comte Tolstoï sur
» les positions que les troupes de Sa Majesté Britan-

» nique, les Russes et les Prussiens auront à prendre
» en conséquence des arrangements ci-dessus
» mentionnés. Comme les troupes suédoises se
» trouvent dans le même cas que les troupes de
» Sa Majesté Britannique et les Russes, il serait ex-
» trêmement à désirer qu'on pût engager Sa Majesté
» Suédoise à se conformer à cet arrangement. J'es-
» père qu'à cet effet Votre Seigneurie agira de con-
» cert avec le prince Dolgorouki, que Sa Majesté
» Impériale de toutes les Russies a chargé de tout
» ce qui est relatif à la destination de l'armée russe.
» Dans le cas où Sa Majesté Suédoise abandonnerait
» le commandement de ses troupes au général Tols-
» toi, le roi est prêt à lui donner la même garantie
» qu'il offre aux troupes de Sa Majesté Britannique
» pendant qu'elles resteront dans le nord de l'Alle-
» magne. 3° A l'égard de l'approvisionnement de la
» forteresse de Hameln, on pense que la concession
» d'un certain arrondissement dont la garnison
» pourrait tirer des provisions, serait suivi de
» grands inconvénients, soit par rapport aux sujets
» de Sa Majesté Britannique, soit à cause des colli-
» sions qui pourraient s'ensuivre entre les troupes;
» c'est pourquoi il paraît préférable de pourvoir
» aux besoins de cette garnison par le canal d'une
» personne intermédiaire, à qui le général Barbou
» enverrait un état de ce qu'il lui faudrait pour sa
» consommation journalière, que le ministre hano-
» vrien aurait soin de lui faire délivrer aux endroits
» qui seraient fixés pour cet objet. Mais de son côté
» le général Barbou devra s'engager à rester tran-

» quille dans la ville de Hameln. *D'après ces idées,* » *le roi a envoyé* à Hanovre M. de Krusemark, » lieutenant-colonel des gardes du corps et adju- » dant-général du feld-maréchal Mollendorff. Je lui » ai donné de mon côté une lettre pour le ministre » de Sa Majesté Britannique à Hanovre, et une autre » pour le général Barbou, afin qu'on puisse pren- » dre et mettre à exécution sans délai les arrange- » ments nécessaires pour qu'il soit pourvu sur-le- » champ à la subsistance de la garnison d'Hameln. » Il ne me reste plus, milord, qu'à me référer à la » communication verbale que j'ai eu l'honneur de » vous faire, et de vous prier de prendre en général » les mesures que vous croirez convenables pour » mettre à exécution l'ensemble des arrangements » que j'ai eu l'honneur de vous soumettre. Je vous » prie d'avoir la bonté d'informer le commandant » en chef des troupes de Sa Majesté Britannique » que ce n'est que dans le cas qu'il jugera à propos » d'accéder à cet arrangement et d'adopter les me- » sures qui dépendront de lui pour le mettre à exé- » cution, que Sa Majesté Prussienne pourra s'en- » gager à garantir la sécurité des troupes de Sa » Majesté Britannique en cas d'attaque de la part » des Français; il sera pourtant nécessaire que la » direction de tout aboutisse à un même centre, et » il paraît naturel de confier le commandement en » chef à celui qui serait le plus ancien en grade. Ce » commandement serait conséquemment dévolu au » général comte Kalkreuth, tant par la raison ci- » dessus, que parce qu'étant dans le voisinage de

» l'ennemi, il serait plus en état de juger des me-
» sures à adopter. » Cette note, que le baron de Hardenberg avait été *autorisé par le roi* à adresser à lord Harrowby, et en conformité de laquelle *le roi* avait *envoyé* l'un de ses officiers *à Hanovre;* cette note dans laquelle on garantissait la sûreté des troupes alliées sans s'écarter de tous les arrangements antérieurement convenus entre les deux gouvernements de France et de Prusse; cette note qui résultait d'une déclaration adressée à Napoléon, par un envoyé parti de Berlin (1) six jours avant qu'on y sût ce qui s'était passé à Vienne, devint pour l'empereur des Français le texte des plus calomnieuses injures contre Hardenberg, que ses agents cherchaient à éloigner des affaires publiques. Aussi la fit-il insérer dans le *Moniteur* (2) en la falsifiant; et en défendant qu'on l'insérât dans les journaux autrement qu'elle l'avait été dans le journal officiel, il la fit suivre des remarques suivantes : qu'elle était écrite au nom de Hardenberg et *non au nom de son souverain,* ce qui était contraire *au protocole de la cour de Prusse;* que c'était *une insulte au caractère du roi,* de supposer *qu'il n'ait signé le traité conclu à Vienne avant la paix de Presbourg que pour se donner les moyens de tromper.* « Nous doutons, poursuit le journal officiel en
» injuriant Hardenberg, que sa qualité de sujet du
» roi d'Angleterre puisse le porter à approuver la

(1) Le 19 décembre.
(2) *Moniteur*, n. 106.

» publication que vient de faire le gouvernement » anglais. Après avoir lu une pareille note, il n'est » personne qui ne juge qu'il ne peut y avoir en » Europe un homme plus complétement déshonoré » que M. de Hardenberg. Le nom prussien n'en » peut recevoir aucune atteinte puisque M. de Har- » denberg n'est pas prussien ; le militaire ne peut » non plus s'en affliger, puisque M. de Hardenberg » n'est point soldat. S'il l'était, il saurait que les » soldats du grand Frédéric se battent pour soutenir » les principes de la politique, mais ne sont pas » traîtres ni parjures (1). » Hardenberg, si lâche- ment insulté en style de libelle, par le chef d'une grande et puissante nation, harcelé dans le cabinet par la faction Haugwitz, et réduit à l'impossibilité de faire le bien, se vit forcé, en attendant des temps plus heureux, de se retirer dans son domaine de Tempelbourg, malgré la faveur dont il jouissait

(1) M. Bignon, dans son histoire de France depuis le 18 brumaire jusqu'à la paix de Tilsitt, quoique constamment panégyriste de Napoléon, n'en dit pas moins (t. V, page 240), relativement à cet article du *Moniteur* : « L'attaque était cruelle- » ment injuste si elle tendait à faire croire que ce ministre » trafiquait de sa conscience et de son honneur. Homme de » parti, homme passionné, M. de Hardenberg était en même » temps intègre et loyal. Que, depuis le traité de Potsdam, » Napoléon vît en lui le chef du système contraire à la France » et qu'il le poursuivît comme tel, il était dans son droit ; il » n'y était plus en accusant de vénalité un homme placé au- » dessus d'un semblable reproche. »

(*Note de l'éditeur.*)

près de la reine, et les vives réclamations du prince Louis de Prusse, comme des nombreux amis de ce prince. Le public l'honora de ses regrets, et jusqu'à son départ la musique de la garnison de Berlin ne cessa d'exécuter devant son hôtel des sérénades et des fanfares; il obtenait ainsi un tribut général d'estime aux lieux mêmes où l'on eût voulu la lui ravir.

L'honneur de Hardenberg lui imposait le devoir de ne pas s'en contenter ; aussi fit-il imprimer dans la gazette de Berlin la lettre suivante, qui, ainsi que l'article auquel elle répond, est postérieur à l'année 1805, mais que nous rapportons ici pour ne laisser aucun louche sur la conduite loyale du roi et de son ministre. « Le *Moniteur* du 21 mars, » n° 80, en imprimant une lettre adressée par moi » le 22 décembre 1805 à lord Harrowby, alors ministre de Sa Majesté Britannique à Berlin, me » somme de dire si elle est véritable ou supposée, » et l'accompagne de plusieurs remarques. Ce qui » rend les devoirs et la situation d'un homme » d'État particulièrement pénibles, c'est l'obligation » où il se trouve le plus souvent de se renfermer » dans le silence, lors même qu'il est méconnu et » calomnié. Cependant je dois au roi et à moi-même » de déclarer que la lettre en question, quoique altérée dans plusieurs expressions essentielles, *est* » *officielle et écrite par ordre de Sa Majesté ;* je » le dois au roi, parce que, à la cour de Berlin, » quel que soit le protocole cité par le *Moniteur*, » les ministres n'osent pas se permettre des démar-

» chés de cette nature à l'insu du souverain ; à moi-
» même, parce que je ne puis voir avec indifférence
» qu'on me croie capable de manquer à mes devoirs
» et de m'exposer à être désavoué, après avoir agi
» en son nom. Le 18 décembre, le roi et tout le
» monde ignorait à Berlin qu'un traité avait été si-
» gné le 15 à Vienne par monsieur le comte de
» Haugwitz; celui-ci ayant réservé toute informa-
» tion sur ce sujet à son rapport oral, et n'étant
» arrivé à Berlin que le 25 décembre, on se trou-
» vait, comme il est exprimé dans ma lettre à lord
» Harrowby, dans une incertitude totale sur les in-
» tentions de Sa Majesté l'empereur des Français. De
» part et d'autre les armées étaient en campagne et sur
» le pied de guerre; M. le général-major de Pfuhl fut
» envoyé au quartier-général français et à M. le comte
» de Haugwitz pour s'expliquer sur l'arrangement
» intermédiaire qui fait le sujet de la lettre à lord Har-
» rowby et qui avait été proposé par M. le comte de
» Haugwitz. M. de Pfuhl rencontra ce ministre en
» chemin retournant à Berlin avec un traité définitif,
» et naturellement l'arrangement intermédiaire dut
» tomber. Voilà le fait avec la plus exacte vérité;
» un jugement impartial saura apprécier la remar-
» que du *Moniteur*. Je m'honore de l'estime et de
» la confiance de mon souverain et de la nation
» prussienne; je m'honore des sentiments des étran-
» gers estimables, et c'est avec satisfaction que je
» compte aussi des Français parmi eux. Je ne suis
» pas né Prussien, mais je ne le cède en patriotisme à
» aucun indigène, et j'en ai obtenu les droits tant

» par mes services qu'en y transférant mon patri-
» moine et en y devenant propriétaire. Si je ne suis
» pas soldat, je sens que je n'aurais pas été indigne
» de l'être si le sort m'avait destiné à défendre les
» armes à la main mon souverain et ses droits, la
» dignité, la sûreté et l'honneur de l'État. Ceci ré-
» pond aux remarques du *Moniteur;* au reste, ce
» ne sont ni des bulletins de gazette, ni les remar-
» ques de leurs rédacteurs qui pourront jamais me
» déshonorer. Telle est le véritable texte de ma
» lettre du 22 décembre, à lord Harrowby. En le
» comparant à celui inséré dans le *Moniteur,* on
» observera, entre autres, qu'il n'y est question,
» ni de confédération à former qui puisse s'adapter
» aux événements, mais du défaut de concert
» adapté aux circonstances; ni de gagner du temps
» pour prendre des mesures plus décisives, mais de
» l'avantage qui résulterait d'un plan intermédiaire;
» ni d'un plan que j'aurais soumis à lord Harrowby,
» mais de l'arrangement intermédiaire qui lui fut
» présenté pour empêcher que rien ne troublât les
» négociations dont on se promettait le maintien de
» la paix entre la Prusse et la France, et peut-être
» un acheminement à la paix générale. »

Napoléon cependant était satisfait de voir Hardenberg éloigné des affaires; il avait manifesté le désir qu'il n'en fût plus chargé, en traitant avec Haugwitz, comme poussant, disait-il, à la guerre contre la France; mais le roi ne voulut point alors céder à une telle insinuation, qui fut reproduite sans plus de succès, et il le conserva encore en dépit des in-

trigues d'Haugwitz et de ses affidés. Après avoir anticipé sur les événements pour exposer en entier ce qui a trait à Hardenberg, parlons maintenant de ce qui donna lieu à cette polémique qui dévoilait aux yeux des loyaux Allemands et la marche perfide de Napoléon, et l'honorable conduite du ministre prussien.

L'espoir longtemps nourri d'une intervention armée de la part de la Prusse avait, comme nous l'avons dit, retardé la conclusion de ce traité de Presbourg qui violait celui de Lunéville si religieusement observé par la plus grande partie du corps germanique, dont les seuls déserteurs jusqu'à cette époque avaient été les trois souverains de l'Allemagne méridionale. C'était le 15 décembre que cette intervention armée eût dû avoir lieu, au refus d'acceptation des conditions de paix convenues entre les alliés le 3 novembre. Haugwitz devait, en vertu de cette convention conclue entre l'empereur de Russie, l'archiduc Antoine et Frédéric-Guillaume, déclarer au nom de son maître la guerre à Napoléon, s'il ne s'accordait point avec le ministre prussien sur les conditions de paix que les puissances coalisées avaient résolu de lui offrir. L'empereur des Français soupçonnait au moins l'objet de cette mission ; il savait qu'une armée de soixante mille hommes s'assemblait déjà sur les frontières de la Bohême ; qu'une autre marchait rapidement vers la Franconie ; qu'un troisième corps se renforçait sur la Verra, où il devait se joindre aux troupes anglaises et hanovriennes destinées à une invasion sur le Hanovre ;

et que, de toutes parts, des préparatifs de guerre avaient lieu dans les provinces prussiennes; qu'on y faisait en hâte de nouvelles levées; que deux armées russes étaient stationnées sur l'Elbe et l'Oder, toutes deux à la disposition de Frédéric-Guillaume. Il apprit bientôt que lord Cathcart avait débarqué avec dix mille hommes à l'embouchure du Weser. Aussi le comte d'Haugwitz fût-il, par ses ordres, retenu quelques jours à Iglau, et il n'eut sa première audience à Brünn que le 28 novembre. Napoléon, rassuré sur les instructions données au ministre prussien par les opinions qu'il lui connaissait, se contenta de convenir avec lui des deux conditions ci-dessus rapportées.

Il n'en fut pas de même à la seconde audience qui fut accordée à Haugwitz le 7 décembre; malgré le brillant triomphe obtenu le 2 dans les champs d'Austerlitz, Napoléon n'ignorait pas qu'une armée russe s'était avancée jusqu'à Cracovie, qu'il n'avait aucune garantie contre les intentions hostiles de l'empereur Alexandre, et que ce prince, rétrogradant avec des forces imposantes, pouvait, en recueillant les débris de l'armée vaincue, remettre en question ce qui avait paru décidé. Aussi, ménageant la Prusse, disait-il dans son bulletin de ce même jour 7 décembre : « Cent cinquante mille ennemis » de plus n'auraient fait que rendre la guerre plus » longue, mais toutes les intrigues ont été impuis- » santes contre le bon esprit et la haute sagesse du » roi de Prusse. » Certes! La position de Haugwitz était d'autant plus critique que sa mission contra-

Mait ses vœux personnels ; il se crut dégagé des devoirs qui lui avaient été imposés par le changement opéré dans les affaires ; il rentra dans la voie que suivait sa pensée, et crut y être suffisamment autorisé par une défaite que n'avait pu prévoir le cabinet prussien, par la retraite des Russes et l'abattement remarquable du gouvernement autrichien. Il résolut de mettre à l'écart tout ce que renfermaient les instructions qu'il avait reçues, et ne songea plus qu'aux moyens de dégager son maître du poids d'une guerre dispendieuse contre une armée triomphante ; il ne voulut pas même tenir Napoléon en suspens sur ses intentions, comme l'en pressaient les négociateurs autrichiens, persuadés que leur sort devait s'en améliorer. Mais ce que personne ne pénétrait alors, c'était le double intérêt que l'empereur des Français avait de ménager la cour de Vienne plus qu'il ne l'avait voulu d'abord, afin que sa prépondérance pût en imposer encore à la Prusse, et de paraître en même temps favorable à la Prusse, pour que, cette puissance balançant aussi l'Autriche, il s'établît entre ces États un équilibre de faiblesse qu'il nommait équilibre européen. Enfin Napoléon espérait, en favorisant un cabinet qui lui avait donné de vives inquiétudes, parvenir à le brouiller à jamais avec l'Angleterre, espèce de ruse qu'on remarquera plus tard dans tous les traités qu'il dicta ; jeu perfide, mais toujours le même, qui finit par désabuser ceux-là mêmes qui d'abord en avaient été dupes et qui devaient se réunir contre lui dans des circonstances incalculables alors ; car la politique

fondée sur l'expérience est une science purement conjecturale; les théories l'égarent; les faits seuls l'éclairent; trop souvent la force lui en impose, mais tôt ou tard elle commande à la force, quoi qu'on ne puisse en assigner l'époque.

Quant au comte d'Haugwitz, qui vivait tout au présent, il était loin de balancer entre ses intérêts et ses devoirs; aussi ne fut-il nullement troublé de se trouver en présence de Napoléon, quand celui-ci le fit brusquement appeler à Schœnbrunn le 13 décembre. Personnellement accueilli d'une manière gracieuse, que sa longue et flétrissante condescendance lui méritait, il écouta, sans se permettre ni excuse ni apologie, les paroles dures, fières et menaçantes d'un orgueilleux vainqueur, qui ne lui laissa que peu de moments pour opter entre la guerre et la paix; et cela sans raisonnement, sans discussion, sans avoir égard à la position où se trouvait le négociateur; sans lui permettre d'en référer à sa cour, ni même de réfléchir sur un objet si important. Napoléon protesta ne vouloir pas retarder d'un seul jour le début d'une guerre à mort contre un gouvernement qui venait de manifester contre lui des intentions hostiles, dont les circonstances avaient uniquement empêché l'accomplissement. Il assura que son armée brûlait du désir d'en tirer vengeance, et qu'il était, sous tous les rapports, à même de satisfaire un tel vœu, d'autant que les Russes déposaient les armes, que la paix allait être conclue avec l'Autriche, et qu'il pourrait tourner contre la Prusse toutes ses forces, dont l'élite se

trouvait alors réunie autour de lui ; que ses soldats accoutumés à vaincre et enivrés de leur triomphe, étaient déjà sur les frontières de la Silésie, et envahiraient facilement cette province dégarnie de troupes, dont les places, dépourvues de vivres et de munitions, n'avaient que des garnisons faibles et nullement capables de résister à une armée qui ne respirait que la guerre, ne pouvant surtout espérer de secours que de la part de ces troupes prussiennes déjà désaccoutumées des habitudes militaires ; que si les hostilités commençaient, le roi ne pourrait compter sur les provinces polonaises, qui du côté de la Silésie ne possédaient aucun moyen de défense naturelle ou artificielle ; dont les peuples, irrités d'une soumission forcée, s'insurgeraient d'ailleurs à la première apparition des Français, au nom d'une liberté peut-être illusoire, mais qui y enflammerait toutes les têtes ; que Frédéric-Guillaume courrait des dangers plus grands encore qu'il ne le pensait, l'empereur des Français n'étant point accoutumé à faire fléchir sa politique devant de puériles considérations, dans le haut degré de puissance et de grandeur où il était parvenu ; enfin que, rassasié de gloire et de prospérité, il voulait bien, dans l'intérêt seul de la paix, et en dépit de tout ce qui s'était passé, proposer au roi ce à quoi il n'avait nul droit de s'attendre.

Napoléon, ne répondant, dit-il, à d'impardonnables torts que par des bienfaits, enjoignit au comte d'Haugwitz de *partir sans délai* pour porter à son souverain, soit une déclaration de guerre, soit

un traité signé à l'instant, et dont les clauses seraient : alliance sincère et confédération durable entre la Prusse et la France, tant pour leur défense commune que contre ceux qui se déclareraient leurs ennemis ; Frédéric-Guillaume céderait le margraviat d'Anspach à l'empereur des Français, qui se proposait de le rétrocéder à l'électeur de Bavière, à condition toutefois que celui-ci céderait de son côté à la Prusse un territoire voisin de la principauté de Bareuth et dont la population s'élèverait à vingt mille âmes. Le roi renoncerait aussi à la principauté de Neufchâtel et à la portion de sa principauté de Clèves, sise sur la rive droite du Rhin, afin que Napléon pût disposer à son gré de ces deux États. En échange des trois provinces d'Anspach, Clèves et Neufchâtel, la Prusse obtiendrait en pleine propriété, outre le territoire voisin de Bareuth ci-dessus mentionné, l'électorat d'Hanovre et tout ce que la maison royale d'Angleterre possédait en Allemagne. En conséquence de cette riche acquisition, le roi de Prusse reconnaîtrait et garantirait d'avance toutes les stipulations du traité qui allait être signé à Presbourg. De son côté le gouvernement français lui garantirait solennellement *ses anciennes et nouvelles possessions;* enfin, les deux monarques alliés assureraient à l'empire ottoman l'intégrité de ses domaines.

Haugwitz, qui voyait ainsi s'accomplir enfin les vues d'agrandissement qu'il formait depuis longtemps, ne s'occupait point des dangers dans lesquels son pays allait être jeté, ni de l'intention se-

crète de celui qui voulait brouiller la Prusse avec l'Angleterre et la Russie, par l'occupation du Hanovre et la garantie du territoire turc, qui menaçait en Moldavie l'empereur Alexandre. Ruinant ainsi son système de neutralité, il pensa que son maître n'hésiterait point entre une guerre coûteuse et une riche acquisition, et qu'il serait pleinement justifié d'avoir agi contre l'avis de tout le conseil et les ordres positifs du roi. Au reste, toute cette comédie diplomatique secrètement convenue fut jouée avec un sérieux qui en eût imposé à tout autre qu'aux deux principaux acteurs; et Haugwitz, charmé de se voir forcé de faire ce qu'il voulait, signa, sous la dictée de Napoléon, une convention qu'il eût dictée lui-même, ce qui eut lieu le 15 décembre, jour où, d'après la convention du 3 novembre, les hostilités auraient dû commencer de la part de la Prusse. Elle ne devait être publiée qu'après l'échange des ratifications, mais on s'en fit un moyen de hâter la signature du traité de Presbourg; le ministre prussien partit deux jours après l'avoir conclue, pour en donner avis à sa cour, où il n'arriva que le 25 décembre.

La plus vive rumeur éclata à Berlin quand on y eut appris l'existence et la teneur de ce traité. Dans le premier moment, cette convention, qui d'ailleurs ne fut jamais imprimée, eut contre elle, et cette répugnance que l'homme éprouve toujours à passer subitement d'un extrême à l'autre, et le désappointement d'une opinion exaltée qui depuis deux mois accoutumait les esprits à considérer la France comme

ennemie; elle eut contre elle surtout la défiance générale sur le caractère et les intentions du ministre signataire. Ce transport des peuples d'une couronne à une autre, cet amalgame de populations si longtemps étrangères entre elles, semblait choquer la raison autant que la morale publique, détruisait l'unité gouvernementale et nuisait au patriotisme conservateur des États. Puis, comment échanger utilement des sujets affectionnés contre des hommes naturellement mécontents de se voir soumis à un sceptre nouveau, à des lois et à une administration inconnues? Il y eut en outre les débats les plus vifs entre l'amour de la paix et l'amour de l'indépendance, entre l'intérêt et la gloire. Dans les deux partis qui divisaient le conseil, les uns voulaient que Brême, Hambourg et Lubeck fussent jointes au Hanovre; l'autre qu'on refusât tout pour s'allier à la Russie et à l'Angleterre. En résultat, on pensait que les clauses *offensives et défensives* devaient être rayées du traité; mais le ministre Laforest insistait sur la ratification pure et simple.

Le roi seul, au sein du tumulte des passions de tous, demeura calme, mais sérieux et préoccupé. Désirant le bien de son peuple et ne sachant encore à quoi s'arrêter, il ne voulut en croire exclusivement ni Haugwitz, ni ses conseillers ordinaires; il s'entoura, avant de rien décider, des hommes dont le rang, les lumières, l'expérience, la confiance que la nation avait en eux, lui promettaient un avis sage et propre à le faire sortir du labyrinthe où il se trouvait engagé.

Dans les négociations qui précédèrent la convention du 5 novembre, il avait été légèrement question de l'acquisition de l'électorat de Hanovre par la Prusse, qui l'eût alors échangé contre ses possessions en Westphalie; l'ennemi commun n'en eût accru ni sa puissance, ni celle des siens; l'Angleterre aurait été amenée à y consentir dans l'intérêt majeur qu'elle avait de déterminer la Prusse à entrer dans la coalition; enfin l'Autriche et la Russie fussent devenues garantes d'une si avantageuse acquisition. Mais tout était changé depuis Austerlitz. Fallait-il donc recevoir d'une main ennemie ce qu'une main amie nous eût donné? Le devait-on, le pouvait-on avec honneur et sûreté? Jamais le gouvernement prussien n'avait été dans une situation aussi embarrassante. Comment se décider à ratifier ou à rejeter la convention du 15 décembre? La partie essentielle de cette convention offrait, du moins pour l'avenir, un état de choses reconnu, garanti, stable, si toutefois l'on eût été sûr que Napoléon voulût réellement et constamment le maintenir. Quant au traité de Presbourg, auquel il fallut adhérer, et dont, sans le connaître encore, on prévoyait de reste les stipulations, cet acte était en lui-même un objet d'effroi pour les puissances continentales, et la cause prochaine ou future d'une calamité générale et sans exemple. Mais la Prusse, en se sacrifiant, pouvait-elle poser des bornes aux continuelles usurpations de la France? Ne semble-t-il pas au contraire qu'en accédant à tout ce qui s'était fait elle obtenait des avantages et pour l'Europe et pour

elle-même, supposé, ce sur quoi l'on n'avait pas de données certaines, que les traités les plus solennels fussent un frein pour le cabinet des Tuileries?

Le traité de Presbourg contenait en effet une clause dont la plus terrible expérience avait démontré la haute importance. Il était clair que la Prusse n'aurait jamais de sécurité à espérer tant que le pays de Hanovre se trouverait impliqué dans une guerre qui, à la vérité, eût dû lui être totalement étrangère. L'on était résolu, quelque prix qu'il en coûtât, à ne point permettre que les Français y rentrassent; il était donc nécessaire de s'y opposer, et l'on n'avait à cet égard de choix qu'entre la paix ou la guerre. Dans ce dernier cas, il fallait se résoudre à une lutte dont l'issue pouvait être la ruine complète de l'État; dans l'autre, cette ruine était ajournée, moins complète, laissait de grandes ressources encore et pouvait assurer à la Prusse des moyens de puissance défensive et de prospérité intérieure. Mais ce qui ajoutait à tous les embarras qu'on éprouvait, c'était l'engagement que le cabinet avait pris par la lettre du ministre Hardenberg à lord Harrowby, engagement que le cabinet britannique avait accepté. Il avait été pris de bonne foi; on eût voulu y tenir avec loyauté; mais devait-on hasarder le sort de l'État en faveur d'un gouvernement incapable de secourir la Prusse assez puissamment pour la sauver des coups d'un ennemi redoutable et irrité? L'empereur Alexandre avait, à la vérité, donné une preuve nouvelle de la noblesse de ses sentiments

en rendant au roi sa parole sans retirer la sienne, en le laissant libre de traiter avec la France et lui offrant son appui en cas de guerre; mais l'attitude de Napoléon, maître de Vienne et de la Moravie, pouvant attaquer, par la Bohême, des provinces vulnérables de toutes parts, offrait le côté funeste d'une position qui d'un autre présentait, par l'acquisition du Hanovre, l'avantage de donner à la Prusse contre la France, non-seulement des moyens de puissance plus considérables, mais une frontière qui manquait encore à des possessions désunies. Nieberg, Hameln, le Weser était le commencement d'une ligne de défense, qu'une étroite liaison avec la Saxe permettrait d'étendre et de perfectionner. Par cette acquisition l'on devenait en outre maître du cours de l'Elbe et du commerce de l'Allemagne, et l'on obtenait, sans coup férir, ce qui depuis trois ans était l'objet des vœux et des demandes de la Prusse, l'éloignement des troupes françaises, ainsi que la cessation des collisions, des vexations et des entraves de tout genre causées par leur présence sur les frontières de l'État.

Une autre et importante considération, c'était d'empêcher qu'à l'avenir le pays de Hanovre fût impliqué dans chaque guerre qui pourrait avoir lieu entre la France et l'Angleterre, ce qui ne manquait jamais de semer le trouble dans les États voisins. Que fallait-il pour se procurer tant d'avantages? se soustraire uniquement aux frais et aux dangers d'une lutte désastreuse! Tels étaient, en faveur de la ratification du traité de Presbourg, les motifs

d'une grande partie des conseillers de la couronne. D'autres, sans nier les avantages qu'on en retirerait, s'efforçaient de flétrir et l'œuvre et son auteur, sous le rapport de l'honneur et de la loyauté. Devait-on, disaient-ils, sacrifier à l'ambition des sujets zélés et fidèles? Devait-on dépouiller par intérêt un prince ami?..... Mais, répliquait-on, la raison d'État doit l'emporter sur toute autre considération; entre la chute de la monarchie et une mesure inséparable de son salut le souverain lui-même ne peut balancer un moment; puis, refuser cette dépouille d'un allié c'est la livrer au premier ravisseur en préparant sa propre ruine.

De ce conflit d'opinions, où la probité politique luttait contre des passions cupides, résulta dans l'esprit du roi le noble désir de concilier ce qu'il devait et à la sécurité de son peuple et à ses engagements envers ses alliés. La ratification fut donc décidée d'un commun accord, mais avec les modifications suivantes : l'on acceptait l'alliance que jusqu'à cette époque on avait sans cesse refusée; on souscrivait même aux échanges, quoiqu'il en coutât beaucoup au roi et à ses plus fidèles serviteurs; mais on prétendait en subordonner l'exécution aux stipulations qui auraient lieu lors de la paix entre l'Angleterre et la France, en exigeant qu'à cette époque Napoléon obtînt une cession formelle du pays de Hanovre par Sa Majesté Britannique en faveur du roi, qui ne pouvait se croire légitime possesseur de ce pays qu'en vertu d'un titre de cette nature, et ne voulait qu'occuper militairement l'é-

lectorat jusqu'à la paix, époque où seulement on continuerait à évacuer les trois provinces conditionnellement cédées. C'est avec de telles propositions et l'engagement pris de maintenir la tranquillité dans le nord de l'Allemagne et d'engager Leurs Majestés Britannique et Suédoise de retirer leurs troupes de l'électorat, que le comte de Haugwitz fut renvoyé à Napoléon.

Conséquemment à ces promesses, le baron de Hardenberg (dont, par anticipation, nous avons précédemment annoncé la retraite, qui n'eut lieu que le 9 avril, pour ne pas interrompre l'historique de sa querelle avec Napoléon) adressa le 26 janvier 1806 à M. Jackson, envoyé britannique à Berlin, la note suivante, que nous rapporterons encore presque en entier pour démontrer jusqu'à l'évidence les intentions franches du roi et de son ministre. «Je remplis avec empressement la promesse, » donnée le 8 de ce mois à lord Harrowby, de vous » communiquer, monsieur, dès qu'il y aurait à cet » égard une décision finale, les circonstances ultérieures qui se rapportent à la sûreté de l'Allemagne et à la garantie du roi pour celle des troupes anglaises qui s'y trouvent. Un courrier de » Munich vient d'apporter au roi la nouvelle de la » consommation des arrangements dans lesquels les » conjonctures présentes l'ont mis dans le cas d'entrer avec la France, pour sauver ces contrées, et » particulièrement les États de Hanovre, des malheurs d'une guerre ruineuse et assurer leur tranquillité. Ces arrangements stipulant surtout la

» remise de ce pays à la garde exclusive des troupes » prussiennes et à l'administration du roi *jusqu'à* » *la paix future entre l'Angleterre et la France,* » Sa Majesté n'a pu différer de prendre les mesures » nécessaires pour y faire entrer un corps de son » armée, qui se trouvera sous les ordres de Son » Excellence monsieur le général de cavalerie comte » de Schulembourg-Kehnert, auquel le roi a égale- » ment confié l'administration du pays. Animée du » plus juste désir de voir l'importance et l'urgence » des motifs qui l'ont décidée à cette démarche jus- » tement appréciées par Sa Majesté Britannique et » par son ministre éclairé, Sa Majesté a chargé le » baron de Jacobi, à Londres, de s'en expliquer » avec détail. » Hardenberg, dans le reste de cette note, démontrait la nécessité de presser le rembarquement des troupes anglaises comme étant la condition sous laquelle la France avait promis de ne pas en envoyer elle-même en Hanovre, car c'était dans cette supposition que le roi avait garanti la sûreté de l'armée britannique.

Déjà les Russes s'étaient retirés, et un corps prussien entra dans l'électorat, précédé d'une lettre du conseil d'État du roi, en date du 27 janvier, adressée au comte de Munster, et annonçant le but de cette occupation, ainsi que d'une proclamation du même jour, où le roi, rappelant les événements qui avaient eu lieu, son désir de préserver le Nord des malheurs de la guerre et sa récente convention avec l'empereur des Français, assurait ne vouloir occuper les États de Sa Majesté Britannique, et se char-

ger de leur *garantie* et de leur *administration*, que *jusqu'à la conclusion de la paix générale*, il promettait de pourvoir, de son trésor, *à l'entretien des troupes dans l'état de paix*, le pays n'ayant à *supporter que les dépenses, suites de l'état de guerre*, et laissait le surplus des revenus applicables aux frais d'administration et à l'avantage du pays.

Cette occupation ne ressemblait en rien à une usurpation; cependant le comte de Munster finit par protester contre cette mesure et s'embarqua pour l'Angleterre. Aussi la déclaration de Frédéric-Guillaume, ainsi que les ouvertures par lui faites, déplurent-elles à Napoléon, qui avait déjà promis Anspach à la Bavière, et avait pour principal objet de brouiller le roi avec la Grande-Bretagne. La Prusse, autant pour l'apaiser que par une économie mal entendue, fit rentrer dans les quartiers de paix son armée, encore en armes sur la frontière; fausse démarche que la faction Haugwitz fit commettre et qui ne signalait que de la faiblesse.

Cependant l'empereur des Français retardait de s'expliquer, ce que la même faction représentait comme un motif d'espérance de voir le traité accepté dans sa nouvelle forme. Mais dès que le monarque eut désarmé, en dépit de l'opposition de ses conseillers les plus clairvoyants, l'arrogance de Napoléon ne connut plus de bornes; il déclara que le traité de Presbourg avait été rompu par le roi lui-même, et que, si ce monarque prétendait aux avantages qu'il en eût obtenu, il fallait en conclure un nouveau.

Napoléon, par ce nouveau traité, exigeait que les échanges convenus se fissent à l'instant même ; que la Bavière fût dispensée du sacrifice auquel le traité de Presbourg la soumettait, et que la Prusse fermât les ports du Nord au pavillon britannique. Il était réservé au comte d'Haugwitz de négocier et de signer les traités les plus ruineux pour la monarchie prussienne ; c'est ce qu'il fit encore durant sa nouvelle mission à Paris, terminée le 15 février. Il s'en applaudit néanmoins en faisant remarquer que, si la Prusse perdait à Anspach soixante milles carrés et deux cent soixante-dix mille âmes, en faveur de la Bavière, et cédait à la France, d'une part dix-sept milles carrés et quarante-sept mille âmes, d'une autre une étendue de vingt milles carrés, y compris la forteresse de Wesel, et une population de cinquante-huit mille âmes, auxquels il fallait ajouter l'évêché de Paderborn, de douze milles carrés et vingt-cinq mille âmes, ce qui complétait une cession de cent onze milles de territoire et de quatre cent mille sujets, la monarchie obtenait en compensation le Hanovre, dont l'étendue était de cinq cent soixante-dix milles et dont la population montait à un million.

Napoléon, sans attendre la ratification de ce traité, avait ordonné au maréchal Bernadotte d'occuper le margraviat d'Anspach au nom du roi de Bavière, et ce général, par une proclamation du 23 février, annonçait à ce pays qu'il était cédé par la Prusse, qui prenait possession de l'électorat de Hanovre. Le même jour, 23 février, le marquis de Lucchesini,

âme damnée de la faction française, apportait à Berlin cette convention déjà en partie exécutée.

Ce fut pour les fidèles sujets du roi un coup de foudre, d'autant que cet événement inattendu devait contrarier, dans sa mission à Saint-Pétersbourg, le vieux et loyal duc de Brunswick, chargé de relations conservatrices avec un gouvernement que mécontenterait un traité qui allait en outre mettre la Prusse en guerre avec l'Angleterre et la Suède, ruiner le commerce prussien, substituer à une neutralité, si longtemps et si péniblement maintenue, cette union intime avec la France que Napoléon avait si constamment sollicitée et le roi si obstinément repoussée. Mais l'on ne traitait plus alors, comme à Vienne, de puissance à puissance ; la Prusse avait imprudemment désarmé ; l'Autriche était abattue, l'empire tombé en dissolution, la Suède aussi faible que son souverain était imprudent ; enfin la France avait encore deux cent mille hommes en Allemagne, et le gouvernement s'était épuisé par un immense et inutile appareil de guerre. Le traité fut donc ratifié le 1er mars, et Lucchesini repartit le 3 pour Paris, où il porta en triomphe le tribut humiliant que sa faction payait à son véritable maître.

Dès lors tout fut, pour la Prusse, honte et malheur ; les Anglais lui prirent quatre cents vaisseaux marchands ; les Suédois, délogés par eux d'un coin de l'électorat de Hanovre, bloquèrent ses ports de la Baltique, et les Russes lui lièrent les mains quand elle voulut prendre de cet outrage la seule vengeance

qui fût en son pouvoir. Les Français, de leur côté, continuèrent à en agir en Allemagne comme si la Prusse eût été réduite à une éternelle nullité.

L'on put juger alors ce que deviendrait une alliance où l'une des parties contractantes traitait son allié sans nul égard, où l'autre ne pourrait faire un pas qu'elle ne fût contre-carrée, se permettre une demande qu'elle ne fût repoussée. Le seul gage de durée que conservait la monarchie, jadis si brillante, du grand Frédéric, était dans l'idée de son impuissance qui permettait de tout oser sans la consulter ni la craindre.

Tel est le degré d'abjection dans laquelle la fausse et faible politique d'Haugwitz l'avait plongée. Hardenberg seul, dans le peu de temps qu'il était encore resté en place, avait cherché, soutenu de la reine, du prince Louis, de tout ce que la Prusse avait de courageux et d'honorable, les moyens de conjurer l'orage et de retirer l'État des bords d'un profond abîme. Ses efforts avaient été impuissants; les doléances des fidèles bourgeois d'Anspach ne firent que briser le cœur d'un bon roi obligé de rompre des liens d'amour et de reconnaissance; et le rescrit adressé aux habitants des villes et principautés de Neufchâtel et de Valangin, pour leur faire part de la cession de ce pays à l'empereur Napoléon, en date du 28 février, et dans lequel perçait le déplaisir que cet acte causait au monarque, fut le dernier auquel Hardenberg eut le malheur d'apposer sa signature.

Quant aux événements qui suivirent sa retraite,

nous aurons à les rapporter dans tous leurs détails, après avoir exposé la conduite que Napoléon, dégagé de tout frein, crut pouvoir se permettre, tant à l'égard des puissances dont il avait récemment garanti l'indépendance, que par rapport à la France, qui servait en esclave celui qui l'avait tant choquée par le mot *sujet* placé dans un traité. Mais cet homme extraordinaire était parvenu à se faire le distributeur des couronnes, à l'expiration de l'année où il fut couronné lui-même, et allait réduire tant de souverains nouveaux à n'être que les serviles vassaux de son épée-sceptre.

La Prusse surtout sentit bientôt combien elle avait perdu par un accroissement de territoire qui assurait son vasselage en la jetant dans les mains d'un homme dont l'inimitié était moins redoutable encore que l'alliance ; mais elle ne pouvait être sauvée que par une généreuse indignation, et si cette indignation était dans l'âme comme dans les intérêts du roi, son utile manifestation ne pouvait résulter que d'un élan populaire, auquel il fallait entraîner les esprits. C'est ce que pensèrent et préparèrent, dès cette époque, des hommes pour la plupart inconnus alors et dont les brillants succès, longtemps attendus, surpassèrent enfin les nobles vœux.

1806.

Ouverture du parlement d'Angleterre. — Annonce des dispositions hostiles de la Russie. — Persistance dans une guerre vigoureuse. — Caractère de Nelson. — Caractère de Pitt. — Défense de son système. — Nouveau ministère. — Espérances de Napoléon. — Biographie de Fox. — Son caractère. — Traité avec la Bavière. — Formation du grand-duché de Berg. — Réunion de Wesel. — Autres réunions sur la rive droite du Rhin. — Premiers fiefs impériaux. — Ruine de Venise. — Expédition contre Naples. — Joseph. — Gaëte. — Expédition de Calabre. — Les royalistes battus se rembarquent. — Joseph déclaré roi de Naples. — Intronisation des membres de la famille de Napoléon. — Nouveaux grands fiefs en Italie. — Lucien. — Jérôme. — Louis. — Son caractère et son mariage. — Fait roi titulaire de Hollande. — Veu commandé à la Hollande. — Louis décidé par Talleyrand. — Ses déceptions. — L'empereur d'Autriche. — Projets relatifs à l'Allemagne. — Inquiétude d'Haugwitz. — Note suédoise à la diète. — Note du cabinet de Londres sur le Hanovre. — Autre note prussienne. — Déclaration de guerre de l'Angleterre. — Son appel à l'Europe. — Agitation à Naples. — Descente des Anglais en Calabre. — Bataille de Maida. — Prise du cap de Bonne-Espérance. — Échec à Buénos-Ayres. — Miranda. — Usurpation de Murat sur la Prusse. — Écrits semi-officiels contre Napoléon. — Violente et prophétique diatribe du publiciste Gentz.

Le parlement britannique avait été ouvert le 21 janvier par un discours du lord chancelier, parlant au nom du roi, dont l'état déplorable et géné-

ralement connu n'en était pas moins voilé sous de spécieux prétextes, conformément à ces formes de décence publique que les Anglais conservent religieusement à l'égard du souverain qui les gouverne. Dans ce discours, il était dit : « Sa Majesté a donné » l'ordre que les différents traités qui ont été con- » clus fussent mis sous vos yeux ; et quoiqu'elle re- » grette sincèrement que les événements de la cam- » pagne d'Allemagne aient trompé ses espérances, » Sa Majesté se flatte qu'en examinant les mesures » qu'elle avait prises vous serez d'opinion qu'elle n'a » rien négligé pour soutenir les efforts de ses alliés. » C'est pour Sa Majesté une grande consolation d'ap- » prendre que, quoique l'empereur d'Allemagne se » soit cru obligé de retirer ses troupes, *Sa Majesté* » *a reçu de son auguste allié l'empereur de Rus-* » *sie les assurances les plus positives qu'il ne* » *s'écarterait point du système de politique généreuse et éclairée qui a jusqu'ici dirigé sa con-* » *duite;* et Sa Majesté ne doute pas que vous ne » soyez pleinement convaincus des grands avantages » de maintenir dans tous les temps une étroite al- » liance avec ce souverain. » Dans le cours de cette harangue d'apparat, on déplorait l'irréparable perte de l'amiral Nelson ; on exaltait la brillante victoire par laquelle il couronna sa brillante carrière ; on invitait le parlement à de nouveaux efforts contre un ennemi dont les événements de la guerre avaient accru l'influence et la puissance sur la France et le continent. Les adresses votées aux deux chambres ne donnèrent lieu à aucune discussion.

Deux choses sont principalement à remarquer, tant dans ce discours que dans la manière dont il fut unanimement accueilli : 1° l'assurance donnée par le gouvernement des intentions nullement pacifiques de l'empereur de Russie, qui, dans le fait, s'était contenté de séparer ses troupes de celles d'un allié, dès qu'il lui en avait fait la demande, mais sans *armistice* particulier avec l'ennemi qu'il combattait, *sans* acte quelconque susceptible de manifester ses vues actuelles ou ses intentions ultérieures; 2° la ferme détermination de persister dans le projet d'une guerre vigoureusement soutenue et qui, jusqu'à cette époque, avait été si favorable à la grandeur et à la prospérité de la Grande-Bretagne.

Quant à la perte que dans la personne de Nelson l'Angleterre venait de faire d'un héros qui rendit à sa patrie de si éclatants services, elle devenait bien moins funeste à l'État depuis que la marine anglaise, ayant irrévocablement écrasé celle des deux puissances ses rivales, avait enfin conquis, et pour jamais peut-être, cet empire universel maritime, colonial et commercial, objet constant de la politique de William Pitt, et dont la révolution française hâta les progrès.

Nelson fut sans contredit un marin du premier ordre, l'orgueil de son pays justement admirateur de sa brûlante audace et de ses incomparables triomphes; mais homme d'ailleurs peu estimable, incapable par son caractère de s'élever jusqu'à cette noblesse de l'héroïsme qui, semblable à celle de Sidney-Smith, fait priser le sentiment de la gloire

dans la personne de ses rivaux mêmes, et accroît ses propres succès de ce généreux hommage. Ennemi forcené, non-seulement de la France, mais des Français, qu'ils fussent royalistes ou républicains, vertueux ou pervers; leur nom seul le mettait en fureur, et s'il en était un qui eût fait manquer quelques-uns de ses plans hostiles, sa rage contre lui ne connaissait plus de bornes; c'était un délire infernal digne de la plus basse populace; et il s'était accru de ses échecs contre la flottille de Boulogne, dont il avait souvent annoncé la prochaine destruction.

Une perte incomparablement plus déplorable, ce fut celle que l'Angleterre fit le 23 janvier d'un ministre qui seul pouvait effacer, par ses longs et utiles services, la mémoire du célèbre lord Chatam, son père. Pitt, à l'égard duquel nous ne répéterons point ici les justes éloges déjà précédemment donnés à son génie, était un personnage d'une infiniment plus haute stature morale que Nelson; enlevé à sa patrie à l'âge de 47 ans, après vingt-trois années d'une carrière publique où son intégrité fut attestée par Fox lui-même, il ne cessa pas d'être à la tête du gouvernement, si l'on en excepte les deux ans de l'administration expérimentale d'Addington; il mourut sans fortune, sans titre, sans décoration, au sein d'une foule d'hommes qu'il avait fait combler de ces brillantes faveurs auxquelles il préféra une vie active, utile et pure. Ce ministre, si violemment ennemi de la France révolutionnaire, avait, en 1786, repoussé avec feu la virulente déclamation de Fox

contre la France monarchique, que cet orateur nommait *l'ennemie inaltérable et éternelle de l'Angleterre.* « Mon esprit se révolte à cette asser-» tion, répliqua-t-il; je regarde comme une mon-» struosité de dire qu'un peuple puisse être l'inal-» térable ennemi d'un autre peuple; c'est une » faiblesse, c'est une puérilité qui n'a pour base ni » l'expérience des nations, ni l'histoire de l'homme; » c'est uniquement une injurieuse satire de l'état » social. » S'il sembla, dans les douze dernières années de sa carrière ministérielle, démentir ces belles paroles, c'est que, pour sauver sa patrie d'un bouleversement dont elle paraissait menacée, il crut devoir invoquer la haine contre un pays dont il redoutait les principes désorganisateurs. Pitt sacrifia, *dit*-on, l'avenir au présent par la multiplicité des emprunts qui accrurent prodigieusement la dette nationale. Il eût été plus juste et plus exact de dire qu'il fit participer l'avenir au salut du présent, dont la chute eût également compromis l'avenir. Au reste, ce que l'histoire dira de lui, et peut-être de lui seul : c'est qu'il n'acquit jamais la faveur du prince par des bassesses, ni celle du peuple en le flattant ou en lui sacrifiant ce qu'il croyait devoir au maintien de l'autorité. Ses derniers mots furent : *ô temps! ô patrie!* car il prévoyait les maux de l'Angleterre, et il avait le noble orgueil de sentir que son système seul, dont il redoutait la chute, était capable de l'en préserver.

Un tel homme n'était pas facile à remplacer, dans les circonstances surtout où l'on se trouvait, au sein

des partis qui se disputaient la faveur publique, et en présence des grands événements qui venaient d'avoir lieu sur le continent européen. Lord Grenville fut chargé de former un nouveau ministère, qu'on désirait être à la fois uni, fort, conciliateur et sans opposition ; il crut résoudre ce problème insoluble en composant l'administration nouvelle des chefs de tous les partis, persuadé que la juxta-position de ces influences diverses en produirait l'amalgame, et que, détruisant ainsi tous les germes de dissension, il en résulterait une coopération unanime et vigoureuse, une volonté forte et sans obstacle, et que cet ordre de choses satisferait toutes les passions comme tous les intérêts ambitieux.

L'on vit donc entrer simultanément dans le ministère les principaux chefs, soutiens des trois partis, Pitt, Fox et Addington. Pitt eut pour successeur lord Grenville, Fox remplaça lord Mulgrave aux affaires étrangères, et Addington, devenu lord vicomte Sidmouth, fut nommé lord du sceau privé, à la place de lord Westmoreland. L'on confia aussi le ministère de la guerre à Windham, l'intérieur à lord Spencer, l'artillerie à lord Moira, l'amirauté au comte Grey; Erskine devint chancelier, et le reste de l'administration fut partagé entre les trois partis.

L'embarras du choix plus que la nécessité avait produit ce régime administratif véritablement monstrueux, et Napoléon, qui avait exécré Pitt, charmé de la mort de ce ministre, ne pouvait désirer en Angleterre un ordre de chose plus favorable aux

vues que lui-même il se proposait. Il fondait les succès de son ambition sur l'incohérence des éléments constitutifs du cabinet britannique; mais ce qu'il ne prévoyait point, c'est qu'en dépit des hommes mis à la tête du gouvernement, l'opinion anglaise parvint à se faire jour, et, qu'agissant à travers le ministère même elle l'entraîna souvent *malgré* lui. Ce qu'il ne savait pas davantage, c'est *que*, s'il avait en Angleterre de nombreux admirateurs, ces hommes n'étaient ni ne pouvaient être les aveugles partisans de son incommensurable puissance, et se prêter, par conséquent, à l'accroître aux dépens de leur propre patrie. Ce qu'il ignorait encore, c'est que Fox ministre pouvait devenir tout autre que Fox chef de l'opposition, et que si quelques intérêts d'amour-propre le liaient encore au système qu'il avait professé, des intérêts plus chers sauraient bientôt le lui faire abandonner.

Ce n'aurait pas été la première fois que Fox eût changé de religion politique; puis ce grand orateur n'était rien moins qu'un homme d'État; il est donc indispensable d'esquisser le tableau de sa vie publique, car c'est par des faits qu'on peut apprendre à juger un personnage placé dans une sphère aussi élevée, et destiné à jouer un rôle des plus importants.

Charles Fox, fils puîné de lord Holland, issu d'un des plus fidèles serviteurs de ces Stuart, dont il se montra constamment le détracteur (1), quoique

(1) Dans son *Histoire des Stuart*, qu'il mourut sans avoir achevée.

descendant par voie illégitime de cette royale famille, devait seul couvrir d'un grand lustre le nom qu'il portait. Élevé dans l'indépendance la plus complète, ce qui lui créa peut-être une vie politique et morale également sans frein, il possédait une activité d'esprit et d'âme que ne purent jamais user les excès simultanés de l'étude la plus constante et des plaisirs les plus désordonnés. Ministériel d'abord, car son ambition inquiète et encore sans but n'avait point originairement fait un choix dans la carrière où il débutait, il parut poussé dans cette voie par la vanité de lutter contre le célèbre Burke, dont il finit néanmoins par adopter les maximes d'opposition, très-favorables à l'irascibilité de son caractère, et cela, en recherchant les suffrages du peuple qu'il courtisa, tout en éprouvant à son égard le plus profond mépris.

Ce fut dès lors que Fox commença à acquérir la brillante réputation qui devait l'illustrer et lui survivre. Redoutable adversaire des ministres qui nécessitèrent, entamèrent et soutinrent la guerre d'Amérique, il perdit en partie le lustre que sa brûlante éloquence lui avait acquis, dès qu'en 1782 il entra dans cette désorganisatrice administration whig, si habile à détruire et si impuissante à réédifier; ministère versatile et inconsidéré, à la tête duquel était le marquis de Rockingham, et où Fox démontra, par sa propre conduite, combien la passion, qui fait les grands orateurs, nuit aux qualités indispensables à l'homme politique. Trois mois seulement firent crouler cette administration rui-

neuse, et Fox eut besoin, pour se réhabiliter dans l'opinion, d'entamer sa constante et vigoureuse lutte contre William Pitt, chef de l'administration nouvelle, que par tous les moyens possibles il tenta d'abattre. Relevé lui-même pour un moment, il contribua, comme secrétaire d'État, en 1783, à la conclusion de cette paix générale, dont, en qualité de *chef* d'opposition, il avait récemment blâmé les *préliminaires* signés par lord Shelburne.

Fox échoua, en 1785, dans l'affaire du bill de l'Inde, qui eût changé la nature du gouvernement, en substituant en grande partie la puissance du ministère à celle du roi. Il devint plus tard l'apologiste de la révolution française, dont il excusa même les excès ; mais il n'en vota pas moins pour que le parlement britannique fît la noble démarche de s'intéresser hautement au salut de Louis XVI; et pourtant il se prononça contre la guerre, quoique la France l'eût provoquée en attaquant la Hollande, *alliée de* l'Angleterre, et en la déclarant à l'Angleterre elle-même, malgré les négociations entamées par celle-ci pour conserver la paix. Il échoua de nouveau, ainsi que lord Grey, dans leur opposition à la suspension d'*habeas corpus* et à l'établissement de lois répressives des perturbateurs, opposition dont le triomphe eût certainement compromis la tranquillité de l'État.

Fox ne réussit pas mieux dans ses motions relatives à la réforme parlementaire, arme dont une imprévoyante popularité chercha sans cesse à s'emparer, mais que l'expérience des affaires fit souvent

rejeter par ceux mêmes qui s'en étaient servis à leur début; arme uniquement propre à ruiner, en les déplaçant, les bases fondamentales de la constitution.

Enfin, doué d'un entêtement qui semble du caractère à ceux qui n'en ont pas, avec de la hauteur dans l'esprit et de la bassesse dans l'âme, Fox, fier par vanité, souple par calcul, humble par ambition, rachetait des vices honteux par des actions généreuses et une sorte de loyauté personnelle. Aussi facile dans sa vie privée qu'il l'était peu en politique, également à sa place dans les palais et les tavernes, il se montra orateur véhément, quoique diffus, verbeux, gonflé de phrases oiseuses, de périodes parasites, d'expressions impropres, de locutions déplacées; plein de désordre dans ses discours, mais jamais dans l'enchaînement de ses idées ou dans le but qu'il se proposait. Aussi son éloquence incontestable offrait-elle l'image d'une nuée sombre, sillonnée de brillants éclairs et d'où s'échappait la foudre. Caton à la tribune en sortant de la plus sale orgie, rabaissé par ses mœurs, relevé par ses incommensurables talents, il sut parer sa popularité d'un certain orgueil et son orgueil d'une constante popularité; mais il ne voyait, ne pensait, n'agissait qu'au gré de ses passions. Tel était l'homme aux mains duquel on avait remis la direction d'un ministère que lui seul pouvait diriger, et dont les actes allaient accroître ou détruire sa haute renommée comme homme d'État.

Napoléon avait appris à Munich la mort de son

redoutable ennemi, tous les changements opérés dans le cabinet britannique, et l'importance acquise par l'homme à caractère agressif qu'il croyait avoir séduit lors de son voyage à Paris, après la paix d'Amiens.

L'empereur des Français était arrivé le 30 décembre 1805 dans la capitale de la Bavière, où l'impératrice Joséphine l'avait précédé et où l'attendait le nouveau roi, orgueilleux et reconnaissant du titre qu'il lui devait. Le triomphateur y fut environné des hommages de tous les princes récemment comblés de ses faveurs, ainsi que des flatteries de ceux *qui* espéraient en obtenir de sa munificence. Il conclut avec le gouvernement bavarois un traité *qui*, vu l'acquisition d'Anspach par la Bavière, le mit en possession de Berg; ce qui lui permit de réunir ce duché à celui de Clèves dont il avait déjà obtenu la cession, projetant d'en former un seul État qu'il conférerait à quelqu'un des siens, et de s'assurer ainsi, contre l'esprit et le texte des traités, un passage sur le Rhin. Il était d'ailleurs rassuré sur toute opposition de la part des princes allemands, que la crainte, l'ambition ou l'impuissance *semblaient* rendre très-indifférents à l'indépendance et à la sûreté de l'empire germanique, dont les droits *avaient* déjà si souvent et si impunément été violés depuis la signature du traité de Lunéville, qui aurait dû en être la solide et constante garantie.

Cette nouvelle violation de la foi jurée était voilée du moins d'un spécieux prétexte; mais bientôt l'on ne chercha pas même à conserver une telle

mesure de décence politique, et l'occupation de Wesel, déjà réellement incorporé à la France comme faisant partie de la vingt-quatrième division militaire (1), prouva qu'il n'y avait plus de chance possible de défense contre un puissant ennemi; car cette forteresse eût seule été capable de résister à une invasion; il en résultait que la portion de territoire allemand située entre le Rhin, le Weser et l'Océan Germanique se trouverait livrée, dès le début de la guerre, à toute armée française destinée à l'envahir.

Napoléon poussa même les choses plus loin, car il détermina les princes de Nassau-Usingen et Nassau-Weilbourg à lui céder, sur la rive droite du fleuve, Cassel, Hocheim et l'île de Saint-Pierre, également propres à la défense ou à l'attaque de la forteresse de Mayence; ce qui lui ouvrait une voie facile et nouvelle pour insulter les provinces allemandes, pour y rassembler, quand il le voudrait, une grande masse de troupes, pour retenir enfin tous les États d'outre-Rhin dans une servile dépendance.

Ces postes militaires, si illégalement occupés et les forces françaises réunies sur différents points, effrayaient tout le nord de l'Allemagne et tenaient la Prusse en échec, tandis que Napoléon en impo-

(1) M. Bignon nie la réunion, parce qu'à cette époque Wesel n'avait pas encore été déclaré partie intégrante de l'empire français.

(*Note de l'éditeur.*)

sait également à l'Autriche, tant par la coopération inquiète des princes allemands du Midi, fruit de leur reconnaissance intéressée, que par la violation patente, couverte d'un vain prétexte, de cet article XII du traité de Presbourg, qui obligeait Napoléon à évacuer les provinces et les places rendues à cette puissance ; car il continuait à les occuper, quoique le terme assigné à cette évacuation fût *expiré*. Les troupes françaises demeurées en Bavière et en Souabe continuaient même à y vivre aux dépens du pays, comme si ces contrées avaient eu besoin de leur secours. Il en était de même dans la Franconie, où les armées de Napoléon devenaient chaque jour plus nombreuses et plus redoutables, et d'où elles ne s'éloignèrent pas même après le funeste traité d'Haugwitz.

Une telle conduite de la part de Napoléon démontrait clairement l'intention d'affaiblir la Prusse et d'anéantir les faibles restes du Corps germanique. L'inquiétude du cabinet de Berlin était donc aussi naturelle que vive. Il avait eu entre les mains le sort de l'Allemagne et ne pouvait volontairement se résoudre à l'en voir échapper. Son intérêt était que cette Allemagne conservât assez de puissance pour servir de barrière entre lui et le formidable Empire dont chaque instant accroissait l'importance et dont tous les actes annonçaient les intentions usurpatrices. Mais l'empereur des Français n'était pas moins intéressé à constituer à son profit la masse entière de ces divers alliés d'outre-Rhin et à en former, sous son protectorat et sa direction, une

utile et puissante confédération substituée à l'ordre de chose si longtemps respecté sous la dénomination de Corps germanique.

Avant de présenter à nos lecteurs la réalisation de ce plan conçu avec audace et exécuté avec autant d'adresse que de prudence, mais qui, en définitive, trompa les vues de son auteur, occupons-nous ici de ce qui se passait alors dans le midi de l'Europe.

Le séjour de Napoléon à Munich avait été signalé par le mariage du prince Eugène de Beauharnais avec la princesse Amélie de Bavière, fille du nouveau roi Maximilien Ier. L'empereur des Français, en faveur de cette brillante alliance, adopta le fils de l'impératrice, et écrivit au sénat conservateur qu'il entendait qu'à défaut de descendance directe la couronne d'Italie fût placée sur la tête du vice-roi, à qui les titres de prince de Venise et d'héritier présomptif furent conférés plus tard (1). Cette nouvelle combla de joie les Milanais, qui espérèrent une administration plus modérée que celle jusqu'alors existante, de la part d'un homme qu'ils estimaient, qui, avec un surcroît probable de puissance, aurait plus de moyens de faire le bien qu'ils savaient être dans son cœur, et entre les mains duquel le sceptre semblait devoir être remis dès l'instant que la paix générale aurait été conclue, espoir flatteur que les Italiens et le prince Eugène lui-même virent fuir devant eux comme le terme poursuivi d'un océan sans bornes.

(1) Le 30 mars.

Quant à l'Etat de Venise, quoique soumis d'abord à un régime provisoire et expérimental, l'établissement du Code civil, du concordat et de la conscription y fit naître des mécontentements et en commença la ruine. Ce fut avec un violent déplaisir qu'on y reçut le décret impérial du 30 mars, où il était déclaré que les provinces de Dalmatie, d'Istrie et de Frioul, les villes de Cadore, Bellune, Conégliano, Trévise, Feltre, Bassano, Vicence, Padoue et Rovigo étaient érigées en douze grands fiefs de l'empire français, dont Napoléon se réservait de donner à son gré l'investiture, avec reversion à la couronne à défaut d'hoirs mâles. Le quinzième du revenu de ces provinces, ainsi que trente millions pris sur les biens nationaux, devait être dévolus aux titulaires de ces fiefs, première mais très-incomplète idée purement monarchique, et prélude du système que l'empereur des Français couvait dans sa pensée, pour reconstituer la France d'après des principes stables, en posant ses institutions gouvernementales sur des bases que la révolution avait ruinées.

Napoléon commençait à sentir tous les vices de son Code civil, à en prévoir les futurs et funestes effets, et il ne cachait point déjà à l'un des plus judicieux jurisconsultes italiens (1) le désir qu'il avait de discipliner la classe industrielle, en recréant des corporations d'arts et métiers, et celle plus élevée en rétablissant une noblesse héréditaire. Cette créa-

(1) Le comte de Corvette.

tion de grands fiefs impériaux n'était donc qu'un essai, et si nous l'avons dit incomplet, c'est qu'un titre et un revenu ne constituent pas seuls une existence féodale, sous l'empire surtout d'une législation toute démocratique, d'autant que les provinces sur lesquelles les titres nouveaux devaient être assis perdaient leurs noms pour prendre ceux de départements de l'Adriatique, de la Brenta, de la Piave, de Passeriano, du Tagliamento, du Bacchiglioni; que l'Istrie et la Dalmatie conservaient seules les leurs; que tous ces départements étaient administrés par des préfets; qu'enfin ces duchés ne conféraient que des qualifications purement honorifiques, sans influence, sans privilége quelconque.

Le pays souffrait déjà de la pesanteur des tributs, il souffrit bien plus en voyant qu'il allait être épuisé de nouveau pour enrichir des étrangers. Joignez à cela l'étonnement des républicains, la haine des théoriciens incurables, l'envie ainsi que la jalousie des nationaux, le malaise prompt, et général surtout, d'une nombreuse population; car l'État de Venise fut tellement pressuré que l'impôt s'étant bientôt élevé au-dessus des revenus, les petits propriétaires se virent contraints à abandonner leurs terres que séquestra l'administration, qu'elle afferma et dont les fermages furent versés dans ses caisses à défaut de tributs.

Tel fut le résultat de la cession à la France d'un pays si opulent jadis, et qui joignit à de tels maux celui d'être décimé par le recrutement et mutilé par l'établissement des gardes d'honneur; où les

villes, qui ont besoin de curages fréquents pour en assurer la salubrité, et de l'entretien coûteux des digues pour les défendre contre la fureur des flots, virent journellement dépérir ou négliger des soins si importants.

Tant de causes de dégradations pour les fortunes particulières eussent été vaincues par l'opulente fertilité du sol; mais les débouchés de tout genre étant fermés par la guerre maritime et la prohibition, il s'ensuivit et la misère des peuples et la diminution de la matière imposable; aussi le gouvernement participa-t-il lui-même aux malheurs et à la ruine dont il fut l'auteur.

Napoléon était maître absolu de la Péninsule italique, à l'exception de Rome, qu'il dominait, et de Naples, qu'il voulait envahir; mais il se disposait à diriger une armée contre ce royaume, afin, disait-il, de punir son gouvernement d'avoir violé la foi jurée. Le roi Ferdinand était, à la vérité, tout aussi coupable que le serait un malheureux qui, forcé le couteau sur la gorge à signer sa ruine, réclamerait ensuite contre une telle violence.

L'on apprit bientôt que l'armée française réunie à Bologne, renforcée de cinq mille Espagnols, marchait sur Naples, forte de cinquante mille hommes, en traversant les États pontificaux, sous les ordres du maréchal Masséna. L'on envoya aussitôt à Paris Ruffo pour conjurer l'orage, et le prince de Saint-Théodore au quartier-général français, où il ne fut pas reçu. Quant aux Russes et aux Anglais, ils ne tardèrent pas à abandonner le roi Ferdinand au

sort qui le menaçait. Les premiers, sur un ordre de l'empereur Alexandre, donné avant que ce prince connût les dangers de son allié, se rembarquèrent pour voler au secours de la république des Sept-Iles, que l'on craignait de voir bientôt attaquée, si l'on avait pas le temps de prévenir l'occupation des bouches du Cattaro par les troupes françaises ; les derniers se trouvant hors d'état de résister aux forces considérables de l'ennemi, avaient successivement évacué Fondi, Itri, Mola-di-Gaëte, Capoue et Naples, et s'étaient embarqués à Castell-a-Mare.

Tandis que les Anglais exécutaient ce mouvement rétrograde, Joseph, ayant sous lui le vainqueur de Zurich, poursuivait sa marche sur trois colonnes, dirigées, celle du centre sur San-Germano, la droite commandée par le général Regnier sur Terracine, la gauche par les Abruzzes sous les ordres de Gouvion-Saint-Cyr.

Le roi de Naples s'était déjà réfugié en Sicile dès le 28 janvier, mais la reine était restée, conservant encore l'espoir de défendre sa capitale et la plus grande partie de son royaume. Les débouchés sur Naples n'avaient cependant pour défenseurs que deux régiments suisses, deux albanais et des milices. Des troupes de ligne en très-petit nombre occupaient les châteaux ; Galenco tenait dans la place de Capoue avec une faible garnison ; mais l'intrépide Caroline armait les lazzaroni, et le prince royal, revêtu par son père de tous ses pouvoirs, formait un corps de milice bourgeoise, tandis que le prince Léopold cherchait à organiser militairement les Ca-

labrois, et que le comte Roger de Damas, si héroïque dans la très-peu héroïque armée de Mack, se retirant avec environ dix-huit mille hommes devant l'armée française, espérait couvrir et conserver au roi les provinces non envahies et demeurées fidèles.

Joseph était arrivé devant Capoue, comme Regnier devant Gaëte, le 12 février ; la reine, qui n'avait point trouvé le courage qui l'animait elle et son fils parmi ceux qu'elle avait crus de fidèles et fermes appuis de sa couronne, s'était, à regret, embarquée avec le trésor de l'État. Les corps militaires furent à l'instant dissous, et dès le 13 février une députation napolitaine traita de la reddition de Naples, Capoue, Piscara et Gaëte. Une avant-garde française entra donc le 14 février, et Joseph le 15, dans cette populeuse capitale, où il trouva deux cents pièces d'artillerie, deux cent cinquante milliers de poudre, et un grand nombre d'officiers de l'armée royale qui sollicitaient de lui du service dans l'armée nationale que sans doute il allait former. En effet, le frère et lieutenant de l'empereur des Français se hâta de la réorganiser, envoya Saint-Cyr dans la Pouille, Regnier dans la Calabre ; Masséna remplaça ce dernier au siége de Gaëte.

Regnier avait investi cette place le 12 et envoyé le 14, au prince de Hesse-Philipstadt qui la défendait, une sommation dans laquelle il lui était représenté qu'*ayant peu de garnison, peu de moyens de défense et aucun espoir de secours,* il lui offrait, *aujourd'hui matin, une capitulation et les honneurs de la guerre,* mais que *le soir il ne se-*

rait serait plus temps. Le prince, peu séduit par ces prétendus *honneurs* qu'obtient facilement celui qui se déshonore en ne se défendant pas, se contenta de répondre, sans phrases et sans jactance, qu'ayant reçu du roi l'ordre de défendre Gaëte *jusqu'à la dernière extrémité,* il ne pouvait *moins faire que d'obéir.* Sa conduite fut conforme à cette simple et noble réponse ; car, attaqué le 12 février, la place ne se rendit que le 18 juillet, et même qu'après la blessure mortelle et l'embarquement du jeune et héroïque commandant de la forteresse, seul point où l'on eût encore résisté aux armes françaises.

Joseph, qui avait été accueilli avec enthousiasme dans Naples par les révolutionnaires, dont les acclamations tranchaient avec l'air morne du petit nombre de royalistes, et avec le mécontentement marqué de la populace, cherchait à se concilier les esprits par des promesses qu'il ne pouvait tenir, mais qui en imposent toujours au vulgaire. Cet homme de bien, de mœurs douces, exempt d'ambition et qui eût préféré une existence paisible à l'état brillant qu'on lui destinait ; théoricien calculateur, en politique et en administration, protégeait par ses discours et ses écrits l'industrie et le commerce que sa présence seule ruinait ou faisait fuir. Son armée, divisée en trois corps, comme nous l'avons dit, devait, d'une part, occuper tout le littoral de l'Adriatique, opération dans laquelle Gouvion-Saint-Cyr ne rencontra point d'obstacles ; d'une autre part, Regnier, qui avait à soumettre les Calabres, où l'ar-

née napolitaine formait deux corps séparés et commandés par le prince Léopold et le comte Roger de Damas, rencontra l'avant-garde de ce dernier, forte d'environ deux mille hommes et retranchée en arrière du défilé de Guero ; il l'attaqua le 6 mars, et les Napolitains, n'ayant pas occupé les hauteurs qui dominaient leur position, ne purent tenir contre l'avant-garde française qui était parvenue à s'en emparer. Le 9, Regnier trouva le corps entier de l'armée ennemie, composé de neuf mille hommes, posté très-militairement dans la plaine de Campo-Tenese, couvert sur son front par trois redoutes bien construites et bien armées, appuyé de droite et de gauche à des montagnes garnies de tirailleurs ; mais les hauteurs de droite ayant été enlevées et l'armée napolitaine tournée, les défenseurs des redoutes les abandonnèrent, la déroute devint générale, et Damas fut entraîné par ses soldats dans leur fuite.

Le prince Léopold en apprenant cet échec fut contraint lui-même à se retirer, et, de cette armée, deux mille hommes seulement parvinrent au lieu où s'effectua leur embarquement ; mais ses débris dispersés contribuèrent à entretenir une fermentation plus ou moins sourde dans les populations calabroises.

Le calme, néanmoins, parut si bien rétabli que Joseph parcourut avec sécurité ces provinces, et ce fut durant ce voyage que lui, qui avait prudemment refusé le royaume d'Italie, reçut le décret impérial du 30 mars qui lui conférait le titre de roi des

Deux-Siciles; il vint donc, en cette qualité, faire son entrée solennelle à Naples, cérémonie qui fut bien troublée par l'apparition de Sidney-Smith et la prise de l'île de Caprée, tandis que le général Stuart préparait une expédition plus sérieuse. Avant de la rapporter, arrêtons-nous un moment sur ce qui a principalement trait aux actes et à la personne de Napoléon, ainsi qu'aux intérêts et à la fortune des différents personnages de sa famille.

De retour à Paris, le 26 janvier, l'empereur des Français avait ouvert la session du corps législatif, le 2 mars, par un discours des plus remarquables, en dépit des lacunes que l'impression y a laissées dans les publications françaises. Certes, il y avait de l'emphase à dire : *Mes armées n'ont cessé de vaincre que lorsque je leur ai ordonné de ne plus combattre;* mais comment justifier cette phrase insultante : *Mes ennemis ont été humiliés,* et cette prédiction hasardée : *La maison de Naples a perdu sa couronne sans retour;* puis ce mensonge : *La Russie ne doit le retour des débris de son armée qu'aux bienfaits de la capitulation que je lui ai accordée?* Mais ce qui, dans ce discours, était effrayant pour l'Europe et principalement pour les alliés de Napoléon, c'était : *La presqu'île d'Italie tout entière fait partie du grand empire; j'ai garanti, comme chef suprême, les souverains et les constitutions qui en gouvernent les différentes parties;* ce qui annonçait la dépendance absolue des princes qu'il intronisait. Ce qu'il y avait de curieux encore, c'était d'y voir désigner

les désastres de Trafalgar, par cette phrase : *Les tempêtes ont fait perdre quelques vaisseaux apres un combat imprudemment engagé*, et de rendre impossible une paix qu'il prétendait désirer, en disant : *Je serai toujours prêt à la conclure en prenant pour base les stipulations du traité d'Amiens.*

Ce discours si impérieux et si outrageant dans ses moindres traits devait retentir d'un bout à l'autre de l'Europe et donner lieu aux plus sérieuses réflexions sur la rapide et gigantesque élévation de celui qui le prononçait. Comment Bonaparte, qui, au commencement de l'année 1793, n'était réellement encore que simple capitaine d'artillerie, car le grade de chef de bataillon qui lui fut donné en Corse (1) n'avait pas été reconnu par le comité du gouvernement; comment, disons-nous, était-il parvenu en dix ans environ au point de subjuguer une partie du continent, de dominer l'autre ou de lui en imposer, et de distribuer à son gré des couronnes? Jamais plus étonnante fortune ne s'était vue, jamais d'aussi éclatants triomphes n'en avaient été la cause, et sa pensée, qu'il ne cacha pas, que sa dynastie, si nouvelle, deviendrait bientôt la plus ancienne de l'Europe, était l'objet de l'effroi plus encore que de la surprise des familles souveraines, car les pas qui lui restaient à faire n'étaient rien auprès de ceux qu'il avait déjà faits.

(1) Ce grade lui avait été donné provisoirement, lors de l'expédition contre la Sardaigne, dans laquelle il avait commandé une troupe de garde nationale.

Porté personnellement à une élévation qui lui semblait être sa propre sphère, Napoléon voulait donner aux siens un lustre qui ne pût être effacé que par celui dont il brillait lui-même. Elisa Bonaparte, femme de Félix Baciocchi, fut la première personne de son nom qu'il décora du titre souverain de princesse de Lucques et de Piombino. Pauline, veuve du général Le Clerc et remariée au prince Camille Borghèse, eut le duché de Guastalla réuni plus tard à la couronne d'Italie. Murat, son beau-frère, avait été fait grand-duc de Berg, mais en conservant son titre de maréchal d'empire et sa qualité de grand-amiral ; car Napoléon ne le regardait, à l'instar des électeurs de l'empire romain-germanique, que comme l'un des principaux feudataires de sa propre couronne. L'intronisation de son frère Joseph manifestait principalement à cet égard ses intentions politiques et la soumission absolue qu'il exigerait des rois de sa création ; car le décret impérial par lequel le sceptre de Naples était mis en ses mains portait : « Les intérêts de notre » couronne et la tranquillité du continent de l'Eu- » rope veulent que nous assurions d'une manière » stable et définitive le sort des peuples de Naples » et *de Sicile, tombés en notre pouvoir* par le droit » de conquête, et *faisant partie du grand em-* » *pire ;* nous avons déclaré et déclarons reconnai- » tre pour roi *des Deux-Siciles,* notre bien-aimé » frère Joseph-Napoléon. » Et tout roi qu'il le reconnaissait, Joseph n'en demeurait pas moins vassal et serviteur obligé du *grand empire,* sous le titre

héréditaire de grand-électeur, dénomination dont on ne concevait ni l'objet ni la cause.

Aux princes Baciocchi, Borghèse, Murat et Joseph se joignirent encore les noms d'autres princes nouvellement créés et classés parmi les serviteurs dévoués de Napoléon; tels furent Berthier, auquel il conféra la souveraineté de Neufchâtel cédée par la Prusse; M. de Talleyrand, doté de la principauté de Bénevent, qui appartenait légitimement à l'État pontifical; Bernadotte, devenu prince de Ponte-Corvo; Cambacérès et Le Brun, faits ducs de Parme et de Plaisance, mais comme titres honorifiques seulement, et sans aucune juridiction. Quant aux États ci-dessus, il s'y réservait un droit souverain de domination bien plus réel que celui des anciens rois de France sur les possesseurs des grands fiefs, et même jusqu'à des domaines; à Naples, par exemple, six nouveaux fiefs impériaux devaient être créés, et il retenait aussi, sur les revenus de l'État, un million de rente destiné à être distribué dans son armée.

Ces arrangements de politique ou de famille laissaient totalement à l'écart ses deux frères Lucien et Jerôme. Le premier, homme plus remarquable par son esprit que par ses mœurs, républicain par l'indépendance de son caractère ou de ses passions, était jacobin par amour de l'autorité que fait acquérir sur la multitude l'audace de l'intrigue ou la supériorité des talents. Si Lucien avait vivement poussé Népoléon vers le pouvoir suprême, c'était pour en étayer sa fortune sans tomber lui-même

sous son joug ; mais un mariage contracté en dépit des vœux et contre les ordres de son frère, auxquels il ne crut pas devoir se soumettre, devint la cause d'une éclatante rupture entre lui et l'orgueilleux souverain dont il se repentait d'avoir si puissamment servi l'ambition. Il en fut de même de Jérôme, jeune homme ardent, inconsidéré, marié à son insu à une jeune Américaine, mais d'une âme moins ferme, et dont il rompit arbitrairement les liens, dans l'espoir d'unir par lui sa famille à quelqu'une des maisons souveraines de l'Europe. Déjà son fils adoptif Eugène avait épousé une princesse bavaroise ; Stéphanie de Beauharnais, qu'il avait également adoptée, était unie au prince héréditaire de Bade. C'était cependant à la fille de l'impératrice Joséphine qu'il avait marié son frère Louis, homme qui, à un caractère sans consistance et à un esprit morose, joignait de la droiture et des mœurs, mais qui ne concevait ni la politique de Napoléon, ni sa situation personnelle ; c'était contre leur gré que les deux époux avaient été unis, et les facultés physiques ou intellectuelles de Louis en souffrirent, sans que les qualités de son cœur en fussent altérées.

L'empereur des Français, en contraignant son frère à accepter la couronne de Hollande, comme il le força à contracter une union mal assortie, lui conservait aussi le titre de grand-connétable ; car voulant despotiquement gouverner, sous un autre nom que le sien, des pays que lui-même il n'osait pas encore personnellement envahir, il subordonnait du moins à sa couronne le roi qu'il semblait

introniser ; simple et véritable préfet, soumis, sous un titre auguste à ses moindres caprices, et dont le sceptre n'était qu'un joug imposé par lui ; rôle qui répugnait à la probité de celui qui n'avait pas vu qu'il n'était rien par lui-même, qu'il ne pourrait rien sans l'autorité créatrice et protectrice de son frère, et qu'une obéissance servile lui serait également commandée par l'intérêt et le devoir.

Nous avons vu la Hollande suivre, depuis la conquête qu'en fit le général Pichegru, toutes les phases gouvernementales successivement subies par la France ; démocratique sous la convention nationale, oligarchique durant le régime directorial, despotique dès l'origine du consulat, presque monarchique sous un grand-pensionnaire en 1805. Son union forcée à la république et à l'empire avait détruit sa marine et son commerce, altéré son crédit, ébranlé la banque d'Amsterdam si longtemps solide. Ses plus riches comptoirs avaient été envahis par l'Angleterre ; elle avait perdu Ceylan, le cap de Bonne-Espérance, pris, rendu, repris encore, enfin Surinam, ce chef-d'œuvre de l'industrie batave. Sa prospérité, fondée sur des richesses commerciales et coloniales qui n'étaient plus, dépérissait journellement ; elle ne conservait de ce qu'elle avait été que le nom si cher et si héroïquement acquis de république. La corruption, la bassesse, l'intrigue allaient le lui faire perdre, sous prétexte que son union plus intime à la France l'affranchirait du moins de l'oppression que cette puissance faisait peser sur elle.

Des députés bataves, censés libres et véritablement serviles, arrivèrent donc à Paris, où ils avaient été secrètement appelés. C'était l'ambassadeur Brantzen, l'amiral Verhuel, le ministre Gogel, le conseiller d'État Six, et Van Styrum, membres de leurs hautes puissances. Un traité, signé le 24 mai 1806 entre ces députés et M. de Talleyrand, portait que, « vu l'organisation actuelle » de l'Europe, le renouvellement périodique du » chef de l'État étant pour la Hollande une source » de discorde, un gouvernement héréditaire pou- » vait seul lui garantir son indépendance politique » et la liberté civile; que Sa Majesté l'empereur des » Français, roi d'Italie, lui garantissait ses droits » politiques et l'intégrité de ses possessions dans » les deux mondes, et que, sur la demande for- » melle de Leurs Hautes Puissances, que le prince » Louis soit nommé roi héréditaire de Hollande, » elle déférait à leur vœu et autorisait ce prince à » accepter la couronne; que le roi de Hollande se- » rait à perpétuité grand dignitaire de l'empire et » soumis au statut constitutionnel de la famille im- » périale. »

Nous ne rapporterons pas ce que l'on nommait la nouvelle constitution, acte modelé sur tout ce qu'on vit en ce genre et aussi illusoire que tous les autres, mais auquel Louis Bonaparte croyait avec la même bonhomie qu'il se regardait lui-même comme un véritable roi, dignité cependant à laquelle il s'était d'abord refusé par un très-honorable scrupule. Aussi fallut-il lui exposer que le prince héréditaire

de Hollande avait renoncé à ses droits en acceptant en indemnité la possession de Fulde, et que la nation batave, *forcée* de demander un roi, lui offrait la couronne, dans la crainte de tomber en d'autres mains. Enfin, l'on fit valoir la volonté indomptable de son frère et la nécessité absolue de s'y soumettre. M. de Talleyrand parvint ainsi à le décider, et c'est en récompense de ce service qu'il obtint la principauté de Bénévent le jour même, 5 juin, où le prince Louis fut proclamé, et rendit, en qualité de monarque batave, un décret dans lequel il promettait de maintenir la liberté et les droits de ses sujets dont l'*indépendance était garantie par l'empereur.*

Quant à Napoléon, il ne perdit pas cette occasion de dire à son frère : « Ne cessez jamais d'être Fran» çais; la dignité de connétable de l'empire sera » conservée pour vous et vos descendants; elle vous » retracera les devoirs que vous avez à remplir en» vers moi et l'importance que j'attache à la garde » des places fortes que je vous confie et qui garan» tissent le nord de mes États. » Leurré par quelques paroles bienveillantes et des promesses générales, Louis chercha à faire payer à la Hollande trois millions de florins que la France lui devait et ne put y parvenir.

Laissons Louis chercher vainement à défendre un pays qu'il n'était appelé qu'à opprimer au profit de son maître, placé comme il l'était entre deux genres de devoirs également impossibles à concilier; laissons-le s'efforcer à devenir tout à fait Hollan-

dais, à défendre les intérêts du pays, à consoler des républicains de l'oppression par des décorations et des titres auxquels leur puérile vanité succomba facilement, en dépit de quelques souvenirs de leur antique simplicité, mais provoquer leur mécontentement en ne confiant aux indigènes que les ministères et les ambassades, et conférer presque exclusivement à des Français toutes les grandes charges de la cour. Abandonnons-le aux résultats de sa fausse position, de sa faiblesse et de l'instantanéité de son caractère. Quittons aussi pour un instant Napoléon, souvent admirable dans des actes administratifs si utiles à la prospérité de la France, mais trop accessible à des flagorneries dont le *Moniteur* atteste la servilité, et, après avoir anticipé sur les événements, reportons nos regards sur l'empereur François II, qui, rentré à Vienne le 16 janvier, avait demandé qu'on s'abstînt de toute pompe, mais qui ne put éviter le concours d'une immense population portée à sa rencontre et formant des vœux pour lui.

Dans la proclamation dont le monarque s'était fait précéder, il promettait que tous ses soins auraient pour but de réparer les maux de l'État. Bientôt les esprits abattus se ranimèrent en apprenant que l'archiduc Charles était nommé généralissime des armées autrichiennes, par une lettre dans laquelle il disait à ce prince, idole du peuple et des soldats : « Il est de la plus grande nécessité de mettre les forces de la monarchie en état de défendre » mes pays héréditaires. Quand mes troupes sauront » que, dans le cas où nous serions encore forcés à

» la guerre, elles seront sous vos ordres, elles se » rappelleront les lauriers acquis sur les champs de » bataille (1) où vous les avez commandées, et se » battront avec cette confiance qui est le précurseur » de la victoire. »

Des hostilités pouvaient donc recommencer d'un moment à l'autre, grâce aux vues ambitieuses de Napoléon et en dépit des soins que prenait l'Autriche pour conserver un État de paix si chèrement payé. La non-remise des Bouches du Cattaro aux troupes françaises, sur laquelle nous reviendrons en parlant des négociations des deux cabinets des Tuileries et de Saint-Pétersbourg, était de nature à rallumer l'incendie récemment étouffé; mais les affaires de l'Allemagne n'étaient pas si irrévocablement terminées que Napoléon fût encore sans inquiétude sur une pacification qu'il avait déclarée hautement solide et durable; aussi avait-il contraint la Hollande à porter la force de son armée de dix mille hommes à cinquante mille, à la recruter par le mode français de la conscription et à l'entretenir sur ce pied, en dépit des prohibitions qui ruinaient le trésor ainsi que les particuliers. Louis résistait à tant de charges journellement accumulées; soit mé-

(1) Surtout dans ces deux campagnes de 1796 et 1799 où le prince, en les écrivant, montra autant de loyauté que de modestie; cherchant des leçons stratégiques jusque dans ses propres fautes; ouvrages qui manifestent des talents supérieurs, une grande élévation d'âme, et qui deviendront le bréviaire des généraux d'armée.

contentement, soit économie, il ne voulut pas même célébrer avec éclat la fête de l'empereur, qui en fut vivement irrité.

Tourmenté souvent par sa propre famille, Napoléon, avide de gloire et de puissance plus qu'il n'est donné à aucun mortel d'en acquérir, n'en poursuivait pas moins son projet de domination universelle sur le continent; mais il semblait incertain encore sur les moyens d'y parvenir; témoin cette note remise par lui à M. de Talleyrand, le 21 avril 1806.

« Faire un nouvel État au nord de l'Allemagne, qui » soit dans les intérêts de la France, qui garantisse » la Hollande et la Flandre contre la Prusse, et l'Eu- » rope contre la Russie; le moyen serait le duché » de Berg, Hesse-Darmstadt, etc. Chercher en outre » dans les entours tout ce qui pourrait y être incor- » poré, pour pouvoir former un million ou un » million deux cent mille âmes; *y joindre*, si l'on » veut, *le Hanovre;* y joindre, dans la perspec- » tive, Hambourg, Bremen, Lubeck; donner la sta- » tistique de ce nouvel État. Cela fait, considérer » l'Allemagne comme divisée en huit États : Bavière, » Bade, Wurtemberg et le nouvel État, dans l'inté- » rêt de la France; l'Autriche, la Prusse, Hesse- » Cassel, la Saxe, dans l'intérêt opposé. D'après » cette division, supposé qu'on détruise la constitu- » tion germanique, et qu'on annule, au profit des » huit grands États, les petites souverainetés, il » faut faire un calcul statistique pour savoir si les » quatre grands États qui sont dans les intérêts de » la France perdront ou gagneront plus à cette des-

» truction que les quatre États qui n'y sont pas. »

Cette note qui, toute confidentielle qu'elle était, n'en fut pas moins connue du comte d'Haugwitz, lui parut un coup de foudre lancé sur l'échafaudage de grandeur à l'édification duquel il avait sacrifié des provinces fidèles, en jetant la Prusse dans une guerre funeste contre la Grande-Bretagne, pour la possession d'un Etat que projetait déjà de lui enlever celui de qui on le tenait. Comment se défendre contre les vues politiques de l'un, contre la juste indignation de l'autre? Tout accusait donc l'impéritie du négociateur qui avait signé le traité du 15 février. Cette note, qui attestait du moins que rien n'était encore définitivement arrêté relativement au sort du Corps germanique, pouvait avoir été l'effet des inquiétudes données à Napoléon par la Prusse, vu la condescendance de cette puissance pour la Russie, sa mollesse à l'égard de la Suède, et les ménagements que l'Angleterre, en dépit de ses déclarations publiques, conservait de fait pour le cabinet de Berlin, choses qui exigent ici quelques détails.

Dès le 13 janvier 1806 le roi de Suède avait fait déclarer à la diète germanique par son envoyé extraordinaire, M. de Bildt, que « vu les illégalités » commises journellement par plusieurs des mem» bres de l'Empire et le manque d'égards qu'ils ont » manifesté pour la constitution germanique, dans » une époque où il ne faut pas parler le langage de » l'honneur pour être écouté, Sa Majesté trouve » au-dessous d'elle de prendre part aux délibéra-

» tions de la diète, aussi longtemps que ces délibé-
» rations auront lieu sous l'influence de l'égoïsme
» et de l'usurpation. » Une déclaration faite, au nom du même roi, par le comte de Fersen, en date du 27 avril, portait que les troupes suédoises défendraient autant que possible, contre les Prussiens, les possessions de Sa Majesté Britannique. Nous avons dit à cette occasion les instances de la France pour lancer les forces prussiennes contre celles du roi de Suède, les obstacles qu'y mit la Russie, les hésitations du cabinet de Berlin sous un ministère qui ne savait être ni français ni européen, et dont la note ci-dessus démontre le faux et ruineux système.

Le cabinet de Londres avait été rassuré tant par la lettre d'Hardenberg (1) que par le caractère et les opinions connues de ce ministre; il réclama néanmoins contre l'occupation du Hanovre, par une note remise le 17 mars au baron de Jacobi Kloest, que dicta Charles Fox, et dans laquelle il exigeait que Sa Majesté Prussienne déclarât « d'une manière so-
» lennelle, à la face de l'Europe, que l'occupation
» actuelle sera purement temporaire, Sa Majesté
» devant à ses droits légitimes, ainsi qu'à la fidélité
» de ses sujets hanovriens, de ne point consentir à
» l'aliénation de l'électorat, et espérant que Sa Ma-
» jesté Prussienne ne donnera pas l'exemple effrayant
» de s'indemniser au profit d'un tiers, dont les sen-

(1) Du 26 janvier précédemment citée.

» timents d'amitié et la conduite uniforme ont tou-
» jours été pacifiques. »

L'occupation définitive du Hanovre avait cependant eu lieu, et dans une note verbale remise à Fox par le baron de Jacobi, le cabinet de Berlin s'excusait en disant que « Sa Majesté Prussienne n'avait » voulu qu'assurer la tranquillité de sa monarchie » et celle de ses voisins; qu'elle n'avait pas eu le » choix des moyens depuis les événements de la » guerre; que la France ayant considéré l'électorat » de Hanovre comme sa conquête et allant en dis- » poser à son gré, sans qu'il restât à Sa Majesté » Britannique aucun moyen d'y porter obstacle, la » condition irrémissible de l'arrangement qui en » éloigne les troupes françaises et qui assure le re- » pos du Nord a été la prise de possession par » Sa Majesté Prussienne et la clôture des ports de » la mer d'Allemagne au pavillon britannique; qu'il » en a coûté à Sa Majesté elle-même des sacrifices » pénibles; que ceux de la maison d'Hanovre sont » absolument étrangers à la marche du roi, et, de- » puis longtemps, la suite inévitable d'une guerre » dont il n'a pas tenu à sa politique conciliatrice de » prévenir l'explosion; que cette guerre pouvait en- » traîner des suites plus graves; que le traité entre » la Prusse et la France sauve au moins les États du » Nord, et que le roi aura acquis un titre à la re- » connaissance de tous, s'ils savent juger les cir- » constances et tout ce qu'ils doivent à son système. »

Ce fut Haugwitz qui signa conjointement avec le général comte de Schulenbourg, la proclamation du

1er avril ; l'honorable disgrâce d'Hardenberg exempta ce ministre du pénible devoir de la justifier. Une telle bonne fortune politique n'est pas toujours obtenue par les hommes d'État ; trop souvent ils sont obligés de soutenir par des sophismes certaines opérations qu'ils condamnent du fond de l'âme, qu'ils ont vivement combattues, que leur fidélité les force à faire exécuter, et dont l'ignorante opinion les rend responsables ; c'est là une des misères de leur brillant *métier* (1).

Quoi qu'il en fût, le roi d'Angleterre, par un message du 21 avril, annonça qu'il avait rappelé de Berlin son ambassadeur, ordonné des mesures *provisoires* de représailles, et fait des *remontrances amicales*. Il ajouta que, sans négliger *la dignité de sa couronne et les intérêts de ses sujets*, « il » attendrait le moment où une politique plus éclai» rée écarterait tous les obstacles au retour de la » paix vis-à-vis d'une puissance avec laquelle Sa Ma» jesté n'avait d'autre sujet de différents que celui » qui résultait de ses actes hostiles. » A ce message était jointe la déclaration de guerre du 20 avril, énonçant les griefs du gouvernement britannique contre la Prusse, un appel aux puissances de l'Europe, au Corps germanique, et particulièrement à la Russie et à la Suède, comme garants des droits de l'Empire, dont l'électorat faisait partie, et « qui ont » déjà manifesté, y est-il dit, et continuent de ma-

(1) Louis XIV a laissé un écrit intitulé : *Réflexions sur le métier de roi.*

» nifester les opinions les plus honorables pour la » conservation de mes États. »

Fox, dans la séance du 23, en votant des remerciements au roi pour sa détermination ferme et modérée, réclame, à l'égard de la cour de Prusse, un langage qui ne viole pas le respect dû aux têtes couronnées, représente le roi de Prusse comme un monarque de caractère pacifique, qui a pu n'être entraîné que par les conseils pernicieux des ennemis de l'Angleterre; il le blâme de ne s'être pas appuyé sur la Russie, et déplore la situation dans laquelle cette erreur le place; mais, tout en déblatérant contre le cabinet de Berlin, qu'il sépare toujours du roi, il ne ménage pas la France. « Il semble, » dit-il, que les Français se soient chargés de la » justice publique de l'Europe et qu'ils prennent » plaisir à traiter la Prusse comme un pays avec le- » quel il est impossible à une puissance d'avoir un » traité sur lequel on puisse compter. » Granville, Hawkesbury, Mulgrave et Castlereagh parlèrent dans le même sens, mais le commerce prussien fut plus ménagé qu'on n'avait dû l'espérer.

Tandis que la politique offrait dans le Nord un véritable chaos difficile à débrouiller, les Anglais tentaient dans le Midi une expédition commencée sous les plus brillants auspices. Les esprits fermentaient au royaume de Naples et dans la capitale même; l'espoir ambitieux des ennemis du roi Ferdinand avait été trompé par la foule de Français qui s'y emparèrent des places sur lesquelles ils avaient compté; le peuple murmurait contre le poids des

tributs levés par le gouvernement et contre les actes de concussion que se permettaient les généraux. Quant aux Calabres, c'était un inextinguible foyer d'insurrection qu'entretenaient les agents royaux envoyés de Palerme et les soldats dispersés de l'armée napolitaine. L'agitation n'était même pas renfermée dans ces deux provinces; elle existait jusque dans la capitale; une insurrection qui devait éclater à Portici le 18 avril fut, dit une proclamation officielle, *prévenue par le général Pignatelli.*

Le général anglais Stuart, profitant de ce ferment agitateur, débarqua le 1er juin à Sainte-Euphémie avec quatre à cinq mille hommes, espérant être joint dans le pays par une grande partie de la population.

La nécessité d'occuper les places fortes et de contenir les provinces dans l'obéissance, surtout la vigoureuse défense de Gaëte, avaient empêché le roi Joseph de donner des forces considérables au général Regnier, qui, bien qu'il n'eût que quatre mille hommes, auxquels trois mille autres se joignirent par une marche forcée, ne s'en porta pas moins contre l'armée d'invasion, croyant écraser facilement des troupes qu'il savait en petit nombre et qu'il affectait de mépriser; il oubliait la défaite de *Canope,* qu'à la vérité il attribuait, et avec raison peut-être, à l'ineptie de Menou. Regnier pensait d'ailleurs, avec tous les hommes de cette époque, qu'une armée anglaise était incapable de résister à la valeur française; il ignorait que l'esprit belli-

queux des Anglais commençait à se tourner vers les expéditions de terre, depuis que la mer ne leur offrait plus d'ennemis; que les triomphes de Napoléon excitaient à cet égard l'émulation de l'orgueil britannique, et que la formation vicieuse de leurs armées commençait à se rectifier; réforme utile, indispensable, qui ne devait pourtant devenir complète que sous la main d'un général encore uniquement connu par ses triomphes dans l'Inde, mais homme de génie; espèce de phénomène chez une nation qui, quoique remarquable par son intrépidité, n'a produit qu'un très-petit nombre de généraux distingués.

Regnier marcha donc en hâte contre Stuart, qui avait pris position en longeant le rivage, et appuyant sa droite à l'Amato. Le général anglais avait quatre mille huit cent quatre-vingt-quinze hommes, y compris l'artillerie servant une pièce de canon et deux obusiers; une partie même de ces troupes n'avait débarqué que durant l'action. Les Français l'attaquèrent le 5 juin avec sept mille hommes et une nombreuse artillerie, dont ils perdirent quarante pièces et près de quatre mille hommes, y compris trois mille prisonniers, tant dans l'action, qui prit le nom de Maïda, que par la prise de Cortone et de Cantarozzo.

Les deux Calabres étaient ainsi balayées, mais les habitants se livrèrent à des vengeances qui indignèrent le général anglais; il tenta de les empêcher et n'y put parvenir. Pour sauver les malheureux Français pris par les paysans, il fit offrir à ceux-ci jus-

qu'à quinze ducats par tête pour les personnes qu'on lui remettrait, et il les envoyait aussitôt à Sidney-Smith, qui leur donnait asile sur son bord. Mais les Calabrois préféraient trop souvent la vengeance à l'or et exerçaient des cruautés inouïes sur ceux qui tombaient en leurs mains. Le général anglais, ne voulant point en paraître complice, ne se trouvant pas, d'ailleurs, en état de résister à la marche simultanée de Saint-Cyr, qui volait au secours de Regnier, ainsi que des vingt mille hommes rendus disponibles par la capitulation de Gaëte, se rembarqua le 5 septembre pour se rendre en Sicile, laissant ainsi ces deux provinces en proie à des troubles que Sidney-Smith ne cessait d'alimenter; ces troubles durèrent tous le reste de l'année 1806 et une partie de 1807, firent commettre de part et d'autre des crimes atroces, et ne furent étouffés que dans le sang et les cendres, conformément au terrible décret royal (1) émané du roi Joseph.

Une expédition plus utile, contre le cap de Bonne-Espérance, avait été ordonnée sous le ministère de Pitt. Confiée au commodore sir Home Popham et au major sir David Baird, elle entra, le 4 janvier 1806, dans la baie de la Table; elle eut un prompt et plein succès, grâce à la vigueur avec laquelle le général Ferguson opéra, le 6, son débarquement et facilita celui de toute l'armée, forte seulement de quatre mille hommes, six pièces de canon et deux obusiers. Le 8 elle atteignit l'armée

(1) Voyez la pièce justificative C.

hollandaise, composée de cinq mille hommes, ayant vingt-cinq pièces d'artillerie, la culbuta, lui fit perdre sept cents hommes et occupa le Cap dès le lendemain, tandis que le général hollandais Jansens se retirait avec douze cents hommes dans des défilés où le général Beresford le contraignit à capituler.

Sir Home Popham, encouragé par ce brillant succès, imagina alors d'exécuter, sans ordre de son gouvernement, un coup de main sur Buénos-Ayres, persuadé qu'un prompt et facile triomphe porterait avec lui son excuse. Il savait la juste haine que les Américains méridionaux portaient au gouvernement espagnol, les ferments d'agitation qui régnaient déjà dans ces contrées, et les intentions de Pitt à leur égard; car lors du départ de son expédition, celle de l'aventurier Miranda secrètement protégée se préparait déjà.

Partant donc du Cap, et réunissant quinze à seize cents hommes, sous les ordres de Beresford, Popham débarqua le 24 juin et entra le 27 à Buénos-Ayres; mais le comte de Linières, officier français au service d'Espagne, vint surprendre les Anglais; secondé des habitants, il les chassa le 12 août, et ils ne s'échappèrent qu'après avoir éprouvé des pertes énormes.

Quant au général Miranda, qui, né dans l'Amérique du Sud, ennemi forcené de l'Espagne qu'il servait, ami intéressé des Français qu'il avait trahis, voué à l'Angleterre dont il avait reçu des encouragements et des secours pécuniaires, il était

allé porter en son pays des troubles dévastateurs et meurtriers dont la Grande-Bretagne espérait rendre l'issue favorable à son commerce. Dans le cabinet de Saint-James toute considération morale tombe devant ce puissant intérêt; aussi cet intérêt cupide a-t-il fait, dans le dix-huitième siècle, répandre plus de sang que l'ambition des rois. L'expédition de Miranda ne fut cependant pas plus heureuse que l'échauffourée de Buénos-Ayres.

Il en fut de même de l'expédition de l'Égypte et de celle de Constantinople, dont nous aurons à parler en détail, vu leur importance politique et la lumière qu'elles jettent sur toute expédition de cette nature.

Mais la marine anglaise n'en continuait pas moins à balayer les mers; aussi, du 17 mai 1805 au 1er octobre 1806, c'est-à-dire en quarante et un mois depuis le renouvellement des hostilités, indépendamment des pertes éprouvées par la marine hollandaise, les deux marines de France et d'Espagne avaient perdu trente-deux vaisseaux de ligne, vingt-six frégates, quatre-vingt-trois autres navires de guerre de trente canons et au-dessous : au total, cent quarante et un bâtiments armés (1). Puis l'expédition de Miranda, quoique manquée, n'en entretint pas moins dans l'Amérique méridionale une fermentation protectrice d'un commerce interlope, que l'esprit industriel est loin de réprouver, surtout chez une nation qui, européenne uniquement en

(1) Voyez la pièce justificative D.

raison des consommateurs sur le continent, sacrifierait sans hésitation la prospérité de l'ancien monde à celle de toute autre contrée nouvelle qui pourrait lui offrir un plus grand nombre d'acheteurs. Le premier devoir des gouvernements est en faveur de ceux qu'ils gouvernent; ceci soit dit sans soupçon d'éloge ou de blâme. C'est ainsi qu'il en est et en a toujours été dans tous les âges et chez tous les peuples; mais l'émancipation américaine, prévue de loin par l'abbé Dubos (1), et, plus tard, annoncée par le ministre Choiseul, est, de tous les événements, celui que l'Europe continentale devrait le moins hâter ou applaudir; c'est cependant cette émancipation que l'Angleterre cherchait à opérer, par son or et ses intrigues, en sacrifiant l'avenir de l'Europe à son intérêt présent et à son aveuglement cupide.

L'or et l'intrigue, ces deux instruments de la politique anglaise, étaient également mis en jeu à Vienne, mais sans succès encore; en Russie, avec plus d'espoir et de réussite; à Berlin, où l'humiliation produite par le traité Haugwitz était vivement ressentie, depuis surtout que Murat, devenu grand-duc de Berg, avait indûment fait occuper, vers les derniers jours de mars et les premiers jours d'avril, les territoires d'Essen, d'Elten et de Werden, comme ayant été cédés, disait-il, par le traité du 15 février.

(1) Intérêts de l'Angleterre mal entendus, etc. Amsterdam; 1703, in-12.

La reine de Prusse voyait avec une profonde douleur l'oppression s'étendre sur tout le royaume ; et le prince Louis déblatérait contre ce qu'il osait nommer la lâcheté du gouvernement. Le comte d'Antraigue, intrigant à la solde de toutes les cours, et qui vendait aux uns les secrets des autres dès qu'il était parvenu à les pénétrer, démocrate d'abord, puis royaliste exalté, aussi virulent dans un sens qu'il l'avait été dans un autre, et le premier auteur du style révolutionnaire, publiait alors son prétendu fragment de Polybe, vive satire contre les gouvernements pacifiques et plus encore contre Napoléon. Cet écrit, véritablement éloquent, les déclamations de Jean-Georges Müller, les pamphlets semi-officiels imprimés en Allemagne et en Russie, où l'on représentait les dangers du corps politique de l'Europe; l'écrit sorti du cabinet du prince Czartoryski (1) (où l'on démontrait que ce n'était pas être le stipendiaire de l'Angleterre que d'en recevoir des subsides très-inférieurs à tous les frais de la guerre, mais seulement se mettre à même de la faire avec honneur, sans adopter le système français de dévastation, écrit où l'empereur Alexandre semblait avoir déposé sa pensée tout entière) ; enfin une foule d'écrivains allemands, encouragés par Hardenberg, attaquaient de front les questions politiques les plus élevées.

(1) Tableau politique de l'Europe pendant l'année 1805 et les trois premiers mois de 1806, imprimé à Pétersbourg aux frais de l'empereur.

Tous ces écrits représentaient que la Russie offrait un point d'appui formidable ; que l'Angleterre était une source féconde de moyens propres à la mettre en action ; que la Prusse, encore intacte, et ayant acquis plutôt que perdu, possédait une imposante situation militaire ; que la guerre de Suède, sans atténuer ses forces, les avait réunies et mises à même d'agir avec célérité ; que la Prusse enfin devait sentir, ainsi que les puissances du Nord, combien leur intérêt commun commandait à toutes une union franche, désintéressée, et que le traité de Lunéville, sans cesse violé, n'ayant pu assurer à l'Allemagne une paix solide, le danger devenait incomparablement plus pressant depuis le traité de Presbourg, vu les effets qu'il devait produire.

Celui de tous les écrivains qui dominait le plus dans l'opinion était Gentz, homme de conscience et de talent, que le gouvernement français cherchait à flétrir dans l'esprit de ses compatriotes en le qualifiant de stipendiaire du gouvernement anglais, injure qu'il ne cessait d'adresser à tous ses ennemis. « La guerre qu'on a faite, disait ce judicieux publiciste, fut juste, nécessaire et sage dans son origine, » tentative obligatoire contre un pouvoir colossal ; » si elle a échoué par de fausses mesures, tout est-il » donc perdu ? L'Allemagne deviendra-t-elle ce que » la Hollande, la Suisse, l'Italie sont devenues ?... » Mais comment opérer notre salut ? En rassemblant ce qui est dispersé, en relevant ce qui est » abattu, en ressuscitant ce qui est mort ! Tout » cela doit être l'affaire des gouvernements ; la nô-

» tre à nous est de leur donner cette force qu'on » émousse par d'indignes frayeurs. Quand les sou- » verains ne voient que désespoir muet, qu'in- » différence coupable, il faudrait qu'ils possédassent » une énergie plus qu'humaine pour assurer le salut » de leurs peuples. En effet, comment servir ceux » qui ne soupirent pas après des secours, qui pré- » fèrent un esclavage paisible à la défense de leur » liberté? Les corrupteurs d'un siècle abâtardi ont » employé tous les genres d'artifices pour rendre » suspect le petit nombre de ceux qui ont le courage » de leur peindre leur avenir. *Nous avons dû*, di- » sent-ils, *rester tranquilles; le torrent est rentré » dans son lit, la domination universelle est une » chimère; l'empire français a atteint ses limites » naturelles; son nouveau régent est trop sage » pour vouloir les porter plus loin.* Les peuples, » les cours avaient prêté l'oreille à ces fausses idées; » de là les bévues politiques et militaires de la der- » nière campagne, et l'on peut à peine trouver » trois princes indépendants des rives du Tage à » celles du Volga. Le voile de l'avenir est enfin dé- » chiré, mais les sources de la déception ne sont » pas encore épuisées. Les fabricants de paroles, » riches en consultations désolantes, osaient re- » présenter comme inévitables les maux dont on est » atteint. *Maintenant*, disent-ils, *que l'empereur » ayant démontré que toute tentative pour arrê- » ter le mal n'a produit qu'un effet contraire, » la sagesse commande de capituler au lieu de » défendre les derniers retranchements.* Ce se-

» rait perdre temps et paroles que de combattre un
» tel système. Une génération est-elle assez dépra-
» vée par l'égoïsme pour regarder la perte de l'hon-
» neur comme indifférente ? Le temps d'en appeler
» aux sentiments nobles est-il à jamais passé ? La
» servitude existe avant que l'oppresseur ait paru !
» L'empire dans lequel l'Europe se voit à la veille
» d'être absorbée a, jusqu'à ce jour, non-seulement
» renversé des trônes, des gouvernements, des
» lois, mais encore amené avec lui la misère, le
» vol, le pillage pour les riches, la faim pour le
» pauvre, l'absence de sécurité pour toute espèce de
» propriété ; des entraves à l'industrie et au com-
» merce, l'avilissement des capitaux et du crédit,
» un pouvoir arbitraire et terrible. Quiconque se
» rappelle comment tel ou tel écrivain s'est étudié à
» excuser les mille et une formes que le Protée de
» la révolution a successivement revêtues ne doit
» pas être surpris que son despotisme actuel soit
» l'objet de leur vénération. Les gouvernements,
» certes, ont beaucoup fait pour empirer leur sort ;
» mais c'est nous qui avons pris là part la plus dé-
» cisive à l'œuvre de dévastation qui nous ruine.
» Les méprises des gouvernements auraient été
» moins nombreuses, plus courtes, plus suscepti-
» bles de remède, si l'aveuglement des nations, la
» perversion de l'esprit public, l'extinction de tout
» sentiment généreux, l'influence des motifs les
» plus vils, n'avaient tout infecté, tout dévoré. Il
» n'est pas de siècle ou de nation qui n'aient pu
» avoir à souffrir de quelques erreurs politiques ;

» mais quand nous voyons, durant une longue suite
» d'années, s'offrir à nos yeux le même spectacle de
» petitesse et d'oppression, de plans misérables,
» d'actions plus misérables encore, le mal dont on
» souffre n'est point dans des anomalies accidentel-
» les, mais dans le fond des cœurs qui sont atta-
» qués, desséchés, gangrenés, corrompus ! On dit
» que le prince imprime son caractère à sa nation ;
» mais, dans un sens plus exact, ce sont les peu-
» ples qui influent sur le caractère du prince. Les
» rois sont ce que les font les objets environnants.
» Après la peinture des fautes de leurs chefs, offrons
» donc celle que présentent les nations, dans leurs
» préjugés, leurs vœux, leurs erreurs, leur dégra-
» dation politique et morale, leur aveuglement,
» et l'on s'apercevra que les monarques sont en
» quelque sorte les fidèles représentants de leur siè-
» cle. Il ne nous reste donc plus qu'une seule res-
» source ; que les bons, les braves s'instruisent,
» s'unissent, s'encouragent les uns les autres ;
» qu'une sainte ligue se forme ; c'est la seule condi-
» tion qui puisse défier la force des armes, rendre
» la liberté aux nations et le repos au monde. Vous
» donc qui, dans le naufrage, avez conservé un es-
» prit libre et éclairé, un cœur honnête, le courage
» de tout sacrifier au bien de tous ; Allemands dignes
» de votre nom, voyez votre pays foulé aux pieds,
» déchiré, profané ; ayez assez d'élévation dans
» l'âme pour ne pas vous manquer à vous-mêmes ;
» il n'y a rien de tombé qui ne puisse être relevé.
» Ce n'est ni la Russie ni l'Angleterre qui pourraient

» accomplir ce grand œuvre de la délivrance euro-
» péenne. Quelque désirable qu'il soit d'y voir con-
» courir ces deux puissances, c'est à l'Allemagne
» que l'honneur en est réservé; c'est l'Allemagne
» qui a été la principale cause de la ruine de l'Eu-
» rope; c'est l'Allemagne qui doit relever ces ruines,
» qui doit opérer l'affranchissement général. Il y a
» plus, notre lustre sera de rétablir la France elle-
» même; nous lui restituerons une existence tran-
» quille et harmonique qui la réconciliera avec tous
» les peuples et avec elle-même. » Voilà ce que le publiciste Gentz écrivait en avril 1806, et si nous nous sommes arrêté sur ce document semi-officiel, c'est non-seulement par rapport aux phrases prophétiques qui le terminent, mais parce qu'il produisit alors une vive impression sur les esprits, qu'il irrita Napoléon, et fut plus tard la cause d'un crime atroce ordonné par lui et exécuté officiellement en son nom, le supplice de Palma (1), qui, en Allemagne, changea l'admiration qu'il avait inspirée en une profonde indignation et une haine violente qui s'attacha dès cet instant à sa personne.

(1) Voyez la notice sur ce malheureux libraire, *Biographie universelle*, tome XXXII, page 456.

(*Note de l'éditeur.*)

1806.

Situation critique de la Prusse. — Conduite des États-Unis. — Regrets et prévision de Hardenberg. — Lettre à ce ministre. — Querelle avec le pape. — Francfort. — Hambourg. — Bremen. — Projets sur l'Allemagne. — Ancienne ligue du Rhin. — Projet nouveau de confédération du Rhin. — Vues et situation des différents cabinets. — Négociations secrètes avec Fox. — Intrigues de M. de Talleyrand. — Son adresse. — Aveuglement des ministres allemands. — Leurs propositions accueillies par Napoléon. — Retards mystérieux. — Double mariage de Jérôme. — Projets de nouveaux partages. — Fesch coadjuteur de Ratisbonne. — Mécontentement de l'empereur romain germanique. — Intrigues relatives à la confédération du Rhin. — Sa signature. — Sa ratification. — Ses dispositions. — Déclaration des princes confédérés. — Abdication par François II de la couronne impériale germanique. — Instructions de M. de Talleyrand à M. Laforest. — Cumulation. — Négociations relatives à la ligue du Nord. — Empêchements qu'y met la France. — Armée préparatoire de la Prusse. — Exaltation du peuple prussien. — Diversité d'opinions dans le cabinet de Berlin.

Tout, dans le cabinet prussien, était regret sur le passé, incertitude sur le présent, inquiétude sur l'avenir, depuis que, sous l'influence d'un ministre à vaste ambition, mais à vues courtes et qui ne sut juger ni les amis ni les ennemis de son pays et de son maître, l'on s'était précipité dans la situation la plus fausse, sur l'espoir promptement évanoui d'une

paix fructueuse et solide; et cela pour avoir négligé de faire à propos une guerre qui aurait rendu aussi durable que glorieuse une pacification restauratrice de l'Europe, et rappelé la Prusse à ce noble rôle qui illustra le grand Frédéric.

L'Amérique, cependant, venait de donner l'éclatant exemple de ce que peut un État faible, en présence d'un impérieux et formidable adversaire. Le *cabinet* de Saint-James, fier de ses succès journaliers contre la France, avait ordonné la capture de tous les bâtiments des États-Unis, chargés de denrées étrangères à leur sol, et la presse des matelots sur tous les navires de cette nation, devenue par son activité une dangereuse rivale de son commerce. L'Angleterre déclarait même hautement qu'il ne devait plus sortir une seule barrique de sucre des colonies ennemies, à moins que, conduite dans les ports de la Grande-Bretagne, elle ne fût soumise à y payer des droits; acte tyrannique, équivalant bien au moins à ceux exercés par Napoléon sur le continent; mais le président Jefferson, loin de laisser son pays se courber sous un tel joug, provoqua et fit décréter une résolution (1) portant que tout presseur sur les bâtiments américains serait puni de mort; que tout matelot était autorisé à tuer celui qui voudrait le presser (2); que toute résistance à

(1) 27 janvier 1806.

(2) On sait que la presse est en Angleterre l'acte par lequel on force tout homme sans aveu à se faire matelot. Il est mis à exécution avec autant de brutalité que d'arbitraire.

(*Note de l'éditeur.*)

cet égard donnerait lieu à une récompense; que des dédommagements seraient accordés aux matelots forcément enrôlés, dédommagements calculés en raison du temps de leur esclavage; enfin, qu'il s'exercerait, comme représailles, sur les bâtiments anglais, une presse égale à celle subie par les Américains.

Certes, avant la bataille d'Austerlitz et au moment où le territoire d'Anspach avait été violé, la situation politique et militaire de la Prusse, unie à l'Angleterre, à la Russie, à l'Autriche et à la Suède, entraînant dans son orbite tout le nord de l'Allemagne; occupant déjà le Hanovre à l'exception d'une seule forteresse; exerçant une grande influence sur l'Allemagne, mécontente et dégarnie de troupes françaises, eût été incomparablement plus favorable à une levée de boucliers que celle de l'Amérique en face de la triomphante marine britannique. Le cabinet de Berlin eût facilement alors obtenu des coalisés, si désireux de son accession à la ligne européenne, des avantages plus utiles et plus sûrs que ceux offerts par celui qui, en prétendant le rendre l'ennemi de ses véritables amis, n'avait à lui présenter que des appâts illusoires ou funestes.

Cette situation si heureuse, et dont on ne sut pas tirer parti, avait considérablement changé depuis le traité de Presbourg; mais tout n'était pas perdu encore avant la dangereuse pacification du 15 février, et avant cette prise de possession si précaire de l'électorat, qui séparait Frédéric-Guillaume du système commandé par ses vrais intérêts. Il n'y

avait donc plus de ressources que dans la juste appréciation de ses dangers ; un retour vers les idées politiques conservatrices ; des négociations franches et désintéressées, en vue du salut de tous ; une détermination générale et vigoureusement exécutée ; enfin tous les moyens réunis, que l'Europe possédait encore, pour fonder une honorable paix sur les bases que Pitt avait posées et que Napoléon lui-même devait, tôt ou tard, forcer les grandes puissances à adopter. Telles étaient les idées qui occupaient Hardenberg, et que, du sein de sa retraite, il communiquait à tous ceux qui pouvaient influer sur le sort des États.

Ferme dans ses principes, constant dans ses vues, Hardenberg accueillait les notions, les réflexions, les prévisions qui de toutes parts lui étaient adressées, sauf à en apprécier lui-même la valeur et l'utilité. Sa vaste correspondance en fait foi ; aussi allons-nous en citer quelques fragments : « Votre » Excellence peut être sûre, lui écrivait-on, que » l'empereur des Français n'est point exempt de dé- » fiance sur la politique incertaine de la Prusse, » toujours en présence des Suédois sans réellement » être en guerre avec eux. Il a certainement une ar- » rière-pensée en voulant lui faire envahir la Po- » méranie ; ne serait-ce pas pour la lui laisser en » dédommagement du Hanovre, qui rentrerait à l'An- » gleterre comme prix de la reddition de Malte? Cet » homme, dont la prodigieuse activité semble en- » tièrement occupée de législation, d'administra- » tion, de finances, de police, et même de niaiserie

» vaniteuse, n'en a pas moins les yeux sur vous;
» veut dominer de droit ce Corps germanique q
» de fait il domine déjà; vous seul pourriez y m
» tre obstacle, en vous unissant à l'Angleterre qu
» hait, à la Russie qu'il redoute, à l'Autriche qu
» n'a pas encore rendue aussi faible qu'il l'aur
» voulu. Ce qui a sauvé d'une ruine complète ce
» dernière puissance, c'est la crainte de l'impo
» tance que cela vous eût acquise dans le Cor
» germanique... Il voit qu'en dépit des déclamatio
» publiques les plus violentes, l'Angleterre seml
» vous ménager encore; il vous soupçonne des r
» lations secrètes avec la Russie; il ne serait p
» éloigné de croire que, sous couleur d'hostilit
» son profit, vous ne voiliez un développement n
» litaire dirigé contre lui dans votre for intérieu
» jugeant de votre conduite par vos vrais intérêt
» comme on doit préjuger ses projets en raison
» sa tendance et de son caractère. Mais tôt ou ta
» l'ambition use la fortune comme la tyrannie u
» l'autorité... Le gouverneur Morris vous aura
» sans doute, comme il me le disait dès 1794 : Ce
» république ne peut subsister; l'armée seule y
» quelque chose. Qu'un général accrédité, brilla
» audacieux vienne, et la monarchie renaîtra p
» lui ou pour lui. La révolution a donc atteint le
» que la judicieuse prévoyance de cet homme d'É
» lui assignait. Mais si le génie de Napoléon lui
» nettement savoir ce qu'il veut, ce qui le pl
» bien au-dessus des révolutionnaires ses prédéc
» seurs et lui fait valoir tout ce qu'il peut, ch

» qui n'appartient qu'à un esprit étendu et une âme
» forte, l'Europe comprend-elle bien ce que la si-
» tuation politique et morale de cet homme extra-
» ordinaire le contraint à exécuter, ce que la France,
» telle qu'elle est devenue, exige impérieusement
» de lui? Tout gouvernement, quelle que soit sa
» nature, a besoin d'un centre vers lequel gravitent
» tous les intérêts privés, pour être de là dirigés
» conformément aux intérêts de tous. La révolu-
» tion, en brisant les familles politiques et sociales,
» n'a plus laissé pour centre à l'État que cette im-
» mense, tumultueuse, égoïste et inconsidérée ca-
» pitale, incapable, avec ses passions instantanées
» et anarchiques, de se diriger elle-même. Un guide
» lui fut donc nécessaire; créé par l'héroïsme, élevé
» par la fortune, maintenu par le besoin qu'on a
» de lui autant que par sa volonté ferme et con-
» stante, Napoléon est devenu l'idole du soldat, l'es-
» poir du gouvernement, l'orgueil du peuple. Servi
» par les girouettes populaires, par les renégats à
» la république, par les révolutionnaires calcula-
» teurs, par les honnêtes gens même, reconnaissants
» de la tranquillité dont ils jouissent et qu'ils n'ont
» encore dû qu'à lui seul, il ne peut, ni entretenir
» l'enthousiasme qui l'a élevé sans une suite non
» interrompue de victoires, ni satisfaire les exigen-
» ces privées avec les seules ressources de la France.
» L'Europe doit donc ajouter à son éclat et suppléer
» à ce que ses revenus possibles rendraient insuffi-
» sants; puis il est poussé à la guerre par son insa-
» tiable famille, chez qui la rage de régner est un

» vrai délire; elle n'en a jamais assez; Mi
» le prouve en ce moment. Il résulte de
» que l'empereur des Français est entraîn
» nature des choses, vers le but que son
» dévore; qu'il doit entasser conquêtes
» quêtes pour satisfaire à la fois lui et les
» ainsi que la vanité de son peuple; qu'il d
» de la guerre non-seulement l'aliment de la
» mais même les jouissances de la paix pc
» qui font une partie de sa force, et cela
» contributions passagères ou des tributs
» tuels. Enfin, il est dans sa nature ambit
» dans celle de son avide peuple, que la Fi
» la révolution subjuguent tout, comme il es
» ment aussi dans les destinées de l'Anglet
» s'emparer du commerce du monde, seul
» de lui faire supporter l'énorme fardeau
» dette. Voilà ce que les cabinets doivent voir
» dre et prévenir... Si le génie est la concen
» de toutes nos facultés intellectuelles dans u
» objet, Napoléon en offre l'irréfragable p
» On lui refuse le talent du tacticien, en ci
» bataille de Marengo où, sans la fermeté de L
» l'arrivée de Desaix et la vigoureuse charge d
» lermann, il aurait été battu et n'aurait su
» ment échapper, ne s'étant point assuré d
» traite. On doit convenir, du moins, qu'
» admirable dans ses combinaisons stratégiqu
» que tout, dans son administration, a pour l
» la guerre et les moyens de la faire avec su
» oui, tout, son autorité même, car elle lui

» cure sur ses adversaires l'incomparable avantage » d'être à la fois le souverain absolu, le ministre » directeur, le général indépendant.... La France » n'est plus ce que Votre Excellence l'a vue quand » madame de Staël disait d'elle : *La soumission y* » *conserve tout le caractère de la liberté.* L'hon- » neur qui unissait les hommes y a fait place à un » égoïsme qui les divise, et l'anarchie enfante des » maîtres que la cupidité fait servir bassement. » Aussi la France n'a-t-elle pu, depuis sa révolu- » tion, marcher que sous l'empire de la hache ou du » glaive. Hors d'un joug tyrannique tout y a été » désordre. L'instinct social appelait donc un pou- » voir unique et fort, car tout peuple finit par se » courber sous l'espèce de gouvernement que ses » mœurs exigent. Napoléon le sait; il spécule sur » l'égoïsme général, sur l'envie, poison froid qui » corrompt les esprits et les cœurs. Il méprise les » hommes; il les dompte en les éblouissant. Le » plus grand de ses projets actuels va bientôt éclore; » c'est la dissolution complète de l'empire germa- » nique. Tout est mis en jeu pour y parvenir : les » séductions de tout genre, la terreur, l'ambition. » On intrigue, on négocie, et si les négociations ne » suffisent pas, le glaive y suppléera. C'est aux puis- » sances européennes, à la Prusse surtout, qu'il » convient de considérer ce qu'elles auraient à faire » pour s'y opposer ou en prévenir les redoutables » suites. Napoléon ne s'est encore assuré que du » midi de l'Allemagne; le nord de cette vaste con- » trée, qui dut si longtemps sa neutralité à la

» Prusse, ne pourrait-il pas lui devoir aujourd'hui » son salut? »

Les idées développées dans cette lettre étaient plutôt le désir que l'espoir d'un homme d'État qui voyait le mal, entrevoyait le remède, et tremblait cependant d'empirer encore les maux par l'essai des seuls moyens qui pussent les guérir; tant la terreur avait frappé et désuni les cabinets.

Cependant, Napoléon marchait à son but et tout semblait le favoriser. Le gouvernement espagnol lui était entièrement soumis; en Italie, un seul souverain, et le plus faible de tous, résistait encore à son pouvoir; c'était le pape qui l'avait sacré et qui, infidèle, dans sa noble conduite, à la saine et constante politique de la cour de Rome, n'avait pas su profiter du besoin qu'on avait eu de lui pour se faire rendre les Légations, qu'au reste l'empereur des Français aurait bien pu lui ravir encore. Il se contentait pourtant d'opposer des armes sacrées, aujourd'hui très-impuissantes, à l'introduction du code français dans la république italienne, devenue monarchie. A des demandes toutes religieuses contre le divorce, que le culte catholique réprouve et que les opinions italiennes repoussaient, Napoléon ne répondait qu'en déclarant que les États pontificaux appartenaient en souveraineté à la France, que le pape devait s'unir à lui par un traité offensif et défensif, ou qu'il annulerait la donation de Charlemagne.

Le saint-siége opposait en vain dix siècles de possession reconnue; on ne l'en pressait pas moins

d'entrer dans une confédération avec Naples et le nouveau royaume lombard contre les ennemis de la France, disant que tout refus équivaudrait à une déclaration de guerre, et accumulant tracasseries, injures, menaces, exigences de tout genre.

Il en était de même en Allemagne, pays réellement soumis au droit de conquête en dépit des traités. Le conseil de la ville libre de Francfort avait reçu du maréchal Augereau, le 10 février 1806, la lettre suivante : « Messieurs, je suis chargé par *mon* » *souverain*, l'empereur des Français et roi d'Ita» lie, de demander à la ville de Francfort une con» *tribution* de quatre millions de florins. Comme » je ne doute en aucune manière de votre bonne » *volonté*, je requiers que vous versiez cette somme » aussitôt que possible entre les mains du caissier » de la grande armée. » C'était avec des formes aussi impérieuses que Napoléon faisait des emprunts onéreux à la ville de Hambourg, quand il troublait le commerce de cette importante cité et de celle de Bremen, dont la fortune était uniquement fondée sur l'indépendance maritime, quand il faisait naître dans leur sein une mendicité jusqu'alors inconnue. Toute réclamation contre ces actes tortionnaires était constamment repoussée par celui qui, dans des *budgets* dont rien n'attestait la véracité, vantait l'état prospère de ses finances, quoiqu'il en remplît les vides par des recettes extérieures et en diminuât les charges en chicanant les fournisseurs sur leurs vols et même sur leur dû, comme en faisant rendre gorge aux pillards de l'armée, sans pourtant resti-

tuer les sommes indûment reçues à ceux qui avaient été indignement spoliés (1). Cependant, s'il ne sut jamais ce qui fonde et soutient le crédit public, il mit du moins dans les dépenses de l'État, comme dans celles de sa propre maison, une économie vraiment admirable.

Mais la guerre, la politique, l'administration ne distrayaient pas Napoléon de ce qu'il croyait devoir à sa stabilité et à sa famille; aussi fit-il de ceux qui la composaient des êtres à part, en constituant, par une longue et minutieuse ordonnance, ce qu'il nommait la maison impériale, ainsi subordonnée à sa propre et unique autorité (2).

Mais ce qui l'occupait essentiellement, c'était son grand projet de domination absolue et légale sur l'Allemagne, projet qui consistait à renouveler, en l'étendant et la consolidant, cette ligue du Rhin que le cardinal Mazarin avait conçue jadis, pour l'opposer à l'Autriche. Il faut se rappeler qu'après la

(1) Nous ne citerons ici qu'un décret donné à Saint-Cloud, qui condamnait M. Mesny, trésorier de l'armée, à restituer à *la caisse militaire* trois cent mille livres levées injustement dans les provinces vénitiennes; Solignac à payer cent mille livres, le général Francheschi trois mille, l'aide de camp Delort vingt mille, l'aide de camp Oudelot trois mille six cents, Ambert trois mille, l'aide de camp commandant Chavardes quarante-huit mille, et le commissaire des guerres Augier soixante livres pesant d'or. Quant à Masséna, il parvint à lui enlever sur ses soustractions une somme qui passait un million, et il fit rendre à son ancien condisciple Bourienne une somme à peu près pareille.

(2) Le 30 mars 1806.

paix de Munster (1), l'empereur romain-germanique ayant retardé l'évacuation prescrite par la convention du 4 juillet 1650, et favorisant Charles IV, duc de Lorraine, devenu une espèce d'aventurier dévastateur, deux ligues, l'une catholique, l'autre protestante, s'étaient formées le 21 mars 1651 pour prévenir les maux qui en résultaient. La France, protectrice alors de l'Allemagne, parvint à les réunir en 1655; le fruit de cette réunion fut, sous les auspices du cabinet français, une capitulation exigée de l'empereur Léopold à son avénement, le 18 juillet 1658.

Cette ligue, ainsi triomphante de l'ambition autrichienne, avait pris la qualification de *Ligue du Rhin*, et quoiqu'elle eût pour objet de balancer la puissance impériale, elle lui devint utile dans la guerre contre les Turcs; car ce fut le contingent à cette ligue, promis par la France, réclamé par l'Empire et fourni par Louis XIV, qui vainquit les Ottomans en 1664, à Saint-Godard, sur les rives du Raab. Mais elle tomba, faute d'utilité, quand l'accord rétabli entre les souverains germaniques et la paix avec la Turquie eurent rendu l'Allemagne à un état de parfaite tranquillité. Sa dissolution fut même bientôt amenée par les craintes qu'inspira l'ambition du monarque français, et qui irritèrent les esprits à une époque où les cœurs conservaient encore une énergie que l'égoïsme actuel a fait presque entièrement disparaître.

(1) 24 octobre 1648.

Tout devait donc seconder les vues de Napoléon quand il voulut, non comme l'ancien gouvernement français, resserrer l'ancienne autorité impériale dans de justes bornes, mais la détruire pour s'en emparer sous un nouveau titre, en la rendant plus étendue et plus arbitraire.

La paix de Lunéville avait préparé la dissolution du Corps germanique; l'affaire des indemnités en hâta l'époque; le traité de Presbourg et celui que signa Haugwitz en commencèrent l'exécution par l'union des princes allemands du midi, masquée sous le titre de *système fédératif de l'Empire*. Cette union désastreuse produisit, à la honte du nom allemand, la *Confédération du Rhin*, à laquelle l'Autriche et la Russie ne parurent pas même chercher à s'opposer, et que la conduite équivoque de la Prusse rendait peut-être nécessaire à Napoléon pour se ménager, hors de ses frontières orientales, une force agressive à la fois, et contre la maison d'Habsbourg, et contre toutes confédérations que le cabinet de Berlin pourrait tenter d'organiser dans le Nord.

Voyons maintenant comment eut lieu cette grande et importante opération toute diplomatique.

Quelques moyens de séduction que Napoléon et son ministre eussent déjà employés auprès des princes allemands, une inquiétude générale se faisait encore apercevoir; l'aveuglement néanmoins était tel qu'on ne discernait pas clairement encore le but vers lequel tendait le cabinet des Tuileries; il l'était au point qu'en se livrant à sa merci l'on se

persuadait traiter de puissance à puissance sur le pied de l'égalité.

La lettre dans laquelle l'empereur des Français annonça au sénat l'adoption d'Eugène Beauharnais, et où, pour la première fois, il parla des *États fédérés de l'empire français* (1); le tableau de la situation de la France, où le ministre Champagny comprit dans la confédération du *grand empire* les rois de Bavière et de Wurtemberg, ainsi que l'électeur de Bade, n'avaient pas été un trait de lumière pour eux comme pour les cabinets de Prusse, de Russie, d'Autriche et d'Angleterre.

Mais dès que les lettres-patentes publiées à Anspach, Dusseldorf et Wesel eurent fait connaître qu'en vertu de l'accord conclu entre Napoléon et les rois de Prusse et de Bavière, une domination française s'établissait sur la rive droite du Rhin, et que tout espoir d'une parfaite indépendance fondée sur les traités était irrévocablement éclipsé, la plus entière soumission à celui dont la puissance semblait également affermie en France et en Allemagne parut la seule chance possible de salut. Pour colorer une servitude probablement inévitable, on s'empressa de toutes parts à la solliciter sous le titre de protection, voulant réellement par cupidité, ou feignant par crainte de vouloir ce à quoi l'on n'aurait pu se soustraire.

Napoléon avait vu ces opinions germer, croître, prêtes à porter les fruits qu'il en attendait; son mi-

(1) Du 12 janvier 1806.

nistre les cultivait avec soin ; elles étaient nées principalement de l'emploi plus politique que généreux que le vainqueur avait fait de ses conquêtes en les distribuant toutes à ses alliés lors de la paix de Presbourg ; ce qui lui assurait en Allemagne un empire beaucoup plus utile qu'il ne l'eût obtenu par la réunion à son territoire de celui conquis par ses armes.

Napoléon était tranquille sur le midi de l'Europe qu'il voyait servilement soumis à sa domination. De qui aurait-il pu craindre une tentative, soit de la lui contester, soit de la troubler dans le Nord? Le Corps germanique morcelé, sans lien, sans direction, avait vu celui qui dut être son chef contribuer lui-même à la ruine de ses lois fondamentales. Le mutisme de la diète de Ratisbonne résultait des intérêts croisés de ceux qui la composaient, du juste mécontentement de ses membres, de l'idée qu'elle avait de son impuissance, enfin du sacrifice de tout principe de patriotisme et d'honneur à des calculs de sécurité trop incertaine ou d'ambition sans bornes. L'empereur François II, à peine échappé au plus désastreux naufrage, cherchait dans le sein d'un repos momentané à réparer ses forces, sans oser hasarder encore des pertes nouvelles dans une lutte plus que jamais dangereuse. La Prusse, qui n'avait pas su se décider à la guerre lorsque tout en présageait le succès et qu'elle avait à venger une sanglante injure, se trouvait liée, tant par l'occupation du Hanovre que par de flatteuses promesses, et contre le vœu des chefs les plus distingués

du conseil et de l'armée, à la puissance que, pour le salut de l'Allemagne, elle eût dû combattre.

Deux choses rassuraient Napoléon sur les obstacles que le ministère anglais eût pu mettre à ses vues. Il comptait beaucoup, et peut-être trop, sur un changement dans les maximes politiques du cabinet de Saint-James, sous l'administration qui succéda à celle de William Pitt. Il traitait déjà secrètement avec Fox; il espérait ainsi n'avoir plus à lutter d'intrigues avec un gouvernement habile à lui susciter des ennemis, à deviner ses projets, à en avertir les cabinets européens, et toujours prêt à prodiguer l'or pour armer contre lui les peuples les plus belliqueux. Puis, si la Prusse lui servait d'instrument ruineux contre le commerce britannique; si l'état de guerre nuisait en partie au succès de cette presse anglaise, dénonciatrice de ses vues et dépréciatrice de sa personne, il se flattait aussi que des hommes qui, depuis le commencement de la révolution française, n'avaient cessé d'invoquer la paix, dégoûtés plus que jamais, après les désastres de la dernière coalition, d'un système qui, en prodiguant les trésors de l'État, n'avait fait qu'accroître la puissance qu'on voulait abattre, renonceraient à se mêler des affaires du continent et surtout à fournir aux armées russes des subsides absolument nécessaires à leur mise en action. L'incertitude quoique inquiète des cabinets lui semblait d'ailleurs une impuissance générale.

Dans cet état de choses, rien n'était plus nécessaire qu'une prompte détermination, ni plus facile

qu'une complète réussite, de la part d'un ministre accoutumé à voiler la ruse d'un air de loyauté et à se faire le modérateur apparent d'une volonté irrésistible. M. de Talleyrand envisageait dans le succès de sa mission le double avantage de s'assurer et la faveur de son maître et les fruits de la reconnaissance de ceux dont il contribuerait à doter richement la soumission. Donnant donc plus que jamais suite à des négociations qui, de la paix de Lunéville à celle de Presbourg lui firent connaître et juger ceux avec qui il avait à traiter, il ne négligea aucune occasion de parler aux représentants des puissances germaniques, avec l'air d'un véritable intérêt, de tout ce qui touchait à leurs espérances ou à leurs craintes, leur témoignant séparément la bonne volonté dont il était pénétré à leur égard.

Outre les rapports officiels que le ministre de Napoléon avait nécessairement avec eux, il les recherchait assidûment en paraissant ne les rencontrer que par hasard à la cour ou ailleurs, plus encore que chez lui. Il devait à cette adresse, que donne surtout en France l'habitude du grand monde, les moyens de les ramener, sans qu'ils s'en doutassent aux sujets qu'il voulait traiter avec eux, aux opinions dont il voulait les pénétrer; tous les genres de relations sociales concouraient ainsi à ses vues secrètes. On le considéra comme un protecteur utile, comme un ami chaud et désintéressé, comme l'instrument de ceux qui étaient réellement les instruments de sa politique. Voilà peut-être le plus brillant triomphe de ce qu'on nomme son gé-

nie diplomatique, et cela sur des hommes qui soupçonnèrent si peu à quel point ils étaient ses dupes que, croyant conduire le cabinet des Tuileries au but vers lequel lui-même il les conduisait, ils demandèrent tous aux princes qu'ils représentaient des pouvoirs pour conclure un traité qu'ils se persuadaient avoir ménagé avec une rare habileté. Ils les reçurent, se hâtèrent de les communiquer à M. de Talleyrand, empressés de savoir si leurs vœux seraient accueillis, chose qui devait d'autant moins les inquiéter que ce qu'ils offraient, ils pouvaient chaque jour le subir comme ordre reçu. En effet, dès les premiers mois de 1806, les grands cabinets ne doutaient plus d'une union projetée entre la France et les princes les plus voisins de ses frontières; thème sur lequel les journaux français proclamaient la prochaine existence d'un empire composé de soixante-six millions d'âmes et dirigé par une seule et même pensée.

Le ministre des affaires étrangères répondit donc aux plénipotentiaires dûment autorisés que l'empereur son maître daignait enfin prêter l'oreille à des propositions qui dès longtemps lui avaient été faites par les princes d'Allemagne, pour la formation d'une ligue ayant pour objet la défense et la sûreté de tous; que les succès de la dernière guerre et l'état présent des choses lui semblaient la rendre nécessaire, d'autant que les avantages acquis par ces princes les constituant en révolte contre les lois de l'Empire et l'autorité de son chef, leur entière indépendance devenait pour eux l'unique port de sa-

lut; que quand on a grièvement offensé, il faut, sous peine de ruine, chercher un abri contre la vengeance. Aussi Napoléon fut-il d'avis que les États de l'Empire dont la conduite durant la guerre leur avait attiré la haine de l'Autriche et la méfiance de la Prusse, unissent sans retard leur puissance dans une confédération capable de les garantir mutuellement contre toute atteinte à leur prospérité particulière ou commune; qu'ils la soutinssent par un développement militaire imposant, et qu'ils en confiassent la direction, ainsi que la force conservatrice de leurs droits, institutions et territoires anciens ou nouveaux, non à plusieurs, ce qui les compromettrait, mais à la main protectrice d'un seul, assez éclairé et assez puissant pour découvrir le mal et y porter un prompt remède.

« C'est donc à l'empereur qu'il appartient de ré» gler dans sa sagesse tout ce qui lui semblera pro» pre à la direction et à la défense de la nouvelle » confédération, dit enfin le ministre. Il a géné» reusement accru vos États; son but aujourd'hui » est de les protéger. Ne croyez pas que Napoléon » veuille s'en tenir à ce qu'il a déjà fait en faveur » des souverains que vous représentez; que leur » confiance en lui soit sans bornes, et les résultats » des négociations qui vont s'ouvrir surpasseront » leurs plus hautes espérances. »

Il n'en fallut pas tant pour exalter les ambitions usurpatrices des princes allemands; aussi ne rêvèrent-ils plus qu'agrandissement immodéré, surcroît de richesse et de puissance, sans s'inquiéter des lois

constitutives qu'on prétendait donner à la confédération, ni des charges auxquelles ils auraient à se soumettre.

Mais le cabinet des Tuileries ayant imposé à leurs ministres l'expresse obligation de traiter isolément de leurs intérêts et de ne point conférer entre eux sur l'objet de la ligue considérée en général, clause à laquelle il subordonnait les faveurs qu'ils pourraient obtenir, cet inconcevable mystère, dans une négociation qui les touchait tous également, fit naître dans leurs esprits de vives irritations, de raisonnables inquiétudes, qu'accroissait encore l'imperturbable dissimulation du ministre français.

« Demandez librement, leur disait M. de Talleyrand, tout ce que vous jugerez le plus convenable à l'accroissement, à la prospérité, à la sûreté de votre pays. » Mais à toutes leurs demandes il ne répondait plus que d'une manière obscure, évasive, dilatoire, qui ne dévoilait en rien les intentions réelles de son maître.

Les plénipotentiaires ne marchaient donc qu'au sein des plus profondes ténèbres. Mais Napoléon et son ministre avaient atteint leur but, qui était de brouiller entre eux ces agents diplomatiques, d'exciter leurs jalousies, de les faire se défier les uns des autres, de les porter à combattre réciproquement leurs prétentions, pour chercher à attirer, chacun pour lui seul, la faveur du souverain et la bienveillance de son ministre. De là des manœuvres, des intrigues, des séductions de toute espèce pour obtenir des promesses positives, sur lesquel-

les on tardait de se prononcer, sans qu'en dépit de tous leurs artifices ils pussent parvenir à pénétrer la cause de cette lenteur apportée à des négociations qui semblaient être dans l'intérêt mutuel des parties.

Tandis qu'on luttait ainsi de persévérance et de finesse; que la porte de l'impassible ministre était journellement assiégée; que les princes et leurs plénipotentiaires commençaient à concevoir de vives alarmes, le séjour prolongé des troupes françaises en Allemagne ajoutait aux inquiétudes déjà causées par la ligue conclue entre la France et la Prusse (1), et aux dangers qu'elle faisait courir à l'indépendance germanique, sans garantir même celle des États de Frédéric-Guillaume, comme nous aurons plus tard à l'exposer.

Déjà Napoléon, qui traitait du mariage de son frère Jérôme avec la fille du roi de Wurtemberg (quoique ce frère eût contracté en Amérique un mariage que l'empereur et roi ne voulut point reconnaître), semblait résolu à détrôner le souverain de Darmstadt, pour punir la duchesse d'une lettre dans laquelle cette princesse reprochait au roi de Bavière, comme une *terrible mésalliance*, d'avoir donné sa fille à Eugène de Beauharnais. On commençait de toutes parts à parler de nouveaux partages, de mutations de territoire, et de seigneuries ou villes libres, évaluées et cédées, pour prix d'une soumission sans réserve, à celui qui bouleverserait

(1) Le traité du 15 février.

définitivement et la constitution germanique et ces lois qui si longtemps avaient garanti les États faibles contre l'ambition de puissances fortes et prépondérantes.

Celui de tous les princes qui dans l'Empire s'était montré le plus zélé défenseur des droits sacrés de la justice politique, était le monarque prussien; aussi soupçonnait-on que les princes unis de parenté ou d'alliance avec la maison d'Hohenzollern deviendraient les premières victimes sacrifiées à la haine du gouvernement français et à l'avidité de ses cupides alliés. Nous reviendrons plus loin sur ces dangers et sur leurs conséquences immédiates ou futures. Mais ce que nous devons remarquer ici, c'est l'anarchie morale existante alors, et qui, en rendant impossible toute union contre les progrès de la puissance française, facilitait les succès qu'allait momentanément obtenir l'ambition de l'empereur Napoléon, et dont, en dépit de tout son génie, l'électeur archichancelier devint lui-même la dupe. En effet, principal moteur de la confédération qui se préparait, il avait sans cesse compté devoir en devenir le chef, et il voyait enfin que cet espoir allait lui échapper, sous le prétexte, seul avoué, de mettre à l'abri de toute révolution ruineuse la dignité électorale attachée à son siége, celle d'archichancelier et les droits du chapitre archiépiscopal de Ratisbonne.

Le but réel de ce prince avait été de garantir contre toute atteinte ses intérêts personnels et ceux de sa famille; aussi, pour assurer plus que jamais

sa fortune et se procurer un puissant protecteur, l'avait-on vu s'empresser à choisir pour coadjuteur, dans ses fonctions archiépiscopales, le cardinal Fesch, archevêque de Lyon, oncle maternel de Napoléon; ce qui donnait à ce prince de l'Église romaine la perspective d'une suprématie probable sur le Corps germanique et semblait rendre possible celle qu'il n'avait cessé d'ambitionner lui-même.

Le prince archichancelier avait donc soumis cette nomination au pape Pie VII, qui la confirma, et l'empereur des Français parut y accéder, quoique le sort de l'électorat fût déjà secrètement arrêté. Il n'en fut pas de même de l'empereur romain-germanique, qui se leurrait encore d'une autorité dont il ne conservait plus que le vain titre. En recevant la notification de l'électeur archichancelier, de l'élévation d'un étranger à l'une des plus hautes dignités de l'empire, ce monarque exprima vivement dans sa réponse le mécontentement qu'il éprouvait de voir que le chapitre de Ratisbonne eût ainsi renoncé à son droit de nommer lui-même un coadjuteur et à l'espoir de se réserver la dignité électorale; ce qui violait les lois de l'Empire et privait les grandes maisons allemandes de l'expectative du plus haut rang dans le collége des électeurs.

Un cri général s'éleva alors contre le baron de Dahlberg. On voyait la bassesse auxiliaire de l'ambition dans une démarche violatrice des lois qu'il avait juré de maintenir et dont la garde lui était confiée. Peut-être, en courtisant la faveur de Napoléon, voulut-il effacer l'impression que pouvait avoir

laissé dans l'esprit de ce monarque irritable la conduite qu'il avait tenue lors de la guerre terminée par le traité de Presbourg ; car le baron de Dahlberg avait alors cherché à faire en sorte que Ratisbonne demeurât neutre, afin de rester en mesure avec les alliés, dans le cas où ils seraient vainqueurs ; se conduisant dans cette occurrence comme Haugwitz se conduisit plus tard ; démarche dont Napoléon le tança vivement et avec menace. C'était un tort qu'il crut ne pouvoir racheter que par un surcroît de bassesse et de soumission.

Cette abjection d'un homme si considérable par sa puissance, ses talents et sa position sociale, excita l'émulation servile des autres princes allemands ; tous, à l'envi les uns des autres, déposèrent en rampant, honneurs, dignités, couronne, aux pieds de celui dont ils attendaient ce qu'ils considéraient comme une sûre et brillante fortune. L'amour du bien d'autrui n'avait plus de frein, et M. de Talleyrand, les flattant dans leurs illusions les plus aveugles, les voyait se précipiter d'eux-mêmes sous le joug de Napoléon ; il les y encourageait, en montrant, d'un côté, la puissance généreuse de son maître ; de l'autre, la redoutable vengeance de l'Autriche ; enfin la nécessité de se décider promptement à choisir un défenseur et à s'abandonner entièrement à sa sagesse et à sa loyauté.

Longtemps le ministère français avait éloigné la réalisation de ses projets sur l'Allemagne, pour ne mettre aucune entrave aux négociations patentes ou secrètes qu'il entretenait avec les deux cabinets

de Londres et de Saint-Pétersbourg, et qui seront la matière du chapitre suivant.

Mais Napoléon voyait enfin que toutes ses ruses diplomatiques à l'égard de ces deux gouvernements étaient sans succès ; que d'un moment à l'autre la guerre pourrait renaître sur le continent, à l'appel de l'Angleterre et sous la protection militaire des Russes ; que l'Autriche, affamée de vengeance, serait peut-être tentée de faire une nouvelle levée de boucliers ; que la haine du peuple prussien, le juste mécontentement de Frédéric-Guillaume, pourraient jeter un nouveau poids dans cette portion de la balance des nations opposées à la France ; que les princes allemands, si longtemps leurrés dans leurs espérances, deviendraient peut-être ou incertains ou hostiles. Napoléon sentit vivement, dès les premiers jours de juillet, la nécessité de s'assurer en Allemagne une force militaire qu'il fallait organiser à son profit, dans la crainte de la voir tourner en partie contre lui ; il satisfit donc les vœux qui lui était dès longtemps adressés, en se déclarant protecteur des États allemands qui courtisaient l'alliance intime de la France ; il décida, avec une autorité absolue, des intérêts de ces princes, au moyen d'une confédération qui couvrait la frontière de la France sur la rive droite du Rhin, par une lisière d'États soumis à sa puissance et séparés ainsi de l'ancien empire germanique.

Sous couleur de protection des droits et de la défense de ces États, l'empereur des Français s'assurait la faculté de faire passer à son gré deux cent

mille hommes et de les stationner sur le territoire de la confédération, ce qui la soumettait à des charges infiniment plus pesantes que celles qui lui avaient été imposées lorsqu'elle était partie intégrante de l'ancien Corps germanique.

Pour éviter les représentations auxquelles auraient pu donner lieu des prétentions aussi exorbitantes, M. de Talleyrand se garda bien de réunir les *plénipotentiaires* ou de leur donner le temps de se concerter entre eux ; il pressa les négociations, n'eut avec eux que des entrevues particulières, leur communiqua seulement, du 7 au 12 juillet, les articles qui intéressaient chacun. Le ministre les ayant ainsi individuellement séduits par les avantages qu'ils obtenaient, il surprit de tous un consentement aveugle et sans réserve, les soumit aux rigoureuses conditions dont ils croyaient avoir obtenu le prix, et leur *fit jurer*, tant l'observation des clauses d'un pacte honteux qu'une entière obéissance au protecteur de la *confédération*, avant même que le traité sur lequel elle reposait eût été ratifié par Napoléon. Ce monarque, en s'assurant la foi des princes confédérés, engageait si peu la sienne qu'en cas de paix avec l'Angleterre et la Russie, il les eût frustrés du fruit de leur abjection et de ses propres promesses ; c'est ce que démontrèrent ses négociations ultérieures avec ces deux puissances.

Enfin, le 12 juillet 1806, les agents diplomatiques des membres de la ligue, réunis pour la première fois chez M. de Talleyrand, y prirent une entière *connaissance* du traité de confédération.

Éclairés, mais trop tard, sur la nature de cette œuvre de cupidité qui leur avait coûté tant de temps, de soins, d'intrigues et de talents pour accroître la domination de leur maître au prix de l'abaissement de leur propre dignité, de la perte de leur indépendance et de la violation des lois, au mépris des liens de parenté, de voisinage et d'alliance, ils gémirent également sur ce qu'ils contribuaient à détruire ou à élever. Leur amour-propre même souffrait amèrement d'avoir été les dupes d'une astuce que tant de faits antérieurs dévoilaient, que chaque jour aurait dû leur rendre palpable, et qui devait manifester à leurs yeux le soin qu'on avait pris de les engager isolément en leur laissant ignorer l'ensemble et le but du traité de confédération. Ce traité fut lu et révêtu sur-le-champ de toutes les signatures, sans discussion.

En effet, le comte de Beust, plénipotentiaire de l'électeur archichancelier, appelé chez M. de Talleyrand très-avant dans la nuit, n'avait eu le temps que de lire rapidement les articles 4, 10, 11, 22, et quelques lignes du 24e. Puis, sans qu'on lui donnât la faculté d'y réfléchir ni même d'en délibérer avec qui que ce fût, il fut obligé de signer et de promettre, au nom de son maître, l'accomplissement de toutes les conditions encore inconnues du traité. L'électeur, devenu ainsi prince-primat, se plaignit de cette précipitation à son ministre, qui s'excusa, comme tant d'autres, sur une impérieuse nécessité, et ce prince lui-même, tout en blâmant son agent diplomatique, n'en donna pas moins à son résident

près la cour de Bavière l'ordre de présenter et de recevoir l'échange des ratifications de ce traité.

Ce traité cependant ne fut pas rendu public à l'instant même, et le retard apporté à cette publication excita encore de vives inquiétudes, quoiqu'on n'en donnât pour motif que la seule volonté de l'empereur. Au reste, ce délai ne fut pas de longue durée; car convaincu que tout espoir de paix avec l'Angleterre et la Russie n'était point détruit par ce traité, Napoléon le laissa sortir des mains du ministre le 17 juillet. La paix avec l'empereur Alexandre, annoncée en même temps et signée le 22 du même mois, parut présenter aux confédérés le double avantage de sanctionner leur acquisition, et de les préserver d'une guerre dont ils eussent eu en grande partie à supporter le poids.

L'échange des ratifications eut lieu à Munich, le 25 juillet. Ce document historique est d'autant plus remarquable qu'il complète la dislocation du Corps germanique; il fut signé par les ministres de Bavière, Wurtemberg, Bade, Berg, Hesse-Darmstadt, Nassau-Weilbourg et Nassau-Usingen, Hohenzollern-Hechinren et Hohenzollern-Sigmaringen, Salm-Salm et Salm-Kirbourg, Isenbourg, Aremberg et Lichtenstein, et par le comte de la Leyen, c'est-à-dire par quinze seulement des princes de l'ancien Empire. En voici les principales dispositions. (Art. I.) Les États ci-dessus nommés se séparent à jamais du Corps germanique et forment entre eux une ligue sous le nom de Confédération du Rhin. (Art. II.) Toutes les lois de l'Empire sont nulles et sans effet sur eux. (Art. IV.)

L'électeur archichancelier prend le titre de prince-primat. (Art. V.) L'électeur de Bade, le duc de Berg (Murat) et le landgrave de Darmstadt jouissent de tous les droits attachés à la dignité royale et reçoivent la qualification de grands-ducs. (Art. XII.) L'empereur Napoléon est protecteur de la ligue et porte le titre de prince-primat. Suivent les cessions de la ville de Deutz au grand-duché de Berg par le prince de Nassau, de la ville de Nuremberg à la Bavière, de Friedberg au grand-duc de Darmstadt, et de Francfort au prince-primat. Puis les princes, comtes et seigneurs possessionnés dans le territoire de la confédération (art. XXIV) et les propriétés de l'ordre équestre (art. XXV) sont assujettis à la souveraineté des princes dans les États desquels ils se trouvent enclavés. Les membres des ordres militaires et ecclésiastiques (art. XXXIII) perdent leurs possessions. Toute guerre où une des parties contractantes sera engagée deviendra commune à tous (art. XXXI et XLVI), et l'armement se fera sur l'invitation de l'empereur des Français. Enfin le contingent des confédérés est ainsi réglé : la France fournira deux cent mille hommes, la Bavière trente mille, le Wurtemberg douze mille, Bade huit mille, Clèves et Berg cinq mille, Darmstadt quatre mille, Nassau, Hohenzollern et les autres princes confédérés quatre mille ; ce qui donnait à Napoléon soixante-trois mille hommes de troupes auxiliaires entretenues au compte de l'étranger, et la faculté de faire stationner deux cent mille hommes de ses propres troupes hors des frontières assignées à la

France, tant par le traité de Lunéville que par celui qu'il avait signé depuis moins de sept mois à Presbourg.

Cet acte si coupable de la part des princes contractants, qui mettait à la disposition d'un souverain étranger des territoires et des propriétés sur lesquels il n'avait aucun droit, fut signifié à la diète le 1er août par le chargé d'affaires français Bacher. Il *le motiva* sur la nécessité où la France était de maintenir la paix dans le midi de l'Allemagne, de prévenir la discorde, suite de la retraite de ses armées, et de faire jouir les alliés de la France des avantages résultant pour eux du traité de Presbourg, dont la confédération du Rhin n'était que le complément. La constitution germanique, disait-il, n'est plus qu'une ombre ; *la diète a cessé d'avoir une volonté qui lui fût propre, Sa Majesté l'empereur et roi est donc obligée de ne plus reconnaître l'existence de la constitution germanique ; il a accepté le titre de protecteur de la Confédération du Rhin. Dans des vues de paix, il a déclaré qu'il ne porterait jamais les limites de la France au-delà du Rhin ; il a été fidèle à ses promesses.*

Le même jour, 1er août, les princes allemands signataires de la confédération déclaraient dans leur note, que les trois dernières guerres ayant prouvé que le *Corps germanique était réellement dissous*, *les princes du midi et de l'ouest de l'Allemagne* avaient jugé à propos de renoncer à leur union avec une constitution qui *avait cessé d'être*, et de s'assurer la protection de l'empereur des Français, qui,

pour l'intérêt de sa gloire, autant que pour celui de son empire, aurait à cœur l'affermissement et la tranquillité intérieure et extérieure.

Cette confédération cependant l'assurait si peu que la moindre querelle de voisinage pouvait jeter à l'instant et légalement près de trois cent mille hommes, sur les restes de cette malheureuse Allemagne, livrée alors aux horreurs sacriléges d'une véritable guerre civile.

Il ne fallait plus qu'un seul acte déclaratoire de la dissolution de l'antique empire germanique, et il ne tarda pas à avoir lieu. L'ambassadeur de France, M. le comte de La Rochefoucauld, ayant sommé l'empereur François II de reconnaître la nomination du cardinal Fesch et la confédération du Rhin, sous peine de voir recommencer une guerre à laquelle l'Autriche n'était point préparée, ce prince publia, le 6 août, la déclaration suivante : « Étant » convaincu de l'impossibilité de remplir plus long- » temps nos fonctions impériales, il est de notre » devoir de renoncer à une couronne qui n'avait de » prix à nos yeux qu'autant que nous jouissions de » la confiance des électeurs, princes, et autres États » de l'Empire germanique, et que nous pouvions » remplir les devoirs qu'elle nous imposait. C'est » pourquoi nous déclarons par ces présentes que, » considérant les liens qui nous ont attaché à l'Em- » pire germanique comme rompus par la Confédé- » ration du Rhin, nous abdiquons la couronne im- » périale; nous relevons en même temps les électeurs, » princes et États, membres du tribunal suprême

» et autres magistrats, des devoirs qui les unissaient » à nous comme chef légal de l'Empire. »

L'empereur d'Autriche, par une autre déclaration du 8 août, pourvoyait à l'existence des employés de l'Empire, à la fortune desquels nuisait le nouvel ordre de choses.

Ce qui fit accélérer la renonciation du monarque autrichien, ce fut la menace faite par la France de pénétrer dans la Carniole et le Frioul autrichien; aussi se disposa-t-on à transporter de Vienne en Hongrie l'artillerie et les armes qui se trouvaient dans l'arsenal; en même temps M. de Metternich partit pour assister à la fête de Napoléon (1), devenu réellement l'arbitre souverain de l'Empire germanique, sous le titre de protecteur, titre qui ne pouvait faire illusion à personne. En effet, il ne tarda pas à agir en maître absolu dans ces contrées, poursuivant ses détracteurs avec acharnement et injuriant ceux qu'il ne pouvait atteindre.

Il en était de même en Italie, où l'épouse de Spencer-Smith, si humain à l'égard des prisonniers français et si outragé par Napoléon, fut arrêtée et maltraitée par des gendarmes, aux mains desquels on eut beaucoup de peine à l'arracher (2); car les

(1) Le 15 août.

(2) Madame Spencer-Smith se trouvait, avec ses trois enfants, dans les États-Vénitiens. Ces quatre personnes ne comptaient entre elles que trente-deux ans, et la mère était sérieusement malade; elle n'en fut pas moins arrêtée, et pour comble de barbarie, on voulut, en dépit de son état, la trans-

agents français étaient tellement empressés de satisfaire ses haines personnelles qu'ils devançaient les ordres qu'ils supposaient devoir leur être donnés à cet égard. Mais ces infamies, qui inspiraient tant d'horreur à l'étranger, étaient inconnues en France, où la grandeur du chef exaltait la vanité de ses plus obscurs sujets.

Napoléon offrait alors à cette vanité des appâts nouveaux, car le rétablissement de la noblesse héréditaire était clairement annoncé dans le sénatus-consulte du 14 août, par l'article V, où on lisait : « Quand Sa Majesté jugera convenable, soit pour » récompenser les grands services, soit pour exci- » ter une utile émulation, soit pour concourir à » l'éclat de la France, elle pourra autoriser un chef » de famille ou un ambassadeur à substituer ses » biens libres, pour en former la dotation hérédi- » taire que Sa Majesté érigerait en sa faveur, rever- » sible à son fils aîné né ou à naître, et à sa descen- » dance en ligne directe de mâle en mâle par ordre » de primogéniture. » C'était l'annonce d'un système ayant pour objet la stabilité d'un État monarchique fondé sur la propriété et l'hérédité. Mais, pour don-

porter en France pour la jeter dans la prison du Temple ; mais un marquis sicilien parvint, avec autant d'adresse que d'intrépidité, à la faire évader de la prison de Brescia et à la remettre lui-même entre les mains de son époux. Elle fut alors forcée, pour éviter les satellites de Napoléon, de passer par la Hongrie, la Pologne et la Livonie, livrée, durant ce long trajet, aux fatigues et aux souffrances physiques et morales les plus accablantes.

ner suite à ce projet, il fallait se débarrasser des clabaudages du tribunat, opération encore ajournée, quoique déjà résolue.

Ces choses, bien qu'elles fussent particulières à la France, n'en intéressaient pas moins l'étranger ; car plus Napoléon donnait d'appui à sa puissance, plus il brisait d'obstacles à son développement, plus aussi il devenait impérieux à l'égard de l'Europe.

De tous les États du continent, nul n'avait eu autant à en souffrir que la Prusse, qui, à la vérité, y donnait réellement lieu depuis qu'Haugwitz en dirigeait seul la marche politique ; et Napoléon ne pouvait accorder aucune confiance à un cabinet qui ne savait être franchement ni ami ni ennemi. Aussi le ressentiment de l'empereur des Français était-il plutôt assoupi qu'éteint.

Ivre de vengeance depuis le traité de Potsdam, Napoléon l'avait manifesté dans celui du 15 février, et il tolérait, s'il ne les provoquait pas, les envahissements de Murat. Nous avons déjà parlé de l'illégale occupation par ce dernier des possessions prussiennes d'Essen, Elten et Werden. Ce nouveau grand-duc de Berg convoitait aussi la principauté d'Embden, une partie de l'évêché de Munster et les trois abbayes qui avaient fait partie des indemnités accordées à Frédéric-Guillaume, ainsi que les villes libres de Bremen et d'Hambourg, sur lesquelles Haugwitz avait jeté son dévolu. Toujours mécontent des faveurs qu'il devait à Napoléon et qui lui semblaient insuffisantes, ce prince ne garda plus de

mesure dès la conclusion de la Confédération du Rhin.

Quant à cette confédération, le cabinet prussien en avait pénétré le secret et en prévoyait les intentions hostiles, d'autant que les confédérés cherchaient à nuire de tout leur pouvoir aux alliés de la maison de Brandebourg; que les troupes françaises, loin de quitter l'Allemagne, semblaient, plus que jamais, menacer et l'Autriche et la Prusse, et que le cabinet des Tuileries paraissait vouloir influer sur l'administration de ces deux États par ses plaintes ou ses injures contre ceux de leurs ministres qui lui déplaisaient.

La déclaration de l'empereur des Français, qu'il ne porterait jamais ses limites au delà du Rhin, devait être d'autant moins rassurante qu'outre des antécédents qui montraient son peu de respect pour ses promesses, dans ce moment même, cette dernière était violée par les postes militaires, sur le territoire en avant de Mayence, qu'il venait de réunir au sien propre, et par la brusque occupation de Wesel, qu'il finit par réunir à la vingt-cinquième division militaire. Enfin, n'était-ce pas lui qui régnait sous le nom de son beau-frère Murat?

Vu l'abaissement dans lequel l'Autriche était tombée, il n'y avait plus que le roi de Prusse qui pût disputer à Napoléon une domination générale et absolue sur ce qui restait encore du Corps germanique, dont une portion, formant une population de sept millions d'âmes, déjà courbée sous son joug, s'était engagée à obéir à sa direction, s'y

trouvait intéressée par l'effet des usurpations qu'elle lui devait, et ne pouvait en devoir qu'à lui la conservation.

Tout avait été choquant pour la Prusse dans la mystérieuse négociation en vertu de laquelle on disposait, sans son aveu et même à son insu, du sort de l'Allemagne si intimement lié au sien. Le silence le plus profond avait été gardé à cet égard avec l'envoyé prussien à Paris; M. de Laforest avait usé à Berlin d'une semblable dissimulation, et l'on pouvait y voir à la fois intention perfide et insultant mépris. L'une et l'autre furent manifestés par l'article 24, qui dépouillait le chef de la branche de Nassau-Orange de tous ses droits de souveraineté sur les principautés qu'il possédait en Allemagne; ce qui faisait descendre ce prince, beau-frère du roi, au rôle humiliant de vassal de l'insatiable Murat; et pour le ruiner en même temps qu'on le dégradait, Napoléon conféra à deux autres branches de la maison de Nassau, les princes de Weilbourg et d'Usingen, le reste des propriétés souveraines dont leur parent était le légitime possesseur, et ils n'eurent pas honte de les accepter. Tout principe d'honneur, tout respect humain même cédait alors à l'amour désordonné de s'agrandir.

La manière dont fut traité le prince de Latour et Taxis, époux de la princesse Thérèse de Mecklenbourg-Strélitz, sœur de la reine de Prusse, était un nouvel outrage dirigé contre Frédéric-Guillaume. Quel système adopter dans des conjonctures aussi critiques? Accéder à ces innovations ou s'y opposer

était également dangereux. L'opinion du ministère, tel qu'il était alors composé, fut pour une prompte adhésion à ce qu'il croyait ne pouvoir plus empêcher, François II ayant surtout confirmé cet acte anti-germanique par sa renonciation à la couronne impériale; puis on voyait l'Angleterre et la Russie abandonner les intérêts de l'Allemagne. Enfin, les vues toujours pacifiques du roi militaient en faveur de tout ce qui pouvait prévenir la guerre, dans des circonstances surtout où lui seul aurait eu à en supporter tout le poids.

Le ministre Laforest cherchait à l'entretenir dans ces sentiments; il était insinuant, adroit; parant de formes gracieuses les sophismes par lesquels il s'efforçait de persuader au monarque prussien que les condescendances de Napoléon pour ses alliés tournaient au profit et à l'honneur de la couronne prussienne. Assuré d'une partie du cabinet, il séduisait l'autre par des promesses flatteuses, et servait avec autant d'habileté que de zèle son gouvernement, dont les intentions contenues dans les dépêches de M. de Talleyrand étaient ainsi conçues : « Après » avoir présenté au monarque prussien copie du » traité de confédération entre les États du Rhin et » l'empereur Napoléon, mettez tout en œuvre pour » que les ministres ne puissent conserver le temps, » ni se ménager les moyens d'éclairer l'esprit de » leur maître sur sa position, sur la nature et les » effets de l'alliance. Faites en sorte que Sa Majesté » consente à déclarer publiquement n'avoir aucune » répugnance à se joindre au nouveau système po-

» litique introduit en Allemagne par cette confédé-
» ration; c'est-à-dire qu'il se montre disposé à
» reconnaître et à honorer sous leurs nouveaux
» titres tous les membres de la ligue, en renonçant,
» pour sa part, aux dignités et aux alliances qui ne
» pourraient être conciliables avec l'existence de
» cette confédération; qu'il reconnaisse également
» l'autorité des confédérés sur les États qu'ils vien-
» nent de joindre à leurs domaines héréditaires,
» l'origine de cette acquisition fût-elle même illé-
» gale et arbitraire. S'il arrivait que, vu quelque
» considération de rang, ou en raison des relations
» par lesquelles il est lié dans l'Empire, le monar-
» que semblât hésiter à se rendre aux désirs de
» l'empereur, vous devrez alors déclarer que l'em-
» pereur est à jamais éloigné de tout dessein de s'ar-
» roger sur d'autres États de l'Allemagne l'autorité
» qui, en qualité de protecteur, lui est conférée par
» le vote libre de la ligue du Rhin; qu'en consé-
» quence, *si le roi veut former dans l'Allemagne*
» *septentrionale une réunion des États qui dans*
» *toutes les circonstances se sont montrés plus ou*
» *moins attachés à la Prusse, la France ne s'y*
» *opposera point.* »

M. Laforest, pour marcher avec promptitude et sûreté dans la voie qui lui était ainsi tracée, s'adressa confidentiellement au comte d'Haugwitz, dont, mieux que tout autre, il connaissait l'entière soumission aux vœux de la France; il affecta de vouloir lui communiquer les instructions qu'il venait de recevoir, insinuant que, si l'empereur d'Autriche

pouvait éprouver quelque répugnance à consentir franchement au nouvel ordre de choses introduit en Allemagne, il n'en devait pas être de même du roi. « Le successeur de Rodolphe de Habsbourg » doit ne voir qu'avec peine la dignité, la considé- » ration de sa maison affaiblies par la perte de la » couronne impériale et par la suppression des ju- » ridictions qu'il exerçait en qualité de chef de » l'Empire romain-germanique. Il est naturel que » l'union de tant de princes, dont les anciennes » offenses et les nouvelles conquêtes font des enne- » mis irréconciliables de la cour de Vienne, fasse » concevoir au monarque dépouillé d'un grand lus- » tre des sentiments haineux, des soupçons et des » craintes; mais qui pourrait inspirer au roi de » Prusse de la jalousie ou des ombrages? La confé- » dération n'a eu pour but que d'enlever à l'empe- » reur d'Autriche les moyens de s'ingérer dans les » affaires des différents États germaniques, et de » mettre le dernier sceau à l'ouvrage commencé » avec tant de soins, de sollicitude et de persévé- » rance par le cabinet prussien et puissamment fa- » vorisé par la destruction des souverainetés ecclé- » siastiques. Chacun, pour consolider cet ordre de » choses, ne doit-il pas se prêter à ce qui peut seul » contribuer désormais au repos et à la sûreté com- » mune? Frédéric-Guillaume n'a-t-il pas d'ailleurs, » par l'alliance récemment conclue à Paris, pris en- » vers Napoléon l'engagement formel de garantir » toutes les stipulations du traité de Presbourg? La » Confédération du Rhin en est le complément, et

» c'est sur cette base qu'elle repose. Son Excellence » peut être assurée qu'autant cette confédération » est disposée à assurer et à maintenir au besoin » par les armes l'indépendance, fruit précieux de » ce traité, autant les confédérés sont éloignés de » vouloir porter atteinte à celle des autres peuples. » Quant à l'empereur, qui pourrait lui supposer » l'intention d'abuser de l'autorité que ces mêmes » confédérés lui ont librement et spontanément ac- » cordée? Protéger leurs États est son unique dé- » sir, et il n'étendra pas cette protection plus loin, » tant que d'autres souverains d'Allemagne ne la » solliciteront pas. *Le roi de Prusse est donc li-* » *bre d'organiser, si cela lui convient, une con-* » *fédération des États septentrionaux de l'Alle-* » *magne;* d'y comprendre les princes qui suivent » la même direction politique que lui; d'en devenir » le chef de l'aveu de ses alliés; *l'empereur Napo-* » *léon n'y mettrait aucun obstacle.* »

De telles ouvertures, quoique vagues et non écrites, ce qu'il s'était bien gardé de faire, afin de pouvoir les désavouer dans l'occasion; ces ouvertures, disons-nous, charmèrent le comte d'Haugwitz. Il voyait déjà la Prusse jouer un rôle qui rivaliserait avec celui de l'empereur des Français, et qui transporterait à son souverain une grande partie de l'autorité enlevée au chef de l'Empire germanique. Aucun ministre, depuis la retraite de Hardenberg, ne pouvait éclairer le roi sur tout ce qu'il y avait d'illusoire dans de semblables espérances; aussi Frédéric-Guillaume adopta-t-il cette flatteuse

idée. Il cessa donc de réclamer les abbayes d'Elten, Essen et Werden, dont Napoléon paraissait blâmer l'usurpation, bien qu'il ne les fît pas restituer. Il cessa également de réclamer contre l'injustice qu'avait soufferte le prince d'Orange, et l'on se concerta sur les moyens d'effectuer cette confédération du Nord. Tout cela se passait d'ailleurs avec le ministre français, sans aveu officiel et préalable de Napoléon. On marchait dans cette voie, persuadé que des pourparlers avec ses agents diplomatiques étaient un consentement formel de l'empereur à cette importante opération politique, d'autant que le cabinet des Tuileries gardait sur la négociation entamée à ce sujet un silence qui semblait approbateur.

Haugwitz, que l'union de l'Allemagne méridionale à la France avait déconcerté, se crut entièrement sauvé, et le public partagea bientôt son ivresse ; car une lettre de haut lieu, écrite de Berlin et interceptée par les agents français, contenait les expressions suivantes : « Nous aurons aussi notre » confédération ; les ministres délibèrent en ce mo» ment sur les conditions de l'alliance entre la » Prusse et les États d'Allemagne qui voudront » s'unir à elle. Le premier traité avec le prince de » Hesse-Cassel est déjà prêt ; on attend d'un jour à » l'autre l'envoyé de Saxe, pour fixer les bases de » l'union avec l'électeur. » En effet, dès les premiers jours d'août, des conférences eurent lieu entre les ministres de Prusse, de Hesse et de Saxe, sur la manière de former, de diriger et de mettre en activité cette confédération projetée.

A Berlin on avait pris ces mots, *ne mettre aucun obstacle*, pour celui *autoriser;* mais ils ont en politique une acception bien différente. Aussi le gouvernement français employa-t-il tous les genres d'artifices pour donner des soupçons ou des craintes aux deux électeurs de Saxe et de Hesse, sur les intentions du cabinet prussien. On menaça le prince de Hesse de lui enlever le comté de Hanau, s'il accédait à cette ligue rivale de la Confédération du Rhin, et dans le cas où il se réunirait à celle-ci, on lui promettait la principauté de Fulde. Aussi, balancé entre la crainte et l'espoir, parut-il tiède d'abord, puis éloigné de toute idée relative à cette confédération qu'Haugwitz avait crue si facile. La frayeur, la défiance, l'irritation se succédèrent rapidement, et toute espérance de succès fut bientôt détruite par l'ordre impérieusement donné, au nom de Napoléon, aux villes de Bremen, Hambourg et Lubeck de ne point entrer dans la ligue proposée par la Prusse. C'était à la fois un tort à l'égard du cabinet de Berlin et un attentat au droit des gens, car rien ne pouvait légalement autoriser le monarque français à interdire à ces villes le droit qu'elles avaient de contracter à leur gré telle ou telle alliance. C'était un acte vraiment tyrannique, dont la cause se trouvait non-seulement dans des négociations secrètement entamées avec l'Angleterre et dont nous avons à rendre compte, mais dans l'intention positive d'empêcher les Etats septentrionaux de l'Allemagne de se confédérer sous les auspices du roi de Prusse.

N'ayant donc aucun égard aux promesses verbales du ministre Laforest, sur lesquelles Haugwitz s'était appuyé, Napoléon dévoilait enfin ses intentions malveillantes pour la Prusse; et le roi, malgré sa répugnance à tout projet de guerre, commençait à sentir l'impossibilité de l'éviter. Dès le 9 août, l'ordre avait donc été donné provisoirement pour la mobilisation de l'armée, détermination prise au moment où, malgré tant de déceptions, le roi semblait encore incertain. Mais la proposition faite par la France de rendre à l'Angleterre l'électorat de Hanovre, ce qui eût privé la Prusse des dédommagements qui lui avaient été accordés pour la perte de ses provinces de Franconie et de Neufchâtel, ne laissait que la honte d'y avoir consenti et rejetait le cabinet dans la voie qu'il n'aurait jamais dû quitter.

Frédéric-Guillaume rassemble ses généraux pour consulter sur les affaires présentes, arme de toutes parts, fait marcher son armée sur l'Elbe, envoie Krusemark à Saint-Pétersbourg, Jacobi à Londres, se réconcilie avec le roi de Suède, rend libre la navigation de l'Elbe, mais n'en remplace pas moins à Paris Lucchesini par le baron de Knobelsdorf, espérant toujours, et contre toute vraisemblance, que Napoléon pourra être ramené à des sentiments conciliateurs, d'autant que les préparatifs de guerre de la Prusse commencent à jeter l'alarme parmi les nouveaux alliés de la France.

Mais Napoléon faisait, pour les rassurer et tromper le pays même sur ses propres préparatifs, insérer dans les journaux des assertions qui allaien

bientôt être démenties par les faits. C'était le conseil donné officiellement aux peuples de ne point ajouter foi légèrement à de sinistres bruits que la malveillance seule faisait courir sur les affaires d'Allemagne, protestant qu'elles étaient arrangées; que l'empereur d'Autriche reconnaissait les droits acquis des confédérés du Rhin, et ne contestait plus ni le titre, ni le pouvoir, ni les droits du nouveau roi de Naples; que le roi de Prusse suivait en tout son exemple et n'élevait aucune réclamation contre les changements introduits dans l'Empire; que ce prince avait même déjà nommé M. de Humboldt ambassadeur près du roi Joseph, et se montrait disposé à en agir ainsi à l'égard du roi de Hollande et du grand-duc de Berg; qu'enfin, grâce aux sages mesures du gouvernement français, l'Europe continentale allait jouir d'une parfaite tranquillité, plus que jamais assurée par les vues politiques de l'empereur de Russie, qui mettait sa gloire à assurer la paix générale; qu'en conséquence, les armées françaises se disposaient à rentrer dans le sein du grand empire, où tout était préparé pour célébrer leur retour, qui aurait lieu vers la fin de septembre...

Tandis que Napoléon abusait ainsi l'opinion d'un peuple qui ne savait ni juger ni voir ce qui se passait au-delà de sa frontière, la Prusse était divisée en trois partis très-distincts sur l'objet de la guerre qui se préparait. Le premier, dans lequel se rangeaient tous les militaires, ne rêvait que victoires; il regardait l'armée prussienne comme la plus formidable de toutes, attribuait les malheurs éprouvés

en 1792, 93 et 94 à de fausses directions politiques; il croyait et affirmait qu'en combattant pour l'honneur et la sûreté de l'État, la Prusse n'avait pas même besoin d'alliés, qu'elle écraserait l'ennemi dès le premier choc et ferait cesser l'invincibilité prétendue de Napoléon; qu'enfin elle acquerrait le lustre immortel d'avoir seule sauvé l'Allemagne et affranchi l'Europe. Le prince Louis était l'âme de ce parti si exalté, auquel la vanité nationale applaudissait et qu'enflammaient beaucoup d'écrivains allemands, effrayés et humiliés de l'état de dépendance dans lequel leur pays était tombé.

Les voix réunies de ce parti étouffaient celles d'hommes plus timides qui n'osaient que dans le secret de l'intimité exprimer leurs craintes sur l'issue d'une lutte entre une armée désaccoutumée de la guerre, conduite par des officiers sans expérience, commandée par des généraux vieux, sans activité, tenant à de vieilles routines, contre des troupes aguerries, enivrées par une longue suite de victoires, sous le commandement de généraux jeunes, actifs, expérimentés, et sous les ordres immédiats du plus grand capitaine de l'époque. Puis, qu'est-ce, disaient-ils, que notre armée avec l'effervescence qu'on y fait naître et qui nuit à la subordination nécessaire pour obtenir quelques succès? Tout le monde y voudra commander, personne ne se résignera à obéir. On parle de guerre nationale; mais où est et quelle est la nation prussienne depuis qu'on a perdu des provinces affectionnées, remplacées par des populations qui nous haïssent? On

compte sur l'appui des Saxons ; mais ne savent-ils pas que le cabinet de Berlin a sans cesse convoité leur riche contrée ; que, si la Prusse a peu de défense contre eux, c'est qu'elle a toujours espéré que la Saxe lui servirait de rempart contre ses ennemis de l'Occident ? Quelle folie surtout de ne pas entamer des négociations pour s'entendre avec la Russie et l'Autriche, et de croire que seul on agira victorieusement contre celui qui a triomphé de ces deux puissances réunies !

Un troisième parti, dont la timidité n'était point, comme celui-ci, de la crainte, mais seulement de la sagesse et de la prudence, sentait tout ce que la situation de l'État avait de critique ; il voyait la nécessité d'entamer une guerre libératrice, mais il désirait qu'on ne jouât pas le sort de l'État dans une seule bataille qui pouvait être décisive ; qu'on s'occupât d'approvisionner les places fortes ; qu'on se ménageât, en cas d'échec, des lignes de défense ; qu'on disputât le terrain jusqu'à l'arrivée d'une armée russe, et que, fort de son union avec cette formidable puissance, on traitât de la paix les armes à la main ; que surtout on fût parfaitement assuré d'avance de la coopération des deux souverains de Saxe et de Hesse.

Il y avait donc, en quelque sorte, anarchie dans le conseil et presque insubordination dans l'armée. Cependant les esprits exaltés l'emportaient sur toute considération prudente ; la reine, humiliée de la dépendance où la Prusse était tombée par la fausse politique du comte d'Haugwitz, enflammait les pas-

sions de son noble enthousiasme, et le baron de Hardenberg, partageant l'espoir qui animait cette princesse, eût néanmoins désiré que préalablement l'on s'assurât de la coopération de l'Angleterre par une prompte paix ; qu'une puissante armée russe vînt combiner ses opérations avec celles de l'armée prussienne, et que l'on fût certain que l'Autriche n'adopterait pas, dans cette campagne de 1806, le rôle que la Prusse avait joué si impolitiquement dans celle de 1805.

Mais tout avait été le comble de l'erreur dans les affaires publiques depuis le triomphe ministériel du comte d'Haugwitz, et l'on voyait enfin, avec une profonde douleur, que si le cabinet prussien avait eu à se plaindre de la déloyauté de celui des Tuileries, il avait lui-même suivi les errements d'une politique honteuse et basse, sous le règne d'un monarque aussi loyal que généreux.

Avant de tracer le déplorable tableau des résultats de cette faible et fausse politique, remontons vers les premiers mois de cette année 1806, et exposons les négociations plus ou moins secrètes, franches ou fallacieuses qui eurent lieu entre Napoléon et les deux cabinets de Saint-James et de Saint-Pétersbourg.

1806

Système politique de M. de Talleyrand. — Sa double mission en Angleterre. — Ministre du Directoire. — Ministre de l'Empire. — Commencement de négociations avec l'Angleterre. — Obstacles. — Correspondance confidentielle. — Déclaration ferme et invariable du cabinet britannique. — Yarmouth. — Bases de la négociation. — Changements dans la politique française. — Ses causes. — Rappel au traité de Presbourg. — Mouvements des Monténégrins. — Occupation de Cattaro par les Russes. — Exigence de Napoléon. — Demande de l'Autriche à la Russie. — Inquiétudes de la Russie. — Conseil tenu à cet effet. — Rapport du prince Czartoryski. — Nomination d'un négociateur russe. — D'Oubril. — Mauvaise foi de M. de Talleyrand. — Étonnement et fermeté de Fox. — Finesse niaise de M. de Talleyrand. — Déclaration autrichienne. — Nouvelles propositions de la France. — Refus de l'Angleterre. — Autre proposition. — Nouveau refus. — Traité de d'Oubril. — Articles patents. — Articles secrets. — Refus d'exécution. — Refus de ratification. — D'Oubril exilé. — Déclaration de la Russie. — Ultimatum du gouvernement anglais. — Demandes de la France. — Annonce de l'envoi de lord Lauderdale. — Lettre sur un projet d'expédition contre l'Inde. — Publication d'une note apocryphe. — Nouvelle finesse de M. de Talleyrand. — Notes et contre-notes. — Rupture. — Déclaration du gouvernement anglais.

Un homme, à qui les charmes de son esprit, la noblesse de ses manières, les formes de convenance dont il savait parer la manifestation des impérieu-

ses volontés de son maître, avaient acquis la reconnaissance du corps diplomatique résidant près le cabinet des Tuileries; qui devait à ce corps une haute réputation de génie, dont l'éclat devait s'éteindre avec le pouvoir dominateur qu'il représentait (1), M. de Talleyrand enfin, trop paresseux pour être essentiellement un observateur à longues vues, trop égoïste pour se soucier de tout autre avenir que du sien propre, M. de Talleyrand qui fit constamment descendre l'art de négocier au niveau des plus petites intrigues, tout en soumettant ses vues politiques aux intérêts de sa fortune, n'en couvait pas moins, dans le fond de sa pensée, un système d'alliance intime et durable entre la France et l'Angleterre.

Certes, cette union, rêvée par un esprit brillant, mais sans étendue, n'était alors nullement réalisable entre deux peuples si anciennement rivaux de fortune, de gloire, de vanité, de puissance. Il y tenait cependant, c'était chez lui une véritable monomanie, une chimère qu'il poursuivait sans cesse, semblable à l'ignorant qui voudrait atteindre aux bornes d'un horizon toujours fuyant devant lui. Aussi, dès que sa vie dissipée eut fait place à sa vie publique; au moment où il fut chargé par Louis XVI de la généreuse mission de sauver la France, qui l'outrageait, d'une guerre entreprise à son profit, une tout autre mission lui (2) était con-

(1) Notamment au congrès de Vienne.

(2) Le gouverneur Morris, ce judicieux observateur, ce

fiée par la faction dont il faisait partie lui-même. Cette mission, très-peu française, mais couverte de celle du monarque qui l'était éminemment, avait pour objet d'amener l'Angleterre à une sincère union avec la France, en lui proposant la cession des îles de France, de Bourbon et de Tabago, la démolition de Cherbourg, et d'autres stipulations ruineuses auxquelles le roi n'eût jamais consenti; *mais* l'opinion qu'on avait du négociateur nuisit au succès d'une mission coupable.

peintre des hommes et des choses de notre révolution, écrivait de Londres à Washington, en date du 4 février 1792, après avoir esquissé le tableau des factions révolutionnaires : « C'est » ici l'occasion de parler de cet abbé de Périgord, depuis » évêque d'Autun, homme de haute naissance, d'esprit et de » plaisir; généralement décrié par la multitude et la publicité » de ses amours, la légèreté de ses discours; son agiotage du- » rant le ministère de Calonne, avec lequel il était alors dans » le meilleur accord, et parmi les ennemis duquel il s'est rangé » depuis. » Après avoir parlé de l'objet de sa mission, le diplomate américain ajoute, sous la date du 17 février 1792 : « L'évêque d'Autun s'est réduit à la cession de Tabago, à la » démolition de Cherbourg et à une extension du traité de com- » merce, en demandant une stricte neutralité, en cas de » guerre avec l'empereur. S'il a été mal accueilli, c'est par » trois raisons : 1° parce que la cour voit avec horreur et » crainte les scènes dont Paris est le théâtre; 2° parce que sa » réputation est choquante pour les personnes qui se piquent » de décence; 3° enfin parce qu'il a commis dès son arrivée » l'imprudence d'émettre l'idée de corrompre les membres » de l'administration et de se lier avec les ennemis de l'auto- » rité. »

(*Note de l'éditeur.*)

Ministre des relations extérieures sous le directoire, M. de Talleyrand rêva la même idée, et ce fut également sans succès; on lui en fit même un tort dont son extrême servilité ne put l'absoudre; il y revint dès le début du consulat, puis au commencement de l'Empire, et ce fut toujours vainement. Il n'avait pas été de force à lutter contre le génie de Pitt, soit ministre, soit chef d'opposition. Mais une administration réellement dirigée par Fox lui offrait d'autant mieux l'espoir de marcher dans une voie objet de ses vœux, que l'empereur des Français fondait lui-même sur le nouveau ministère de la Grande-Bretagne un projet de pacification générale, dont le résultat serait de le laisser régner sans obstacle sur le continent, en abandonnant à l'Angleterre l'empire des mers qu'il n'avait plus aucun moyen de lui disputer.

En effet, Fox ne lui paraissait pas devoir abjurer comme membre du cabinet des opinions qu'il avait long-temps soutenues à la tête d'une opposition souvent violente, opinions qu'on le vit cependant abandonner lors de la paix de Versailles (1), qu'il défendit de nouveau en quittant l'administration des affaires et qu'il pouvait abjurer encore au moment où, chargé des relations étrangères, l'homme d'ambition satisfaite et de théories vagues allait faire place à l'homme de pratique et à des idées positives; chose qu'en Angleterre on a vu fréquemment. Mais Napoléon ne connaissait en rien les

(1) 1783.

opinions, les lois, l'administration, les ressources; l'esprit public d'un pays dont il éprouva plus tard que le militaire lui était également inconnu.

Pour savoir à quoi s'en tenir sur les intentions et la moralité d'un nouveau ministère britannique, l'on eut recours au plus révoltant de tous les moyens. L'un de ces hommes qui sont capables de tout, et que par respect pour eux-mêmes les gouvernements ne devraient jamais employer, fut envoyé à Londres par la police de Paris, avec ordre de s'offrir à Charles Fox pour assassiner Napoléon. Soit que le ministre anglais eût pénétré cette vile menée, soit qu'il cédât à un noble mouvement d'indignation, ou voulût saisir une voie ainsi ouverte à une négociation avec la France, il fit arrêter cet homme et donna l'avis de cette horrible proposition à M. de Talleyrand (1), qui, en le remerciant de cette communication, lui insinua indirectement les dispositions dans lesquelles on était de ne point se refuser à des négociations de paix. Fox répliqua en déclarant qu'il était dans de semblables dispositions (2); bien entendu que la paix serait également honorable, tant pour les parties contractantes que pour leurs alliés; et que, de plus, elle ne *serait traitée et conclue* que *de concert* avec l'empereur Alexandre.

Cette réserve sembla, dès l'origine de relations diplomatiques encore secrètes, de nature à mettre

(1) Lettre du 10 février 1806.
(2) Lettre du 26 mars.

obstacle à l'ouverture même de négociations plus régulières ; car Napoléon avait pour but de jeter la division entre le grand empire du Nord et la plus formidable des puissances maritimes ; aussi ne voulut-il pas, et peut-être ne devait-il point, en vue de ses propres intérêts, admettre une négociation commune, dont l'issue serait de resserrer plus que jamais les liens existant entre deux États que la politique française cherchait à désunir.

Cette union des deux cabinets, que celui de Saint-James tenait irrévocablement à ne point rompre, n'était pas le seul écueil à une sûre et prompte négociation. En effet, quelque désir que certains ministres parussent avoir de la paix avec un gouvernement qui, franchement ou non, semblait aussi la souhaiter, la majorité du ministère britannique était convaincue qu'un traité conclu avec le chef militaire d'une nation plutôt disciplinée que constituée, plutôt campée qu'assise sur son sol, nation aimant la guerre, dans laquelle elle voit lustre, grandeur et fortune, nation soumise à un homme prodigieux qui a besoin de l'occuper, de la satisfaire, et qui la commande plus qu'il ne la gouverne, deviendrait un acte sans garantie solide et durable, à moins que l'Europe entière n'y concourût. Le gouvernement anglais sentait que si ce concours mutuel n'avait malheureusement pu être maintenu durant la guerre, il fallait du moins l'établir au moment de la paix ; que, pour son compte, il ne devait se déterminer par aucune considération personnelle à séparer ses intérêts de ceux de la Russie,

quoiqu'il ne fût peut-être ni politique ni convenable d'expliquer les motifs qui l'affermissaient dans cette résolution.

Enchaîné ainsi par les idées du conseil privé, qui étaient celles de l'administration Pitt, Charles Fox ne cessa d'insister sur ce sujet dans une correspondance toute confidentielle et qui n'offrait encore que des préliminaires de négociation. Quant à celle-ci, nous sommes d'autant plus obligés d'en donner ici les détails que, dans les publications françaises qui y sont relatives, il se trouve de notables falsifications.

Passons rapidement néanmoins sur ces premières et réciproques épîtres de M. de Talleyrand et de Charles Fox, où l'exagération des prétentions mutuelles était voilée de formes amiables, nécessairement exigées dans les rapports existant entre deux hommes d'un ordre aussi élevé.

L'idée d'un traité de commerce, que Napoléon croyait une des causes principales de la rupture du traité d'Amiens, fut écartée par ces mots du ministre anglais : *L'Angleterre croit n'avoir aucun intérêt à le désirer* (1). Mais tous les sophismes de M. de Talleyrand échouaient contre la ferme détermination de Fox de ne point traiter sans la Russie. « Nous voulons la paix, écrivait-il sous la date du » 21 avril, mais nous ne pouvons rien vouloir qui » puisse porter atteinte à la dignité de notre souverain ou à l'honneur et aux intérêts de la nation.

(1) Lettre de Fox du 8 avril.

» Or, si nous traitions sans la Russie, vu les liens » étroits qui nous unissent à cette puissance, nous » nous croirions exposés aux reproches d'avoir » manqué à cette fidélité scrupuleuse dans nos en- » gagements dont nous nous faisons gloire; tandis » que, d'un autre côté, en persistant dans notre » demande que les Russes soient admis, nous » croyons ne rien faire qui soit contraire aux prin- » cipes d'égalité que nous réclamons tous les deux. » Lorsque les trois plénipotentiaires se trouveront » ensemble, comment croire que rien ne pourrait » s'emporter à la pluralité des voix? Il n'y aurait » là que deux partis : la France d'un côté, de l'au- » tre les deux puissances alliées. Quant aux inten- » tions de la Russie, nous savons ce qui en est et » nous sommes persuadés qu'elle n'altérera pas les » liens d'amitié qui l'unissent à l'Angleterre. C'est » donc avec regret que *je déclare nettement que* » *je ne vois aucun moyen de paix si l'on ne traite* » *pas dans les formes que nous avons proposées.* » Cette réponse avait rapport, tant à l'insinuation qu'on espérait traiter isolément avec la Russie qu'à la niaise objection que deux ministres acquerraient plus de force qu'un seul dans la discussion avec un seul plénipotentiaire français; mais la conclusion de cette réponse montrait la ferme résolution du gouvernement anglais de ne se départir en rien de bases qu'il aurait posées.

Tout semblait donc, sinon rompu, du moin ajourné, quand, le 2 juin, M. de Talleyrand offr à Fox pour esquiver, sans la résoudre, cette diff

culté qui ruinait tout espoir de paix, d'entamer des négociations selon la forme adoptée en 1782, et, dans les conférences qui auraient lieu, d'établir pour principe fondamental, conformément aux paroles mêmes du ministre anglais (1), « que les deux États » auraient pour objet que la paix fût honorable » pour eux et leurs alliés respectifs, en même temps » qu'elle serait de nature à assurer le repos de » l'Europe. »

Fox adopta cette forme (2), qui fut suivie durant tout le cours de cette correspondance confidentielle et secrète ; mais le gouvernement français, qui ne pouvait, comme il l'avait espéré, entraîner dans ses vues ou tromper par des sophismes ce ministre qu'il avait cru totalement dans ses intérêts, eut recours à un nouvel expédient.

Lord Yarmouth était l'un de ces nombreux Anglais retenus prisonniers contre les maximes du droit des gens, lors de la rupture du traité d'Amiens. L'on connaissait son intime liaison avec Fox et le prince régent ; il fut donc appelé de Verdun à Paris, et rendit compte à son gouvernement d'une entrevue qu'il eut avec le ministre des relations extérieures (3).

Celui-ci lui avait exposé les raisons qui empêchaient le cabinet des Tuileries de traiter de la paix générale dans une négociation qui serait entamée

(1) Dans sa lettre confidentielle du 26 mars.
(2) Lettre du 14 juin.
(3) Communication du 13 juin.

avec les deux puissances réunies de Russie et d'Angleterre; il avait annoncé qu'une dépêche adressée à Fox indiquerait Lille comme lieu où pourraient être agitées les questions relatives à un traité définitif; qu'on y chercherait les moyens d'écarter toute discussion et de faciliter à l'Angleterre *la possession de Malte.* Sur la réponse de lord Yarmouth, qu'il ne saurait être porteur d'une communication contre laquelle il serait obligé de voter, et qu'un tel cas aurait lieu relativement aux affaires d'Hahovre, à moins d'une déclaration positive sur la restitution des États allemands de Sa Majesté; il lui fut dit, mais dans une conférence subséquente, que l'*importance qu'on attachait au Hanovre ne ferait aucune difficulté.* Quant à la question de savoir si la France exigerait la cession de la Sicile, voici quelle fut la réponse de ce cabinet, d'autant plus nécessaire à remarquer, que son interprétation devint le nœud de la négociation tout entière : « *Vous l'avez, nous ne vous la demandons pas.* » Le négociateur regarda cette manière de s'exprimer comme équivalente à celle-ci : *Nous ne vous demandons rien,* et qu'elle établissait pour base de la négociation l'*uti possidetis;* idée partagée par le cabinet de Saint-James, et dont Fox ne voulut jamais se départir.

Le ministre français, en raison de cette concession verbale, faite en termes obscurs et qu'il se réservait la faculté de démentir, insista sur la reconnaissance du titre d'empereur dans la personne de Napoléon, ainsi que des titres et établissements

des divers membres de sa famille ; ce qui ne pouvait être le résultat que d'un traité définitivement conclu. Pour atteindre ce but, on annonçait tous les genres de facilité à l'égard des intérêts de la Russie, et l'on ne cessait de dire : « Ce que nous désirons » le plus, c'est de vivre en bonne intelligence avec » une aussi grande puissance que la Grande-Bre» tagne. »

Tous ces détails avaient été communiqués à Londres même par lord Yarmouth (1), qui, de retour à Paris, manda à Fox (2) qu'autant qu'il pouvait en juger, par suite d'une nouvelle conférence avec M. de Talleyrand, une très-remarquable révolution dans les prétentions du gouvernement français s'était opérée par rapport aux négociations. En effet, celui-ci prétendait que la Sicile lui était nécessaire pour la conservation de Naples ; il parlait vaguement de compensations, mais ne voulait plus entendre aux demandes faites et accueillies relativement à Naples, à Venise, à l'Istrie et à la Dalmatie, et il se refusait à rien distraire de l'Italie pour indemniser le roi de Sardaigne. Avant d'entrer dans la longue exposition des discussions produites par ce changement de vues du cabinet des Tuileries, recherchons-en la cause, et remontons, à cet effet, jusqu'au traité de Presbourg.

Dans cette rigoureuse capitulation diplomatique il avait été stipulé (art. XXIII) qu'outre l'indépen-

(1) Le 13 juin.
(2) Dépêche du 19 juin.

dance des îles vénitiennes (dont l'affranchissement ne pouvait devenir un engagement obligatoire pour l'Autriche, qui ne les occupait pas), les places de l'Istrie, de la Dalmatie, et notamment les bouches du Cattaro, qu'elle occupait réellement, devaient être remises à la France six semaines après l'échange des ratifications. Ces places furent successivement évacuées, après que les Autrichiens en eurent enlevé les munitions de tout genre, ou vendu celles qu'on ne voulait ou qu'on ne pouvait transporter; ce qu'exécuta très-légalement, quoique non sans murmure de la part du gouvernement français, le commissaire impérial marquis de Ghislieri.

Durant que ces choses avaient lieu, les Monténégrins, qui redoutaient la domination française et étaient liés de culte, d'intérêts et de relations secrètes avec les Russes, se levèrent en armes pour empêcher l'occupation de Cattaro par les troupes françaises, et, le 3 mars, c'est-à-dire postérieurement à l'époque où l'évacution par les Autrichiens avait dû être effectuée, une escadre russe parut devant la place, qui fut sommée de se rendre, comme appartenant déjà à une puissance avec laquelle la Russie était en état de guerre. Le gouverneur autrichien, baron de Brady, n'avait pas plus de quatre-vingts hommes; il manquait de munitions et de vivres; pressé par terre et par mer, il ne pouvait résister, et ne savait même s'il en avait le droit. Il rendit donc ce qu'il lui eût été impossible de défendre; mais Napoléon, furieux, exigeant la remise de cette place par les Autrichiens eux-mêmes, qu'il

cherchait ainsi à compromettre avec les Russes, saisit ce prétexte pour conserver, comme garantie, la place de Braunau, et le général comte de Meerfeldt, ambassadeur d'Autriche à Pétersbourg, fit de continuelles et vaines remontrances pour obtenir de l'empereur Alexandre qu'il se dessaisît de Cattaro. Ce diplomate mettait d'autant plus de chaleur dans cette négociation que la jeunesse russe attribuait faussement la perte de la bataille d'Austerlitz aux Autrichiens, qui s'y étaient valeureusement conduits, que la vanité accueillait hautement ces notions injurieuses à une brave armée, et qu'il avait éprouvé personnellement à cet égard de pénibles avanies.

Dès l'occupation de Cattaro par les Russes, le cabinet de Vienne en avait adressé des plaintes au comte André Rasoumofski, ambassadeur de Russie, qui répondit par la note suivante : « Les cours n'ont » et ne peuvent avoir d'autre règle de leur conduite » et de leurs démarches politiques que les actes, » documents et traités publics qui fondent et établissent les intérêts et les obligations respectives des puissances entre elles. Or, d'après le » traité de Presbourg, la cour de Vienne s'est engagée à livrer la Dalmatie vénitienne à la France » quarante jours après la signature de ce traité. Sa » Majesté l'Empereur de toutes les Russies, par » égard pour Sa Majesté Autrichienne, a non-seulement attendu que ce délai fût révolu, mais elle » a mis un intervalle de plusieurs semaines entre la » fin du terme stipulé et les hostilités contre la » France en Dalmatie. La Russie ne pouvait attri-

» buer ce délai de l'Autriche qu'à l'une de ces deux » suppositions, savoir : un changement dans les » dispositions du traité de Presbourg, ou un acte » de condescendance envers la France, qui, n'ayant » pas encore eu le temps de rassembler toutes ses » forces et de prendre ses mesures sur le point me- » nacé, avait exigé ce retard de l'Autriche, afin » d'arrêter ainsi l'attaque déjà préparée de la Rus- » sie. La première hypothèse devenait inadmissible; » car ni l'Autriché, ni la France n'avaient notifié » officiellement ce changement dans les stipulations » du traité, condition nécessaire selon la règle du » droit des gens; quant à la seconde, que l'on » croyait exacte, elle devenait, pour le cabinet de » Saint-Pétersbourg, un motif légitime d'agir avec » vigueur et promptitude, afin de ne pas courir les » risques de voir manquer ses justes projets; et si » la France demande à cet égard passage par les » États héréditaires d'Autriche, la Russie, pour sa » sûreté, fera la même demande. »

La Cour de Vienne, ainsi placée entre la France qu'elle redoutait, et la Russie avec laquelle elle ne voulait point se brouiller, pressée avec menace par Napoléon de lui faire remettre Cattaro que l'empereur Alexandre se croyait très-légitimement en droit de retenir, multipliait les actes de soumission pour adoucir celui qui l'avait vaincue. Le marquis de Ghislieri fut mis en jugement; on s'empressa d'envoyer M. de Giusti en ambassade près du roi Joseph, et l'on se chargea d'une indemnité de vingt millions à payer au roi de Bavière, pour les frais du

séjour prolongé des troupes françaises sur le territoire de ce prince. Le cabinet autrichien promit même d'attaquer les Russes, de leur fermer ses ports, ainsi qu'aux Anglais, et fit des préparatifs prétendus hostiles contre Cattaro ; mais il négociait et intriguait en même temps à Saint-Pétersbourg pour se tirer de la situation critique où il avait été précipité.

Le gouvernement russe, dont l'Autriche attendait son salut, n'était pas, de son côté, sans de vives inquiétudes sur la nature et l'issue possible des négociations entamées entre la France et la Grande-Bretagne, persuadé, malgré les relations constamment amicales des deux gouvernements, mais d'après une fausse appréciation du caractère de Fox, que ce ministre ferait la paix à tout prix. Puis, quoiqu'il n'eût eu à donner que de justes éloges à la valeur manifestée par ses troupes à la bataille d'Austerlitz, l'empereur Alexandre avait perdu toute confiance en l'intelligence de ses officiers et les talents de ses généraux, ce qui, sans lui faire réellement craindre la guerre, lui faisait pourtant désirer la paix. Ces circonstances réunies semblaient lui en rendre la conclusion nécessaire, avant qu'un traité de paix avec l'Angleterre ne l'isolât de manière à favoriser un peu trop les prétentions de Napoléon à son égard.

Un conseil fut donc assemblé pour agiter cette importante question, sur laquelle les opinions de ses principaux conseillers étaient entièrement divisées. Dans le rapport présenté à cet effet par le prince Czartoryski, et dont nous ne donnerons ici

que la substance, il était dit : Que, par une suite d'événements aussi malheureux que difficiles à prévoir, la Russie se trouvait dans une situation qu'aggraverait, l'agrandissement de la France, sans l'union et l'énergie des principaux États de l'Europe; que, voyant rompus ou relâchés des liens formés pour arrêter ce torrent, étant elle-même directement menacée, son premier soin devait être de s'éclairer sur les dangers qu'elle pourrait courir, mais sans néanmoins se les exagérer, afin d'adopter des mesures propres à en détourner les effets. « Ces dangers, disait le ministre, peuvent être » éloignés ou immédiats. Quant aux premiers, ils » doivent inspirer peu d'inquiétude, depuis les der- » nières communications faites tant par l'Autriche » que par la Prusse. L'une et l'autre plient devant » Bonaparte ; mais cela éloigne tout danger de nos » frontières, les seules exposées. Bonaparte d'ail- » leurs, en abandonnant ses projets sur la Pologne, » prouve qu'il n'y prenait pas un intérêt bien réel. » Cependant, on ne saurait être entièrement tran- » quillisé à cet égard, quoique le traité de Presbourg » paraisse trop désavantageux à l'Autriche pour » qu'on lui suppose de secrètes intelligences avec la » France; et quoique les communications du cabi- » net de Vienne aient le caractère de la franchise, » on n'est pas assez assuré de la non-existence d'ar- » ticles secrets relatifs à la Gallicie et aux États ot- » tomans, arrangements que la Russie ne saurai » permettre. Enfin, le retard inexcusable de l » Prusse à nous communiquer le traité signé par l

» comte d'Haugwitz doit faire supposer des stipu-
» lations peu conformes aux liens qui unissent les
» deux États. » Le ministre remarquait que dans l'incertitude où l'on était de ce que voudraient ou pourraient dans le cas, tant de guerre que de paix, les deux grandes puissances germaniques, il serait bon, sans perdre de temps, « de donner des ordres
» éventuels aux généraux Beningsen, Tolstoï et
» Koutousoff; que ce dernier, entre autres, ne de-
» vait évacuer la Gallicie qu'après avoir reçu la
» nouvelle certaine que les troupes françaises se-
» raient effectivement retirées vers la Danube. »

Les dangers ainsi prévus ne paraissaient cependant pas probables au cabinet russe, persuadé que Bonaparte devait désirer quelques moments de repos et ne voudrait pas surtout commencer la guerre contre la Prusse; ce qui le détournerait de diriger ses efforts contre l'Angleterre ou ses alliés du midi. L'on pensait d'ailleurs que la Prusse saurait se soustraire à cette lutte par toutes les complaisances qui lui seraient demandées et au prix desquelles elle obtiendrait peut-être de nouvelles acquisitions « Quant à l'Autriche, poursuivait le
» prince, qui ne pense maintenant qu'à se refaire
» en réorganisant son gouvernement intérieur, elle
» restera nulle et passive, mais toujours portée,
» par système et par les sentiments communs de
» l'empereur François II et de son ministre actuel
» (le comte de Stadion), à demeurer unie avec la
» Russie. Dans le cas où la cour de Vienne serait
» obligée d'agir, ou aussitôt qu'elle se verrait en

» état de le faire, elle se résoudra plus facilement à » s'opposer aux empiétements de la France qu'à les » favoriser. La Russie se trouve donc hors d'at- » teinte vers le nord et les provinces polonaises, » ce qui lui laisse tous les moyens de se porter vers » le midi sans crainte d'en être détournée; c'est de » ce côté seul qu'elle a des dangers à conjurer. Bo- » naparte, ayant arraché à l'Autriche la Dalmatie » vénitienne et les Bouches du Cattaro, acquerrait » ainsi un surcroît de moyens maritimes pour l'exé- » cution du plan qu'il médite contre l'empire otto- » man. La Russie, soutenue par l'Angleterre, pourra » lui faire tête de ce côté, d'autant qu'il a besoin de » troupes pour observer l'Autriche et même la » Prusse, auxquelles il ne saurait entièrement se » fier, en raison des rapports que la cour de Russie » s'efforcera de conserver avec ces deux puissances. » La Russie, libre de toute inquiétude, pourra donc » tourner ses efforts du côté de la Turquie et y » employer la majeure partie de ses immenses » moyens. »

En considérant la situation pleine de sécurité où se trouvait la Russie, mais l'impossibilité de remédier, pour le moment, à l'assujettissement de l'Europe continentale au joug de Bonaparte, il en résultait, selon les vues de l'empereur Alexandre et de son conseil, la nécessité d'une pacification prompte, si elle était possible. On imaginait même que ce serait le seul moyen de garantir l'indépendance des États non encore définitivement assujettis à Bonaparte, entre autres de ceux du roi de Naples.

On était persuadé que le chef de la nation française achèterait de quelque condescendance l'amitié de la Russie, surtout en la voyant saisie d'un gage par l'occupation de Cattaro. Mais l'empereur et son conseil n'envisageaient la paix comme utile que sous ce double rapport : protection de ses alliés, et formes compatibles avec l'honneur et la dignité de l'Empire.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg résolut donc de sonder les intentions de celui des Tuileries, mais avec mesure et prudence, pour ne compromettre ni sa propre considération, ni la confiance inspirée par sa loyauté aux États compris dans ses alliances. Pour parvenir à ce but, on s'arrêta à l'envoi d'un employé chargé de soigner les prisonniers russes et qui ne semblerait destiné qu'à leur porter des secours. Mais cet employé devait être muni d'instructions qui l'autoriseraient à écouter les propositions qu'on lui ferait, et dont il devrait rendre compte à son gouvernement, ce qui sauverait la dignité impériale, ainsi que sa considération près des cours dont il était nécessaire de conserver la confiance, et auxquelles on donnerait, sur cette démarche politique, des explications propres à effacer toute interprétation défavorable.

Cette mesure semblait d'autant plus indispensable que, malgré l'état de guerre, nul embargo n'avait été mis sur les propriétés françaises. Lesseps continuait à exercer ses fonctions consulaires, et, abusé par une conduite si généreuse, ne cessait de mander à son gouvernement que la Russie désirait faire

avec la France une paix prompte et séparée, idée dans laquelle l'entretenait l'accueil poli que lui faisait le ministre des affaires étrangères.

Cependant le cabinet russe, ne voulant se relâcher en rien de ce qu'il croyait être autant dans ses vrais intérêts que conforme à ses devoirs, assurait de son amitié le gouvernement prussien et lui proposait des secours; il en agissait de même à l'égard du cabinet de Vienne, témoignait la plus entière confiance au ministère anglais, et déclarait au roi de Naples qu'il ne ferait pas la paix sans l'y comprendre; il garantissait Stralsund à la Suède et son intégrité à la Turquie; il fournissait des secours aux peuplades du rit grec, pour les empêcher de se laisser séduire par Bonaparte; il mettait ses troupes de terre et de mer sur le pied le plus formidable, et, tout en agissant en faveur de la paix, il cherchait, par ses relations diplomatiques et ses préparatifs militaires, à la rendre désirable à celui avec qui l'on allait commencer à traiter.

Quant au choix du négociateur, il fallait, vu la nature de sa mission et le masque dont on la couvrait, qu'il tombât sur un homme habile et pourtant sans consistance personnelle; qui connût la France et ceux qui la gouvernaient; assez peu important en Russie pour qu'on pût le désavouer sans crainte de murmure, mais qui parût avec considération à l'étranger, en raison du rôle qu'il avait joué précédemment. Nul ne sembla convenir mieux que le conseiller d'État d'Oubril. Cet homme, fils d'un Français de bas étage qui avait fait sa fortune

près du vieux comte Panin, oncle de celui qui existait alors, ne tenait à rien qui fût puissant ou en crédit; il avait contre lui sa qualité d'étranger qui, en Russie, fait facilement croire à toute inculpation défavorable; il avait été employé sous Marcoff, s'était sagement conduit après le départ de ce ministre, et était censé au fait des affaires; il avait de la finesse, de l'esprit, quelque instruction, et passait pour un véritable homme d'État près de ceux qui prennent la fausseté pour de l'adresse.

L'on donna à d'Oubril des pouvoirs généraux illimités, tels qu'ils doivent toujours l'être pour faciliter au négociateur les moyens d'accueillir, de débattre, d'accepter ou de repousser librement les propositions qu'on peut lui faire; ce qui deviendrait impossible avec des pouvoirs impératifs qui dévoileraient d'ailleurs, lors de leur nécessaire communication, les intentions positives et irrévocables du cabinet qui les aurait données.

Ces pleins pouvoirs portaient donc bien réellement la promesse *d'accepter pour bon et d'exécuter fidèlement tout ce qui aurait été arrêté et signé* par le plénipotentiaire; mais ces pleins pouvoirs mêmes ne l'autorisaient à *signer acte ou convention que sur des bases propres à affermir la paix et à la préparer entre les autres puissances belligérantes.* Enfin, selon les délibérations du grand conseil de l'Empire, il fallait, « sans paraître désirer la continuation de la guerre ni la craindre » d'aucun côté, se contenter d'accueillir les propositions pacifiques qui pourraient être adressées.

» Il fallait, tout en convainquant Bonaparte de l'é-
» nergie du gouvernement russe, lui montrer qu'on
» n'était pas contraire à des voies d'accommode-
» ment, profiter, à cet effet, des occasions, en faire
» naître même pour l'engager à s'expliquer, afin
» de connaître ses vues et quel parti l'on pourrait
» tirer de son amitié; mais ne chercher la paix,
» que la Russie n'est nullement réduite à solliciter,
» qu'autant qu'elle pourrait la faire avec honneur
» et sûreté. »

Quoique les pouvoirs ostensibles, bien différents de ceux secrets et réels donnés à d'Oubril, eussent été signés le 30 avril 1806 (1), le négociateur devait, avant de se rendre à Paris, s'arrêter à Vienne. On le croyait capable d'y sonder les intentions du cabinet autrichien, composé d'hommes plus habiles que lui. Tandis qu'il y attendait ses passeports, il eut de fréquentes conférences avec le comte de La Rochefoucauld, ambassadeur de France, et avec M. Adair, envoyé d'Angleterre, ami intime de Fox, et qui venait de remplacer lord Paget près la cour d'Autriche.

Ce fut cette mission, totalement défigurée dans les journaux français et dont nous avons dû par ce motif exposer ici la nature, qui opéra dans les vues du cabinet des Tuileries la révolution remarquée par lord Yarmouth au moment de son retour, et causée par l'espoir de conclure une paix séparée avec la Russie, ce qui, en isolant l'Angleterre, au-

(1) Voyez la pièce justificative E.

rait rendu plus favorable à son égard la situation politique de la France.

Aussi M. de Talleyrand prétendit-il que la promesse faite verbalement à un négociateur non encore officiellement accrédité, de ne *rien demander à l'Angleterre*, était un mot en l'air et ne constituait aucun engagement réel. C'était cependant sur cette promesse seule que le gouvernement anglais consentit à négocier la paix et qu'il avait délivré à lord Yarmouth des pouvoirs aussi étendus que ceux donnés à d'Oubril.

Fox, étonné de cette odieuse supercherie, déclara « que c'était dans la conviction que l'*uti possidetis* » serait strictement observé comme base de la né- » *gociation* (1), et notamment à l'égard de la Sicile » sur laquelle il avait été fait des promesses satis- » faisantes, qu'il avait plu à Sa Majesté d'autoriser » à de nouvelles conférences avec M. de Talleyrand; » que, conséquemment, toute tergiversation, toute » subtilité sur cet article serait une observation fri- » vole. » Quant à cette absence de pleins pouvoirs, sur laquelle le ministère français fondait la rétractation de ses promesses, Fox annonçait leur envoi, *mais avec injonction* de ne les présenter et de n'en faire usage que quand le cabinet des Tuileries en se- *rait revenu* à ses premières bases par rapport à la Sicile. « Si la Russie, disait le cabinet britannique, » offre de traiter séparément, c'est cependant sur » les mêmes bases; séparément dans la forme, mais,

(1) Lettre de Fox du 26 juin.

» dans le fond, *de concert avec l'un et l'autre.* » Ceci est un *sine qua non*, et, si l'on s'en écarte, » *il est inutile de se livrer à des discussions ultérieures.* » Enfin lord Yarmouth ne devait exhiber ses pleins pouvoirs qu'après avoir reçu cette authentique déclaration, et en déclarant lui-même ne pouvoir conclure *un traité définitif sans l'exprès consentement de la Russie.*

Telle était l'intention formelle de Sa Majesté Britannique, et particulièrement du ministre Fox, qui remettait sur le tapis la question relative à Naples et à l'Istrie, en renouvelant la notification que toute stipulation ne serait qu'un acte éventuel et préliminaire avant qu'il eût été soumis au cabinet de Saint-Pétersbourg. La mauvaise foi de Napoléon était donc l'unique cause des empêchements à la conclusion du traité qu'il prétendait désirer vivement, et la loyauté du ministre anglais en était justement choquée.

Ce que les exigences de la France avaient de curieux, c'est qu'elle voulait qu'on lui rendît, outre la totalité de ce qu'on lui avait pris, cette île de Sicile qu'elle était hors d'état de conquérir, et qu'elle lui fût donnée par une puissance qui n'en était point propriétaire. L'empereur des Français voulait-il donc la continuation de l'état de guerre, dans l'espoir de continuer à pressurer l'Autriche relativement à l'occupation des bouches du Cattaro, et dans celui, dont ses généraux le flattaient, de lui soumettre la Sicile, ce qui, dans le cas d'une paix séparée avec la Russie, chose qu'il croyait prochaine et facile, aurait rendu sa situation politique infini-

ment plus avantageuse dans la discussion diplomatique avec l'Angleterre ?

Quoi qu'il en fût, M. de Talleyrand annonça, mais trop prématurément, « que tout changement » de circonstance devait être regardé comme raison » suffisante d'un changement de conditions. » On lui fit en vain l'observation « que, quelque néces- » saire que fût la bonne foi dans toutes les transac- » tions, elle l'était bien plus dans une communica- » tion verbale et secrète. »

S'il existait cependant des *changements de circonstance*, c'était plutôt encore en espérance qu'en réalité. Sans s'expliquer à cet égard, et en cherchant à détourner la conversation, on interrogea, sur l'existence et la nature de ses pouvoirs, lord Yarmouth, qui répondit n'être autorisé à les produire qu'après un retour complet et positif aux premières bases sur lesquelles la négociation avait dû reposer. M. de Talleyrand répliqua par la déclaration que le Hanovre ne serait rendu qu'en échange de la Sicile. Il ajouta que les troupes françaises devaient entrer à Cattaro le 29 juin, finesse diplomatique assez niaise et qui ne pouvait que demeurer sans effet, car le négociateur anglais savait aussi bien que lui qu'il n'y avait encore rien de décidé sur cet important objet entre les deux cabinets de France et de Russie.

Une assertion si facile à démentir ne faisait que compromettre celui qui se la permettait, ajouter aux défiances qu'inspirait déjà son gouvernement et aliéner de la France la plus pacifique des admi-

nistrations que l'Angleterre eût eues jusqu'à ce jour.

Comment en effet lord Yarmouth aurait-il pu être abusé au point de croire que le conseiller d'État d'Oubril, arrivé à Vienne le 25 mai seulement, et qui était annoncé à Paris simplement comme commissaire relativement aux prisonniers russes ; d'Oubril avec qui le ministre anglais résidant à Vienne avait eu des relations intimes, ainsi que son gouvernement en avait de très-amicales avec le cabinet britannique, aurait reçu et rempli, avant même la conclusion d'un traité avec la France, la mission d'ordonner l'évacuation des bouches du Cattaro?

Il est vrai que, dans sa conférence avec le comte de Stadion, d'Oubril était vivement pressé d'engager sa cour à cette évacuation de laquelle dépendaient et celle de la forteresse de Braunau, et la retraite des troupes françaises du territoire germanique; il est encore vrai que la cour de Vienne avait publié un manifeste portant : « Des circonstances » urgentes, amenées par l'occupation à main armée » du Cattaro, qui n'a pas encore été restitué, engagent Sa Majesté à prendre des mesures qui puissent assurer la tranquillité de ses États. Elle ordonne en conséquence : 1° que l'entrée dans tous » les ports autrichiens soit interdite aux vaisseaux » anglais et russes sans distinction; 2° que cet ordre soit immédiatement mis à exécution et que les » vaisseaux russes ou anglais qui se trouveraient » dans lesdits ports mettent à la voile sur-le-champ » ou dans trois jours au plus tard, et que ceux qui » tarderaient davantage n'aient plus libre sortie. »

Outre cette déclaration semi-hostile, et adoucie par des explications diplomatiques, on faisait lentement des préparatifs d'attaque contre les Russes, mais avec la ferme résolution de n'agir qu'à la dernière extrémité. Pour seconder cette opération autrichienne, Lauriston s'empara de Raguse, république libre et neutre, en promettant de la rendre aussitôt après la remise de Cattaro, l'évacuation des Sept-Iles et le départ des Russes de l'Adriatique. C'était se venger de ses ennemis aux dépens de ceux qui ne l'étaient pas.

Quant à lord Yarmouth, déjà disposé à exiger ses passeports, il en demanda un pour son courrier, ne le reçut pas, et s'en plaignit à M. de Talleyrand, qui, voulant éviter la rupture, s'excusa sur un défaut de mémoire, puis pria le négociateur anglais de retarder le départ de ses dépêches jusqu'à son retour de Saint-Cloud. Il lui fit alors la proposition de donner les villes anséatiques en dédommagement de la Sicile au roi de Naples; villes qui seraient occupées par des troupes anglaises en même temps que le Hanovre, insinuant que ces riches cités pourraient, sans qu'on s'y opposât, être incorporées aux États allemands de Sa Majesté Britannique, qui dédommagerait ailleurs le roi de Naples. Mais le gouvernement anglais répondit (1) dans les termes suivants à une proposition qui semblait n'avoir pour but que de brouiller l'Angleterre avec ses alliés, ou de prolonger la négociation sans la conduire au but :

(1) Lettre de Fox, du 5 juillet.

« L'abandon de la Sicile est un point sur lequel il » est impossible à Sa Majesté de céder. Cette de- » mande, contraire aux principes sur lesquels la » négociation repose, est absolument inadmissible. » Les troupes du roi occupent la Sicile pour la dé- » fendre, et nous n'avons pas le droit de la céder. » Les villes anséatiques ne pourraient servir de dé- » dommagement pour la Sicile. Il est donc à espérer » que le gouvernement français en reviendra à ses » *premières propositions*. On ne peut traiter *sur* » *une autre base*. » En cas de refus il était enjoint à lord Yarmouth de demander ses passeports, « Sa Majesté ne voulant rien admettre de contraire » aux principes de fidélité dont elle ne doit pas se » départir dans le fond, mais sur lesquels on pour- » rait admettre des formes propres à présenter plus » de facilité pour parvenir au grand œuvre de la » paix. »

Cette déclaration ferme, mais ouvrant quelques voies de conciliation, irrite Napoléon, qui y fait répondre par un refus ; lord Yarmouth alors demande de nouveau ses passeports. M. de Talleyrand, qui, comme nous l'avons dit, voulait réellement conclure la paix, mais n'en était pas le maître, lui demande le temps de prendre les ordres de l'empereur, et après les avoir reçus, il propose à la place des villes anséatiques la Dalmatie, l'Albanie et Raguse, en dédommagement de la Sicile. Yarmouth annonce que cette proposition ne saurait empêcher son départ, mais l'arrivée du conseiller d'Etat d'Oubril l'engage à le différer. Alors il questionne M. de Tal-

leyrand sur l'opinion répandue dans le public que Napoléon ne veut réellement pas la paix et qu'on lui suppose le projet d'opérer de grands changements en Allemagne ; ce à quoi le ministre français répond : « Ils sont résolus, mais ne seraient pas pu» bliés si la paix se faisait. » Phrase toute diplomatique dans le sens non de la grande et noble politique qui marche franchement à son but, mais de ces *petites* ruses italiennes qui ne font plus de dupes. Au fait, cette réponse semblait promettre ce que réellement elle ne promettait pas formellement. Au surplus, la réalisation de cette promesse, si c'en était une et si l'on tenait à la remplir, devenait une cruelle mystification pour les princes allemands qui, ayant déjà signé leur honte, n'en auraient pas recueilli les fruits. Cette réponse semblait néanmoins au ministre français devoir être si puissante sur les deux négociateurs qu'il la fit également à d'Oubril, et que celui-ci la communiqua à Fox et au comte *Strogonoff*.

Quant à Fox, il s'empressa de repousser la proposition relative à l'indemnité du roi de Naples (1) et chargea le négociateur, à la fois son partisan et son ami, de déclarer « que toutes les difficultés ap» portées à la conclusion de la paix ne venaient que » de cette déviation inattendue de la base original» rement établie (2); que d'ailleurs la valeur de l'é-

(1) Lettre de Fox, du 18 juillet.

(2) Napoléon n'en a pas moins continué à soutenir que, sans la mort de Fox, la paix eût été conclue, et M. Bignon, ainsi

» change devait être soumise, non-seulement au ju-
» gement de l'Angleterre et de la Russie, mais
» encore à celui de Sa Majesté Sicilienne; de plus,
» que l'Albanie étant une province de l'empire turc,
» il était dans la politique de l'Angleterre et de la
» Russie d'empêcher un tel démembrement; que
» Raguse, État indépendant, n'ayant jamais été
» cédé à la France, elle n'avait point droit d'en dis-
» poser; que, dans le cas où Sa Majesté consenti-
» rait à l'établissement d'un nouvel État dans ces
» contrées, il faudrait encore joindre à la Dalmatie,
» non-seulement l'Istrie, mais une grande partie de
» l'État vénitien, y compris Venise, et toujours du
» consentement volontaire de Sa Majesté Sicilienne.»

Tandis que Fox ne voulait, ni abandonner les intérêts du roi de Naples, ni séparer les intérêts de l'Angleterre de ceux de la Russie, d'Oubril avait déjà mandé au comte Strogonoff la proposition qu'on lui faisait de conclure une paix séparée, et manifesté l'opinion qu'elle serait utile aux intérêts de l'Europe et de l'empire. Fox était loin de penser ainsi et de croire que le gouvernement russe en tirât les avantages que son négociateur s'en promettait; car il ne pouvait douter des projets de la France sur l'Allemagne, la Suisse, la Suède, la Porte, l'Espagne et le Portugal. Il pensait que le

que tant d'autres, ont, soit par erreur soit volontairement, reproduit cette fausse assertion.

(*Note de l'éditeur.*)

seul moyen de détourner les dangers dont ces États étaient menacés, consistait dans l'union *des deux puissances sur lesquelles la France n'avait encore pu obtenir aucun avantage réel, l'Angleterre et la Russie.* Yarmouth agissait en conséquence de cette idée et mandait à son gouvernement tous les soins qu'il ne cessait de prendre pour faire sentir à d'Oubril la nécessité de *concerter leurs mesures de paix et de guerre,* conformément à la conduite constamment tenue à l'égard de ses alliés par le gouvernement britannique.

D'Oubril cependant, arrivé à Paris le 9 juillet, s'était empressé d'exhiber ses pleins pouvoirs. Le général Clarke avait été nommé pour traiter avec lui, et ils eurent tous deux de longues et journalières conférences. Celle du 18, entre autres, fut de quatorze heures. Elle inquiéta le négociateur anglais, à qui, la veille, d'Oubril avait avoué que s'il pouvait obtenir des conditions qu'il jugerait propres à assurer le repos du continent, il *signerait une trêve de dix mois.* Aux remontrances vivement réitérées de lord Yarmouth sur son manque de sincérité relativement à ses véritables intentions, d'Oubril, sans lui faire un complet aveu de son inconcevable conduite, répondit textuellement le 19, que, « voyant les dangers immédiats de l'Autriche, » *il croirait* de son devoir, s'il pouvait la sauver, » de le faire, fût-ce même par une paix particu- » *lière.* » Quelque objection qu'on apportât à cette idée, il persista obstinément à la reproduire. En vain sollicita-t-on de lui un léger délai, il repoussa

cette demande. Le fait est que ce traité, dont on voulait le détourner, et que lui-même il cherchait à cacher, était déjà conclu, et qu'il fut signé le 20 juillet, huit jours après celui de la Confédération du Rhin, dont la connaissance rendait, toute autre considération à part, extrêmement coupable celui auquel il soumettait la Russie, eût-il été autorisé à le subir dans des circonstances tout autres que celles encore inconnues de son gouvernement.

D'Oubril ne se contenta pas, dans le traité patent (1), d'abandonner les Bouches du Cattaro, sans autre avantage qu'une promesse d'évacuer les États autrichiens, clause illusoire qui fit dire à lord Yarmouth qu'elle ne serait point exécutée et que pas un seul soldat français ne repasserait le Rhin; on stipula encore dans trois autres articles secrets : 1° que « si, par suite des circonstances, le roi Ferdinand IV ne devait pas continuer à posséder la Sicile, Sa Majesté l'empereur des Français et Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies se réuniraient et concerteraient toutes les mesures pour déterminer la cour de Madrid à céder les îles Baléares au prince royal fils du roi Ferdinand IV, pour en jouir ainsi que ses héritiers et successeurs avec le titre de roi, en fermant, durant la guerre présente, les ports de ces îles aux puissances ennemies de l'Espagne et de la France; 2° que l'entrée de ces îles serait interdite au roi Ferdinand IV et à son épouse, dont l'état et la

(1) Voyez la pièce justificative F.

» subsistance seraient ultérieurement assurés; 3° que » les deux puissances contractantes concourraient à » la conclusion de la paix entre la Prusse et la » Suède, sans que Gustave IV perdît la Pomé- » ranie. »

C'était ainsi que l'on dépouillait le roi des Deux-Siciles du reste de ses États, sans consulter ni lui ni l'Angleterre; qu'on assignait une légère indemnité, non à lui, mais à son fils, aux dépens de l'Espagne et sans l'avoir même consultée; que l'on manquait doublement à tous égards envers le roi de Prusse; car on traitait en même temps, avec l'Angleterre pour reprendre le Hanovre à ce monarque, et avec la Russie pour le priver de l'expectative de la Poméranie qu'on lui avait fait envisager comme le dédommagement de sa rétrocession de l'électorat.

Outre ces stipulations secrètes si déshonorantes et que d'Oubril n'avait été ni pu être autorisé à consentir, il se trouva que, par l'une de ces monstruosités encore neuves dans l'histoire des négociations, l'envoyé russe, dans le traité patent, consentait à ce que la remise des Bouches du Cattaro eût lieu aussitôt la signature à laquelle il se prêtait, c'est-à-dire, non-seulement avant que l'Allemagne fût évacuée par les troupes françaises, mais avant même la ratification par son souverain de cet acte qui lui était entièrement inconnu encore. Il poussa l'oubli de toute espèce de convenance et de devoir jusqu'à ordonner, de sa propre autorité, l'effectuation de cette clause d'un traité nécessairement nul jusqu'au

jour où l'empereur Alexandre l'aurait accepté.

Cette remise n'eut cependant pas lieu. En vain le comte de Bellegarde notifia-t-il au commandant russe et le traité et l'avis que d'Oubril en avait donné au gouvernement autrichien ; l'amiral Siniavin ne crut point avoir des ordres à recevoir d'un général étranger et d'un agent diplomatique ; aussi déclara-t-il qu'au premier mouvement hostile il coulerait bas la flottille autrichienne.

Tandis qu'il en agissait ainsi, d'Oubril, parti de Paris le 22 juillet et rendu en dix-huit jours à Saint-Pétersbourg, ne fut point d'abord aussi mal reçu de son souverain qu'il le méritait. Le comte de Romanzoff se fit le défenseur de l'inconcevable traité, ainsi que de celui qui l'avait signé ; mais les autres membres du conseil se prononcèrent vivement contre ce qui leur semblait aussi impolitique que déshonorant. Le traité fut solennellement refusé, sans que la légation anglaise eût même besoin de s'en mêler ; d'Oubril fut mis hors de service et exilé, très-douce punition pour un crime que Napoléon eût sur-le-champ puni de mort.

Une note adressée alors à tous les ministres étrangers résidants à Saint-Pétersbourg, en date du 3-15 août et signée du baron de Budberg, leur notifia le refus fait par l'empereur de ratifier un traité *entièrement en opposition avec les instructions qu'avait reçues d'Oubril. Mais il annonçait en même temps que, voulant épuiser tous les moyens de mener à la paix, le ministère impérial avait eu l'ordre de faire connaître au cabinet des Tui-*

leries la base sur laquelle Sa Majesté serait prête à renouveler la négociation.

Quant à la négociation de la France avec l'Angleterre, elle prit encore un nouveau cours lors de la paix signée par d'Oubril et dont la ratification n'avait pas paru douteuse. Clarke en fut chargé, et lord Yarmouth exhiba le 23 juillet les pouvoirs qui lui avaient été délivrés le 29 juin, démarche précipitée dont il fut vivement blâmé, comme pouvant faire soupçonner de la part du gouvernement anglais une secrète et réelle approbation donnée indirectement au traité signé par d'Oubril (1).

Clarke, dès la première conférence, avait dit que le traité conclu séparément avec la Russie était pour la France l'équivalent d'une victoire, et qu'il donnait à son maître le droit de s'attendre à des conditions plus avantageuses que celles qui eussent été précédemment souscrites; mais on lui répondit que rien ne serait changé aux bases premièrement posées, ou que toute négociation cesserait. Le *mémorandum* présenté le lendemain portait : 1° comme base l'*uti possidetis;* 2° que la possession de Malte deviendrait pour l'Angleterre le contre-poids des acquisitions faites par la France; 3° que le Hanovre serait rendu à Sa Majesté Britannique; 4° que l'indépendance du territoire ottoman, du Portugal, de la Suède et de la Suisse serait assurée. Clarke, de son côté, exigeait la restitution de Pondichéri, Sainte-Lucie, Tabago, Surinam, Gorée, Démérari,

(1) Lettre de Fox à lord Yarmouth, du 26 juillet.

Essequebo; la reconnaissance des diverses branches régnantes de la famille Bonaparte, celle des électeurs de Bavière et de Wurtemberg, en qualité de rois, et des électeurs de Bade et de Darmstadt en celle de grands-ducs.

Mécontent de la manière dont lord Yarmouth s'était laissé tromper par d'Oubril, Fox insistait sur les premières bases posées dont il ne voulut jamais se départir, annonçant que toute négociation secrète n'étant plus nécessaire depuis le traité de la Russie, il devait demander des passe-ports pour un ministre publiquement accrédité, auquel lui, Yarmouth, serait adjoint; il ajoutait que le choix de Sa Majesté était tombé sur lord Lauderdale (1). Mais avant l'arrivée de ce nouveau ministre, Talleyrand, espérant vaincre la fermeté du cabinet britannique par des menaces indirectes, avait dit à lord Yarmouth : *L'armée destinée à envahir le Portugal se rassemble à Bayonne; elle marchera, à moins que vous fassiez la paix.* Et Fox en avait promptement donné avis au prince régent, en lui proposant du secours. Le ministre français avait dit aussi : *La Prusse nous demande une déclaration au sujet du Hanovre; cette déclaration faite nous ne pourrions nous rétracter. L'assurance que nous vous donnons que la possession du Hanovre, de Malte et du cap de Bonne-Espérance vous resterait sans aucune difficulté, n'est-elle donc pas suffisante pour vous décider?*

(1) Dépêche du 28 juillet.

Des bruits fondés sur le traité de d'Oubril ayant circulé alors relativement à une expédition contre l'Inde, il n'est peut-être pas hors de propos de rapporter ici deux fragments d'une lettre de l'agent prussien. « J'ai eu l'honneur d'instruire Votre Excellence des propositions faites à l'Angleterre relativement à l'électorat de Hanovre ; je lui ai parlé » de la menace faite au gouvernement britannique » d'envahir le Portugal ; mais une chose que cache » le rusé Talleyrand, c'est le projet, toujours subsistant, de Napoléon, relativement aux établissements anglais dans l'Inde. Sa résistance à céder » Malte et la constance avec laquelle il réclame la » Sicile n'ont pour véritable motif que le désir de » se livrer à cette gigantesque expédition, manquée » par la capitulation de l'armée d'Égypte, puis par » la mort de Paul Ier, mais que la facilité avec laquelle d'Oubril vient de signer un traité honteux » lui fait espérer de pouvoir faire adopter à l'empereur Alexandre. Voilà ce qui l'a rendu subitement » si difficile dans la négociation depuis si longtemps » entamée avec les ministres britanniques.... Au » reste, cette expédition serait bien plus difficile à » exécuter qu'on ne l'avait d'abord soupçonné. Des » conversations récentes avec un marin longtemps » employé dans l'Inde m'ont procuré des détails » que Votre Excellence ne sera peut-être pas fâchée » de connaître. J'aurai l'honneur de lui adresser » ultérieurement à cet égard un mémoire précis et » circonstancié et m'en tiendrai ici à une légère esquisse. La frontière de terre des établissements

» anglais est de huit cents lieues, mais couverte au
» nord : 1° par les chaînes de l'Himalaïa, où l'escar-
» pement des montagnes, coupées de défilés élevés
» et impraticables, rend la traversée dangereuse,
» même à de simples voyageurs ; 2° par un grand
» plateau désert, stérile et dénué de toute ressource.
» Elle est couverte au nord-ouest par un vaste dé-
» sert nommé dans la langue du pays *la Région de*
» *la mort*, ainsi que par des lacs salés et maréca-
» geux, dans une largeur moyenne de cent vingt-
» quatre lieues. Là on ne trouve d'eau potable qu'à
» deux ou trois cents pieds de profondeur. D'ail-
» leurs, pas une seule route praticable pour de l'ar-
» tillerie et des bagages ; point de fourrages, point
» de vivres. Deux routes pourraient seulement s'of-
» frir... l'une, à l'extrémité sud-ouest, qui ne pour-
» rait être atteinte qu'après avoir traversé un im-
» mense désert ; l'autre, à l'extrémité *nord-est*, par
» laquelle il faudrait arriver en sortant, après douze
» jours de marche pénible, d'un pays presque sans
» habitants et par conséquent sans culture. Enfin,
» le seul point réellement vulnérable serait une
» étroite ouverture de la Sutledge à la Jumna, où
» des troupes exténuées auraient à combattre une
» armée fraîche ; où celle-ci serait alimentée par
» toutes les fertiles contrées de l'Inde, et les autres
» sans moyens de se procurer des vivres, à moins
» de les aller chercher à quarante ou cinquante
» lieues du point d'attaque. Au reste, cette imprati-
» cable expédition ne sera probablement jamais se-
» condée par l'empereur de Russie ; mais soyez

» certain que l'espérance de l'y entraîner a considé-
» rablement nui à une pacification que le ministre
» Fox et Talleyrand avaient également à cœur de
» conclure, qui cependant n'aura pas lieu, et dont
» la rupture peut devenir éminemment utile au
» gouvernement prussien... »

Retournons maintenant à ces négociations sur lesquelles Fox n'eût jamais dû être abusé. Champagny avait été adjoint à Clarke, et celui-ci, dans la première conférence qu'il eut le 7 août avec Lauderdale et Yarmouth réunis, répondit à ce dernier, sur un rappel à l'*uti possidetis,* qu'il ne pouvait remonter à des *conversations vagues* qu'il qualifiait, *romans politiques.* Dans une note du lendemain 8, il affirma que l'empereur n'avait jamais adopté pour *base* l'*uti possidetis,* sans quoi il eût gardé la Moravie, la Styrie, la Carniole (provinces hors de cause dans un traité avec l'Angleterre); qu'il regarderait l'*uti possidetis* comme déshonorant, et que si la paix ne se rétablissait pas, le tort en serait à l'Angleterre, et non à la France.

Les ministres anglais répondent, le 9, que la note du 8 est d'*une nature si étrangère à l'objet dont il est question qu'il serait inutile de la prendre en considération;* ils rappellent et détaillent les promesses faites par le cabinet français; enfin ils demandent des passe-ports et réitèrent cette demande le 10 et le 11, tant pour eux que pour leurs courriers. On ne les leur envoie pas; mais les deux ministres français, dans une première note du 11, affectent de croire que l'*uti possidetis* a pour objet

de faire restituer à la France toutes ses conquêtes sur les alliés de l'Angleterre. Par une seconde note de même date, ils avouent que la lenteur à délivrer les passe-ports résulte du désir *de prolonger de quelques jours l'espoir de pacifier deux grands États.* Les négociateurs anglais, dans leur réponse du même jour 11 août, expriment leur étonnement qu'on ait pu se méprendre sur des propositions clairement exprimées, et affirment ne pouvoir continuer à négocier qu'aux conditions déjà établies.

Malgré tant de petites finesses propres à enlever toute confiance en la loyauté du cabinet français, Fox, qui désire réellement arriver à une pacification et écarter toute oiseuse discussion sur des engagements verbalement donnés à lord Yamouth, rappelle celui-ci, et, dans sa dépêche du 23 août, prévoit le cas où le traité de d'Oubril pourrait n'être pas ratifié (chose qu'il présumait, mais qu'il ne savait pas encore) et où les deux États seraient dans *la résolution d'adhérer irrévocablement aux principes et à l'esprit de leur mutuelle alliance.*

Lauderdale, ne pouvant ramener le gouvernement français à la seule base possible de négociation, annonce son intention de partir, et par une note du 29 août, dans laquelle il récapitule toutes celles déjà produites, il finit par déclarer la résolution prise, *conformément aux instructions de son souverain, de mettre un terme à sa mission.* Cependant il ajoute que *l'admission par écrit de la base si souvent mise en avant par le soussigné*

pourrait seule apporter des changements à cette détermination.

Ici se présente un fait d'autant plus remarquable qu'il démontre à la fois et l'impudeur du cabinet des Tuileries et l'ignorante crédulité de ceux auxquels il parle, quand, parmi les papiers qu'il publie sur cette négociation, il produit une note, prétendue adressée le 4 septembre à lord Lauderdale (1), qui ne la reçut jamais, et où il est dit : « Avant l'ar-» rivée de lord Lauderdale, la négociation avait » présenté le caractère d'une discussion modérée ; » à son arrivée elle a semblé prendre une direction » inattendue. Une seule conférence a eu lieu et » déjà des demandes de passe-ports se renouvellent » d'heure en heure. En vain les plénipotentiaires de » Sa Majesté s'efforcent-ils de se faire entendre ; en » vain demandent-ils des explications ; ils n'éprou-» vent que le refus le plus persévérant d'écouter ce » qui pourrait tendre à une réconciliation. Sa Ma-» jesté jugeant les vues des plénipotentiaires de » Sa Majesté Britannique par l'inconvenance des » formes impérieuses, et, pour le dire, sauvages » qu'ils n'avaient pas craint d'adopter, dut voir que » les véritables intentions de lord Lauderdale » avaient été de venir rompre précipitamment une » négociation qui, *dans son principe, annonçait* » *une prompte et heureuse issue.* Toutefois, » Sa Majesté voulant éprouver si, en portant la mo-

(1) Dans le *Moniteur*, sous le no XXX des pièces relatives à la négociation.

» dération jusqu'à l'extrême degré de l'impossi-
» bilité, les plénipotentiaires ne se détermineraient
» pas à choisir des formes plus conciliantes, fit à
» l'amour de la paix le pénible sacrifice de tolérer
» que le ministre d'un gouvernement ennemi vînt
» affecter, au sein même de sa capitale, un ton de
» supériorité. Mais enfin, les expressions contenues
» dans la sixième note (note du 29 août, dans la-
» quelle on demande ce qui avait été originairement
» promis) l'ont obligé à reconnaître l'impossibilité
» de conclure la paix avec un plénipotentiaire dont
» toutes les demandes sont des offenses et toutes
» les démarches des traits d'hostilité, et le soussigné
» (Talleyrand) a reçu l'ordre de remettre à Son Ex-
» cellence lord Lauderdale les passe-ports qu'il a
» persévéramment demandés. » Dans cette pièce apocryphe (1) il est parlé encore du désir qu'on aurait de conclure la paix, et on la termine par des conseils donnés au négociateur anglais et revêtus d'expressions aussi âcres qu'inconvenantes.

(1) M. Bignon donne comme authentique cette inconcevable note du 4 septembre, démentie autant par le ton dans lequel elle est écrite, par le séjour prolongé du négociateur anglais, et par l'entrevue qui eut lieu le même jour entre M. de Talleyrand et lord Lauderdale, que par la dénégation de ce dernier, très-étonné de lire dans le *Moniteur* une pièce qui lui était inconnue. Au reste, M. Bignon, qui la vante comme écrite avec *franchise et décence*, ne la cite que très-inexactement, ainsi que tout ce qui a trait à cette négociation.

(*Note de l'éditeur.*)

Ce qu'il y a de curieux à remarquer, c'est que cette prétendue note, si insultante, si contraire à toutes les formes consacrées qu'un ministre étranger, quel qu'il fût, ne l'eût pas reçue, ou à la réception de laquelle il serait à l'instant parti; que cette note, qui ne pouvait en imposer qu'à la crédulité parisienne, est supposée émanée des bureaux du ministre des affaires étrangères, à la date même où M. de Talleyrand demandait une entrevue à lord Lauderdale, pour continuer les négociations dans une voie plus favorable à l'Angleterre que celle où l'on avait marché jusqu'alors.

En effet, ce même jour 4 septembre, le ministre des affaires étrangères demandait un rendez-vous à cet envoyé, qui voulut plus tard paraître avoir traité avec hauteur, et il lui communiquait la nouvelle du refus, par le tzar, de ratifier la paix du 20 juillet; il lui annonçait que cette *circonstance engagerait Napoléon à faire la paix avec l'Angleterre à des conditions plus avantageuses que celles auxquelles il aurait consenti*, ton bien différent de celui de la note supposée, mais nouvelle finesse de M. de Talleyrand pour voiler d'un air de franchise le projet d'un traité séparé avec la Grande-Bretagne et rompre tout concert entre les deux cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg.

Cependant, par suite de l'état désespéré de Fox, M. Windham se trouvant, ainsi que lord Spencer et lord Howick (1), chargé de la signature des ordres

(1) Connu aujourd'hui sous le nom de lord Grey.

ministériels, exigea la déclaration formelle par lord Lauderdale, que *toute tentative faite de la part de la France pour séparer à l'avenir les deux cours, replacées dans leur ancienne alliance intime, sera infructueuse;* que Sa Majesté, conformément à la lettre de M. Fox du 26 juin, ne trouve pas d'inconvénient à continuer les négociations *séparément, quant à la forme, mais en réalité de concert avec la cour de Russie.* Au surplus, on lui ordonne de s'en tenir à l'*uti possidetis*, d'insister sur la conservation de la Sicile au roi de Naples comme condition *sine qua non*, de ne plus entendre à des dédommagements en faveur de ce prince, auxquels on ne se serait prêté qu'en raison du traité signé par d'Oubril.

Sur cette notification faite le 13 septembre, M. de Talleyrand propose dans une note du 18, « que » les négociations continuent, que les ministres plé» nipotentiaires anglais puissent introduire tout ce » qui aurait pour but de concilier la France et la » Russie, pourvu que cela ne porte pas atteinte à la » puissance et à la dignité des deux États. »

Fox était mort le 13 septembre, et dès le 25 M. de Champagny, devenu seul négociateur de la part du gouvernement français, propose : « 1° que » le Hanovre et ses dépendances soient rendus à » Sa Majesté Britannique; 2° que la possession de » Malte soit confirmée à l'Angleterre; 3° que la Hol» lande, sur l'invitation de la France, cède irrévo» cablement le Cap à Sa Majesté Britannique; 4° que » la France cède aussi au roi d'Angleterre Pondi-

» chéri, Chandernagor, Mahé, Tabago; toutefois » ces cessions sont subordonnées à la condition ex- » presse que la Sicile sera remise à l'empereur des » Français et que le roi de Naples aura pour dédom- » magement les îles Baléares. » Mais la Russie, tenant à ce que la Sicile ne fût point enlevée au monarque napolitain et que la Dalmatie lui fût donnée en dédommagement de Naples, Napoléon ne voulut *ni se désister* de la demande de la Sicile, ni évacuer *le littoral* de l'Adriatique.

De telles prétentions se trouvant en opposition avec les instructions de lord Lauderdale, il demande de nouveau ses passe-ports le 26 septembre; Champagny cherche à le retenir, mais ses démarches à cet effet demeurent sans succès. M. de Talleyrand, à qui lord Lauderdale écrit à cet égard, reçoit sa lettre, part, ne répond que de Mayence, exalte la grandeur des sacrifices que la France fait au désir de la paix (1), déplore l'aveuglement de l'Angleterre, qui laisse échapper l'occasion de la conclure et atteste que l'empereur est toujours prêt à négocier sur les bases posées par l'illustre ministre que la Grande-Bretagne a perdu, bases cependant qui étaient les mêmes que celles auxquelles le gouvernement français se refusait après les avoir acceptées.

Lord Lauderdale réplique, le 6 octobre, que rien dans la conduite de l'Angleterre ne prête à l'induction que son gouvernement veuille renoncer à la perspective de la paix; que la restitution du Hanovre

(1) Dépêche du 30 septembre.

et l'*uti possidetis* ont été constamment les bases posées par Fox, Yamouth et lui ; que s'il a eu l'ordre de demander ses passe-ports, ce n'est pas parce qu'il *veut* renoncer à la paix, mais parce qu'il s'y *voit forcé*. Lauderdale ajoutait qu'après vingt-six ans d'intimité avec Fox, il en connaissait les sentiments et les opinions et qu'il les partageait; qu'il avait reçu de ce ministre l'ordre de cesser toute communication quand l'ouvrage de *la paix lui avait paru impraticable*, et que ces sentiments eussent été *fortifiés* en voyant le gouvernement français se refuser aux justes demandes relatives à un fidèle allié de Sa Majesté Britannique.

Ainsi se termina une négociation que Fox désirait voir aboutir à la paix et qu'il fit suivre par ses deux amis intimes, Yarmouth et Lauderdale, agissant dans ses vues et sous sa direction. Rien n'avait pu le détourner de ce but : ni la Confédération du Rhin qui, changeant l'état actuel du possessoire réciproque, toujours pris pour règle des alliances à contracter ou à maintenir, eût été une cause légitime de rupture ou d'extension d'exigence ; ni le mépris des promesses sur lesquelles avait été fondée la négociation dès son origine ; ni les dénégations mensongères et les piéges tendus à des ministres qui n'avaient cessé de demander ce qui avait été convenu comme base fondamentale de toute négociation.

La mort du ministre wigh ne fut donc pas la cause d'une rupture que ce ministre avait reconnue inévitable ; aussi aurait-il publié lui-même cette proclamation, dans laquelle le roi, en parlant de son

désir de conclure une paix sûre et durable, exprime son regret de voir continuer la guerre et se plaint que le retour à la tranquillité soit retardé par l'ambition d'un ennemi qui, « lorsqu'il entame des négociations, semble n'avoir d'autre but que de tromper. La négociation, dit-il, avait pris origine dans une proposition de traiter sur la base de la possession actuelle. L'offre fut acceptée par Sa Majesté, sous la réserve d'un concert avec ses alliés. L'ennemi s'en écarta; un ministre de l'empereur de Russie fut induit à signer une paix séparée à des conditions qui répugnaient à l'honneur de Sa Majesté Impériale. Nullement ébranlé par cet événement, le roi continua à négocier sur les mêmes *principes*, comptant sur la bonne foi de son allié qui a justifié sa confiance. Le gouvernement français, au contraire, s'écartait de ses engagements; il avait anéanti le Corps germanique; il intriguait à Constantinople contre la Russie; il éluda la demande de passe-ports des plénipotentiaires anglais. Arrive la nouvelle que l'empereur de Russie repousse le traité; on propose de grands sacrifices pour obtenir de Sa Majesté une paix séparée qu'elle *avait* rejetée dans le principe et pouvait encore moins admettre au moment où la conduite de la Russie lui imposait l'obligation de ne point rompre les liens qui l'unissaient à un allié fidèle. Les justes demandes de la Russie ayant été rejetées, il ne restait plus à Sa Majesté que d'ordonner à son ministre de terminer toute discussion et de retourner en Angleterre. Elle voit avec douleur la

» continuation des maux inséparables de la guerre; » mais c'est sur ses ennemis seuls qu'en pèse la res- » ponsabilité. Quant à l'issue, elle s'en repose sur » la divine Providence. Les sacrifices ne sont rien » si on les compare au déshonneur de céder aux » prétentions outrageantes de l'ennemi. La prospé- » rité est liée au maintien de la bonne foi. Assurer » les droits de l'empire britannique, c'est défendre » le boulevard le plus puissant des sûretés du genre » humain. »

Certes! Napoléon mit seul obstacle à la conclusion d'une paix qui pouvait alors devenir générale. Mais cette paix, devait-il la vouloir à la tête d'une armée qui voyait dans la continuation de la guerre un moyen de s'enrichir? Lui-même il avait besoin de s'attacher ses guerriers en les comblant d'éclat, de richesses et de grandeurs! A l'égard de M. de Talleyrand, il ne fut que l'instrument de son maître, à qui appartiennent également ses erreurs et ses succès jusqu'au jour où le congrès de Vienne le montra, à l'étonnement du plus grand nombre des hommes d'État européens, si prodigieusement inférieur à la réputation que la prévention et l'ignorance lui avaient faite.

1806

Situation critique de la Prusse. — Reproches faits à son cabinet. — Réponse. — Coup d'œil sur le Corps germanique. — Ligue des princes. — Assassinat de Palm; indignation qu'il inspire. — Menace aux magistrats de Francfort. — Hambourg. — Napoléon promet l'indépendance des confédérés. — Appel militaire à ces princes. — Un prince autrichien accède à la confédération. — Plaintes de la Prusse. — Négociation de Knobelsdorff. — Notes réciproques. — Ultimatum de la Prusse. — Irritation de Napoléon. — Réconciliation de la Prusse et de l'Angleterre. — Négociation de la Prusse avec l'Autriche. — Lettre de l'agent prussien. — Mouvement des troupes autrichiennes. — Déclaration de neutralité. — Mission du duc de Brunswick à Pétersbourg. — Opinion d'Alexandre. — Mission du général Krusemarck. — Alexandre promet du secours. — Espoir du côté de l'Espagne. — Intrigues du prince de la Paix. — Démarche près de Moreau. — Dumouriez. — Kækeritz. — Le duc de Brunswick.

Toutes les ruses de Napoléon et de son ministre avaient échoué dans les négociations entamées avec les deux gouvernements d'Angleterre et de Russie, qu'ils s'étaient, sans succès, efforcé de désunir. La Prusse, qu'ils avaient sacrifiée au cabinet de Saint-James, les intérêts de la confédération du Rhin qu'ils promettaient de sacrifier à l'une ou à l'autre de ces deux grandes puissances, devaient, celle-ci se méfier de son protecteur, celle-là éprouver de

Le nord de ces contrées lui dut dix ans de tranquillité, et c'est à l'histoire seule à décider si, après avoir manqué le rôle le plus brillant et le plus utile en 1805, cette puissance était réellement, en 1806, la maîtresse d'opter librement entre une guerre périlleuse et une paix incertaine.

Qui aurait pu croire alors à la possibilité de conserver la paix avec un homme qui, du moment que la soumission d'une grande partie du Corps germanique eut été proclamée, se regarda comme l'arbitre souverain du continent? Il le manifesta, dès le commencement d'août, d'une manière atroce. Le libraire Palm, citoyen de la ville libre de Nuremberg, dont la cession avait été faite au roi de Bavière, par l'art. VII du traité de confédération, fut arbitrairement enlevé le 15 septembre, en vertu d'un ordre du 12 août, émané du maréchal Berthier; il fut traduit à une commission militaire comme distributeur de l'ouvrage de Gentz et de celui intitulé *l'Esprit du temps*, par Arndt, où le pouvoir de Napoléon était combattu, sans outrage cependant à sa personne. Quatre contumaces furent inculpés encore dans cette affaire, ainsi que Joseph Schoderer, sauvé par la protection du roi de Bavière; mais Palm fut fusillé le 25 août, d'après un jugement dont le début portait: « Considérant que, par-» tout où il y a une armée, le premier et le plus » puissant devoir du chef est de veiller à sa sûreté » et à sa conservation; que la circulation d'écrits » provoquant à la révolte et à l'assassinat menace, » non-seulement la sûreté de l'armée, mais même

» celle des nations; que rien n'est plus urgent que » d'arrêter les progrès d'une doctrine attentatoire » au droit des gens, au respect dû aux têtes cou- » ronnées, injurieuse aux peuples soumis à leur » gouvernement, en un mot subversive de tout or- » dre et de toute subordination; la commission a » unanimement déclaré et déclare que tous au- » teurs, imprimeurs, colporteurs et distributeurs » *de libelles* portant les caractères ci-dessus énon- » cés doivent être regardés comme atteints et » convaincus du crime de haute trahison. En con- » séquence, etc., etc. » C'était dans une ville libre, arbitrairement cédée à un souverain dont on violait les droits nouveaux, et sur le territoire de la Confédération dont on ne se disait que le protecteur, que l'on faisait assassiner par une commission militaire un homme qui n'était point né, ni n'était devenu sujet de l'étranger qui s'établissait son juge; et cela, contre toute espèce de forme et de loi, sur un exposé *dégoûtant* de mensonges, en présence des magistrats allemands, muets d'étonnement, de honte et d'effroi.

Palm n'avait pas même été admis à prouver son innocence; on mit sa grâce au prix de lâches révélations dont on eût voulu se faire un titre contre de grands personnages; et réellement on ne faisait que venger odieusement la vanité blessée de l'empereur des Français, dont l'âme étroite abaissait *ainsi le génie*. Cette barbarie stupide indigna l'Allemagne, et des souscriptions eurent lieu en faveur des enfants de la victime.

Au moment où Palm était assassiné, Augereau menaçait les magistrats de la ville libre de Francfort, qu'il avait déjà pressurée et que Napoléon avait ensuite donnée au prince primat. Le commissaire général Lambert était arrivé pour en prendre possession au nom du ci-devant électeur de Mayence. A cette occasion les magistrats, dans une proclamation à leurs concitoyens, récapitulaient leurs constants et fréquents sacrifices, les fortes contributions payées par eux en 1796, 1799, 1800 et plus récemment encore en février et mai 1806, contributions en vertu desquelles ils avaient espéré assurer leur indépendance ; puis, se résignant au joug imposé par une force majeure, ils invitaient à se soumettre avec calme.

L'histoire semble une satire à ceux qui oppriment. Augereau répondit donc à cette proclamation du 19 août par une lettre du 27, où, après avoir vanté à ces magistrats si tyrannisés et pourtant si paisibles sa conduite *généreuse* envers eux, blâmé leur injustice à l'égard du gouvernement français, qui les avait, disait-il, traités de la *manière la plus favorable et la plus distinguée*, il finit par les sommer de *déclarer, dans vingt-quatre heures, quels sont les auteurs de la proclamation.* Les magistrats répondirent que s'il y avait crime ils en étaient tous coupables. On projetait quelque nouvel assassinat militaire ; mais la clameur universelle provoquée par celui de Palm effraya le suprême ordonnateur de ces actes d'une sanglante tyrannie, et l'ordre fut donné à Augereau de s'en abstenir.

Quant à la ville d'Hambourg, elle en était quitte alors pour de l'argent. Napoléon lui avait offert sa protection au prix d'une contribution de six millions. Cette cité prétendue libre, en s'y refusant, se soumit à des fournitures très-coûteuses, espérant que son indépendance serait respectée. A la vérité elle ne fut occupée que le 19 novembre 1806, avec ordre, qui cependant demeura sans exécution, de mettre la main sur sa banque; mais on ne la ruina pas moins alors par la brûlure ou le rachat des marchandises anglaises, par des réquisitions, des logements, etc. Pour donner une idée de ces charges il suffit de dire que le chef des troupes françaises exigeait de la ville, pour sa table, douze cents francs par jour, et le reste dans cette proportion.

Et comment de tels hommes n'auraient-ils pas aimé passionnément l'État de guerre? Aussi leur *cupidité* et le besoin de la satisfaire étaient la cause première de l'oppression de l'Europe. Cette oppression développait de plus en plus l'indignation générale qui devait un jour la faire cesser.

Tandis que Duroc était envoyé de nouveau à Berlin, bien moins comme conciliateur que comme observateur, et que les actes arbitraires du protecteur sur le territoire de la Confédération du Rhin donnaient aux princes qui la composaient la crainte *qu'il ne* voulût s'immiscer dans toutes les affaires intérieures de leurs États, Napoléon crut devoir, *pour les* rassurer et prévenir leurs justes réclamations, dans un moment où il allait avoir besoin de leur concours, adresser, le 11 septembre, au prince

primat, à qui le traité de confédération attribuait la dignité de président de la diète, une lettre où les paroles étaient démenties par les faits les plus récents. Il y disait qu'en acceptant « le titre de protecteur des États du Rhin il n'avait fait qu'user » d'un droit reconnu depuis des siècles aux souverains de la France; qu'il s'engageait solennellement à préserver des armées étrangères le territoire » de l'union, à s'opposer aux violences intérieures » et aux attaques des confédérés entre eux; mais » qu'il n'entendait nullement s'arroger le pouvoir » suprême que le chef de l'Empire germanique avait » exercé précédemment sur les Etats de l'Allemagne; que chaque prince devait jouir de son autorité, en conserver le mérite, et n'aurait à accuser » que la fortune de ce qu'il pourrait éprouver de » funeste. Que, quant à lui, il ne songeait en rien à » se faire l'arbitre des démêlés politiques qui s'élèveraient entre les confédérés. Que la diète devait » bientôt s'assembler à Francfort, et qu'à elle appartiendrait de prononcer librement et sans appel » sur leurs différends. Que lui, Napoléon, n'emploierait jamais ses forces à affaiblir l'autorité » absolue exercée par eux dans leurs États respectifs, et qu'il contribuerait au contraire de tout » son pouvoir à la maintenir. »

Les confédérés virent dans cette déclaration une autorisation à se livrer, sans contrôle, à tous les genres d'oppression à l'égard de leurs sujets. Cette oppression, sans frein légal, commença à faire sentir aux peuples tout ce qu'ils avaient perdu par la

dissolution de l'Empire germanique, et les souverains, dont les peuples dépendaient, perdirent en considération plus qu'ils n'avaient acquis en autorité; car, servilement soumise à un protecteur, la tyrannie que semblent ennoblir l'indépendance et la gloire n'inspire que le mépris dès qu'elle n'est unie qu'à la faiblesse et à la pusillanimité. Il fut cependant impossible aux membres de la Confédération de s'abuser longtemps à cet égard; car peu de jours après la date de cette lettre au prince primat, Napoléon, par une circulaire du 21 septembre, s'adressait ainsi à tous les membres de la ligue: « La Prusse se dispose depuis plus d'un mois » à prendre les armes; on ne peut douter qu'elle » ne *les dirige* contre la France et la Confédération » du Rhin. On ne sait pas encore clairement si l'on » *doit* regarder cette guerre comme le résultat de » quelque alliance secrète avec le tzar, ou de l'acharnement qui règne à Berlin contre les Français, ou » l'attribuer à la seule impéritie du ministère de » Frédéric-Guillaume. Ce monarque s'est flatté peut-» être d'amener par ses préparatifs militaires les » électeurs de Hesse et de Saxe, ainsi que les magistrats des villes anséatiques, à se soumettre aux » conditions de la ligue qu'il voudrait former dans » *le nord* de l'Allemagne. Peut-être aussi a-t-il été » irrité de *la défense faite à ces trois républiques* » *de* se confédérer avec la Prusse, défense qui a été » demandée aux plénipotentiaires français par les » ministres d'Angleterre comme une condition de » la paix » (l'on a vu plus haut que cette demande

n'avait jamais été faite, que même aucune proposition y relative n'avait été acceptée par le gouvernement anglais) « et qui est jugée de la plus haute » importance pour la prospérité du commerce entre » les peuples de l'Allemagne méridionale et de la » France. Il est également probable que le roi s'est » trouvé offensé de ce que l'empereur Napoléon a » fait déclarer à tous les princes non compris dans » la Confédération du Rhin, sa ferme résolution de » ne pas souffrir que personne leur disputât la pleine » liberté d'user de l'indépendance qui leur a été » accordée par la grande nation dans le choix de leurs » alliances. Mais quels que soient les motifs qui » portent la Prusse à se jeter dans une résolution » aussi désespérée, il en résulte, en vertu de l'arti- » cle XXXVI du traité du 12 juillet, l'engagement » prévu d'organiser sans retard les troupes des » princes alliés, afin qu'elles soient prêtes à mar- » cher, et abondamment pourvues des armes et » munitions nécessaires. Aux deux cent mille hom- » mes promis par la France et à l'armée des confé- » dérés, l'empereur a résolu d'en ajouter cent » mille, et déjà même une partie de ses troupes » s'avance vers le Bas-Rhin. »

L'effet de cet ordre, prompt et inévitable résultat de la Confédération du Rhin, allait être de faire peser principalement les frais de la guerre sur des princes dont elle devait river les chaînes; ils l'exécutèrent avec cette entière soumission qui donne à la crainte les apparences du zèle. C'était cependant contre leurs véritables intérêts qu'on les armait

ainsi; car une confédération du nord sous la protection du roi de Prusse ne leur eût été nullement hostile. S'opposer à sa formation, c'était exposer les États que leur situation y appelait à l'inimitié d'un monarque que ses alliances, renouvelées avec l'Angleterre et la Russie, pourraient rendre redoutable; enfin c'était bien moins à leur profit qu'à celui de Napoléon que les confédérés du Rhin allaient être lancés dans une lutte plus coûteuse pour eux que ne leur avait été fructueux un récent accroissement de territoire. D'ailleurs, l'issue favorable de cette lutte était-elle une chose certaine? L'électeur de Saxe joindrait probablement, de gré ou de force, ses troupes à celles de la Prusse, qui probablement obtiendrait aussi du tzar de puissants secours; et si la chance des combats tournait contre la France, l'Autriche pourrait bien saisir cette favorable occasion de rompre le traité de Presbourg, de se venger de ceux qui l'avaient abandonnée, et de se récupérer de ses pertes aux dépens des confédérés.

Si ces princes concevaient des craintes, sur lesquelles cependant ils cherchaient à s'étourdir, ils n'imaginaient aucun moyen de s'y soustraire. Les peuples, de leur côté, ne prévoyaient que ruine, et déjà fermentait chez eux une haine qui plus tard devait produire des effets immenses et non encore prévus.

Non content néanmoins de la foule des sujets princes qu'il s'était déjà assurée, Napoléon cherchait à en accroître la masse, et après s'être déclaré le défenseur de la liberté des membres de la Confédé-

ration rhénane, non-seulement il empêchait les autres princes encore véritablement indépendants de s'unir à la Prusse, mais il employait pour se les assujettir les intrigues, les menaces, les promesses.

Le grand-duc Ferdinand, frère de l'empereur François II, fut un de ceux que Napoléon chercha et parvint à entraîner dans son alliance. Il avait enlevé à la Bavière, comme nous l'avons dit, pour donner à ce prince, l'antique évêché de Wurtzbourg, cédé à la maison Palatine par le récès de l'Empire du 25 février 1803, en dédommagement de ses pertes sur la rive gauche du Rhin; mais la création de la Confédération rhénane et l'abandon par le monarque autrichien du titre d'empereur romain faisaient tomber la qualification d'électeur et les droits qui y avaient été attachés. En butte à la haine de la Bavière, sans appui depuis la dissolution du Corps germanique, incertain sur les secours au moins tardifs qu'il aurait en cas de guerre à attendre du chef de sa propre maison, l'archiduc Ferdinand n'envisageait aucun moyen de demeurer neutre lors d'une lutte nouvelle entre la France, la Prusse et l'Autriche; car dans ces circonstances son nouvel État ferait nécessairement partie du théâtre des opérations militaires; déjà même toute la Franconie était inondée de troupes françaises. Ce prince allait-il être considéré comme ennemi ou comme allié des confédérés?... Dans cette position éminemment critique, avec la presque certitude que le cabinet de Vienne se laissait dépouiller sans élever la moindre réclamation, son ministre signa avec M. de

Talleyrand, le 16 septembre, un traité par lequel l'archiduc prit le titre de grand-duc et s'engagea à observer le pacte de la Confédération du Rhin, promettant de fournir deux mille hommes à l'armée de la ligue; il obtenait en retour la permission de s'emparer des biens que l'ordre des Hiéronimites possédait dans la principauté de Wurtzbourg, domaines auxquels furent jointes quelques enclaves des souverainetés attenant à la frontière.

Ce premier accroissement de la ligue du Rhin était une importante victoire; il enlevait à l'Autriche un prince de sa maison; il prouvait plus que tout autre succès la haute importance acquise par le chef de la nation française, dont la domination ne pouvait manquer de devenir absolue autant qu'oppressive sur la totalité de l'Allemagne, dès le premier triomphe de ses armes. Mais ce qui, chez les confédérés, avait un tort réel, une grave imprévoyance, n'était pour ce dernier que l'œuvre involontaire de la nécessité.

A peine Napoléon eut-il de sa personne passé le Rhin (1) pour se rendre en Franconie, où cent quatre-vingt-dix mille combattants étaient déjà rassemblés par ses ordres, que les premiers confédérés, outre qu'ils étaient tenus de fournir leur contingent de troupes, et même des réserves destinées à remplir les vides, furent accablés de demandes de fournitures en équipages, vivres et logements; tout cela se faisait sans que la diète eût délibéré sur des char-

(1) Le 1er octobre 1806.

ges aussi pesantes. L'article VI du traité de confédération promettait la réunion à Francfort d'une assemblée divisée en deux colléges, celui des rois et celui des princes, chargée, sous la présidence du prince primat, de discuter, délibérer et prononcer sur toutes les affaires générales et particulières de la Confédération. Le prince primat, aussitôt après la réception de la lettre déjà citée (1), où Napoléon confirmait l'indépendance des membres de la ligue, notifia, par sa propre lettre du 13 septembre, à tous les princes : « qu'il avait revêtu le baron d'Albini, » son plénipotentiaire, arrivé à Francfort dès les » premiers jours de septembre, des pouvoirs né- » cessaires afin de tout disposer dans cette ville » pour l'ouverture de la diète; que l'on n'attendrait » donc que l'arrivée des divers plénipotentiaires » pour délibérer sur le statut fondamental de la » ligue, dans le délai prescrit par l'article XI de » l'acte d'union. » Mais ce qu'on aurait dû prévoir arriva, les plus puissants, ne voyant aucun avantage à se réunir en corps de diète, cherchèrent de nouveaux accroissements de fortune dans leur servilité seule, près d'un grand et important pouvoir; d'autres, sûrs de la protection de ce pouvoir dominateur, ne songèrent qu'à étendre dans leurs propres États, une autorité arbitraire hautement encouragée par celui qui seul y eût pu mettre obstacle; enfin tous, tremblant de paraître se soustraire à son pouvoir par la délibération que lui-même n'aurait

(1) Du 11 septembre.

pas textuellement ordonnée, s'abstinrent volontairement de réclamer cette prérogative et de jouir des droits que leur assurait le traité du 12 juillet. Au lieu de devenir ou de paraître puissants, ils se contentèrent de se faire instruments passifs et obéissants, se flattant de multiplier des chances d'accroissement d'ailleurs fort incertaines, en sacrifiant à la cupidité sans frein d'un oppresseur étranger les liens du sang, ainsi que les libertés et les droits de la nation allemande.

Ce ne fut pas sans une douloureuse surprise que l'on vit les rois de Bavière et de Wurtemberg se prononcer contre la diète même, dont ils auraient dû être l'âme et la force, et exposer ainsi plus tard (1) leur opinion: « Ils ont pensé (ces deux mo-» narques) que le bruit des armes, qui retentit jus-» que dans les environs de Francfort, troublerait le » repos qu'exigent d'aussi graves délibérations sur » les intérêts généraux des États confédérés. En » conséquence, ils sont d'avis qu'il est beaucoup » plus convenable à la dignité de la diète de ne » point s'assembler avant que les esprits ne soient » rassurés sur les résultats de la guerre actuelle, » afin de pouvoir plus sainement mûrir alors les » sages institutions qui doivent émaner de ses con-» seils. » Les autres princes s'étant rendus à cette opinion, leurs ministres quittèrent Francfort.

Quel que fût le motif plus ou moins noble, plus ou moins secret qui porta les membres de la Confé-

(1) Le 26 octobre.

dération à renoncer au droit honorable et précieux de délibérer entre eux sur leurs propres affaires, ce qu'il y a de remarquable, c'est que, cette heureuse occasion manquée, on les vit depuis s'efforcer en vain de recouvrer ce droit utile à la fois à leurs intérêts et à leur considération. Chaque jour, en effet, leur humiliante soumission à un prétendu protecteur, en devenant plus manifeste et plus pesante, finit par les avilir, tant aux yeux de leurs alliés qu'à ceux de leurs propres sujets.

Cette objection allait sans doute devenir un surcroît de moyens hostiles sous la direction de l'empereur des Français. Le cabinet de Berlin ne pouvait en douter; le rassemblement des troupes confédérées en Franconie ne laissait plus à cet égard aucun doute, tant le pouvoir civil avait cessé de fait dans ces contrées! La force des armes remplaçait tout; nulle voix libre n'osait s'élever contre ce qui allait faire la ruine et la honte de l'Allemagne. Aussi les fastes de la Confédération du Rhin ne présentent-ils pas un seul signe de noble ressentiment pour les injures reçues, pas un seul acte d'honorable opposition à la plus impérieuse tyrannie. Ces fastes, au contraire, ne sont remplis que de levées extraordinaires, de tributs accablants, d'exactions de toute espèce. Et quel prix obtint le pays pour tant de sacrifices? l'insolente rapacité des généraux et la licence du soldat, à qui tout est permis sur le territoire des confédérés comme en pays ennemi. L'arrogance des envoyés de Napoléon dans les cours de ces princes avilis et intimidés n'avait plus de bornes,

et ils n'en étaient pas moins accueillis avec autant de zèle apparent que de haine réelle, par ces souverains dont la lâcheté belliqueuse menaçait la Prusse.

Frédéric-Guillaume s'en plaignit dans une lettre adressée de Naumbourg, le 26 septembre, à Napoléon, qui recevait en même temps (1) la dernière note du général Knobelsdorff, et qui ne répondit à *de justes* plaintes et à des demandes raisonnables que par de grossières injures (2) que la fortune *allait consacrer* par les armes.

Certes, la Prusse se trouvait dans une situation éminemment critique; la lutte à laquelle elle se livrait était des plus hasardeuses; mais elle avait tout fait pour la prévenir, et son seul tort en politique était peut-être de ne l'avoir pas commencée plus tôt. Parlons ici des négociations réellement pacifiques qui en éloignèrent l'époque, mais ne purent empêcher qu'elle eût lieu.

A peine le général Knobelsdorff, arrivé à Paris, eut-il présenté ses lettres de créance, qu'il mit tout en œuvre pour s'insinuer dans la confiance de Napoléon; mais rien ne pouvait adoucir l'humeur haineuse de l'empereur, profondément blessé de l'ardeur avec laquelle le peuple de Berlin se prononçait pour la guerre.

Voici la cause et l'origine de cette mission du général Knobelsdorff. Elle avait été provoquée, tant

(1) Le 7 octobre.
(2) *Moniteur* du 20 octobre.

par la connaissance des engagements projetés entre l'Angleterre et la France, à l'égard du Hanovre, que par la résolution soupçonnée de rétablir le royaume de Pologne et d'enlever la Silésie à la Prusse. Un courrier du marquis de Lucchesini, arrivé à Berlin le 11 août, en avait apporté l'effrayant avis, et des ordres subitement envoyés alors mirent en mouvement toute l'armée prussienne. On espéra néanmoins parer à cet imminent danger par des négociations, et le général baron de Knobelsdorff fut porteur, à cet effet, d'une lettre autographe du roi, datée du 23 août; ce qui n'empêcha point les préparatifs militaires. M. de Talleyrand s'en plaignit par une note adressée au ministre prussien, le 11 septembre, dans laquelle il disait que des avis reçus annonçaient un redoublement d'activité dans l'armée prussienne; que, dans tout Berlin, on publiait hautement que ces mouvements se dirigeaient contre la France; que cela engageait Sa Majesté l'empereur et roi à renforcer ses armées, quoiqu'il ne fût pas dans ses vues de les employer contre une puissance amie naturelle de la France; que ses sentiments pour Sa Majesté Prussienne n'avaient été ni changés ni affaiblis; que, du moment où le roi aurait cessé ses armements, la France cesserait les siens; que « c'est une satisfaction pour le cœur de » Sa Majesté de n'avoir donné ni directement, ni » indirectement, lieu à la mésintelligence entre les » deux États. » Knobelsdorff répond, le lendemain 12, que les armements du roi son maître « ont été » l'effet d'une trame des ennemis de la Prusse et de

» la France qui, jaloux de l'intimité subsistante en-
» tre ces deux puissances, ont fait l'impossible pour
» alarmer par de faux rapports; que le roi avait fait
» au ministre de Sa Majesté l'empereur et roi une
» communication amicale au sujet de ces mesures
» et n'en avait pas même reçu de réponse. » Par une nouvelle note du 15 septembre, M. de Talleyrand annonce au général Knobelsdorff la satisfaction que l'empereur éprouve en apprenant que les armements de la Prusse ne sont causés que par un *malentendu* et qu'ils cesseront à la réception des dépêches de MM. de Lucchesini et de Knobelsdorff; *ce qui était* méconnaître les griefs de la Prusse et interpréter un peu trop largement les termes de la note du 12. Aussi, par une troisième note du 19 novembre, M. de Talleyrand renouvelle les plaintes contenues dans celle du 11; il y représente la guerre entre les deux États comme une *monstruosité politique*. Le ministre prussien y répond, le 20, en assurant que *le roi de Prusse est loin d'avoir jamais eu l'idée de renoncer* à ses rapports d'intimité avec *la France*. En effet, toute sa conduite en était la preuve. Mais ce n'en est pas moins à cette même *époque que* Napoléon adressa, le 21 septembre, aux princes confédérés l'ordre de fournir leurs contingents. Le roi s'en plaint de nouveau, comme nous l'avons dit, et renouvelle ses réclamations dans sa lettre du 26, qui n'empêcha pas les préparatifs de guerre de Napoléon. Knobelsdorff, enfin, dans sa note du 1er octobre, fait l'exposé suivant : « Si la
» France a dans ses souvenirs le gage des sentiments

» de la Prusse, il n'en est pas de même de cette der-
» nière dont les souvenirs sont faits pour l'alarmer.
» Elle a été inutilement neutre, amie, alliée même;
» les bouleversements qui l'entourait, l'accroisse-
» ment gigantesque d'une puissance essentiellement
» militaire et conquérante, qui l'a blessée successi-
» vement dans ses plus grands intérêts et la menace
» encore dans tous, la laissent aujourd'hui sans ga-
» rantie. Un tel état de choses ne peut durer. Le
» roi ne voit presque autour de lui que des troupes
» françaises ou des vassaux de la France, prêts à
» marcher avec elle. Toutes les déclarations de
» Sa Majesté Impériale annoncent que cette attitude
» ne changera point. Loin de là; de nouvelles trou-
» pes s'ébranlent de l'intérieur de la France; déjà
» les journaux de la capitale se permettent, contre
» la Prusse, un langage dont un souverain ne peut
» se contenter de mépriser l'infamie; car, de quel-
» que source qu'il émane, il n'en prouve pas moins
» les intentions du gouvernement qui le souffre. Le
» danger croît chaque jour; il faut s'entendre enfin
» où l'on ne s'entend plus. Deux nations qui s'esti-
» ment n'ont pas besoin de détours pour s'expli-
» quer. La France n'en sera pas moins forte pour
» être juste, et la Prusse n'a d'autre ambition que
» son indépendance et la sûreté de ses alliés. Le
» soussigné a reçu l'ordre en conséquence de dé-
» clarer que le roi attend de l'équité de Sa Majesté
» Impériale : 1° que les troupes françaises, qu'aucun
» titre fondé n'appelle en Allemagne, repasseront
» le Rhin; 2° qu'il ne sera plus mis, de la part de

» la France, d'obstacle à la formation de la ligue du » Nord; 3° qu'il s'ouvrira une négociation pour » fixer tous les intérêts encore en litige, et que les » bases préliminaires seront la séparation de Wesel » de l'empire français et la réoccupation par la » Prusse des trois abbayes (1). » On demandait une réponse pour le 8 octobre et l'on protestait solennellement d'un sincère désir de la paix.

Tandis que Frédéric-Guillaume, partagé entre les craintes d'un danger que chaque jour rendait plus imminent et son amour pour la paix, mettait la continuation de celle-ci au prix des demandes les plus justes, exposées franchement et sans aigreur, en s'appuyant sur des engagements pris librement par Napoléon lui-même, ce monarque n'en cherchait pas moins à se prémunir contre une mauvaise foi trop présumable de la part d'un ennemi pour qui tout obstacle à sa volonté semblait une injure.

Les troupes du roi de Suède étaient rentrées dès le 27 août dans le duché de Lunebourg, au nom de Sa Majesté Britannique, à qui ce prince en donnait avis le 3 septembre, ainsi que de la cessation par lui tant du blocus des ports prussiens que de l'embargo mis dans ceux de Suède sur les navires de cette nation. Le 1er octobre, le roi de Prusse avait envoyé de son quartier-général de Naumbourg l'ordre au baron de Jacobi, alors à Hambourg, de se rendre à Londres pour y conclure un traité de paix et de subsides; car les deux derniers armements

(1) Elten, Essen et Verden.

contre la Russie et en faveur des alliés avaient épuisé le trésor, fruit des épargnes opérées par le roi, après l'acquittement des dettes laissées par son père. Un troisième armement était donc devenu difficile; il avait fallu, pour y subvenir, ouvrir des emprunts à Dantzick, à Cassel et en Franconie, émettre un papier-monnaie qui s'éleva à la somme de dix millions de thalers (quatre-vingts millions de francs), enfin chercher, par tous les moyens possibles, à entraîner dans sa cause les électeurs de Hesse et de Saxe.

Déjà, comme nous l'avons dit, le roi avait entamé des négociations avec ces deux princes relativement à la confédération qui devait assurer le repos du nord de l'Allemagne, et Napoléon avait employé toutes sortes de ruses pour en empêcher la formation. De nouveaux obstacles devaient résulter d'un projet de guerre substitué à celui de neutralité, et les souverains germaniques n'étaient pas encore assez éclairés par leurs propres malheurs pour sentir que ce que l'on demandait à leur patriotisme était également réclamé par leurs véritables intérêts. Comment leur faiblesse se fût-elle élevée à cette hauteur, quand la puissante Autriche n'était pas plus éclairée qu'eux à cet égard ?

L'électeur de Hesse se refusa donc à toute proposition hostile, en dépit du traité signé à Berlin par son ministre dans les premiers jours d'août, et plus la lutte semblait prochaine, plus il était éloigné de céder aux pressantes instances que lui faisait Frédéric-Guillaume, tant par la voie de ses ministres que

par ses lettres amicales et confidentielles, en l'adjurant au nom de l'intérêt de tous. L'électeur avait alors vingt-cinq mille hommes effectifs de troupes excellentes, animés de l'esprit le plus belliqueux et le plus anti-français ; cependant il crut pouvoir conserver sa neutralité et sauver ainsi ses États, mais il ne s'en préparait pas moins à se décider en faveur du parti qui demeurerait victorieux ; position éminemment fausse et qui devait lui attirer à la fois la haine des vaincus pour leur avoir refusé des secours, et la vengeance des vainqueurs pour ne s'être pas concilié à temps leur bienveillance.

Quant à l'électeur de Saxe, naturellement circonspect, mais plus loyal, ce vertueux prince refusa de rompre l'alliance qui l'unissait à la Prusse, mais il hésitait à former avec elle des liens plus étroits et surtout hostiles. Il n'avait point accepté la proposition de la France, qui était, soit de s'unir à la Confédération du Rhin, à l'exemple du grand-duc de Wurtzbourg, soit de demeurer strictement neutre, en acceptant le titre de roi, prenant sous sa dépendance tous les princes saxons de la ligne Ernestine, et laissant à l'empereur des Français le soin de procurer des dédommagements à ces princes ; soit enfin de rester uni politiquement et non militairement à la Prusse. Malgré toutes ses craintes sur le sort possible d'un peuple qu'il aimait et gouvernait en père, pressé entre la duplicité de Napoléon et la loyauté de Frédéric-Guillaume, l'électeur de Saxe se décida enfin à mettre dix-huit mille hommes de ses troupes à la disposition de ce dernier, et le roi vit dans

ce faible secours l'espoir d'entraîner par cet exemple d'autres princes allemands dans ce qu'il regardait comme la cause commune.

Le corps de Silésie, fort de trente-six mille hommes, sous les ordres du prince de Hohenlohe, avait déjà traversé l'Elbe le 18 septembre, mais il ne marchait qu'avec lenteur. Les généraux Ruchel et Blücher rassemblaient les troupes hanovriennes; le roi, ayant sous lui le duc de Brunswick et le maréchal Mollendorff, s'avançait également; mais le monarque désirait et espérait encore la paix; aussi écrivait-il le 20 septembre, lors de son départ de Berlin, au général Kirschfeldt, commandant des gardes : « Si, sans tirer l'épée, nous pouvons ob-» tenir notre objet, c'est-à-dire la sécurité néces-» saire pour nos propres États, tant mieux; et Luc-» chesini prétend encore que tout pourrait s'arran-» ger à l'amiable. » En effet, Lucchesini avait été trompé par un apparent désir de paix; car la ruse est loin d'être de la pénétration, et il soupçonnait à tout de la finesse, parce que lui-même il en mettait partout.

Napoléon cependant avait regardé la note du 1er octobre comme d'une absurde insolence, et il se préparait à la guerre avec autant d'activité que la Prusse y mettait d'incertitude et de lenteur; il annonçait à son armée, dans un bulletin, que la guerre lui était faite sans déclaration préalable, quoique ce fût lui qui la voulût et l'entreprît, vociférant contre ce qu'il nommait la perfidie du roi. M. de Talleyrand, fidèle écho de son maître, pu-

bliait que « vainement on avait demandé des expli-
» cations à la Prusse ; *qu'on ne s'était point opposé*
» *à ce qu'elle formât dans le nord de l'Allema-*
» *gne une confédération ;* que la Prusse avait oc-
» cupé la Saxe et menacé la Confédération du Rhin ;
» qu'elle voulait s'emparer des villes anséatiques et
» de la Saxe, chose à laquelle la France ne pouvait
» point ne pas s'opposer. » L'empereur des Fran-
çais avait dit lui-même dans sa proclamation : « La
» Saxe est attaquée ; le sage prince qui la gouverne
» est forcé d'agir contre ses vœux et l'intérêt de son
» peuple ; l'humanité souffre ; cette guerre est juste,
» nous ne l'avons pas provoquée. » En mentant
ainsi aux hommes et à sa propre conscience, en
outrageant ainsi la loyauté timide dont l'unique
tort était l'amour et l'espoir d'une paix impossible,
Napoléon avait dissipé une trop longue illusion, et
Haugwitz, qui joua à Berlin le rôle que Thugut
avait joué à Vienne, valet et dupe tour à tour du
gouvernement français, était enfin devenu partisan
de la guerre et avait porté dans cette voie nouvelle
toute cette rage aveugle et cette inconsidération qui
est le propre de la lâcheté enfin révoltée.

La diplomatie prussienne s'agitait cependant de
toutes parts. Lord Morpeth, arrivé en Prusse, tan-
dis que Jacobi se rendait à Londres, renouait les
antiques et amicales relations de la Prusse et de
l'Angleterre ; celle-ci faisait cesser le blocus des cô-
tes prussiennes, avant même que celle-là se fût ca-
tégoriquement expliquée sur l'évacuation du Hano-
vre, toutes les questions d'intérêts réciproques étant

soumises à l'issue des événements militaires qui se préparaient. Car telle est la politique du cabinet de Saint-James qu'il n'hésite jamais à sacrifier des considérations secondaires à l'avantage d'acquérir ou de conserver un utile allié; c'est ainsi qu'il en avait agi avec les Autrichiens relativement à la reddition de Gênes en 1800. Sauf l'honneur national, on l'a toujours vu faire céder des motifs de vanité à ceux d'un intérêt réel et bien calculé.

Cette réconciliation avait dès longtemps été prévue et préparée par le gouvernement anglais, car, dès le 21 avril, le message du roi d'Angleterre aux deux chambres finissait par ces mots : « Le roi » n'ayant d'autre motif d'inimitié contre la Prusse » que l'hostilité de ses dernières mesures, verrait » arriver avec la plus vive satisfaction le moment » où son souverain, par des résolutions plus hono- » rables et plus prudentes, amènerait le rétablisse- » ment de la paix et de la bonne intelligence avec » la Grande-Bretagne. » Aussi la réconciliation entre les deux cabinets avait-elle eu lieu avant que les circonstances eussent permis de négocier et de signer un traité qui ne fut conclu qu'à Memel, le 28 janvier 1807, par les deux négociateurs prussien et anglais, le général Zastrow et le ministre Hutchinson; conduite aussi généreuse que politique, car cette ville était alors la seule qui demeurât encore à Frédéric-Guillaume.

Le ministère prussien avait, en 1805, été bien loin d'adopter une politique aussi lumineuse, et le tort qu'il avait eu de ne pas voler au secours de

l'Autriche, au moment où la violation de son territoire lui en donnait un si légitime motif et où l'intérêt de l'Europe lui en faisait un devoir, cette faute allait également être commise par le cabinet de Vienne, aussi imprévoyant et aussi coupable alors que l'avait été précédemment le cabinet de Berlin. La Prusse cependant n'avait pas encore perdu tout espoir d'engager l'Autriche dans sa querelle.

L'un des anciens ministres prussiens, auquel la gravité des circonstances et les périls dès longtemps par lui prévus commençaient à rendre une influence du moins indirecte, n'avait cessé de croire et d'insinuer que la paix de l'Angleterre et de la France n'aurait pas lieu ; que Napoléon ne voulait pas d'un ordre de choses qui l'eût empêché d'étendre sur toute l'Allemagne l'autorité absolue à l'établissement de laquelle il ne cessait de travailler par des négociations secrètes ; que Fox n'était plus la dupe d'un cabinet à la loyauté duquel la sienne aurait voulu croire ; que promptement convaincu de la nécessité d'une guerre générale et vigoureuse, contre laquelle lui et son parti avaient si longtemps déclamé, le ministre anglais n'avait envoyé à Vienne M. Adair, son intime ami, que pour éclairer le gouvernement autrichien sur le peu de foi qu'on devait accorder à Napoléon, sur l'issue probable des négociations avec cette puissance, et pour délibérer avec le comte de Stadion sur les intérêts de l'Europe, au moment où tout espoir de pacification aurait disparu. « Il paraît, disait le correspondant du minis-

» tre prussien, que Fox a prescrit à M. Adair » d'entretenir le comte de Stadion dans de justes » craintes sur les intérêts présents et futurs de » l'Allemagne et de l'Autriche, mais de ne pas pres- » ser le cabinet de Vienne de reprendre les armes, » ne voulant point qu'on s'en fît un prétexte pour » accuser celui de Saint-James d'acheter à prix d'or » l'intervention armée de la puissance autrichienne. » Il est certainement chargé de sonder les intentions » du ministère, et dans le cas où il le trouverait vi- » vement alarmé des progrès journellement plus » rapides de la puissance française, et disposé à y » mettre obstacle, d'offrir, au nom de son gouver- » nement, tous les subsides dont l'Autriche aurait » besoin. Ces données sont certaines et prouvent » combien peu le ministère français est éclairé sur » les vues du ministère anglais, qu'il croit aveu- » glément déterminé à tout sacrifier au rétablisse- » ment de la paix. »

La rupture des négociations justifia bientôt les prévisions de ce correspondant, qui ne se trompa pas davantage sur les fausses espérances données par les mouvements militaires de l'Autriche en septembre 1806. Avec moins de connaissances des hommes et des choses dans les États autrichiens, il eût été facile de fonder sur ces mouvements des espérances plausibles; car, vers la fin de 1806, des corps de troupes avaient été réunis, par l'ordre de François II, dans la Bohême et l'Autriche supérieure, et leur nombre s'était successivement élevé à quatre-vingt mille hommes. Le prétexte de ces

rassemblements était l'occupation de la Bavière et de la Franconie par les troupes françaises, qui y vivaient à discrétion, et la non-évacuation du territoire autrichien, en contravention au traité de Presbourg. Mais tout espoir s'évanouit au moment où une vigoureuse intervention eût été le plus nécessaire. En effet, dès que les Français et les confédérés se furent mis en marche vers les positions prises par l'armée prussienne, les généraux autrichiens se concentrèrent aux environs de la forteresse d'Egra, et suivirent sur les frontières de la Bohême le mouvement des Français, en déclarant l'intention de veiller à l'inviolabilité de leur territoire, mais d'observer une stricte neutralité.

Ces notifications étaient conformes à celles confidentiellement adressées alors par le ministre dirigeant, comte de Stadion, au général Andréossi, qui avait succédé au comte Alexandre de La Rochefoucauld dans la mission de France à Vienne, et qui exigea des explications sur ces mouvements de troupes. C'était aussi une réponse indirecte aux instances du comte de Finkenstein, ministre de Prusse, qui ne cessait de représenter à la cour de Vienne l'urgence et les avantages d'une prompte union de vues et de direction entre l'Autriche et la Prusse.

L'ambassadeur prussien, qui se flatta longtemps de réussir et qui entretenait son gouvernement dans cette espérance, disait au comte de Stadion. « Les » maux résultant du traité de Presbourg sont si » cruels que l'empereur doit nécessairement avoir

» la ferme intention de réparer et de cicatriser les
» plaies faites à ses États par la dernière guerre. La
» perte du Tyrol est d'une si grande importance que
» Sa Majesté attend sans doute la première occasion
» pour le reprendre sur la Bavière, en réveillant la
» fidélité de ses belliqueux habitants si attachés à
» leurs anciens maîtres. Napoléon n'a que trop
» fourni de justes motifs pour rompre un traité
» qu'il a lui-même enfreint. N'a-t-il pas, sous de
» vains prétextes, continué à occuper indûment
» des territoires qu'il aurait dû évacuer? Ne con-
» serve-t-il pas encore, contre tout droit, la forte-
» resse de Braunau, poste propre à faciliter ou à
» empêcher le passage de l'Inn? Comment donc un
» sage monarque ne profiterait-il pas, pour l'intérêt
» de ses sujets, de l'occasion offerte par une guerre
» prête à éclater contre l'ennemi puissant qui l'op-
» prime? L'honneur de sa couronne, le salut de son
» peuple, l'impossibilité de conserver la paix, for-
» cent le roi de Prusse à lutter seul d'abord; mais
» une puissante armée russe et la générosité du
» gouvernement anglais la rendront, cette lutte,
» moins effrayante. Les divisions excitées entre les
» deux couronnes par la conquête de la Silésie, des
» différends sur les limites respectives dans les pro-
» vinces polonaises, des prétentions mutuelles dans
» l'affaire des indemnités, n'ont plus d'objet aujour-
» d'hui. Le renversement de la constitution germa-
» nique a détruit l'usage de se diviser en partis,
» soit par esprit de secte, soit par le désir de do-
» miner. Les motifs de jalousie, les soupçons, les

» défiances réciproques qui existaient se sont éva-
» nouis; il leur succède un double et puissant
» intérêt de s'unir contre l'ambition effrénée de
» l'empereur des Français et la turbulente cupidité
» de la Confédération du Rhin. Celle-ci, élevée sur
» les ruines du trône impérial, enrichie des dépouil-
» les de l'Autriche et des alliés de la Prusse, asservie
» par la crainte d'une juste vengeance au pouvoir
» de celui qui cherche à tout dominer, devient un
» instrument de destruction dans la main de Napo-
» léon et exige nécessairement que les deux puis-
» sances germaniques non encore soumises à son
» joug réunissent leurs forces et leurs conseils
» contre un danger prochain et qui leur est com-
» mun. »

Tels étaient les raisonnements du ministre prussien et du cabinet qu'il représentait; le comte de Stadion en reconnaissait la justesse; mais quoiqu'il eût été le négociateur de la dernière coalition, et peut-être aussi parce qu'il l'avait été et qu'il en voyait la malheureuse issue, il s'en tenait à une neutralité qu'il croyait réparatrice et attendait les événements, en rassurant le cabinet des Tuileries, tant par ses propos à Andréossi que par ceux de l'adroit comte de Metternich, alors ambassadeur de Vienne à Paris.

L'on croit trop souvent ce que l'on désire. Finkenstein espérait donc encore, quand l'agent secret, plus froidement observateur, écrivait : « Il ne faut
» point compter sur une détermination prompte-
» ment hostile de ce cabinet, frappé de stupeur de-

» puis la dernière et funeste campagne, d'autant » qu'il paraît certain que l'archiduc Charles, consulté par l'empereur, aura répondu à peu près en » ces termes : L'infanterie autrichienne a tellement » souffert que sa force numérique est infiniment » diminuée. Les chevaux de remonte de la cavalerie » sont trop jeunes pour supporter de longues fatigues ; l'artillerie est nombreuse, mais les artilleurs » de nouvelle levée sont sans une suffisante expérience. Il est trop certain d'ailleurs que le trésor » épuisé par les tributs imposés durant la dernière » guerre, que la diminution des revenus de l'État » causée par la perte de plusieurs provinces, et que » la ruine de celles momentanément soumises à la » cupidité de l'ennemi, privent l'État de presque » tous les moyens nécessaires aux frais d'une lutte » nouvelle ; que, par conséquent, la prudence exige » le maintient d'une exacte neutralité, jusqu'à » l'époque où le rétablissement des finances, la » réorganisation de l'armée et de favorables circonstances puissent mettre à même d'agir avec un » espoir fondé de succès. Or, ces circonstances » existent-elles dans l'opinion du cabinet de Vienne ? » Je suis loin de le penser. Puis Napoléon emploie » ici tous les genres de séduction, appuyés de menaces secrètes. Tout lui est bon, les offres même » les plus séduisantes, les promesses les plus impraticables, pour briser d'avance les armes qu'on » pourrait tourner contre lui. Ayez donc de brillants » succès ou ne comptez en rien sur la coopération » de l'Autriche. »

En effet, dès le 6 octobre, le comte de Stadion publia une circulaire adressée aux ministres étrangers résidant à Vienne, dans laquelle il déclarait à tous les potentats de l'Europe la ferme résolution prise par François II de garder la plus stricte neutralité dans la guerre dont l'Allemagne allait être le théâtre.

La Prusse avait été plus heureuse en Russie qu'en Autriche; les démêlés de Frédéric-Guillaume et de Gustave-Adolphe avaient seuls jeté du froid entre les deux cabinets de Saint-Pétersbourg et de Berlin; la cession par celui-ci des provinces prussiennes de Franconie y ajouta, et l'acceptation du Hanovre augmenta le mécontentement de l'empereur Alexandre.

Le duc de Brunswick avait donc été envoyé près du tzar pour y combattre les insinuations de la malveillance que fomentait Napoléon lui-même, et justifier la conduite du roi, en raison des circonstances pénibles dans lesquelles la défaite d'Austerlitz, la retraite des Russes et la paix de l'Autriche l'avaient jeté. Cependant, l'habileté de ce prince et le juste respect qu'il inspirait ne parurent lui faire obtenir qu'une réception personnellement gracieuse. Le souverain russe était trop pénétré de cette saine maxime du droit public « qu'un pays occupé et re» tenu à titre de conquête ne pouvait être ni cédé ni » reçu par qui que ce fût, avant que l'ancien pos» sesseur y eût solennellement renoncé par un » traité définitif. » Ne trouvant donc pas légitime la cession du Hanovre à la Prusse, son avis était « qu'on

» devait ajourner jusqu'à la première paix le jugement à porter sur le sort de cet État. » Cette déclaration, renouvelée plus tard à Napoléon par le baron de Furcht et à l'envoyé prussien à Paris, avait mis fin à la négociation du duc de Brunswick.

Les choses cependant changèrent de face au moment où la Prusse, prête à être attaquée, se raccommoda avec la Suède et avec l'Angleterre. Le général Krusemarck était parti de Berlin pour Saint-Pétersbourg, dans les premiers jours de septembre, chargé d'une lettre confidentielle du roi pour l'empereur de Russie. L'objet de cette mission était d'exposer la situation inquiétante de la Prusse et la nécessité où elle se trouverait de commencer la guerre; mais le refus que Frédéric-Guillaume avait déjà fait des secours offerts par le tzar, la répugnance que celui-ci témoignait au roi, et surtout à son principal ministre Haugwitz, pour toute détermination hostile, firent que d'abord l'on n'ajouta que peu de foi aux paroles de l'envoyé prussien. Néanmoins, tout annonçant que bientôt, en dépit des négociations de Knobelsdorff et du sincère désir que le roi avait de conserver la paix, la rupture devenait inévitable; voyant un prince que sincèrement il aimait lui demander conseil et secours, l'empereur Alexandre promit de faire promptement marcher une armée de soixante-dix mille hommes; mais l'on avait mis tant de lenteur à se décider que ce puissant renfort ne pouvait guère être sur les rives de l'Elbe avant la fin de décembre. Il fallait donc que, jusqu'à

cette époque, la Prusse résistât seule aux efforts d'un ennemi formidable.

Un autre genre de ressource paraissait s'offrir à la Prusse et être de nature à paralyser une partie des forces que la France semblait destiner à agir contre elle. L'Espagne, à qui la bataille de Trafalgar avait enlevé sa marine et qui, de plus, gémissait sous le poids accablant de l'alliance tyrannique de Napoléon, et attribuait tous ses maux au prince de la Paix (Manuel Godoï), que sa basse naissance, ses hautes dignités, son immense fortune, sa puissance presque absolue, rendaient un objet de haine universelle. La manière dont il s'était élevé et se soutenait au plus haut rang y ajoutait un profond mépris, et c'était avec une vive indignation qu'on l'avait vu abandonner sa légitime épouse pour s'unir au sang de ses maîtres. Dans une situation aussi pénible et sur les dangers de laquelle les adulations de ceux qui l'entouraient ne pouvaient totalement l'aveugler, il crut qu'une rupture avec la France, objet alors de crainte et de haine, le réhabiliterait, en quelque sorte, aux yeux de la nation.

De plus, la vanité de Godoï avait souffert de ce que Napoléon avait exclu les plénipotentiaires de Charles IV des conférences dans lesquelles la France avait paru vouloir traiter de la paix avec l'Angleterre. Mais ce qui l'irrita plus vivement encore, ce fut d'apprendre que, dans les articles secrets signés par l'envoyé russe d'Oubril, il avait été arrêté que les îles Baléares seraient enlevées à l'Espagne, pour les donner au fils du roi Ferdinand, propre frère

du monarque espagnol, en échange de la Sicile, dont les deux puissances l'auraient arbitrairement privé. Choqué de tant d'outrages, il ne respirait que la vengeance, et crut que la continuation de la guerre maritime, le refus de ratifier le traité de d'Oubril, la guerre qui semblait s'engager au nord de l'Allemagne, allaient lui fournir les moyens de la satisfaire.

Le prince de la Paix avait donc commencé par agir secrètement près du prince régent de Portugal, pour qu'il se fît médiateur entre l'Espagne et l'Angleterre, et qu'il entrât, avec ces deux puissances, dans une ligue contre l'empereur des Français, chose que facilitait l'arrivée dans le Tage d'une escadre anglaise. Le prince régent se prêta d'autant plus volontiers à cette négociation que, traité avec la grossièreté la plus indécente par l'ambassadeur de France, malgré les soins et la faveur dont il le comblait, il avait en outre été informé par le ministre Fox des intentions hostiles de Napoléon à l'égard du Portugal. Il connaissait d'ailleurs la formation d'une armée rassemblée à Bayonne et destinée contre les États de la reine régnante sa mère.

Quant au prince de la Paix, il était encouragé dans ses dispositions belliqueuses par le baron Strogonoff, ambassadeur de Russie près Sa Majesté Catholique, et surtout par le chargé d'affaires de Prusse Henri, qui voyait dans l'expectative d'une guerre au Midi la diminution des forces disponibles à faire agir contre le Nord.

Mais il n'était pas facile de détourner Napoléon du but vers lequel il tendait; puis il tenait sous

sa main ce misérable Yzquierdo, agent espagnol, qui servait plus encore l'empereur des Français que le roi son maître. Enfin le cabinet des Tuileries avait su intercepter et déchiffrer les dépêches de l'envoyé prussien alors initié aux vues secrètes et jouissant de la confiance intime du prince de la Paix, qui, plus tard, paya cher ses intempestives publications des 14 et 15 octobre, dont nous aurons ailleurs à exposer la nature et les effets.

Le vulgaire n'a jamais cessé de couvrir la faiblesse et les malheurs de tous les genres de blâme ; il s'est donc élevé contre la Prusse un concert universel de désapprobation pour avoir entrepris, disait-on, de lutter seule contre la France. Mais en passant d'abord condamnation sur l'erreur commise en 1805, de ne s'être pas promptement unie aux deux cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg, pouvait-elle conserver à la fin de 1806 une paix au maintien de laquelle elle avait fait de si longs et si pénibles sacrifices? N'avait-elle point été perpétuellement le jouet de la politique de Napoléon, et n'était-elle pas prête à en devenir définitivement la victime? S'il y avait quelque témérité à affronter la puissance colossale de celui qui avait trahi sa confiance, blessé ses intérêts, torturé sa patience, n'était-il pas généreux du moins de chercher à sauver les restes de l'Allemagne d'un protectorat aussi ruineux qu'humiliant?

Ce fut dans cette noble pensée que Frédéric-Guillaume tenta de réunir à lui cette Allemagne septentrionale, à laquelle son intervention et ses soins

avaient si longtemps conservé les bienfaits de la neutralité ; et il eût vu exaucer ses vœux à cet égard si l'aveuglement de l'égoïsme d'une part et les ruses de l'ambition d'une autre ne s'y fussent victorieusement opposés. Nous avons dit ses démarches sans nombre et sans succès pour éviter la guerre, ses négociations pour s'assurer de puissants alliés quand toute espérance de paix eut disparu. Nous n'aurons que trop tôt à nous occuper de ses désastres ; mais ce qu'il y a de certain, c'est que si la Prusse eût commencé plus tôt ses opérations, moins tardé à réclamer les secours de la Russie ou différé la remise de son ultimatum, elle eût pu raisonnablement espérer un premier succès qui lui rendait ses anciens alliés, et lui procurait, de la part de l'Espagne, une diversion assez puissante peut-être pour entraîner l'Autriche, dont la haine héréditaire contre la Prusse aurait pu céder au désir et à l'espoir d'une éclatante vengeance.

Mais le roi n'était malheureusement plus maître de temporiser ; le vœu général poussait à la guerre ; Kotzebue, d'Entraigues, Jean-Georges Muller exaltaient les esprits, tandis que les agents russes et anglais militaient dans le même sens. D'Entraigues surtout, après avoir échappé en Italie aux fers de Napoléon, n'avait cessé de vociférer contre lui, et principalement depuis qu'il le vit paré de la couronne impériale. En relation avec tous les souverains ennemis de la France, employé jadis par l'empereur Paul, il l'était alors par Alexandre, dont il exaltait les passions ; en Prusse le prince Louis et ses nom-

breux amis ne juraient que par d'Entraigues.

Un autre intrigant politique dont nous avons déjà parlé, Fauche-Borel, agent du prétendant, avait aussi persuadé au puissant monarque du Nord que Moreau se prêterait facilement à un projet de contre-révolution ; aussi fut-il fait alors, près de ce général, des démarches pour l'engager à entrer au service de Russie, chose à laquelle il se refusa, quoiqu'il ne répugnât point à servir contre la France (1), ce que les événements subséquents ont prouvé. Au reste, il eût été sans crédit sur une armée dont Napoléon était l'âme et l'idole. Puis cet homme, bon général, mais sans vues, sans caractère, n'était nullement fait pour le rôle auquel plus tard on le destina.

Un personnage bien supérieur à lui et seul propre à lutter contre le génie et l'activité de Napoléon, c'était Dumouriez. Cet homme, dont la nature, le savoir et l'expérience auraient fait un être supérieur, et que les circonstances réduisirent au rôle d'un véritable aventurier ; qui adopta les principes de la

(1) Dans une conversation que Moreau eut avec le gouverneur Morris, le 10 novembre 1807, après avoir également déclamé et contre un grand pouvoir dans une république et contre une monarchie absolue, il répondait à l'objection qu'il pourrait avoir à combattre la France, en s'attachant au service des États-Unis : « La France, en me proscrivant injustement, » m'a rejeté de son sein, et, devenu citoyen des lieux que j'ha» bite, j'ai le droit en cette qualité de marcher contre elle » comme vous tous. »

(*Note de l'éditeur.*)

révolution comme moyen de s'élever au rang qu'il se sentait digne d'atteindre, mais dont il se voyait exclu par sa naissance; qui repoussa la noble et chevaleresque invasion de Frédéric-Guillaume, moins par ses talents militaires, quoiqu'ils fussent très-réels, que par une sale intrigue non encore dévoilée; cet homme, après avoir prêté serment à Louis XVI, à la république, puis à Louis XVIII, offrit successivement ses services à l'Angleterre, à la Suède et à la Prusse.

Le général Dumouriez, débarqué à Stade le 21 septembre 1805, s'était réfugié en Silésie chez les frères moraves. En apprenant l'issue de la bataille d'Austerlitz, il cherchait, de son obscure retraite, à ranimer les esprits abattus des ministres prussiens, et tandis que Napoléon, qui redoutait un homme de cette trempe, le faisait surveiller ou poursuivre sur les divers États du continent, Dumouriez assiégeait le roi de lettres où il lui représentait et ses véritables dangers et ses immenses ressources ; mais si, d'une part, ces avis donnés avec autant de zèle que de talents étaient interceptés par le perfide triumvirat, d'une autre, tout, jusqu'aux plus secrètes pensées du monarque, était journellement rapporté à son redoutable ennemi ; car, après même que Napoléon eut cessé d'avoir dans le cabinet d'intimes relations avec certaines gens qui lui avaient été si longtemps dévouées, l'ami particulier du roi, le général Kœkeritz, homme honnête, loyal, attaché à son maître et incapable de vouloir le trahir, était incapable aussi de garder un secret dans une partie de

jeu ou de table. Et ce personnage, que des trésors n'eussent pu corrompre, révélait ainsi le secret qu'il croyait avoir religieusement gardé. Du reste, c'était un militaire dénué de toute espèce de talents, et qui malheureusement n'en était pas moins consulté.

Ce qu'il y avait de plus déplorable encore, c'était le choix du général chargé de combattre Napoléon, le duc de Brunswick, né le 5 octobre 1735, près d'entrer dans sa soixante-douzième année, et que les écrivains français se sont plus à peindre comme un militaire des plus médiocres. Trop souvent le même jugement fut porté sur les généraux que la France eut à combattre; il n'est pourtant que l'inconcevable erreur d'une vanité soldatesque, qui ne ferait que rendre les triomphes moins brillants ou les défaites moins excusables! Cet élève du grand Frédéric fut longtemps considéré comme un des plus illustres capitaines du dix-huitième siècle; la guerre de Sept-Ans l'avait vu développer une rare habileté dans les cas mêmes où la fortune lui fut infidèle. Il montra des talents remarquables dans les campagnes de 1778 et 1779; il surpassa même alors les espérances que sa jeunesse avait données, notamment en protégeant la retraite de l'armée prussienne, lorsqu'elle passa de la Bohême en Silésie, et en repoussant toutes les attaques de l'ennemi qui cherchait à surprendre ses quartiers d'hiver.

L'ignorance des sourdes intrigues victorieusement ourdies en 1792, et qu'il serait peu convenable de démasquer ici, lui a fait imputer les désastres d'une

campagne après laquelle il développa tout son génie dans celles qui la suivirent. Il se retira donc avec une réputation de supériorité militaire encore intacte aux yeux des gens du métier. Mais le duc de Brunswick, naturellement lent à se décider, appesanti par l'âge, ne pouvait se prêter à un genre de guerre tout à fait nouveau. Et pourtant qui eût, à son défaut, commandé l'armée prussienne dans une guerre réellement inévitable? Nous disons inévitable; car une trop longue expérience ayant prouvé que l'alliance de Napoléon était, comme celle des anciens Romains, un arrêt de mort politique; il n'y avait plus qu'à choisir entre tomber sous son glaive avec honneur ou ramper sous son sceptre avec infamie.

1806

Impolitique de la guerre contre la Prusse. — Proclamation de Napoléon. — Proclamation du roi de Prusse. — Manifeste prussien. — Causes réelles de l'assassinat du duc d'Enghien. — Situation militaire des deux États. — Force de l'armée prussienne. — Force de l'armée française. — La guerre est inévitable. — Dispositions de l'armée prussienne. — Plan vicieux. — Opération tardive. — Changement d'idées. — Mouvement rétrograde. — Ses effets. — Désordre. — Début des hostilités. — Mort du prince Louis. — L'armée prussienne tournée et ses magasins pris. — Batailles d'Iéna et d'Auerstædt. — Le duc de Brunswick blessé. — Sa mort. — Déroute de l'armée prussienne. — Reddition des corps et des places. — Clameurs contre l'armée. — Effroyable position des officiers prussiens. — Causes de ces clameurs. — Napoléon entre à Berlin. — Séduit un journaliste. — Affaire du prince de Hatzfeld. — Tyrannie de Clarke. — Envoi de Lucchesini à Napoléon. — Départ du roi. — Kalkreuth et Blücher. — Sac de Lubeck. — Capitulation de Blücher. — Paix avec la Saxe. — Conditions de paix proposées à la Prusse. — Consenties par Frédéric-Guillaume. — Consentement rejeté par Napoléon. — Intrigues des Polonais. — Lettre apocryphe de Kosciusko. — Proclamation de Dombrowski. — Davoust marche en Pologne. — Déclaration de Napoléon. — Envahissement de la Hesse. — Injures aux nobles prussiens. — Trêve proposée. — Ses prétextes et ses motifs. — Ses conditions. — Elle est signée. — Intempestive déclaration. — Alexandre la regarde comme une déclaration de guerre. — Cause de cette déclaration. — Déroute de Berlin. — Ses effets. — Le roi refuse sa ratification. — Ses diverses proclamations. — Traité avec la Saxe. — Union des princes

saxons à la Confédération. — Négociation de Naples avec l'Autriche. — Le baron de Vincent. — Déception des princes confédérés. — Naissance des sociétés secrètes.

Napoléon, brillant du plus vif éclat après la bataille d'Austerlitz, si formidable depuis le traité de Confédération du Rhin, si solidement assis en apparence sur le trône qu'il releva et où il était comme une amnistie vivante et conciliatrice pour toutes les factions dont avait été torturée la France, avait besoin peut-être, indépendamment des motifs déjà exposés, d'effacer par un surcroît de lustre la honte de son double échec dans ses négociations machiavéliques avec l'Angleterre et la Russie.

Certes, la lutte sanglante à laquelle il se préparait était de la plus aveugle impolitique, car les vrais intérêts de la France lui eussent commandé de renforcer et non de rompre l'utile barrière placée par le génie du grand Frédéric entre l'État qu'il gouvernait et cet immense colosse du Nord, chaque jour plus redoutable, qui semble peser sur le reste de l'Europe et menacer de l'écraser.

Au début de cette guerre nouvelle qu'il provoqua lui-même, et qui, mieux conçue par ses ennemis, eût livré comme à Marengo sa surprenante fortune à des chances incalculables, il disait à ses soldats : « Des cris de guerre se sont fait entendre à Berlin ; » depuis deux mois nous sommes provoqués. Le » même esprit de vertige qui, à la faveur de nos » dissensions intestines, conduisit il y a quatorze ans » les Prussiens au sein des plaines de la Champagne,

» domine dans leurs conseils ; ils veulent que nous » évacuions l'Allemagne à l'aspect de leur armée ! » Les insensés ! qu'ils sachent qu'il serait mille fois » plus facile de détruire la grande capitale que de » flétrir l'honneur du grand peuple. Soldats ! il » n'est aucun de vous qui veuille retourner en » France par un autre chemin que celui de l'hon- » neur ; nous ne devons y rentrer que sous des arcs » de triomphe. Déjà les Prussiens sont arrivés sur » nos avant-postes ; marchons ! qu'ils apprennent » que, s'il est facile d'acquérir un accroissement de » domaine et de puissance avec l'amitié d'un grand » peuple, son inimitié est plus terrible que les tem- » pêtes de l'Océan. »

Cette déclamation mensongère, chef-d'œuvre d'inconvenance, à laquelle Napoléon ajouta encore en insultant la noble reine de Prusse, et disant que le roi aurait dû faire pendre le prince Louis, était pourtant de nature à flatter l'endémique vanité de ces fiers républicains devenus ses humbles sujets, et à éblouir l'irréflexion de la nation française.

Quant au roi de Prusse, c'était ainsi qu'il s'adressait à ses troupes : « Tous nos efforts, tous ceux de » nos alliés pour conserver la paix ont été vains, et » si nous ne voulons pas abandonner au despotisme » d'un implacable ennemi et livrer à ses armées dé- » vastatrices tout le nord de l'Allemagne, la guerre » est inévitable. Sa Majesté avait depuis long-temps » reconnu que l'armée la désirait ; elle est donc » convaincue que le soin de conserver intacts l'hon- » neur et la gloire que le grand Frédéric répandit

surtout le génie de Napoléon. Ses troupes étaient conduites par des généraux routiniers et peu d'accord entre eux, sous un roi brave, sans doute, mais nullement militaire. L'armée ainsi que le peuple n'avaient à opposer à l'exaltation d'une gloire récente que le souvenir immortel d'une gloire passée. On allait avoir à combattre des soldats enthousiastes, des généraux jeunes, ardents, soumis à un homme auquel ses succès constants avaient créé une éclatante réputation, dominateur absolu de son gouvernement et de son armée. Les troupes françaises s'appuyaient d'ailleurs sur une frontière que la nature et l'art rendaient prodigieusement formidable, tandis que l'armée prussienne n'avait, en cas d'échec, aucune ligne de défense qui ne pût être franchie. Et cependant, par la nécessité des circonstances, le sort de la monarchie allait dépendre des hasards d'une seule bataille, sous un général savant, mais timide, privé de la confiance de ceux qui servaient sous lui et peu confiant peut-être en lui-même; car, quoique ennemi de la Confédération du Rhin, à laquelle il avait refusé de s'unir, il hésita d'abord à se charger du périlleux honneur du commandement.

Les régiments néanmoins avaient traversé Berlin l'un après l'autre, en entonnant des chants de victoire; le peuple, courant à leur rencontre, prenait part à cette belliqueuse ivresse : mais ce qu'il y eut alors de déplorable, c'est que l'armée se trouva bien moins nombreuse qu'on ne l'avait cru, puisque, selon un rapport remis au roi par le duc de

Brunswick, elle ne montait, y compris le contingent saxon, qu'à cent dix-sept mille deux cents hommes, dont trente et un mille sept cent soixante occupant des stations éloignées, ce qui réduisait les forces disponibles à quatre-vingt-cinq mille quatre cent quarante hommes (1).

Cependant l'armée française avançait, forte d'environ cent quatre-vingt mille hommes, ainsi composée : les maréchaux Soult et Ney marchaient sur Nuremberg et Bamberg avec soixante-quatre mille hommes, sans compter le contingent bavarois de dix mille; Lannes et Augereau, avec trente-cinq mille hommes, s'avançaient vers Saalfeld ; Davoust et Bernadotte sur Gera, avec soixante mille ; le tout indépendamment de la garde impériale, de la cavalerie de Murat, des Wurtembergeois et des autres troupes de la Confédération. On ignorait tout au quartier-général prussien, soit par une économie sordide, soit par un sentiment absurde de délicatesse qui empêchait d'employer des espions.

Nos mémoires, comme nous l'avons annoncé, sont essentiellement politiques ; c'est aussi un grand événement politique que cette guerre dont le premier résultat fut le brisement total, quoique passager, d'une puissance aussi importante que celle de la Prusse, mais dont les conséquences ultérieures furent le mécontentement général des peuples, la ruine du commerce, l'irritation des princes, et en définitive la chute de celui qui trop long-temps avait

(1) Voyez la pièce justificative G.

tout broyé de sa main de fer. Nous allons donc exposer comment de si grands événements s'opérèrent.

Avant la fin de septembre, l'armée prussienne fut rassemblée sur la Saale. Entre le moment de son ébranlement et celui de sa réunion toutes les espérances de paix s'étaient dissipées; la force des choses entraînait à la guerre et toute mesure politique rétrograde devenait impossible. La Prusse se trouvait liée et par les secours demandés à la Russie, et par le ressentiment qu'une conduite aussi noble que fière devait inspirer à Napoléon, et par la position même de l'armée; ainsi toutes les explications qui s'étaient prolongées au milieu des mouvements militaires ne furent plus qu'affaire de forme.

L'armée prussienne, quoique trop faible, offrait alors un spectacle magnifique; la joie brillait sur tous les visages. L'instrument était admirable, mais son principal ressort sans vigueur dans la personne d'un héros dont la vie militaire avait eu de si beaux moments. Il avait jeté une avant-garde dans le pays de Bareuth, sous les ordres du général de Tauenzien, officier plein de talent, d'audace et d'activité; derrière était le corps d'armée du prince de Hohenlohe, qui jouissait alors d'une brillante réputation. On pouvait facilement les renforcer de tout ce qui se trouverait à leur portée et pousser ces deux corps jusque sur le Mein, où les troupes françaises, demeurées en Allemagne depuis la paix de Presbourg, étaient encore disséminées. Avec de la promptitude on eût pu espérer alors de leur faire éprouver un

premier échec, ce qui aurait fait commencer la guerre sous de brillants auspices : mais le duc de Brunswick, habile tacticien, ne connaissait en rien cette science stratégique dont l'archiduc Charles avait offert un si beau modèle dans sa campagne de 1799; il ne comprenait point ce qu'exigeait une guerre d'invasion, comme il l'avait prouvé dans sa campagne de 1792. Il perdit donc des jours, des semaines et ne put longtemps être d'accord avec lui-même ou avec ses généraux sur un vaste plan d'opérations.

Le prince se décide enfin à faire tourner la forêt de Thuringe par les deux ailes de son armée et à la traverser par le centre pour marcher à l'ennemi sur tous les points à la fois. Il était trop tard; Napoléon se trouvait sur les lieux. L'on apprit au grand quartier général que l'empereur des Français se portait en force sur Hof; l'intention n'était pas douteuse; l'armée prussienne allait être tournée par sa gauche et coupée de ses magasins. C'était la manœuvre de Marengo; c'était la manœuvre de Ulm; c'était le grand secret du génie militaire de Napoléon, dont les généraux qui lui furent opposés n'avaient étudié encore ni les ressources, ni les erreurs. Son audace imprévue força de changer le plan de campagne.

La droite de l'armée prussienne avait déjà poussé au-delà d'Eisenach; on la fit reculer, mouvement qui eut une funeste influence sur l'esprit des troupes. L'armée se reporta donc sur Weimar pour aller à la rencontre de l'ennemi : mais dès ce moment tous les ordres donnés, toutes les marches exécutées

n'offrirent plus qu'une déplorable suite de fautes et de contradictions.

C'était du prince de Hohenlohe que dépendait en ce moment le sort de l'armée; il en commandait la gauche, devait soutenir le premier choc et défendre le passage de la Saale, très-facile à garder. Les ordres du duc le forcèrent de se replier sur l'armée principale pour qu'elle se battît en masse. Dès lors la trouée entre les montagnes de la Bohême et les positions occupées par les Prussiens fut ouverte aux Français, qui débordèrent par-là dans les plaines de la Saxe.

Les hostilités commencèrent à Saalbourg, le 8 octobre, jour où Murat passa la Saale et repoussa les premiers postes prussiens. Le lendemain, le corps de Tauenzien, cerné par Murat et Bernadotte, parvint à se frayer la route le sabre à la main. Le 10, Lannes livre, avec trente mille hommes, près Saalfeld, un combat à l'extrême avant-garde forte de huit mille hommes; le prince Louis-Ferdinand, qui la commandait, se laissant emporter par son ardeur, dans un choc où sa valeur nuisait à sa prudence, accablé par le nombre et préférant la mort à la honte de se rendre, tomba la première victime de cette guerre désastreuse.

Dès le lendemain 12, Naumbourg et ses magasins, laissés sans défense, furent au pouvoir de l'ennemi qui, tournant l'armée prussienne, se trouvait ainsi entre elle et sa capitale. Toute l'expérience des dernières guerres avait été perdue pour ses généraux; ils étaient battus avant d'avoir livré un véritable

combat. Ce fut alors que parut ce manifeste dont nous avons cité quelques fragments, où respiraient encore les illusions de l'espérance; et l'on marcha contre l'ennemi avec une armée déjà étonnée de la nouvelle d'un premier échec et qui, par la perte de ses magasins, se trouvait tout d'un coup dans la plus affreuse disette.

La bataille, ou plutôt les batailles, car on se battit sur plusieurs points différents, eurent lieu le 14, mais sans concert entre les corps, sans liaisons dans les mouvements, sur un terrain qu'on n'avait pas même étudié, et en face de défilés qu'on négligea de défendre. Cette action décisive se composa de deux sanglantes luttes entre les deux principaux corps des deux armées, le même jour et à une distance de cinq à six lieues.

Napoléon, à la tête de quatre-vingt mille hommes, remporta sur la gauche de l'armée prussienne la victoire proprement nommée journée d'Iéna; et cette bataille, où il n'eut affaire qu'à environ quarante mille hommes, se composa de trois combats successifs, avec le général Tauenzien et avec le prince de Hohenlohe, qu'il battit; puis avec le général Ruchel, qui, arrivé trop tard, au lieu de couvrir la retraite du prince, voulut combattre, fut vaincu, blessé, ce qui compléta la dispersion de l'aile gauche.

La seconde bataille fut gagnée par Davoust, avec trente mille hommes, près d'Auerstædt, point sur lequel le duc de Brunswick et le roi s'étaient rapidement portés avec environ cinquante mille hommes.

Le duc parut n'avoir songé ni à ce qu'il y aurait à faire, s'il était mis hors de combat, ni à la retraite, si la fortune lui était contraire. On se battit bravement, mais au hasard; et quand le soldat vit qu'on poussait à la boucherie un régiment après l'autre, que sur d'autres points on le laissait immobile, faute d'ordres, et qu'il se trouvait exposé sans but au feu de la mitraille, il perdit toute confiance, recula d'abord et finit par s'abandonner à une complète déroute.

Le malheureux roi fit des prodiges de valeur; peut-être cherchait-il la mort. Il eut deux chevaux tués sous lui en essayant de ramener des régiments à la charge. Déjà il était presque enveloppé, quand, à la faveur de la nuit, on profita d'un dernier effort pour mettre sa personne en sûreté. Ses frères, dignes de leur rang, donnèrent constamment dans cette occasion l'exemple du courage et du sang-froid.

Quant au duc de Brunswick, qui n'avait communiqué à personne son plan d'opérations et qui laissait l'armée sans direction après sa défaite, blessé mortellement d'un coup de feu qui le priva de la vue, indignement insulté jusqu'à sa dernière heure par un vainqueur impitoyable, il alla terminer ses jours, le 10 novembre, à Ottensée, près d'Altona, où le prince d'Oels, son fils, jura sur sa froide cendre de venger un illustre et malheureux père, que, par ses talents et son audace, il semblait destiné à surpasser dans son héroïque carrière.

La retraite se fit au hasard et dans tous les sens,

devant de nombreuses troupes françaises dont une partie n'avait pas pris part à ces divers combats. Un corps considérable se jeta sur Erfurt et y capitula, le lendemain, avec les hommes les plus distingués de la monarchie. Le gros de l'armée se sauva vers Magdebourg, qui avait été indiqué comme point de rassemblement, et le roi, après avoir quitté cette importante forteresse, marcha sur l'Oder avec le corps de Kalkreuth, fort de douze mille hommes. Enfin de nombreux débris de cette malheureuse armée, morcelés et coupés de la capitale, ne pouvant gagner ce fleuve, leur dernier refuge, qu'en décrivant un arc, tandis que le vainqueur en parcourait la corde, tombèrent successivement entre ses mains, la plupart sans opposer la plus faible résistance aux troupes françaises qui poursuivaient ces divisions, se précipitant isolément et en toute hâte vers les places fortes de l'Oder où le vainqueur les devançait.

Enfin, de cette puissance militaire que l'Europe admira si longtemps, il ne restait plus que la brigade de la Prusse-Orientale, qui n'avait fait que paraître sur le théâtre de la guerre, et les garnisons des différentes places; mais Stettin et Custrin se rendirent à une poignée de troupes à cheval, Hameln et Magdebourg à des corps plus faibles de moitié que ceux qu'ils renfermaient, et Spandau ne se laissa sommer qu'une fois.

On a beaucoup vanté dans la vie militaire de Napoléon cette active poursuite d'une armée vaincue pour l'écraser entièrement, sans lui donner le temps ni les moyens de se rallier; mais si, en 1797, l'on

n'eût pas perdu la tête à Vienne, coupé sur ses derrières il était perdu sans ressource. Si dans la campagne d'Austerlitz, la Prusse, au lieu de négocier, eût vivement marché contre lui, sa situation n'était-elle pas déplorable? Si l'Autriche, en 1806 n'avait point agi comme la Prusse l'avait fait en 1805, quelle planche de salut lui restait-il ?

Les désastres que nous ne venons de rapporter qu'en partie, et dont le souvenir doit briser tout cœur véritablement allemand, résultaient du peu de connaissance acquise du génie de Napoléon et du désaccord des puissances qui lui étaient opposées. Les pertes des Prussiens avaient été ruineuses et ils en faisaient chaque jour de nouvelles; on les portait à environ quarante mille hommes, et s'il eût fallu les calculer toutes sur les bulletins français, elles se seraient élevées bien au-delà de la force totale de l'armée vaincue.

La consternation des habitants de Berlin fut au comble en apprenant cette horrible défaite. On ne chercha pas même à déguiser la vérité au public; l'effroi général des populations l'en eût promptement instruit. La reine partit au milieu des acclamations du peuple désespéré; il ne resta de la maison royale que la veuve du prince Henri, et cette auguste famille de Louis-Ferdinand qui, après avoir donné à la capitale l'exemple de toutes les vertus, lui réservait encore celui de la dignité dans l'infortune. Là aussi demeura cette intéressante princesse héréditaire de Hesse, qui, à peine relevant de couches, dut jusqu'au bout repaître ses yeux du spec-

tacle de la misère générale et de l'humiliation de l'État.

Les caisses royales furent transportées à Stettin, où on les croyait en sûreté, et où Lombard, arrêté sur un ordre de la reine, fut couvert de boue par la populace. Mais l'épouvante enfanta tant de désordres qu'en sauvant des papiers on négligea de sauver des effets militaires, si précieux pour la continuation de la guerre.

Dans l'excès de la douleur causée par ces calamités imprévues, le peuple s'en prit à tout ce qu'il pouvait accuser. Non, des causes ordinaires n'expliqueraient pas, disait-il, d'aussi grands malheurs; il faut que l'État ait été vendu. Des bruits atroces flétrirent les premiers serviteurs du roi; l'armée surtout fut l'objet des imprécations les plus vives; les officiers avaient été des lâches, ce que l'esprit démocratique, qui n'est souvent que la vanité blessée, attribuait à l'usage de ne donner les emplois militaires qu'à des nobles. C'était un peu trop oublier l'héroïque histoire de l'armée prussienne; mais le désespoir rend injuste, calomnieux, barbare! Des plumes vénales reproduisaient ces clameurs sous tant de formes que même aujourd'hui, dans certaines classes, des données plus sûres n'ont pu effacer de telles opinions. Cependant une armée mal conduite et faible avait été battue par une armée très-supérieure en nombre et habilement commandée. La science des manœuvres fut sans effet contre des troupes que leur parfaite organisation rendait extrêmement mobiles; des corps désorganisés n'avaient pu

tenir dans les plaines rases et sablonneuses de la Prusse, dénuées de positions propres à se défendre. Voilà le fait, et il était inutile, pour l'expliquer, de recourir à des causes injurieuses et à des imputations diffamantes.

C'était un spectacle déchirant que de voir, après la bataille et durant les semaines suivantes, ces malheureux officiers errants sans patrie et sans estime, livrés à l'insulte, se rappelant avec amertume comment ils eussent pu se montrer, sans les fautes multipliées commises par leurs chefs. Mais l'animadversion dont ils souffraient datait de plus loin; l'opinion publique poursuivait sur eux une plus ancienne vengeance. Dès longtemps il existait en Prusse une haineuse rivalité entre les nobles et ceux qui ne l'étaient pas, ou plutôt entre les militaires et les bourgeois. Le peuple, gâté par beaucoup de liberté, ne souffrait la moindre contrariété qu'avec impatience; il en éprouvait quelquefois de la part des jeunes officiers nobles; il attribuait à leur caste ce qui appartenait à leur état et confondait les effets de l'esprit militaire avec ceux nés des prérogatives de naissance; c'était dans le pays du monde où l'institution de la noblesse est le moins oppressive, qu'on la voyait poursuivie avec le plus d'acharnement,

La vérité est enfin que les événements, suite de la bataille du 14 octobre, ne peuvent s'expliquer que par le délire, produit de ce sanglant échec, par la désorganisation générale, par le manque de munitions et même de vivres, enfin par l'absence d'un

chef accrédité. Plus on s'était aveuglé sur les dangers de l'État, plus on s'en exagérait les maux ; le courage, comme l'amour, doit être nourri d'espérance, et l'on croyait tout perdu sans ressource. Soldats, officiers, chefs de corps et d'armée, tous étaient imbus de cette funeste idée.

Ce qui produisit surtout une impression profonde, ce fut la capitulation du prince de Hohenlohe (1), général brûlant de patriotisme et d'honneur, qu'on vit avec étonnement se rendre, malgré les cris de désespoir de ses soldats, à une simple avant-garde, au moment d'atteindre une contrée vierge où l'armée française sut trouver d'immenses moyens de subsistance ; ce fut encore l'inconcevable reddition de Magdebourg ! Nous n'excusons pas ici ceux qui mirent bas les armes au premier coup de pistolet, ou livrèrent des forteresses inexpugnables à de faibles détachements de troupes légères ; mais des militaires jusque-là irréprochables ne pouvaient-ils pas se dire : « La monarchie prussienne n'existant » plus, à quoi bon sacrifier sans fruit tant de braves » soldats ? »

Si nous sommes entrés dans tous ces détails, recueillis par un homme d'État scrupuleux observateur des hommes et des choses, à travers le désordre dont il était environné dans sa marche pour se rendre auprès de son roi, c'est que ces pénibles détails et les réflexions qui les accompagnent nous semblent peindre à merveille ce qui a trait à une catastrophe encore sans exemple.

(1) Le 29 octobre.

aux troupes françaises le temps d'inonder les Marches et à l'armée rassemblée en Hollande celui d'arriver, les débris de l'armée prussienne, acculés aux remparts d'une seule place et promptement affamés, eussent été détruits, tandis qu'avec du courage et de l'activité l'on pouvait atteindre les forteresses de l'Oder, sous leur protection attendre les Russes, et, dans une position militaire encore imposante, donner quelque poids aux négociations. Puis il importait au roi de se porter dans les provinces qu'il pouvait sauver encore; car les diverses autorités, frappées de terreur, n'avaient rien fait de ce qu'exigeaient les circonstances. Il fallait la présence du maître pour rendre du nerf aux commandants des places fortes et de l'espérance aux peuples; il le fallait surtout pour assurer les communications avec la Russie, vers laquelle les regards de tous se portaient, comme sur une seule et dernière ressource, dans le cas où la paix ne serait pas conclue. Mais le monarque fut devancé dans sa marche rapide par les désastres nombreux et journaliers que nous avons indiqués.

Parmi ses généraux, deux se montrèrent encore dignes du nom prussien, Kalkreuth et Blücher. Le premier, qu'allait illustrer la défense de Dantzick, homme de bien et de talent, avait partagé dans la guerre de Sept-Ans l'éloge que le grand Frédéric fit alors du prince Henri, son frère. Il avait blâmé la campagne de 1792, approuvé la paix de Bâle et puissamment contribué au traité de Potsdam; il fit une habile retraite sur l'Oder et la Vistule.

Quant à Blücher, moins habile, mais plus entreprenant que Kalkreuth, le rôle important qu'il a joué plus tard rend peut-être nécessaire ici l'esquisse de sa biographie (1). Né à Rostock, en 1742, entré d'abord au service de Suède, fait prisonnier par les Prussiens, il se rangea alors sous les drapeaux du grand Frédéric, les quitta, mécontent d'un passe-droit, y rentra sous Frédéric-Guillaume II, et acquit dans les campagnes du Rhin la réputation, sinon d'un grand militaire, du moins celle d'un partisan actif, audacieux, personnellement intrépide. Ses actions le faisaient souvent comparer au célèbre général Zieten, qui pourtant lui fut très-supérieur. Son ardeur trop inconsidérée, trompant la prudence du duc de Brunswick, avait entamé la lutte et entraîné les désastres du 14 octobre, à l'issue desquels, ne voulant pas se rallier au prince de Hohenlohe, qui ne lui inspirait aucune confiance, il se retira isolément avec le corps de cavalerie qu'il commandait, opposant une vigoureuse résistance aux nombreux ennemis qui le poursuivaient ou le devançaient. Le bruit courait déjà dans l'armée, sans qu'on en connût la source, qu'un armistice avait été signé et que la paix serait bientôt conclue. Aussi Blücher put-il, de bonne foi, l'affirmer au général français Klein et obtenir ainsi un libre passage. Si même il dut alors son sa-

(1) Voyez, pour plus de détails, Biographie universelle, tome 58.

(*Note de l'éditeur.*)

lut à une assertion qu'il aurait su fausse, ce qui n'est pas prouvé, plusieurs généraux ennemis lui en avaient déjà donné l'exemple (1).

Échappé au danger d'être pris et à la honte de capituler avec le prince de Hohenlohe, il opère sa jonction avec le corps du duc de Weimar et celui du prince d'Oels, ce qui porte ses forces à vingt et un mille hommes. Ne pouvant gagner l'Oder, il marche sur l'Elbe, est constamment harcelé par Murat, Bernadotte et Soult. Le 5 novembre, il se jette dans Lubeck, y est attaqué le lendemain; cette ville est prise d'assaut, malgré une vive résistance qui cause une perte immense aux deux armées. Les remparts franchis, il se bat de rue en rue, se fait jour encore avec dix à douze mille hommes, laissant cette malheureuse cité, libre et neutre, en proie à des forfaits inouïs (2) que les généraux français ne peuvent

(1) Quand on a vu, dans les mémoires du général Rapp (p. 57, 58 et 59), l'histoire de la surprise du pont du Tabor par Murat, Lannes et Belliard, racontée avec éloge, comme une innocente et même admirable ruse de guerre; quand on a encore vu Murat chercher à la reproduire à Hollabrunn, c'est avec une extrême surprise qu'on lit dans M. Bignon (Histoire de France jusqu'à Tilsitt, t. VI, p. 7): « Le général » Blücher ne s'était fait nul scrupule d'assurer le général fran» çais Klein qu'il avait été conclu un armistice... Il faut plain» dre celui pour qui un faux serment devient un moyen de » salut! Dans les campagnes de la révolution, des généraux » autrichiens ont eu recours à cette étrange ruse de guerre, » *des généraux français jamais!* »

(*Note de l'éditeur.*)

(2) Il faut lire ces épouvantables détails dans la lettre de Vil-

empêcher, ni de commettre, ni de se renouveler encore deux jours après l'occupation, quand on se croyait à l'abri de toute crainte. Les horreurs commises à l'Isolta se reproduisirent alors à Lubeck avec tous leurs hideux détails (1).

Blücher cependant s'était retiré vers la frontière danoise; mais ne pouvant résister à la supériorité de l'ennemi et ne voulant pas violer la neutralité du Holstein, il capitula à Ranzau, le 7 novembre, non pas avec vingt et un mille hommes, force de son corps avant ses nombreux combats et comme l'ont dit les relations françaises, mais n'ayant plus que quatre mille fantassins et trois mille sept cents chevaux, harassés, sans pain, ni fourrages, ni munitions.

Deux jours avant la bataille d'Iéna, Napoléon avait écrit au roi de Prusse une lettre qui ne lui fut remise que le 14, au moment où l'affaire était déjà engagée. « Votre Majesté sera vaincue, y était-il » dit; elle est aujourd'hui intacte et peut traiter » avec moi d'une manière conforme à son rang; » elle traitera avant un mois dans une situation » différente. » Le roi y fit réponse après sa défaite, et le marquis de Lucchesini, qui en était porteur, arriva le 20 octobre à Wittemberg.

La victoire du 14 étendait la domination française du Rhin à l'Elbe; mais avant de traverser ce der-

lers à la comtesse Fanny de Beauharnais, brochure de 84 pages (Amsterdam, 1808).

(1) Voyez tome VII de ces mémoires, pages 200 et 201.

nier fleuve, Napoléon avait voulu détacher la Saxe de l'alliance prussienne et la réunir à la Confédération, véritable et pesante chaîne de l'Allemagne. Il commença donc par faire jurer aux prisonniers saxons de ne plus servir contre lui, les renvoya libres, mais démontés et désarmés, dès le lendemain de la victoire, et signa à Dresde, deux jours après, un traité en vertu duquel l'électorat fut déclaré neutre, mais n'en resta pas moins sous la garde des Bavarois, dévasté par les troupes françaises et soumis durant toute la campagne à de pesantes réquisitions. Les négociants de Leipsick en particulier supportèrent de ruineux emprunts, d'autant plus nécessaires à Napoléon qu'ayant commencé cette campagne sans un million (1) dans la caisse du payeur général, il avait compté selon sa coutume la faire entièrement aux frais de ses alliés et de ses ennemis. Le noble et respectable électeur fut donc forcé de subir sans murmure un joug qui commençait à paraître accablant aux confédérés et surtout aux peuples.

En dépit de cette nouvelle victoire diplomatique, l'empereur des Français ne semblait pas répugner à la paix ; il refusa cependant un armistice ; mais Duroc déclara en son nom que si la Prusse était prête à faire des sacrifices, on pourrait arrêter sur-le-champ les bases d'un traité. Les conditions qu'il

(1) M. Bignon dit 24,000 francs en or.

(*Note de l'éditeur.*)

imposait étaient dures; voici en quoi elles consistaient : 1° abandon par la Prusse de toutes les provinces qu'elle possédait entre le Rhin et l'Elbe, et qui se trouvaient déjà occupées par les troupes françaises; 2° payement par la Prusse d'une contribution de cent millions de francs pour les frais d'une guerre qui, disait-on, avait été faite à l'empereur sans de justes motifs; 3° défense absolue au roi de s'ingérer à l'avenir dans les affaires de l'Allemagne, pour quelque raison que ce fût, à titre d'allié, de parent ou de protecteur; 4° engagement par lui de reconnaître tous les confédérés dans les rangs et prérogatives que leur protecteur voudrait leur conférer.

Ces conditions, où, à travers l'aménité de formes et de langage du négociateur français, perçaient les volontés impératives de son maître, étaient accompagnées d'exhortations amicales, mais pressantes. « Ne perdez pas, disait-il, en plaintes, en prières, » en représentations qui seraient vaines, un temps » précieux et fugitif pour vous assurer une paix né» cessaire. De nouveaux succès pourraient rendre » l'empereur beaucoup plus exigeant et toute négo» ciation plus difficile. Ce traité l'arrêterait sur les » bords de l'Elbe; tremblez qu'il ne franchisse ce » fleuve! Conservez ce que vous possédez encore; » ne le jouez pas au hasard d'une lutte inégale et » probablement funeste. »

Lucchesini, n'osant accéder à de telles propositions sans en avoir conféré avec les ministres du roi et reçu du monarque une autorisation spéciale pour

tres, pénétrer et caresser les secrètes pensées et les ambitieuses passions du maître.

Puis, dans cette occurrence, de nouveaux obstacles s'opposaient à la conclusion de la paix. La cause en fut l'arrivée à Berlin de quelques mécontents venus de la partie de l'ancien royaume de Pologne qui portait alors le nom de Prusse méridionale. Ces hommes, plus turbulents que prévoyants, ne pouvaient nier les bienfaits qu'ils devaient au gouvernement prussien; il avait dirigé vers ces nouvelles provinces l'action de ses capitaux; il y avait ravivé le commerce, relevé un grand nombre de familles ruinées par les malheurs de la guerre, amélioré l'agriculture et l'industrie, établi une administration équitable et régulière, choses précédemment inconnues dans la Pologne. Mais le nom polonais était aboli; mais, regardés comme un peuple conquis, forcés de quitter leur costume, d'apprendre une langue étrangère, d'obéir à un maître, de cesser de former un corps de nation pour devenir Prussiens, les valeureux fils des héroïques Sarmates, suzerains jadis de la Prusse, frémissaient d'indignation, regardaient les Français comme des libérateurs. Ces agents insurrectionnaires renouèrent avec les confidents les plus intimes de Napoléon les négociations entamées l'année précédente, à l'époque où les succès de la guerre contre l'Autriche avaient réveillé dans tous les cœurs le désir de voir changer leur sort; relations dont l'effet avait été ajourné par le traité de Presbourg et l'alliance signée à Schœnbrunn entre la Prusse et la France.

Déjà Napoléon faisait publier de Paris, sous la date du 1er novembre, une prétendue lettre de Kosciusko à ses compatriotes, dans laquelle on faisait dire à ce général : « Kosciusko se rend parmi vous... » Ici ce ne sont point des conquérants avides... Po» lonais ! la grande nation est devant vous ; Napo» léon vous attend et Kosciusko vous appelle... Je » m'attache à vous pour ne m'en séparer jamais. » Digne du grand homme dont le bras est étendu » vers nous... je contribuerai à vous relever... les » temps de la Pologne sont revenus... Nous sommes » sous l'égide du monarque qui dompte les difficul» tés par des miracles. » Dombrowski de son côté jetait des proclamations insurrectionnelles à ses compatriotes, auxquels il annonçait l'arrivée de Kosciusko, et aux Allemands vivant parmi eux. Celles-ci étaient réelles; mais le noble Kosciusko, fidèle au serment qu'il avait prêté à feu l'empereur Paul, s'était refusé, dès le début de la guerre, aux sollicitations de l'empereur des Français, avait méprisé les offres brillantes comme les menaces de ses agents. Il n'avait point écrit la lettre longue et emphatique dont nous ne citons que quelques phrases; il voulut la désavouer publiquement, et, faute de pouvoir obtenir l'insertion de son désaveu dans des journaux soumis à la puissance impériale, il fut forcé de l'adresser à des feuilles étrangères, libres du joug direct ou indirect de Napoléon.

Les intelligences établies avec les députés polonais étaient si avancées, à l'époque dont nous parlons, que les promesses encore secrètes d'un secours

prompt et vigoureux furent immédiatement suivies, dans la ville de Posen, de l'arrivée du corps commandé par le maréchal Davoust. Ce corps, marchant à grandes journées, faisait douze à quinze lieues sans prendre de repos. Il était parti le 6 novembre, bien avant qu'aucun accord eût été signé, et par conséquent refusé par le roi (1).

Le maréchal, arrivé à Posen le 9, avait vu sur toute sa route les places lui ouvrir leurs portes, les populations accourir au-devant de lui, les soldats mettre bas les armes; et quoiqu'on n'eût pas éprouvé la plus légère résistance ni eu un seul coup de fusil à tirer, les malheureux Polonais n'en furent pas moins impitoyablement pillés et durement traités par ceux qu'ils regardaient comme leurs sauveurs. Grande, mais inutile leçon pour les peuples!

Que ne devaient donc pas penser sur l'issue de leur mission les plénipotentiaires prussiens, surtout en lisant dans le bulletin français du 10 : « L'armée française ne quittera pas la Pologne et Berlin que la Porte ne soit rétablie dans toute son » indépendance et que la Valachie et la Moldavie ne » soient déclarées appartenant en toute suzeraineté » à la Porte. L'armée française ne quittera point » Berlin que les possessions coloniales espagnoles,

(1) Les apologistes de Napoléon prétendent que le refus d'un armistice qui n'eut lieu que le 23 novembre, avait été la cause de cette guerre de Pologne, commencée cependant dès le 6 du même mois.

» hollandaises et françaises ne soient rendues et la » paix générale faite.» Comme si tout devait fléchir à la simple expression de ses volontés, et le sort de la Prusse et de ses provinces polonaises influer sur les déterminations des deux puissants cabinets de Saint-James et de Saint-Pétersbourg! Mais ces phrases vides de sens exaltaient l'aveugle vanité française; elles effrayaient aussi les négociateurs étonnés de cette conduite déloyale et désespérant du succès de leurs soins pour assurer enfin à la Prusse une paix indispensable à son salut.

Déjà, sous le faux prétexte que l'électeur de Hesse avait livré passage par ses États aux troupes prussiennes (et Blücher seulement en traversa sept à huit lieues, puis rétrograda pour ne point compromettre l'électeur), Napoléon avait fait, le 31 octobre, occuper Cassel par le maréchal Mortier; la séquestration de cet État, ainsi que de ceux du duc de Brunswick et du prince d'Orange-Fulde, fut prononcée définitivement le 6 novembre, dans l'intention d'en composer un royaume pour son frère Jérôme. C'était un surcroît d'injure contre le roi, dans la personne de son beau-frère.

Ces opérations usurpatrices contre les parents et les alliés du roi, ainsi que l'excitation à une rébellion armée, étaient trop peu d'accord avec des vues pacifiques pour ne pas démontrer que l'intention réelle de l'empereur des Français consistait à traîner la guerre en longueur; il pouvait ainsi faire servir les ressources offertes par les provinces prussiennes de la rive droite de l'Elbe à alimenter ses

armées, dans l'entreprise qu'il méditait contre l'empereur Alexandre.

Dans uneaudie nce qu'obtint de Napoléon, à cette époque, l'envoyé du Grand Seigneur, il fut publiquement chargé d'écrire au divan pour lui faire part de ce qui venait de se passer, et d'ajouter : « Les Français ne permettront pas aux Russes de » mettre le pied dans les deux provinces de Molda- » vie et de Valachie. » Dans les proclamations emphatiques adressées aux soldats, on leur rappelait la défaite essuyée par les Russes l'année précédente, et on leur promettait une nouvelle journée d'Austerlitz, au milieu même de la Prusse. Mais ce qui acheva de dissiper tout espoir de paix, ce furent les reproches adressés par Napoléon dans cette mémorable audience, brutalement et dans le style le plus trivial, aux courtisans, coupable à ses yeux de ne l'avoir pas cru invincible, et la menace qu'il leur fit « de les réduire à un état si bas qu'ils seraient » obligés de demander leur pain. »

Ces diverses circonstances, de tristes révélations secrètes, et la constante inutilité des efforts faits pour renouer les négociations avec le général Duroc et le prince de Talleyrand, convainquirent les ministres prussiens qu'un cours non interrompu de victoires devenait un obstacle insurmontable à la conclusion du traité. Certes, selon le droit des gens, le vainqueur est fondé à faire la loi au vaincu et à lui dicter à son gré des conditions onéreuses ; mais il est tenu lui-même d'observer celles qu'il a dictées. Napoléon cependant, accoutumé à ne re-

connaître de règle que sa volonté, et déjà assuré de l'entière soumission de l'Allemagne, crut n'avoir plus besoin de feindre. Peu soucieux de garder la foi promise envers un prince dépouillé de ses États et à qui il se flattait de ne plus les rendre, son ambitieuse cupidité refusa de recevoir, comme prix de la paix promise à la Prusse, le consentement et la garantie que le roi lui offrait pour ses conquêtes présentes et futures, chose qui ne lui paraissait plus nécessaire.

Napoléon, joignant l'ironie à la mauvaise foi, fit signifier aux plénipotentiaires, par Duroc et Talleyrand, qu'il n'était pas encore bien déterminé sur l'époque où il accorderait la paix à la Prusse, ni sur la manière dont le traité serait conçu. « Une loi antérieure à toutes les lois écrites, *le salut commun*, » et qui, gravée la première dans l'esprit de tous » les souverains, le dégage, disaient-ils, des promesses précédemment faites, l'oblige à user de » rigueur pour abaisser la puissance d'un prince » qui dans l'espace de quelques mois s'unit d'intention aux desseins hostiles des ennemis de la France » et la réalisa de son propre mouvement, les armes » à la main... *Les armées françaises sont lassées* » *de vaincre, mais elles ne veulent plus laisser* » *aux peuples subjugués assez de force pour* » *contraindre la France à reprendre les armes.* » L'empereur n'a jusqu'ici recueilli de sa générosité » que des fruits amers d'ingratitude et de perfidie. » Après avoir pénétré les causes des mouvements » qui agitent le nord de l'Europe, il s'occupe des

» moyens de les détruire. Des agents anglais sèment » la discorde avec l'or que la domination des mers » leur fournit ; ils trafiquent du sang des nations et » tiennent à leur solde l'avarice et l'ambition des » gouvernants. La haine implacable de Pitt entretint » l'incendie éteint à Austerlitz dans le sang de l'élite » des armées russes. Par eux, dans l'esprit de l'em- » pereur Alexandre prévalut, sur la considération » de son propre intérêt, la détermination de ne » point ratifier un traité conclu. Les *séditieuses* » instigations promotrices des calamités actuelles » de la Prusse ne sont venues que d'eux ; car à peine » les desseins hostiles du tzar et les préparatifs de » guerre sur la Sprée eurent été connus, que Lau- » derdale montra une exigence si insolente qu'il fal- » lut rompre des négociations qui, sans ces circon- » stances, auraient pacifié l'Europe. C'est un but » vers lequel Napoléon, rassasié de gloire, ne cesse » de tourner ses vues pour l'intérêt général ; il » compte y parvenir en réglant le sort futur de la » monarchie prussienne, conformément à la modé- » ration que mettra l'Angleterre à restituer à ses » ennemis une partie de ses conquêtes. »

Cette déclamation mensongère et sophistique prouva aux plénipotentiaires prussiens que Napoléon était résolu à ne conclure avec Frédéric-Guillaume aucun accord définitif, à moins que les succès qu'il venait d'obtenir n'engageassent les puissances belligérantes à accepter une paix dictée par lui, et qui lui permettrait de tourner librement ses vues ambitieuses vers le midi de l'Europe, qui lui cau-

sait déjà quelques inquiétudes. Cette idée était d'autant plus désespérante que, d'une part, l'on ne pouvait croire l'Angleterre disposée à s'immoler aux intérêts d'un gouvernement qui venait de l'outrager par l'occupation momentanée du Hanovre, et que de l'autre, depuis les honteuses capitulations de Hohenlohe et de Kleist qui indignèrent jusqu'aux militaires français, il ne restait plus entre l'Elbe, *la Baltique* et l'Oder, un seul corps d'armée assez imposant pour appuyer les négociations. Kalkreuth seulement, plus prudent, plus heureux ou plus habile que Hohenlohe, avait conduit le faible corps qu'il commandait sur la rive droite de l'Oder et accompagné le roi à Graudentz, place que Frédéric II avait eu la précaution de construire sur la Vistule, et qui, défendue par d'excellentes fortifications, fut confiée à un gouverneur intrépide et fidèle.

Les maréchaux Ney, Soult et Bernadotte avaient cependant, après les succès de leur mission entre l'Elbe et l'Oder, été dirigés vers la Pologne. Les plénipotentiaires, instruits et de ces circonstances et de l'arrivée à Posen du maréchal Davoust avec son corps d'armée, ne furent donc pas peu surpris de l'offre qui leur fut faite par le général Duroc, au nom de l'empereur, de convenir mutuellement des conditions d'une trêve. Une telle proposition ne les abusa point sur l'espoir d'obtenir une paix favorable avec Napoléon avant que l'Angleterre et la Russie eussent consenti à en signer une conforme à ses désirs. Le prétexte de cette trêve proposée était de *suspendre* les hostilités pour donner le temps d'a-

mener à maturité des négociations d'autant plus importantes que de leur issue devait irrévocablement dépendre le sort de la Prusse; mais le motif réel de cette communication était d'éviter à son armée les fatigues d'une campagne d'hiver, de la reposer, de la recruter, de la réorganiser, et de pouvoir au printemps la précipiter plus forte, plus fraîche et plus active contre les armées russes qui s'avançaient déjà vers la Vistule.

Les ministres prussiens purent d'autant moins se tromper sur les intentions de l'empereur des Français que les conditions mises à cette trêve tendaient à dépouiller le roi, sans siéges ni combats, d'une grande partie de la Silésie, de la Prusse méridionale (1) et de ce qu'il possédait encore de forteresses, c'est-à-dire des derniers et seuls moyens de défense qui lui restassent pour attendre et favoriser l'arrivée de secours étrangers. De plus, Frédéric-Guillaume devait s'obliger à faire évacuer le territoire prussien par les armées russes, dans le cas où elles s'y seraient déjà montrées, ou à leur en interdire l'entrée tant que durerait la trêve. Puis le roi était contraint à se retirer avec le reste de ses troupes à l'extrémité orientale de la Prusse.

Cette trêve, dont les conditions étaient telles que nul avantage ne compensait les sacrifices auxquels on exigeait du roi qu'il se soumît, effraya les plénipotentiaires; ils voyaient qu'en la signant, Napo-

(1) On nommait ainsi les provinces polonaises devenues prussiennes.

léon, devenu maître sans coup férir de Colberg, Dantzick, Graudentz, Thorn, Lenczyc, Glogau, Breslaw, Hameln et Nienbourg, à titre de places de sûreté, n'en serait pas moins libre de recommencer la guerre en déclarant dix jours d'avance la reprise des hostilités, et qu'au lieu de les recommencer en ne possédant encore que la partie inférieure de l'Oder, il pourrait alors appuyer ses armées à la Vistule, dont les places lui auraient été cédées.

Quoique ces considérations n'eussent pas échappé aux plénipotentiaires, ils signèrent cependant cet onéreux armistice à Charlottembourg, le 16 novembre 1806, et il fut ratifié le même jour par Napoléon. Qui eût pu croire qu'un acte de ce genre obtiendrait la ratification du roi? Les ministres prussiens s'excusèrent d'y avoir consenti, en disant qu'ils avaient espéré, en y apposant leur signature, gagner du temps pour donner aux Russes celui d'arriver à Varsovie, et retarder de quelques jours le départ de Napoléon pour Posen, où il était impatient de se mettre en possession de la Prusse méridionale. Mais ils se trompèrent sur le compte de l'homme dont Lucchesini aurait dû connaître mieux le caractère; car, à peine la trêve eut-elle été signée et ratifiée par Napoléon, que M. de Talleyrand publia en son nom une déclaration portant que l'empereur, par suite des guerres sans cesse renouvelées contre lui, ayant perdu, ainsi que l'Espagne et la Hollande, ses alliées, leurs colonies les plus florissantes dans les Indes orientales et occidentales, étant forcé pour la quatrième fois à combattre *pour sa propre défense*,

tre effet que le vol des marchandises anglaises à ceux dont elles étaient la propriété et à qui l'on faisait valoir le bas prix auquel on les forçait à les payer de nouveau. La voie fut ouverte aux vexations les plus odieuses et aux combinaisons frauduleuses les plus infâmes : le scandale des licences que l'intrigue obtint amena des spéculations sur le haut prix des denrées devenues de première nécessité ; il en résulta une entière pénurie d'objets indispensables à la santé publique et aux besoins du gouvernement et de l'armée, qu'on ne pouvait obtenir que par le commerce anglais, ou par les neutres mêmes sous le bon plaisir du gouvernement britannique.

Ce fut par ces moyens, aussi coupables que ruineux, qu'on extorqua dix millions à la ville de Leipsick et seize millions à celle de Hambourg. Napoléon cependant se vantait, dans son message au sénat, de ce qu'il nommait la mise en état de blocus des Iles Britanniques, se plaignant avec hypocrisie de s'être vu forcé à cette rigoureuse mesure. Qui eût osé lui en démontrer l'ineptie ? qui même y eût songé, entouré comme il l'était de gens qui applaudissaient à tous les écarts de ses passions et de son orgueil ? Le sénat surtout surpassait en bassesse les plus vils de ses courtisans. Flattant sa haine pour l'Angleterre, il disait alors dans une adresse à son maître : « Ce gouvernement a apporté » la barbarie ; qu'il en éprouve les malheurs ! qu'un » mur d'airain le repousse loin du continent ! que » l'Europe, dont il a voulu faire rétrograder la civi- » lisation, soit pour lui une terre inhospitalière ! »

Il serait difficile de concevoir aujourd'hui l'excès d'impéritie qui fit concevoir de tels actes et celui de l'abjection qui s'en déclara l'apologiste.

Napoléon avait, aussitôt après la signature de la trêve, envoyé Duroc à Frédéric-Guillaume, pour lui en demander la ratification. Cette demande fut faite au roi, à l'instant même où il recevait la déclaration ci-dessus rapportée. Ce prince n'avait jamais désiré la guerre; il résista long-temps aux vœux de sa cour, de son peuple et de son armée, qui le pressaient de la faire; sa conduite en 1805 en est la preuve. Il n'y aurait pas été entraîné en 1806 si Napoléon lui eût permis de former dans le Nord une confédération non pas hostile, mais conservatrice. Trompé, menacé, injurié, il négocia jusqu'au dernier moment et ne cessa d'espérer de la part de son allié un retour vers l'équité que sa propre conduite lui méritait. Il n'arma que pour appuyer, par des démonstrations militaires, des demandes justes et toutes pacifiques. Vaincu, il négocia de nouveau et se soumit, pour l'intérêt de son peuple, aux rigoureuses conditions qu'on lui imposait. Sa soumission fut repoussée; les lois qu'on lui avait imposées furent méconnues par celui-là même qui les avait dictées. On lui en proposait enfin qui, aggravant sa situation, devenaient un surcroît de honte sans devenir un moyen de salut. En acceptant un armistice purement illusoire qui livrait la Prusse entière à un ennemi implacable dont les ambitieux projets étaient déjà connus, le cabinet prussien s'enlevait le seul appui qui lui restât encore; il trahissait la Russie;

il la trahissait, non pour se sauver, mais pour achever de se perdre. Nul n'aurait osé donner ce conseil au roi; Hardenberg moins que tout autre. Il n'avait jamais cru possible une pacification généreuse et même solide avec Napoléon; le monarque, qui ne cessa de l'estimer et de le consulter, refusa donc sa ratification le 23 novembre, et dès que l'empereur des Français en fut instruit il se disposa à partir pour Posen, se mit en route le 25 novembre et y arriva le 28.

Dès le 18 novembre, le roi de Prusse, pour arrêter les progrès des troupes françaises dans la Prusse méridionale, avait fait, en date d'Osterode, une proclamation contre les auteurs et complices des mouvements insurrectionnels, dans laquelle, après avoir rappelé les bienfaits prodigués par lui aux provinces polonaises, il les soumettait à la loi militaire, prononçant la peine capitale contre les chefs de rébellion, promettant une entière indulgence au repentir et des récompenses aux révélations. Mais de tels actes sont impuissants sur un peuple exalté, soutenu par la présence d'une armée redoutable et victorieuse. Une autre proclamation donnée à Ortelsbourg, le 1er décembre, infligeait aux généraux et officiers qui avaient si lâchement abjuré honneur, devoir et fidélité, des peines sévères, graduées depuis le dernier supplice jusqu'au renvoi ignominieux du service. Nous ne rappellerons pas ici leurs noms, pour ne point déverser l'opprobre sur d'honorables familles, et parce que plusieurs des coupables réparèrent plus tard les torts qu'ils

avaient eus par d'utiles et brillants services. Mais qui pourrait les excuser entièrement quand on songe que l'armée française victorieuse avait elle-même considérablement souffert dans son organisation ; que ce furent les chevaux pris à la cavalerie prussienne qui remontèrent celle de Napoléon presque détruite ; que les arsenaux et magasins prussiens nourrirent, armèrent, équipèrent et habillèrent l'armée ennemie ; enfin que les archives de la guerre et les États statistiques trouvés dans les différentes places fournirent à Napoléon les moyens de connaître le terrain sur lequel il allait opérer, et toutes les ressources du pays pour la subsistance de ses troupes?

Il est donc clair qu'avec plus de fermeté les commandants militaires eussent mis l'empereur des Français dans l'impuissance de donner promptement suite à ses brillants succès ; ils eussent conservé à leur prince un corps d'armée encore redoutable qui, à l'abri des forteresses devenues par leur faute la base des opérations de l'ennemi, pouvait attendre l'arrivée prochaine et l'utile coopération des Russes, dont les colonnes avaient déjà dépassé la Vistule.

Cette même proclamation du 1er décembre prescrivait la plus grande sévérité pour le maintien de la discipline, assurait des pensions aux veuves, ainsi que des grades, à l'instar des *princes et de la noblesse,* aux soldats et sous-officiers qui les auraient mérités par leurs services. Il y était dit enfin que « les levées de contributions en argent, le

» pillage, les mauvais traitements qu'on se per-
» mettait contre les habitants seraient punis de
» mort. »

Dans une troisième proclamation donnée le 2 décembre, Frédéric-Guillaume exposait à ses peuples ses vains efforts pour leur assurer la paix ; les conditions imposées, puis refusées par l'ennemi dès qu'elles avaient été acceptées ; les adresses séditieuses à ses sujets polonais, au moment des négociations. Il y rappelait la proposition d'un ruineux armistice, démenti à l'instant même par une publication qui en annulait les minces avantages et en rendait l'exécution impossible, puisqu'on n'aurait pu, vu la marche des troupes françaises, arrêter celle des *Russes qui voyaient leurs propres frontières menacées ;* « enfin la nécessité où se trouvait
» le roi de refuser sa ratification et de *solliciter*
» les cours de Saint-Pétersbourg et de Saint-James,
» pour qu'elles négociassent, de concert avec lui,
» sur la base d'une paix générale avec l'empereur
» Napoléon. »

Le monarque annonçait que sa nouvelle armée, formée des débris de l'ancienne, allait se réunir aux Russes (coupé comme il l'était déjà dans la Silésie et ne pouvant tirer de cette province les ressources qu'elle lui eût offertes, il n'avait pu porter son armée à plus de vingt-cinq mille hommes) ; qu'il cherchait à en rassembler une nouvelle et invitait ses peuples à la fermeté à l'aide de laquelle la Prusse, « durant la guerre de Sept-Ans, avait glo-
» rieusement résisté à toute l'Europe, quoique la

» capitale et presque tout le royaume fussent alors » tombés au pouvoir de l'ennemi. Le roi, ajoutait-» on, n'a pris les armes que pour défendre son in-» dépendance, et l'ennemi ne réussira point à trom-» per le peuple par l'idée d'une coalition qui n'a » pas le moindre fondement. La Prusse n'aura qu'un » seul et même intérêt avec la Russie ; toutes deux » vaincront ou périront ensemble. »

Tout en leurrant les Polonais d'une prochaine indépendance, Napoléon ne leur faisait cependant que des promesses ambiguës, dans la crainte de voir l'empereur d'Autriche se déclarer contre lui ; car, en vertu des traités de partage, les trois puissances co-partageantes devant mutuellement se garantir les portions du territoire polonais qui leur étaient échues, et la Russie ayant déjà réclamé à Vienne le *casus fœderis*, il cherchait encore à échapper, par des négociations avec le cabinet autrichien, à cette situation embarrassante et non prévue.

A peine la Prusse polonaise eut-elle été conquise par ses lieutenants, que l'empereur des Français, maître bientôt de la Silésie et ayant vu reculer devant lui les premières colonnes russes, trop faibles pour résister aux forces considérables qu'il commandait, signa un nouveau traité avec l'électeur de Saxe.

Par ce traité, conclu le 11 décembre entre le comte de Bose et le général Duroc, l'électeur accédait à la Confédération du Rhin. Il était en outre convenu qu'il prendrait le titre de roi, qu'il obtiendrait d'u-

tiles échanges de territoire et fournirait un contingent ordinaire de vingt mille hommes, réduit, pour la présente campagne, à quatre mille deux cents d'infanterie, quinze cents de cavalerie et trois cents d'artillerie.

Par un autre traité du 15, les ducs de Saxe-Weimar, de Saxe-Gotha, de Saxe-Meinungen, de Saxe-Hildburghausen et de Saxe-Cobourg se réunissaient à cette même Confédération et fournissaient entre eux deux mille huit cents hommes.

Depuis le 28 novembre, Murat était entré à Varsovie; Napoléon partit donc pour s'y rendre et arriva le 19 décembre dans cette capitale. Son premier soin fut de tenter l'échange de la Gallicie contre la Silésie prussienne; il espérait séduire l'empereur François II en lui faisant recouvrer une province ancienne constamment regrettée, et où couvait encore le souvenir d'une longue et sincère fidélité au sang des maîtres auxquels elle avait été arrachée.

L'ambassadeur Andréossi fut chargé de proposer cet échange; mais le comte de Stadion lui opposa la foi due à des engagements antérieurs et sacrés. Il ne fut pas plus heureux dans la demande qu'il fit à ce ministre d'armer pour assurer l'intégrité du territoire ottoman, au moment où le général russe Michelson entrait dans les provinces de Moldavie et de Valachie, avec quarante mille hommes qui eussent été infiniment plus utiles sur la Vistule; guerre qui, comme nous aurons occasion de le dire, faisait diversion à celle entamée contre Napoléon; aussi était-elle suscitée par les intrigues de celui-ci.

Cependant, quelque appât qu'on offrît au monarque autrichien, rien ne put le faire dévier de sa politique neutre et observatrice, et il se refusa à toute union hostile avec le gouvernement français. Le général baron de Vincent (1), intrépide militaire, négociateur habile, plein d'aplomb, aussi fin, aussi ferme, mais plus instruit et plus clairvoyant que M. de Talleyrand, revêtu d'ailleurs de ces formes qui font passer ou éluder ce qui choquerait en émanant d'un organe vulgaire; le baron de Vincent, disons-nous, ayant été envoyé à Varsovie par le cabinet impérial, sut, avec autant d'adresse que de mesure, insinuer que l'Autriche jouerait uniquement dans cette circonstance le rôle de médiatrice, et amena l'orgueilleux vainqueur à ne composer l'administration provisoire que des Polonais sujets de la Prusse.

Pendant que l'on continuait à adopter contre ce royaume les plus funestes résolutions, les princes de la Confédération célébraient à l'envi les succès des armes françaises; ils les avaient secondées de tout leur pouvoir et de tout leur zèle, ayant, jusqu'à la victoire du 14 octobre, considéré la cause de la France comme la leur propre. Les principaux fruits qu'ils attendaient de ce grand événement étaient une paix prompte et solide, ainsi qu'une future et complète sécurité sur les avantages qu'ils

(1) Mort à Nancy, le 7 octobre 1834.

(*Note de l'éditeur.*)

avaient précédemment obtenus; les négociations entamées leur en avaient donné l'espoir, que faisait évanouir le juste refus de Frédéric-Guillaume. Les princes allemands virent avec de vives alarmes les desseins que Napoléon manifestait hautement vouloir mettre à exécution avant de donner la paix à la Prusse. Ils allaient donc se trouver engagés dans une querelle nouvelle, totalement étrangère à leurs intérêts, dans laquelle on aurait à lutter contre un grand et redoutable empire, incertains sur le terme et l'issue des opérations militaires qui se préparaient; ils voyaient qu'au lieu de rentrer dans leurs foyers, après avoir obtenu quelques fragments des dépouilles des vaincus, ils seraient nécessairement accablés de nouvelles charges dont rien peut-être ne les dédommagerait; mais les faibles sont toujours le jouet des forts, qui d'ordinaire leur font chèrement acheter les bienfaits qu'ils leur accordent.

Quelque crainte que leur inspirât Napoléon, ils s'étaient cependant permis, sinon des plaintes, du moins des réflexions timides et confidentielles, principalement sur ce qu'ils n'avaient pas été avertis des desseins de l'empereur; sur ce que ces desseins n'étaient pas conformes aux stipulations servant de bases à la Confédération du Rhin; que l'intérêt de Napoléon avait bien été, disaient-ils, de défendre ses fidèles alliés, mais qu'il ne pourrait sans injustice les entraîner dans une guerre contre le tzar, en raison de ses différends avec la Porte Ottomane; qu'il y aurait une extrême rigueur à transporter au sein de campagnes stériles, désertes et

glacées, des troupes uniquement appelées par l'empereur lui-même à la défense du territoire et de l'indépendance des princes confédérés.

Pour toute réponse à ces représentations, on leur mit sous les yeux l'article XXXV du traité de confédération, par lequel ils s'étaient solennellement engagés, tant ensemble que séparément, à partager les sacrifices, les fatigues, les périls de toute espèce de guerre que l'une des parties contractantes aurait à entreprendre sur le continent de l'Europe. Tel avait été d'une part l'objet réel, quoique non avoué, de celui qui dicta ce traité; telle fut la pesante obligation que, d'une autre part, la cupidité, l'ambition, l'imprévoyance signèrent aveuglément.

Punis de leurs torts par les inévitables résultats de ces torts mêmes, les membres de la Confédération se virent avec douleur destinés à devenir constamment les auxiliaires des armées françaises dans les guerres que l'ambition du protecteur qu'ils s'étaient donné entreprendrait contre les diverses puissances du continent. Aussi furent-ils contraints à de nouvelles levées qui moissonnaient la fleur de la jeunesse allemande, à des frais qui épuisaient leur trésor et les forçaient de pressurer le peuple. Ils se virent bientôt personnellement en butte à la haine, aux murmures, à l'amère critique de leurs sujets, à l'animadversion de tout le Corps germanique. Ces ferments agitant les esprits enfantèrent les sociétés secrètes, qu'on vit prendre rapidement d'autant plus d'extension, d'activité et d'importance

que les malheurs de l'Allemagne devenaient chaque jour plus accablants.

Ce fut ainsi que les princes confédérés, honteux et repentants, mais trop tard, de s'être laissés égarer par les artifices de Napoléon et de son ministre, durent subir paisiblement le joug qu'ils s'étaient eux-mêmes imposé. Les précédents succès de Napoléon lui en présageaient à la vérité de nouveaux ; mais si les Français avaient pour eux leur impétuosité naturelle, ne pourrait-elle pas se briser contre l'intrépidité russe? Si ceux-là étaient exaltés par les souvenirs d'Austerlitz, ceux-ci n'avaient-ils pas pour motif de résistance le besoin de défendre leurs foyers et pour moyens jusqu'aux rigueurs de leur climat?

Enfin Napoléon devait être vainqueur ou vaincu ; or, dans ce dernier cas et d'après son caractère connu, il épuiserait jusqu'aux dernières ressources pour en effacer la honte; dans l'autre hypothèse, affamé de conquêtes, enivré de gloire et d'ambition, voulant réaliser l'idée que sa dynastie deviendrait la plus ancienne de l'Europe, il ne croirait plus rien d'impossible à son génie et à sa fortune, et désormais ne viserait à rien moins qu'à la monarchie universelle. Dans les deux cas, plus de paix à espérer, plus de tranquillité à attendre.

En résumé, Napoléon, qui avait humilié les princes, irrité les peuples, ruiné le commerce, éclairé tous les cabinets sur ses vues politiques, allait rallumer plus que jamais les fureurs de la guerre, dans une lutte sanglante qui pourrait ajouter à son

éclat, mais nullement à la stabilité de sa puissance.

Avant d'entamer le récit de sa campagne d'hiver, nous allons exposer l'origine, la marche et les résultats de ses négociations à Constantinople.

1806 — 1807

Troubles à Constantinople. — Ambassadeurs français. — Brune. — Sébastiani. — Ali-Pacha. — Déposition des hospodars. — Guerre contre la Russie. — Expédition manquée des Anglais contre Constantinople. — Révolution. — Déposition de Sélim. — Envahissement de la Hesse, de Brunswick et de Fulde. — Hambourg, Brême, Lubeck. — Préparatifs de la Russie. — Prétentions du tzar. — Bennigsen. — Kamenskoï. — Bataille de Pultusk. — Retraite des deux armées. — Premières négociations. — Troubles en Silésie et ailleurs. — Le comte Pückler. — Schill. — Müller. — Offre d'une paix partielle. — Elle est repoussée. — Bataille de Preussich-Eylau. — Deuxième négociation. — Lord Howick (Grey). — Il mécontente le tzar. — Canning lui succède. — Convention de Bartenstein. — Ses dispositions. — Médiation proposée par l'Autriche. — Elle est sans effet. — Négociations antérieures également manquées. — Pozzo di Borgo. — Affaires de Suède. — Correspondance de Gustave et de Frédéric. — Entrevue du roi de Suède et du maréchal Brune. — Nouveaux confédérés. — Reddition de Dantzick. — Bataille de Friedland. — Troisième et dernière négociation. — Paix de Tilsitt. — Traités patents. — Articles secrets. — Proclamation de la Russie et de la Prusse. — Napoléon. — L'Angleterre.

La Porte Ottomane était, depuis le règne de François Ier, l'alliée loyale et fidèle de la France, qui devait à la faveur dont elle jouissait à Constantino-

ple, d'utiles et immenses avantages dans son commerce du Levant (1).

Le nœud qui liait naturellement les deux États fut un moment relâché lors de l'envoi par Louis XIV du secours que lui demanda le Corps germanique, en vertu du traité de la ligue du Rhin, ce qui fit essuyer aux Turcs une défaite sur les rives du Raab; mais ces liens se resserrèrent de nouveau et l'union la plus sincère régna dès lors entre la France et la Turquie.

Cette union devint plus intime sous le règne de Louis XVI, qui procura à ses constants alliés d'ha-

(1) Le renouvellement de la capitulation signée en 1740, et qui était demeurée en vigueur jusqu'à la révolution, conforme à celles conclues avec François Ier, Henri IV et Louis XIV, portait en substance : « Le titre d'empereur est » accordé au roi de France. Les ambassadeurs et consuls connaissent seuls des délits des Français. — Les négociants » français ne payent que trois pour cent de douanes. — L'ambassadeur est exempt de droits pour ses effets. — Le drogman » de France jouit des priviléges accordés aux Français, est » sous la protection de l'ambassadeur et exempt de prison et » de scellés. — Les Français ont l'exportation libre des cotons » bruts, cuirs, cire. — Les nations ennemies de la Porte peuvent commercer sous pavillon français et jouir de ses franchises. — Les Français sont protégés contre les corsaires barbaresques. — Les marchands français, pris sur des bâtiments » ennemis, ne sont pas faits esclaves. — Tout Français est » libre d'aller à Jérusalem, d'avoir des églises dans les Échelles, » où la liberté du culte et de ses ministres est établie pour eux. » — La France était donc, de toutes les nations européennes, la plus favorisée dans l'empire ottoman.

biles constructeurs, des officiers d'artillerie et de génie. Elle ne fut pas même altérée par la conduite inconsidérée du comte de Ségur, qui, pour plaire à l'impératrice Catherine II et obtenir d'elle un traité de commerce avantageux aux négociants français, consentit à un partage de l'Empire ottoman, sans y être autorisé par sa cour (1). Sur les vives représentations de l'Espagne, on désavoua l'ambassadeur, en blâmant sa coupable légèreté, dans une affaire de si haute importance où il compromettait les vrais intérêts de son pays.

A la légation de M. de Saint-Priest, qui avait,

(1) Ceci a besoin d'explication; M. de Ségur, pour hâter la signature de son traité de commerce, caressa les vues de l'impératrice sur l'empire ottoman et l'assura que son gouvernement les approuvait. Il fut résolu, en conséquence, que l'Égypte appartiendrait à la France, tout le littoral de l'Adriatique à l'Autriche, les îles Ioniennes à Naples, quelques-unes de celles de la Grèce à l'Espagne, et Constantinople à la Russie. Besbarodko, qui croyait la chose sûre et facile, la communiqua au duc de Serra-Capriola. « Mais l'Angleterre, dit le » duc? — Nous n'en avons pas besoin, répond le secrétaire » d'État; quand tout sera fait il faudra bien qu'elle le trouve » bon. » L'envoyé napolitain, ne pouvant lutter contre quatre grandes puissances qu'il voyait unies, en référa à sa cour, qui en donna avis à celle de Madrid, et Charles III, prince loyal, ne voulant ni s'emparer du bien d'autrui, ni contribuer au profit de la Russie à la ruine des Turcs, en fit part au cabinet de Versailles, très-étonné d'une négociation non autorisée par lui. Le comte de Ségur fut désavoué, vivement blâmé, et les troubles commencés de la France le sauvèrent peut-être alors des résultats d'une démarche que rien ne pouvait justifier.

également sans autorisation, engagé la Porte à faire au gouvernement russe de ruineuses cessions dont elle le récompensa libéralement, et à celle du comte de Choiseul-Gouffier, à qui les ennemis de la France enlevèrent tout crédit auprès du Divan, en instruisant les Turcs de ce qu'il disait d'eux dans son *Voyage pittoresque de la Grèce*, succédèrent, depuis 1793, Descorches, marquis de Sainte-Croix, Verninac de Saint-Maur et le général Aubert du Bayet. A la mort de ce dernier, Ruffin, depuis longtemps employé dans le Levant, et notamment sous les trois derniers ambassadeurs, fut nommé chargé d'affaires de la république française (1). Cette mission était plus dangereuse encore qu'honorable pour lui; car lorsque la nouvelle de l'expédition d'Égypte et celle de l'entière destruction de l'armée navale française à Aboukir furent connues à Constantinople, en dépit de l'estime générale dont jouissait Ruffin, il fut conduit aux Sept-Tours par ordre du Divan, et placé sous la garde du prince Ypsilanti, depuis hospodar de Valachie et père de celui qui passa au service de Russie. Il y demeura jusqu'en 1801, époque où il reprit ses fonctions, qui cessèrent à l'arrivée du général Brune, nommé ambassadeur le 8 septembre 1802 et rendu à son poste le 6 janvier 1803.

La légation française avait depuis dix ans conservé ces formes de convenance consacrées par les mœurs modernes, et maintenu la dignité de la na

(1) Le 26 février 1798.

tion française; mais Brune, issu de bas lieu, nourri dans le jacobinisme, hautain, brutal, inconsidéré, compromit cette dignité en abjurant toutes les formes introduites avant lui par la civilisation. Bien loin de s'éclairer des lumières du chargé d'affaires et de s'étayer du crédit dont il le voyait jouir, il en devint jaloux et voulut l'écarter; n'ayant pu y parvenir il repoussa ses conseils et mit dans ses relations avec le Divan de l'inconséquence, de l'emportement, des bouderies passagères et maladroites; il se permit des menaces sans suite et sans fermeté, là où il eût fallu employer l'adresse, la constance, la patience et le calme; enfin il ne put réussir dans le principal objet de sa mission : ses instructions portaient (la mort de Paul 1er avait fait ajourner le grand projet contre les établissements anglais de l'Inde) de faire donner à Napoléon par le Divan le titre de padischa et d'imperator. Brune partit enfin le 12 décembre 1804; et ces titres tant désirés ne furent accordés, à la demande de Ruffin, qu'après la bataille d'Austerlitz, malgré les vives oppositions des ministres d'Angleterre et de Russie, sous l'influence desquels le Divan se trouvait, depuis que ces deux puissances avaient conjointement contribué à la délivrance de l'Égypte et à l'expulsion des Français de l'Adriatique.

Ruffin put très-difficilement alors justifier l'occupation par les troupes françaises de la ville de Raguse, république placée sous la protection de la Porte Ottomane. En effet, cette opération inconsidérée était sans effet contre les bouches du Cattaro,

et pouvait avoir des conséquences funestes par le juste ressentiment des Turcs.

C'est dans cet état de choses que fut envoyé à Constantinople le général Sébastiani, homme ardent, souple, actif, zélé pour les intérêts de son maître et revêtu de formes très-différentes de celles de Brune. Sa médiocre naissance était relevée par une alliance illustre ; ses manières et son ton la relevaient encore davantage, et il était déjà connu à Constantinople par sa mission de 1802. Arrivé dans cette capitale le 10 août 1806, sa mission nouvelle avait pour objet d'armer les Turcs contre la Russie, et, plus tard, de faire en sorte que l'armée de Dalmatie, commandée par le général Marmont, pût traverser le territoire ottoman pour attaquer ces mêmes Russes dans les provinces de Valachie et de Moldavie.

Le vaste mais fragile empire d'Orient était alors agité par des troubles violents qu'occasionnaient les réformes militaires tentées par le sultan Sélim, réformes que la France favorisait de tout son pouvoir et qui eussent réussi peut-être, si le noble et vertueux souverain qui voulait ranimer les forces chancelantes de son empire eût été guerrier comme nombre de ses prédécesseurs, et s'il se fût mis lui-même à la tête de ses troupes.

Sebastiani pressait le sultan de les mettre en campagne. Dans une note du 16 septembre 1806, il annonçait au Divan que l'empereur Alexandre avait refusé de ratifier le traité signé à Paris par son plénipotentiaire ; que, outre ce mépris de la foi pro-

mise, il conservait les Sept-Iles et menaçait la Porte, dont la paix de Presbourg avait garanti l'indépendance ainsi que l'intégrité de son territoire; qu'en conséquence l'empereur des Français demandait la fermeture des ports turcs aux navires russes, la rupture de toute relation avec la Russie, et le rejet de tout ambassadeur napolitain autre que celui du roi Joseph. L'ambassadeur insinuait que l'armée française de Dalmatie agirait pour ou contre la Porte Ottomane, selon que cette puissance consentirait ou non à briser les nœuds qui l'attachaient aux ennemis de la France.

Napoléon avait antérieurement entretenu des relations avec Ali, pacha de Janina, homme ambitieux, ferme et très-équivoque sujet du grand-seigneur; elles devinrent plus actives lors de l'envoi de M. Pouqueville en qualité de consul général près de cet important personnage. L'influence de la France à Constantinople avait fait donner aux deux fils du pacha, Mouktar et Veli, les deux pachaliks de Lépante et de la Morée; il fut, de son côté, favorable aux vues de Napoléon et à ses opérations militaires contre les Russes et les Monténégrins; il demanda à la France et en obtint des ingénieurs, des canonniers, des munitions, et un général pour diriger les opérations qu'il méditait contre la république des Sept-Iles; puis, quand M. Sébastiani fut parvenu à entraîner Sa Hautesse dans une guerre aux dangers de laquelle Napoléon devait plus tard abandonner la Porte Ottomane, Ali-Pacha s'empressa d'occuper les places de Prévéra, Vonitza et

Butrino ; mais abandonné lui-même par l'empereur des Français, il se jeta dans les bras des Anglais, dont il servit l'ambition et qui flattèrent la sienne.

Mais retournons à M. Sébastiani, qui, pour amener une rupture avec le gouvernement russe, parvint à faire destituer les deux hospodars de Valachie et de Moldavie. Selon les stipulations du traité de Iassi, ils ne pouvaient l'être qu'après sept ans révolus d'exercice de leurs hautes fonctions, et la Porte Ottomane, en conformité du réglement du 24 septembre 1802, n'avait pas le droit de les en priver sans le consentement exprès de la Russie, chose que l'ambassadeur français ignorait ou feignait d'ignorer.

Cette déposition avait eu lieu le 30 août, ce qui excita de vives réclamations de la part des deux ambassadeurs d'Angleterre et de Russie, Arbuthnot et Italinski, dont l'intérêt et le vœu étaient de prévenir la guerre à laquelle M. Sébastiani poussait de tous ses efforts, habilement secondé à cet effet par les deux frères Franchini, drogmans de France. C'était pour y parvenir que l'ambassadeur français avait présenté sa note du 16 septembre. Ceux qui lui étaient opposés obtinrent pourtant la réintégration des deux hospodars; mais le cabinet de Saint-Pétersbourg, avant d'en être instruit, fit marcher vers le Danube des troupes qu'il eut bientôt à regretter de n'avoir point dirigées sur la Vistule; et Ypsilanti, homme faible de corps mais fort d'énergie, renversa les satellites envoyés pour l'étrangler et eut le bonheur de se réfugier en Russie.

Les brillants succès de la campagne de Prusse avaient acquis un grand crédit au général Sébastiani ; il sut en profiter et se fit également aimer et respecter. Mais l'Angleterre, prenant fait et cause pour la Russie, son armée navale de la Méditerranée vint menacer Constantinople, dont les défenses avaient constamment été négligées ; aussi pouvait-on difficilement espérer d'empêcher le succès de la flotte anglaise. Les deux châteaux d'Europe et d'Asie ne sont à la vérité distants l'un de l'autre que d'environ huit cents toises ; mais ils étaient à peine armés, tandis que s'ils eussent été pourvus de mortiers et de grils à boulets rouges, s'ils eussent été unis par de fortes chaînes, soutenus par une flotte embossée, protégés par des batteries de côte judicieusement placées sur les deux rives du détroit, le passage des Dardanelles eût été totalement impossible.

Comme rien n'était encore préparé pour la défense de la capitale, Arbuthnot crut n'éprouver aucun refus en demandant la remise des forts et le renvoi de M. Sébastiani (1). Il ne put rien obtenir et s'embarqua aussitôt, se flattant de revenir triomphant à Constantinople. L'armée navale anglaise, commandée par l'amiral Duckworth, ayant sous lui sir Sidney-Smith, passa sans obstacle entre les forts dégarnis des Dardanelles, parut devant la capitale, y jeta l'alarme et intimida le Divan. Mais l'active fermeté de Sébastiani rassura les esprits et

(1) Le 25 janvier 1807.

leur imprima la courageuse résolution de repousser l'insulte par la force. A sa voix et sous sa surveillance, des batteries nombreuses sont rapidement établies, et la ville sommée par l'amiral britannique n'a plus rien à en redouter; plus de six cents bouches à feu répondrons à ses injurieuses demandes (1). Bientôt un faible débarquement est fait et repoussé. Encouragé par ce léger succès, l'on travaille avec ardeur et de toutes parts aux défenses de la ville, des châteaux et du littoral. Tous moyens de retraite seront prochainement enlevés à la flotte anglaise, et Duckworth, pour échapper à ce danger, se hâte d'appareiller avant que le passage des Dardanelles soit entièrement fermé (2). Il sauve ainsi son escadre, mais non sans avoir éprouvé de notables avaries. Il rencontre la flotte de l'amiral russe Siniavin, qui lui propose de marcher de concert pour menacer de nouveau Constantinople, s'y refuse, et, après avoir essuyé ce premier échec, il va se trouver le témoin de celui que doit essuyer en Egypte une armée de terre britannique.

Le général Fraser était débarqué dans ce pays, où il croyait être joint par de nombreux partisans, en raison de la protection que son gouvernement avait accordée aux Mamelouks. Il n'amenait donc que cinq mille hommes, avec lesquels il se rendit facilement maître d'Alexandrie et voulut s'emparer de Rosette; mais, repoussé de cette ville avec une perte

(1) Voyez la pièce justificative H.
(2) Le 2 mars 1807.

considérable et menacé bientôt par des forces supérieures, il fut obligé de capituler pour obtenir la faculté de s'embarquer (1).

Plus heureuse en Amérique, une expédition anglaise s'y était emparée de l'opulente île de Curaçao, dans les derniers jours de 1806; mais une foule de petites opérations militaires dans les deux mondes, eussent-elles obtenu un succès qui leur manqua, n'en étaient pas moins une inconcevable erreur politique de la part de l'administration de lord Howick (2), dont l'intérêt le plus puissant était alors de faciliter les succès ou de prévenir les désastres de ses alliés du continent. La Porte cependant, qui avait repoussé les exigences anglaises, paraissant oublier la double insulte du gouvernement britannique, conservait encore pour lui des ménagements en dépit des vives instances de M. Sébastiani; elle ne voulait pas se brouiller irrévocablement avec un cabinet qui l'avait puissamment secourue et qui pouvait la secourir encore.

L'ambassadeur français eut infiniment plus de succès par rapport aux Russes, ennemis éternels de la puissance ottomane et de l'islamisme. Il en résulta que la flotte turque attaqua la flotte de Siniavin et fut battue par elle dans les journées des 24 et 25 mai, tandis que les armées de terre de Sa Hautesse se battaient avec plus de valeur que de succès contre les troupes du général Michelson.

(1) Le 22 avril 1807.
(2) Aujourd'hui lord Grey.

Durant ces événements militaires une grande révolution s'opère à Constantinople ; les janissaires se révoltent, Sélim est déposé le 29 mai, et cet excellent prince fait encore, en tombant du trône, des vœux touchants et sincères pour le bonheur de ses ingrats sujets, qu'il recommande à son neveu et successeur Mustapha. Les désordres, suite de cette révolution, nuisent aux opérations de l'armée ottomane ; l'administration est sans force comme sans règle, ce qui fera plus tard désirer le rétablissement de Sélim, dont le cadavre sera jeté à ses partisans(1), et le peuple, dans sa douleur, remplacera alors Mustapha par un autre des neveux de Sélim nommé Mahmoud.

Au sein de tant de troubles, le général Sébastiani conserve péniblement son crédit, déjoue cependant les intrigues de l'envoyé anglais Paget, et part de Constantinople le 9 août, en y laissant pour chargé d'affaires M. de Latour-Maubourg, à qui sera réservé le pénible emploi de justifier autant que possible l'abandon réel et secret, mais connu du Divan, que Napoléon fit à Tilsitt des intérêts du gouvernement turc, qu'il avait lui-même poussé à la guerre. Mais portons nos regards sur cette lutte vivement entamée entre la France et la Russie.

Déjà les provinces prussiennes, situées des rives du Rhin à celles de l'Elbe, étaient mises sous l'administration du conseiller d'État Daru, et Napoléon déclarait hautement que ces provinces *ne retour-*

(1) Le 28 juillet 1808.

neraient plus sous la domination du roi. C'était, par une maxime toute nouvelle encore dans le droit public européen, décider d'avance ce que les résultats définitifs de la guerre et un traité solennel pouvaient seuls déterminer et légitimer. L'empereur des Français faisait aussi administrer l'électorat de Hanovre par un maréchal d'empire, sans annoncer le sort réservé à ce pays; mais on présumait, et il ne prenait aucun soin de le cacher, que son projet était de créer un nouveau royaume formé: 1° de la Hesse, envahie sans provocation sur l'inoffensif prince-électeur, qu'il avait empêché, par ses promesses et ses menaces, de s'unir à cette Confédération du Nord hautement autorisée et secrètement combattue par la France; 2° des États du duc de Brunswick, États dont l'usurpation fut motivée sur le vain prétexte de venger la nation française du manifeste de 1792, presque inconnu du père, comme nous l'avons dit, et très-étranger au fils, prince adoré d'un peuple que le défunt duc avait aussi rendu heureux; 3° enfin des États du prince d'Orange-Fulde, récemment héritier (1) du stathouder Guillaume V, à qui ils avaient été donnés en indemnité de ses pertes, et dont le seul tort était son alliance avec la maison de Prusse. Ces actes arbitraires, en opposition à toutes les lois consacrées par le droit des gens, avaient jusqu'à cette époque été totalement inconnus tant dans le corps politique de l'Europe que dans le sein de l'empire romain-

(1) Le 8 avril 1806.

germanique, où le chef le plus ambitieux n'eût jamais le droit ni le pouvoir de se porter à un tel excès. Ils avertissaient clairement tous les princes confédérés qu'il n'existait plus sur le continent l'ombre même d'indépendance et de liberté; ils les prévenaient encore que plus Napoléon deviendrait puissant, plus leurs fronts seraient courbés sous le joug; ils leur disaient enfin : *Vous n'existerez que selon le bon plaisir de l'empereur des Français.* Les princes le virent, mais trop tard; ils en gémirent, se turent et continuèrent à servir avec l'apparence du zèle le dominateur qu'ils s'étaient fait.

Bientôt Hambourg, Bremen et Embden subirent le même sort que Fulde et la Hesse; ces opulentes cités, qui devaient tout au commerce, et la prospérité de ce commerce à leur indépendance, étaient convoitées par Murat. Qu'on les lui donnât ou non, on commençait par les pressurer au moyen de réquisition ou d'emprunts, et par les ruiner en vertu du décret de Berlin, qui, en défendant à l'avenir toute relation commerciale avec l'Angleterre, attaquait bien moins cette puissance que les légitimes possesseurs de ses produits. En effet, on donnait, par confiscation ou rachat, un effet rétroactif à cette tyrannique mesure.

Une garnison française fut imposée à la malheureuse ville de Lubeck, afin d'y exercer plus aisément un semblable brigandage (1). Les États du duc de Mecklenbourg-Schwerin furent séquestrés, pour le

(1) Le 28 novembre 1806.

punir, disait-on, d'avoir livré passage au corps russe du comte Tolstoï, et comme garantie de la conduite du gouvernement russe envers la Porte Ottomane; mais réellement pour y remonter par réquisition la cavalerie française et les transports.

Tandis que les provinces déjà occupées étaient ruinées par des fournitures, des logements, des pillages; que les confédérés élevaient eux-mêmes de justes et timides plaintes qui n'étaient pas écoutées, Napoléon ordonnait, par anticipation sur la conscription de 1808, une levée de quatre-vingt mille hommes (1), et forçait ses alliés à compléter leur contingent qui monta bientôt à soixante-dix-huit mille soldats auxiliaires; il appelait à lui jusqu'à des Espagnols et allait ainsi traîner à sa suite, contre la Russie, tout le continent, à l'exception de l'Autriche, dont il avait su paralyser la haine. C'était la seule coalition qui existât alors en Europe; il en était le créateur et lui seul la dirigeait.

La situation militaire de l'empereur Alexandre différait beaucoup de celle de Napoléon : il avait cru ne jouer qu'un rôle d'auxiliaire dans la guerre de Prusse, et, sans les désastres de l'armée prussienne, le corps de troupes qu'il y destinait eût jeté un grand poids dans la balance des combats. Mais les suites de la bataille du 14 octobre le rendaient insuffisant, quand il avait à se présenter devant un ennemi victorieux dont les forces s'élevaient à cent soixante-huit mille hommes. Les siennes, si elles

(1) Le 4 décembre 1806.

eussent été au complet, n'auraient monté qu'à soixante-douze mille hommes, et il avait encore à soutenir deux autres guerres tant contre la Turquie que contre la Perse.

Le monarque russe ne désirait nullement la guerre; les négociations qu'il entama depuis son avénement en sont la preuve, mais il tenait à honneur une constante fidélité dans ses alliances. Strict observateur jusqu'alors de ses propres promesses, il se croyait le droit d'exiger qu'on réalisât toutes celles qui lui avaient été faites. La conduite de Napoléon à l'égard des rois de Naples et de Sardaigne le choqua donc vivement; en 1805 il se crut obligé de répondre à l'appel de l'Angleterre pour le salut de l'Autriche, et en 1806 à celui de la Prusse, quoique son empire n'eût rien à redouter de l'extension immodérée de celui de Napoléon. Tout était donc de sa part désintéressé et généreux; mais l'attaque imprévue dont il était menacé devenait dangereuse, sinon pour le salut, du moins pour l'honneur de son pays. Dès qu'il le prévit, le tzar déclara (1) qu'il n'avait pris les armes que pour le *maintien des traités* et n'avait refusé celui signé à Paris que parce qu'il n'était *conforme ni à la dignité de son empire ni aux intérêts de ses alliés*. Sa déclaration du 30 novembre annonçait l'envoi d'une armée russe sous les ordres du feld-maréchal Kamenskoï, général que l'opinion publique lui désignait, et cela uniquement *pour défendre le territoire russe me-*

(1) Ukase du 21 septembre 1806.

prussienne. Ce général, dont nous avons parlé à l'occasion du meurtre de l'empereur Paul, passait pour un excellent officier et pour un homme d'un caractère ferme; il aimait son métier, l'avait étudié dans le cabinet et sur les champs de bataille; mais il était neuf encore au commandement en chef d'une armée; il n'avait jamais imaginé y être destiné et se trouvait alors sous les ordres du maréchal Kamenskoï, dont il ne pouvait connaître le plan de campagne. Il se retira donc et repassa la Vistule après avoir fait évacuer de Varsovie armes et munitions; il brûla le pont de Praga, faubourg rendu horriblement célèbre par Souvaroff, et prit une forte position pour y attendre son chef, qui ne rejoignit l'armée que le 20 décembre.

Kamenskoï, trouvant cette armée plus faible qu'il ne l'avait cru, s'emporta avec sa férocité habituelle contre le gouvernement et même contre ses généraux. Il envoya au général Aratcheieff (1), chef de l'artillerie et résidant à Saint-Pétersbourg près de l'empereur, dont il avait acquis les bonnes grâces, l'ordre d'arriver à son quartier-général où il voulait le faire fusiller, et l'on croira aisément qu'il ne fut point obéi à cet égard. Il ne cessa de tourmenter ses généraux, sans écouter leurs avis, sans prendre une seule mesure utile ou sage, et sacrifia ses sol-

(1) Homme en exécration à toute la Russie, tombé, lors de l'avénement de l'empereur Nicolas, de la haute faveur qu'il avait acquise, et mort en 1854.

(*Note de l'éditeur.*)

dats sans nécessité, sans objet, croyant triompher par la seule bravoure de ses troupes d'une armée française bien organisée et bien dirigée, comme il l'eût fait d'une armée turque. Il répondait à la prudence courageuse de ceux à qui il commandait : « Je me sens assez de moyens pour combattre et » vaincre Bonaparte à la Souvaroff. » Napoléon n'eût pu désirer un plus inepte adversaire, et jusqu'à cette époque il ne lui en avait pas encore été opposé un seul dont le génie balançât le sien. Les Russes cependant, quoique mal conduits, se battirent avec héroïsme, et le général Lestocq montra dans ce début de campagne une telle vigueur contre des forces toujours supérieures qu'il effaça la tache imprimée sur le nom prussien depuis la bataille d'Iéna. Mais les mauvaises combinaisons de Kamenskoi, ou plutôt son manque de combinaisons militaires, secondant la supériorité de force, d'organisation et de talents de l'ennemi, firent constamment obtenir à celui-ci des avantages que néanmoins il paya cher. Le maréchal, en effet, ne sut ni faire manœuvrer ses troupes, ni les poster, ni lier les différents corps entre eux. Personnellement repoussé à Nasilsk, position bien choisie par Bennigsen et d'une facile défense, il perdit totalement la tête, ordonna sur toute la ligne une retraite générale, sans en assigner le terme ni désigner un point de rassemblement, et partit aussitôt sans en prévenir personne (1). Le commandement de l'armée

(1) Le 26 décembre 1806.

tomba naturellement entre les mains de Bennigsen, comme le plus ancien des généraux employés. Commandement qui probablement ne lui eût pas été destiné, en raison de la juste haine que lui portait l'impératrice-mère et de la prévention que les Russes ont eue de tout temps contre les généraux étrangers entrés à leur service.

Si nous entrons dans ces détails, si nous devons encore en rapporter d'autres sur cette guerre de Russie, c'est que les relations publiées par les deux puissances belligérantes en ont trop souvent dénaturé les faits, et que les trois grands événements militaires qu'elle renferme furent successivement suivis de négociations d'une haute importance. Nous fixerons donc principalement les regards de nos lecteurs sur les trois batailles de Pulstuk, de Preussisch-Eylau, et de Friedland, ainsi que sur les résultats immédiats de ces grandes journées.

Bennigsen n'exécuta pas l'ordre de retraite qu'il avait reçu d'un homme subitement frappé d'aliénation mentale, et bien qu'il n'eût sous son commandement qu'environ quarante-cinq mille hommes, il tint ferme et se vit attaqué par une armée d'un tiers plus forte que la sienne. Il espéra cependant se maintenir dans la position de Pultusk, contre laquelle l'ennemi commença ses mouvements hostiles avec la plus grande vigueur, le jour même où le maréchal avait quitté l'armée. Les Français, repoussés sur tous les points, mais sans être attaqués eux-mêmes à la suite des échecs qu'ils éprouvèrent, firent en vain sans relâche et avec une valeur vraiment

héroïque les plus puissants efforts pour vaincre d'intrépides soldats qui ne furent en définitif ni vaincus ni vainqueurs. La lassitude des agresseurs fit seule cesser le combat, qui eût recommencé le lendemain si Bennigsen n'avait appris la défaite essuyée le même jour à Golimine par le général comte de Bouxhowden. Craignant alors de se voir tourné, manquant de fourrages, de vivres, de munitions, il fut contraint de se retirer sur le Niémen, où Lestocq devait se rallier à lui, en défendant pied à pied le terrain qu'il était forcé de céder à l'ennemi. La retraite de Bennigsen fut paisible, d'autant qu'elle était couverte par des nuées de cosaques, qui continuèrent à harceler l'armée française en retraite.

Napoléon, de son côté, retournait à ses cantonnements sur la Vistule sans pouvoir lancer contre les Russes des corps de troupes légères. Ainsi se termina cette première lutte, qui valut à Bennigsen le commandement en chef de l'armée russe (1); nomination qui y fit cesser tout élément de dissension.

Les deux partis s'étaient également attribué la victoire ; le fait est que cette valeureuse défense des Russes déjoua le projet qu'avait eu Napoléon d'envelopper l'armée de Bennigsen et de la faire passer, comme celle de Mack, sous de nouvelles Fourches Caudines; il faut noter aussi que la nature du pays, les rigueurs de la saison, la pénurie des subsistances et des fourrages, l'impossibilité de faire mouvoir

(1) Le 11 janvier 1807.

la grosse artillerie, durent naturellement mettre un terme aux opérations militaires et devenir aussi favorables à Bennigsen que nuisibles à Napoléon : mais ce qu'il faut remarquer encore, c'est que l'intrépidité du soldat russe et la fermeté de celui qui le commandait rendirent l'empereur des Français moins audacieux et lui inspirèrent l'idée de terminer par des négociations une lutte qu'il s'était flatté de terminer par une éclatante victoire.

Napoléon pressentait pour la première fois les puissants obstacles qu'il aurait à surmonter : instruit de l'arrivée à Kœnigsberg d'un négociateur anglais, il prévoyait une réconciliation entre les cabinets de Saint-James et de Berlin, par la renonciation présumable de la Prusse à toute prétention sur l'électorat de Hanovre et par les offres que pourrait faire le gouvernement britannique, tant de fournir des subsides, des armes et des munitions qui faciliteraient la formation d'une nouvelle armée prussienne, que d'en seconder les opérations par d'utiles diversions sur terre et sur mer. Il considérait donc que les Russes, déjà redoutables, le deviendraient bien plus encore ; mais il espérait que, dans l'abaissement où le roi de Prusse était tombé, ce prince ne fermerait peut-être pas l'oreille aux conditions favorables qui lui seraient proposées.

Une autre considération militait aussi en faveur d'une prompte négociation. Animés d'une courageuse fidélité, quelques sujets prussiens s'attachaient à exalter les esprits déjà irrités par les exactions des employés ou des généraux français ; de toutes

parts se manifestaient des mouvements insurrectionnels que la présence et l'activité des troupes de Napoléon et de ses alliés ne suffisaient pas à réprimer entièrement. Les premiers troubles d'une nature hostile avaient eu lieu en Silésie; à la vérité la plupart des places fortes de cette province s'étaient honteusement rendues, mais Breslau se défendait encore. Cette ville était le centre et le foyer du parti anti-français; le comte Pückler, homme audacieux, ferme et fidèle, en était l'âme. Attaché à sa patrie, dévoué à son roi, réchauffant de toute la chaleur de son zèle les esprits abattus, il servit de ses conseils et de son bras la cause à laquelle l'attachaient son honneur et ses devoirs. Il succomba pourtant dans son noble projet et finit par se donner la mort pour échapper à la honte de subir un joug étranger. Mais l'ardeur qu'il avait allumée ne s'éteignit pas avec lui; des paysans uniquement armés de ce que le hasard faisait tomber sous leurs mains se révoltèrent à la voix des seigneurs silésiens; des soldats échappés aux désastres de leur armée ou aux fers du vainqueur se réunirent à ces bandes et tinrent la campagne sous les drapeaux du prince d'Anhalt-Pless, qui ne put cependant empêcher les honteuses capitulations de Breslau et de Schweidnitz; mais cette province, quoique inondée de troupes françaises, maîtresses de toutes les forteresses, n'en était pas plus tranquille.

D'une autre part, dans les États prussiens entièrement conquis fermentait une haine violente contre les Français et leur chef. Ce fut aux princes alle-

profonde, quoique forcément muette. Hors des murs de cette capitale la fermentation devenait inquiétante, et le vainqueur, impuissant à réprimer des troubles manifestés sur mille points distants et divers, ne pouvait les faire cesser que par une mesure grande et décisive, c'est-à-dire par la conclusion d'une paix prompte et partielle avec la Prusse. Aussi, dès les premiers jours de janvier 1807, Napoléon fit-il porter des paroles pacificatrices à Memel, où se trouvait le roi avec ses ministres.

La démission volontaire ou forcée du comte d'Haugwitz avait suivi de près la bataille du 14 octobre ; il s'était retiré en Silésie, dans son domaine de Krappitz, où il attendait la fin d'une tempête qu'il avait lui-même suscitée. La direction des affaires avait été remise au général Rastrow (auquel Hardenberg succéda bientôt). Napoléon comptait sur l'inexpérience du nouveau ministre, auquel il arracha la honteuse convention de Charlottembourg, du 16 novembre. Il comptait aussi sur la facile bonté du roi, dont il ne connaissait point la prévoyante sagesse, prenant sa douleur pour du découragement et l'irritation qu'il montrait pour un entêtement passager. Frédéric-Guillaume de son côté ne pouvait croire à la modération d'un ennemi orgueilleux, avide, sans foi, qui avait refusé un traité dicté par lui-même, qui lui avait imposé sous le nom de trêve une irrémédiable sujétion, et qui avait dévoilé ses pensées oppressives dans ses déclarations officielles. Rien ne lui eût garanti l'exécution des promesses qui lui étaient faites, pas même

les véritables intérêts politiques de celui qui était toujours porté à les sacrifier aux mouvements instantanés de ses passions haineuses. Une paix solide, un rétablissement complet de la monarchie prussienne ne pouvaient donc être raisonnablement espérés. Le roi vit clairement dans cette brusque démarche le besoin de décourager l'insurrection, de rassurer les princes confédérés, d'en imposer à l'Autriche, d'empêcher l'Angleterre d'intervenir et de brouiller irrévocablement la Prusse et la Russie.

Tout autre que Napoléon eût désiré peut-être d'interposer entre lui et le grand empire du Nord un État assez fort pour servir de barrière contre la Russie et de contrepoids à l'égard de l'Autriche, et auquel néanmoins une étroite alliance avec la France fût d'une nécessité indispensable. Il ne pouvait obtenir ce double avantage que par une complète restauration du royaume de Pologne, opération qu'il méditait sans doute, mais qu'il avait jugée impraticable, ce qui lui avait fait répondre d'une manière obscure et vague aux vœux ardemment manifestés des Polonais. Certes, des vues aussi saines et aussi étendues eussent été celles du grand Frédéric, placé dans la situation où se trouvait Napoléon ; mais elles étaient totalement étrangères au génie et au caractère de ce nouveau potentat, qui voulait bien moins des alliés que des vassaux. De quelque prix qu'on payât donc cet inévitable vasselage, il eût fallu le subir, et la raison parla aussi haut que l'honneur. Les négociations demeurèrent sans effet, et Napoléon dut se déterminer à tenter de nouveau

la fortune. D'ailleurs, pour rompre toute communication entre lui et Frédéric-Guillaume, le général Bennigsen avait repris les armes avec une armée reposée, réorganisée, renforcée de nouvelles troupes, enflammée de l'ardeur la plus belliqueuse, ce qui amena, quoique au cœur de l'hiver, cette sanglante bataille de Preussisch-Eylau, sur laquelle nous ne nous étendrons pas plus que sur celle de Pultusk.

Nous devons toutefois remarquer ici que le mouvement offensif du général russe eut pour objet la levée du siége de Dantzick, vigoureusement défendu par le maréchal Kalkreuth et l'ingénieur français émigré Bousmard, auteur d'un ouvrage militaire estimable et qui fut tué vers la fin de ce mémorable siége ; qu'après cette opération manquée par Bennigsen, l'intention de Napoléon fut d'enlever les magasins de Kœnigsberg, tentative dans laquelle il échoua. Bennigsen avait dirigé Lestocq vers Graudentz pour secourir cette place, tandis que lui-même il se portait vers les cantonnements de l'armée française ; mais, ayant appris le 1er février, par une lettre interceptée, que l'ennemi, rapidement rassemblé, se portait en force sur le point qu'il devait couvrir, il se retira en hâte, quoique avec ordre, depuis le 2 jusqu'au 7, jour où l'on ne pouvait plus éviter une bataille.

Bennigsen prit position entre Kœnigsberg et Preussisch-Eylau, occupant avec soixante-quinze mille hommes un emplacement très-resserré, où ses trois lignes avaient presque autant de profon-

deur que de développement; il hérissa son front d'artillerie et attendit l'attaque de l'ennemi, qui eut lieu le 8 février. Les Français, maîtres d'Eylau, que les Russes avaient abandonné, repris, perdu de nouveau le 7, se portèrent vivement vers la droite où ils furent repoussés, et contre le centre qui les écrasa au point qu'on put à peine recueillir un millier d'hommes de la division Augereau (1). Ce succès eût assuré la victoire à un général plus audacieux; mais il ne procura à Bennigsen d'autre avantage que de pouvoir renforcer sa gauche, placée beaucoup trop en l'air et trop faible encore. Napoléon, repoussé sur tout le reste de la ligne, la fit enfin attaquer, mais trop tard. Tournée par la cavalerie française, elle céda et se mit en potence; peut-être eût-elle été forcée dans cette nouvelle position, et l'armée russe complétement battue, si le général prussien Lestocq ne fût arrivé vers quatre heures du soir. Il chargea l'aile droite française qui déjà se croyait victorieuse, la força elle-même de reculer, et la nuit seule mit fin au combat le plus opiniâtre et le plus sanglant qui eût jamais eu lieu.

Bennigsen, qui avait perdu dix à douze mille hommes dans cette bataille équivoque, se retira dans la nuit sous Kœnigsberg, se proclamant victorieux. Il continua sa retraite sans être inquiété par Napoléon, qui se retirait lui-même sur la Vis-

(1) C'était la septième division; Augereau, qui la commandait, fut blessé.

(*Note de l'éditeur.*)

tule, traînant à sa suite les débris de sa prétendue victoire, qu'il proclama par des publications emphatiques; mais en voyant une double retraite après un double triomphe, on commença à les lire avec une foi moins aveugle et à adopter cette locution depuis lors consacrée : *Menteur comme un bulletin*.

Napoléon avait perdu environ dix-huit mille hommes dans cette bataille purement défensive, car l'assaillant alors est infiniment plus exposé que l'assailli. L'ennemi lui enleva encore trois mille six cents prisonniers, des canons et des bagages tombés entre les mains des Cosaques, qui le harcelèrent sans relâche. Son armée était entièrement désorganisée; mais l'armée russe l'était aussi... Enfin, quoiqu'il n'eût été ni battant ni battu, il ne put réaliser la prédiction du général Berthier, qui écrivait à l'impératrice Joséphine, en date du 7 : *Demain nous serons à Kœnigsberg*.

Le public a, relativement à cette campagne de huit jours, très-sévèrement jugé les chefs de l'une et de l'autre armée; et il faut convenir que là comme ailleurs les coups sont parfois plus sainement appréciés par la galerie que par les joueurs; puis, quand il est question soit de politique, soit de guerre, les calculateurs froids et désintéressés peuvent faire abstraction des événements fortuits, et s'éclairer de faits souvent inconnus à ceux qui sont en scène; enfin il est peut-être un peu trop hardi de porter un jugement tranché sur les actions d'un grand capitaine. Cependant on dit alors, et nous ne faisons

que le répéter : 1° que le mouvement offensif de Bennigsen compromit le sort de son armée; 2° que la bataille qu'il ne pouvait éviter n'aurait pas dû être livrée par son adversaire qui, pour un léger intérêt, hasardait le sort de la sienne. Ce sont les opinions militaires de diverses nations que nous reproduisons. Ils prétendirent que Napoléon, laissant derrière lui une grande forteresse, et se portant en avant, au lieu de couvrir l'armée de siége, pouvait ouvrir la porte à une diversion puissante qui aurait coupé sa ligne d'opérations, et cette diversion n'eût-elle pas eu lieu, il n'améliorait pas sa position par le gain d'une bataille ; tandis que, vaincu et poursuivi, le siége de Dantzick était nécessairement levé. Enfin, il ne fit à Preussisch-Eylau que perdre inutilement du monde et ruiner son armée. L'on ne se décide qu'avec timidité à critiquer un homme tel que Napoléon; mais ne commit-il jamais de fautes? Le grand Frédéric pensait que, pour en être exempt à la guerre, il fallait ne pas l'avoir faite longtemps. Il eut la bonne foi d'avouer les siennes, Napoléon n'en convenait jamais (1) ; on devait tout admirer, tout louer en lui, même,

(1) C'est peut-être ici l'occasion de citer cette maxime de l'archiduc Charles dans son lumineux traité de stratégie, et que lui-même mettait en pratique. « Il faut avoir » de l'élévation dans l'âme et une noble franchise pour faire » l'aveu de ses fautes aux dépens de son amour-propre ; et cependant c'est le premier pas pour les réparer, car la conviction des torts passés reste rarement sans récompense dans » la suite. »

comme en octobre 1806, décorer de son nom ce qui fut l'œuvre d'un autre et non pas la sienne. Il ne s'aveuglait cependant pas sur sa position; aussi eut-il après Eylau, comme après Pultusk, recours à une nouvelle négociation avec Frédéric-Guillaume.

Les relations secrètes entre le roi et Napoléon n'avaient pas entièrement cessé, car le conseil du monarque prussien était divisé en deux partis; celui du général de Rastrow penchait en faveur de la paix, celui du baron de Hardenberg pour la continuation de la guerre. Celui-ci, tout en déplorant cette cruelle nécessité, s'appuyait sur la déloyauté qu'il y aurait à séparer sa cause de celle de l'empereur Alexandre. L'empereur des Français était instruit et de ce conflit des opinions et de l'abattement d'un grand nombre des entours du roi, privés de leur fortune et ne concevant d'espoir que dans la conclusion d'un accord qui la leur rendrait. Il saisit donc l'occasion d'une lettre écrite le 17 février pour expédier d'Osterode, le 26 du même mois, le général Bertrand, avec une lettre adressée à Frédéric-Guillaume. Ce général avait ordre de chercher à sonder les intentions de l'empereur Alexandre et de déterminer le roi de Prusse à conclure une paix séparée. La lettre de Napoléon était ainsi conçue :

« Monsieur mon frère, j'ai reçu la lettre de Votre » Majesté, du 17 février, que votre aide-de-camp » le colonel Kleist m'a apportée, et lui ai com- » muniqué mes idées sur la situation actuelle de

» vos affaires. Je désire mettre des bornes aux » malheurs de votre famille et organiser le plus » promptement possible la monarchie prussienne, » dont la puissance intermédiaire est nécessaire » pour la tranquillité de toute l'Europe. Je désire » la paix avec la Russie, et, pourvu que le gouver- » nement russe n'ait pas de desseins contre la Tur- » quie, il me paraît qu'il sera facile de s'entendre. » La paix avec l'Angleterre n'est pas moins néces- » saire pour toutes les nations, et je ne ferai pas » de difficulté d'envoyer un ministre à Memel, pour » prendre part à un congrès entre la France, la » Suède, l'Angleterre, la Russie, la Prusse et la » Turquie. Mais Votre Majesté sera persuadée que, » ainsi que l'expérience des temps passés l'a dé- » montré, *un tel congrès pourrait facilement* » *durer plusieurs années;* celui de Westphalie » dura, je crois, dix-huit ans. Mais la longueur de » temps qui serait nécessaire pour examiner, peser » et déterminer l'intérêt réciproque des puissances » négociatrices et l'état indéterminé et incertain » qui en résulterait, ne conviendrait pas à la situa- » tion actuelle de la Prusse. Je pense, en consé- » quence, que Votre Majesté me fera bientôt savoir » qu'elle a pris le parti *le plus simple et le plus* » *prompt,* qui est en même temps celui qui ré- » pond le mieux au bien-être de vos peuples. » Mais, dans tous les cas, je prie Votre Majesté » d'être convaincue que je suis sincèrement dis- » posé à renouer nos anciens rapports et que je » souhaite un arrangement avec la Russie et l'An-

» gleterre, si elles le veulent en effet. J'aurais hor-
» reur de moi-même si j'étais la cause de tant de
» sang répandu ; mais que puis-je y faire ? »

Cette lettre, d'ailleurs assez mal écrite et dont le ton était si différent des proclamations de Berlin, Posen et Varsovie, prouvait mieux que toute autre chose l'immensité des pertes que Napoléon venait d'éprouver ; c'était un reflet de la meurtrière fournaise de Preussisch-Eylau. Mais dans cette curieuse épître tout était vague, sinon le désir d'une paix séparée avec la Prusse. Le roi était d'autant moins porté à accueillir favorablement cette ouverture qu'il voyait l'empereur Alexandre rempli d'espoir, en raison de la fermeté de son armée dans le terrible choc qui venait d'avoir lieu et du délabrement connu de l'armée française. Il voyait ce prince faire les plus grands efforts pour la continuation de la guerre et négocier pour se procurer des alliés, tandis que lui-même il venait de signer à Memel (1) avec l'Angleterre un accommodement en vertu duquel, sur sa renonciation à toute prétention relative à l'électorat d'Hanovre, il avait reçu cent mille livres sterling en espèces, deux cent mille en armes et munitions, la promesse d'un million et l'espoir de secours plus considérables lors du traité définitif, qui pourtant n'eut lieu que le 27 juin. Cependant la correspondance entre Memel et le quartier-général français était de la part de Napoléon un mélange de menaces et de promesses ; le roi ne crut

(1) Le 28 janvier 1807.

point à celles-ci et ne se laissa pas intimider par celles-là. Il sentit qu'une paix séparée, outre qu'elle serait un tort grave, aurait moins de solidité qu'une paix faite conjointement avec son allié et devenue générale.

Par une nouvelle lettre datée de Finkenstein, Napoléon reprochait au roi la loyauté qui lui faisait lier ses intérêts à ceux de son allié, et Frédéric-Guillaume avait d'autant plus de mérite à résister aux avances de l'empereur des Français que les secours reçus étaient faibles et ceux promis incertains, sous l'administration de lord Howick (1), homme honnête mais à vue courte; très-sincèrement attaché à son pays, mais incapable d'en apprécier et d'en servir les vrais intérêts; constant adversaire de Pitt, promoteur de l'émancipation des catholiques, qui eût jeté dans l'opposition une grande masse de votes; plus occupé alors de ses passions politiques que de l'état très-critique de l'Europe, liée cependant comme consommatrice à la prospérité du commerce anglais; enfin ruinant par ses systèmes la cause des alliés qu'il eût dû soutenir, tant pour faire ouvrir au commerce anglais les ports qu'on leur fermait sur le continent, que pour conserver et accroître la dignité et l'influence de la Grande-Bretagne.

Nous ferons remarquer ici que Napoléon, parlant bien plus à l'ignorante crédulité française qu'à l'étranger instruit, ne cessait, ainsi que son ministre,

(1) Connu aujourd'hui sous le nom de lord Grey.

de se déchaîner contre l'existence supposée d'une quatrième coalition formée contre la France ; tandis que la guerre, qu'il eût pu éviter, avait été entamée par lui, d'abord contre la Prusse seule, et, par suite des désastres de cette monarchie, contre la Russie, l'unique alliée de Frédéric-Guillaume ; car c'était un faible secours que l'intervention du roi de Suède, qui d'ailleurs suivait une tout autre voie politique que les deux souverains de Prusse et de Russie.

Il y a plus, l'empereur des Français ne cessait d'injurier, comme fauteur de cette prétendue coalition, le gouvernement anglais, qui ne favorisait encore les deux alliés ni par des subsides ni par une coopération active, qui eût été facile et puissante, soit par mer soit par terre.

Lord Howick mit le comble à cette inconcevable conduite, qui servait si bien les vues de Napoléon et si mal les intérêts de l'Angleterre ; car le tzar, dont les finances étaient épuisées, s'étant adressé au gouvernement britannique pour en obtenir, non pas un don, mais sa garantie près des capitalistes anglais pour un prêt de six millions sterling (cent vingt millions), remboursables à époques fixes ; il s'y refusa d'une manière outrageante pour la personne de l'empereur Alexandre qui en fut justement irrité. Il se refusa aussi à la demande de diversions militaires sur les côtes de France et de Hollande, ce qui eût paralysé les forces devenues disponibles pour renforcer l'armée française du Nord. Enfin, lord Howick se refusa aussi à la de-

mande d'une expédition en Poméranie pour y seconder les impuissants efforts du roi de Suède ; ce qui ajouta ainsi au mécontentement du tzar qui, tout intérêt propre mis à part, ne concevait pas que le cabinet de Saint-James pût à tel point négliger les siens.

Cette aberration politique d'un ministère wigh attira à son chef de vifs et prophétiques reproches de la part de William Canning, qui remplaça bientôt lord Howick avec une nouvelle administration dont l'activité un peu tardive chercha à réparer les torts de celle qui l'avait précédée.

En effet, un temps précieux avait été perdu, et c'est chose irréparable. Le cœur et l'esprit d'Alexandre étaient aigris, aliénés, et il fut difficile de le ramener. Les besoins de ce prince étaient pressants, les ressources promises éloignées. Napoléon de son côté, tout en paraissant ne pas se refuser à la réunion d'un congrès pacificateur, insistait sur une paix préalable et particulière avec la Prusse ; mais Frédéric-Guillaume, mu tant par l'appréciation de sa situation que par son amitié pour l'empereur Alexandre, se détermina à se lier plus intimement que jamais avec ce monarque. Un traité, qui mit fin à de longues et illusoires négociations et donna plus d'extension à celui précédemment conclu à Glogau, fut signé le 26 avril à Bartenstein, par le baron de Budberg et par le baron de Hardenberg qui venait de remplacer le général Rastrow.

Dans ce traité les deux parties contractantes s'engageaient à continuer la guerre en vue d'une paix

verture en avait été faite à MM. de Talleyrand et Canning. Le premier, tout en témoignant la satisfaction que lui causait une telle démarche, répondit, le 17, que les artifices du gouvernement anglais pourraient, comme précédemment, embarrasser les négociateurs par des incidents étrangers, égarer les ministres et rendre ainsi leur position plus délicate. Canning notifia le 25 au prince de Starhemberg que Sa Majesté Britannique était disposée à accueillir les propositions de l'Autriche relativement à une paix prompte, honorable et solide, mais qu'elle devait en référer aux puissances engagées dans la guerre et connaître à cet égard leurs intentions. Le tzar avait déjà fait savoir le 16 qu'il ne pourrait accepter la médiation qu'après avoir eu connaissance des bases sur lesquelles reposeraient les propositions soumises aux puissances belligérantes, et elles ne furent connues que plus tard. En voici la substance : un nouvel arrangement pour les affaires d'Allemagne et d'Italie; le rétablissement de la Pologne telle qu'elle se trouvait avant la guerre; les plénipotentiaires de l'Angleterre admis aux négociations; le réglement des intérêts de la Turquie conformément aux précédents traités. Mais la lenteur imprimée à la marche de ces négociations les avait rendues sans effet, et la convention de Bartenstein y mit fin, comme aux relations particulières et secrètes de Napoléon et de Frédéric-Guillaume, d'autant que le système nouveau adopté par le ministère anglais devait procurer aux alliés un surcroît de moyens agressifs.

Cette médiation proposée par l'Autriche était la suite des relations diplomatiques entamées par le baron de Vincent. Ce judicieux observateur politique et militaire, dont par anticipation nous avons déjà parlé, n'était arrivé à Varsovie que le 23 janvier 1807; c'était la mission du prince russe Gagarin à Vienne qui avait donné lieu à la sienne près de Napoléon. Le parti de la guerre fermentait alors dans la capitale autrichienne; Pozzo di Borgo l'échauffait de tous ses moyens. Cet homme ardent et spirituel, qui, à l'assemblée législative française, avait excité à la guerre contre l'étranger, poussait alors à une coalition européenne contre la France, et commençait ainsi à mériter la haute faveur qu'il obtint plus tard auprès de l'empereur Alexandre et qu'il justifia par ses talents et ses services. Il avait un antagoniste puissant dans la personne de l'archiduc Charles, qui jouissait près de l'empereur son frère du plus grand crédit. Stadion, qui était devenu plus circonspect que précédemment, et qui, en déterminant son gouvernement à une vive démonstration militaire, aurait compromis Napoléon, sauvé la Prusse, l'Allemagne et l'Autriche elle-même, se contenta, comme nous l'avons dit, de lui faire jouer le rôle de médiatrice. Quoique son gouvernement fût alors beaucoup plus formidable qu'on ne le croyait (1), il espérait, d'après les événements terribles mais sans résultats de Pultusk et de Preussisch-Eylau, que les deux formidables co-

(1) Voyez la pièce justificative I.

losses de l'Est et de l'Ouest continueraient de s'user réciproquement au profit de l'Autriche, et que le jour arriverait où cette puissance pourrait facilement braver l'un et se venger de l'autre.

Napoléon, n'ayant pu entraîner le cabinet de Vienne dans sa querelle, cherchait du moins à le maintenir dans un système de neutralité, satisfait, faute de mieux, qu'il eût paru vouloir agir contre la Russie à Cattaro en joignant ses troupes à celles du général Marmont. C'était donc lui qui avait provoqué l'offre que fit l'Autriche de sa médiation, et quoique son ministre y eût répondu d'une manière vague, comme son but était réellement une paix séparée avec Frédéric-Guillaume, il écrivit le 19 avril à ce prince : « Il est aussi nécessaire que » juste que la paix soit accordée à l'Europe, à la » Porte Ottomane et à d'autres États alliés de la » France et impliqués dans la guerre actuelle. Je ne » balance pas à déclarer que la France a toujours » regardé la liaison entre la Russie et l'Angleterre » comme en opposition avec les principes de sa po- » litique. On s'intéresse à elle ; pourquoi refuserait- » on la même chose à l'égard de la Turquie ? Je me » flatte que Votre Majesté sera convaincue de la force » des motifs qui me décident ; et si elle admet que » toutes les puissances belligérantes des deux côtés » prennent part au prochain congrès, elle ôtera le » seul obstacle qui s'oppose effectivement à l'ouver- » ture des négociations. »

En écrivant cette lettre, Napoléon ne pouvait douter quelle serait l'issue des négociations de Barten-

stein et que l'Autriche ne se refusât à y adhérer ; mais il voulait paraître désirer sincèrement la paix, et répondit que la Russie seule s'y était opposée, pour ne pas abandonner ses prétentions sur les provinces turques de Valachie et de Moldavie ; il cajola de nouveau le cabinet autrichien, fit valoir près de lui l'adhésion qu'il avait donnée à ses propositions, et l'engagea encore à se joindre à lui pour contraindre les alliés à les accepter aussi. Il échoua dans ce projet, mais il avait gagné du temps, ce qui lui donna les moyens de réorganiser son armée et de presser les opérations du siége de Dantzick.

Durant ces opérations tour à tour militaires et diplomatiques, il se passait en Suède des événements qui, quoique d'une moindre importance, méritent cependant d'être rapportés, Gustave-Adolphe, abandonné à ses propres forces, avait secondé les alliés de tout son pouvoir avec une inaltérable fidélité à ses engagements. Par sa lettre du 1er janvier 1807, Frédéric-Guillaume lui avait représenté la nécessité d'une diversion dans la Poméranie contre l'ennemi commun. Le monarque suédois répondit le 8 mars, en date de Malmoé, que cette importante opération était depuis longtemps l'objet de toutes ses pensées, qu'il en avait instruit le cabinet de Saint-James en le pressant de la favoriser par l'envoi d'un corps de troupes, d'autant que, vu la position de Bonaparte, il était facile de le tourner. Il envoya son aide-de-camp général, le colonel d'Engelbrechten, pour proposer au roi de joindre une division de troupes prussiennes à celles que lui-même il

commandait, et ce fut cet officier qui signa le 20 avril, au nom de son maître, un traité avec le ministre de Frédéric-Guillaume. En vertu de ce traité, la Prusse devait fournir cinq mille hommes, auxquels se rallieraient tous les soldats épars, échappés au désastre d'Iéna ou à la captivité, ce qui porterait ce corps à douze mille hommes. Il devait commencer par tenter de faire lever le siége de Colberg, si vigoureusement soutenu par le général Gneisenau, et celui de Dantzick héroïquement défendu par Kalkreuth. Le roi de Suède promettait d'envoyer des navires à Pillau, pour transporter ces troupes.

Cependant les hostilités continuaient en Poméranie, et le baron d'Armfelt ayant, pour seconder les opérations du partisan prussien Schill, fait une marche hardie sur Anclam, où il repoussa les avant-postes français, fut repoussé à son tour, blessé et refoulé sur Stralsund; ce qui compromit l'armée suédoise. Un armistice fut alors demandé au maréchal Mortier, par le général en chef baron d'Essen, et signé le 18 avril à Schlatkow. Cet armistice avait été accordé avec d'autant plus de facilité, que Napoléon cherchait à diminuer le nombre de ses ennemis; et quoique le roi de Suède lui parût le plus faible de tous, il pouvait le considérer, comme un adversaire inquiétant, vu que les positions militaires occupées par ce prince empêchaient de comprimer les insurrections destinées à couper les communications des corps français entre eux.

Le monarque suédois, après avoir ratifié le 9 mai

cette convention dont la rupture devait être dénoncée dix jours d'avance, était arrivé le 12 à Stralsund, conduisant à sa suite un corps d'émigrés français, nommé *régiment du roi de France*, commandé par le duc de Pienne (1); car il se déclarait hautement le protecteur de ceux qui étaient demeurés fidèles aux princes de la maison de Bourbon. Aussi le comte de Chazot lui ayant apporté le traité de Bartenstein avec invitation d'y adhérer, il écrivit au roi de Prusse, le 2 juin, qu'il regardait comme superflue sa participation à la convention du 26 avril, qui se rapportait à des objets entièrement étrangers à ses idées. « Rien, disait-il, ne me » procurera une plus grande satisfaction que de » pouvoir concourir avec vous à un sûr rétablisse- » ment de l'ordre général et de l'indépendance des » États; mais pour atteindre ce but important on » doit, je pense, s'intéresser à la cause légitime de » la maison de Bourbon, en se déclarant publique- » ment pour elle et en ne perdant pas de vue les » principes et les droits sur lesquels sont fondées » l'existence de tous les gouvernements légitimes et » celle de leurs sujets. Ma façon de penser est iné- » branlable sur ce sujet comme sur les événements » du jour. » Il annonçait d'ailleurs l'arrivée de Blücher, à qui le commandement de l'armée avait été remis, et vantait son zèle, son courage et son activité.

(1) Depuis duc d'Aumont, par la mort de son père, et décédé lui-même en 1833.

(*Note de l'éditeur.*)

Cependant le cabinet britannique, sollicité par le roi de Prusse et l'empereur de Russie, s'était enfin décidé à envoyer sur les côtes de Poméranie un corps que l'on disait de vingt mille hommes, sous les ordres de lord Cathcart, en vertu d'une convention secrète signée le 17 juin par le baron de Rehausen, ministre de Suède à Londres, et par Canning, successeur de lord Howick. A la même époque, il avait été conclu à Stralsund, entre la Suède et l'Angleterre, un traité de subside par lequel Gustave-Adolphe s'engageait à porter de douze à seize mille hommes le nombre de ses troupes destinées à agir contre les Français.

Dès le 4 juin le roi de Suède s'était refusé à étendre à un mois le délai de dix jours stipulé à Schlatkow pour la dénonciation de l'armistice, ce qui amena entre ce monarque et le maréchal Brune, successeur du maréchal Mortier, une conversation trop curieuse pour être omise. Passons tout ce qui a rapport à l'armistice, à la manière dont le roi combattit les principes révolutionnaires et à ses efforts pour entraîner le général français dans la cause du prétendant. « Oubliez-vous, dit Gustave-» Adolphe, que vous avez un roi légitime?—Je ne » sais s'il existe, répond le maréchal. — Il est exilé, » malheureux; ses droits sont sacrés; il ne veut » que voir ses sujets sous son étendard. — Où est » cet étendard? — Vous le trouverez toujours où » je suis. — Les Bourbons n'ont jamais eu le talent » de Bonaparte. — Il faut des circonstances favora-» bles; mais la mort du duc d'Enghien, quelle hor-

» reur ! — J'étais à Constantinople, je ne puis ex-
» pliquer cela. — Vous le servez. — Je sers mes
» principes. — Vous êtes vous-même la preuve que
» les principes de votre révolution ont changé. —
» Sous Votre Majesté elle n'eût pas eu lieu. — Je ne
» m'en flatte point. J'ai été franc avec vous : ma
» gloire exigeait que je m'expliquasse ainsi ; mais
» dans une position différente mes principes seraient
» les mêmes. Pourriez-vous vous imaginer que moi,
» qui suis roi, je voie avec indifférence un peuple
» refuser d'obéir à son roi légitime ; ce serait oublier
» ce que je me dois à moi-même. — Votre Majesté
» regarde le roi (le prétendant) comme un frère.
» — Les Français devraient connaître leurs devoirs
» sans que je leur en donnasse l'exemple. » Brune, en revenant à la question de l'armistice, dit au roi : « Votre Majesté veut donc s'en tenir à la notification
» dix jours d'avance ? — Oui. — Mais si elle voulait
» convenir secrètement d'un mois ? — Vous ne me
» connaissez pas si vous me croyez capable d'une
» telle ruse. — Je connais le caractère de Votre Ma-
» jesté. » Ainsi se termina cette entrevue qui devait être le prélude de nouvelles opérations militaires.

Le 18 juin, Gustave-Adolphe demanda à la Prusse de faire opérer un débarquement aux environs de Colberg, pour seconder le mouvement qu'il voulait tenter contre le maréchal Brune. Frédéric-Guillaume lui répondit, le 30, qu'il avait ordonné cette expédition, mais que des événements inattendus étaient venus changer totalement la na-

ture des choses. Nous allons rapporter ces événements et les résultats qu'ils produisirent, après avoir jeté un coup d'œil rapide sur la situation de l'Allemagne et sur celle de Napoléon.

La Russie, la Prusse et l'Angleterre venaient d'adopter un plan d'opérations, tenté en 1805, et qui plus tard devait obtenir un plein succès ; la Suède y adhérait sans admettre les principes politiques des alliés; l'Autriche hésitait, attendant les événements et couvrant ses vues secrètes d'une neutralité équivoque. Des insurrections menaçaient de toutes parts, et dans le reste de l'Allemagne, ainsi que dans les provinces prussiennes, les peuples étaient ruinés et les princes alliés mécontents. Cinq conventions nouvelles avaient été signées par M. de Talleyrand à Varsovie, le 18 avril, avec les plénipotentiaires des trois princes d'Anhalt-Dessau, Anhalt-Bernbourg et Anhalt-Cœthen, et avec ceux des princes de la Lippe, de Reuss, de Schwartzbourg et de Waldeck, qui se réunissaient à la Confédération du Rhin et s'engageaient à fournir entre eux un contingent de mille huit cent cinquante hommes. C'était une violation patente de l'article XXXIX de l'acte d'union, qui ne donnait qu'à la Confédération seule le droit d'accueillir de nouveaux confédérés ; mais cette foule d'augustes ilotes avait même perdu le droit de se plaindre.

Napoléon n'opposait à tout ce qui eût rendu critique la position de tout autre que sa volonté ferme et son activité sans exemple. Il avait fait marcher une grande masse de conscrits et intéressé jusqu'à

la religion à ces levées qui servaient ses ambitieux projets en forçant les évêques à publier dans leurs mandements que s'y soumettre était une *obligation sacrée* (1). Il avait formé deux régiments polonais parmi les hommes qu'exaltait l'espérance illusoire du rétablissement de leur noble patrie. Le prince de la Paix s'était fait absoudre de ses velléités de guerre par l'envoi de quatorze mille Espagnols sous les ordres du marquis de la Romana; tout ce que les arsenaux de Dresde possédaient en armes et munitions avait été enlevé, sous prétexte d'empêcher les insurgés de s'en emparer. L'armée française ainsi réorganisée était redevenue comme par magie plus formidable que jamais. C'était le plus haut point de perfection que cette armée devait atteindre et elle allait porter Napoléon au plus éminent degré d'élévation, de puissance et de gloire où il dût parvenir.

Dantzick, bloqué dès les derniers jours de janvier, bombardé depuis le 24 avril, avait soutenu avec constance de fréquentes et vigoureuses attaques. Outre la vaine tentative faite par Bennigsen pour débloquer cette importante forteresse, deux autres furent essayées sans en obtenir plus de succès, grâce à la malveillance du gouvernement britannique, qui eût pu les favoriser par une expédition maritime. Cette ville se rendit donc le 20 mai, après cinquante-quatre jours de tranchée ouverte. D'environ dix-huit mille Prussiens qui s'y étaient

(1) Entre autres, le mandement de l'évêque de Quimper.

les troupes russes se déployèrent se trouvait partagée par un ravin profond qui, coupant la droite de la gauche, rendait difficiles les communications entre les deux ailes de l'armée ; enfin Bennigsen était malade ; cependant il fallut combattre dans la journée du 14, qui devait mettre fin à la guere.

Les premières attaques des Russes furent heureuses jusqu'à midi ; ils n'avaient encore affaire qu'à une partie des forces françaises qu'ils négligèrent d'écraser, se croyant déjà victorieux ; mais Napoléon ayant paru alors avec le reste de ses troupes, l'armée alliée tout en désordre, réduite depuis dix jours à soixante mille hommes (1), ne put en soutenir le choc, fut rompue et dispersée. Lannes coupa l'aile droite qui tentait de se retirer sur Kœnigsberg ; Ney attaqua Friedland pour empêcher la retraite de l'aile gauche. Les combats dans cette ville se prolongèrent jusqu'à onze heures du soir, et de part et d'autre avec d'autant plus d'acharnement que le pont de Friedland et les pontons avaient été brûlés derrière les premières troupes en retraite : aussi un gros de cavalerie acculé à l'Alle ne parvint-il à passer cette rivière à la nage que grâce à une canonnade nocturne dont l'effet fut

(1) Robert Wilson donne aux Russes quatre-vingt-dix mille hommes et aux Français cent quarante mille ; et M. Bignon (t. VI, p. 294) dit que dans cette campagne Bennigsen disposait de cent vingt à cent trente mille hommes et Napoléon de *plus de* cent soixante mille. Ces évaluations sont exagérées.

(*Note de l'éditeur.*)

d'abattre sur l'autre rive la berge élevée et à pic qui s'y fût opposée.

L'armée russe avait perdu seize mille hommes tant tués que blessés, car il n'y eut de prisonniers que ceux-ci. Réduite à environ quarante-quatre mille hommes, elle ne pouvait continuer à lutter contre l'ennemi qui, bien que ses pertes depuis huit jours montassent à vingt mille hommes (car le combat très-infructueux d'Heilsberg avait été pour lui des plus meurtriers), en conservait encore cent mille.

Bennigsen ramassa donc ses corps épars, les conduisit à Tilsitt, traversa cette ville, passa le Niémen dans la nuit du 18 au 19, rompit les ponts et abandonna ainsi le reste de la Prusse aux Français victorieux; car, dès que Lestocq, qui était à Kœnigsberg, eut appris la défaite de l'armée russe il partit pour la rejoindre, et la capitale du royaume de Prusse fut occupée par l'ennemi dès le 16 juin.

Colberg et Graudentz devaient seuls avoir l'honneur de résister jusqu'à la signature de la paix, malgré les menaces faites à leurs commandants de les faire pendre après leur reddition, pour avoir osé résister à une armée impériale; horrible droit de la guerre depuis longtemps tombé en désuétude.

A peine Napoléon eut-il occupé Tilsitt que Bennigsen envoya demander une *suspension d'armes*. On répondit qu'on était disposé à *entrer en négociation*, et sur cette ouverture il fut résolu d'envoyer un ministre au quartier-général français. Le prince Labanoff-Rastowski s'y présenta pour négocier un armistice qui fut conclu le 21 juin, pour

un mois, durant lequel des plénipotentiaires nommés de part et d'autre traiteraient d'une paix définitive.

Duroc fut envoyé le 23 à l'empereur Alexandre, pour l'échange des ratifications et le 24 on décida que le général Kalkreuth serait attendu pour signer un semblable armistice avec le roi de Prusse.

Ce fut à cette occasion que Frédéric-Guillaume écrivit le 30 juin, au roi de Suède, la lettre dont nous avons parlé, et où il lui annonçait les événements qui contrariaient leurs plans hostiles ; c'était la défaite de Friedland et ses résultats. « Les événements, disait-il, et *d'autres circonstances* ont » engagé l'empereur Alexandre à conclure avec Napoléon un armistice qui a pour but le rétablissement de la paix. Je n'ai pas besoin de demander » à Votre Majesté si, dans la situation affreuse où » je me trouvais, je pouvais me séparer de la Russie. Ce n'est pas sans une vive anxiété que j'ai, » cédant à la dure nécessité, signé un armistice et » nommé des ministres qui, conjointement avec » ceux de mon allié, doivent traiter de la paix. L'armistice conclu à Tilsitt s'étend aussi au corps » commandé par le général Blücher. »

Cette lettre était arrivée trop tard. Le roi de Suède, pour n'être pas gêné dans son plan d'opérations militaires, avait dénoncé le 3 juillet la rupture de l'armistice de Schlatkow, ne se doutant pas de ce qui avait lieu ou se préparait à Tilsitt. Il fut donc très-surpris en recevant, le 16 juillet, une lettre du roi, en date de Memel, dont voici les principaux pas-

gne : « Immédiatement après l'armistice, mon allié » a conclu la paix pour lui seul. Abandonné ainsi et » laissé sans secours sur le grand théâtre de la » guerre, je me vis forcé, quelque pénible que cela » fût pour moi, de signer la paix, quoique les cir- » constances en eussent rendu les conditions dures » et accablantes. Dans cet état de choses, je devais » désirer que la dénonciation de l'armistice, qui eut » lieu de la part de Votre Majesté le 3 de ce mois, » n'eût pas pour suite la reprise immédiate des hos- » tilités, puisque le corps du général Blücher ne pou- » vait plus y prendre part. Je résolus en conséquence » de faire connaître les circonstances telles qu'elles » étaient à l'empereur Napoléon, en lui proposant » d'ordonner sans retard à ses généraux de renouer » les négociations avec les vôtres et de prévenir toute » inutile effusion de sang. Il parut écouter avec » plaisir cette proposition et m'engagea à m'y em- » ployer pour que les hostilités cessassent entre Vo- » tre Majesté et lui, ce qu'il regarde comme égale- » ment agréable pour les deux partis. »

Blücher, qui ne comptait plus sur les rois pour l'affranchissement de l'Europe, ni même sur les armées régulières, mais bien sur les populations opprimées et indignées, opinion qu'il avait franchement émise en présence des amis comme des ennemis de la France, et qui s'appuyait sur l'accroissement journalier des sociétés secrètes dont lui-même faisait partie, sortit de Stralsund à son grand regret et sans que Gustave-Adolphe y mît obstacle.

Lord Cathcart, avec les troupes hanovriennes,

s'embarqua aussitôt pour les employer contre l'île de Seeland.

Le roi de Suède, ne pouvant plus défendre Stralsund, proposa au maréchal Brune un nouvel armistice, et celui-ci n'y consentit qu'à condition que la forteresse serait occupée par les troupes françaises, ce qui eut lieu après que le monarque suédois en eut enlevé l'artillerie et les munitions. Tel fut le fruit de sa constante fidélité à ses alliés.

Dès que la cour de Vienne apprit la défaite des Russes à Friedland, elle s'empressa d'envoyer à Tilsitt le général Stutterheim, nouvel observateur politique et militaire comme le baron de Vincent. L'objet de sa mission était d'offrir aux puissances belligérantes la médiation de l'Autriche; mais les choses avaient marché avec une telle rapidité que cette démarche resta sans effet.

L'Europe entière fut étrangement surprise et de l'empressement avec lequel l'empereur Alexandre avait demandé un armistice et de celui avec lequel il conclut la paix, ainsi que des stipulations déjà officiellement connues de cette paix, dont cependant on ignorait encore les inconcevables conditions occultes; enfin, de l'espèce de terreur aveugle dont le tzar semblait avoir été frappé.

Quant à ce dernier objet en voici la cause. Bennigsen avait près de lui, comme tous les généraux en chef russes, un agent diplomatique qui correspondait particulièrement avec son ministre. Cet homme, paisiblement nourri dans les bureaux des affaires étrangères et nullement belliqueux de sa na-

ture, avait vu les désastres de Friedland, et, vivement effrayé, il s'en était exagéré les résultats; selon lui il ne restait plus même l'ombre d'une armée, et c'est ainsi qu'il en avait écrit au baron de Budberg. L'empereur, avide de nouvelles, saisit la lettre, la lut, se persuada que tout était perdu sans ressource, fut confirmé dans cette idée en voyant le désordre de ses troupes à leur arrivée et en considérant à quel point était formidable l'armée française déployée devant lui à Tilsitt; il devint donc incapable de songer aux immenses moyens de défense qui lui restaient. Ces moyens étaient la marche déjà avancée de *sa milice*, l'esprit exalté de son peuple, les difficultés qu'eussent offertes aux vainqueurs la nature du *pays*, la pénurie de vivres, et plus tard un climat destructeur qui l'avait si bien servi à Pultusk et à Preussisch-Eylau. Une frayeur incalculée lui fit solliciter un armistice, et d'*autres circonstances* amenèrent la prompte signature de la paix.

Voici quelles furent *ces circonstances*, très-nécessaires à exposer : d'une part le refus de subsides fait par lord Howick, d'une manière outrageante pour le caractère de l'empereur; faute d'autant plus *inexplicable*, que c'était ce même ministre qui, après les désastres d'Iéna, avait vivement pressé le tzar, et à plusieurs reprises par sir Charles Stuart, alors ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, de voler au secours de la Prusse; puis le retard de l'arrivée des troupes anglaises à l'île de Rugen et la lenteur de la nouvelle administration britannique à lui fournir l'argent, les armes et les munitions pro-

mises, deux choses qui l'avaient vivement irrité contre le gouvernement britannique; d'une autre part, le refus constant de l'Autriche d'adhérer à la convention de Bartenstein; enfin l'épuisement des finances russes, le manque d'armes et de munitions, la pénurie des subsistances et la crainte de sacrifier sans succès le reste de ses troupes. Toutes ces choses réunies lui firent d'autant plus facilement prêter l'oreille à des propositions de paix que Napoléon, employant à son égard cette puissance de séduction dont il savait si bien faire usage quand son intérêt l'exigeait, avait su caresser l'ambition du tzar en lui faisant envisager, dans une intime union avec la France, des avantages que la guerre la plus heureuse même n'aurait pu lui procurer.

Napoléon la désirait ardemment cette paix; les chances critiques auxquelles il s'était vu exposé, celles qu'il courait peut-être encore, ses vues ultérieures qu'une pacification au nord devait rendre facilement réalisables, l'avaient frappé et étaient de puissants motifs pour lui faire promptement terminer la guerre. Puis, si Marengo lui livra l'Italie, si Austerlitz lui soumit l'Autriche, si Iéna lui fit briser la monarchie prussienne, Friedland ne pouvait lui assurer qu'un allié, et cet allié était de nature à être soumis bien plus par la politique que par les armes. Il se montra donc prodigue de promesses, de concessions, de marques d'estime, de phrases amicales, et le traité fut signé le 7 juillet.

Le public ne connut pas d'abord toutes les conditions de ce traité, où de part et d'autre l'on se sacri-

fia ses alliés. Il se composait en totalité d'articles patents, d'articles secrets, et de conventions purement verbales, mais approbatives ou extensives des articles écrits ; dispositions politiques dont les bases avaient été posées dès la première entrevue que les deux empereurs eurent le 25 juin, dans un pavillon construit et amarré sur les flots du Niémen.

Par cette paix, aussitôt ratifiée que signée, il était dit, après les formules d'usage : (art. IV) que, par égard pour l'empereur Alexandre, Napoléon consentait à restituer au roi de Prusse une partie de ses États, manière humiliante pour le roi de prononcer sur ses intérêts, comme si la conquête seule constituait un droit irréfragable de possession *légitime* ; que la Prusse méridionale (art. V) serait donnée, à titre de grand-duché de Varsovie, au roi de Saxe, excepté une légère portion cédée (art. IX) à l'empereur de Russie, ce qui était souiller celui-ci des dépouilles de son allié et placer sur sa frontière polonaise un État qui, par la constitution qu'on lui destinait, serait dangereux pour ses voisins et sans harmonie avec leur régime civil et politique ; que la ville de Dantzick (art. IV) recouvrerait son indépendance, sous la protection de Leurs Majestés les rois de Prusse et de Saxe, et qu'une route serait établie, pour l'utilité du commerce, entre le royaume de Saxe et de Varsovie, article dont l'exécution devint un surcroît d'oppression pour la Prusse ; que les ducs de Saxe-Cobourg, d'Oldenbourg et de Mecklenbourg-Schwerin (art. XII) rentreraient dans leurs États ; que Sa Majesté

l'empereur Napoléon acceptait (art. XIII) la médiation de l'empereur de Russie pour conclure une paix avec l'Angleterre, dans la supposition que celle-ci accepterait cette médiation dans le mois qui suivrait la ratification du traité ; que l'empereur de Russie reconnaissait (art. XIV) Joseph et Louis comme rois de Naples et de Hollande ; qu'il reconnaissait également (art. XV) la Confédération du Rhin, telle qu'elle était ou deviendrait, d'après la seule notification qui lui en serait adressée ; qu'il cédait à la France (art. XVI) la principauté de Jéver, dans l'Ost-Frise; qu'il reconnaissait (art. XVIII) pour roi de Westphalie Jérôme, dont les États se composeraient (art. XIX) des États enlevés à la Hesse et à la Prusse ; qu'il reconnaîtrait également tous les arrangements subséquents (art. XX) faits par l'empereur Napoléon ; que le traité (art. XVII) serait commun aux alliés de l'empereur des Français; que les hostilités (art. XXI) cesseraient entre la Russie et la Porte Ottomane ; que les troupes russes se retireraient (art. XXII) de Valachie et de Moldavie, sans que ces provinces pussent être réoccupées par les Turcs avant l'échange des ratifications d'un traité futur entre la Porte et la Russie; que la Russie acceptait à cet effet (art. XXIII) la médiation de l'empereur Napoléon, et que cette évacuation des deux provinces turques aurait lieu (art. XXIV) sous la direction d'un commissaire français (articles patents que nous verrons plus tard avoir été démentis par des stipulations secrètes) ; que les deux empereurs se garantissaient récipro-

quement (art. XXV) l'intégrité de leurs territoires, et garantissaient aussi ceux des puissances qui prendraient part à ce traité; enfin que le cérémonial (art. XXVIII) entre les deux cours et leurs ministres serait établi sur le pied d'une parfaite égalité.

Il y eut en outre des articles ou plutôt des traités secrets, car ceux-ci étaient au nombre de trois, que l'indiscrétion, l'infidélité ou des discussions diplomatiques ultérieures firent connaître, quoique jamais on ne les ait avoués officiellement et qu'ils n'aient pas même été déposés dans des archives publiques.

Le premier était un traité d'ailliance offensive et défensive, signé le même jour que le traité patent, et principalement destructif des articles XXI et XXII de celui-ci en faveur de la Porte Ottomane; d'une part, il engageait dans la guerre de la France contre l'Angleterre ou toute autre puissance européenne, la Russie, qui garantissait toutes les conquêtes faites et à faire par Napoléon, qui stipulait la fermeture de ses ports au commerce britannique, qui promettait en outre d'employer son influence pour lui faire fermer tous ceux de la Baltique. D'autre part il était dit: « Si, par suite des changements » arrivés à Constantinople, la Porte n'acceptait pas » la médiation de la France, ou, si après l'avoir » acceptée, les négociations n'amenaient pas au » bout de trois mois un résultat satisfaisant, *la* » *France ferait cause commune avec la Russie* » *contre la Porte Ottomane*, et les hautes parties » contractantes s'entendraient pour distraire dé

» l'empire ottoman toutes ses provinces en Eu-» rope ; Constantinople et la Romélie seules excep-» tées. »

Par un second traité secret, les deux puissances, se considérant déjà comme les seuls et suprêmes arbitres de l'Europe, convenaient entre elles, que la Russie étendrait à son gré ses conquêtes en Europe et en Asie ; que les maisons de Bourbon et de Bragance seraient remplacées en Espagne et en Portugal par des princes de la famille de Napoléon (1) ; que la domination temporelle du pape cesserait ; que la Russie seconderait la France dans l'attaque de Gibraltar ; que la France s'emparerait de Tunis, d'Alger et du littoral africain, qui, lors de la paix générale, serviraient à indemniser les rois de Sicile et de Sardaigne ; que Malte appartiendrait aux Français ; qu'ils occuperaient l'Égypte ; que la navigation de la Méditerranée ne serait permise qu'aux navires français, russes, espagnols et italiens ; que le Danemark remettrait son armée navale à Napoléon et en serait indemnisé par l'acquisition des villes anséatiques, et que les deux puissances régleraient le nombre de vaisseaux de guerre que les neutres auraient le droit de mettre en mer.

(1) Ce traité, que l'ambition la plus extravagante pouvait seule croire réalisable, et que l'Angleterre parvint à se procurer par les soins du comte d'Antraigues, a été nié par M. Bignon, mais sans preuves. Il est cependant certain que, quant à ce qui y a rapport à l'Espagne, le duc de Rovigo l'affirme dans ses mémoires.

(*Note de l'éditeur.*)

Un troisième accord secret et confidentiel portait évacuation des Bouches du Cattaro en faveur de la France, chose qui n'avait pas été stipulée dans le traité patent; souveraineté des Sept-Iles attribuée à l'empereur des Français; reconnaissance de Joseph, non-seulement comme roi de Naples, mais en qualité de souverain de la Sicile, sauf les indemnités à accorder à Ferdinand IV sur la côte de Barbarie, à Candie et aux îles Baléares.

Quant aux conventions verbales que nous avons précédemment indiquées, Napoléon, qui en pressentait le peu de valeur, n'avait pas eu besoin d'être provoqué pour étendre ses promesses outre mesure : c'était dans une de ces conversations prétendues amicales et franches, qu'il disait à l'empereur Alexandre : « Je ne tiens pas à cette évacuation » des deux provinces (celles de Valachie et de Moldavie); qu'on la traîne en longueur. Il n'est pas » possible de souffrir plus long-temps les Turcs en » Europe; vous êtes le maître de les rejeter en Asie; » mais je tiens à ce que Constantinople n'appartienne » à aucune des puissances européennes. » Propos officiellement rappelé par le tzar, sans avoir été officiellement démenti. Celui que tint Napoléon au chanoine Escoïquiz (1) ne l'a pas été davantage. Na-

(1) Napoléon, dans une conversation qu'il eut à Bayonne avec le chanoine Escoïquiz, dit à cet ancien précepteur de Ferdinand VII : « L'empereur Alexandre, à qui j'ai fait part à » Tilsitt de mes projets sur l'Espagne, qui remontent à cette » époque, les approuva, et j'ai reçu sa parole d'honneur qu'il

poléon n'en avait pas moins fait partir de Tilsitt l'adjudant général Guilleminot, avec un officier russe, pour notifier aux armées belligérantes dans les provinces de Moldavie et de Valachie les articles du traité. Sous leur direction, l'armistice préparatoire fut signé à Slobosie, le 24 août, et il y était stipulé que les deux armées évacueraient ces provinces dans l'espace de trente-cinq jours.

Le traité avec la Prusse fut signé le 9 juillet; la reine, arrivée trop tard à Tilsitt, avait en vain employé toute son adresse, et elle en possédait beaucoup, toutes ses grâces, et elle en était pétrie, pour adoucir un vainqueur d'autant plus impitoyable qu'il avait plus outragé sa victime. Elle le sollicita avec cette chaleur de l'âme et du devoir que lui inspiraient et son ardent amour pour sa patrie et les intérêts, tant d'un époux chéri que d'un peuple dont il était aimé, mais sans manquer à cette dignité, apanage de son beau et grand caractère. Napoléon, accoutumé à la bassesse de ses entours, s'en indigna; son irascible vanité fut choquée d'une supériorité morale qui l'abaissait, car il n'avait en lui rien de ce qui fait sentir et priser cette hauteur de sentiment, cette convenance obligée d'état et de sexe. Aussi Hardenberg, qui alors quitta le ministère, disait-il : « Cet homme, dénué d'une généro-» sité si facile dans le succès, serait, s'il pouvait » tomber, sans dignité dans l'infortune. Et ce mot

» ne s'y opposera pas. » Au fait, le traité de Tilsitt n'était qu'un traité de partage, mais c'était le partage du lion.

fut généralement répété. En effet, Napoléon fut dur, insultant, grossier, et c'était une lâcheté aussi choquante que maladroite, devant la beauté, le malheur et la faiblesse, irrité qu'il était qu'on lui demandât avec noblesse ce qu'il eût peut-être accordé à l'abjection suppliante. Ce traité, qui réduisait la monarchie prussienne de plus de dix millions de sujets à moins de six (1), et lui enlevait ainsi de riches provinces au profit de la Russie, du roi de Saxe et du nouveau roi de Westphalie, engageait le roi de Prusse à reconnaître les rois Joseph, Louis et Jérôme; il rappelait tous les articles onéreux et humiliants pour lui contenus dans le traité conclu entre la France et la Russie, et coupait ses États par une route commerciale, devenue bientôt route militaire, entre la Saxe et la Pologne, et utile principalement à la France. Enfin ce traité rompait toute relation avec l'Angleterre, car l'article XXVII était ainsi conçu : « Jusqu'au jour de la ratification du » futur traité de paix définitive entre la France et » l'Angleterre, tous les pays de la domination de » Sa Majesté le roi de Prusse seront, sans excep» tion, fermés à la navigation et au commerce an» glais. Aucune expédition ne pourra être faite des » ports prussiens pour les Iles Britanniques, ni au» cun bâtiment venant de l'Angleterre ou de ses » colonies être reçu dans lesdits ports. » Par l'article XXVIII, l'époque de la remise des places était renvoyée aux stipulations d'une convention subsé-

(1) Voyez la pièce justificative K.

quente, et dans cette convention, signée le 12 à Kœnigsberg, la question des contributions précédemment imposées et non encore rentrées, ainsi que la remise des revenus courants, fut aussi renvoyée à des commissaires, ce qui devait ouvrir la voie à de nombreuses chicanes et à l'extension immodérée des exigences cupides. Aussi Hardenberg, qui n'eut pas la pénible tâche de signer cet acte de soumission, s'écria-t-il : « Ce n'est pas un traité de paix, c'est un traité de servitude... »

L'empereur Alexandre s'empressa d'annoncer à ses sujets la paix qu'il venait de signer (1), paix *heureuse*, disait-il, *dont avaient été écartées toutes idées d'agrandissement, surtout aux dépens de son allié, les considérant comme opposées à la justice aussi bien qu'à la dignité de la Russie.* Des illuminations furent ordonnées, mais les plus grands seigneurs, tout en obéissant à cette injonction de la police, manifestèrent indirectement leur opinion en ne plaçant à leurs portes que deux misérables lampions, et le prince Labanoff reçut par dérision le sobriquet de prince de la Paix. Ce qu'il ne faut pas omettre ici, c'est que les secours si longtemps attendus de l'Angleterre arrivèrent enfin au moment où la paix venait d'être signée, et que l'empereur Alexandre renvoya scrupuleusement les lingots, les armes, équipements et munitions si tardivement expédiés par le cabinet de Saint-James.

Bonaparte fut assailli des flagorneries ordinaires,

(1) Manifeste du 9 août.

tant du sénat que du conseil d'État et de tous les corps administratifs et judiciaires.

Quant au roi de Prusse, si impolitiquement dépouillé, c'était avec une touchante et profonde douleur qu'il adressait (1) à des sujets aussi fidèles qu'ils étaient aimés, aussi désolés qu'il l'était lui-même, à ces populations forcément cédées à Napoléon et à la Russie, l'expression sincère de ses regrets et celle de ses vœux pour leur prospérité, au moment où l'impitoyable fortune rompait des liens mutuellement si chers et séparait ainsi *le père de ses enfants*.

Ces traités conclus à Tilsitt semblaient avoir en partie pour objet l'indépendance maritime des neutres; mais, bien différents de ceux de 1780 et de 1800, qui furent libres, ceux-ci étaient forcés. D'une part, la Suède et le Danemarck, qu'on voulait contraindre à y adhérer et à qui seuls cette clause eût pu convenir, s'y refusaient; d'une autre, la Russie et la Prusse n'y avaient aucun intérêt et même se trouvaient ruinées par l'interruption du commerce avec l'Angleterre. Ces traités leur étaient donc onéreux; de plus ils rivaient les chaînes de l'Allemagne et préparaient celles des États continentaux qui avaient conservé jusque-là une ombre d'indépendance : nous en exposerons dans le chapitre suivant les résultats immédiats, prévus ou imprévus, et nous laissons ici Napoléon, monté au plus haut degré de gloire et de puissance qu'ils dût acquérir,

(1) Le 24 juillet.

dominant tous les États du continent, moins de huit années après son débarquement à Fréjus comme simple général républicain, et trois ans seulement depuis qu'il avait été déclaré empereur, dignité que l'Angleterre seule, parmi les États européens, ne lui reconnaissait pas. Mais aussi l'Angleterre était le seul des États européens et qui fût pourvue de cette *seconde vue* (1) *politique* qui fait découvrir les réalités sociales cachées sous le voile trompeur des apparences : un homme tel que Canning, quoiqu'il fût très-inférieur à Pitt, devait pressentir les effets du délire d'une insatiable ambition d'une part, et, de l'autre, ceux de l'humiliation croissante des princes et de l'oppression des peuples, qu'une indignation commune réunirait un jour pour assurer sinon la vengeance, du moins l'affranchissement européen et la sécurité présente et future de tous les États si tyranniquement subjugués. Mais il fallait que l'excès de l'infortune trempât des âmes alors tremblantes et découragées.

(1) L'on sait ce que c'est que la *seconde vue* dont les Écossais se prétendent doués, et qui leur fait pressentir les événements futurs.

1807.

Effets immédiats du traité de Tilsitt. — Turquie. — Armistice. — Mécontentement. — Confédérés allemands. — Leurs inquiétudes. — Leurs charges. — Leur ruine. — Le prince primat. — Polonais. — Leur constitution. — Leurs déceptions. — Prusse. — Daru. — Champagny. — Exactions. — Nouvelle perte de territoire. — Divers traités oppressifs. — Amour de Frédéric-Guillaume pour les arts. — Ses projets. — Il y renonce par devoir. — Succès restaurateurs. — Stein. — Scharnhorst. — Réforme civile et militaire. — Indignation de toutes les classes. — Sociétés secrètes.

Les premiers effets politiques du traité de Tilsitt furent l'affaiblissement de l'influence française à Constantinople, le mécontentement des Polonais les plus exaltés, l'inquiétude des confédérés allemands, un surcroît d'oppression pour la monarchie prussienne, ainsi que l'irritation des populations germaniques et la formation du Tugendbund.

Napoléon, nonobstant les articles secrets relatifs à la Turquie, envoya, en vertu des articles XXI et XXII du traité patent, l'adjudant général Guilleminot pour régler les termes de l'armistice qui fut signé à Slobosie, non avec Michelson qui venait de mourir, mais avec son successeur non autorisé et qui fut désavoué par l'empereur Alexandre. Les clauses en étaient réellement inadmissibles, car il y

était stipulé que le vaisseau pris par Siniavin serait restitué par la Russie. Les Turcs, de leur côté, instruits par l'ambassadeur anglais, Arthur Paget, de la teneur des articles secrets de Tilsitt, ne pouvaient pardonner à la France de les avoir ainsi sacrifiés. Ils sont alliés sincères, quoique souvent peu utiles. Ils avaient été entraînés à la guerre par Sébastiani, et après avoir opéré une diversion favorable aux succès de Napoléon, ils n'étaient pas assurés de conserver la Valachie et la Moldavie, le sort de ces provinces se trouvant soumis aux résultats d'une négociation dont l'issue était incertaine. La légation anglaise profita de ce juste mécontentement pour se rapprocher du divan. L'ambassadeur français, instruit de ce qui se tramait contre les intérêts de son maître par Alexandre Soutzo, premier drogman de la Porte, déjoua cette intrigue ; il vanta aux ministres turcs les intentions de l'empereur des Français, qui étaient de relever la gloire et la puissance de l'empire ottoman et de lui rendre tout l'éclat dont il avait brillé sous le règne du grand Soliman. Il dit au prince Soutzo : « Vous avez bien fait de » vous vouer à la France ; la reconnaissance de » l'empereur vous mènera loin. » Mais la trahison bientôt connue du drogman le fit livrer au glaive du bourreau. Le divan couva et dissimula la haine que lui inspiraient et le ministre français et celui dont il était le représentant. M. Sébastiani sentit qu'il ne pourrait conserver longtemps le crédit dont il avait joui, et partit après avoir vu l'influence française considérablement affaiblie à Con-

stantinople, ce qui fut hautement manifesté par la suite des événements politiques.

Les princes de la Confédération du Rhin n'avaient pas plus que les Turcs à se louer de leur protecteur; ils ne sentirent que trop tôt à quel point leur aveugle ambition les avait abusés. Napoléon, lié avec la Russie et dominateur de la Prusse, ne gardait plus de mesure avec eux; ses actions, ses discours manifestaient hautement son intention d'étendre sur l'Allemagne l'autorité absolue qu'il exerçait en France. Loin de satisfaire l'avidité de ces princes en leur partageant, comme ils y comptaient, le fruit des conquêtes auxquelles ils avaient eux-mêmes concouru; il les frustra de cet espoir par la création du grand-duché de Varsovie, qui pouvait les entraîner dans de nouvelles guerres, ne fût-ce que pour satisfaire une nation belliqueuse, en la consolant par la gloire des déceptions de la politique, et aussi par la création du royaume de Westphalie, sentinelle française contre les intérêts allemands. Ces États venaient d'être nouvellement réunis à la Confédération, sans qu'à cet égard on l'eût même consultée, comme on ne la consultait en rien sur les charges qu'on lui imposait.

Ce que les princes confédérés avaient été loin de prévoir, c'est que les réjouissances données à cause de la signature d'un traité qui, dans leur opinion, mettait fin à la guerre, seraient troublées par l'entrée sur leur territoire d'un corps de 40,000 Français qui, s'acheminant vers l'Oder et la Vistule, devaient être logés et nourris aux frais des États qu'ils tra-

de France, se permettait à Vienne les propos les plus menaçants.

Affaiblie, mais puissante encore, avec une agriculture et une industrie florissantes, une grande abondance de richesses minérales, des chevaux en grand nombre pour sa cavalerie, son artillerie et ses transports; avec des troupes qui n'avaient qu'à regret déposé leurs armes, il ne fallait à l'Autriche que des subsides, et elle pouvait en attendre de la nouvelle administration britannique. Puis Napoléon, de son côté, ne croirait-il pas cette puissance encore trop peu affaiblie? Enfin, de quelque manière que la lutte s'engageât, les derniers événements prouvaient que ce serait pour les confédérés un surcroît de charges sans la moindre lueur d'espérance. Traités comme des vassaux, depuis surtout qu'on n'avait plus besoin de leur secours, ils se virent bientôt, pour ainsi dire, insultés dans la personne de celui qui les présidait; car le prince primat fut appelé, contre toutes les convenances comme contre tout principe de morale, à sanctifier le mariage de Jérôme Bonaparte avec la princesse de Wurtemberg. Était-il de la dignité d'un archevêque président de la Confédération du Rhin de quitter ses fonctions et son siége pour remplir le rôle d'un curé de Saint-Cloud? M. de Dahlberg avait publié un ouvrage sur l'accord de la morale et de la politique (1); n'était-ce

(1) *Des rapports entre la morale et la politique*, in-4°, Erfurt, 1786.

Charles-Théodore de Dahlberg, archichancelier; électeur

donc pas lui demander, à lui prêtre catholique, de se mettre en contradiction avec ses propres maximes religieuses et sociales, en bénissant une union qui en rompait une autre cimentée par la naissance d'un enfant? Le pouvait-il sans honte, et cette honte ne rejaillissait-elle pas sur la Confédération qu'il présidait? Il y a plus : les confédérés, quoique par l'article XXXIX de leur pacte fondamental, ils eussent seuls le droit de s'adjoindre de nouveaux princes, n'apprirent l'adhésion à leur ligue des princes d'Anhalt, de Reuss, de la Lippe, de Schwartzbourg, de Waldeck, que par la réunion à leurs troupes de celles de ces princes. Plus tard on leur signifia comme à des sujets les décrets prohibitifs du commerce anglais, nouvelle cause de ruine pour leurs États et d'irritation pour leurs sujets. Ils se rassurèrent cependant quand l'habile comte de Metternich (1), obtint enfin l'évacuation de la forteresse de Braunau, ce qui semblait effacer toute crainte prochaine de guerre. Mais cet homme d'État dut peut-être moins un tel succès (2) à ses incontestables talents diplomatiques qu'à la remise par le czar des Bouches du Cattaro, et aux vues de Napoléon sur la péninsule ibérienne, arrêtées à Tilsitt et encore incon-

de Mayence, prince primat et archevêque de Ratisbonne, grand-duc de Francfort, est mort prince évêque de Constance, le 10 juin 1817.

(*Note de l'éditeur.*)

(1) Depuis prince de Metternich.

(2) Le 10 octobre.

nues ; cause de guerre nouvelle inattendue qui allait forcer les confédérés à prendre part à une lutte sanglante et sacrilége.

Quant aux premiers résultats ostensibles du traité de Tilsitt, ils furent relatifs à la Pologne et méritent d'autant plus d'être rapportés que les publications françaises les ont dénaturés. Napoléon, arrivé à Dresde, y trouva huit gentilshommes polonais chargés de régler avec lui la nature du gouvernement à donner au grand-duché de Varsovie. La Pologne était déjà peu satisfaite de ce que l'on avait fait pour elle, et les députés éprouvaient de vives inquiétudes sur le sort présent et à venir de leur patrie. Ces députés étaient Malakowski, Gutakowski, Stanislas Potoski, Dzialinski, Wibiski, Bilinski, Soboleski et Luscherewski. Wibiski avait été de la conjuration étouffée en 1794 ; plus heureux enfin en 1806 qu'il ne le fut en 1805, il espéra, mais en vain, un affranchissement de la Pologne, et, à son défaut, un gouvernement librement établi par ceux qui devaient s'y soumettre. Mais l'union de la France et de la Russie, comme la nécessité de n'altérer en rien cette union, en décida autrement. Les troupes françaises demeurées en Pologne ou dans son voisinage assuraient la soumission du peuple aux ordres de Napoléon ; il fallut donc se décider à les solliciter humblement. L'empereur des Français fit appeler M. de Talleyrand, et lui commanda une constitution dont l'objet devait être de combiner ses vues secrètes de dominer le nouvel État avec la réalisation des promesses faites à l'empereur Alexandre d'établir un

ordre de choses qui ne troublât point la tranquillité de la Russie. Cette constitution, l'une de ces charlataneries modernes qui exaltent les passions sans les satisfaire et font trop souvent sacrifier aux illusions d'une liberté politique les réalités de la liberté civile, fut rapidement fabriquée et présentée, non à l'acceptation, mais à la signature des députés, à qui l'on fit bien sentir « qu'il était inutile de perdre du » temps en représentations que l'on n'écouterait » pas, et en discussions qui devaient cesser devant » la volonté de l'empereur. » Ils signèrent donc, et Napoléon parut accepter, le 22 juillet, un gouvernement qu'il avait lui-même imposé (1). Dans cet acte constitutionnel la couronne ducale était héréditaire; le prince était revêtu du pouvoir exécutif dans toute sa plénitude; il avait l'initiative de la présentation des lois rédigées dans son conseil d'État; la diète, apte à les approuver ou rejeter, se composait, 1° d'un sénat de dix-huit membres nommés par le grand-duc, dont six évêques, six palatins et six castellans; 2° d'une chambre de nonces au nombre de cent, élus, soit par les assemblées qualifiées diétines, composées des nobles qui députaient soixante d'entre eux, soit par les villes qui nommaient quarante autres députés pour la compléter. Les sénateurs devaient être à vie; la diète ne s'assemblait que tous les deux ans et les sessions ne duraient que quinze

(1) C'est ce que ne dit pas M. Bignon.

(*Note de l'éditeur.*)

jours. Quant à l'armée, elle ne pouvait s'élever au-dessus de trente mille hommes.

Cette constitution n'était assurément pas démocratique dans ses formes écrites; mais qu'est-ce qu'une lettre morte contre la vitalité des passions? La loi se montrait monarchique, mais l'esprit de la noblesse se montrait révolutionnaire; le gouvernement qu'on lui donnait ne satisfaisait pas ses vœux. C'était donc un volcan placé entre la Prusse et la Russie; la suppression de l'esclavage ajoutait à son intensité. La plupart des États voisins pouvaient résister à son influence morale et même en briser les instruments; mais la Prusse, devenue si faible depuis la paix de Tilsitt, avait tout à en redouter; car tout est danger pour la faiblesse. La Pologne, de son côté, ne cachait pas son mécontentement, les meneurs de sa révolution surtout; ils avaient espéré une grande influence politique et de fructueux avantages particuliers. Frustrés sous ce double rapport, les noms conservés de palatins, de castellans, de starostes, de nonces, de diète, ombres impalpables de ce qui fut, ne les en consolaient pas.

De plus, si en 1791 les Polonais avaient appelé au trône l'électeur de Saxe, à défaut de Stanislas-Auguste, ce prince si respectable, le Salomon de l'Allemagne, le père de ses sujets, ne leur inspirait plus la même confiance depuis qu'il leur était imposé et non pas élu par eux. Puis sa dépendance nécessaire d'un homme que leurs vœux invoquèrent et qui les trompa faisait naître des inquiétudes

sur la manière dont il voudrait agir on serait contraint à le faire. C'était une autorité bornée qu'on lui eût déléguée ; c'en était une presque absolue qu'on lui accordait, moins peut-être pour son propre intérêt que pour celui de la France. Enfin l'amour des Polonais pour la France s'était affaibli depuis qu'ils avaient vu Napoléon épuiser leur faible trésor en faveur de ses généraux et ne s'être fait aucun scrupule de dépouiller le prince qu'il couronnait de domaines accordés à des Français aux dépens des nationaux qui l'avaient servi. Le peuple d'ailleurs était ruiné par les troupes françaises dont la présence seule pouvait le maintenir dans l'obéissance.

Mais là où le mécontentement était le plus général, c'était en Prusse, celle de toutes les puissances victimes de Napoléon à laquelle il avait porté les coups les plus funestes. Cette monarchie rentrée, sauf une gloire disparue et une prospérité détruite, dans les limites où le grand Frédéric l'avait trouvée, croyait en vain n'avoir plus à essuyer de nouveaux malheurs. Le roi et la reine s'étaient, après la paix de Tilsitt, rendus à Memel, où fut signée le 12 juillet la convention qui, sous prétexte de l'évacuation des États prussiens par les troupes françaises, ouvrit la porte à une ruine plus grande qu'on ne l'avait soupçonné. Par cette convention la retraite de ces troupes devait s'opérer du 25 juillet au 1er octobre, à l'exception de celles qui occupaient les districts de Preuzlau et de Passewalk, qu'elles ne devaient quitter que le 1er novembre, et de celles

de Stettin, district soumis à un accord ultérieur. Mais par cette convention, la rentrée des contributions imposées et la remise des revenus courants étaient préalablement exigées. La réalisation de ces engagements et la fixation des routes à travers la Silésie devinrent alors l'objet de discussions sans nombre, où la faiblesse craintive eut péniblement à lutter contre la force impérieuse et tyrannique. Les commissaires français demandèrent non-seulement des routes militaires et commerciales, mais des bureaux de poste saxons, des priviléges pour les marchands étrangers, la cession même, en faveur du grand-duc, de certain territoire silésien.

Pressé par le besoin que ses sujets avaient d'être délivrés de la présence des troupes ennemies, Frédéric-Guillaume, par une seconde convention signée à Elbing le 15 octobre, consentit à accorder aux Saxons, aux Polonais et à leurs alliés une route militaire passant par Crossen et Zullichau, et trois autres routes commerciales par la Netz, la Wartha et l'Oder, avec exemption de droits de visite.

Par une troisième convention conclue le 10 novembre, la Prusse cédait au grand-duché de Varsovie la Nouvelle-Silésie et le cercle de Michelau, pertes ajoutées à celles déjà si considérables stipulées dans le traité de Tilsitt et au mépris de sa teneur. Dans cette même convention le roi confirmait les donations faites par Napoléon, sur les domaines de l'État, en faveur du prince de Neufchâtel et du maréchal Mortier, que l'onéreux traité du 9 juillet n'avait pas ratifiées.

Ces cessions forcées et illégales n'étaient pas les seules imposées à la Prusse. Rapp, gouverneur de Dantzick, obtint pour cette ville, contre le texte du traité qui lui accordait un territoire de deux lieues à partir de son enceinte, l'étendue de deux milles allemands, comptés de l'extrémité de ses fortifications, et le roi ne pouvait raisonnablement s'y refuser, en présence de deux cent mille hommes qui, contre la foi promise, inondaient encore ses provinces et y vivaient aux dépens des malheureux habitants.

Ce qu'il y avait de pire, c'est qu'on ne pouvait s'entendre sur les prétentions exagérées des commissaires français. L'impitoyable Daru, aussi impérieux en administration que son maître l'était en politique, ne faisait aucun état des six cents millions de francs déjà imposés aux pays conquis (1) et des vexations de tout genre dont les peuples avaient été l'objet, des menées même de certains administrateurs en sous-ordre, pour détourner à leur profit les revenus de l'État, ce qui empêchait le roi de pouvoir payer la paix qu'on lui vendait; il n'avait aucun égard aux contributions arbitraires, aux charges pesantes, telles que logement, nourriture, transports, corvées, exigés par les généraux et les fournisseurs, par une foule d'employés, et même par des domestiques et des femmes à la suite de l'armée. Daru rejetait avec dédain l'offre de dix-neuf millions faite par les commissaires prussiens, et élevait ses prétentions jusqu'à la somme exorbi-

(1) Voyez la pièce justificative L.

tante de cent cinquante-quatre millions cinq cent mille francs, qu'il ne voulut jamais diminuer que de trente-cinq millions cinq cent mille francs, réduction à laquelle le chargé d'affaires eût consenti : mais le ministre des affaires étrangères Champagny, ayant à cet effet pris les ordres de Napoléon, renchérit encore sur les prétentions du commissaire Daru, et faisant à son gouvernement un droit légitime de l'illégitimité d'une occupation militaire prolongée, il prétendit que tous les revenus durant cette occupation étaient acquis à la France, que les sommes dues par la Prusse devaient monter à cent quatre-vingts millions, mais que l'empereur voulait bien se contenter des cent cinquante-quatre millions cinq cent mille francs demandés par son agent financier. Aux nombreuses et justes réclamations du roi l'on ne répondit que par des menaces, et tout ce que la Prusse put obtenir ce fut qu'on réduirait cette somme à cent quarante millions, à condition qu'elle livrerait pour garantie, jusqu'à parfait payement, Glogaw, Custrin et Stettin, et s'engagerait à entretenir à ses frais dans ces forteresses un corps français de dix mille hommes. Il fut en outre stipulé qu'on accorderait sept routes militaires, tant entre ces trois forteresses qu'entre Varsovie, la Saxe, Dantzick et Magdebourg, et que l'on céderait encore à la citadelle de cette dernière place un territoire de deux mille toises de rayon. De plus, Frédéric-Guillaume s'engageait à ne plus entretenir, durant l'espace de dix années, au delà de quarante-deux mille hommes de troupes réglées. Que de char-

ges nouvelles à supporter ! que d'humiliations à éprouver ! que de plaies surtout à guérir ! Combien peu de ressources restaient au roi pour cicatriser celles-ci ! Ses malheurs étaient grands, son courage le fut bien plus encore. Il ne désespéra point du salut de l'État ; il connaissait l'esprit de son peuple ; il ne doutait pas de son amour, et nul sacrifice ne lui parut lourd pour se montrer digne du zèle qu'on lui témoignait.

Depuis le commencement du règne de Frédéric-Guillaume le bonheur public avait été le premier objet de tous ses soins, la plus douce de toutes ses jouissances ; mais tout en s'occupant essentiellement de la prospérité de l'agriculture, du commerce et de l'industrie ; en économisant sur les revenus publics ; en régularisant l'administration ; en soignant l'éducation populaire, toujours réglée sur l'état des personnes et leur destinée présumable, afin de faire en sorte qu'un bienfait ne devînt pas une cruelle déception ; le goût vers lequel il avait été le plus vivement entraîné, dès qu'il put raisonnablement s'y livrer, ce fut, après les charmes de son intérieur, l'amour éclairé des beaux-arts. Il était de tous les souverains de l'Europe celui qui, à cette époque, y attachait réellement le plus de prix : il éprouvait donc un très-vif désir de les faire prospérer dans ses États, comme la riche parure d'une civilisation avancée et une noble occupation pour le génie sans ambition publique ou cupide. La fondation d'un musée qui pût rivaliser avec celui de Saint-Pétersbourg, fruit de la munificence de Catherine II,

avec celui de Paris, enrichi par la victoire, et ceux renommés de Dusseldorf, Dresde et Munich, était pour lui une occupation chérie.

Ce projet qui flattait l'orgueil national était aussi un aliment pour les esprits et une ressource pour les talents. Frédéric Ier n'avait été que fastueux; Frédéric-Guillaume Ier, aussi économe que son père le fut peu, fonda la puissance prussienne par le rétablissement des finances et la création de l'armée. Frédéric II répandit un lustre immortel sur son nom et celui de son peuple. Cet homme prodigieux, aussi grand administrateur qu'habile militaire, n'avait aimé les arts que comme une décoration digne d'un monarque puissant; Frédéric-Guillaume II qui, grâce à d'heureuses circonstances, était parvenu à étendre considérablement la domination prussienne, eût ruiné l'État par des profusions inconsidérées, étrangères à toute idée artistique. Frédéric-Guillaume III, exploitant les bienfaits d'une longue neutralité, après avoir payé les dettes de son père, bonifié toutes les parties de l'administration, crut pouvoir se livrer au goût qui le dominait; il voulut que l'école berlinoise rivalisât avec les grandes écoles de peinture; il projeta l'achat de quelques chefs-d'œuvre, destina des pensions aux artistes, et fonda des prix pour les élèves les plus distingués qui devaient perfectionner leurs études à Rome. Tels étaient ses plans, heureux complément de ses utiles travaux, quand les désastres de 1806 et de 1807 l'obligèrent à en remettre l'exécution à des temps plus prospères. Ce qu'il y avait

alors de plus pressant et de plus cher à son cœur ; c'était le soulagement des infortunes publiques et particulières. Il sacrifia donc ses goûts à ses devoirs.

Le premier pas à faire, c'était de s'entourer d'hommes capables de seconder ses vues restauratrices et d'écarter de son conseil ceux qui s'étaient montrés indignes de sa confiance par corruption, idées fausses, paresse ou impéritie. Le public vit donc avec plaisir le renvoi du grand chancelier Goldbeck, de MM. de Massow, de Reck, de Voss, d'Anger, de Thulmeyer et d'Ingersleben, mais surtout du comte de Hoym, dont la conduite, plus faible peut-être que perverse, avait été si blâmable dans son gouvernement de la Silésie, en regard de l'héroïsme excitateur du comte de Pückler. Le roi cependant, avec cette bonté qui le caractérise, rejeta leur destitution sur la nécessité d'une stricte économie ; Lombard même en fut quitte pour voir substituer à ses nuisibles fonctions une place de vétéran à l'Académie ; Haugwitz demeura profondément oublié, et Beyme ne se soutint que par le crédit de la France. Quelques généraux se firent justice en se démettant de leurs emplois. Les enquêtes qui eurent lieu sur la conduite des militaires de tous grades, sous la direction des princes de la maison royale, démontrèrent l'extrême indulgence du monarque, qui crut utile de laisser aux accusés une voie de réhabilitation par de nouveaux services ; et pour que ces enquêtes ne déshonorassent personne, l'héroïque Blücher lui-même y fut soumis. Ces dis-

positions bonnes ou mauvaises que de zélés serviteurs du roi crurent pouvoir blâmer, n'eurent pas les funestes résultats qu'on en redoutait.

Frédéric-Guillaume, privé des conseils de Hardenberg, qui fut obligé de fuïr à Riga, puis à Libau, pour échapper à la haine de Napoléon, et qui ne rentra dans son domaine de Tempelberg qu'après la retraite des armées françaises, avait besoin, à défaut de cet homme honoré de sa confiance, de choisir deux ministres instruits, fidèles et fermes, pour l'aider dans deux choses essentielles, l'armée et l'intérieur. Ce dernier objet était le plus pressant, et il eut le bonheur de rencontrer, pour le charger de cette besogne épineuse, un homme vraiment supérieur qui plus tard eut, comme Hardenberg, l'honneur d'être en butte à la persécution de l'empereur des Français. Cet homme était le baron de Stein.

Charles de Stein, seigneur de Stein, personnage aussi recommandable par ses vastes connaissances que par ses talents pratiques et son indomptable caractère, était né dans le duché de Nassau, en 1756, et issu d'une des plus anciennes familles de ce pays. Entré dans l'administration des mines sous le grand Frédéric, en 1780, après avoir utilement voyagé pour son instruction en Allemagne et en Angleterre, il fut chargé en 1784 de la direction des douanes et accises. Doué d'une infatigable activité, Stein acquit la confiance du roi, l'estime publique, la reconnaissance du commerce et de l'industrie, en ouvrant de nouvelles et larges voies à la circula-

tion des capitaux. Il se retira sur ses terres durant les malheurs de la guerre; mais le roi le rappela près de lui, à Memel, le 5 octobre 1807, et lui confia l'administration de l'intérieur, en y joignant même en partie les affaires étrangères. Cet homme d'État avait, dans sa studieuse retraite, médité profondément sur la situation critique de la Prusse, ses maux, leur cause et les remèdes à y apporter. Quoique ennemi des innovations modernes, il n'en sentait pas moins ce que les circonstances présentes exigeaient de réformes dans les anciennes idées gouvernementales. La commotion avait été vive; le zèle prenait une couleur nouvelle; il faut une autre manière de commander à des hommes disposés à contracter une forme différente d'obéir. Le point important était de faire cesser les haines qui fermentaient entre les diverses classes de sujets, haines jadis muettes et renfermées dans un cercle étroit, ce qui les avait rendues sans inconvénients graves, mais devenues plus vives et moins silencieuses depuis les malheurs de l'État. Il était donc indispensable de réunir tous les citoyens dans un intérêt commun, de tendre à en faire ainsi les instruments libérateurs de la monarchie. Ces vues mûries dans le cabinet l'engagèrent, dès le 9 octobre, c'est-à-dire quatre jours seulement après son entrée au ministère, à faire accepter par le roi et à publier une première ordonnance datée de Memel qui donnait aux bourgeois et aux paysans le droit, jusqu'alors exclusivement réservé aux nobles, d'acquérir des biens fonds, et aux nobles la faculté de

se livrer, sans déroger, au commerce et à l'industrie. Cette même ordonnance autorisait les anciens propriétaires à morceler leurs domaines, sauf les droits de leurs créanciers, en en avertissant la police; à abolir les fondations de famille ou les obligations serviles; elle prohibait à l'avenir tout servage contracté par naissance, mariage ou contrat, à dater du 11 novembre 1810. Toute servitude, corvée, obligation de service ou rente autre que celles fondées sur la jouissance d'un bien-fonds ou sur convention positive, étaient et demeuraient supprimées.

Une seconde ordonnance fut publiée le 19 novembre, dans l'intention de rompre cet esprit de communauté, propre trop souvent à isoler les intérêts et à les mettre en opposition ou en lutte avec les intérêts généraux. Elle réglait la composition des municipalités sur un mode nouveau, en décidant qu'à l'avenir les villes auraient des conseillers municipaux représentant la bourgeoisie; que ces conseillers se renouvelleraient chaque année par tiers; que les élections se feraient par district, sous la présidence d'un inspecteur royal et de trois assesseurs qui présenteraient au conseil royal les noms des élus; que ces conseillers ne seraient point soldés; qu'ils garderaient et défendraient les intérêts de leurs commettants; qu'ils se rassembleraient deux fois par an et décideraient à la pluralité des voix; qu'ils auraient à leur tête deux bourgmestres, dont l'un à la nomination du roi, sur trois candidats présentés; qu'un syndic nommé pour

deux ans siégerait dans ce conseil et aurait la police inférieure, sous la surveillance de la haute police réservée aux agents immédiats de l'autorité. C'était se rapprocher des idées du temps, tandis que de jour en jour on s'en écartait en France, et satisfaire à des intérêts privés sans attenter à l'ordre *public*.

Une troisième ordonnance du 24 novembre avait pour but le soulagement des propriétaires ruinés par la guerre. Elle leur accordait pour les payements exigibles un sursis jusqu'au 24 juin 1810, interdisait à leurs créanciers toutes poursuites, mais obligeait les débiteurs au service exact des intérêts, sous peine de perdre les bénéfices de cette ordonnance.

Ainsi, dans un espace de cinquante-huit jours, le baron de Stein plaça l'administration de l'État *sur des* bases totalement nouvelles et en harmonie avec des opinions dont on ne pouvait éviter l'*atteinte*, surtout depuis que le voisinage du grand-duché de Varsovie les rendait redoutables : il le fit avec d'autant moins de danger que les principes révolutionnaires, n'ayant pas pénétré dans la masse du peuple, ne pouvaient y trouver un puissant appui ; que la bourgeoisie en était en partie dégoûtée par la contemplation de leurs résultats en France ; enfin que les libertés ainsi accordées étaient la concession libre du pouvoir et non une conquête faite *sur lui*. Puis, cette dernière ordonnance prévenait autant la ruine du commerce que celle des propriétaires *ruraux* ; ceux-ci virent bientôt leurs domaines

obtenir une plus grande valeur vénale, en raison de la concurrence d'un plus grand nombre d'acheteurs que leur procurait l'ordonnance du 9 octobre, contre laquelle ils avaient d'abord murmuré : aussi l'union se rétablit-elle entre les différentes classes sociales, et l'esprit public prit soudain un élan restaurateur.

Ce qui troubla seulement le ferme et judicieux ministre, ce furent les justes et nombreuses réclamations des employés de la Prusse méridionale qui, au nombre de plus de sept mille, se trouvant sans emploi et même sans pain, demandaient des secours à un État incapable de leur en accorder, mal auquel on ne put remédier que par des retenues sur les traitements des employés en fonctions.

Un plus grand mal, parce qu'il jetait du désordre dans les relations commerciales, dans le recouvrement des impôts et dans la circulation par l'esprit d'agiotage qu'il fit naître, c'était la masse des monnaies d'un titre inférieur à leur valeur légale : répandues longtemps dans la totalité de la monarchie, elles venaient de s'accumuler dans ce qui en restait, et elles s'étaient accrues de l'introduction de fausse monnaie par des spéculateurs anglais. Ce qui rendait cette émission encore plus funeste, c'est la somme ruineuse de valeurs réelles qui avaient été enlevées par la France, son gouvernement et ses généraux, enlèvement qui se fit totalement en espèces de bon aloi ; il en résulta un grand renchérissement sur les denrées et sur les marchandises. A ces maux déjà si sensibles, la paix de Tilsitt en ajouta

d'autres communs à la Prusse et à l'Allemagne, aux prétendus amis comme aux ennemis déclarés de la France ; ce fut la fermeture des ports et la prohibition des marchandises anglaises, en vertu du décret de Berlin, et plus tard de celui de Milan, ainsi que la surveillance inquisitoriale exercée avec une autorité indépendante par les consuls français : d'autres agents plus ou moins publiquement autorisés espionnaient impudemment les actions et interprétaient les pensées. Le baron de Stein ne put échapper à leur animadversion. Son principal tort était le succès de ses soins pour la régénération prussienne ; aussi fut-il obligé de se réfugier en Russie, et les dernières ordonnances restauratrices furent signées par MM. de Dohna et d'Altenstein. Mais son expulsion du ministère devint de la part de Napoléon un très-faux calcul, et son séjour à la cour de Pétersbourg fut plus nuisible à la France que son séjour à Berlin, où son système continua à être suivi. Là, une autre branche de l'administration, plus importante alors qu'elle ne le paraissait, celle de la guerre, avait été confiée à Gérard-David de Scharnhorst. Ce savant théoricien, passé en 1801 du service de Hanovre à celui de Prusse, avait acoru par la pratique de vastes connaissances acquises dans le cabinet. Prisonnier à Lubeck, échangé aussitôt, il contribua puissamment au brillant succès de Lestocq, lors de la bataille de Preussisch-Eylau. Chez lui les vertus de l'homme égalaient les talents du guerrier, ses saines doctrines étaient sans faste, sa valeur et son zèle sans jactance ; l'aménité de ses

et y ralliait à sa cause les illuminés, entre autres le conseiller privé Kacheloff, homme fort en crédit près des ennemis de la France. L'ardent pamphlétaire Arndt, cet actif missionnaire des sociétés secrètes dont nous parlerons plus tard en détail, avait suivi le baron de Stein qui l'envoya en Allemagne y échauffer l'esprit de révolte et jeter les bases du *Tugendbund* (société de la vertu), conjointement avec le professeur Jahn, société occulte dans laquelle se précipitèrent les plus zélés serviteurs du roi, quoique celui-ci fût, par crainte de la France, forcé de désapprouver l'existence d'une association qui devait un jour devenir son plus puissant moyen de salut.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

A

Armistice du 6 décembre 1805, *signé à Austerlitz.*

Art. 1er. Les lignes des deux armées seront en Moravie, en y comprenant les cercles d'Iglau, de Znaïm et de Brunn, ainsi qu'une partie du cercle d'Olmutz, situé sur la rive droite de la petite rivière Trzboka, jusqu'à l'endroit où elle tombe dans la March, et la rive droite de la Marche jusqu'à son embouchure dans le Danube, y compris Presbourg. La ligne des deux armées s'étendra en outre pour les Français jusqu'aux États de Venise.

Art. 2. L'armée russe évacuera les États autrichiens, ainsi que la partie de la Pologne qui appartient à cette puissance, savoir : la Moravie et la Hongrie dans l'espace de quinze jours et la Gallicie dans un mois. L'ordre de la marche de cette armée sera annoncé de manière à ce qu'on puisse toujours savoir le lieu où elle se trouve, afin de prévenir toute difficulté et tout malentendu.

Art. 3. Aucune insurrection ni levée en masse ne pourra avoir lieu ni en Hongrie ni en Bohême, et aucune armée étrangère ne pourra entrer sur le territoire de la maison d'Autriche. Les négociateurs respectifs s'assem-

bleront à Nicolsburg, où les négociations seront ouvertes, afin que la paix et la bonne intelligence soient rétablies entre les deux empereurs. Fait double, etc.

Signé, Le maréchal BERTHIER.
Le P. D. LICHTENSTEIN.

B

Tableau des dépouilles de l'Autriche.

L'Autriche doit céder :

A.) Au royaume d'Italie :

Les États vénitiens l'Istrie et la Dalmatie.	Population. 1,856,000	Milles carrés. 711	Revenus. florins. 10,000,000

B.) A la Bavière :

Tyrol, Trente et Brixen.	600,000	480	4,200,000
Vorarlberg.	98,000	38	410,000
Margraviat de Burgau.	44,000	30	290,000
Comtés de Rothenfels, Hohenembs, Tettnang, Argen et Montfort.	39,000	27 1/2	280,000
Évêché d'Aichstœdt.	40,000	16	430,000
Sa part à l'évêché de Passau.	24,000	12	270,000
A reporter.	2,701,000	1514 1/2	15,880,000

	Population.	Milles carrés.	Revenus. florins.
Report.	2,701,000	1,314½	15,880,000
Ville de Lindau avec son territoire.	8,000	1	60,000
C.) Au Wurtemberg :			
Landgraviat de Nellenbourg.	29,000	16	130,000
Haut et bas comté de Hohenberg.	42,000	13	200,000
Préfecture d'Altdorff, Villingen et Bretingen.	29,000	9	180,000
Les cinq villes du Danube : Ehingen, Mundelkingen, Mengen, Riedlingen et Sullgau.	10,000	5	60,000
Parcelle du Brisgau.	14,000	6	65,000
D.) A Bade :			
Le Brisgau.	122,000	46	410,000
L'Ortenau.	16,000	5	76,000
La ville et le territoire de Constance.	4,620	2	14,000
Total des cessions de l'Autriche.	2,975,620	1417½	17,975,000

	Population.	Milles carrés.	Revenus. florins.
L'Autriche reçoit :			
Popul. Mil. car. Revenus. florins.			
L'évêché de Wurtzbourg. 259,000 80 2,800,000			
Le district de Mergentheim et les débris de l'ordre Teutonique. 12,000 6 100,000	271,000	86	2,900,000
Reste pertes de l'Autriche.	2,704,620	1331 1/2	14,175,000
Part de la Bavière aux dépouilles de l'Autriche, Wurtzbourg décompté.	594,000	524 1/2	3,140,000
En sus Augsbourg et territoire.	37,000	2	350,000
Total des acquisitions de la Bavière.	631,000	526 1/2	3,490,000
Part du Wurtemberg aux dépouilles de l'Autriche.	124,000	49	635,000
En sus le comté de Bondorff.	8,400	4 1/2	56,000
Total des acquisitions du Wurtemberg.	132,400	53 1/2	691,000

	Population.	Milles carrés.	Revenus. florins.
Part de Bade aux dépouilles de l'Autriche.	142,620	53	500,000
En sus la commanderie de Meinau.	1,000	1	8,000
Total des acquisitions de Bade.	**145,620**	**54**	**508,000**
Part du royaume d'Italie aux dépouilles de l'Autriche.	1,856,000	711	10,000,000

Récapitulation des dépouilles partagées

de l'Autriche.	2,704,620	1331½	14,175,000
d'Augsbourg.	57,000	2	550,000
de Bondorff.	8,400	4½	56,000
de Meinau.	1,000	1	6,000
de Mergentheim, etc.	12,000	6	100,000
	2,763,020	1345	14,689,000

C

Décret.

Joseph-Napoléon, par la grâce de Dieu roi de Naples et de Sicile, prince français, grand électeur de l'Empire, etc.; notre conseil d'État entendu, avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^er^. Les Calabres sont déclarées en état de guerre.

2. En conséquence, les autorités civiles et militaires exécuteront les ordres du général commandant en chef l'expédition et lui en rendront compte.

3. Ce général est autorisé à nommer des commissions militaires dont les jugements seront exécutoires, sans appel, dans les vingt-quatre heures.

4. Les troupes seront à la charge des pays révoltés.

5. Les biens des assassins et chefs de brigands, jugés coupables par les commissions militaires, soit présents, soit par contumace, seront vendus, et leur produit sera partagé entre les habitants des universités qui auront fait des fournitures aux troupes.

6. Les couvents dont les religieux ne déclareront pas au préside, ou au général le plus voisin, dans les vingt-quatre heures après la publication du présent décret, ceux d'entre eux qui auraient pris les armes, et auraient servi d'espions à l'ennemi ou d'instigateurs aux révoltés, seront fermés. Les religieux qui auraient plus de soixante et dix ans seront conduits dans un couvent de leur ordre, les autres renvoyés hors du royaume, et punis de mort s'ils contreviennent à la présente disposition.

7. Les propriétaires qui, étant retirés hors du royaume,

n'ont pas profité de la liberté que nous leur avons donnée de rentrer et qui ont attendu le succès de la révolte qui a été organisée, sont déclarés ennemis de l'État; leurs biens sont confisqués.

8. Les gardes provinciales mises en réquisition seront payées sur le pied des troupes de ligne pendant la durée de leur activité de service.

9. Tout individu qui, n'étant point inscrit dans la garde provinciale, gardera des armes à feu ou toutes autres armes défendues, vingt-quatre heures après l'ordre du désarmement donné à l'université dont il fait partie, sera traduit par-devant la commission militaire et condamné à mort.

10. Les présidi formeront un état des pertes souffertes par les particuliers attachés à leur patrie et un autre des biens des rebelles.

11. Les universités qui consigneront les auteurs des assassinats et les chefs de révolte jugés comme tels, seront exempts de toute prestation.

Voulons et ordonnons, etc.

Signé, JOSEPH.

Naples, 31 juillet 1806.

D

Bâtiments de guerre français et espagnols pris ou détruits depuis le 17 mai 1803 jusqu'au premier octobre 1806.

Vaisseaux de ligne.

L'Impérial.	120 canons, jeté à la côte de Santo-Domingo par l'amiral Duckworth.
L'Alexandre.	80 canons, pris par le même dans la même affaire.
Le Marengo.	80 Pris par l'amiral Warren.
L'Indomptable.	80 Détruit à Trafalgar par lord Nelson.
Le Bucentaure.	80 *Idem* par le même.
Le Formidable.	80 Pris par sir Rich. Strachan.
Le Duguay-Trouin.	74 Pris par le même.
Le Mont-Blanc.	74 Pris par le même.
Le Scipion.	74 Pris par le même.
Le Swiftsure.	74 Pris à Trafalgar.
Le Berwick.	74 Pris à Trafalgar.
Le Fougueux.	74 Détruit à Trafalgar.
L'Aigle.	74 *Idem.*
L'Achille.	74 *Idem.*
Le Redoutable.	74 *Idem.*
L'Intrépide.	74 *Idem.*
Le Jupiter.	74 Pris à Santo-Domingo par sir F. Duckworth.
Le Brave.	74 *Idem.*

Le Diomède.	74	Détruit par le même.
Le Duquesne.	74	Pris au cap Saint-Domingue.

Vingt vaisseaux de ligne.

Frégates de 40 canons.

La Créole.	Prise à Saint-Domingue.
La Surveillante.	*Idem.*
La Clorinde	*Idem.*
La Vertu.	Prise à Saint-Domingue.
La Psyché.	Prise dans l'Inde par le *San-Fiorenzo.*
La ville de Milan.	Prise près des Bermudes par *le Leander.*
La Didon.	Prise au cap Finistère, par *le Phœnix.*
La Libre.	Prise par *la Loire* et *l'Égyptienne.*
L'Atalante.	Perdue au cap de Bonne-Espérance.
La belle Poule.	Prise par l'amiral Warren aux Canaries.
Le Rhin.	Prise par *le Mars* devant Rochefort.
La Guerrière.	Prise par *la Blanche* dans la mer du Nord.
La Volontaire.	Prise au cap de Bonne-Espérance.
La Franchise.	Prise par *le Minotaure* à Saint-Domingue.
Le Président.	Prise par *le Canopus*, amiral Louis.
La Gloire.	Prise devant Rochefort, par sir S. Hood.

La Minerve.	Prise comme la précédente.
L'Infatigable.	*Idem.*
L'Armide.	*Idem.*

Dix-neuf frégates.

Plus de 85 petites frégates de 32 à 20 canons, corvettes, bricks, lougres, cutters et flûtes.

Prises sur les Espagnols.

Vaisseaux de ligne.

Santissima Trinidad.	136	canons, détruit à Trafalgar.
El Rayo.	100	*Idem.*
Argonauta.	80	*Idem.*
Sant-Ildephonso.	74	*Idem.*
S.-Juan Nepomuceno.	74	*Idem.*
Bahama.	74	*Idem.*
Monarca.	74	*Idem.*
San-Francisco.	74	*Idem.*
Sant-Augustino.	74	*Idem.*
Neptuno.	74	*Idem.*
San-Raphael.	84	Pris par l'amiral Calder.
El Firmo.	74	*Idem.*

Douze vaisseaux.

Plus sept frégates de 36 canons.

E

Pleins pouvoirs donnés à d'Oubril, tels qu'ils ont été imprimés dans les Éphémérides russes, compilation publiée à Saint-Pétersbourg, en 1816, *avec permission de la censure et aux frais de la couronne.* (*Voyez* t. II, p. 262 des Éphémérides russes.)

« Nous Alexandre Ier, empereur et autocrate de toutes » les Russies (suivent tous les titres de S. M. I.),

« Portant constamment notre sollicitude à la conservation en Europe du calme et de la tranquillité, et étant » mû par un désir sincère de mettre fin à la mésintelligence et de rétablir la bonne harmonie avec la France » sur des bases solides, nous avons jugé bon de commettre ce soin à une personne jouissant de notre confiance. A cet effet nous avons choisi, nommé et autorisé » notre amé et féal Pierre d'Oubril, notre conseiller d'État » et chevalier des ordres de Saint-Wladimir de la troisième classe, de Sainte-Anne de la seconde, et de Saint-» Jean-de-Jérusalem, comme nous le choisissons, nommons et autorisons par les présentes, à l'effet d'atteindre ce but, d'entrer en pourparler avec celui ou ceux » qui y seront suffisamment autorisés de la part du gouvernement français, de conclure et signer avec eux un » acte ou convention sur des bases propres à affermir la » paix qui sera rétablie entre la Russie et la France, » comme à la préparer entre les autres puissances belligérantes de l'Europe.

» Promettons sur notre parole impériale d'avoir pour » bon et d'exécuter fidèlement tout ce qui aura été arrêté

	CANONS.	MORTIERS.
Report.	625	147
Grande batterie de Tophani,	84	12
Batterie sur le versant de la colline au-dessus de la caserne de Tophani,	22	3
Bechiktache et Dolma Bakché,	26	4
Ortakeni,	18	10
Côté de l'Asie.		
Tour de Léandre,	14	»
Saladjack,	20	»
Ibrahim-Pacha,	28	12
Harem-Skelessi,	28	00
Serni,	28	4
Pointe de Calcédoine,	24	8
Total.	917	200

C'est-à-dire 1,117 bouches à feu mises en batterie en moins de cinq jours.

I

Les pays cédés par la Prusse étaient :

1° Sur la rive droite de l'Elbe :

	Sayert.
Le cercle de Kottbus,	33,500
— De la Prusse occidentale et du district de la Netze,	262,286
A reporter.	295,786

	Sayert.
Report.	295,786
Prusse méridionale,	1,282,189
Nouvelle Prusse orientale,	904,518

2° Sur la rive gauche de l'Elbe :

Le cercle de la Vieille-Marche et de la Preignitz,	112,000
Duché de Magdebourg et dépendances,	250,039
Principauté d'Halberstadt, *idem*,	148,232
Principauté d'Hildesheim, *idem*,	130,069
Principautés d'Eichsfeld, Erfurt, etc.,	164,690
Principauté de Minden et Ravensberg,	159,776
Principautés de Paderborn, Münster, Lingen et Tecklembourg,	268,542
Comté de la Marche, abbayes d'Essen, Elten, et Werden,	162,101
Principauté d'Ost-Frise,	119,805
Principauté de Bayreuth,	238,560
Total général.	4,236,305

Si l'on y ajoutait Anspach, Neufchâtel et Clèves, les pertes de la Prusse, depuis la fin de 1805, monteraient à 4,636,305

K

Extrait de la statistique des États autrichiens dans les six premiers mois de 1807, *par le baron de Lichtenstein.*

Les États héréditaires d'Autriche contiennent 10,956 milles carrés géographiques, dont 74 millions 551,010 arpents sont cultivés (l'arpent a 16,000 brasses).

La population monte à 24,900,000 âmes, qui habitent 796 villes, 2,012 bourgs, 65,572 villages. Le nombre des femmes surpasse celui des hommes d'un 67me. Considérée dans son origine, elle se compose de 6,400,000 Allemands, 15,000,000 Esclavons, 3,400,000 Hongrois 2,100,000 Polonais, Juifs, Bohémiens. Elle se divise en 540,000 nobles, 39,000 prêtres catholiques, 112,000 individus fonctionnaires publics, 4,600,000 cultivateurs, 4,672,000 employés aux mines, 600,000 dans la juridiction militaire, le reste sur les frontières de ces juridictions.

Quant à la religion, la division est en chrétiens et non chrétiens. Parmi les premiers, outre les catholiques, qui présentent le plus grand nombre, on trouve en Grecs unis, 80,000 âmes; en Grecs non unis, 2,000,000; Zwingliens, 2.000,000; confession d'Augsbourg, 1,000.000. Parmi les seconds, les juifs sont au nombre de 300,000 en Gallicie, de 128,000 en Hongrie, de 79,000 en Moravie et Bohême. Les catholiques ont dans la monarchie autrichienne, 9 archevêques et 34 évêques; les Grecs unis 1 archevêque et 7 évêques; les protestants, des ministres et surintendants.

Quoique la cinquième partie des terres soit encore en friche, les produits annuels sont en blé, vin, fruits et bois, de 760.000.000 de florins. On compte dans la monarchie 5,000.000 de bœufs, 1,000,000 et demi de chevaux. La valeur des minéraux de toute nature monte par an à 47,000,000 de florins.

Les revenus de l'État, y compris les domaines, sont de 110,000,000 de florins, dont 11,000,000 sont assignés aux dépenses de la cour et de l'état civil, 40,000,000 à l'entretien de l'armée, le reste au service ou à l'anéantissement des dettes, que l'on estime à 900,000,000.

L'armée consiste en 340,000 hommes, dont 271,800 d'infanterie, 50,800 de cavalerie, 14,300 d'artillerie, et les quatre corps des gardes, sans compter l'insurrection de Hongrie facile à lever en temps de guerre.

Voilà ce qu'était, dans ses ressources et ses développements, la monarchie autrichienne quand, en 1807, elle offrit sa médiation, comme la Prusse avait offert la sienne en 1805.

Il est à remarquer que si la monarchie autrichienne manquait d'unité en raison de l'origine, du culte, des lois civiles et du langage des peuples qui lui étaient soumis, cette unité se retrouvait dans le pouvoir supérieur, dans le régime administratif général, et dans l'essence, les intérêts et l'action aristocratique; car l'aristocratie, oppressive comme gouvernement, est conservatrice et régulatrice comme élément social, et l'aristocratie en Autriche, sans consistance politique, est encore puissante, sans pouvoir y nuire à l'autorité qu'elle sert avec zèle et succès.

L

État des contributions de divers genres imposées aux pays conquis dans la campagne de Prusse.

Recouvrées au 31 octobre 1808.

	fr.	c.
Contribution extraordinaire de guerre,	311,661,982	75
Impositions ordinaires,	76,676,960	66
Saisie des caisses,	16,171,587	62
Ventes,	66,842,119	50

A recouvrer.

ROYAUME DE WESTPHALIE.

Contributions de guerre,	7,065,457	63
Impositions ordinaires,	6,917,692	61

DANTZICK.

Contributions de guerre,	1,229,643	14
Intérêts des obligations,	2,446,369	16
Comté de Hanau,	2,428	58

BAYREUTH.

Contributions de guerre,	1,628	53
A reporter.	489,015,850	18

	fr.	c.
Report.	489,015,850	18
Pour les domaines suivant le traité du 15 octobre,	15,000,000	00
Les fournitures pour l'armée,	2,000,000	00
Poméranie suédoise, contributions de guerre,	1,728,559	97
Villes hanséatiques, *ibid.*,	3,000,000	00
Aperçu estimatif de la valeur des fournitures prises sur l'ennemi ou faites par le pays et non imputées sur les contributions.		
Subsistances,	55,333,926	44
Hôpitaux,	18,177,957	50
Habillement,	7,656,950	45
Chevaux,	6,840,920	00

Artillerie.

3,000 pièces d'arbres à 75 f., 225,000 f. des dépôts des mines, 812,706 f. 8 c.,	1,037,706	08
Bois de chauffage à Berlin,	1,375,955	49
Porcelaine,	65,860	00
Métaux trouvés à la monnaie,	16,256	00
Total général.	601,227,922	09

FIN DU TOME NEUVIÈME.

MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT.

MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT.

POLITIQUE SECRÈTE

DES

CABINETS.

1807.

Situation politique de Napoléon. — Sa popularité. — Armée anglaise. — Effet militaire du système continental. La Prusse y accède ainsi que la Russie. — La Suède s'y refuse. — Suppression du tribunat. — Royaume de Westphalie. — Jérôme. — Mécontentement du czar. — Intrigue anglaise. — Louis Bonaparte. — Ses résistances. — Son esprit de justice. — Mécontente Napoléon. — Arrêt de représailles des Anglais. — Malaise de l'Italie. — Voyage de Napoléon. — Changements dans le gouvernement lombard. — Décret de Milan. — Fausse politique. — Position de la Russie. — Sa politique. — Savary. — Notes et contre-notes anglaises et russes. — Lord Gower. — Budberg. — Soltikoff. — Romanzoff. — Danemarck. — Refus constant de communiquer les articles secrets. — Rupture. — Affaire de Copenhague. — Turquie. — Chicanes de Savary. — Entrevue avec Romanzoff. — Réflexions sur ce ministre. — La France, la Prusse et la Russie. — Souffrance des États germaniques. — Ses effets. — Caractère allemand. — Tugenbund. — Sa constitution.

Nous avons exposé dans le précédent volume les stipulations tant secrètes que publiques du traité de

Tilsitt, ainsi que leurs premières et promptes conséquences; mais celles-ci ne furent cependant que les préliminaires des résultats politiques beaucoup plus importants de ce même traité et qui fourniront la matière des volumes subséquents.

Jamais, certes, depuis le règne de Charlemagne, de ce phare lumineux qui n'éclaira qu'une courte époque du moyen âge, sans en dissiper les ténèbres, la France n'avait acquis un aussi grand lustre, une influence aussi prépondérante, une telle extension de territoire, et cela, non sur des peuples à demi sauvages, mais sur les nations les plus civilisées. Enfin, cette monarchie universelle, que Rome antique obtint par les armes et Rome moderne par ses doctrines religieuses, vers laquelle tendit Charles-Quint, sans pouvoir y parvenir, et qu'on soupçonna Louis XIV d'avoir ambitionnée, Napoléon était sur le point de la réaliser. Il avait atteint son apogée de puissance et de gloire; peu d'années avaient suffi pour soumettre trois grandes monarchies à son glaive ou à sa politique, et il se montrait l'homme le plus brillant comme le plus extraordinaire que les annales humaines eussent encore offert à l'étonnement des contemporains et à l'étude de la postérité. Son astucieuse adresse, son indomptable volonté, le prestigieux éclat de ses talents militaires, car nul avant lui n'avait remporté autant de victoires, l'absence de rivaux dignes de lui, la lassitude des factions, enfin des circonstances heureuses dont il sut habilement profiter, l'avaient rapidement élevé au pouvoir absolu, devenu nécessaire au moment même

où il put raisonnablement le convoiter. Entouré de satellites dévoués à ses moindres caprices, espoir de la France gémissante, qu'il trouva prête à s'engloutir dans une impuissante anarchie, il rétablit par des triomphes l'indépendance menacée de l'État; il substitua aux bavardages d'une liberté politique illusoire les réalités d'une liberté usuelle moins licencieuse, dans un état nouveau de calme, d'ordre et de sécurité; il flatta l'amour de l'égalité qui charme la multitude; l'amour de la gloire qui exalte l'ambition des uns, la vanité de tous, et ses œuvres durent être applaudies par la sagesse même qu'elles affranchissaient de la tourmente révolutionnaire. Son gouvernement régulier, paisible, économique, rallia les gens de bien, séduisit même des royalistes par l'attrait des emplois militaires, des places de cour et des bienfaits particuliers. Les Bourbons étaient presque généralement oubliés; une grande partie de la génération vivante ne les avait pas connus; la France était prospère, illustrée, admirée, redoutée; que pouvait-on désirer de plus? Voilà ce que la grande masse des Français sentait, pensait et espérait pour l'avenir, comme elle en jouissait pour le présent.

Quelques brouillons seulement murmuraient, mais tout bas, contre un pouvoir né de la révolution, aidé des instruments qu'elle avait forgés, et qui semblait vouloir lui assigner un terme. Ignoraient-ils que tout gouvernement doit tendre à sa propre conservation, et chercher à se renforcer pour la défendre et se perpétuer? Ignoraient-ils que l'es-

prit révolutionnaire est l'amalgame de ces deux sentiments, la haine de l'obéissance et l'amour de l'autorité, et que si, dans l'action des masses, il produit une anarchie tyrannique, cette action individualisée enfante et doit nécessairement enfanter un maître? D'ailleurs l'autorité impériale se montrait bienfaisante et conservatrice; l'étranger seul avait à se plaindre d'elle, et la guerre qui venait de se terminer était aussi utile au trésor public qu'à la gloire de la France. Si, d'une part, ses armées, son gouvernement même, vivaient des produits de cette gloire oppressive, d'un autre côté on voyait toutes les parties de l'administration française se perfectionner; les impôts se percevaient avec facilité, les lois étaient protectrices; nulle opinion n'était un crime, à moins qu'elle ne troublât l'ordre public; la sécurité était générale, et si le commerce maritime souffrait, celui qui se faisait avec les États continentaux ne manquait pas de prospérité, dans un système d'industrie qui prenait chaque jour un nouvel essor. Rien donc ne devait troubler les esprits, et jamais Napoléon n'avait été aussi populaire qu'à cette époque.

Il semblait que ce prince ne pût dès lors augmenter sa gloire et sa puissance, tant au dedans qu'au dehors, que par une modération propre à les ennoblir et à les justifier aux yeux de ses *sujets;* car il n'était plus permis de le chicaner sur ce mot, qui désignait déjà jusqu'à des rois. Ses humbles sujets ne rêvaient sous son règne que félicité durable et journellement croissante; lui, trouvait son ambi-

tion satisfaite, jusque dans les misérables calculs d'une vanité qui rabaissait la hauteur de son génie, en accueillant ces flatteries serviles qu'un grand caractère eût écrasées de son mépris.

Les peuples ne savent jamais vers quel but ils marchent, leurs chefs s'en doutent rarement eux-mêmes ; car si les hommes donnent plus ou moins d'impulsion aux choses sociales, celles-ci entraînent à leur insu, et contrairement à leurs vues ou à leurs espérances, ceux qui crurent ou les diriger ou les prévoir. Napoléon et la plus grande masse des Français en offrent ici la preuve : ils allaient avoir, ceux-ci à contempler, celui-là à démontrer, dans une longue et ruineuse suite d'erreurs politiques et d'égarements moraux, ce que peuvent produire au dehors, et par contre-coup dans l'intérieur des États, les effets enivrants des triomphes d'un orgueil sans frein chez un homme qui, ayant facilement atteint les bornes du possible, se supposait capable de les dépasser, et qui, vivement irrité du seul obstacle placé encore sur sa route, devait tout tenter et tout sacrifier pour le briser.

L'Angleterre était cet obstacle jusqu'alors insurmontable ; cette puissance avait détruit la marine française, et il la menaça vainement d'une descente devenue presque impossible, avec le concours même des marines du Danemarck et du Portugal, dont il eût voulu renforcer la sienne. Sa haine aveugle contre le gouvernement britannique l'empêchait de voir la révolution qui s'était opérée dans l'esprit public et dans l'armée de sa redoutable rivale ; cette armée

c'était successivement élevée jusqu'à 200,000 hommes de troupes réglées indépendamment des corps militaires étrangers et des troupes de l'Inde; puis les terreurs imprimées aux populations par la flotte de Boulogne avaient fait lever de nombreuses milices, bientôt comparables aux troupes réglées par leur formation, leur élan et leur instruction. Une autre révolution opérée dans l'esprit du peuple anglais, c'était une exaltation toute nouvelle et son désir d'obtenir sur terre des succès rivaux de ceux qu'il avait dus tout récemment à sa marine.

Napoléon, qui ne se doutait ni de cette émulation belliqueuse ni des moyens qu'elle pouvait mettre en œuvre, nourrissait, après la paix de Tilsitt, le projet de miner une puissance qu'il ne pouvait attaquer de front. Cette puissance, selon lui, était uniquement fondée sur son crédit, et celui-ci sur l'immensité de son commerce; ruiner ce commerce, c'était donc faire crouler tout l'échafaudage artificiel du seul État européen qui résistait encore à sa politique et à ses armes.

La chose lui semblait sûre et facile; ce fut dans cette vue qu'il publia le décret de Berlin, sans se douter des embarras innombrables et ruineux dans lesquels son exécution l'entraînerait.

Tel fut en effet le premier chaînon de cette suite de décrets et de mesures arbitraires que l'empereur des Français se vit contraint à ordonner pour interdire tout commerce maritime aux pays soumis à son influence. Dès lors l'adoption du système continental devint la condition expresse à laquelle était at-

tachée l'alternative de la paix ou de la guerre, le refus de s'y conformer étant considéré comme une déclaration hostile. Ainsi, pour vivre en paix avec l'ennemi de toute indépendance nationale, il fallait que les souverains consentissent à détruire le commerce de leurs sujets, à ruiner leurs propriétés. L'ignorance avait conçu, la bassesse avait applaudi à un système qui devait, disait-on, arracher à l'Angleterre le sceptre des mers. Ce fut vainement que le système continental plongea le continent de l'Europe dans la misère; cette mesure produisit, il est vrai, une stagnation momentanée dans l'industrie et le commerce de la Grande-Bretagne, mais ce pays prouva bientôt que si le commerce européen avait été jusqu'alors la principale source de ses richesses, il n'en était pas la seule; il porta vers d'autres parties du globe son activité commerciale et l'emploi de ses capitaux, sans négliger pourtant les bénéfices d'une contrebande favorisée par des intérêts privés et par les besoins du continent, ainsi que par des représailles, surcroît de ruine pour les peuples soumis à Napoléon. La Prusse avait fait défendre aux navires anglais l'entrée de ses ports; la Russie adopta peu après ce même système, dont les bases avaient été essentiellement convenues dans les conférences de Tilsitt. La Suède résista aux offres séduisantes par lesquelles on tenta de la faire entrer dans ce système qui motivait contre elle l'emploi des armes, conformément à cette opposition prévue et aux arrangements politiques nés de cette prévision; mais on crut plus facile d'entraîner le Dane-

marck en l'effrayant; aussi était-il dit dans un bulletin français publié après la bataille de Friedland : « Bientôt le blocus du continent ne sera plus un vain mot. » Cette phrase avait tellement en vue le Danemarck qu'en lui donnant connaissance du décret de Berlin on lui faisait la demande de retirer ses troupes du Holstein et celle de fermer ses ports aux commerces de l'Angleterre et de la Suède.

Ce système désastreux prit un aspect vraiment alarmant dès que l'on vit y entrer l'empereur Alexandre, et la liaison intime qui durant quatre années sembla régner entre ces deux puissants monarques fut l'un des résultats le plus malheureux du traité de Tilsitt.

Quant aux avantages obtenus par le czar dans ce traité, c'était l'aquiescement de la France à la double occupation de la Finlande et des hospodarats de Moldavie et de Valachie, transaction qui n'avait pas été étrangère aux négociations du traité de concert de 1805; mais alors la Suède eût été suffisamment dédommagée de ses pertes. Quant à Napoléon, il y obtint aussi toute sécurité, du moins il le croyait, relativement à l'Angleterre, exclue dès lors de toute influence sur le continent, et une entière liberté de se livrer à de nouvelles conquêtes, par lesquelles il allait, sans le savoir, faire renaître et étendre encore cette influence britannique.

Napoléon, dans la tête duquel fermentaient des projets vastes et en harmonie avec son système chéri, ne voulant plus être, sinon arrêté dans ses volontés suprêmes, du moins fatigué par des bavar-

dages de tribune qui lui étaient odieux, supprima le tribunat (1) sous prétexte d'économie, et lui substitua, pour la discussion préalable des lois, trois commissions de législation, d'administration et de finances, prises dans le corps législatif, et dans ce corps l'âge de quarante ans accomplis devint exigible. Cette opération réellement arbitraire, quoique revêtue de formes prétendues légales, ne produisit pas le moindre murmure dans un public entièrement façonné à l'obéissance; puis ce n'est jamais contre la force qu'on se révolte, et l'on n'y songe même pas en France quand elle est parée d'une gloire dont le reflet semble porter sur tous. La veille du jour où cette opération eut lieu, Napoléon avait, par un décret impérial, ordonné la réunion des États de Hesse, Brunswick, Fulde, Paderborn et partie du Hanovre, pour en former le royaume de Westphalie (2) en faveur de son frère Jérôme, qu'il mariait à une princesse de Wurtemberg, union qui fut célébrée à Saint-Cloud le 22 août 1807, malgré la répugnance réciproque des deux époux; car Jérôme regrettait son premier lien, et la princesse regardait comme une mésalliance ce mariage auquel son père la contraignait; mais si elle fut fille obéissante dans cette occasion, elle devint épouse fidèle lors des malheurs de son époux.

Ce royaume de Westphalie, composé de provinces sans rapports entre elles, formant un territoire de

(1) Sénatusconsulte du 19 août.
(2) Voyez la pièce justificative A.

six cent quatre-vingt-huit milles carrés d'Allemagne, était peuplée de deux millions d'âmes et donnait un revenu de dix-neuf millions de francs. Le nouveau roi, véritable vassal de l'empereur son frère, était tenu, par le décret de création de l'État qui lui était confié, de tenir à la disposition du monarque français qui l'intronisait, la moitié des terres allodiales (art. 11) du royaume : une régence fut chargée d'organiser ce nouvel État, dont Jean-Georges Müller brocha à la hâte, et en quatre articles, la constitution. Cette régence, composée en majorité d'hommes plus spirituels qu'administrateurs, ne connaissait ni la langue, ni les lois, ni le caractère des peuples qu'elle avait à gouverner; en conflit avec les intendants provinciaux qui s'étaient emparés des revenus et les retenaient encore sans satisfaire aux charges publiques, elle fit de ce malheureux pays un chaos. Pour surcroît arriva Daru, ce financier impérial si habile à étendre la voie des spoliations ordonnées par son maître. Il exigea vingt-cinq millions d'un trésor vide, ce qui était supérieur aux revenus annuels de l'État, et de plus, en vertu de l'article 11 déjà cité, la remise de domaines royaux jusqu'à concurrence de sept millions de revenu, ce qui en absorbait la presque totalité. Il fallut obéir. On se résigna paisiblement, espérant un meilleur avenir sous un prince dont le cœur était bon et les vues droites, mais qui, arrivé avec la reine le 20 décembre, prouva bientôt qu'il était entièrement dénué de la connaissance des hommes et des choses; qu'il était sans mœurs, sans décence

même; qui s'entoura d'intrigants et révolta tous les esprits dans un pays attaché à des principes sévères de moralité et de religion. Enfin ce pays n'était pas moins maltraité sous certains rapports que le reste des États germaniques; la prohibition du commerce anglais achevait de le ruiner; douze mille soldats français occupaient Magdebourg et gênaient la navigation de l'Elbe. Il en était de même des trois villes hanséatiques, dont on avait déjà tiré tant d'argent, auxquelles on demandait encore dix millions, et à qui il ne restait plus à perdre que leur liberté; elle leur fut ravie sous prétexte de connivence secrète avec l'Angleterre, et le général Dupaz fut pour les Hambourgeois ce qu'avait été Clarke pour Berlin. Le même prétexte faisait occuper par des troupes françaises les ports des duchés d'Oldembourg et de Mecklembourg-Schwerin qui, par le traité de Tilsitt, devaient être rendus avec une parfaite indépendance à leurs légitimes propriétaires. Cependant Napoléon y établit des douanes françaises. L'Allemagne était, comme en temps de guerre, couverte de troupes ennemies; elles tenaient garnison dans les forteresses, elles menaçaient jusqu'aux frontières de la Russie, déjà désarmée, et cela par une chaîne continue de stations militaires, du Rhin au Niémen d'une part, et de l'autre du Rhin à Varsovie.

Alexandre sentit alors, mais néanmoins sans se plaindre, que le traité de Tilsitt avait mis fin aux combats sans faire réellement renaître encore la paix; et cette paix de Tilsitt avait généralement mé-

» merce avec d'autres pays, dont les objets seraient
» des articles du cru ou des manufactures du pays
» soumis à S. M., et vu que le même gouverne-
» ment a résolu aussi de déclarer tous les États de
» Sa Majesté en état de blocus, dans un temps où
» les flottes de la France et de ses alliés sont enfer-
» mées dans leurs propres ports ; comme de pareil-
» les entreprises donnent à Sa Majesté le droit
» irrécusable d'user de représailles que la prépon-
» dérance de sa marine la met à même de rendre
» efficaces, en envoyant devant les ports et les côtes
» de l'ennemi des escadres nombreuses qui en ren-
» dent dangereuses les approches, Sa Majesté, tout
» en sentant de la répugnance à en venir à une ex-
» trémité aussi préjudiciable au commerce de toutes
» les nations qui ne sont pas enveloppées dans la
» guerre, se voit obligée, par respect pour les inté-
» rêts légitimes de son peuple, à ne pas souffrir de
» la part de l'ennemi des mesures de telle nature
» sans faire retomber sur lui les suites de sa propre
» injustice. En conséquence, Sa Majesté ordonne
» qu'il ne sera permis à aucuns vaisseaux de faire
» le commerce de l'un à l'autre des ports apparte-
» nant à la France ou à ses alliés, ou étant occupés
» par eux, ou se trouvant sous son influence au
» point que les navires britanniques n'y puissent
» commercer librement. Il est enjoint aux com-
» mandants des bâtiments de guerre et corsaires
» d'*avertir* tous les vaisseaux neutres, sortant d'un
» tel port et destinés pour un autre port semblable,
» de ne point poursuivre leur route, et celui de ces

» navires qui, après avoir été ainsi prévenu, serait » surpris faisant voile vers cette destination, serait » amené avec sa cargaison et déclaré de bonne » prise. » En rapportant ici les principales dispositions de cette pièce diplomatique non publiée en France dans son intégrité, mais qui y fut connue par ses funestes effets, notre intention n'est pas de prononcer sur la question de savoir si des puissances *belligérantes* ont le droit de se combattre mutuellement aux dépens de nations étrangères à leurs querelles, de décider aussi de quel côté fut le premier tort; mais bien de constater à quel point le décret du 21 novembre devait attirer de maux sur le commerce général de l'Europe, sur la prospérité des peuples continentaux et sur la France même, par la nécessité qu'il imposa à Napoléon de se précipiter dans de nouvelles guerres aussi impolitiques que désastreuses, qui devaient mécontenter la France, flétrir sa propre gloire, ébranler sa puissance, préparer sa chute; enfin nous voulons noter ici que l'époque de sa plus haute fortune fut celle où il sema lui-même les germes de la grande catastrophe qui devait en amener le terme.

Quelle que fût la gloire dont Napoléon venait de se couvrir, quelque adresse qu'il eût mise à séduire l'empereur Alexandre, de quelque sécurité qu'il parût jouir, les principaux éléments de sa puissance étaient déjà considérablement altérés; une conscription anticipée et des soldats dont le physique devenait de jour en jour plus faible, allaient le forcer à rendre ses armées plus lourdes par la multiplicité

des bouches à feu et tout le matériel qu'elles exigent, à moins qu'il ne sacrifiât les jeunes conscrits par des marches plus meurtrières que les combats mêmes, et plus coûteuses par l'augmentation de l'artillerie. Il méditait cependant de nouvelles guerres!

De plus un mécontentement sourd, fruit d'un malaise réel, se faisait sentir en Italie, où le décret de Berlin nuisait à l'industrie et au commerce, comme à la prospérité de l'agriculture, dont les riches produits n'ont de débouchés qu'à la faveur d'une navigation dès lors interrompue. Le prince Eugène de Beauharnais souffrait de tant de maux sans y pouvoir porter remède; son caractère le faisait personnellement aimer; mais ce caractère, aussi faible qu'il était bon, ne lui permettait pas de réprimer assez l'insolence de son état-major et les torts de ses aides-de-camp, dont la conduite irritait les esprits déjà mal disposés en faveur d'une administration étrangère. Puis, il était contraint à protéger des douaniers chargés d'enlever chez les négociants les marchandises anglaises dont ceux-ci étaient les légitimes propriétaires.

La discussion qui s'éleva alors pour des délimitations de territoire entre l'Autriche et le royaume d'Italie, ajouta encore à l'agitation publique, jusqu'au moment où elle fut terminée par la cession de la province de *Monte-Falcone;* cette cession, qui n'était cependant qu'une faible partie de ce que le traité de Presbourg obligeait de rendre, resserra les frontières du royaume d'Italie jusqu'aux Thal-

weg de l'Isonzo ; enfin l'État était sans unité d'intérêts et de souvenirs.

Napoléon, de sa main de fer, retenait bien dans une union apparente des peuples divisés entre eux de passions et d'habitudes ; mais ce lien forcé devait se rompre quand cette main puissante cesserait de comprimer les élans des haines mutuellement héréditaires qui se taisaient devant lui, haines qui s'opposaient à la réunion projetée, en un seul État, des Napolitains, des Romains, des Toscans, des Génois, *et même* des diverses provinces formant le royaume lombard. Le temps et un pouvoir constamment actif et redouté pouvaient seuls opérer cette fusion ; ce n'était pas l'œuvre possible d'une génération et même d'un homme, quelque puissant qu'il pût être. Napoléon cependant crut que sa présence y contribuerait, depuis que le nord de l'Allemagne lui était entièrement soumis, il voulut donc faire une promenade triomphale à Milan et à Venise. Cette dernière ville, après avoir été huit ans sous la domination autrichienne, venait de passer, en vertu du *traité de* Presbourg, sous celle du royaume d'Italie ; les troupes françaises y étaient entrées le 19 janvier *sous* le commandement du général Miollis, qui s'y conduisit avec une extrême dureté. Le prince Eugène, arrivé le 3 février, y fut fêté comme un ange protecteur ; elle dut encore, toute ruinée qu'elle était, recevoir avec éclat l'empereur des Français, dans des solennités coûteuses, ordonnées par la force, exécutées par la faiblesse craintive, et accompagnées d'un mécontentement silencieux. Napoléon

se vit flagorner par tous ceux qui vivaient des deniers publics ; il en fut de même à Milan où il ordonna des embellissements, sans songer aux plaies réelles de l'État, qu'il envenima même ; car, irrité des mesures prises par le gouvernement anglais, en représailles de son décret de Berlin, il en rendit, le 17 décembre, un nouveau connu sous le titre de décret de Milan. Par ce décret il déclarait de bonne prise tout bâtiment qui se serait laissé visiter par les croiseurs anglais ; funeste erreur d'une haine, naturelle dans son principe, mais inconsidérée dans ses actes. En effet, maîtres de la mer, ses ennemis pouvaient facilement mettre à exécution l'arrêt rendu par eux et empêcher, par des visites et des captures, l'arrivage des bâtiments neutres, tandis que ceux-ci étaient nécessairement repoussés de ses ports par la crainte de la confiscation, dans le cas où, après avoir souffert une visite à laquelle ils n'eussent pu se soustraire, ils auraient eu encore l'intention de fréquenter les havres, soit français, soit occupés par les alliés de la France. Ainsi se trouvait irrévocablement détruit le commerce également utile d'importation et d'exportation, principalement pour les Américains, seul peuple véritablement neutre alors, qui se dédommagèrent amplement de ces entraves aux dépens des consommateurs français, par le haussement du prix de leurs marchandises et en se livrant à des représailles dont nous aurons plus tard à parler.

Le décret de Milan accrut un mécontentement déjà général parmi les négociants italiens : pour évi-

ter toute réclamation légalement présentée, Napoléon supprima le conseil des consultants et y substitua un sénat, qui remplaça aussi le corps législatif et fut seul chargé de soumettre au gouvernement des observations sur les besoins du peuple, comme de connaître du budget de l'État; sénat uniquement *consultant* et qui devint la parodie du sénat conservateur de la France. Il assembla les colléges et leur vanta tout ce qu'il avait déjà fait et se proposait de faire encore pour les peuples d'Italie; il déclara qu'unis d'intérêts avec ses peuples de France, ceux-ci ne devaient être regardés que comme leurs aînés. « Voyez constamment, poursuivit-il, la source de » notre prospérité, la garantie de nos institutions » et celle de notre indépendance, *dans l'union* » *constante de cette couronne de fer avec ma* » *couronne impériale.* » Cette aînesse de la France sur l'antique Italie choqua la vanité nationale; *cette union constante* des deux couronnes ruinait l'espoir flatteur d'une indépendance promise; mais Napoléon sut enchaîner les amours-propres par des décorations, les ambitions par des titres, les cupidités par la création de places lucratives; il consola le prince Eugène en le déclarant prince de Venise et sa fille princesse de Bologne; il chercha à calmer le mécontentement du très-recommandable Melzi en le nommant duc de Lodi; il enleva au fils en bas âge du prince de Parme, qu'il avait créé roi d'Étrurie, ses États, en promettant à la reine-douairière une plus importante souveraineté, et laissa au fils *de Joséphine*, adopté par lui, le soin de réparer ou

d'atténuer autant que possible les maux répandus sur le pays par ses agents civils et militaires. Cependant les charges croissaient à mesure qu'on voyait diminuer les ressources pour y subvenir, et la plus profonde misère en fut la suite. Le budget de l'État montait déjà à cent vingt millions, et neuf mille hommes avaient été levés pour compléter les cadres de l'armée. On confisquait les biens de ceux qui s'étaient éloignés pour éviter l'oppression, et des démêlés dangereux dans ce pays s'étaient élevés entre la France et Rome.

Les affaires de Portugal et d'Espagne devaient rendre encore ces démêlés d'une conséquence plus grave; aussi les exposerons-nous plus tard dans tout leur ensemble, et ce sera un chapitre nouveau et curieux sur les erreurs politiques du plus grand des capitaines modernes, qui, doué d'un sens droit et d'une conception rapide, jugeait avec une extrême sagacité les choses et les hommes qui l'approchaient, mais dont la vue ne s'étendait pas assez loin. Voilà pourquoi, dans sa carrière publique, il fut beaucoup plus l'homme du jour que celui du lendemain. Puis Napoléon était trop souvent aveuglé par un double bandeau; la vanité lui ferma les yeux sur les justes prévisions et la profonde finesse, voilée de modestie, qui caractérisaient l'empereur Alexandre, ainsi que sur le patriotisme allemand, dont les éléments fermentaient en silence; et la haine lui fit employer contre ses ennemis des armes dont l'explosion devait le blesser lui-même. Mais ses alliés, forcés ou volontaires, avaient été les premières vic-

times de ses fausses mesures : la Prusse, ayant dès le commencement du mois de septembre interrompu tout commerce avec l'Angleterre, risquait ainsi de voir capturer par les corsaires britanniques nombre de ses navires chargés de grains destinés à l'approvisionnement même de l'armée française ; le faible commerce maritime de la Russie la mettait à l'abri d'un tel danger sous le rapport de sa propre navigation ; mais elle sut encore s'y soustraire dans son importation et son exportation, en recevant comme venant de Ténériffe ce qui provenait réellement de l'Angleterre.

Au reste, la paix de Tilsitt, signée hors des frontières russes encore intactes, n'était nullement honteuse pour le tzar ; ses armées, après une vigoureuse résistance, avaient à la vérité été battues, mais non pas dispersées ; une milice portée à douce cent mille hommes marchait à leur secours contre un ennemi jeté à cinq cents lieues de sa base d'opération, et l'Angleterre, sous une administration nouvelle, ne pouvait tarder à agir contre Napoléon. Quant à l'Autriche, après de longues hésitations, elle semblait presque décidée à reprendre les armes, et avait déjà considérablement accru la masse de ses troupes en Gallicie et en Bohême, c'est-à-dire sur les derrières et les flancs de l'armée française; les négociations entamées à Vienne par le duc de Serra-Capriola, ministre de Naples, ne laissaient plus former aucun doute sur ses intentions hostiles. Mais si le tzar avait presque abandonné la Prusse à son plus cruel ennemi; s'il sacrifia à des intérêts ambitieux les États

qu'il avait protégés longtemps; s'il laissait carte blanche à Napoléon pour s'étendre lui-même au midi et au nord de son empire, son jeu politique était double alors; car tandis que l'empereur des Français porterait et épuiserait ses forces dans la péninsule ibérienne, il pourrait, dans de favorables circonstances, se rapprocher de nouveau et plus utilement de l'Angleterre et de l'Autriche. Aussi le général Savary, envoyé près de lui, et arrivé à Saint-Pétersbourg, dès le 14 juillet 1807, fut-il accueilli par l'empereur Alexandre avec une aménité qui déjoua la finesse du ministre français, accueil d'autant plus séduisant pour lui qu'il tranchait avec la défaveur que lui fit éprouver dans la société russe sa funeste réputation. Cette défaveur dura les deux premiers des six mois qu'il passa dans cette capitale, et il ne put jamais la vaincre près de l'impératrice-mère. Quant au tzar, avec lequel l'Angleterre venait de conclure un traité, il fit proposer à cette puissance par son ambassadeur Alopœus, le 29 juillet (10 août), sa médiation, rejetant sur l'embarras des circonstances le retard mis à l'envoi de la copie du traité de Tilsitt. Le ministre Canning, d'après les résultats d'un grand conseil tenu à Windsor, répondit à cette communication, le 5 août, par la réponse verbale que voici : « Sa Majesté attend avec » la plus vive sollicitude l'envoi du traité de Tilsitt » et l'énonciation des *équitables principes* sur les- » quels Sa Majesté Impériale appuie sa confiance » que la France désire faire la paix avec la Grande- » Bretagne; elle se plaît à croire que la paix de

» Tilsitt et les principes sur lesquels la France est » prête à négocier sont de nature à inspirer à Sa » Majesté Britannique un juste espoir de parvenir à » une paix honorable et sûre. Elle acceptera la mé- » diation de la Russie après avoir reçu ces im- » portantes communications et ne peut faire une » réponse plus explicite à la note de monsieur Alo- » pœus. » Le ministre anglais faisait encore l'observation que, l'Autriche ayant déjà offert sa médiation, il serait convenable qu'elle agît en cette occasion de concert avec la Russie. Cette réponse purement dilatoire, et qui partit pour Saint-Pétersbourg le 9 août, pouvait avoir un faux air de sarcasme par la répétition de ces expressions, *équitables principes : principes propres à inspirer un juste espoir de paix*. Elle choqua l'empereur Alexandre, qui savait ne pouvoir répondre à cette demande. Elle portait donc, dans ces expressions poliment injurieuses, le cachet du talent et de l'esprit de Canning.

Ce ministre, très-inférieur à Pitt comme homme d'État, à Fox comme orateur, n'en était pas moins un personnage remarquable, homme de bien et très-attaché à sa patrie, qu'il servait de tout son zèle ; il n'avait ni les vues profondes et vastes du fils du célèbre Chatam, ni sa constante mesure dans les discussions parlementaires, et considérait tout ce qui a trait aux intérêts britanniques bien plus dans le présent que dans l'avenir. Quoique sa pensée fût bien plus en superficie qu'en profondeur, son esprit brillant et varié, son débit facile et gracieux ne se nourrissaient ni d'une saine logique, ni de ce genre

de puissance qui subjugue, trait caractéristique de Castlereagh, son collègue, élève de Pitt, qui, à l'exemple de son patron, voyait mieux et plus loin que le ministre des affaires étrangères, qu'il secondait encore, et avec lequel il rivalisait en qualité de secrétaire d'État de la guerre. Mais Georges Canning était, dans les débats parlementaires, élégant, fin, disert, adroit, et s'il ne possédait pas les gigantesques mouvements oratoires de Fox, son élocution était du moins plus académique; enfin il ne lui manquait que cet élan de l'âme qui prouve et produit une vive conviction. Sa réponse verbale, et qui, écrite, eût été inconvenante, laissait assez clairement voir que le cabinet de Saint-James connaissait l'existence des articles secrets.

Conformément à cette acceptation conditionnelle de la médiation russe, lord Lewison-Gower, ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg, se rendit chez le baron de Budberg, ministre des affaires étrangères, le 2 septembre, et lui demanda la *communication des articles secrets de Tilsitt et l'aveu sincère des intentions de sa cour. Il fit observer que le terme fixé à l'acceptation de la médiation avait produit un sentiment défavorable à l'intervention de Sa Majesté Impériale; que, quoique Sa Majesté Britannique eût lieu d'être affectée des termes de l'article XIII du traité, tel était cependant son désir de conclure une paix honorable qu'elle ne rétracterait point l'acceptation conditionnelle de la médiation.* Budberg *avoua l'existence d'articles secrets, mais protesta qu'ils ne*

touchaient en rien les intérêts de l'Angleterre; qu'il n'y en avait *aucun qui stipulât la fermeture des ports russes au commerce anglais.* Lord Gower persista à demander la communication de ces articles, ne fût-ce que *comme une marque* de la continuation de cette confiance mutuelle propre à donner un heureux résultat *à la médiation de l'empereur de Russie.* Le ministre russe promit d'en référer à son souverain, et ne répondit positivement que par la demande d'une explication sur les intentions de l'Angleterre à l'égard du Danemarck. Or voici la cause de cette demande, qui d'ailleurs était faite pour opposer exigence à exigence.

Dès le 9 mars 1807, le chargé d'affaires anglais à Copenhague avait reçu du gouvernement danois des réclamations sur les représailles du cabinet de Londres contre le décret de Berlin, représailles dont son propre commerce avait souffert. Lord Howick y répondit, le 17, que le décret de Berlin détruisait *toute neutralité*; que la Grande-Bretagne ne pouvait souffrir que son commerce fût *interrompu* et avait droit de *recourir à des représailles.* Aux demandes de Budberg sur ce sujet, lord Gower répondit que son gouvernement connaissait l'intention de la France de s'aider contre la Suède de la flotte danoise. Canning, par une dépêche du 27 septembre, demanda : 1° une communication franche des articles du traité de Tilsitt, tant secrets qu'avoués; 2° une explication sur les bases proposées par la France pour traiter de la paix; 3° une déclaration des vues de l'empereur de Russie; 4° une preuve claire de la

bonne intelligence subsistant entre Sa Majesté et son auguste allié. Budberg ayant été remplacé alors par le comte Alexandre Soltikoff, Gower lui renouvela les demandes faites à son prédécesseur; sa réponse fut qu'il en rendrait compte à l'empereur, et dans une nouvelle conférence, il déclara qu'*il était autorisé à l'informer que Sa Majesté ne jugeait pas à propos de communiquer les articles secrets.* Deux jours après Romanzoff remplaça Soltikoff; nouvelle demande et nouveau refus. Par les notes et contre-notes des 11 (23) et 12 (24) septembre, la Russie se plaignit de la conduite de l'Angleterre à Copenhague, le ministre anglais se plaignit du refus de communiquer les articles secrets, et insista de nouveau et fortement sur leur notification. Alexandre ne répondit le 26 octobre (7 novembre), comme nous l'exposerons plus tard, que par une déclaration de rupture de tous les traités conclus antérieurement entre la Russie et l'Angleterre, en reprochant à celle-ci de l'avoir deux fois excité à reprendre les armes sans remplir elle-même les promesses qu'elle avait faites, de s'être refusée à d'utiles diversions, de décliner la médiation qu'elle lui proposait, et de persister dans ses prétentions oppressives à l'égard des neutres. Voilà le succès que Savary obtint, bien moins de ses propres talents que des vues politiques toutes nationales d'Alexandre, dont la capitale touchait à la frontière septentrionale de son empire, et qui, ainsi que ses prédécesseurs, et surtout depuis les dangers courus lors de la dernière guerre de Suède, convoitait pour son propre salut la posses-

sion de la Finlande. Il en fut dit quelque chose à Tilsitt, et Napoléon ne se refusa pas à un agrandissement qui flattait sa haine personnelle contre Gustave-Adolphe; une rupture avec la Grande-Bretagne était le prix auquel le tzar pouvait à cet égard obtenir toute sécurité.

Mais il n'en était pas ainsi pour le midi de l'empire; car Savary, dont la mission avait pour objet de surveiller le souverain et les ministres, avait aussi celle de contrecarrer autant que possible les vues de l'empereur sur les deux hospodarats, sans néanmoins aliéner l'esprit du prince. Il ferma donc les yeux sur la libre sortie des navires anglais alors en grand nombre à Cronstadt; car Alexandre ne voulait point, par une injuste confiscation, ajouter aux griefs de l'Angleterre et au mécontentement de ses sujets; la rupture était déjà un acte ruineux pour la Russie, où elle fit rapidement baisser le taux du papier-monnaie, et, sous ce rapport, ruineux surtout pour le gouvernement qui, étant le plus grand consommateur du pays, voyait diminuer ses revenus sans que ses charges diminuassent. Nous dirons ce qui amena une si prompte rupture; mais avant d'en exposer les motifs il faut remonter ici à des faits antécédents.

Quand la guerre eut éclaté, l'année précédente, entre la France et la Prusse, l'armée française, après ses victoires sur la Saale, passa l'Elbe, mit garnison à Hambourg, et établit ses cantonnements jusque sur les frontières du Holstein. Le gouvernement danois, constamment neutre sous

l'administration du vieux comte de Bernsdorf, voyant s'avancer ainsi les troupes du général Bernadotte, et craignant que Napoléon, abusant de ses forces, n'eût des intentions malveillantes à l'égard du Danemarck, porta l'élite de ses troupes sur sa frontière méridionale; mais soit qu'il se soumît au joug de la France, soit qu'il tentât d'y résister, que pouvait-il faire contre des armées considérables et victorieuses? que pouvait-il aussi contre la prépondérance maritime de la Grande-Bretagne? Dans cette situation si critique d'un État faible et doublement vulnérable, en butte aux exigences des deux grands colosses de terre et de mer, il fallut se décider à choisir entre ses deux gouvernements celui qu'il était le plus utile d'avoir pour ami; le traité de Tilsitt parut décider cette question en faveur de la France, contre laquelle on ne pouvait raisonnablement pas lutter, et dont on avait le droit et l'espoir d'obtenir d'utiles avantages. Le cabinet de Copenhague prit donc le parti que la nécessité lui dictait. Les projets de Napoléon lui étaient dévoilés, ainsi qu'à tous ceux qui savaient voir et juger, et il s'y voua par crainte et impuissance d'un côté, par espoir et ambition de l'autre. Quant au gouvernement anglais, pénétrant les intentions de l'empereur des Français, sachant qu'il convoitait la possession des États danois, d'abord pour fermer à ses flottes l'entrée de la Baltique, ensuite pour attaquer la Suède avec une armée qu'on aurait transportée de la Seeland en Scanie, enfin pour

s'emparer de la flotte danoise, ce qui lui donnerait les moyens de diriger une expédition contre l'Irlande et même contre l'Angleterre; la présence de l'élite de l'armée danoise dans le Holstein, sous le prétexte plausible ou spécieux de veiller à la neutralité de cette province, et l'arrivée simultanée d'une immense quantité de soldats français, espagnols, hollandais et italiens, avec une nombreuse artillerie, sous les ordres des maréchaux Bernadotte et Brune, donnaient à ce projet supposé arrêté à Tilsitt les couleurs de la vérité.

La nouvelle administration anglaise était aussi unie, aussi ferme à cette époque que celle précédente avait été faible et désunie; elle ne s'endormait pas sur les dangers que le commerce et l'industrie même de l'Angleterre pouvaient courir; elle en sentait le pressant besoin. En effet, cet État, dont la moralité est si superficielle et la corruption si profonde (1), renferme une immense foule de *prolétaires*, et offrirait, lors d'une catastrophe, le plus horrible des spectacles révolutionnaires. Le *paupérisme* le ronge; il n'est arrêté sur les bords d'un gouffre sans fond que par des fictions de lois, que les théoriciens nomment des abus, fictions qui neutralisent les principes vicieux de l'institution, c'est-à-dire par l'influence favorable, mais combattue, d'une aristocratie honorable, éclairée, prévoyante, généreuse et ferme. Cette aristocratie est le foyer de l'esprit public qui conserve, opposé

(1) Voyez *De la police de Londres*, par Colquhoun.

aux passions populaires qui détruisent; elle est le puissant étai de ce gouvernement, en raison de ce que le temps l'a faite, parce qu'elle ne porte au pouvoir que des hommes indépendants et propres à le diriger dans une voie de salut et de prospérité. Ce gouvernement crut alors devoir négliger, pour un intérêt plus puissant et plus personnel, de seconder dans le royaume de Naples l'expédition tentée par le prince de Hesse-Philippsthal, qui se fit battre à Mileto dans la Calabre, et il s'empressa de porter des forces redoutables vers le Danemarck. L'activité la plus grande régna dans les ports d'Angleterre; huit jours suffirent pour mettre sous voile une flotte formidable. La première division sortit d'Yarmouth le 26 juillet, la seconde le 31, c'est-à-dire à l'époque où l'empereur Alexandre proposait sa médiation, qui ne pouvait raisonnablement être acceptée de la part d'un prince devenu nécessairement juge et partie depuis son intime liaison avec la France, et dont on connaissait d'ailleurs les secrètes intentions.

Cette expédition, mise en mer avant que le tzar eût pu recevoir la réponse évasive du cabinet de Londres, se composait de vingt-quatre vaisseaux de ligne, de vingt-cinq frégates et d'un grand nombre de transports portant douze mille hommes, auxquels devaient se joindre les troupes déjà sous les ordres du général Cathcart qui, loin d'abandonner la Suède en quittant l'île de Rugen, comme on le disait en France, allaient contribuer à la préserver d'une invasion plus dangereuse que la perte de la

Poméranie. Des vents contraires ne permirent à cette expédition de passer le Sund que le 11 août. L'amiral Gambier, qui commandait l'armée navale, mouilla à Elseneur, tandis que le commodore Keates coupait, dans le grand Belt, toute communication entre Copenhague, le Jutland et le Holstein. Jackson, ministre d'Angleterre en Prusse, dépêché au prince régent de Danemarck pour lui proposer *un* traité d'union avec la Grande-Bretagne et la Suède contre la France et la Russie, fut renvoyé par ce prince au comte de Bernstorff, à qui cette proposition fut renouvelée et qui la repoussa. Le régent était cependant parti, déguisé en matelot; sa frêle embarcation fut visitée par une frégate anglaise; on ne le reconnut pas, et il arriva à Copenhague, où sa présence donna une nouvelle activité aux préparatifs de défense de la capitale. Les batteries flottantes enlevées par Nelson furent promptement rétablies; on arma les remparts, on *organisa* la milice urbaine et l'on envoya sur les côtes des corps de cavalerie pour s'opposer au débarquement; mais lord Cathcart, arrivé le 12 et contrarié par un gros temps, l'avait opéré le 16 sans éprouver de résistance, et le 17, Copenhague était totalement investi. Ce général et l'amiral Gambier publièrent, le 18, une déclaration portant: « Les derniers traités ayant accru l'influence de la France sur » le continent au point de ne plus permettre au Da» nemarck de maintenir sa neutralité, Sa Majesté » Britannique avait envoyé à Sa Majesté Danoise des » négociateurs chargés de lui demander les expli-

» cations que les circonstances exigent et son cou-
» cours dans les mesures qui peuvent offrir quelque
» sécurité contre les nouveaux malheurs que les
» Français méditent en se rendant maîtres de la ma-
» rine danoise. Elle a donc jugé convenable de de-
» mander le dépôt temporaire des vaisseaux de
» ligne danois. Ce dépôt paraît si indispensable-
» ment nécessaire, que Sa Majesté a cru devoir à son
» peuple d'en appuyer la demande par une flotte
» et une armée. Habitants de la Seelande, nous
» descendons sur vos rives, non comme ennemis,
» mais pour notre propre défense et pour vous em-
» pêcher de tourner contre nous vos forces navales.
» Nous demandons un dépôt; si on l'accorde, les
» vaisseaux danois seront rendus à la paix générale;
» toutes nos forces sont prêtes à agir, mais il n'est
» pas encore trop tard pour que la voix de la raison
» se fasse entendre. »

Cet appel au peuple, contre le refus du souverain, était un tort grave dont le reproche avait souvent été fait à la France, et que l'Angleterre n'aurait pas dû se permettre; mais cette pièce jette la plus grande lumière sur l'objet essentiel de cette expédition. Le même jour, 18 août, le prince Charles de Hesse, gouverneur du Holstein, délivrait des lettres de marque contre les navires britanniques, et le général Peymann, commandant à Copenhague, faisait séquestrer les propriétés anglaises; ce qui provoqua de la part du cabinet de Saint-James l'ordre de courir sus au commerce danois, et d'attaquer les colonies de Sainte-Croix et de Saint-Thomas, déjà

précédemment prises et rendues. Bourienne publiait déjà à Hambourg que la capitale du Danemarck se trouvait dans le plus formidable état de défense, et que même les troupes anglaises étaient tournées et en péril ; mais cette ville n'en était pas moins bombardée, et fortement endommagée par une armée à laquelle rien ne put résister. Nous n'entrerons pas ici dans d'autres détails trop connus sur l'attaque et la défense qui eurent lieu durant le siége, terminé le 7 septembre par une capitulation en vertu de laquelle la ville était remise (art. I) aux troupes de Sa Majesté Britannique, ainsi que (art. II) les bâtiments de guerre de toute espèce, l'arsenal et les magasins (1). L'amiral Gambier après avoir attendu un vent favorable, partit conduisant en Angleterre dix-huit vaisseaux de ligne, quinze frégates, cinq bricks, vingt-neuf chaloupes canonnières ; en tout soixante-sept bâtiments de guerre, portant ensemble deux mille dix-huit canons ; et si l'on y joint les pièces d'artillerie qui armaient les prames et les batteries de côte, la totalité des bouches à feu, enlevées au Danemarck, montait à trois mille cinq cents. On ne sera donc pas étonné que l'amiral Gambier estimât le montant de ses prises, à la somme de 4,756,000 rixdalers (19,024,000 francs). Quant au bombardement, il avait duré cinq jours, pendant lesquels neuf mille maisons furent incendiées.

Un cri général s'éleva contre cette expédition en France et en Russie ; elle produisit dans le reste

(1) Voyez la pièce justificative B.

du continent et en Angleterre même une si vive sensation, que le gouvernement britannique crut devoir se justifier des reproches qu'on lui adressait de toutes parts; aussi publia-t-il, le 28 septembre, une déclaration dont voici la substance : « Sa Majesté se doit à elle-même, ainsi qu'à l'Europe, » d'exposer avec franchise les motifs de ses dernières mesures dans la Baltique; elle n'avait différé » cet exposé que dans l'espoir d'un arrangement » amical; quelque regret qu'elle éprouve de voir » cette espérance déçue, sa consolation est que la » justification de sa conduite est dans le devoir su- » périeur à toute autre obligation, de pourvoir à » la sécurité de son peuple. Sa Majesté avait eu les » avis les plus positifs de la détermination du chef » actuel de la France d'occuper le Holstein, de for- » cer le Danemarck à fermer le Sund au commerce » anglais, et, à l'aide de sa marine, de faire une » invasion en Irlande. Convaincue de la pureté des » sources dont jaillissaient de tels avis, confirmés » dans leur exactitude par les déclarations mêmes » de l'ennemi, et par ses mesures militaires sur la » frontière danoise, elle se contint dans l'espoir » que le Danemarck y résisterait; mais se rappelant » la part qu'il prit à une confédération précédente, » et considérant son impuissance avouée de se sous- » traire à l'influence d'un voisin formidable, Sa Ma- » jesté a dû demander pour sûreté le seul gage qui » pût la rendre effective, c'est-à-dire cette flotte » que la France avait en vue, en combinant tous les » moyens propres à empêcher que cette remise fût

» de nature à être considérée par l'ennemi comme » un acte de connivence avec l'Angleterre, et offrant » le concours de tous ses moyens pour la défense » du Danemarck. Telle a été la marche du gouver- » nement britannique, et si l'épée a été tirée, c'est » pour la sûreté de Sa Majesté qui le regrette sin- » cèrement. En dépit de la déclaration de guerre » du gouvernement danois, il lui reste à décider si » cette guerre doit ou non continuer. Sa Majesté » lui propose un arrangement à l'amiable, et veut » prouver aussi qu'elle n'a été dans le cas d'agir » comme elle l'a fait, par aucun autre motif que » celui de la sécurité de ses propres États. »

Ce fut le 22 septembre qu'on apprit à Pétersbourg la capitulation de Copenhague. Cette expédition et ses résultats plaçaient l'empereur Alexandre dans la situation politique la plus embarrassante. Mieux que tous autres il connaissait la légitimité, sinon des actes du gouvernement anglais, du moins des motifs par lesquels il les justifiait, et, n'en eût-il pas été instruit, pouvait-il les trouver plus blâmables que les intentions à lui révélées de son nouvel allié contre la Péninsule et celles qu'il méditait lui-même contre la Suède? Puis, outre les suites déjà sensibles du système continental qu'il n'avait pas adopté sans une vive répugnance, ses négociations avec Savary lui faisaient déjà sentir combien peu il pourrait compter sur le respect de Napoléon pour les engagements les plus solennels. Cependant, il n'entrait point dans sa politique de se brouiller avec le dominateur de la France et de

l'Allemagne, dont les troupes, comme nous l'avons dit, menaçaient encore ses frontières, et s'y affermissaient par l'occupation des places prussiennes : puis la Pologne ducale était un brûlot facile à diriger vers la Pologne russe, et il traitait avec une faveur apparente l'agent principal de cet atroce assassinat du duc d'Enghien, contre lequel il s'était si vivement révolté, et que l'envoyé français n'avait pas eu honte d'avouer hautement dans une des réunions les plus nombreuses de la capitale. Enfin le tzar voyait avec une secrète satisfaction son allié porter ses vues ambitieuses vers des contrées éloignées de lui, les user peut-être, laisser ainsi le Nord plus libre et lui donner le temps et les moyens de se rétablir en dépit de ses désastres; politique expectante, dont il pouvait espérer une future et parfaite indépendance.

Ce qui d'ailleurs occupait principalement le tzar, mais ne marchait pas entièrement selon ses vœux, c'était les affaires de Turquie. Nous avons vu qu'à Tilsitt l'indépendance de l'empire ottoman avait été publiquement garantie, mais secrètement abandonnée. L'ambassadeur anglais à la Porte était parvenu à en être instruit; il en avait donné connaissance au divan, et l'armistice de Slobosie avait été presque aussitôt rompu que signé. Que ce fût ou non l'effet de ses intrigues ou du désordre dans lequel se trouvait l'armée ottomane, ce qu'il y a de certain, c'est que la politique de Napoléon était devenue suspecte aux Turcs, en dépit du zèle de son ambassadeur, et que cet ambassadeur se vit plus

tard contraint de quitter Constantinople pour ne pas avoir à répondre de l'effet de ses fallacieuses promesses, et n'avoir point à débrouiller l'inextricable chaos dans lequel elles le jetaient.

Cependant l'empereur Alexandre, fidèle en apparence aux vues de son allié et réellement aux siennes propres, qu'il savait habilement dissimuler, se plaignit hautement du secret que le cabinet de Saint-James avait gardé sur ses intentions contre le Danemarck, le considérant comme une preuve de son intime conviction que sa conduite à cet égard était nuisible aux intérêts de la Russie, « ce à quoi l'empereur se doit à lui-même, ainsi qu'au bien et à » la dignité de son empire, de ne point se montrer » insensible. » Le tzar, à cette occasion, se déclara le garant de la tranquillité et de la sécurité de la mer Baltique. Lord Gower, qui à cette époque n'était pas encore parti, répondit à cette note que la Russie n'avait aucun droit de se plaindre de violence exercée envers elle; que le gouvernement britannique, au contraire, pouvait lui reprocher le silence obstiné qu'elle gardait sur ses engagements avec *Bonaparte* (dénomination dont les ministres anglais se servaient toujours, n'ayant jamais reconnu son titre impérial). Lord Gower terminait sa note par ces mots : « Pour ce qui regarde la tran» quillité de la Baltique, l'Angleterre n'a jamais » reconnu des droits exclusifs; mais de quelque » nature qu'aient pu être, à la garantie de la sûreté » de cette mer, les prétentions de la Russie, son » silence, à partir de l'époque où les ports ont été

ment à cet égard éclairé le gouvernement anglais.

Cependant on vit commencer alors, entre deux puissants États, une guerre presque insignifiante, pauvre de faits militaires, et à laquelle il eût été difficile d'assigner un champ de bataille. Elle n'en porta pas moins un coup sensible au bien-être de la haute société russe, mais le peuple n'eut aucun motif de s'en apercevoir; car cette guerre ne fit que mettre des entraves à la faculté d'échanger les produits du sol, appartenant à un petit nombre de propriétaires, contre des objets de luxe que l'habitude faisait considérer comme de première nécessité, ce qui aigrit les esprits de ceux qui, dans ce pays, possèdent tout et jouissent de tout. Mais le plus grand mal de cette rupture provenait de la dépréciation du papier-monnaie, dont la cause était moins dans l'état de guerre que dans les fausses combinaisons du comte de Romanzoff relativement au commerce anglais, et qui remontait à la cessation du traité de commerce, si utile précédemment à la Russie.

L'Autriche entra bientôt aussi dans le système continental, et le commerce anglais se trouva ainsi exclus de tous les ports de la Russie, du Danemarck, de l'Allemagne, de la Hollande, de la France, de l'Italie et de la Dalmatie. Dans le nord, la Suède luttait encore pour préserver ses peuples d'une ruine certaine, et ce qu'il y a de curieux à remarquer ici, c'est que les Russes, étrangers au midi de l'empire, à la politique qui enchaînait l'Europe, y laissèrent leurs ports ouverts à toutes les nations

avec lequelles ils vivaient en paix, et que l'on vit alors la correspondance de Hambourg avec Londres passer par les ports de la mer Noire et par la voie de Constantinople, réciproquement. Retournons maintenant aux négociations du général Savary.

Napoléon se repentait déjà des concessions faites à l'empereur Alexandre; le remplacement de M. de Talleyrand par Champagny n'avait rien changé au fond de la politique française; M. de Talleyrand, comme nous aurons l'occasion de le rapporter relativement à la guerre d'Espagne, n'était pas homme à contrarier les vues de son maître, et surtout d'un maître tel que Napoléon; mais cette politique, sous le nouveau ministre, sans être moins soumise aux convenances dans les notifications, devenait plus hautement impérieuse dans ses exigences. Savary reçut donc de Fontainebleau, en date du 14 octobre, l'ordre, arrivé à Saint-Pétersbourg le 10 novembre 1807, de demander péremptoirement au gouvernement russe quels motifs pouvaient l'empêcher d'évacuer les deux provinces de Moldavie et de Valachie, cette évacuation étant nécessaire pour entamer des négociations de paix sous la médiation de la France. Cette médiation était acceptée, disait-on, par la Porte-Ottomane, qui avait déjà donné à cet effet des pouvoirs suffisants à son ambassadeur résidant à Paris, ne pouvait souffrir aucun retardement ni aucun obstacle, puisque les articles inconvenants et attentatoires à la dignité de la Russie, insérés dans l'armistice conclu, avaient été désapprouvés par la puissance médiatrice. « La Russie, ajoutait-

» on, sera toujours maîtresse de recommencer la » guerre quand elle le trouvera convenable; alors » des succès infaillibles justifieront ses droits. On » ne parle pas ici d'exécution des traités ni de fidé- » lité dans les engagements pris entre les deux mo- » narques; l'empereur Napoléon a trop de con- » fiance dans la loyauté de l'empereur de Russie » pour douter de la validité des motifs qui l'ont » déterminé à ne pas remplir encore cette partie » des résultats de leurs entretiens particuliers; » mais toujours animé du désir de tout concilier, » et la paix entre la Russie et la Porte étant la seule » chose qu'il reste à terminer de tout le traité de » Tilsitt, il travaille sincèrement à la faire conclure. » On demande donc que l'ambassadeur russe à » Paris (c'était le comte Pierre Tolstoï, frère du » grand-maréchal de la cour) soit investi des mêmes » pouvoirs qu'aura l'ambassadeur turc; et à moins » que le gouvernement ottoman ne rejette tout à » fait la médiation de la France, il est de la loyauté » de celle-ci de lui tendre une main secourable. » Tout ce que l'empereur des Français a dit à » Tilsitt sera régulièrement exécuté. » Le négocia- teur ajoutait : « Je ne vois rien dans le *traité secret* » qui contrarie *ce que la Russie désire*, mais le » moyen d'y arriver plus vite, c'est de hâter l'exis- » tence d'un premier traité, car il est nécessaire » d'être en armistice avec les Turcs, sinon il est » inutile de traiter, *ou bien veut-on faire leur* » *épitaphe?* » A cette note, qui rappelait d'une manière vague des engagements secrets qu'on ne

spécifiait point et qui avait pour objet tout à la fois, et de ramener les Turcs sous l'influence française en paraissant les protéger, et d'enlacer le cabinet de Saint-Pétersbourg dans des négociations sans fin, après l'avoir dessaisi du gage propre à lui faire conclure une paix avantageuse, il fut fait une réponse presque satisfaisante sous le ministère du comte Nicolas Romanzoff, qui remplaçait le comte Soltikoff, comme celui-ci avait remplacé le baron de Budberg, et qui venait de réunir le département des affaires étrangères à celui du commerce qu'il dirigeait. Le comte Nicolas, fils du célèbre vainqueur de Kagoul, était généralement considéré en Russie comme partisan de Napoléon, opinion fondée sur son amour pour la paix; mais cet homme à vue courte, de peu d'esprit, que Catherine II n'avait employé que dans une très-insignifiante mission près du cercle de basse Saxe, et par occasion près des princes français à Coblentz, regardait le grand capitaine moderne comme un météore qu'il fallait laisser passer et disparaître.

La nomination de ce personnage, plus estimable par ses vertus que recommandable par ses talents, fut un tribut payé par le tzar au désir d'une bonne intelligence avec le gouvernement français. Au reste, la réponse du grand chancelier (titre que porte en Russie le chef des affaires étrangères) était qu'aussitôt après la signature du traité de Tilsitt, on avait envoyé au général Michelson des pouvoirs pour traiter d'un armistice; mais que ce général étant mort, celui qui lui succédait comme le plus

ancien de grade (le général Mayendorff) s'était ingéré de négocier sans y être autorisé, et avait signé des articles inconvenants qui, sous aucun rapport, ne pouvaient être ratifiés; qu'avant le refus de ratification, il avait fait un mouvement rétrograde, et que, poursuivi par les Turcs, qui avaient repassé le Danube, il s'était vu contraint à les rejeter au delà de ce fleuve; que les Turcs ayant ainsi rompu l'armistice avant qu'on y apportât des modifications, ils s'étaient refusés ensuite à ces modifications, fondées sur de justes motifs; que la Porte-Ottomane ne pouvait d'ailleurs garantir à la Russie qu'aussitôt après l'évacuation des deux provinces, ses troupes, soit en vertu de ses ordres, soit en les méconnaissant, ne viendraient pas réoccuper les places évacuées par les Russes; qu'ainsi il avait été indispensable de rester en possession des deux hospodarats. Le ministre ajoutait que des nouvelles, simultanément arrivées de Vienne et d'Odessa, annonçaient que la France avait considérablement perdu de son influence à Constantinople depuis le retour de lord Paget, ambassadeur anglais; que sa médiation ne serait pas assez puissante pour faire exécuter les stipulations d'un armistice nouveau. « Vous n'empêcherez jamais *des bandes d'insurgés turcs de passer le Danube et de recommencer le pillage dans ces provinces; les ordres de la Porte ne sont rien à un mille de Constantinople.* Voilà comment l'empereur des Français s'exprimait à Tilsitt, en parlant à l'empereur Alexandre. » Le ministre, après quelques

autres considérations de même nature, ajoutait que, sur cet objet, la condescendance de Napoléon serait, pour l'empereur Alexandre, du plus grand prix et de la plus grande utilité; que, « surtout » depuis sa déclaration contre l'Angleterre, il serait » vraiment malheureux que l'on ajoutât aux plain- » tes qui viennent de toutes parts, les cris que l'éva- » cuation de la Moldavie et de la Valachie ne man- » querait pas de faire jeter; que l'empereur des » Français n'avait cessé de dire à Tilsitt qu'il ne te- » nait point à cette évacuation; qu'on pouvait la » traîner en longueur et qu'il fallait rejeter les » Turcs en Asie. »

Ce fut le tzar lui-même qui, le 14 novembre, reçut Savary, et lui dit que le roi de Suède, en dépit de ses conseils, ne se pressait pas de se rapprocher de la France. « Néanmoins je marche, vous » le voyez; dans sept à huit jours ma dernière di- » vision sera arrivée, et je commence; dans tous les » cas, il n'y aura pas de temps perdu, puisque la » saison seule ferme les ports et nous donne un » double avantage! » Puis il lui parla de la Prusse, de la désolation de Frédéric-Guillaume, de l'intérêt qu'il prenait au sort de ce monarque. Il représenta combien peu cette puissance était maintenant à redouter; il ajouta qu'il éprouverait un véritable plaisir à voir ses maux allégés; que cependant il ne prétendait rien changer à tout ce qu'il plairait à Napoléon d'imposer à la Prusse. « J'imagine, » poursuivit-il, et j'ai une véritable peine à le » penser, que ce n'est peut-être pas contre la Prusse

la déclarer; mais cette manière de traiter tenait au caractère faible, à l'esprit étroit et aux opinions erronées de Romanzoff; il ne lui était donné sous aucun rapport de considérer la politique dans toute sa hauteur, surtout quand on parle au nom d'un grand et puissant souverain. Il est encore pénible pour l'homme d'Etat, digne de cette qualification, de la voir ainsi ravalée au niveau de petites et sournoises intrigues, tandis qu'elle repose essentiellement sur la connaissance approfondie de l'état réel des nations, de leurs forces relatives et de leurs éléments de grandeur, de conservation ou de décadence; sur le système politique de chacune, sa tendance et sa portée; sur ce qu'ils doivent mutuellement attendre ou craindre de leurs amis ou de leurs ennemis; sur les hommes qui les gouvernent, leurs talents, leurs vues, leurs passions, leurs préjugés. Les véritables hommes d'État doivent donc bien connaître les peuples soumis à leur direction, le caractère de ces peuples, leur moralité, leurs habitudes, les sources de leurs richesses et le développement social dont ils sont susceptibles.

La politique véritable est une étude immense à laquelle suffit à peine la vie d'un homme, fût-il aussi judicieux que froid et constant observateur. S'il veut s'élever à la hauteur de ses devoirs, il ne doit montrer d'autre finesse qu'une réserve parfois silencieuse, mais toujours loyale; car la franchise, en inspirant la confiance, est souvent la plus utile des politiques. Toute autre marche, qui ne serait excusable que de la part de la faiblesse menacée

par la force sans pudeur et sans frein, est indigne d'un État puissant qu'elle flétrit, et c'est ce que n'était point capable de sentir le comte Romanzoff. Il fit donc prendre à son cabinet un rôle d'infériorité aussi honteux qu'inutile, et ses négociations n'obtinrent aucuns résultats.

Romanzoff avait brusqué le départ de l'ambassadeur d'Angleterre en lui déclarant que la communication par lui demandée, des articles secrets de Tilsitt, ne pouvait lui être faite, et après le départ du ministre, Savary avait eu le champ libre; il ne sut cependant pas en profiter comme il l'aurait pu faire pour séduire l'empereur et lui marquer son zèle; il chercha à l'effrayer par l'idée d'une conspiration ourdie contre sa personne et découverte dans des lettres que les armées françaises d'Allemagne avaient interceptées; petite et mauvaise ruse dont Alexandre pénétra l'objet, et qui, s'il y eût cru, auraient produit un effet tout différent de ce que l'on en attendait; car des dangers réels provoqués par l'alliance française eussent plutôt contribué à la faire rompre qu'à la faire resserrer. Enfin Savary intrigua dans le palais et chercha à y faire la police, ce qui déplut à l'empereur Alexandre, quoiqu'il se gardât bien de le lui témoigner. Mais si le tzar commençait à sentir combien son union avec la France pouvait lui devenir à charge, son coup d'œil juste le faisait tenir à une politique expectante, convaincu que la guerre déjà entamée dans le Midi par Napoléon, ne pouvait, en cas de succès, lui causer aucun dommage, tandis qu'elle pouvait lui

procurer quelques avantages en cas d'échec. Aussi ne fut-il disposé à rien relâcher avec son nouvel allié des nœuds formés par les intérêts d'une commune ambition. Quant à Savary, il portait sur toutes choses des regards observateurs, et cherchait à augmenter le nombre des partisans de son maître ; mais il tenta vainement de séduire le duc de Serra-Capriola, ambassadeur de Naples depuis quarante ans, et l'homme qui connaissait le mieux la Russie.

Le duc n'était plus reconnu comme ministre du roi Ferdinand, en raison de la reconnaissance par le cabinet de Saint-Pétersbourg du roi Joseph ; Savary ne pouvait le rencontrer à la cour, et le cherchait vainement chez sa belle-mère, la princesse Viazemski ; il parvint une seule fois à l'y surprendre, et lui fit les offres les plus séduisantes de la part de Napoléon, espérant s'étayer de son crédit sur tout le parti anti-français de la nation russe et du corps diplomatique, dont l'estime que le duc inspirait lui donnait la direction ; mais il ne put rien obtenir de sa franche et constante fidélité à son roi (1). En résultat Savary, durant sa mission, ne fit rien qui n'eût été fait sans lui ; seulement il rapporta de la Russie l'idée qu'elle renfermait tous les éléments d'un État des plus formidables. Il la

(1) Le duc de Rovigo dit cependant dans ses Mémoires (t. III, p. 197) qu'il causait souvent avec le duc de Serra-Capriola, qu'il ne vit qu'une seule fois durant les six mois de son séjour à Saint-Pétersbourg.

communiqua à son maître, qui en conçut plus que jamais l'intention d'abattre cette puissance avant qu'elle pût songer à rivaliser avec lui de suprématie sur le corps politique de l'Europe. En effet, la Russie était le seul État européen encore intact, et il allait s'accroître encore sans qu'on pût y porter *obstacle*, le tzar, à l'instar du gouvernement anglais, ayant fini par considérer avant tout son propre intérêt.

Depuis un siècle l'empire russe avait asservi ou dominé successivement tout ce qui l'avoisinait, et si son influence sur les divers points devait être en raison inverse de leur multiplicité, combien ces points déjà nombreux de contact ne se multipliaient-ils pas, à l'égard de l'Europe, depuis surtout que la conservation de la Pologne russe, conformément aux stipulations du traité de Tilsitt, assurait et resserrait sa position occidentale, la rendait même éminemment menaçante? La conquête de la Finlande allait repousser sa frontière septentrionale jusqu'au golfe de Bothnie, et la guerre de Turquie, sa frontière méridionale jusqu'aux rives du Danube. Il lui avait suffi, pour réunir la Courlande, d'en faire officiellement la déclaration; précédemment, et à trois reprises, elle en avait agi de même à l'égard de la Pologne. Elle pouvait donc dire comme les anciens Gaulois : « Notre droit, c'est no-» tre glaive; tout ce que des hommes forts ambi-» tionnent, leur appartient. » Le gouvernement russe était bien loin cependant de connaître l'étendue de sa puissance; effrayé un moment, il priait encore;

il demandait ce qu'il était maître de faire, mais c'était un géant endormi, et son réveil pouvait changer la face du globe. C'est ce que pensait le général négociateur, qui ne partit qu'après l'arrivée du duc de Vicence (Caulaincourt), ce qui eut lieu vers le milieu de décembre 1807.

Durant le séjour de Savary à Saint-Pétersbourg, le prétendant (1) avait quitté Mittau, ce qui causa une peine réelle à l'empereur Alexandre, ce départ paraissant être une vive critique de sa nouvelle direction politique. S'il en parla alors avec légèreté, il est certain qu'il ne l'oublia jamais; cependant le prince exilé pouvait-il décemment demeurer dans un pays où celui qui avait assassiné le duc d'Enghien, et qui l'avouait hautement, semblait traité avec faveur? Pouvait-il, sans une profonde humiliation, vivre sous les lois d'un prince qui sacrifiait à sa propre ambition les trônes des Bourbons de Naples et de Madrid, qui annonçait publiquement et sans détour qu'il ne croyait pas que la maison de France récupérât jamais la couronne? En effet, depuis la paix de Tilsitt, la cause du comte de Lille semblait entièrement perdue; ainsi en jugeaient tous les cabinets européens. Mais le frère exilé de Louis XVI était loin de perdre tout espoir; il connaissait assez peu la France, telle que la révolution l'avait faite, pour croire à un retour général vers l'ancienne dynastie de la part d'une nation qui n'y songeait plus, que Napoléon gouvernait arbitrai-

(1) Depuis Louis XVIII.

rement et où nul n'eût hasardé son existence en faveur de ses anciens maîtres. Ce malheureux prince avait pris au sérieux ce mot *liberté*, masque en France de celui d'*égalité;* aussi recommandait-il à ses agents de n'agir que par des voies légales et constitutionnelles; car ces idées, purement théoriques, étaient la monomanie du prétendant, et en attachant tant de prix à ce qu'on nomme *gouvernement représentatif*, il prouvait seulement à quel point lui et ses plus intimes conseillers aimaient à s'abuser sur l'influence des principes toujours démentis par les actes, ce qui arrive sans cesse au sein des troubles publics. Dans cette ignorance des hommes et des choses, il passa en Suède, où il fut reçu avec honneur; de là en Angleterre, où il arriva le 31 octobre, et ne put obtenir de se rendre à Londres. Ce prince n'avait plus dans l'Europe entière un seul gouvernement disposé en sa faveur, au moment même où il rêvait une restauration qui ne pouvait s'opérer ainsi qu'il l'imaginait, car il faut être inconcevablement aveuglé par ses propres intérêts pour croire qu'un État, paisiblement soumis à un chef paré d'une auréole de gloire et entouré d'une armée dévouée, peut tomber sous un autre pouvoir que celui d'une force supérieure à la sienne.

Tandis que la France tendait à la domination universelle continentale et faisait conjurer, librement ou non, contre l'Angleterre, les puissances assujetties de l'Europe, sous prétexte de défendre la liberté des mers, l'Angleterre marchait à la do-

mination universelle maritime en effrayant le continent sur la suprématie territoriale de la France; et la Russie seule, n'ayant rien à craindre de l'un ni de l'autre, attendait avec sécurité les résultats de cette lutte. Cette Angleterre, qui n'avait pu voir sans indignation que le traité de Tilsitt lui assignât impérieusement un mois pour se décider à accepter ou non une médiation qu'elle n'avait pas demandée, et dont sa fierté était choquée, recueillait les fruits de sa prompte et décisive détermination contre le Danemarck; elle avait ainsi achevé d'abattre celle des marines européennes qui avait été la première après la sienne, avant la bataille de Trafalgar, et la puissance commerciale la plus active rivale de son commerce; la déclaration de guerre du Danemarck contre l'Angleterre, ainsi que la fermeture des ports de l'Océan germanique et de la Baltique, l'affranchissaient donc de toute rivalité.

Les cités opulentes de Glükstadt, Altona, Hambourg, Lubeck, Rostock, Dantzig se trouvaient entièrement ruinées : les États allemands de l'intérieur souffraient considérablement : à la vérité, tous les ports étaient fermés à l'Angleterre; mais la contrebande n'en faisait pas moins pénétrer, en dépit des douaniers, des produits devenus de première nécessité, et que les risques des fraudeurs firent payer plus cher que lors du commerce libre. Si l'on réunit toutes les causes des pertes subies par les consommateurs et producteurs, les frais de séquestre, d'impôts, d'amendes, les représailles exercées par les croiseurs anglais, il n'est pas facile de décider si le blocus

continental fut plus nuisible à l'Angleterre qu'aux pays qui en subissaient les conséquences. Les peuples germaniques voyaient donc s'accroître leur haine contre Napoléon de toute la rigueur de leurs maux, et l'oppression dont souffrait la Prusse commençait à inspirer à tous cette compassion si naturelle aux hommes, pour le malheur d'autrui, lorsqu'un intérêt particulier ne s'oppose point à la renaissance d'un tel sentiment. Aussi le *Tugend-Bund* que nous n'avons encore fait qu'indiquer, en prit-il un nouvel et rapide essor; et quoique l'époque de son élan libérateur soit encore éloignée, nous devons peut-être en exposer ici la cause, la naissance et les principes, en commençant par jeter un coup d'œil rapide sur le caractère et la direction sociale de ce peuple germanique, corps vivace du sein duquel ont jailli tous les ferments des révolutions morales du continent, solide enclume sur laquelle les nations modernes ont sans cesse frappé sans parvenir jamais à la briser. Remontons en conséquence vers des temps antérieurs à notre âge, et propres à expliquer ce qui se passait alors sous nos yeux.

La direction imprimée aux idées civiles, politiques et religieuses, est et fut de tout temps en Allemagne totalement différente de ce qu'on la vit dans toutes les contrées environnantes. Autant elle se montrait agressive ailleurs contre les supériorités sociales, autant, chez les bons et froids Germains, elle était de nature à y courber paisiblement les peuples. De leur côté les empereurs les plus

puissants cherchèrent peu à étendre leur pouvoir, que le clergé, les princes, les villes balançaient; de là, d'une part, cette immobilité nationale, source d'un profond respect pour les formes consacrées par le temps; d'un autre, l'existence d'un chef suprême également respecté sans être craint; mais aussi de là un manque apparent d'unité, dont l'indispensable nécessité ne se faisait point dangereusement sentir dans un pays semé d'une foule de petits princes ecclésiastiques ou séculiers qui n'avaient ni l'intérêt ni le pouvoir d'opprimer leurs sujets. Nous avons précédemment parlé du droit des co-États à une opposition légale, générale ou partielle, contre toute innovation, germe de désunion néanmoins plus apparente que réelle, jusqu'à l'époque des guerres de religion; c'est encore à leur occasion qu'il est à remarquer combien les mêmes causes diffèrent dans leurs effets en raison des dispositions morales des peuples; car la réforme qui créa une république en Hollande, une autre à Genève, et qui eut l'intention avouée de substituer en France ce régime au gouvernement monarchique, renforça en Allemagne le pouvoir absolu des souverains et en forgea les instruments par la création d'armées régulières et permanentes; produit définitif de la guerre de trente ans. Ce pouvoir absolu, que les circonstances amenèrent et consolidèrent, les légistes allemands le consacrèrent par des écrits gonflés d'érudition justinienne. Ce qui accoutumait à ce pouvoir, c'est qu'il pesait peu sur les individus à qui l'exiguité du territoire permettait de s'y sous-

traire aisément par l'émigration, et cette faculté locomotive empêchait aussi les princes, intéressés à les retenir sous leurs lois en assurant leur bien-être, de rendre insupportable à leurs peuples un joug dont l'arbitraire eût d'ailleurs été réprimé par la surveillante censure de l'empereur et l'Empire. Aussi a-t-on vu, sans qu'elle excitât de défiance ou de jalousie, l'influence des grands s'étendre en Allemagne, qu'ils fussent princes, nobles, membres du clergé ou magistrats supérieurs des villes libres; car cette influence ne s'y montra jamais hostile aux vrais intérêts du peuple. Enfin, malgré la séparation en deux fractions, protestante et catholique, consacrée par le traité de Westphalie, les sujets des États germaniques, liés entre eux d'origine, de souvenirs, de langage et de nom qualificatif, demeurèrent encore un peuple unique, et formèrent un corps à part, au centre de l'Europe, en dépit de l'ambition et des querelles mutuelles de ceux qui en gouvernaient les diverses fractions. Ainsi le désordre constitutionnel de ce corps ne nuisit pas autant qu'on eût pu le croire à une prospérité générale et particulière, remarquable dans tous les États allemands, mais principalement, il faut l'avouer, dans les souverainetés ecclésiastiques, où des cours moins brillantes étaient aussi moins à charge aux peuples. Le lien commun des divers États allemands, déjà relâché depuis la création de la ligue, œuvre de Mazarin, se serait peut-être relâché bien plus encore quand la Prusse, accrue d'étendue, de pouvoir et d'éclat, rivalisa d'influence

avec l'Empire; mais le génie prévoyant du grand Frédéric le resserra par l'union des princes, sans acception de culte. Rien n'agita les esprits, même parmi les classes pensantes ; elles continuèrent à obéir à leurs souverains avec cette soumission habituelle qui semblait pourtant un acte de liberté; car le respect du prince pour les formes consacrées constituait cette véritable liberté usuelle, et résultait de ce sentiment national qui chez les peuples faisait également respecter des formes antiques, garantes de l'obéissance. Voilà ce qui fit que les principes de la révolution française ne devinrent pas populaires en Allemagne; on ne les y vit guère pénétrer que parmi les hautes classes, et quoi qu'en disent une foule d'ignorants déclamateurs, c'est parmi les hautes classes que germèrent d'abord ces principes perturbateurs qui devaient les frapper. Toutefois, il résulta de cette tiédeur que si les questions traitées en France avec passion furent agitées par quelques érudits allemands, ce fut principalement comme thèse politique, et les excès commis par les armées françaises détruisirent bientôt toute propension à les adopter. On vit même des énergumènes, tels que Arndt, finir par déblatérer contre la France, après avoir adopté ses principes. Mais parmi les traits qu'il ne faut pas omettre en parlant de ce peuple, nous signalerons son esprit rêveur, fortifié par des études spéculatives, et dont naquit l'illuminisme, cette propension à l'antagonisme puisé dans les argumentations scolastiques, et qui, après lui avoir fait créer les cours wéhémi-

ques pour frapper le crime puissant, enfanta le *Tugend-Bund* pour résister à l'oppression ; enfin cette religion du secret pour toute confédération qu'il croit juste.

Ne parlons ici ni des folies immorales de Weisshaupt, ni de celles assez niaises de Bichofwerder ; celles-ci n'étaient que ridicules, et le ridicule en fit justice ; celles-là eussent bouleversé la société, et l'indignation publique les flétrit. Cependant, si les esprits n'étaient pas séduits, ils étaient du moins émus, et cet état de choses pouvait produire des résultats sérieux. Aussi, dès que Napoléon eut subjugué les princes par l'ambition, les courtisans par la cupidité, les agitateurs par de vaniteuses espérances, et que tout cela eut abouti à l'humiliation des rois et à la ruine des peuples, tout ce qu'il y avait de puissance dans l'illuminisme, et de noblesse dans les amis de la vertu fit explosion ; nous en avons déjà vu les effets dans des insurrections partielles, sans unité, sans liens. Il fallait donc régler ces mouvements subits et inconsidérés, les calmer même jusqu'au temps favorable à leurs succès. Voilà ce que pensensèrent et exécutèrent deux hommes supérieurs, Stein et Stadion : celui-ci avec la prudence qui le caractérisait, et qui eût voulu laisser s'user son ennemi ; celui-là avec une verve de haine qui ambitionnait de le frapper dans sa force. Stein y travailla donc sans relâche, et c'est pour cela qu'il avait cherché à satisfaire les intérêts, les passions et les vanités de l'ordre intermédiaire ; c'est pour cela aussi qu'il ne cessa de réchauffer le patriotisme

de toutes les classes sociales. Mais il fallait un centre d'union qui n'éveillât pas un ennemi soupçonneux. L'illuminisme était déshonoré; la franche-maçonnerie avait l'inconvénient d'offrir nombre d'individus étrangers à la ligue teutonique, suspects et peut-être nuisibles; cependant, faute de mieux, on la choisit d'abord, car il fallait un noyau et elle le procurait. Le fougueux Blücher fut un des premiers adeptes; son influence sur l'armée l'en rendait un membre précieux; le général Gneisenau, officier des plus distingués, et le ministre de la guerre Scharnhorst s'y affilièrent; le prince de Wittengstein, malgré sa timide prudence, en fit également partie; l'exalté docteur Jahn, avec son aspect cynique et son éloquence agreste, lui faisait des partisans dans ses courses vagabondes à travers la forêt de Thuringe, les montagnes escarpées et les recoins les plus obscurs de ces contrées; le partisan Schill ne fut pas des derniers à s'y réunir. Mais comme le roi craignait de compromettre lui et son peuple; que la cour était partagée entre des créatures de Napoléon, des conseillers timides et les partisans zélés du *Tugend-Bund;* que ceux-ci avaient à redouter et les premiers, et même certains fidèles serviteurs du monarque, tels que M. de Schuckmann, qui s'effrayait de tout ce qui pouvait nuire à une sage temporisation; enfin comme, dans le premier choix des initiés, l'on n'avait pas été assez sévère, il fallut recourir à une organisation modelée sur celle des sociétés secrètes d'Irlande en 1791. Le *Tugend-Bund* eut alors un comité central et des

comités provinciaux; ces derniers n'avaient entre eux aucuns rapports; ils ne reconnaissaient, dans leur sphère d'activité au-dessous d'eux, que des associations particulières, et au-dessus que le comité central. La noblesse immédiate, dont la confédération du Rhin avait anéanti le pouvoir, et tout ce qui existait de basse démocratie, ennemie invétérée de Napoléon, s'y jetèrent, ainsi que la faction anglaise, recrutée des négociants irrités du décret de Berlin. Les jeunes gens s'y portèrent avec toute l'ardeur de leur âge et s'exaltèrent dans la discussion des questions les plus épineuses sur le droit politique des nations, et en particulier sur celui d'Allemagne. Avec des éléments si divers on marchait cependant vers un but commun; car les conjurés de toute espèce ne se divisent jamais qu'après la victoire; on espérait, après l'avoir obtenue par eux, en jouir en dépit d'eux. Stein envisageait avant tout l'affranchissement de l'Allemagne et les moyens propres à l'obtenir, rassuré sur tous résultats ultérieurement funestes par la certitude que l'esprit révolutionnaire n'avait point pénétré dans les masses. Enfin l'espérance fit place à la crainte, le courage à l'abattement, le patriotisme à une coupable indifférence. Voilà ce qu'en peu de mois le baron de Stein avait opéré, secondé dans ses efforts par l'oppression générale que Napoléon faisait peser sur les peuples, pour réaliser son prétendu blocus de l'Angleterre. Tel était l'état des choses à l'époque où nous sommes parvenus; nous nous y arrêterons, et nous en exposerons plus tard les presque

miraculeux effets. Quittons donc les contrées septentrionales pour considérer les résultats produits aussi par ce faux système au midi de l'Europe.

Système continental. — Projets contre la Péninsule. — Intrigues de Godoï. — Il désavoue ses proclamations. — Combinaison contre l'Espagne. — Conduite de Talleyrand. — *Ruses* de Napoléon. — Le prince de la Paix. — Le prince des Asturies. — Charles IV. — Ferdinand. — Son épouse. — Mort de cette princesse. — Traité de Fontainebleau. — Ses stipulations. — Conventions accessoires. — Expédition de Portugal. — Lanne refuse. — Junot accepte. — Son caractère. — Ses instructions. — Notification faite au Portugal. — Secours offerts par l'Angleterre. — On les refuse. — On veut négocier. — Situation critique. — Le prince régent. — Son caractère. — Marche de Junot. — Ses proclamations. — Sa marche. — Incurie du régent. — Barreto. — Refus de l'entendre. — Départ du prince régent pour le Brésil. — Regrets du peuple. — Arrivée de Junot. — Sa fureur de manquer sa proie. — Escadre russe. — Effet de l'*émigration* du prince régent. — Elle sauve les colonies et favorise l'Angleterre. — La flotte part. — Forces de Junot. — Arrivée de ses troupes. — Il remplace le drapeau portugais par le drapeau français. — Consternation. — Ordres sévères. — Contribution de cent millions. — Séquestre des *biens* des absents. — Affaires de l'Espagne. — Prison du prince des Asturies. — Vues de Napoléon. — Révolution d'Aranjuez. — Voyage du roi à Bayonne. — Lettre de Napoléon infidèlement publiée. — Intrigue de Bayonne. — Scène atroce. — Abdication de Ferdinand. — Cession de Charles IV. — Junte. — Intronisation de Joseph. — Ferdinand conduit à Valançay. — Justification de Ferdinand VII. Création d'une nouvelle noblesse. — Armée française et anglaise. — Les Espagnols.

C'est à l'époque où nous sommes parvenus que

remontent les causes de la ruine certaine, quoique alors inaperçue d'une fortune aussi gigantesque qu'elle fut rapide, et qui semblait n'avoir plus un seul échec à redouter; mais Napoléon, par une soif inextinguible de succès, d'orgueil et d'ambition, par une haine aveugle contre ce qui lui résistait, par des actes inconsidérés, sema lui-même de nouveaux et insurmontables écueils devant ses pas si longtemps victorieux. Il voulut que l'Europe, fléchissant déjà sous le poids de sa puissance, fût aussi surchargée de celui de sa famille tout entière; il voulut soumettre tous les peuples à un système insensé qui blessait d'indomptables intérêts, et que condamnaient également la morale et la raison; système qu'une politique erronée pouvait seule croire exécutable. Cette combinaison était criminellement monstrueuse; car ayant pour objet la chute de la puissance anglaise, liée d'intérêts communs et particuliers avec les cinq parties du monde, une telle catastrophe eût eu un retentissement chez toutes les nations, en France même. Puis quand on songe aux maux sans nombre, tant publics que particuliers, qu'aurait accumulés sur l'espèce humaine la ruine d'une riche et puissante nation, on sent que le vœu de cette ruine ne saurait jaillir que d'un esprit aveugle ou d'une âme infernale.

L'invasion de la péninsule ibérienne allait enfin ouvrir l'abîme où la plus formidable des dominations devait s'engloutir. Le sort de cette péninsule semblait avoir été irrévocablement décidé à Tilsitt; mais les projets du puissant empereur des Français

à l'égard du Portugal et de l'Espagne remontaient plus haut. Dans le cours des négociations entre la France et la Grande-Bretagne, il avait menacé lord Lauderdale de diriger l'une de ses armées sur Lisbonne, et ses vues usurpatrices se portèrent vers l'Espagne du moment où le prince de la Paix, faible et ruineux ministre de cette vacillante monarchie, eut publié au nom de son roi, au sien même, cette proclamation où il invitait « les Espagnols à se réu-» nir sous les drapeaux, et les riches à faire des sa-» crifices pour les frais de la guerre que nous serons, » disait-il, peut-être forcés de soutenir pour le bien » de tous; enfin les magistrats à employer tous les » moyens propres à exciter l'enthousiasme national, » afin d'entrer avec gloire dans la lice qui va s'ou-» vrir. » Cette proclamation était le fruit des relations secrètement entretenues avec l'Angleterre par la voie du Portugal, qui pourtant ne s'y prêtait qu'avec timidité, quoiqu'il connût déjà les intentions hostiles de la France à son égard. Un traité avait donc été conclu entre Godoï et le baron Strogonoff, ministre de Russie; l'ambassadeur portugais y fut admis, et l'objet de cette convention secrète, qui devait demeurer telle jusqu'au début de la guerre projetée, était de profiter de la marche des armées françaises vers l'Allemagne septentrionale, où l'on espérait que les Prussiens les tiendraient en échec, pour avoir la facilité de se soustraire au joug onéreux qui pesait sur l'Espagne. A cet effet, on devait attaquer le midi de la France, en invitant l'Angleterre à y coopérer.

Mais le plan du ministre espagnol fut trop prématurément dévoilé par ses intempestives proclamations; les ministres de Russie et de Portugal s'en plaignirent; ils désavouèrent le traité. Le cabinet de Lisbonne força l'escadre anglaise de quitter le Tage, et, dans ces entrefaites, la nouvelle de la victoire d'Iéna étant parvenue à Godoï, une vive terreur succéda chez lui à sa passagère et pusillanime audace. Il chercha donc tous les moyens d'apaiser la juste colère de Napoléon, et de conjurer l'orage qui le menaçait; ce fut par un redoublement de bassesses, par des protestations de dévouement, et en déblatérant contre le gouvernement anglais. Il interdit tout commerce avec l'empire britannique, ordonna la saisie des marchandises de ce pays sur des bâtiments neutres, fussent-ils dirigés vers les colonies ou les ports de l'Angleterre, et se conforma en tout aux dispositions comme à l'esprit du décret de Berlin.

Quant à ses malencontreuses proclamations, il osa les déclarer apocryphes; il en accusa des malveillants qui cherchaient à brouiller entre eux les deux États ou à le compromettre lui-même; il promit de fortes récompenses à qui en découvrirait l'auteur; et ne pouvant nier l'existence de ses préparatifs militaires, il fit publier dans les gazettes espagnoles qu'ils n'avaient eu pour objet que la nécessité de se mettre en mesure contre l'empereur de Maroc. Son faux et infidèle agent, Izquierdo, homme dont la physionomie était aussi repoussante que son esprit était tortueux et son âme dépravée, fut chargé de faire valoir ces absurdes mensonges, si peu capables

d'abuser Napoléon, qui savait, par les rapports de son ambassadeur Beauharnais, par l'interception d'une correspondance confidentielle et par d'incontestables notions qu'il tenait de ses agents secrets, enfin par Izquierdo lui-même, à quel point le conseil de Madrid recélait de sentiments hostiles contre la France et contre lui principalement.

Avec un caractère plus franc et plus noble, l'empereur des Français eût pu et dû peut-être déclarer alors la guerre à l'Espagne ; il en avait un motif plus que plausible. Mais, outre que l'issue de la campagne de Prusse était encore incertaine, la ruse convenait infiniment mieux à la direction de ses idées ; aussi chercha-t-il pour atteindre au but qu'il ambitionnait, à se frayer une route oblique et ténébreuse qu'il crut moins hasardeuse, plus sûre et plus propre à tromper la multitude sur la nature de ses intentions. Au fait, il ne lui suffisait pas de se venger de l'Espagne, il visait à s'emparer de cette monarchie ou à la soumettre irrévocablement à son influence, soit en mariant le prince des Asturies à l'une de ses nièces, ce qui eût été le gage de sa réunion avec son frère Lucien, soit en plaçant sur la tête d'un des princes de sa famille cette couronne enlevée à un prince de la maison de Bourbon ; car le nom de cette illustre race l'effrayait jusque dans la triste branche d'Espagne, et si le prince de la Paix avait eu autant de génie que d'ambition, Napoléon l'eût peut-être fait monter sur le trône de son maître ; mais le posséder lui-même flattait son orgueil, et cette dernière idée l'emporta.

Pour commencer à réaliser un projet longtemps vague et qui fut décidément arrêté lors du traité de Tilsitt, il appela et porta vers la Baltique La Romana avec quatorze mille hommes et O'farril avec six mille, se réservant de faire employer le reste de l'armée espagnole dans une expédition méditée contre le Portugal. Il comptait faire concourir à cette agression le prince de la Paix qui, vu la situation critique où il s'était placé, deviendrait incapable de résister à ses ordres ; par là il laissait l'Espagne sans défense au moment où il lui plairait de l'envahir.

M. de Talleyrand épuisa toutes les ruses de sa politique astucieuse pour ouvrir des voies sûres à cette grande opération usurpatrice ; ce fut dans l'intention que rien ne pût nuire à son exécution, qu'il pressa si vivement son maître de hâter la conclusion du traité de Tilsitt, et de se rendre si facile dans ses concessions à l'empereur Alexandre. Les amis du prince de Talleyrand ont voulu le disculper de cette coupable combinaison politique et militaire ; ils ont prétendu qu'il y avait été fortement opposé, comme s'il avait jamais conçu l'idée de combattre, de contrarier, même par les plus légères insinuations, les vues, fussent-elles ruineuses dans sa propre opinion, d'un monarque si puissamment établi. Ces amis officieux se fondaient sur ce qu'il quitta le ministère avant que les affaires d'Espagne eussent été publiquement entamées ; mais ils taisent que la remise de son portefeuille eut lieu en raison de son extrême susceptibilité vaniteuse et d'autres motifs plus honteux ; que bientôt, quoique sans portefeuille, il n'en

prit pas moins une part active aux négociations secrètes relatives à la Péninsule, avec ce misérable Izquierdo, comme nous aurons en son lieu l'occasion de l'exposer.

Napoléon, conformément aux vues qui étaient à la fois les siennes et celles de son ministre, et dans lesquelles il n'eut pour confident que Duroc, Talleyrand et Beauharnais, son ambassadeur à Madrid, avait besoin d'observateurs qui connussent l'Espagne, en possédassent la langue et fussent moins en vue que ses agents diplomatiques. Ces agents étaient nombreux dans toutes les classes, parmi les Espagnols même, et le jeune Hervaz, beau-frère de Duroc, en raison de sa haine pour le prince de la Paix, lui en fournit un des plus utiles (Chemineau, ancien négociant français dans la Péninsule), ne se doutant pas qu'il travaillait ainsi à la ruine de sa patrie.

Si des intrigues de cette nature avaient lieu, c'est que Napoléon voulait connaître préalablement le terrain sur lequel il allait marcher; c'est qu'il prétendait ne rien hasarder et que, dans ses projets arrêtés, la guerre ne devant que seconder la politique, il était résolu à ne déclarer hautement ses intentions qu'après avoir obtenu sans coup férir l'occupation des principales défenses de l'Espagne. Aussi profita-t-il habilement des dissensions intestines qui agitèrent alors la famille royale espagnole, en redoublant les justes inquiétudes du prince de la Paix et en leurrant son aveugle ambition, tandis qu'il fécondait les germes de haine existant entre le jeune prince des Asturies et ses parents. Ici nous devons

entrer dans quelques détails, pour faire connaître la situation réelle de la cour de Madrid à cette époque, situation qui, dans le sein même de cette cour, favorisait le projet si perfidement médité d'entraîner la monarchie dans une ruine complète.

Le prince de la Paix, dont la haute fortune était sous divers rapports un honteux scandale, car elle lui avait été principalement acquise par une voie que la décence politique nous empêche de retracer, n'était pas naturellement un méchant homme; mais, haï du prince des Asturies et de ses principaux affidés, ayant à redouter, lors de la mort du roi, la vengeance du nouveau monarque et celle de ses entours, il ne se fit aucun scrupule de chercher à le perdre, d'autant qu'il se voyait activement secondé dans ce projet par la profonde aversion que lui vouait sa propre mère, constant et coupable appui du ministre son favori. Le prince des Asturies, né le 14 octobre 1784, était d'un caractère à la fois irascible, facile et faible, vices de nature qui entraînent dans les erreurs les plus funestes comme les plus contradictoires, et que le genre de son éducation fut loin de corriger; car on le confia à des hommes pour la plupart sans capacité, et tous esclaves du favori, excepté le vertueux comte d'Alvarès, qui fut bientôt chassé, et le chanoine Escoïquiz, personnage remarquable par l'étendue et la culture de son esprit, qui parvint à se faire conserver en voilant avec soin ses intentions secrètes. Celui-ci s'attacha sincèrement à son royal élève, tandis que les autres, comme toute la foule des ambitieux, se groupaient autour

du puissant et vaniteux prince de la Paix, immolant à la faveur qu'ils courtisaient près de lui, morale, honneur et décence, car il était environné de plus de servile flatterie que le monarque lui-même.

Charles IV n'était cependant pas aussi médiocre qu'on se plaisait à le dire; mais son caractère réunissait les disparates les plus bizarres. Il aimait la littérature et les beaux-arts; il possédait presque toutes les langues de l'Europe et voulait le bien; mais tout en discernant à merveille ce qui pouvait contribuer à l'opérer, il se montrait continuellement enseveli dans la plus extrême indolence; homme plutôt né pour la vie privée, dont il eût fait le charme, que pour le trône, qu'il laissait tomber en ruine, et néanmoins aussi opiniâtre quelquefois que persévéramment loyal; n'ayant ainsi que quelques velléités de volonté sans tenue, il abandonnait à la reine le soin des affaires, transmis par elle à un favori qui vendait sa protection à la bassesse, aux plus vils services, et qui gouvernait l'État avec une insolence que la haine et l'envie ont peut-être exagérée.

Godoï avait déjà, lors de la maladie du roi, en 1806, préparé ses voies au pouvoir suprême. Son frère, le duc del Campo, laissa imprudemment percer l'idée d'un changement de dynastie, idée connue du public qui en fut indigné. La santé du monarque se rétablit, et le parvenu, pour prolonger une autorité qui, à la mort du roi, pourrait être suivie des plus cuisantes infortunes, pour assurer aussi celle de sa royale maîtresse, dont il faveri-

suit les goûts honteux, tenta d'abord de plonger l'héritier du trône dans l'ignorance et la débauche. Il y eût réussi sans la surveillance et les soins assidus d'Escoïquiz, qui s'étudia en outre à intéresser la nation au sort du prince appelé à la gouverner un jour, mais alors en butte aux persécutions, tant d'un ennemi acharné que de celle qui lui avait donné le jour, femme dépravée, épouse coupable et mère dénaturée.

L'Espagne, courbée sous un joug qui blessait à la fois son intérêt et son orgueil, jeta donc un regard d'amour et d'espoir sur la déplorable victime du couple criminel; aussi les noces de Ferdinand et de Maria-Antonia, fille du roi de Naples, furent-elles célébrées avec ivresse. La jeune princesse, très-spirituelle, prodigieusement instruite, douée d'une vertu solide, d'une âme élevée et d'un caractère ferme, se montra, dès son début à la cour de Madrid, courageuse et fière, cherchant à faire remonter son époux au rang qui lui était dû; mais ne pouvant lutter victorieusement contre l'ascendant de la reine, elle ne fit que partager les dégoûts et l'affliction profonde de celui auquel elle avait été unie; elle languit quelque temps, et sa mort prématurée fut généralement imputée à ceux qui semblaient avoir un si puissant intérêt à la faire disparaître, d'autant que, durant sa courte agonie, Ferdinand n'eut pas la permission de la voir; que ses papiers furent saisis, et que son confesseur Garcia fut persécuté. Ce brillant météore n'avait paru qu'un instant sur l'horizon; car Maria-Antonia, née le 14 décembre 1784,

mariée le 21 août 1802, mourut le 21 mai 1806.

Ferdinand regretta vivement une épouse chérie qui avait en quelque sorte retrempé son caractère affaissé sous l'habitude de l'humiliation. Escoïquis l'entretint dans les nobles sentiments que la défunte princesse lui avait communiqués. On s'en aperçut, le percepteur fut exilé, et l'autorité de Godoï fut dès lors sans bornes et sans obstacles; mais le nombre des mécontents s'accroissait chaque jour, ce qui ne laissait pas de donner des inquiétudes au favori. Quant à Escoïquiz, il ne perdit point de vue celui auquel il s'était dévoué; il s'échappa secrètement du lieu de son exil et eut secrètement aussi des conférences avec le prince, dont il réunit les partisans, parmi lesquels nous citerons les ducs de l'Infantado et de San-Carlos. D'après l'avis de ces fidèles conseillers, le prince devait se présenter hardiment devant son père, lui donner un mémoire énonciatif des maux de l'État, où le pouvoir sans frein de Godoï eût été désigné comme leur cause unique. Les affidés eussent été appelés en témoignage de ces assertions, et l'on se flattait d'arriver ainsi sans éclat et sans trouble à la régénération d'une administration qui faisait la ruine et la honte de la monarchie comme de la maison royale. Mais toutes les issues près du monarque étaient fermées à celui qui avait tant d'intérêt à s'approcher de son père, et Godoï, qui les gardait soigneusement, voulant se soustraire à des dangers dont il ne soupçonnait cependant pas encore toute la gravité, pressait le mariage de l'héritier du trône avec la sœur de sa

propre épouse; union révoltante par elle-même, quoique ce fût une princesse du sang royal, et dangereuse depuis les bruits accrédités sur la mort de celle qu'il regrettait encore.

Persécuté à cet égard et ne sachant plus à qui avoir recours pour échapper aux effets d'un consentement arraché à sa faiblesse, Ferdinand, de l'aveu de ses amis, s'adressa à Napoléon, par une lettre confidentielle du 11 octobre 1807. Dans cette lettre il implorait sa protection et sa générosité, en s'affligeant d'être *obligé de cacher comme un crime une action juste*, protestant de son *amour filial* pour son *respectable père*, sollicitant la main d'une *princesse* de la famille de l'empereur des Français pour déjouer les *complots* des méchants et ouvrir les yeux à ses *bons et bien aimés parents, les rendre heureux*, faire à la fois *le bonheur de la nation et le sien;* attendant tout de lui, pour ne pas paraître faire quoi que ce fût qui pût paraître *une insulte à l'autorité paternelle;* assurant enfin qu'il se refuserait à toute alliance sans l'approoation *positive* de Sa Majesté Impériale. Mais ce dont ce malheureux prince si confiant ne se doutait pas, c'est que, par l'intermédiaire d'Izquierdo, des relations secrètes avaient déjà eu lieu entre le prince de la Paix et Napoléon; que celui-ci, dans ses intentions préméditées contre l'Espagne, spéculait, ainsi que son ancien ministre, sur tous les avantages qu'il pouvait tirer de l'état moral de la cour de Madrid, ainsi que de l'ambition d'un homme sorti de l'obscurité et dont l'immense for-

tune ne satisfaisait pas encore les espérances.

L'empereur des Français fit donc insinuer au prince de la Paix de tendre à un pouvoir indépendant et souverain, propre à fixer son existence et à l'affranchir de révolutions qui, d'un jour à l'autre, seraient de nature à lui devenir funestes. Enfin, au moment où il recevait la lettre du prince des Asturies, Izquierdo, à l'insu du prince de Masserano, ambassadeur d'Espagne, et agissant en vertu de pleins pouvoirs donnés par le roi, le 26 mai 1806, et signés alors par don Pedro Cevallos, pouvoirs qu'Izquierdo prétendait lui avoir été renouvelés le 8 octobre 1807, ce dont il ne fournissait pas la preuve, signait, le 17 octobre 1807, à Fontainebleau, avec le grand-maréchal du palais, Duroc, sans que Cevallos en eût connaissance, et de l'aveu seul de Godoï, un traité secret dont Napoldon était loin de vouloir exécuter les stipulations. Ce traité, tout en paraissant régler définitivement les affaires de la Péninsule, servait de voile aux intentions ultérieures de celui qui l'avait dicté, et préparait le succès de ses vues secrètes par la jonction d'une armée espagnole à une armée française, toutes deux dirigées simultanément sur le Portugal, et réunies sous le commandement de l'un de ses propres généraux. En vertu de ce traité, gros d'une double perfidie politique, on allait envahir un État inoffensif, pour s'assurer toute facilité à en soumettre un autre, utile et fidèle allié, dont on venait depuis peu de solliciter l'intervention, et avec lequel on ne traitait que pour le perdre.

Certaines clauses de cette fallacieuse convention portaient (articles I, IV, VII et IX) : qu'en échange de la Toscane, cédée à la France, la province entre Minho et Duero, y compris la ville de Porto, serait donnée au roi d'Etrurie avec le titre de roi de Lusitanie septentrionale, et possédée par lui héréditairement, selon les usages d'Espagne; mais qu'à défaut d'héritier légitime, cette souveraineté serait conférée en investiture par Sa Majesté Catholique, sans pouvoir être réunie à sa couronne; que (article V et VI) la province de l'Alentejo et le royaume des Algarves deviendraient la propriété souveraine du prince de la Paix, qualifié prince des Algarves; que cette principauté serait possédée par ses héritiers légitimes, et, en cas de déshérence, conférée par le roi d'Espagne, selon les formes prescrites à l'égard du royaume de Lusitanie septentrionale; que (art. VII) les souverains de ces deux États, placés sous la protection de Sa Majesté Catholique, ne pourraient, sans son aveu, faire ni paix ni guerre; que les provinces (art. VIII) de Beira, Tra-los-Montes et Estramadure portugaise demeureraient en dépôt pour être rendues à la maison de Bragance en échange de Gibraltar, la Trinité et autres colonies acquises par les Anglais sur l'Espagne et ses alliés, et que le souverain à qui elles seraient remises les posséderait au même titre et selon les mêmes formes que ceux de Lusitanie et des Algarves; que Sa Majesté l'empereur des Français (art. XI) *garantissait à Sa Majesté Catholique la possession de ses États du continent d'Europe, situés au midi*

des Pyrénées ; et que les hautes puissances contractantes (art. XIII) feraient à l'amiable une égale division des îles et colonies d'outre-mer occupées par les Portugais, clause absurde qui aurait dû suffire à éclairer, sur le charlatanisme de Napoléon, un négociateur qui aurait eu autant de sentiment d'honneur qu'il possédait de sagacité.

Par une convention secrète de même date, et en sept articles, également propre à faire jaillir la lumière sur des combinaisons odieuses, il était arrêté qu'une armée française de vingt-cinq mille hommes d'infanterie et de trois mille chevaux ferait sa jonction avec onze mille hommes de troupes espagnoles, dont trois mille de cavalerie et trente pièces de canon ; qu'un autre corps espagnol de dix mille hommes se dirigerait sur Porto et un de six mille vers l'Alentejo ; que les provinces conditionnellement réservées à la maison de Bragance seraient gouvernées et administrées par le général français, et leurs revenus acquis à la France, et que le royaume de Lusitanie, occupé par les troupes espagnoles, serait sous l'administration de ceux qui les commanderaient et qui en verseraient les contributions dans le trésor du roi catholique ; qu'un corps français de quarante mille hommes se réunirait à Bayonne, le 20 novembre, afin d'être prêt à passer *par l'Espagne* si les Anglais envoyaient des secours au Portugal, mais ne pénétrerait dans la Péninsule que de l'accord mutuel *des hautes puissances contractantes.*

En vertu de ces traités, la reine régente d'Etru-

rie fut dépossédée de la Toscane le 23 novembre 1807, et se réfugia en Espagne. C'est ainsi que Napoléon jalonnait la marche usurpatrice dans laquelle il allait se précipiter, conformément aux vues secrètes conçues et arrêtées à Tilsitt. Nous avons dû entrer ici dans tous ces détails comme préliminaires indispensables des événements que nous allons retracer. Détournons donc un moment nos regards des affaires d'Espagne, en y laissant le prince de la Paix livré aux illusions, bientôt dissipées, d'une grandeur aussi inespérée que coupable.

Napoléon, qui avait besoin d'un général actif et ferme pour exécuter l'invasion qu'il méditait, et dont l'objet était de s'emparer de la flotte, du trésor, et de la personne du prince-régent de Portugal, à la faiblesse duquel il eût facilement arraché la ratification d'un traité violateur de ses droits souverains, jeta d'abord les yeux sur le maréchal Lannes, dont il connaissait le zèle, mais dont il appréciait mal le noble caractère; car dès que ce général sut qu'il s'agissait de se présenter en ami pour se conduire ensuite en ennemi mortel, et d'abuser ainsi, pour le perdre, un prince qui l'avait comblé de biens et d'égards, cet homme brusque, mais loyal, repoussa avec la plus honorable indignation une aussi perfide ouverture. Comme il fallait s'assurer un agent d'un dévouement sans scrupules, on en fut réduit à choisir le général Junot, dont l'ambassade à Lisbonne avait été précédemment un honorable exil, et que Napoléon désirait éloigner encore à cause de ses incartades. Cet

homme, qui n'avait perfectionné qu'au corps-de-garde une éducation commencée dans son village, était présomptueux comme la force brutale, tranchant comme l'ignorance, fastueux sans goût, prodigue sans générosité, mais du moins bon et fidèle ami, car il eût sacrifié tout à son maître, hors ceux auxquels il était attaché; franc camarade enfin, mais fier d'une faveur dont il abusait; orgueilleux avec ses inférieurs, pointilleux avec les ministres sur le respect qu'il croyait dû à ses dignités, et dévoué à Napoléon comme un excellent valet. C'était le personnage le plus convenable au rôle qu'on lui destinait, car il considérait comme juste tout ce qui pouvait être utile à celui qu'il servait, et comme exécutable tout ce qui lui serait commandé par lui. Il n'hésita donc point à se faire l'instrument d'une politique odieuse et à répondre par un guet-à-pens à la manière gracieuse avec laquelle il avait été antérieurement accueilli par le prince-régent.

Pour éviter un double emploi, écartant ici les instructions verbales données à Junot, nous nous contenterons de citer quelques fragments qui les reproduisent dans une lettre du ministre de la guerre Clarke, en date du 3 novembre, que ce général trouva insolente et dont il se plaignit, parce qu'il n'y était pas qualifié de *votre excellence*. Dans cette lettre, monument précieux pour l'histoire, et document propre à dévoiler l'âme ainsi que la politique de Napoléon, il était subsidiairement ordonné à Junot de s'avancer jusqu'à Ciudad-Rodrigo du 1er au 15 novembre, de marcher sur Lisbonne

l'Espagne et de la France ; 3° il fera arrêter tous les sujets britanniques, confisquer leurs propriétés, et recevra garnison française dans les ports du royaume.

Le gouvernement portugais accepta les deux premières propositions, en demandant du temps pour les exécuter, mais il rejeta la troisième, relative à l'arrestation des Anglais et à la saisie de leurs propriétés, croyant que ni lui ni d'autres n'avaient le droit de priver qui que ce fût de ce qu'il avait légalement acquis, et ne voulant pas se rendre complice d'un vol, par une infamie politique qui répugnait à sa religieuse équité. En effet, il avait reçu dès le 9 septembre, de la part du cabinet de Saint-James, et par suite des négociations du comte de Funchal, la généreuse notification que le gouvernement anglais consentait à tout ce qui pourrait sauver le Portugal, à la condition que les propriétés britanniques seraient respectées. Le prince-régent s'empressa d'en témoigner sa reconnaissance, sans accepter néanmoins les offres de services qui accompagnaient une aussi noble condescendance, mais protestant, pour y répondre dignement, que, dans aucun cas, la marine portugaise ne se réunirait à celle de France et d'Espagne contre un si fidèle allié.

Le prince-régent, pour ne point violer ces engagements, qu'il regardait comme sacrés, n'eut pas plus tôt appris la marche de Junot, qu'il laissa partir les bâtiments de commerce anglais, et en facilita la sortie, en diminuant les droits à payer au fisc. Cependant les dangers croissaient de jour en jour,

et l'on ne savait à quel parti s'arrêter ; les Anglais conseillaient de se défendre : cet avis fut adopté, puis on y renonça ; on résolut ensuite de séquestrer ce qui restait de propriétés anglaises, sauf indemnités payées par le trésor. Don Rodrigue de Souza se prononça pour une vive résistance et ne fut point écouté ; on crut enfin avoir pris le meilleur de tous les partis en envoyant à Paris le marquis de Marialva, chargé de diamants et de pouvoirs illimités, pour traiter avec Napoléon et séduire ses entours. Il devait proposer le mariage de l'infant don Pedro, avec une fille du général Murat ; mais cet agent politique ne fit autre chose que trahir son souverain, en souscrivant, comme M. de Lima, la promesse de reconnaître et de recevoir le roi qu'il plairait à Napoléon de leur donner.

La situation dans laquelle se trouvait le Portugal eût exigé que celui qui le gouvernait possédât un esprit étendu, une âme forte, une volonté ferme et capable d'une prompte décision ; rien de tout cela ne se rencontrait dans le caractère du prince-régent qui, à certains égards, était le second tome du roi d'Espagne, bien qu'il lui fût prodigieusement inférieur en intelligence et en savoir. Mais, avec la même loyauté, il l'égalait en indolence et le surpassait peut-être en bonté d'âme. D'un abord facile, généreux pour ce qui l'approchait, il eût voulu faire le bonheur de tous et ne sut pas assurer celui d'un peuple qu'il aimait : sa vie d'ailleurs n'avait point été sans orages, et sa tête, déjà faible, s'en était encore affaiblie. Marié dès l'âge de 18 ans, en 1785,

à la princesse Charlotte, infante d'Espagne, qui avait à peine 10 ans, il ne lui avait été réellement uni qu'en 1790. Il en avait eu neuf enfants, quoique, dès 1793, l'on eût remarqué entre les deux époux une mésintelligence qui éclata sérieusement en 1805; elle ne cessa plus depuis cette époque, où une conjuration tramée dans les intérêts de la princesse, qu'on voulait déclarer régente en couronnant son fils, effraya vivement son timide esprit, qu'on crut totalement aliéné. Des indiscrétions dévoilèrent alors le complot; une enquête eut lieu, les coupables furent connus, et l'excellent prince se sépara sans éclat de son épouse. Il se contenta d'exiler les conjurés et d'écarter seulement quelques-uns de ses courtisans les plus suspects des postes brillants qu'ils avaient obtenus, mais qui ne restèrent pas longtemps privés de ses faveurs. Le marquis d'Alora, entre autres, ne reconnut cette généreuse indulgence que par une nouvelle trahison; aussi le prince depuis lors ne cessa pas d'être assiégé de craintes vives et de soupçons continuels, que la religion seule pouvait distraire et calmer; il tomba dans la dévotion la plus superstitieuse, et se confina au palais de Mafra, voisin d'un monastère, sa douce et unique ressource, désespéré qu'il était de ne pouvoir trouver un ami selon son cœur. C'est de cette retraite que le prince fut tiré par une crise politique contre les effets de laquelle il était incapable de lutter avec succès; elle avait commencé à se manifester lors des négociations entre l'Angleterre et la France; alors M. de Talleyrand avait été bien au delà d'une

vaine menace, car il avait détaillé au ministre britannique tous les projets de la France à l'égard du Portugal, tels que le traité de Fontainebleau les arrêta l'année suivante. M. de Lima, ambassadeur portugais à Paris, reçut à ce sujet une note pressante, au vu de laquelle Fox donna ordre à lord Saint-Vincent de porter vers Lisbonne une partie de sa flotte. Lord Rosslyn fut envoyé en Portugal ainsi que le général Simocoe, afin de prendre les mesures convenables pour la défense de ce pays; il fut en même temps chargé de faire au prince-régent l'offre de lui fournir une somme illimitée d'argent et de mettre à sa disposition un corps de dix mille hommes, qui avait été destiné à la défense de la Sicile. M. de Funchal, ambassadeur portugais à Londres, et M. d'Araujo, persuadèrent alors au gouvernement anglais que si le projet eût été réel on ne l'aurait pas avoué, et qu'il n'avait absolument été question que d'une simple menace pour hâter la conclusion de la paix. Le prince-régent partagea l'erreur de ses ministres et refusa d'utiles propositions, se fondant sur une neutralité qu'il avait chèrement payée et qu'il regardait comme une solide garantie de son existence politique.

Son étonnement fut donc égal à son effroi quand il apprit que dès le 17 octobre, c'est-à-dire dix jours avant même la signature du traité de Fontainebleau, dont au reste il ignorait les dispositions et jusqu'à l'existence, l'armée de la Gironde avait reçu l'ordre de se mettre en marche, et que le 20 elle avait passé la Bidassoa. De leur côté les Espagnols s'étaient

déjà mis en mouvement ; aussi les Anglais cherchèrent-ils à sauver leur flotte, et, par un édit du 20 octobre, le prince ordonna que les ports du royaume seraient, dès ce moment, fermés à tout navire de la Grande-Bretagne, tant de guerre que de commerce.

Junot cependant, avec une armée composée de jeunes conscrits sans instruction comme sans vigueur, et avec une cavalerie aussi faible en chevaux qu'en hommes, n'en était pas moins obligé de presser sa marche, pour obéir à des ordres fréquents et impératifs. Il s'avançait donc vivement au sein de l'Espagne agitée d'une sombre inquiétude, car le bon sens populaire se montrait moins dupe de l'alliance de Napoléon que l'ambitieux et imprévoyant Godoï.

Le Portugal, si héroïque jadis et depuis longtemps si déchu, avait cependant conservé son antique organisation militaire nationale, éminemment propre à la défense du pays. La multiplicité des montagnes escarpées, des rocs et des plateaux arides, des rivières et des torrents; l'absence des routes praticables et des ponts; enfin la non existence des cartes géographiques et topographiques propres à éclairer sur la nature des lieux à traverser, rendaient d'une part la défense très-facile, et de l'autre l'invasion très-périlleuse, surtout dans la saison pluvieuse où elle avait été entreprise.

Junot, inconsidérément lancé dans cette course aventureuse, où la plus légère résistance eût irrévocablement ruiné son armée, commença par déclarer

qu'on ne se permettrait aucune insulte contre les Portugais paisibles, mais que l'on traiterait rigoureusement ceux qui mettraient obstacle aux progrès de l'armée française, et, par une inexplicable inconvenance, il plaçait dans ses publications menaçantes, au nombre de ses titres, celui de *grand'croix de l'ordre du Christ de Portugal*, décoration reçue des mains du prince régent dont il était destiné à envahir les États. Néanmoins il protestait toujours que son objet était de soustraire le pays au *joug de l'Angleterre*, et disait aux Portugais, dans une adresse, en date du 17 novembre : *L'empereur Napoléon m'envoie à la tête d'une armée pour faire cause commune avec votre bien-aimé souverain.*

Fidèle à des instructions et à des ordres réitérés dont il ne pouvait ni ne voulait en rien s'écarter, Junot, dont la marche avait été facile sur le territoire espagnol, franchissant la frontière portugaise, préféra la route la plus directe à celle moins bien défendue par la nature, et dans une course plus politique que militaire, dont l'histoire serait celle de toutes les misères que peut endurer une armée, il passa par Castello-Bianco et Abrantès. Entre ces deux villes il eut à franchir des montagnes à pic, des torrents grossis par l'hiver, des contrées stériles et désertes, sans bateaux, sans vivres, sans ressources d'aucune espèce. Ses troupes, mal vêtues, mal nourries, diminuées par de fréquents accidents, dispersées sur une longue étendue, succombant à la fatigue, et laissant en arrière artillerie et bagages,

moyens de l'exécuter ; car, pour satisfaire les vœux de Napoléon, il avait dirigé toutes ses troupes vers la côte, afin de s'y opposer à toutes les tentatives que pourraient faire les amiraux anglais.

Pour seule et dernière ressource, le prince régent envoya M. Barreto pour entamer des négociations avec Junot, qui s'était déjà refusé à la demande faite par José Oliavilza, de suspendre sa marche afin de traiter de la paix. Le général français se contenta de le charger d'engager le prince à l'attendre et redoubla d'ardeur pour arriver à Lisbonne ; aussi n'atteignit-il Sacavem (1), ville distante de deux petites lieues de la capitale, qu'avec une centaine d'hommes, en se plaignant qu'on eût voulu armer contre lui les paysans, chose qu'on eût dû faire et que pourtant on ne fit pas. Ce fut là qu'il apprit l'embarquement du prince régent ; la mission de M. Barreto ne sembla plus avoir pour objet que de lui procurer le temps de l'effectuer.

Ce n'était cependant pas sans peine qu'on l'y avait décidé ; lord Strangford l'en sollicita longtemps en vain, depuis même que le décret du 11 novembre lui eut été connu, et le ministre anglais s'était déjà réfugié sur l'escadre britannique quand Sidney-Smith, qui commandait la station, menaça le prince de commencer les hostilités s'il ne s'embarquait pas avec toute sa cour. Cet acte de vigueur vainquit sa stupide irrésolution. Il publia donc « qu'après avoir » fait inutilement tous ses efforts pour conserver la

(1) Le 29 novembre.

» neutralité et sacrifié ses trésors pour atteindre ce » but; ayant, au préjudice de ses sujets, fermé ses » ports à un ancien et fidèle allié; voyant s'avancer » les troupes de Sa Majesté l'empereur des Français; » considérant l'impossibilité d'une défense; voulant » éviter l'effusion du sang humain, sans l'espoir » d'un résultat utile, et croyant que ses fidèles » vassaux souffriraient moins s'il s'absentait du » royaume, il s'était, pour leur avantage, déterminé » à passer en Amérique et à s'établir à Rio-Janeiro » jusqu'à la paix générale; mais que ne voulant pas » laisser le pays sans gouvernement, il nommait, » pour la durée de son absence, une régence présidée par le marquis d'Abrantès, et composée du » lieutenant général François de Cunha de Menzès, » du principal Castro régidor de justice, de Perro » de Melha Bregnez et du lieutenant général François-Janvier de Norounha; puis, comme suppléant, » le marquis d'Olhao, et pour secrétaires don Antoine Sulter de Mendoza, et don Miguel de Pereira » Forjaz. » A cette proclamation, donnée au palais de Notre-Dame-d'Andujar, le 26 novembre, était jointe une instruction qui prescrivait à ces régents du royaume de prêter entre les mains du patriarche le serment de maintenir les lois, de conserver aux nationaux leurs priviléges, de défendre les personnes et les propriétés, d'assurer la paix au pays, de bien accueillir les troupes de l'empereur des Français, de les garantir de toute insulte et de vivre en bonne intelligence avec elles.

Le prince régent, croyant avoir ainsi pourvu à

tout, partit le 27, emportant avec lui le trésor, l'argenterie, les effets les plus précieux, tant de lui que de ceux qui le suivaient. Son embarquement eut lieu au quai de Belem, sans autre escorte que l'intérêt général, sans autres cris que ceux de la douleur publique; tous les vœux, tous les regrets, toutes les espérances accompagnèrent la famille royale émigrante. Ce départ affligeait un peuple fidèle, doublement inquiet, et de l'arrivée des Français, et de la présence d'une flotte russe; car l'amiral Siniavin, qui la commandait, obéissait à un monarque allié de Napoléon.

Siniavin, échappé aux escadres anglaises de la Méditerranée et à celles de blocus des côtes de l'Océan, s'était en effet réfugié dans le Tage avec neuf vaisseaux de ligne et deux frégates.

Cette émigration du prince régent, dont la présence à Lisbonne n'eût pu sauver le royaume, et qui, par ce départ, lui conservait du moins ses colonies que les Anglais eussent occupées ou rendues indépendantes, ne fut connue du général français qu'à Sacavem, où il reçut des députations de la régence, du conseil de la ville et du commerce, qui lui apprirent l'embarquement de la famille royale. Les députés de la régence lui ayant en outre peint comme redoutable la fermentation publique, il les en déclara responsables et les chargea d'une proclamation dans laquelle il annonçait les *bonnes dispositions* de l'empereur pour la nation portugaise.

Junot, ayant enfin rassemblé quinze à seize

cents hommes d'infanterie et une trentaine de cavaliers portugais de service à Sacavem, se hâta d'arriver au but de sa pénible course; ce fut à la tête de cette faible troupe qu'il y entra, pour y attendre son armée, qui ne formait qu'une longue procession de corps et d'hommes isolés, depuis la frontière du Portugal jusqu'à sa capitale.

Un vent peu favorable retenait encore en vue la flotte royale (1) quand, le 30 novembre, Junot parvint à Lisbonne; mais ce même jour, le vent ayant changé, elle mit à la voile. Le général français, furieux de manquer ainsi sa proie, et apercevant un bâtiment retardataire qui s'éloignait à toutes voiles, courut à la tour de Belem, et y chargea lui-même une pièce de canon qui fut pointée contre ce navire; dernière et honteuse insulte au prince qui l'avait si bien traité durant son ambassade.

Cependant l'arrivée d'une troupe si faible et si délabrée fit succéder dans l'âme des habitants de Lisbonne une méprisante pitié aux craintes exagérées qu'avaient inspirées son approche, et la situation des Français aurait été des plus dangereuses si le gouvernement, pour se conformer aux instructions du régent, n'eût chargé le comte de Novion, chef de la garde de police, de veiller à leur sûreté.

Novion, issu d'une ancienne et honorable famille de robe, membre du côté droit de l'assem-

(1) Voyez la pièce justificative C.

blée constituante, était du petit nombre de ces émigrés qui eussent voulu le bouleversement de leur patrie et le supplice de tous les révolutionnaires. Venu à Lisbonne pour y chercher fortune, sa haine prononcée contre la France le fit placer à la tête de cette troupe de surveillance, fondée et organisée par don Rodrigue de Souza. Cet homme avait été déjà séduit par Junot lors de son ambassade, comme le furent aussi le marquis d'Alora et quelques autres Portugais; et devenu ainsi protecteur de ceux-là même qu'il eût précédemment immolés. Ce fut par ses soins que la garnison de Lisbonne, très-peu considérable, mais suffisante pour enlever Junot et ce qui l'entourait, demeura consignée dans ses casernes jusqu'au moment où le général eut un assez grand nombre de soldats pour leur faire occuper tous les postes nécessaires à sa propre sûreté.

Cette situation très-critique dura près de quinze jours, pendant lesquels l'armée française ne dut son salut qu'à la fidélité de la régence pour les ordres qu'elle avait reçus du prince, sa victime. Cette régence était respectée du peuple et cela seul le maintenait dans le calme, malgré l'indignation dont il était animé; aussi Junot ne se départait-il pas encore de la modération qu'il avait d'abord annoncée.

Cependant les troupes françaises arrivaient successivement; c'était une longue file de soldats maigres, estropiés, affamés, déguenillés, marchant par petits groupes, quelquefois isolément; et quand

ils furent réunis, on fit évacuer aux Portugais les postes et ports du Tage; des garnisons françaises les y remplacèrent. On caserna les soldats dans les couvents, et on leur fit occuper les trois stations de Santarem, Abrantès et Almeida, tandis que Setubal, Elvas, Valença, San-Iago et Porto étaient occupés par des corps espagnols; puis Junot, levant le masque dont il avait cru devoir se couvrir, passa le 13 décembre une revue durant laquelle l'étendard portugais fut remplacé sur la forteresse maure par le drapeau tricolore.

Cet acte inattendu et si humiliant pour la nation portugaise produisit dans tous les esprits une vive fermentation, sans exciter néanmoins une lutte sérieuse, Junot continuant à laisser exercer l'action des lois au nom du souverain légitime et cachant avec soin les stipulations du traité de Fontainebleau, ainsi que la nature de ses propres instructions. Quant aux articles secrets du traité de Tilsitt, ils étaient connus ou soupçonnés seulement du petit nombre des hommes placés au premier rang dans l'État, et dont la prudence s'efforçait d'y maintenir l'ordre. Cependant, si l'on parvenait à éviter des troubles, il était presque impossible d'éviter les plus funestes désordres dans l'administration. La rapacité des généraux et employés français croissait chaque jour en dépit de la pénurie du trésor; mais nous devons faire exception en faveur de l'honorable conduite de M. Hermann, administrateur des finances; de MM. de Vaublanc et Pépin de Belle-Isle, ainsi que des généraux

Latour-Maubourg et Travot, qui méritèrent l'estime publique. Plût à Dieu que leur noble exemple eût été généralement suivi ! Junot, quoiqu'un traitement de six cent mille francs lui eût été assigné, n'en exigeait pas moins douze cents crusades par mois pour sa table, dont il faisait pourtant faire les frais à son hôte.

Il était difficile de satisfaire à tant de vexations odieuses et cupides, car les provinces avaient déjà cessé d'envoyer le montant de leurs tributs; à peine même savait-on ce qui s'y passait. Mais le mécontentement qui s'y manifestait n'était pas inconnu dans la capitale, où ceux qui avaient fréquenté la maison de Junot, ambassadeur, ne fréquentaient plus celle de Junot, général, et le peuple couvrait de boue ses proclamations affichées. Après avoir longtemps hésité à s'emparer du pouvoir absolu, qui lui était conféré par décret impérial, il acheva d'exaspérer les populations par la publication du décret du 23 novembre, portant : (art. 1er) « Une contribution » de guerre de cent millions sera mise sur le Portugal pour servir de *rachat aux propriétés particulières;* elle sera (art. 2) répartie par provinces et par villes, selon les facultés de chacune. » Tous les biens de la reine, du régent et des » princes apanagés seront séquestrés ; il en sera de » même des biens de ceux qui les ont accompagnés, » s'ils ne sont pas rentrés le 15 février 1808; » modification illusoire, car leur rentrée à cette époque était physiquement impossible.

Une telle publication acheva de révolter les es-

prits. En résumé, cette expédition, à la fois extravagante et perfide dans son exécution, et tyrannique dans ses résultats, était aussi impolitique que coupable; son succès n'était nullement probable, et ce succès même devait, non-seulement faire éprouver aux armées de Napoléon un cuisant échec, mais allait, en favorisant l'émancipation de l'Amérique méridionale, porter à l'Europe un coup funeste; car elle prépara les événements qui devaient soustraire le nouveau continent à un joug devenu chaque jour plus pesant; elle fut conçue dans l'intention de frapper l'Angleterre, et ne fut utile qu'à cette puissance. En résumé, cette grave erreur politique fut le fruit de l'indomptable entêtement à vouloir faire exécuter les décrets de Berlin et de Milan. Cet acte de colère irréfléchie fut donc la cause première des maux près de fondre sur Napoléon qui, à cette époque même, en accrut la masse par une nouvelle perfidie dont nous allons rendre compte.

Ainsi que l'invasion du Portugal, celle de l'Espagne avait été décidée à Tilsitt, aussi bien que le détrônement du prince qui y régnait; opération que devaient faciliter les troubles survenus dans la maison royale (1). Napoléon venait de recevoir la

(1) On lit dans l'*Histoire de la guerre d'Espagne*, par le général Foy (tom. I, pag. 204), la phrase suivante: « Napoléon ne tarda pas à fournir aux Anglais un théâtre de » guerre disposé de façon que, mettant en campagne moins de » troupes que la France, nos rivaux purent engager dans

lettre du prince des Asturies, rapportée ci-dessus, (lettre dont il nia et avoua successivement l'existence, selon les intérêts de sa politique), quand il lui en parvint une de Charles IV, en date du 24 octobre, où le monarque, trompé par son épouse et son favori, érigeant en crime le projet non exécuté d'une noble et ferme démarche, se plaignait que son fils eût « formé le détestable complot de le » détrôner et d'attenter à la vie de sa mère; » il ajoutait que « le complot devait être puni avec la » rigueur la plus exemplaire; que la loi qui l'ap» pelait à la couronne doit être révoquée, » et finissait en priant Napoléon de l'aider de ses conseils. Ce même jour 24, le roi, à la tête de ses gardes, avait arrêté le prince des Asturies, qui fut retenu prisonnier, et l'on saisit ses papiers où se trouvait la minute du mémoire dont nous avons parlé. Le malheureux jeune homme avoua une démarche qu'il avait cru innocente, nomma ses conseillers, qu'on qualifia ses complices, demanda grâce à son faible père, qui croyait se venger quand il n'était que l'instrument aveugle du prince de la Paix, et d'une épouse immolant, par un genre de monstruosité sans exemple, les lois de la nature aux fureurs de la plus honteuse passion.

Le crime prétendu, qu'on ne put forcer le prince à avouer en présence du conseil de Castille, et dont

» chaque bataille une force numérique supérieure à la nô» tre. »

(*Note de l'éditeur*).

l'absurdité fut prouvée par Caballero, ministre de grâce et de justice, n'en fut pas moins notifié au public, et Godoï, n'ayant pu obtenir sa condamnation des juges chargés d'instruire le procès, feignit de s'intéresser en sa faveur. Mais espérant déshériter celui qu'il n'avait pu faire périr, il le força, dans l'intérêt de ses amis et pour les sauver, à demander sa grâce quand c'était justice qu'on lui devait. Le roi avait été irrité du projet de son fils d'épouser une princesse de la famille de Napoléon; et pourtant il fit la même demande pour le prince dans les premiers jours de décembre 1807 : Napoléon répondit qu'il y consentait. Cependant l'instruction ayant dévoilé les relations de l'ambassadeur de France Beauharnais avec Escoïquiz, et l'intérêt qu'il manifestait au nom de son maître pour le sort du prince, l'empereur dont les idées politiques changeaient probablement de cours, en fut irrité contre son ministre, qui dès lors devint étranger à toutes ouvertures confidentielles relativement aux plans qu'il méditait et commençait déjà à effectuer.

Par le sixième article de la convention additionnelle du traité de Fontainebleau, il avait été stipulé qu'un corps de quarante mille hommes serait rassemblé à Bayonne pour marcher *sur le Portugal*, si les Anglais y *envoyaient des secours* et quand les parties contractantes seraient d'*accord à cet effet*. Cependant, sans cet *accord* préalable, sans en donner avis au cabinet de Madrid, deux corps d'armée, forts ensemble de cinquante-trois

mille hommes, au lieu de quarante mille, sous les ordres du général Dupont et du maréchal Moncey, se portèrent, le premier sur Salamanque, le second sur Burgos. En même temps Duhem, à la tête de douze mille hommes, marcha sur la Catalogne. Cette force de soixante-cinq mille hommes, reçue comme amie, s'empara des forteresses de Saint-Sébastien, Pampelune, Rose, Figueras et Barcelone, en ne demandant que le passage et en en chassant les garnisons espagnoles. C'est ainsi qu'en employant soit la ruse, soit la séduction ou l'audace, les Français se rendirent maîtres de tous les points de défense du nord de l'Espagne et couvrirent par leurs positions tous les débouchés des Pyrénées; alors, et vers le milieu de février 1808, ils firent pénétrer successivement dans ce royaume de nouvelles troupes, et en formèrent un corps de vingt-cinq mille hommes dont le commandement fut confié au maréchal Bessière.

Napoléon cherchait cependant encore à voiler ses vues ultérieures et à tromper le prince de Masserano, ambassadeur d'Espagne, prétendant que la marche de ces troupes avait pour objet de s'emparer de Gibraltar et d'explorer les côtes de Barbarie. Sous ce prétexte, des officiers de génie parcouraient les provinces d'Espagne où ils examinaient la direction des routes, le cours des rivières, les positions militaires à occuper et les ressources que le pays pouvait fournir, tandis que des agents secrets cherchaient à faire à la France des partisans par les plus brillantes promesses. Cependant les places du nord

avaient été livrées, et à presque toutes les demandes d'instructions faites par ceux qui y commandaient, le prince de la Paix avait répondu : « *Recevez bien les Français ; ce sont nos alliés ; ils ne viennent chez nous qu'en amis.* Mais tant de jongleries ne pouvant éternellement durer, l'empereur des Français se décida enfin à faire signifier au roi d'Espagne, par le traître Izquierdo, que, dans l'intérêt de la France, cession devait lui être faite des provinces situées entre l'Ebre et les Pyrénées. « Sa » Majesté espérait que le cabinet espagnol acquies- » cerait à sa proposition, et offrait en compensation » la totalité du Portugal. »

Tandis que cette demande était faite, les troupes françaises avançaient toujours. Godoï vit enfin qu'il avait été pris pour dupe ; mais quelles ressources lui restait-il, quand la presque totalité des troupes de l'armée espagnole se trouvait soit au nord de l'Allemagne, soit à l'ouest de la Péninsule, et sous les ordres d'un général français ; que les principales forteresses étaient prises, que près de cent mille hommes inondaient les provinces, et que, de plus, le trésor se trouvait vide et le gouvernement désuni ! Le message d'Izquierdo ouvrait enfin des yeux trop longtemps fermés sur les dangers de l'État et les illusions d'une ambition coupable ; mais cela ne faisait qu'ajouter aux embarras sans y porter remède.

Napoléon n'avait jamais voulu répondre sur les relations qu'on lui supposait avec le prince des Asturies. Champagny dit même par ses ordres, à

Izquierdo, que Sa Majesté n'avait vu ni reçu aucune *lettre* de ce prince, et lui répéta dans une dernière entrevue : « *L'empereur n'a jamais reçu de lettre de lui.* » C'est cependant cette même lettre, déjà citée, dont il parla dans la sienne à Ferdinand, en date du 16 avril 1808, qu'il lui reprocha comme un crime dans l'effroyable scène qui eut lieu à Bayonne et qu'il fit plus tard imprimer dans le *Moniteur*, sous la date du 11 octobre 1807. Tout était donc duplicité dans ses relations avec ceux auxquels il semblait accorder le plus de confiance! Que devaient conséquemment en attendre ceux qu'il regardait comme ses rivaux ou ses ennemis?

Le vieux roi, la reine et leur ministre commencèrent à comprendre que le projet de Napoléon était de les détrôner; que sa choquante proposition pourrait n'avoir eu pour objet que de provoquer un refus et s'en faire un prétexte d'agir ouvertement en ennemi. Que résoudre? La résistance était impossible, et d'une réponse indispensable devait résulter le sort du royaume. L'on pensa un moment à se retirer en Amérique, projet qui avait été déjà conçu lors de la paix de Badajoz; mais en aurait-on le temps et les moyens? Serait-il aussi facile de fuir de l'Espagne que du Portugal?

Sur ces entrefaites, un chambellan de Napoléon vint annoncer que ce prince était résolu à visiter la Péninsule, et à faire personnellement connaissance avec son auguste allié, afin de traiter avec lui, sans le concours de ses ministres, relativement aux intérêts du Portugal et de l'Espagne. Cette notification

était accompagnée de riches présents. Plus effrayé que jamais, Charles IV fit répondre par son ministre, au message d'Izquierdo, que Sa Majesté Catholique consentait à la cession des provinces situées au delà de l'Ébre et s'en rapportait à la générosité de l'empereur sur les indemnités dues pour de tels sacrifices.

Quoique Champagny eût succédé à M. de Talleyrand dans le ministère des relations extérieures, celui-ci, à qui était dû le projet de l'invasion de l'Espagne, fut adjoint à Duroc dans les négociations y relatives, postérieures au traité de Fontainebleau, et dont Izquierdo rendit compte dans un rapport adressé uniquement au prince de la Paix. Il y disait que M. de Talleyrand et Duroc lui avaient proposé quatre moyens d'accommodement : 1° commerce réciproquement libre et exclusif pour la France et l'Espagne dans les colonies espagnoles et françaises; 2° le Portugal, donné à Sa Majesté Catholique, en compensation de ses provinces du nord, ou une route militaire à travers l'Espagne pour communiquer de la France en Portugal; 3° règlement définitif relativement à la succession à la couronne d'Espagne; 4° traité offensif et défensif, en stipulant le nombre de troupes que chaque nation devrait fournir en cas de guerre.

L'adoption de ces moyens d'accommodement aurait détruit tout espoir de paix avec l'Angleterre, à moins que cette puissance n'eût été complètement abattue; sinon elle n'eût jamais consenti à des priviléges exclusifs de commerce qui auraient pu nuire au sien. Puis l'échange des provinces du nord et du

Portugal aurait eu le double inconvénient d'enlever à la reine détrônée les indemnités stipulées pour elle dans le traité du 27 octobre, et de mécontenter les provinces du nord, qui ne souffriraient pas qu'on les privât de leurs priviléges. L'article relatif à la succession n'était fondé que sur des calomnies; enfin, l'alliance offensive et défensive proposée aurait réduit l'Espagne au rôle des princes de la Confédération du Rhin, tribut onéreux, soumission complète, voilée d'un titre spécieux. D'un autre côté, on évitait de se prononcer sur le titre d'*empereur des Amériques*, que le roi voulait prendre, et sur une alliance de famille qu'on renvoyait à une convention séparée; l'on exigeait qu'il prît une prompte décision sur les bases proposées, et s'abstînt, jusqu'à leur acceptation, de tout mouvement hostile, quoique les troupes françaises dussent toujours s'avancer en Espagne.

Quelque rigoureuses que fussent ces ouvertures, elles cachaient cependant des projets plus funestes encore; car, dès le 14 mars, c'est-à-dire dix jours avant que ces propositions eussent été faites, et avant qu'on prévît les événements qui allaient avoir lieu, le général Murat, devenu grand-duc de Berg, et chargé du commandement en chef de l'armée d'invasion, Murat, dont les instructions devaient être antérieures aux ordres qu'il donnait, écrivit de Burgos au général Dupont de se porter rapidement à l'embranchement des deux routes *de Ségovie et de Saint-Ildefonse;* d'empêcher, sous prétexte *d'économiser les ressources du pays*,

les troupes espagnoles de se diriger *sur Madrid*, de faire toujours *accroire que les armées de l'empereur se portaient sur Cadix et Gibraltar; d'envoyer à Burgos, Vittoria ou Bayonne, tous les individus* qui se présenteraient à lui, *fût-ce le prince de la Paix et même le prince des Asturies.* Le sort de l'Espagne, la captivité du jeune prince étaient donc décidés, et la négociation n'avait pour but que d'abuser la cour de Madrid jusqu'au jour désigné pour sa chute.

Mais une grande catastrophe, imprévue tant en France qu'en Espagne, était venue changer les combinaisons de l'empereur des Français. Les ouvertures ci-dessus rapportées lui étaient postérieures; si elles l'eussent précédé, certes, ce rapport, daté du 24 mars, eût dû suffire pour déterminer la famille royale à chercher un asile au delà des mers, dans le cas où elle n'aurait pas déjà conçu ce projet, que de graves événements l'empêchèrent d'exécuter.

Le départ pour le Mexique, en se retirant par Séville et Cadix, pour s'embarquer dans ce port, était devenu l'idée fixe du prince de la Paix, depuis qu'il avait vu s'évanouir les illusions de sa coupable ambition. Le ministre des finances Soler était seul dans le secret de cette résolution tardive et désespérée. Quelque soin que l'on eût mis à la cacher, elle fut ou connue ou soupçonnée; Caballero, ministre de grâce et de justice, le combattit et parvint à y faire renoncer; mais le prince de la Paix, généralissime de terre et de mer, ayant disposé du petit

nombre de troupes encore disponibles pour faciliter la retraite et protéger l'embarquement de la famille royale, ces mesures militaires éveillèrent plus que jamais les craintes du public, déjà provoquées par l'invasion des troupes françaises. Ce qui ajoutait à l'inquiétude générale, c'était la masse des troupes réunies à Aranjuez, où se trouvait la cour, et qui se composait non-seulement de toutes les gardes, mais des régiments rappelés de Portugal, ainsi que la manière dont elles étaient échelonnées de cette résidence à Cadix, où l'ordre avait été expédié d'équiper en hâte des vaisseaux de guerre.

De telles mesures irritèrent les esprits; Madrid craignait de voir s'éloigner, avec la cour, des consommateurs dont le commerce de cette ville tirait sa prospérité. La fermantation s'étendit de la capitale aux provinces adjacentes; les adhérents de Ferdinand la nourrissaient en intéressant le peuple au sort du jeune prince et en déblatérant contre Godoï, à qui l'on reprochait, outre ses torts réels, des crimes dont peut-être il était innocent. La fidélité espagnole, qui avait pu supporter la tyrannie d'un favori généralement haï, se révolta contre lui en le voyant traître au roi et à sa patrie. Pour la première fois on raisonnait sur les intentions, sur la marche, sur les actes du gouvernement, et c'était avec une fureur croissante d'heure en heure. Cette fureur se faisait principalement remarquer parmi les habitants si nombreux et si irascibles de la Manche, province voisine d'Aranjuez; tous les ennemis de la cour semblaient s'entendre pour en sur-

veiller les mouvements, ainsi que ceux des soldats qu'elle avait rassemblés. La foule s'amoncelait déjà dans les cours et les jardins du palais; le danger était pressant; on résolut donc de faire, dans la nuit du 17, partir la famille royale, seule, sans gardes et sans bruit. Ferdinand en fut instruit, et déclara que, quant à lui, il ne partirait pas. Cette double détermination fut bientôt connue; des confidences intéressées ou indiscrètes la confirmèrent. A cette nouvelle, qui circule avec rapidité, des rassemblements ont lieu dans les rues, dans les jardins du palais, jusque dans les cours; tous les passages sont fermés; une voiture du prince de la Paix, déjà attelée, excite la fureur du peuple qui enfonce la maison de ce favori. Le roi effrayé annonce, du haut de son balcon, qu'il ne partira pas; tout se calme. Charles IV écrit, le 18, à Napoléon que son ministre s'est démis de toutes ses charges, et qu'il prend lui-même le commandement de ses armées; nouvelle preuve de sa fidélité dans ses engagements avec la France.

Mais le peuple une fois mis en mouvement ne rentre pas facilement dans l'ordre; aussi ne cesse-t-il de donner de vives inquiétudes. La cour sonde l'esprit des troupes, pour s'assurer qu'elles repousseraient l'insulte par la force; elles s'y refusent, et disentque le prince des Asturies peut seul en imposer à la multitude. On l'appelle; il arrive, proteste être étranger aux troubles, mais promet d'user de l'influence qu'on lui suppose et de tout faire pour la sûreté de ses parents. Cependant Godoï, que l'on

croyait échappé et qui n'était que soigneusement caché, pressé par une soif dévorante, veut séduire à prix d'or ceux qui gardent sa demeure ; il est pris, maltraité, blessé, menacé des plus horribles tortures ; à la prière du prince il est arraché des mains de ses bourreaux, qui ne le lâchent qu'en le voyant conduire en prison, et sous la promesse que son procès sera fait.

Salué roi dans sa route, le prince, à son retour près de son père, le trouve entouré de toute sa cour qui le conjure d'abdiquer ; Marie-Louise elle-même, qui sacrifie tout autre intérêt à l'espoir de sauver ce qu'elle idolâtre, ne s'oppose point à cette résolution, faite et signée le 19 mars. Charles IV rend compte de cet acte, le 20, dans une lettre à Napoléon, où, prétextant l'état de sa santé et le besoin d'aller chercher un climat plus doux, il dit avoir abdiqué, *pour le bonheur du peuple, en faveur de son fils bien-aimé, certain des soins qu'il se donnera pour resserrer de plus en plus les liens des deux États.*

Ces événements d'Aranjuez semblèrent un moment avoir déconcerté l'empereur des Français, qui voyait le succès de ses premiers plans compromis ; mais sans dévier de son but, il changea de route pour l'atteindre. Murat, qui avait son secret, voulut ruiner ce que le vœu public avait fait, ce que Charles IV avait consacré de bonne foi par son abdication, ce que ce monarque était loin de vouloir infirmer par une protestation ; c'était cependant là qu'on voulait l'amener. Il savait fort bien que Fer-

dinand VII n'avait été pour rien dans le mouvement populaire d'Aranjuez; sa première lettre à Napoléon avait été l'expression de sa véritable pensée. Quand son fils vint avec respect lui annoncer son départ pour Madrid, il le bénit, l'embrassa, le suivit de l'œil en versant des larmes; mais Murat, par ses agents, réchauffant les fureurs de la reine, et effrayant le roi par la révélation calomnieuse du complot contre sa personne, parvint à en arracher une protestation qu'il data faussement du 21; surlendemain de son abdication, et lui dicta cette lettre à l'empereur, datée faussement aussi du 27 mars, où il annonçait « vouloir se jeter dans les bras d'un » grand monarque, d'un grand homme, qui s'était » toujours montré son ami, s'en remettant à tout » ce qu'il voudrait décider sur son sort, celui de la » reine et du prince de la Paix, et se confiant entiè- » rement au cœur et à l'amitié de Sa Majesté Impé- » riale et Royale. »

Cette lettre rendait Napoléon l'unique arbitre des démêlés entre le père et le fils, et le maître par conséquent des destinées de l'Espagne, d'autant que ses troupes en occupaient non-seulement les provinces septentrionales, mais les entours même de la capitale, dont Murat s'était rapidement approché. Il se flatta de terminer paisiblement par sa politique ce qu'il hésitait à exécuter par ses armes, au sein d'une nation valeureuse, ivre de joie d'être délivrée de Godoï et de posséder un prince investi de la confiance publique. En effet, Ferdinand VII avait été proclamé avec des cris unanimes d'espé-

rance et d'amour. Quant à Godoï, il gardait dans sa prison une imperturbable assurance, provenant de ses relations intimes avec Murat, dont l'insatiable ambition convoitait le trône d'Espagne, et qu'il regardait comme intéressé à le protéger. Ils ignoraient l'un et l'autre les intentions définitives de l'empereur, qui avaient été d'abord de marier à Ferdinand la fille de Lucien, qu'il aurait fait roi de Portugal.

Lucien, réconcilié à ce prix avec son frère, s'était même avancé jusqu'à Chambéri, où il reçut l'ordre de retourner à Rome, les événements d'Aranjuez ayant agrandi et changé les vues de Napoléon relativement à l'Espagne.

Murat, qui s'était empressé de voler à Madrid, était naturellement l'ennemi de Ferdinand, qu'il regardait comme le détenteur de sa propre couronne, et il fut vivement imploré par la reine en faveur du prince de la Paix, son *unique et innocent ami* (1). Elle ne demandait que le *simple nécessaire, de quoi vivre avec le roi et le prince de la Paix* (2); remerciant des *troupes qui lui avaient été envoyées*, et remettant tout entre les mains d'un *grand et généreux monarque*. La reine d'Étrurie en appelait à l'amitié du grand-duc de Berg pour le prince de la Paix (3); Charles IV ajoutait que ce prince n'était persécuté que comme *ami de*

(1) Note de la main de Marie-Louise.
(2) Autre note de la même main.
(3) Lettre du 22 mars.

la France, et que lui-même se rendait à Bajadoz pour y attendre la reine.

Cette correspondance journalière, publiée par Napoléon pour déshonorer la famille royale, est d'autant plus suspecte, d'altération au moins, que dans ses mémoires, écrits avec une grande candeur, la reine d'Étrurie n'y montre jamais contre son frère l'animosité que cette correspondance lui suppose; elle l'y qualifie toujours du titre de roi, s'y loue de lui à la date même où des lettres prétendues signées par elle sont dégoûtantes de haine, elle qui d'ailleurs avait cherché à rapprocher et concilier Murat et Ferdinand. Quoi qu'il en soit, le grand-duc de Berg avait fait à Madrid une entrée qui contraria les espérances que Godoï en avait conçues; car rien dans sa conduite ne parut d'abord de nature à nuire au pouvoir du nouveau roi, qui dans son entrée solennelle du lendemain, fut reçu aux vives acclamations du peuple. Murat cependant ne semblait point disposé à le reconnaître, et ne se présenta pas même devant lui, se refusant à toutes négociations sur ce sujet avant d'avoir, disait-il, reçu les ordres de l'empereur.

Ferdinand commença son règne par des actes justes, utiles et bienfaisants. Il doutait peu de la prompte reconnaissance de son titre royal; il attendait même Napoléon, lui préparait des fêtes, et l'assurait par lettres de son désir de vivre en bonne intelligence avec lui, tandis que Murat intriguait secrètement avec la cour déchue d'Aranjuez, quoiqu'il ne cessât de donner à Ferdinand VII l'espoir de

l'arrivée prochaine et amicale de l'empereur. Dans cette persuasion, le jeune roi envoya sur la frontière des personnages marquants de sa cour, chargés de le recevoir, de lui rendre les plus grands honneurs, et de lui demander la main d'une princesse de sa famille. L'infant don Carlos prit aussi la même route pour aller à sa rencontre.

Murat évitait avec soin de voir Ferdinand VII, pour n'avoir ni à lui accorder ni à lui refuser le titre de Majesté; mais Savary, envoyé alors à Madrid, ne montra à cet égard aucuns scrupules. C'était un de ces hommes qu'on peut employer à tout sans qu'ils y répugnent, et désavouer de tout sans qu'ils s'en choquent. Nul ne convenait mieux que lui à la mission qu'on lui donnait; nul ne connaissait aussi bien les vues de Napoléon, les intrigues de M. de Talleyrand, et quoiqu'il ne fût porteur ni de pouvoirs écrits ni même d'une simple lettre, il n'en affirma pas moins que l'empereur des Français était disposé à reconnaître Ferdinand VII en qualité de roi, mais désirait préalablement savoir les intentions de ce prince à son égard. Le jeune monarque lui en donna pour preuve irrévocable sa demande en mariage d'une nièce de l'empereur; et Savary répliqua que son maître, déjà à Bayonne, arriverait dans peu à Madrid; grossier mensonge vanté comme de la finesse, et qui séduisit les fidèles entours de Ferdinand, entre autres Escoïquiz, l'Infantado et San-Carlos. Savary, jouissant de leur erreur, les pressa d'engager le roi à aller au-devant de Napoléon déjà en route, protestant qu'une

telle démarche lui semblerait flatteuse et le disposerait en faveur de celui qu'ils servaient. On se détermina donc à partir, au grand désespoir de Madrid, et sur la foi du négociateur, qui affirmait que l'on rencontrerait l'empereur au plus tard à Burgos.

Ce voyage définitivement arrêté, Ferdinand, afin de légitimer ses droits, avait écrit à son père (1), le priant de lui faire passer une lettre de félicitation pour l'empereur ; mais la réponse de cette lettre, vaguement écrite, fut remise à Murat, qui conseilla de la supprimer. Ferdinand reçut donc un refus, et les inquiétudes qu'il en conçut ayant été communiquées à Savary, celui-ci répondit sur sa tête des favorables intentions de celui qu'il représentait. D'après une telle assurance, le roi partit le 10 avril pour Burgos, après avoir remis les soins du gouvernement à une junte présidée par l'infant don Antonio, son oncle. Il ne trouva à son arrivée à Burgos, ni l'empereur ni message de sa part ; et par les instances les plus vives, les promesses les plus sollennelles, Savary parvint à l'entraîner jusqu'à Vittoria, où était cantonnée une division française sous les ordres du général Verdier. Étonné que dans cette ville rien n'annonçât l'arrivée de l'empereur, il écrivit à ce monarque (2) pour lui exposer qu'élevé au trône en vertu de l'abdication de son père, il n'attribuait qu'à un man-

(1) Lettre du 8 avril.
(2) Lettre du 14 avril 1808.

que d'instructions positives de n'avoir reçu à cette occasion aucune félicitation de la part du grand-duc de Berg et de l'ambassadeur de France; qu'il n'avait cessé de témoigner sa fidélité à l'empereur, de fournir à ses troupes ce dont elles avaient besoin, et de marquer son désir de resserrer les liens des deux nations; qu'après avoir envoyé à sa rencontre, il s'était décidé à y venir lui-même. Savary, chargé de porter cette lettre à son maître déjà arrivé à Bayonne, ne partit qu'après avoir laissé le roi environné de ses espions, après être convenu avec le général Verdier qu'il cernerait Vittoria de toutes parts, qu'il surveillerait toutes les démarches des serviteurs de Ferdinand, et ne négligerait aucun moyen pour l'empêcher de retourner à Madrid.

Cependant on commençait, dans cette petite cour déjà prisonnière, à concevoir quelques inquiétudes que la franchise imprévoyante du roi ne partageait pas encore. Maçanez et Vellejo, zélés et éclairés serviteurs du prince, écrivaient et motivaient de Bayonne leurs trop justes craintes sur le sort qui lui était réservé. Le jeune Hervaz, fils du marquis d'Alménara, quoique attaché à la mission de Savary qui l'avait laissé à Vittoria, et beau-frère de Duroc, autre séide de Napoléon, se rappelant qu'il était Espagnol, et que sa famille avait été comblée de biens et d'honneurs par la maison royale, s'empressa de dévoiler l'odieux mystère d'une conduite dont on ne faisait que s'étonner. Don Mariano-Luis Urquijo, cet ancien ministre dont nous avons parlé

et qui fut persécuté à l'instigation de la France (1), homme d'un esprit aussi pénétrant qu'il était simple dans ses mœurs et noble dans ses sentiments, chercha aussi à désabuser le monarque et ses entours de leur aveugle confiance en celui qui se plaisait à les tromper. Il avait étudié le caractère de Napoléon, suivi la marche de son gouvernement, et vu clairement dans tous ses actes l'intention de chasser du trône la maison régnante. Les traités publics ou secrets, l'invasion des troupes françaises, les propositions successives, et chaque jour plus ruineuses faites au cabinet de Madrid, la manière dont les événements d'Aranjuez avaient été racontés dans le *Moniteur*, le roi amené par des promesses de plus en plus vaines jusqu'au sein des cantonnements de l'armée, tout le confirmait dans la juste idée que le roi se trouvait déjà presque prisonnier, par suite d'une démarche qui d'ailleurs portait atteinte à la dignité de sa couronne. On lui répondit par l'expression d'une entière confiance en la loyauté d'un héros qui ne voudrait pas, disait-on, se déshonorer aux yeux de l'univers ; que l'Europe, que la France même en seraient révoltées ; que l'énergie espagnole se réveillerait alors et en ferait justice. A ces phrases de roman, il répliquait en y opposant l'histoire, la désunion des puissances européennes, leur rivalité, leur abatte-

(1) Mort à Paris en 1817 et enterré au cimetière du Père La Chaise.

(*Note de l'éditeur.*)

ment, l'inaction probable de la Russie, l'enivrement de la France au récit des triomphes de celui qui la gouvernait. Il ajoutait que, quant à l'Espagne, sa résistance, en cas de nécessité même, entraînerait des malheurs inévitables, dont il serait impossible d'assigner le terme. Il proposait donc, et ne put l'obtenir, qu'une ambassade fût envoyée à Napoléon pour traiter avec lui, et que le roi s'échappât secrètement, promettant de lui en faciliter les moyens. Don Emmanuel Mazo-Correa, chef des douanes, offrit à cet effet le secours de deux mille de ses employés les plus intrépides; don Miguel Ricardo de Alava, officier de marine, proposa de faire évader le roi en habit de matelot; le duc de Mahon (Crillon) se faisait fort d'assurer sa fuite. L'on aima mieux attendre la réponse de Napoléon. Nous n'en donnerons ici que les principaux traits (1) : « J'ai reçu la lettre *de Votre Altesse* » *Royale;* elle doit avoir acquis la preuve de l'in» térêt que je lui ai toujours porté; elle me per» mettra de lui parler avec *franchise et loyauté.* » J'espérais porter mon illustre ami à des réformes » nécessaires. Les événements d'Aranjuez ont eu » lieu. *Je ne suis pas juge de ce qui s'est passé,* » mais je sais qu'il est dangereux d'accoutumer les » peuples à se faire justice eux-mêmes. Les peu» ples se vengent volontiers des hommages qu'ils » nous rendent. Comment faire le procès au prince » de la Paix sans le faire à la reine et au roi votre

(1) Lettre de Napoléon, datée du 16 avril.

» père? Que le prince de la Paix soit exilé d'Espa-
» gne ; je lui offre un asile en France. Quant à l'ab-
» dication de Charles IV, *si elle est de pur mou-*
» *vement, je reconnais Votre Altesse Royale*
» *comme roi d'Espagne.* Je désire donc causer
» avec elle sur cet objet ; roi, elle saura combien
» les droits du trône sont sacrés. *Votre Altesse*
» *Royale* connaît ma pensée tout entière ; elle voit
» que je flotte entre diverses idées qui ont besoin
» d'être fixées ; elle peut être certaine que, dans
» tous les cas, je me comporterai avec elle *comme*
» *envers le roi son père.* Qu'elle croie à mon désir
» de tout concilier et de trouver l'occasion de lui
» donner des preuves de mon affection. »

Une pareille lettre, écrite avec tant d'embarras et d'obscurité, qui ne répondit ni à celle du roi ni aux promesses faites par Savary, aurait dû éclairer sur leur sort et le monarque et ses entours. A travers les nuages dont on y couvrait sa pensée, perçaient clairement des intentions malfaisantes qui justifiaient les judicieux soupçons d'Urquijo et les révélations d'Hervaz. Le roi cependant avait été rassuré sur les craintes de ses conseillers par une phrase qui en faisait partie, et que Napoléon s'est bien gardé de faire imprimer dans la publication des lettres adressées à la maison royale d'Espagne (1); elle était ainsi conçue : « Le mariage d'une » princesse française avec Votre Altesse Royale, » dans mon opinion, s'accorde avec les intérêts de

(1) *Moniteur* du 5 février 1810.

» mon peuple, et je le regarde comme une circon-» stance qui m'unirait par de nouveaux nœuds à » une maison *dont j'ai eu à me louer de toute ma-» nière* par la conduite qu'elle a tenue depuis mon » avénement au trône. » Prenant ce passage de la lettre pour une garantie de sécurité, d'union intime et d'alliance, tant d'États que de familles, le roi écrivit à la junte qu'il était satisfait des dispositions de l'empereur; mais Urquijo ne s'en empressa que plus de donner tous ces détails à don Grégorio de Cuesta, capitaine-général de la Vieille-Castille. Ferdinand écrivit aussi à l'empereur pour lui témoigner sa confiance et lui annoncer son arrivée prochaine à Bayonne. L'on a su depuis que, s'il ne se fût pas décidé à ce voyage, toutes les mesures étaient prises pour l'enlever durant la nuit et l'y conduire comme prisonnier. Cependant les habitants de Vittoria, désespérés de son départ, s'ameutèrent et coupèrent les traits de sa voiture au moment où il allait y monter. Il calma leurs craintes, persista dans sa résolution, et prit, le 19, la route de France. A Irun nouvelle émeute, nouvelles offres de le faire échapper à ses geôliers, nouvelle détermination de se précipiter au-devant de sa destinée, quoique les avis qu'il recevait à chaque heure fussent des plus effrayants. Un vaisseau espagnol louvoyait dans la baie de Saint-Sébastien; il eût pu faciliter le salut du roi. La fidélité prévoyante l'en pressait; la fidélité abusée fut d'un avis contraire, et une confiance aveugle décida du sort de Ferdinand qui, le 20, fit son entrée à Bayonne. Il reçut

aussitôt la visite de Napoléon avec lequel il dîna. Après être rentré dans son logement, il lui fut notifié par Savary, que la *maison de Bourbon avait cessé de régner en Espagne et y était remplacée par celle de l'empereur ; qu'il devait faire une renonciation au trône tant pour lui que pour les princes de sa famille.* A cette demande accablante et inattendue, il répondit que, *quelle que fût sa résolution personnelle, il ne pouvait disposer des droits de sa famille.* Cette demi-résistance engagea Napoléon à employer tous les moyens de séduction près des entours du prince ; il les avait facilement trompés, mais il ne put les corrompre. Escoïquiz résista à toutes les cajôleries de l'empereur, Cévallos à la logique de Champagny. En vain leur disait-on que le bonheur de la Péninsule était le vœu le plus cher de Napoléon ; ces serviteurs si coupables d'imprévoyance, quoiqu'ils ne le fussent ni d'attachement ni de fidélité à leur roi, ne faisaient que rappeler combien l'empereur portait atteinte à sa propre gloire en détrônant un prince qui s'était jeté dans ses bras avec une aveugle confiance ; objection sans valeur devant une ambition sans scrupules.

Mais une autre objection qui paraissait de nature à être accueillie dans l'intérêt d'une politique éclairée, c'est qu'une union intime avec Ferdinand VII devenait pour la France infiniment plus utile que l'usurpation de la couronne d'Espagne ; que cette union portait un coup fatal à l'Angleterre ; que la vengeance des Espagnols, justement irrités,

pourrait mettre en danger les troupes françaises déjà engagées dans la Péninsule ; observations lumineuses, et qui furent repoussées avec un orgueilleux dédain. Champagny n'y répondit que par la proposition de donner au prince des Asturies la main d'une princesse de la maison impériale et le royaume d'Étrurie. Escoïquiz l'eût acceptée; les autres conseillers du roi furent d'un avis différent, et don Pedro Labrador reçut par écrit l'ordre de demander si son maître était libre de retourner dans ses États, et, en supposant une réponse négative, de déclarer nul tout ce qui pourrait être fait à Bayonne, de refuser enfin le trône d'Étrurie comme étant la propriété d'un autre.

Champagny, dans son rapport à l'empereur sur cette infructueuse négociation, expose que l'Espagne est menacée d'anarchie par les intrigues de l'Angleterre. Après ce passeport banal, il conclut que le seul moyen de sauver ce royaume est de placer sur le trône de ce pays un prince de la maison impériale ; puis considérant l'union de la France et de l'Espagne comme nécessaire, et comme perfide la conduite tenue par cette dernière puissance, et d'ailleurs la mesure proposée comme utile dans l'état de guerre avec la Grande-Bretagne, il pose en principe qu'une telle nécessité politique est autorisée par la justice, d'autant plus que le commerce français a éprouvé des vexations de la part des douaniers espagnols. Enfin il conclut que Charles IV ayant été violemment arraché de son trône, il appartient à l'empereur de décider entre le père

et le fils ; mais que Sa Majesté, ne pouvant ni reconnaître Ferdinand sans placer l'Espagne sous le joug du cabinet de Saint-James, ni rétablir Charles IV sans mécontenter la nation espagnole, elle doit, pour la sûreté de ses propres États, employer tous les moyens en son pouvoir pour soustraire ce royaume à l'Angleterre et à l'anarchie. Ces étranges raisonnements ne furent point communiqués à Labrador ; aussi les conférences avec le ministre étaient-elles vides, languissantes, sans résultats, et elles ne continuaient que dans l'intention de gagner du temps pour attendre l'arrivée du vieux roi et de son exécrable épouse, qui s'étaient empressés de se placer sous la protection des troupes françaises et du grand-duc de Berg.

Ferdinand, qui avait enfin cessé de s'abuser sur sa position, fit notifier, le 28 avril, par Cevallos, sa résolution de rentrer dans ses États. On ne répondit à cette note qu'en faisant renforcer la garde qui l'entourait. Il tenta de correspondre avec l'Espagne, et ses courriers furent arrêtés ; aux plaintes de ses ministres, on répondit que l'empereur ne reconnaissait point d'autre roi d'Espagne que Charles IV. Celui-ci et la reine, précédés du prince de la Paix, délivré de prison par Murat, arrivèrent le 30 à Bayonne, et dans une entrevue qui eut lieu le lendemain, 1er mai, le père ordonna impérieusement à son fils de lui rendre sa couronne. Il ignorait encore que cette couronne était déjà secrètement destinée à un autre, et que tout ce qui allait se passer ne serait qu'une jonglerie propre à tromper

l'opinion sur ce qui était irrévocablement résolu. Ferdinand ne s'en doutait pas davantage; il répondit respectueusement à son père, en référa à ses conseillers, et après les avoir consultés, il écrivit pour justifier sa conduite et déclarer sa ferme intention de lui restituer cette couronne, à condition: 1° qu'ils retourneraient tous à Madrid; 2° que les cortès seraient rassemblés ou du moins les tribunaux et les députés du royaume; 3° que sa renonciation et ses motifs leur seraient soumis; 4° que son père ne ramènerait en Espagne aucun de ceux qui étaient les objets de l'animadversion publique; 5° enfin que, si Sa Majesté ne voulait pas rentrer dans ses États, lui Ferdinand les gouvernerait en son nom. « J'ai pour moi, disait-il en terminant, » les lois, la voix du peuple, l'amour de mes su» jets; personne ne peut chercher leur prospérité » avec autant de zèle, et s'y croire plus obligé que » moi. Après avoir fait une renonciation avec ces » restrictions, je comparaîtrai devant les Espagnols » pour faire voir que je préfère leur conservation à » la gloire de les commander, et l'Europe me croira » digne de commander des peuples à la tranquillité » desquels j'ai sacrifié ce que les hommes ont de » plus flatteur et de plus séduisant. »

Charles IV demanda, sur la réponse à faire, des conseils à Napoléon, qui, ne cessant de dissimuler, lui envoya le modèle d'une lettre où le roi dit à son fils que l'Espagne ne peut être sauvée que par l'empereur; puis, après avoir exposé sa situation et sa conduite politique depuis la paix de Bâle, il lui re-

proche de s'être laissé égarer par la haine de sa première femme contre la France et d'avoir favorisé d'injustes ressentiments contre lui, sa mère et son ministre. Il déclare à Ferdinand qu'il aurait mérité de monter sur l'échafaud, mais qu'il se ressouvient encore qu'il est père. « Tandis que les » troupes françaises marchaient sur ma capitale et » que je me préparais à y porter remède, vous avez, » lui dit-il, mis en rumeur tout mon palais, sou- » levé mes gardes; votre père a été votre prison- » nier, mon premier ministre traîné de cachot en » cachot. J'ai eu recours à l'empereur des Français; » tout dépend de la médiation de ce grand prince. » Il connaît tous les outrages que j'ai reçus, et il » m'a déclaré qu'il ne vous reconnaîtra jamais pour » roi. Dans cette situation, mes droits sont clairs, » mes devoirs le sont davantage encore; en m'ar- » rachant la couronne, c'est la vôtre que vous avez » brisée. Je suis roi du droit de mon père; je ne » puis adhérer à aucune réunion d'assemblée; tout » doit être fait pour le peuple et rien par le peu- » ple. » Cette lettre, du 2 mai, dictée par Napoléon, et qui militait en faveur de la pensée qu'il voilait encore, ne décidait en rien les questions posées par le prince. Une réplique d'Escoïquiz, du 6 mai, la réfuta. Il reproduisit les mêmes propositions en s'élevant contre l'idée de placer sur le trône d'Espagne un parent de Napoléon, sans l'approbation solennelle de la nation espagnole.

A cette époque la junte de Madrid venait d'envoyer au roi Ferdinand don Jose de Zayas et don

Évariste Perès de Castro, pour demander à Sa Majesté : 1° qu'elle voulût bien l'autoriser à déléguer des pouvoirs au dedans et au dehors; 2° qu'elle décidât s'il fallait commencer les hostilités contre les Français; 3° qu'elle daignât convoquer les cortès. Le général Palafox fut chargé de répondre, au nom du roi, qu'étant prisonnier, et ne pouvant exercer aucun pouvoir, la junte était autorisée à user de tous les droits de la souveraineté, à tenir ses séances au lieu qui lui semblerait le plus convenable, et à commencer les hostilités du moment où, de sa personne, il serait, par la force, transféré ailleurs. Par un décret, il autorisait le conseil de Castille à convoquer les cortès.

Mais Murat s'était déjà emparé du pouvoir, le 1er mai, et avait exigé que le prince président de la junte, l'infant don Francisco et la reine d'Étrurie, partissent pour Bayonne, où les appelaient l'empereur, qui ne voulait pas laisser de chef à une opposition contre le vœu qu'il méditait, et le vieux roi, était toujours dupe de son perfide allié. Ne parlons point en ce moment des troubles occasionnés par cette mesure et qui furent étouffés par la force; ils tiennent à l'ensemble des mouvements insurrectionnels que nous aurons plus tard à exposer, et voyons, en dépit de ce sanglant orage, précurseur de plus horribles tempêtes, Napoléon poursuivre et hâter l'exécution de ses projets.

En effet, le 5 mai, un traité avait été signé par le général Duroc et le prince de la Paix, au nom de Napoléon et du roi Charles; par ce traité le vieux

monarque cédait à l'empereur des Français le trône d'Espagne et des Indes, à condition de maintenir l'intégrité du royaume, de ne tolérer que la seule religion catholique, d'amnistier les gens compromis dans la rébellion d'Aranjuez, d'accorder un asile au roi, à la reine, à leur famille et au prince de la Paix; de donner au roi, outre la jouissance du château de Compiègne, une rente de trente millions de réaux (sept millions cinq cent mille francs) sur la liste civile; d'en conserver une de deux millions (cinq cent mille francs) à la reine si elle lui survivait, et une de un million six cent mille réaux (quatre cent mille francs) à chacun des autres membres de sa famille.

La fermentation qui commençait à régner en Espagne, et aux environs même de Madrid, avait fait hâter la conclusion de ce traité, dont les clauses, déjà si onéreuses pour la famille royale d'Espagne, ne furent cependant jamais strictement exécutées par Napoléon qui, après sa signature, se transporta chez Charles IV, où son fils fut appelé.

Là une scène sans exemple encore, et qui probablement ne se renouvellera jamais, eut lieu entre les victimes de celui qui causa tous leurs maux et qui les contemplait. Là un vieux roi menace son fils du supplice s'il ne prononce à l'instant une abdication qu'on prétend superflue et qu'au fond l'on juge nécessaire; là une mère fascinée demande la tête de son fils et pousse l'oubli de toute pudeur jusqu'à déclarer hautement qu'il n'a de droit à la couronne que par elle seule et non par le roi; double infamie dont l'unai-

étaient sans organisation militaire, sans ensemble, sans ordre, sans armes, sans chefs, incapables par conséquent de résister ou d'en imposer à des forces considérables bien organisées. Le roi ne pouvait appeler de nouvelles troupes, dont les mouvements eussent fait naître de soupçonneuses inquiétudes; il ne pouvait tenter de s'échapper, environné comme il l'était, d'espions, dans son palais, dans son conseil même, et forcé de ne les point éloigner de sa personne sous peine de donner l'éveil à ses ennemis; puis, aurait-il pu effectuer cette résolution, toutes les issues de sa demeure étant gardées par les Français? Quelle retraite aurait-il choisi, dans le cas où il eût réussi à tromper leur surveillance, dans celui même où il n'aurait pas été arrêté par les corps nombreux qui cernaient Madrid? Avait-il une armée? le savait-il? où la trouver? quel espoir fonder sur elle? devait-on commencer la guerre sans moyens assurés de la soutenir? D'un autre côté, on lui faisait de brillantes promesses, et il ne semblait y avoir pour lui de chemins libres que vers la France, de moyens de salut que dans les intérêts bien entendus d'un monarque auquel il voulait s'unir par une double alliance, et qui lui faisait dire par Savary que *pas un village ne serait pris à l'Espagne.* Il s'abandonna donc à sa destinée, et ceux qui le blâment ne réfléchissent point assez que leur opinion à cet égard est la satire la plus sanglante du caractère et de la politique de Napoléon.

Napoléon lui-même, tout en se livrant à la plus lâche des perfidies, s'efforçait de distraire les esprits

en satisfaisant les vanités de ses courtisans civils et militaires; aussi créa-t-il alors une noblesse héréditaire (1), complément de l'érection de ses fiefs impériaux; il institua des ducs, des comtes, des barons, des chevaliers, qui tous conçurent l'espérance de riches dotations, à l'instar de celles déjà conférées sur les domaines du Hanovre (2); car l'Espagne semblait devoir ouvrir une nouvelle voie à la cupidité de ses satellites et à l'ambition de ceux qui accompagneraient à Madrid celui qu'on allait couronner. Le choix de Napoléon était déjà fait, et la junte assemblée par ses ordres, se conformant à sa pensée, parut librement lui demander l'intronisation de son frère Joseph (3).

Le 24 mai fut signalé par la réunion à la France des États de Toscane, Parme et Plaisance, ainsi que par une proclamation dans laquelle l'empereur disait aux Espagnols : « Votre nation périssait ; j'ai vu vos » maux, je vais y porter remède. Votre grandeur, » votre puissance font partie de la mienne ; vos » princes m'ont cédé leurs droits ; je veux acquérir » des droits à la reconnaissance de votre postérité. » Soyez pleins d'espérance ; je veux que vos derniers » neveux disent : Il fut le régénérateur de notre » patrie (4).

(1) Le 11 mars 1808.

(2) Voyez la pièce justificative D.

(3) Le 15 mai.

(4) Une chose que l'on n'a peut-être pas assez remarquée, c'est la manière dont Napoléon parlait à Sainte-Hélène des af-

glais (1); contentons-nous de dire ici que nulle armée n'était aussi bien disciplinée, armée, équipée, fournie que celle de la Grande-Bretagne, mais aussi qu'il n'y en avait pas de plus lourde dans ses mouvements, quoiqu'elle ne traînât que deux pièces de canon par mille hommes, ce qui la rend peu susceptible de compléter une victoire; mais aussi elle se fond moins vite qu'une armée française, vu les soins et les dépenses qu'on emploie à assurer ses subsistances, à ménager les troupes, à traiter les malades et les blessés, que Napoléon négligeait comme des instruments brisés.

Ce que l'empereur des Français ignorait autant que la force et la nature de l'armée anglaise, c'était le caractère du peuple, qu'il croyait soumis et trompé comme l'avaient été ses princes. Triomphateur des armées les plus renommées, dominateur d'une grande partie du continent, redouté des plus puissants monarques, comment se serait-il figuré que des populations sans liens, sans ordres, sans chefs, assiégées de toutes parts par ses troupes, si longtemps victorieuses, eussent même la pensée de leur résister? Aussi quand l'écrit de don Pédro Cevallos eut paru (2), le gouvernement impérial, pour

(1) Voici ce que le général Foy dit des soldats anglais (*Guerre d'Espagne*, tom. I, pag. 207): « Ils possèdent une » qualité, la plus précieuse de toutes sur le champ de bataille, » le calme dans la colère. »

(*Note de l'éditeur.*)

(2) Intitulé : *Relation authentique des événements arrivés*

en atténuer l'effet, qui en Europe fut immense, fit-il répandre un libelle, prétendu traduit du portugais, où ses ennemis étaient flagellés d'injures calomniatrices. On y lisait : « Il ne faut pas beaucoup » de sagacité pour prédire que le génie de Napo» léon triomphera comme dans la coalition précé« dente, et il faut être atteint de démence pour se » flatter de vaincre la France. Les armées françai» ses ne peuvent désormais rencontrer d'ennemis » redoutables, ni sur l'Ebre, ni sur le Tage, ni sur » le Danube. L'aigle française volera avec les ailes » de la victoire des Pyrénées aux colonnes d'Her» cule ; elle se poserait sur les tours de Constanti» nople, si la corruption britannique infestait le » divan. L'accomplissement de cette prophétie est » infaillible. Quel guerrier a fait un usage aussi » noble de ses victoires? Quel homme a jamais pra» tiqué de si éclatants actes de bienfaisance? L'a» veugle crédulité attribue à la fortune inconstante » des succès constants, sans réfléchir qu'ils sont le » résultat nécessaire de la force morale que le génie » du premier homme de notre siècle a combinée » avec la force physique de la première nation du » monde. Si cette réunion de forces était vaincue » par les efforts des *misérables* qui ont la témérité » de lutter contre elle, ce serait un vrai miracle, » car ils prouveraient le renversement de toutes les

en Espagne depuis le commencement des troubles d'Aranjuez jusqu'à la convocation de la junte de Bayonne.

» lois de l'univers, ce qui vraisemblablement n'ar-
» rivera pas de nos jours ! »

De tels pamphlets n'avaient pour but que d'abuser la crédule vanité de cette France à qui l'intronisation de Joseph Bonaparte ne préparait que des charges sans utilité pour elle, intronisation qui commençait à lui apparaître sous l'aspect d'un effroyable crime politique, et cette opinion était partagée par la portion la plus saine des chefs de l'armée (1).

(1) Voici comment le général Foy s'exprime à l'égard des Espagnols dans son Histoire des guerres de la Péninsule (tom. II, pag. 219) : « Il est (l'Espagnol) religieux, et la religion en » élevant les pensées de l'homme, le rend plus propre à cette » abnégation de lui-même, à cette exaltation morale, à ce sa- » crifice de tous les moments dont la guerre offre chaque jour » l'occasion. Calme et rempli de principes de justice, il est » subordonné par nature, si l'ordre n'est pas absurde ; il est » susceptible d'enthousiasme pour un chef habile ; sa sobriété » est extrême, sa patience est à toute épreuve... La loyauté » est la base (tom. II, pag. 271) du caractère des Espagnols ; » ils sont habituellement calmes, mais de ce calme qui vient » du silence, non de l'absence des passions : ils peuvent dissi- » muler, mais ils sont incapables de feindre... Aucun peuple » n'a (pag. 272) conservé à leur égal le sentiment de la di- » gnité de l'homme. » C'est ce même général qui, malgré son ardent libéralisme, écrivait encore (tom. I, pag. 182) : « La guerre de la Vendée a revêtu d'une splendeur incomparable » quelques pages de notre histoire. On n'a vu nulle part ail- » leurs tant de noble vaillance et une pareille unanimité de » dévouement. » Tout genre d'héroïsme ravissait son admiration ; tout ce qui était vil l'indignait ! Honneur, cent fois honneur à ce grand et noble caractère ! (*Note de l'éditeur.*)

Quant à cette usurpation si froidement conçue, exécutée à l'aide de tant de misérables ruses, usurpation que l'Europe contemplait avec une curieuse inquiétude, et du succès de laquelle l'empereur ne formait aucun doute, nous avons dû, pour éclaircir la politique des cabinets à cette époque, en suivre et en tracer la marche avec autant de détail que de vérité. Nous avons dit le crime, nous en avons signalé la cause; nous en exposerons plus loin les résultats.

Situation politique de Napoléon. — Lettre sur le caractère des Espagnols. — Massacre de Madrid. — Embarras de la junte. — Son départ pour Bayonne. — Junte dans cette ville. — Constitution. — Affaire de Rio-Seco. — Désertion des députés de la junte de Bayonne. — Le conseil de Castille élude le serment. — Junte de Séville. — Assassinat de Solano. — Prise de l'escadre française par les Espagnols. — Massacre de plusieurs généraux. — Junte des Asturies. — Ses envoyés en Angleterre. — Rivalité des juntes. — Insurrection générale. — Capitulation de Baylen. — Évacuation de Madrid. — Négociation de Joseph. — Alliance de la Gallice et du Portugal. — Proclamation de Junot. — Envoi en France de troupes portugaises et d'une députation. — Contribution demandée. — Impossibilité de la payer. — Intrigues pour la couronne. — Déclaration du prince régent. — Timidité de l'Angleterre. — Expédition anglaise. — Forces de Junot. — Comparaison des troupes anglaises et françaises. — Affaire de Rolica. — Bataille de Viniero. — Capitulation dite de Cintra. — Capitulation de la flotte russe. — Dumouriez. — La princesse du Brésil. — L'Autriche. — La Prusse. — La Russie. — Méfiance du tzar. — Appel aux confédérés. — Plaintes de Bade. — Entrevue d'Erfurt. — Objets traités. — Lettre au roi d'Angleterre. — Négociation sans effet. — Projet d'union contre la France. — Rejeté par la Prusse et la Russie. — Retraite de la Romana. — Anarchie en Espagne. — Junte centrale. — Pardo. — Napoléon reprend Madrid. — Négociation de Joseph. — Fuite de la junte centrale. — Retraite de sir John Moore. — Sa mort.

Aux succès militaires les plus éclatants de Napo-

léon, quoique déjà disputés dans le Nord, venaient de succéder, dans le Midi, ceux de sa politique; car on ne pouvait nommer autrement l'invasion hasardeuse du Portugal, la surprise des places fortes de la frontière d'Espagne, l'occupation de Madrid et le détrônement d'une auguste maison, régnant depuis plus d'un siècle sur la plus vaste partie de la Péninsule. Était-ce ambition, haine contre l'Angleterre, besoin ou amour de la guerre qui entraînaient Napoléon dans cette criminelle usurpation? Ces divers motifs l'y portaient sans doute. Il voulait commander arbitrairement sur tout le continent, et il espérait ruiner sa rivale par la complète exécution du blocus continental. Aussi un décret impérial, du 11 janvier, déclarait: 1° que le tiers du produit des confiscations de marchandises anglaises serait accordé aux dénonciateurs; 2° que les douaniers étaient autorisés à faire subir des interrogatoires à ceux dont on pourrait obtenir des indices sur les réfractaires; 3° que tout fonctionnaire qui faciliterait la contrebande serait puni comme coupable de *haute trahison*. C'était ainsi que la tyrannie appelait à son aide l'immoralité.

La guerre, que Napoléon aimait avec passion, était d'ailleurs un besoin réel pour lui; il fallait qu'il ajoutât sans cesse à ses conquêtes, au risque de finir par ruiner sa miraculeuse fortune; c'était une des nécessités de sa fausse position politique. Cet ordre de choses, si pesant à l'Europe, pouvait seul lui donner le moyen de satisfaire l'ambition de

ses généraux, d'assurer la fortune de ses adhérents, d'enrichir son trésor, que les revenus ordinaires de la France n'auraient pas suffisamment alimenté, d'étourdir l'opinion sur l'extension illimitée de son pouvoir, de faucher enfin une population dont l'accroissement, dans l'état de paix, serait peut-être devenu embarrassant ou même inquiétant pour lui.

Mais, pour voiler ses intentions, Napoléon s'étudiait à rendre la guerre indispensable à ses rivaux les plus puissants, afin de se donner le droit de les assurer seuls de s'opposer à une pacification générale, objet, disait-il, de tous ses désirs, et nommer alors coalition contre la France la guerre qu'à la tête d'une grande partie de l'Europe il faisait à une ou deux puissances abandonnées de celles qui, plus tard, devaient à leur tour être livrées sans secours à son glaive dominateur. Il ne pouvait, à la vérité, donner à ses opérations contre l'Espagne les fausses couleurs imprimées à ses actes militaires précédents; il ne pouvait couvrir de l'intérêt de la France l'intronisation de l'un de ses frères, ni pallier ce qu'elle avait d'odieux; aussi la popularité dont il avait joui à l'issue de la campagne de Prusse commençait-elle à s'affaiblir. Mais il n'en était pas moins flagorné par tous ceux qui lui devaient ou en attendaient quelques faveurs (1). La foule de ses cour-

(1) Le général Foy s'exprime ainsi (*Guerre de la Péninsule*, tom. I, pag. 15) : « Le sénat apprit au peuple jusqu'à quelle » profondeur d'abjection peut descendre une assemblée dont » les membres ne sont liés entre eux, ni par le sentiment

tisans, mur impénétrable à la vérité, lui dérobait l'aspect des misères que l'état de guerre fait peser sur les familles, et les éloges de ces êtres vils étouffaient les cris du commerce, dont, en le ruinant, il osait se proclamer protecteur.

Au reste, sa puissance, produit de l'élan national et révolutionnaire dont il sut habilement saisir et coordonner les éléments, était corrélative à la force de ses armées, ainsi que l'immensité de ses armements l'était à l'esprit de conquête, identifié à ses intérêts comme à son instinct, à la sûreté et à la durée de son pouvoir comme à son orgueil (1).

Quant à la soumission de l'Espagne, outre qu'elle lui semblait utile au succès de son système continental, elle avait déjà été rêvée par la cupidité de ce directoire exécutif, sous le règne duquel Burke nommait la domination des Bourbons méridionaux *un des fiefs du régicide*. Arrivé au consulat, Bonaparte conçut l'idée de cette soumission ; empereur, il ne l'abandonna jamais ; il ne cessa de la préparer, et le très-indiscret Beurnonville pouvant trahir involontairement ses vues, Beauharnais, beau-frère de son épouse, fut chargé de les seconder. Beauharnais, vivement prononcé au commencement

» des devoirs envers la patrie, ni même par l'esprit de » corps. »

(1) « Les Français, » dit le général Foy, « ne formaient plus » qu'un gros bataillon au commandement d'un seul homme. » » (tom. 1, pag. 16).

(*Note de l'éditeur.*)

de la révolution française en faveur de la cause royale, s'était laissé séduire par la royauté nouvelle. Dévoué, mais honnête et doux, il pouvait servir l'ambition, non pas le crime; aussi adoptait-il avec zèle un projet d'alliance d'État et de famille qu'il croyait utile, sans se douter que ce projet couvrait de coupables combinaisons. On le remplaça par un instrument plus docile, cet adroit Laforest auquel la Prusse avait dû les malheurs qui pesaient encore sur elle.

Nous avons précédemment indiqué le massacre de Madrid, étincelle qui incendia les Espagnes; disons ce qui amena cette sanglante catastrophe et la part que Murat et Laforest eurent à un événement aussi prodigieusement fécond en résultats. Mais commençons, pour le bien comprendre, par jeter un coup d'œil sur le caractère des habitants de ce royaume. Nous allons, à cet égard, faire usage d'une lettre écrite alors par un étranger résidant en ce pays.

« Votre Excellence désire connaître le caractère » du peuple espagnol; j'obéis à ses ordres, en re- » marquant combien il est difficile de saisir exacte- » ment les traits d'hommes qui offrent un constant » mélange de la férocité africaine et de la noblesse » chevaleresque; qui touchent par leurs souvenirs » aux idées du moyen âge; qui, plus guerriers que » militaires aujourd'hui, n'ont conservé de leur » gloire passée que cette présomption que donne la » force, sans la puissance que la science perfec- » tionnée a imprimée aux armées européennes;

» peuple chez lequel les arts n'égalent point le génie, » quoique ceux-là aient depuis quelques années, fait » de sensibles progrès. Ces progrès sont dus princi- » palement aux sociétés patriotiques dont la Biscaye » a donné le premier exemple, suivi bientôt par » Valence, Madrid et d'autres villes ou provinces. » On en compte déjà plus de quatre-vingts, et le » nombre s'en accroît chaque jour; leur objet est » de favoriser le perfectionnement de l'agriculture, » de l'industrie et des arts, d'introduire des mé- » thodes utiles, de fonder des prix pour toutes les » inventions favorables au bien du pays, de pro- » curer enfin des secours à tous ceux qui le méri- » tent par leur zèle et leurs travaux. Le gouver- » nement, les grands, le clergé les aident et les » protègent, et leur espoir est de faire remonter la » patrie au rang dont elle est descendue. Il était » brillant jadis dans la carrière héroïque, la littéra- » ture et les beaux-arts. Velasquez, Murillo, Ri- » beira, ont par leurs chefs d'œuvre égalé ce que » l'Italie offrait de plus remarquable. Mariana est, » sans contredit, le premier des historiens modernes. » L'imprimerie royale n'est pas surpassée par l'Ita- » lien Bodoni, et les cartes topographiques de Carlos » l'emportent sur la plupart de celles des autres na- » tions européennes. L'Espagnol est enfin un peuple » bien au-dessus de ce qu'on le croit, mais bien in- » férieur à ce qu'il se croit lui-même. Livré avec » toute l'exaltation de l'amour à sa religion, il est » aveuglement dévoué à ceux qui la lui enseignent, » et qui, dans les monastères principalement, of-

» frent l'élite de la population. Dans le catholi-
» cisme qu'il professe avec une crédulité sans exem-
» ple, mais propre à élever son âme alors même
» qu'elle abaisse son esprit par de minutieuses pra-
» tiques, il se regarde comme la seule nation stric-
» tement orthodoxe et ne voit que des hérétiques,
» qu'il hait, parmi ses coreligionnaires étrangers.
» Ce sentiment de répulsion, pour ce qui n'est pas
» Espagnol, est profondément enraciné dans son
» âme, et il en résulte chez ce peuple une fierté
» dédaigneuse qu'on retrouve jusque dans les men-
» diants, très-nombreux dans la Péninsule, et qui
» n'y contractent cependant pas cette abjection gé-
» néralement remarquable ailleurs. L'Espagnol est
» capable, non de cet esprit public qui calcule, mais
» de ce patriotisme qui dévoue soi et les siens, avec
» la violence qui caractérise cette vertu purement
» antique et nécessairement barbare. Il est encore
» ce qu'il fut jadis; car depuis que la faculté de pas-
» ser librement d'un État dans un autre avec leurs
» familles et leur fortune, faculté accordée aux sec-
» tateurs de la réformation évangélique par la paix
» de Westphalie, eut fait incliner toutes les nations
» européennes vers l'uniformité d'opinions et de
» mœurs, cause destructive de la distinction des na-
» tionalités, l'Espagne conserva seule sa physiono-
» mie originelle; elle est demeurée semblable à elle
» seule; elle y attacha son orgueil et son bonheur.
» Ceux qui méprisent l'Espagne sont donc loin de
» la connaître; ceux qui la plaignent ne la jugent
» pas mieux. L'on n'est jamais pauvre avec peu de

» besoins, et l'Espagnol est sobre ; on ne souffre pas
» de son existence sociale quand on en jouit avec
» vanité. Là on ne se repaît point des mots, trom-
» peurs en d'autres contrées, de liberté et d'égalité ;
» l'une vit en Espagne de la modération des désirs,
» l'autre voit s'ouvrir devant elle une large voie,
» en dépit des inégalités de rang et de fortune, car
» on trouve là des commis à la table de leurs chefs,
» des domestiques aussi libres que respectueux de-
» vant leurs maîtres. Tous les états sont réunis
» dans les mêmes loges au théâtre, et l'alcade dé-
» guenillé commande aux *grands* dans son village.
» Ces alcades, chargés de la police, sont nommés
» soit au sort, soit par l'équitable conseil de Cas-
» tille, par le conseil de la province ou par le sei-
» gneur du lieu, sur trois candidats présentés. L'Es-
» pagne jouit ainsi du genre de liberté et d'égalité le
» plus solide, celui qui résulte de l'absence d'ambi-
» tion et de la possession des franchises municipales.
» Enfin les opinions modernes sur la nature des
» gouvernements n'ont pas plus pénétré ici dans les
» masses populaires qu'en Italie et en Allemagne.
» On n'en remarque quelques traces que dans les
» hautes classes sociales, et, ce qui étonne beaucoup
» le voyageur étranger, dans le clergé, surtout chez
» les moines qui en forment l'élite, et parmi les-
» quels sont choisis les évêques. Une ardente cha-
» rité, une piété sincère s'unissent assez généra-
» ment chez ceux-ci à des opinions philosophiques
» de la plus haute portée. Enfin, ce qu'il faut expo-
» ser encore, pour donner une idée juste de la

» stabilité du peuple espagnol comme nation, et de
» l'union qui s'y voit entre les différentes classes
» de la société, c'est-à-dire de sa véritable et fonda-
» mentale constitution, c'est que, sur une popula-
» tion de dix millions quatre cent neuf mille huit
» cent soixante-dix-neuf individus, il se trouve huit
» cent soixante-douze mille familles vouées à l'agri-
» culture, dont trois cent soixante mille en qualité
» de propriétaires et cinq cent douze mille en qua-
» lité de fermiers; ce qui offre, comme intimement
» attachés au sol, plus de la moitié de la population
» générale, sans compter six mille deux cent seize
» moines richement dotés, quarante-trois mille cent
» quarante-neuf moines mendiants, ainsi que d'o-
» pulents évêchés dont les revenus sont réellement
» le patrimoine du pauvre. Cette population géné-
» rale est répartie, indépendamment des grandes
» cités, dans vingt-cinq mille quatre cent soixante-
» trois villages, bourgs ou villes, dont douze mille
» soixante-onze, sont indépendants de toute supré-
» matie féodale, et le reste partagé entre neuf mille
» quatre cent soixante-six seigneurs laïques et trois
» mille neuf cent vingt-six chefs ecclésiastiques.
» Elle est soumise à un clergé auquel la religion
» donne une influence très-supérieure à celle qui
» résulte de la soumission féodale, de la richesse
» des nobles, du pouvoir des alcades et de l'auto-
» rité administrative. Sous ce régime, l'Espagnol se
» sent libre, croyant n'obéir qu'à Dieu, ce qui en-
» noblit son obéissance. Des formes religieusement
» conservées régissent le pays, depuis le centre, où

» tout aboutit, jusqu'aux provinces dont les privi-
» léges s'opposent à toute innovation. Aussi, quel-
» que étendue que soit la puissance d'un seul, elle
» est constamment balancée par tant de droits ou
» d'usages consacrés, par tant de formes respectées,
» que son action n'est nullement oppressive, ni
» contestée. Enfin, ce peuple, stationnaire et posi-
» tif, soumis avec fierté, indépendant avec respect,
» et étranger encore dans sa masse la plus nombreuse
» aux idées qui agitent l'Europe, idolâtrant son
» culte, ses prêtres, ses rois et la patrie, estimant
» ses magistrats, si simples dans leurs mœurs, si
» intègres dans des emplois faiblement rétribués,
» peu jaloux d'une noblesse qui ne pèse point sur
» lui, valeureux, irascible, plein de confiance en
» lui-même, s'exagérant sa force et haïssant l'étran-
» ger, est impossible à subjuguer par les armes et
» à séduire par l'idée du mieux; car ce mieux, vou-
» lût-il y croire, il le refuserait d'une main ennemie.
» J'ai dit à Votre Excellence ce que je sais, ce que
» je pense les événements qui marchent lui en ap-
» prendront sans doute davantage. »

Voilà ce peuple que Napoléon outrageait, en l'attaquant ou en le menaçant dans tout ce qu'il avait de plus cher, son indépendance et son orgueil, ses princes et ses prêtres.

De quelque prétexte que l'empereur des Français eût appuyé ses vues ambitieuses, l'instinct populaire fut promptement éveillé par l'invasion prétendue amicale des troupes françaises, la surprise des forteresses, le projet d'émigration du roi Charles et

l'arrivée de Murat à Madrid. La demande qu'il fit et obtint de l'épée de François Ier, honorable trophée que Louis XIV lui-même avait respecté, ne fut qu'une inexplicable inconséquence de la part de celui qui, ne voulant pas reconnaître le titre royal de Ferdinand VII, lui faisait une demande que celui-ci ne pouvait accorder qu'en qualité de roi; mais ce qui choqua bien plus encore, ce fut la délivrance du prince de la Paix, le départ du roi pour Burgos, et la nouvelle de son arrivée à Bayonne.

Napoléon, qui ne pouvait ignorer l'inquiétude générale du peuple, avait besoin que la capitale demeurât calme et donnât ainsi au reste du royaume l'exemple de la soumission; il craignait la fougue du grand-duc de Berg et ne se fiait plus à l'adresse de Beauharnais, dont la loyauté crédule avait été sur le point de démasquer des intrigues dès longtemps ourdies secrètement. Il donna donc à cet ambassadeur, pour modérateur, le fin, souple et intelligent Laforest. Mais Murat, qui commandait la force militaire et voulait qu'elle primât tout, n'était pas facile à conduire, et tandis que Laforest rassurait les esprits, Murat s'étaya du nom de Charles IV, annonçant à la junte que ce prince seul était reconnu par Napoléon. La junte répondit que, dans ce cas, c'était au roi seul à lui donner des ordres, et que sans cela elle continuerait à agir au nom de Ferdinand VII. Le général en chef lui fit alors écrire par le vieux monarque une lettre antidatée, comme il l'avait fait pour celle où il protesta contre son abdication; dans cette lettre Charles IV s'annonçait comme le seul

légitime monarque, et confirmait les nominations faites par son fils. Murat voulut aussi publier en son nom des proclamations que le gouvernement osa supprimer.

Déjà des émeutes avaient eu lieu à Tolède (1); mais un émissaire du jeune roi, tout en annonçant à la junte les rigueurs de Napoléon, recommandait d'éviter les troubles; aussi se contentait-on de préparer en silence tout ce qui pouvait contribuer à une vive résistance à l'oppression. Murat, mieux instruit de ce qui s'était passé à Bayonne, ordonna le départ pour cette ville de l'infante reine d'Étrurie, et de l'infant don François de Paule. Maître absolu, dès le 1er mai, il avait fait préparer les voitures, le 2 au matin, et paraissait vouloir enlever de force ceux qu'on répugnait à voir ainsi s'éloigner. Nombre de montagnards étaient entrés dans Madrid les 29 et 30 avril. Murat, de son côté, en avait, le 1er mai, renforcé la garnison. Cependant, soit curiosité, soit inquiétude, une foule de femmes inondait les cours du palais; un aide-de-camp du général est insulté par elles; la garde les repousse; la populace irritée arrive à leur secours et égorge des soldats isolés; la troupe fait feu sur ce peuple, et si la junte s'était prononcée en sa faveur, si les trois à quatre mille hommes de troupes espagnoles l'avaient secondée, l'insurrection serait devenue des plus sérieuses, et Madrid aurait peut-être été livrée à une complète dévastation. Mais les magistrats cherchè-

(1) Le 23 avril 1808.

longue et sanglante : aussi la junte obéit-elle à l'ordre qu'elle reçut, en date du 25 mai, de se rendre à Bayonne, où un décret impérial convoquait, pour le 15 juin, les députés appelés à délibérer sur la forme du gouvernement à donner à l'Espagne.

A ces députés, formés en junte générale, Napoléon fit présenter une constitution qui n'était satisfaisante ni pour les amis des théories politiques modernes, ni pour ceux qui les réprouvent. On y établissait la séparation de la liste civile d'avec le trésor public, celle du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif, l'indépendance de l'ordre judiciaire, la liberté individuelle et la liberté de la presse, placées, il est vrai, sous la surveillance de deux commissions sénatoriales; enfin le pouvoir législatif aurait été confié à deux chambres, un sénat et un corps législatif, proprement dit, qui devait remplacer les cortès et qui eût été composé de cent soixante-douze membres, savoir : quarante personnes choisies par le roi dans la noblesse et le clergé; trente représentants des principales villes; quinze savants et quinze négociants, aussi nommés par le prince sur la présentation des corps municipaux et universitaires, et des tribunaux de commerce; enfin soixante-douze députés des provinces, les seuls qui fussent élus par leurs commettants.

Cette constitution, qui ne fut jamais mise en activité, avait pour objet de briser les habitudes du peuple espagnol; elle fut discutée, et jurée par la junte générale que présidait Azanza, nommé dès lors président du conseil des Indes, et qui, en cette

dernière qualité, eut ordre de notifier ces changements aux provinces d'outre-mer. On fit en outre jouer à cette illégale assemblée la ridicule comédie de demander solennellement pour roi celui qu'on lui imposait, et Joseph, après en avoir reçu le serment de fidélité le 7 juillet, partit le 9, entouré de ceux que Ferdinand avait considérés comme de fidèles et zélés serviteurs, tels que Azanza, Cevallos, Urquijo, O'Faril et l'Infantado; le caractère de Joseph semblait les avoir séduits.

Joseph était un homme de bien; dénué longtemps d'ambition, il avait été porté sans le vouloir sur un trône; mais il s'y était accoutumé. A Naples, il voulait le bien du peuple, et, entiché d'idées théoriques que la pratique du gouvernement n'avait pas vaincues, il croyait, d'après ses bienfaisantes inclinations, que tout ce qu'il considérait comme utile était exécutable; que la substitution d'un individu à un autre ne changeait rien à la nature et à l'exercice de l'autorité royale.

Quant à la plupart des Espagnols qui environnaient Joseph, ils se serraient autour de lui moins par amour, par nécessité, ou par ambition d'honneurs et de fortune, que par l'inquiétude que leur causait l'état présent et l'avenir probable de leur patrie; ils eussent préféré Ferdinand VII, mais sa délivrance semblait impossible; ils redoutaient le joug de Charles IV et de son exécrable épouse; et ces hommes sans énergie, après avoir été pour la plupart sans prévoyance, voyaient du moins dans l'intronisation de Joseph l'espoir de maintenir l'in-

tégrité de leur pays ainsi que la nécessité où ce prince se trouverait de régner avec une équité et une douceur qui étaient d'ailleurs dans son caractère et dans son intérêt. Puis, quoiqu'une insurrection générale semblât menaçante, ces mêmes hommes, qui n'avaient pas le cœur assez haut placé, l'esprit assez étendu pour juger ce que peut un peuple neuf, livré à lui-même, exalté par un double devoir envers le trône et l'autel, ne voyaient, d'une part, que des hordes sans chefs, sans ordre, sans armes, tandis qu'ils voyaient, de l'autre, des troupes nombreuses, aguerries et bien commandées. Ceci n'est ni apologie ni blâme, nous ne faisons que narrer; la postérité jugera et prononcera.

Ces hommes si timidement calculateurs ne furent cependant pas sans inquiétude dès qu'ils virent poindre l'insurrection. Cadix, Séville, Badajoz, Valence en avaient été les sanglants théâtres. Blake et Cuesta résolvaient de fermer à Joseph et aux siens la route de Madrid; ils occupaient avec leurs deux armées, venues de la Galice et de la Vieille-Castille, la position de Medina-del-Rio-Seco, en même temps que Saragosse, déjà insurgée, résistait aux forces françaises commandées par Lefèvre-Desnouettes, et Valence à l'attaque du maréchal Moncey. Mais des bandes sans organisation régulière ne purent tenir contre le corps de Bessières, et ce maréchal ouvrit à Joseph, le 14 juillet, par une victoire vivement disputée néanmoins, les portes de la capitale. Ce prince y fit son entrée le 21 du même mois, après une marche où il n'avait été salué que du cri : *Vive*

Ferdinand VII ! et fêté que par les sons du tocsin qui appelait aux armes contre lui, au sein d'une population malveillante et silencieuse, accompagné d'un petit nombre d'Espagnols ; car le bruit des progrès de l'insurrection avait d'heure en heure diminué son cortége.

Des cent cinquante députés appelés à la junte et la plupart nommés par le grand-duc de Berg, quatre-vingt-six seulement s'étaient rendus à Bayonne, et tous s'échappèrent avant l'arrivée à Madrid du nouveau roi, qui ne trouva pas dans le conseil de Castille toute la soumission qu'il en attendait; ce corps lui refusa même le serment, tandis qu'on en prêtait un solennel à Ferdinand dans presque toute l'Espagne. Les juntes des Asturies et de Séville en avaient donné l'exemple. En effet, quand on apprit en Andalousie la cession de la couronne d'Espagne à Napoléon, la consternation fut générale. On regardait bien cet acte comme nul ; mais la nécessité pouvait en favoriser l'exécution. La position semblait éminemment critique. En guerre avec les Anglais, ceux-ci bloquaient les côtes, et particulièrement Cadix, uniquement à la vérité pour y favoriser la contrebande, quoiqu'ils eussent voulu joindre la possession de ce port à celui de Gibraltar. L'Espagne étant envahie par les armées françaises, déjà maîtresses des places du nord, qui occupaient Madrid et inondaient les provinces, quel espoir avait-on de résister avec succès? Cependant le peuple, moins calculateur que ses magistrats, commençait à murmurer, à s'agiter, à menacer : les autorités

cherchèrent à l'apaiser, mais on les remplaça par une assemblée composée des ennemis les plus déclarés de Napoléon, et qui prit le nom de *junte suprême du gouvernement de l'Espagne et des Indes*. Elle fut très-mal composée à son origine; le comte de Tilly, qui en fut le promoteur et le chef, homme généralement déshonoré, fit exécuter ou toléra du moins d'horribles assassinats; cette junte donna pourtant un grand élan à l'insurrection, en déclarant la guerre à la France et en adressant l'ordre de s'armer et de combattre, aux généraux qui commandaient au camp de Saint-Roch, à Grenade, à Badajoz et à Cadix, avec injonction de reconnaître son autorité.

Le général Solano, marquis del Socorro, brave militaire, homme de bien, franc Espagnol et adoré des troupes, était gouverneur de Cadix et capitaine-général de l'Andalousie. Il avait quitté Setubal pour favoriser l'émigration de Charles IV, ne reconnaissant d'autre supérieur que le roi et ne pouvant concevoir qu'une seule ville, placée dans son gouvernement, eût, par l'organe d'une assemblée spontanément réunie et dont il méprisait la plupart des membres, usurpé le droit de se déclarer souveraine du royaume. Il réunit donc les généraux, au nombre de onze, et publia, conformément à leur avis, une proclamation rédigée par le général d'artillerie Morla, dans laquelle, en remontrant combien était hasardeuse une déclaration de guerre contre la France, on disait que « si cependant le peuple se décidait à la faire, » il faudrait enrôler, enrégimenter et discipliner

» les hommes destinés à être soldats et se préparer » à de grands sacrifices; que si le peuple prenait à » la guerre une part active, il en résulterait la plus » funeste désorganisation sociale, et que l'escadre » anglaise pourrait en profiter pour s'emparer de » Cadix; que ces réflexions étaient adressées au peu- » ple par *onze* généraux, pour qu'il prononçât sur » ce qu'il était convenable de faire et n'accusât per- » sonne de l'avoir trompé; que s'il persistait dans » ses intentions belliqueuses, les généraux étaient » prêts à prendre les armes et ne les déposeraient » point, promesse qu'ils faisaient afin qu'on ne les » accusât pas d'avoir émis leurs observations par » lâcheté ou par tout autre motif indigne de leur » patriotisme, de leur honneur ou de leurs de- » voirs. »

Mais la plus vile portion de la population, excitée par des brouillons ambitieux, murmure contre Solano. On l'engage à fuir; il s'y refuse, en disant que ce serait une lâcheté, et que les Anglais pourraient profiter de son départ pour surprendre la ville. Bientôt les prisons sont ouvertes; les détenus sont armés et le tumulte s'en accroît. Le gouverneur alors annonce, le 28 mai, du haut de son balcon, son intention de faire tout ce que désire le peuple, et l'on se retirait quand un moine voulut entrer chez Solano. On le refuse, il insiste; on le repousse, il appelle la populace; les portes sont brisées, le gouverneur s'évade; il est poursuivi, atteint, torturé, massacré. Morla lui succède et appaise le tumulte en faisant attaquer la flotte française sous les ordres de Rosily,

la flotte danoise fût entretenue avec soin, afin d'être rendue dans l'état où elle était au moment où elle avait été prise, et lord Falkstone voulait qu'on rendît les navires danois capturés avant la guerre. Ces attaques contre les ministres étaient l'expression réelle de l'opinion publique ; mais l'intérêt du commerce absorbe tout autre sentiment dans un gouvernement tel que celui de la Grande-Bretagne. Les événements de la Péninsule vinrent à l'appui de ce puissant intérêt national ; aussi les ministres obtinrent-ils toutes leurs demandes d'hommes et d'argent, et l'arrivée des députés asturiens assura leur triomphe. Ils se hâtèrent de satisfaire, même avec une prodigalité inconsidérée aux vœux exprimés par les députés espagnols, qui, en demandant de l'or et des armes, prétendaient n'avoir pas besoin de troupes auxiliaires, tant ils se croyaient assez forts pour se défaire à eux seuls de leurs belliqueux ennemis.

Mais si la division de l'Espagne en un nombre considérable de métropoles, dont chacune devenait un centre de résistance à l'oppression, avait facilité la formation des juntes gouvernementales et des armées insurrectionnelles, cette même division nuisait à l'unité et au succès de la défense générale du royaume par des jalousies réciproques, et par la divergence d'opinions sur les moyens d'opérer l'affranchissement de l'État. Puis toutes ces juntes, composées d'hommes nouveaux, fiers d'une autorité inespérée, prenaient l'ambitieuse qualification de *junte souveraine*, à l'exception de celles de

Séville, de Valence et des Asturies, qui osaient se qualifier de *junte suprême des Espagnes et des Indes*. Chacune voulait commander à toutes, nulle obéir à aucune; elles s'isolaient dans leurs vues, dans leurs actions, quoique le peuple, sans ambition, se dévouât sans réserve. Enfin, le seul sentiment constamment universel, c'était l'implacable haine des Espagnols pour tous les Français, à l'égard desquels toute espèce de vengeance paraissait un droit.

Dans l'effroyable émulation d'atrocités où les deux peuples ennemis se signalèrent également, les Espagnols attribuèrent aux Français la priorité de ces attentats contre l'humanité, les Français en accusèrent les Espagnols. Il est probable que ceux-ci frappèrent les premiers coups, que les autres y répondirent avec la même fureur, et que ce furent ces représailles mutuelles qui changèrent la plus belle contrée de l'Europe en un théâtre d'horreurs; nous n'en retracerons pas ici les effrayants détails. Nous ne suivrons point non plus avec précision les opérations militaires dans lesquelles les généraux français développèrent des talents souvent admirables, et les soldats un courage héroïque. Les Espagnols, de leur côté, y déployèrent une ardeur de vengeance que rien ne put éteindre, et une constance inaltérable dans une longue suite de défaites; car fréquemment battus, mais jamais découragés, les échecs qu'ils éprouvaient ne faisaient qu'irriter leur valeur échauffée par l'enthousiasme de la religion et du patriotisme : hommes, femmes,

enfants, partageaient ce sentiment doublement excitateur. Éclairés partout, ils savaient le nombre des troupes ennemies, leurs positions, leurs mouvements; ils se réglaient en conséquence, et immolaient à l'instant les faux frères qu'avaient faits la séduction ou la peur.

Il en résultait qu'une armée à peine de cent mille hommes, jetée sur le cratère espagnol, ne pouvait se diviser sans risquer d'éprouver d'énormes pertes, ni se tenir rassemblée sans laisser le champ libre aux insurrections qui la privaient de tous moyens de lever des contributions et de se procurer des subsistances.

Duhesme, appuyé sur les forteresses de Barcelonne et de Figuières, avait échoué contre la résistance seule des bourgeois, dans son attaque contre Gironne (1). Le maréchal Moncey avait été repoussé devant Valence et forcé de se retirer, et Bessières, quoique vainqueur à Médina-del-Rio-Seco, n'en voyait pas moins renaître l'insurrection dans tous les lieux qu'il était obligé de quitter; le premier siége de Saragosse continuait avec fureur, mais sans succès, depuis la fin de mai, et si nous n'entrons pas ici dans les détails de cette héroïque défense, c'est pour embrasser plus tard, et dans un seul récit historique, tout ce qui a trait à la gloire de cette immortelle cité. Enfin, si les Espagnols étaient vaincus, rien ne pouvait dompter leur patriotique orgueil.

(1) Le 20 juin 1808.

Mais de toutes les divisions françaises, celle dont le sort fut alors le plus funeste, ce fut celle que commandait le général Dupont, militaire distingué par ses talents et son audace; aussi ne saurait-on expliquer sa conduite, ses mouvements incertains, sa catastrophe, que par les instructions contradictoires de Savary qui, chargé par Napoléon de l'ensemble des opérations stratégiques, se noyait dans des détails peu importants, donnait successivement ordre et contre-ordre, et brouillait tout en voulant tout régler; plus homme de petite police que militaire à grandes vues, Savary ne put, faute d'une tête assez forte, remédier aux désastres qu'il avait causés.

La victoire de Rio-Seco avait persuadé aux entours espagnols du roi Joseph que sa cause n'éprouvait plus que de légers obstacles; aussi Azanza, ancien ministre à Berlin et à Saint-Pétersbourg, O'Faril, ami et collègue d'Azanza, Mazaredo, Urquijo même, cherchèrent-ils à y rallier les hommes les plus importants, et principalement les chefs des diverses armées; quelques-uns se soumirent, le plus grand nombre repoussa les offres les plus brillantes.

Castanos, plus avantageusement placé que d'autres, puisqu'il était plus éloigné du siége de l'État ainsi que des armées françaises, à la tête d'un corps de troupes régulières et dévouées à leur pays, près de la junte de Séville qui pouvait le seconder, à portée de l'armée anglaise de Gibraltar qui lui promettait des secours; Castanos se refusa aux ordres qu'il reçut et aux promesses qui lui furent faites,

Ne pouvant l'effrayer ou le séduire, on résolut de marcher contre lui, et ce fut Dupont qui en fut chargé. Ce général, parti le 22 mai des environs de Madrid, arriva le 30 à Baylen, le 31 à Andujar, passa le Guadalquivir le 1er juin, en forçant la tête de pont d'Alcolea, et s'empara de Cordoue, ville opulente, qui devint le théâtre de tous les excès dont peuvent se rendre coupables une soldatesque effrénée et des généraux cupides. Un désordre sans exemple fut le fruit de ces horreurs, qui ajoutèrent à la haine des Espagnols un ardent désir de vengeance. Dans cette moderne Capoue, le pillage fut immense, le séjour prolongé de l'armée, qui n'obéissait plus, fut une faute inconcevable que l'annonce de secours promis ne justifiait pas et qui encourageait les insurgés.

Ces derniers seuls, par des démonstrations hostiles, forcèrent Dupont à marcher contre eux avec des troupes qui n'étaient entretenues par aucune discipline et qui se trouvaient encombrées de bagages, fruit des vols faits dans les caisses publiques, dans les églises et chez les particuliers. Dupont part le 16 juin, après dix jours d'une complète et inexcusable inaction, et se porte à Andujar, qu'il lui est enjoint de garder. Laissons-le, durant un mois, exécuter des mouvements ruineux et sans objet, recevoir un secours amené par le général Vedel, diviser ses forces quand il devait les réunir, marcher sans but, se poster sans intelligence, attaquer sans ensemble, et capituler enfin, le 21 juillet, quand il pouvait combattre avec espoir, soit de vaincre, soit

d'effectuer sa retraite au-devant de laquelle arrivaient deux nouveaux bataillons déjà partis de Madrid. Cette inexplicable capitulation, dans laquelle furent comprises et les troupes qui n'étaient pas immédiatement sous les ordres du général en chef, et celles mêmes qui n'avaient pas rejoint encore les deux corps de l'armée, eut lieu le jour même où le roi Joseph entrait dans la capitale de l'Espagne, et elle rendit célèbre dans ce pays le nom de Baylen, où elle fut signée.

Si cette capitulation, qui faisait rendre à l'ennemi vingt-un mille hommes d'infanterie, deux mille quatre cents de cavalerie et quarante pièces de canon, fut véritablement honteuse; l'opprobre s'en accrut par l'obligation de forcer les soldats à laisser visiter leurs sacs, ce dont ils se vengèrent sur leurs généraux en indiquant les fourgons dont l'intacte conservation avait soigneusement été stipulée par l'article 11 ainsi conçu : « Messieurs les officiers » généraux conserveront chacun une voiture et un » fourgon ; messieurs les officiers supérieurs et » l'état-major une voiture seulement, sans être » soumis à aucun examen. » Mais ces honteux bagages furent enlevés aux spoliateurs de Cordoue, qui payèrent par de longues et indicibles souffrances les horreurs commises dans cette ville, et la perfide politique de leur souverain.

Nous ne suivrons point cette malheureuse armée dans sa marche à travers des populations où l'attendaient tous les genres de dangers et d'outrages, où la fureur générale était souvent irritée par les au-

torités mêmes qui eussent dû la protéger, où quelques magistrats, plus humains, cherchaient parfois, mais avec une timidité presque toujours impuissante, soit à soulager ces maux, soit à sauver la vie à des prisonniers sans armes. Parmi ceux qui s'exposèrent à la haine publique pour se livrer à ces actes d'humanité, nous ne devons pas omettre le marquis d'Arissan, le général Morla, qui eut à se disculper de n'avoir pas fait égorger le général Dupont, quelques prêtres, l'évêque de Palma, mais surtout le général Reding, frère du célèbre Aloys Reding et valeureux adversaire des Français à Baylen. Plusieurs de ces prisonniers, détenus sur des pontons, s'échappèrent héroïquement, en enlevant dans la baie de Cadix le bâtiment sur lequel ils étaient entassés, et les faibles restes de cette armée, relégués dans l'île stérile et déserte de Cabrera, avec d'autres prisonniers de guerre amenés de Catalogne, ne durent enfin leur délivrance qu'à la chute (1) de celui de l'aveugle ambition duquel ils avaient été, durant six années, les déplorables victimes.

La nouvelle de cette défaite, la première que les armes françaises eussent encore essuyée, arriva à Madrid, dès le 24 juillet, par des relations particulières, car celles du gouvernement étaient totalement interrompues par l'insurrection devenue générale; on n'y voulut pas croire, et ce ne fut que du 27 au 28 juillet qu'on en eut la certitude. L'on

(1) En 1814.

conçut alors de vives craintes sur le sort de la capitale, où l'armée victorieuse pouvait arriver d'un moment à l'autre et où les officiers français commençaient à murmurer contre une guerre injuste. Savary, qui avait remplacé Murat tombé malade, nommé roi de Naples, et parti, ne possédait ni la capacité ni l'autorité nécessaires pour faire face à des événements inattendus et d'une telle gravité; d'ailleurs, ni lui, ni l'empereur lui-même ne concevaient ce qu'était et ce que pouvait devenir ou exiger une guerre contre des peuples généralement insurgés; il perdit totalement la tête, et ne jugea pas combien il lui restait de ressource avec les quatre-vingt-quatre mille hommes dont il pouvait encore disposer. Belliard ordonna la levée du siége de Saragosse, et l'on ne songea plus qu'à fuir, après dix jours seulement d'un règne dont il ne faut juger les actes ni sur les éloges de la presse officielle française, ni sur les satires espagnoles. Joseph, plus calme que ses généraux, plus accoutumé que ses courtisans à apprécier les dangers d'une révolution, pensa que le parti le plus sage était de se reployer sur les forces imposantes qui occupaient le nord du royaume. Il y eut alors croisement de vues et d'intérêts dans son conseil; Azanza, O'Faril et Urquijo s'attachèrent à sa fortune et furent suivis de quelques autres qui redoutaient la fureur populaire déjà exercée sur d'innocentes victimes; Cevallos et Pinuela, ainsi que le duc de l'Infantado, et un grand nombre d'autres, cherchèrent des prétextes pour demeurer à Madrid, y attendre les évé-

nements et se réunir aux insurgés, en dépit de leur serment à Joseph, qui leur laissa toute liberté à cet égard, ne leur fit même aucun reproche, et quitta la capitale le 1er août, couvert dans sa marche vers Burgos par le corps du maréchal Bessières, le seul des généraux français qui eût encore eu dans la Péninsule des succès réels.

On avait emmené ou enlevé toute l'artillerie, détruit les munitions de guerre, emporté tout ce qui était transportable; ce qui composait une masse lourde et confuse de bagages. Dans le désordre de cette fuite, on avait pillé le palais et le trésor; la marche précipitée du roi fugitif était l'effet d'une terreur panique qui fût devenue funeste sans la valeur des puissantes escortes dont on était environné et la désertion générale des populations.

Joseph se fixa enfin avec sa suite à Vittoria, d'où il envoya l'ordre aux divisions françaises de se concentrer sur l'Elbe; et tandis qu'il sollicitait de l'empereur de nouvelles troupes, il crut pouvoir substituer des négociations à la guerre, et offrit à l'Espagne, comme prix de soumission à son sceptre déjà brisé, une alliance avec la France, sans coopération hostile contre les puissances européennes, et avec faculté de faire la paix avec l'Angleterre; ce qui, si la chose eût été possible, aurait ruiné le système continental, objet de l'usurpation. Cette combinaison politique, à laquelle Napoléon était invité à accéder, et qui replaçait les Espagnols sous le joug qu'ils espéraient briser, fut également repoussée de part et d'autre. C'était en effet une étrange

niaiserie que d'avoir cru exécutable un semblable arrangement, au moment surtout où le succès de Baylen enflammait en Espagne tous les esprits, et où Napoléon, piqué au vif, n'eût jamais voulu faire reculer son orgueil devant des peuples que son aveuglement méprisait.

Bessières cependant chercha vainement à séduire le général Blake ; d'autres tentatives de ce genre furent faites avec aussi peu de succès. Le conseil de gouvernement de la Galice n'en proclama que plus haut les droits légitimes de Ferdinand VII, et arma avec zèle. Dès le 14 juillet, jour de la bataille de Rio-Seco, il avait conclu, au nom de son souverain, un traité de paix et d'aillance avec la junte de Porto, agissant au nom du prince régent de Portugal ; car une partie de ce royaume s'était déjà insurgée contre les Français ; événement qui nous ramène naturellement ici à la situation politique et militaire de Junot et des troupes qu'il commandait.

L'insulte essuyée, le 15 décembre 1807, par le drapeau portugais avait irrité les esprits ; ils le furent bien plus par l'annonce d'une contribution de cent millions, du rachat des propriétés et du séquestre des biens des absents. La fermentation s'accrut quand on vit Junot, qui visait au trône de Portugal comme Murat avait visé à la couronne d'Espagne, s'emparer en son nom d'une administration exercée jusque-là par de dociles magistrats représentant le prince régent, et la composer de ses propres agents ; quand on vit surtout qu'il chargeait d'exercer les spoliations et les confiscations l'un de ses plus pro-

chez parents et son ancien secrétaire de légation. Puis, si l'invasion sans résistance hostile de la part des habitants avait épargné le sang portugais, on ne vit pas sans indignation ce sang versé à Lisbonne et à Caldas pour rassurer sur des craintes encore imaginaires. Enfin l'ignominieuse dissolution de quelques régiments ramenait dans leurs foyers des soldats affamés de vengeance. En même temps, on faisait passer en France six mille hommes d'infanterie et quatre corps de cavalerie, avec une foule d'officiers, choisis parmi les familles les plus considérables, tant pour s'en débarrasser que pour s'assurer de nombreux otages.

D'autres otages se composaient d'une députation forcée de se rendre près de l'empereur, et dont les membres étaient les principaux chefs de la noblesse, du clergé et de l'administration.

Junot avait dit dans sa proclamation du 1er février 1808 : « Le sort du Portugal est arrêté, son » bonheur futur assuré, puisque Napoléon-le-Grand » le prend sous sa toute-puissante protection. L'em- » pereur veut qu'il soit gouverné par le général en » chef de son armée. La tâche que *mon maître* » m'impose est difficile ; j'espère y réussir. J'or- » donne que des routes soient ouvertes, des canaux » creusés pour faire fleurir l'agriculture et l'indus- » trie. Les finances, bien administrées, assureront » à chacun le prix de son travail ; l'instruction se » répandra dans chaque province ; la religion sera » protégée et la justice rendue avec équité. »

A la suite de ce document remarquable se trou-

vait l'accablante contribution de cent millions de francs, répartis sur trois millions cinq cent mille ames, ce qui eût exigé trente francs par tête sans distinction d'âge ni de sexe; encore fallait-il en défalquer les soldats, les mendiants, les nombreux récalcitrants des provinces; aussi fut-on contraint, pour la compléter, d'enlever l'argenterie des églises, ce qui irrita un peuple religieux, et cette irritation s'accrut de la peine de mort portée contre les plaignants.

Un autre sujet de mécontentement fut donné à cette nation : une députation portugaise, forcée de se rendre à Bayonne, fut loin d'y être accueillie comme elle avait droit de l'espérer. En vain se courba-t-elle humblement devant l'arbitre de son sort; on ne lui pardonna point de vouloir être encore un peuple indépendant, et de solliciter une constitution dont voici les bases : 1° Un roi de la famille impériale, 2° des institutions à l'instar de celles du duché de Varsovie, 3° la religion catholique déclarée religion de l'État, sans préjudicier à la tolérance civile et religieuse, 4° l'égalité devant la loi, 5° la division en départements, 6° les colonies restant parties intégrantes du royaume, 7° un ministère de l'instruction publique, 8° la liberté de la presse, 10° un pouvoir législatif composé de deux chambres, 11° un ordre judiciaire indépendant, 12° des fonctionnaires publics nationaux, 13° la mise en circulation des biens de main morte, 14° les impôts également répartis, 15° la dette publique garantie, 16° le nombre des fonctionnaires réduit, mais en

pensionnant jusqu'à réintégration ceux dont les emplois seraient supprimés. Toutes ces choses étaient plus faciles à placer dans un code qu'à mettre en pratique, au moment d'une lutte probable entre le despotisme et l'anarchie; elles déplurent. La proclamation de Junot déplut également. « A quoi bon, » écrivait Napoléon, promettre ce qu'il n'est pas en » votre pouvoir de tenir? La sûreté de l'armée doit » passer avant tout. Désarmez les Portugais, sur- » veillez les Espagnols. » Ces ordres furent promptement exécutés.

Cependant, autant il avait été facile d'envahir un pays qui ne s'était pas défendu, autant il devenait difficile d'y vivre et de s'y maintenir. Le gouvernement avait précédemment pu faire face, non-seulement aux dépenses de la cour, de l'administration, de la marine et de l'armée, même aux contributions énormes si fréquemment payées à la France. Ses ressources à cet égard étaient dans le commerce avantageux que le pays faisait avec l'Angleterre et dans les riches produits de ses provinces d'outre-mer. Les colonies étaient maintenant séparées de la métropole; le commerce avait cessé et la misère succédait à l'opulence; les subsistances tirées de l'étranger n'arrivaient plus, ni pour les habitants, ni pour l'armée française, et l'on poussa l'ineptie, commandée par le cabinet des Tuileries, jusqu'à défendre l'exportation des vins de Porto, seule et dernière ressource du pays.

Les Français se consolaient de ces maux, dont ils allaient eux-mêmes souffrir, en se livrant à des con-

cussions et pillages sans frein comme sans pudeur. Ce qu'il y avait de curieux alors, c'est que, au sein de tant de désordres, des intrigants politiques s'occupaient de la nomination d'un roi, pour un État impossible à conserver. Lagarde, chef d'une police tracassière, qui cependant ne savait rien de ce qu'elle eût dû savoir, Geouffre, Legoy et quelques autres affidés de Junot, secondés par le Portugais comte Da-Ega, cherchaient à se faire des partisans dans le clergé et les provinces, afin de couronner le général en chef. Un contre-parti, composé de négociants français et dans lequel figura C... N..., manifestait le désir d'avoir pour monarque un membre de la famille de Napoléon : les vrais Pourtugais craignaient également le triomphe de l'une ou de l'autre de ces niaises menées, auxquelles mirent bientôt fin des insurrections qui éclatèrent de toutes parts, et Junot ne recueillit de sa folle ambition que le vain titre de duc d'Abrantès, tout en le célébrant par la farce révolutionnaire de la destruction du château de ce nom, qu'il fit abattre comme œuvre et monument de féodalité.

Le prince régent avait, le 1er mai 1808, publié une déclaration dont nous donnerons la substance, parce qu'à cette époque elle fut absolument inconnue en France, qu'elle ne pénétra pas même à Lisbonne, et ne parvint que dans les provinces portugaises où elle encouragea l'insurrection. Il y était dit : « La cour de Portugal croit devoir à sa dignité » l'exposé de sa conduite, afin que l'Europe, ses » sujets et la postérité puissent juger la pureté de

» ses principes. C'est par des faits tracés avec modé-
» ration qu'elle réveillera l'attention de ceux qui
» désireraient n'être point victimes d'une ambition
» démesurée. Ennemi d'une révolution qui frappa
» un vertueux monarque, le Portugal secourut l'Es-
» pagne comme auxiliaire ; mais en 1793, un minis-
» tre français fut accueilli, et son gouvernement n'en
» avait pas moins capturé des navires portugais
» sans déclaration de guerre. Il remplit les obliga-
» tions imposées à Badajoz en 1801, paya de sacri-
» fices nouveaux sa neutralité en 1804, et la France
» exigea pourtant une déclaration de guerre contre
» l'Angleterre, dont le cabinet de Lisbonne n'avait
» nullement à se plaindre, et qui ne réclamait pas
» même contre les secours donnés à l'escadre sur
» laquelle Jérôme Bonaparte était monté, tandis
» qu'il en refusait aux escadres britanniques. D'ail-
» leurs l'alliance du Portugal avec l'Angleterre était
» utile à la France qui, par cette voie, recevait des
» denrées coloniales nécessaires à son industrie ma-
» nufacturière et dont les désastres de sa marine
» l'eussent privée. L'on devait donc se flatter qu'une
» neutralité fondée sur de tels intérêts et sur des
» traités serait respectée ; mais M. de Talleyrand
» annonça en 1806 l'invasion du Portugal qui, ras-
» suré par un ministre français, refusa les secours
» de son fidèle allié. Bientôt on fit au cabinet de Lis-
» bonne des propositions rigoureuses, et sans atten-
» dre sa réponse, on saisit les navires portugais et
» l'on commença les hostilités sans déclaration préa-
» lable. Le prince régent ne pouvant croire sérieu-

» sement à des exigences qui compromettaient son » honneur, se résolut à transporter le siége de son » gouvernement au Brésil pour épargner le sang de » ses peuples et tromper les vues de l'ennemi, qui » étaient de *s'emparer de sa personne et de celles* » *de sa famille pour partager ses États*. Il effec- » tua son départ. Il expose maintenant ici les vues » d'un gouvernement qui vise à dominer l'Europe » et qui y parviendra *si les grandes puissances* » *enfin réveillées ne font cause commune contre* » *son insatiable ambition*. Son Altesse Royale a » appris avec horreur la dévastation du Portugal, » la persécution de ses fidèles serviteurs et le mépris » pour ses droits qu'elle ne cèdera jamais ; elle de- » mande dans quel code des nations on a puisé les » principes d'actes semblables. Son Altesse Royale » termine cet exposé en déclarant rompue toute » communication avec la France ; elle déclare tous » les traités antérieurement faits avec cette puis- » sance comme non avenus, et autorise ses sujets à » armer contre elle ; elle ne conclura la paix que de » concert avec l'Angleterre, et ne consentira en » aucun cas à la cession du Portugal, son plus an- » cien héritage. »

Le gouvernement britannique, après avoir contribué à sauver la famille royale, s'était contenté de *protéger* les ennemis de la France, sans oser encore hasarder une lutte entre ses troupes et les armées françaises ; mais Junot devint pour lui un puissant auxiliaire par les excès auxquels ce général et les siens se portèrent. Tout présageait une explosion ;

vait qu'après de longues hésitations, des projets tour à tour adoptés et suspendus, le cabinet de Saint-James s'était enfin décidé à secourir le Portugal ; qu'à cet effet une expédition tenait déjà la mer. On l'attendait avec impatience ; mais, quoiqu'on en fût instruit par des correspondances particulières et que l'avis en eût circulé parmi un grand nombre d'habitants de Lisbonne, l'adresse et la discrétion des conspirateurs furent telles que la police française n'eut aucune connaissance, ni de ces faits si importants au salut de l'armée, ni des relations continuelles qui s'étaient établies entre la ville et la station anglaise. Aussi Junot et les siens restaient-ils dans une fatale sécurité au moment où la mine était chargée sous leurs pas. Il avait bien été tenu quelques propos sur l'idée d'un secours étranger, mais d'une manière si vague et depuis un si long temps, que l'autorité les avait pris pour des désirs plutôt que pour des espérances. Il en résulta que la première nouvelle du débarquement des Anglais fut d'abord rejetée comme absurde, et que l'on fut plusieurs jours avant de se convaincre de sa réalité, car toute correspondance était interrompue entre Lisbonne et le lieu où s'effectuait le débarquement.

En effet, sir Arthur Wellesley, à peine arrivé en vue des côtés de la Péninsule, s'était personnellement rendu à la Corogne pour s'instruire de l'état des choses ; il y apprit à quel point le ministère britannique avait été abusé par des exagérations, traits caractéristiques du peuple espagnol. A ces premières déceptions s'en joignirent d'autres, lors

de son arrivée à Porto. Voyant qu'il ne pouvait absolument compter que sur ses propres troupes, et rejetant les impraticables instructions données par lord Castlreagh, qui étaient de forcer l'entrée du Tage, malgré une ligne d'embossage soutenue de l'artillerie des forts et défendue par une armée plus forte que la sienne, il parut à l'embouchure du Mondego le 1er août, jour où le roi Joseph évacuait Madrid, et y débarqua sous la protection du fort de Figuera, qu'un intrépide étudiant de l'université de Coïmbre avait surpris.

Ce débarquement fut opéré en dépit des difficultés qu'y opposèrent les vents, les flots et la nature de la plage, et terminé le cinquième jour, où arriva un renfort de cinq mille hommes qui ne put être mis à terre avant le 8; toute l'armée, forte de treize mille hommes, se mit en marche le 9. Junot, instruit enfin, par la joie même des Portugais, de ces événements auxquels avec plus de surveillance et d'activité il eût pu mettre obstacle, dut alors se suffire à lui-même. Dupont avait succombé en Andalousie, et Bessières, en dépit de ses premiers succès, s'était vu forcé à se reployer sur Burgos; Junot était ainsi privé de tout secours, en même temps que de toute communication avec sa base d'opération. L'on ne s'inquiéta cependant point de l'approche de l'ennemi, dans la persuasion où l'on était que les Anglais, invincibles sur mer, étaient incapables, avec des forces même supérieures, de résister sur terre à des troupes françaises accoutumées à la victoire et conduites par d'habiles chefs;

mieux nourri, le mieux approvisionné et soigné de tous ceux de l'Europe. Enfin le Français obéit conformément à sa propre pensée, l'Anglais avec une complète abnégation de la sienne; l'un juge ses chefs, l'autre est aveuglément soumis.

Un général doit étudier le caractère de ses troupes; car c'est de la nature de l'instrument que résulte l'emploi qu'on en peut faire. Ce mérite, aussi rare que précieux, sir Arthur le possédait au plus haut degré; aussi le vit-on sans cesse exécuter tout ce qui était possible et jamais tenter ce qui ne l'était point. Rectitude de pensée et d'action nécessaire surtout chez un général anglais, responsable devant une opinion sévère et jalouse, tant de ses opérations militaires que du salut possible de ceux qu'il commande; double chaîne dont sont affranchis les généraux français, toujours absous par le succès des sanglants sacrifices d'hommes qu'ils se permettent, de l'abandon de leurs blessés devenus inutiles à leur gloire, et d'autres monstruosités sur lesquelles la pensée ne se repose qu'avec un frémissement d'horreur (1). Il n'en était pas ainsi de sir

(1) Madame d'Abrantès (tom. XIII, pag. 44 de ses *Mémoires*) dit qu'étant allée voir passer les prisonniers espagnols d'Astorga, elle entendit des coups de fusil, qu'elle en demanda la cause et qu'il fut répondu par le commandant de l'escorte: « Ce n'est rien; quelques-uns de ces coquins font semblant de » ne plus pouvoir marcher, *j'ai donné ordre qu'on mît tout en* » *règle*; si on les écoutait, tous seraient boiteux. » Puis il dit clairement qu'on *fusillait ceux qui ne pouvaient pas marcher*.

Arthur Wellesley qui, avec autant de confiance que d'audace, avait préparé et pressé l'expédition du Portugal, exécutée avec lenteur et timidité par le gouvernement britannique. Son débarquement eut lieu au moment où Junot, qui aurait dû le prévoir, et qui cependant ne s'y attendait point, avait divisé ses forces pour étouffer des insurrections multipliées; aussi ce dernier se hâta-t-il de réunir ce qui lui restait de troupes. Dans ces circonstances si critiques, il ne se manqua pas à lui-même, et fut secondé avec autant d'activité et de talent par ses généraux que de vigueur par ses soldats.

Les paysans de l'Alentejo, réunis aux Espagnols, menaçaient de s'emparer de la rive gauche du Tage et des hauteurs d'Alméda, ce qui eût paralysé la défense de Lisbonne et compromis les bâtiments de guerre mouillés dans son port. Déjà l'armée anglaise, couverte de droite par sa flotte, marchait vers la capitale; elle aurait pu, après avoir passé le Mondego, filer par Tomar et atteindre le Tage pour se joindre à l'insurrection de l'Alentejo, ou suivre la route de Leiria et d'Alcobaça pour menacer les positions de Cintra et Montachique qui couvraient Lisbonne. La nécessité de ne point s'éloigner de sa flotte, pour en tirer des vivres et faciliter l'arrivée des secours attendus, fit préférer ce dernier parti, et avec d'autant plus de raisons que sir Arthur n'avait pu s'entendre avec le général portugais Bernardin Freire. Ne faisant aucun fond sur les masses portugaises et ne connaissant pas le terrain sur lequel il allait avoir à combattre, il ne marchait

qu'avec lenteur, quoique généralement accueilli par les acclamations populaires; ce qui donna à Junot le temps de rassembler ses forces pour livrer une bataille qui, en cas de succès, le dégageait de son principal ennemi, et, en cas de défaite, lui laissait une retraite facile vers Lisbonne, que les insurgés hésitaient à insulter et dont les habitants attendaient prudemment leur salut de l'armée anglaise.

Le général Laborde, qui ne se méprit pas sur les intentions de sir Arthur, surveilla sa marche dans la route directe qu'il suivait, se retira devant son avant-garde et prit position en arrière d'Obidos, pour laisser au général Loison, qui ravageait alors l'Alentejo, le temps de se joindre à lui. Il n'avait que cinq mille hommes, mais avantageusement postés à Roliça; son ennemi en conduisait treize mille cinq cents. Laborde n'hésita pourtant pas à l'attendre; attaqué de front par un adversaire qui aurait pu le tourner, il se défendit avec autant de vigueur que de talents, et fit sa retraite en bon ordre devant un vainqueur qui ne put le suivre faute de cavalerie. Cette première action eut lieu le 17 août, jour où le général espagnol la Romana s'évadait du Danemarck avec la plus grande partie de son armée. L'héroïque résistance de Laborde eût été plus meurtrière encore pour les Anglais, si le général Loison, qui ne fit qu'en sept jours les dix-huit lieues de pays qu'il avait à franchir, fût, dès le 16, comme il le pouvait, arrivé à sa position de Roliça; mais elle n'en donna pas moins à Junot le

temps de réunir ses forces; celles de sir Arthur s'accrurent, après la bataille, de deux nouvelles divisions, qui portèrent son armée à plus de dix-huit mille hommes. Il apprit alors que le bâtiment monté par sir Harry Burrard était dans la rade de Maceira, se rendit à son bord et lui soumit son intention de prendre l'offensive, dont le succès lui semblait sûr, tandis que sir John Moore, qu'on attendait, se porterait sur Almeida, pour couper toute retraite à l'ennemi. Mais sir Harry, qui prenait sa timidité pour de la prudence, s'opposa à tout combat nouveau, quoique sir Arthur lui démontrât que s'il n'attaquait pas il serait prochainement attaqué, ce qui arriva en effet. Junot devait à sa position et à l'honneur français de tenter les hasards d'un combat où, du moins, il ne succomberait pas avec honte.

En quittant Lisbonne, Junot invitait les Portugais à la tranquillité, dans une proclam tion où il leur disait « que la prospérité et la gloire de leur » cité et du royaume étaient ce que désiraient les » Français; que l'Espagne souhaitait d'envahir le » Portugal, l'Angleterre de détruire leur port et » leur marine, et de causer la ruine de Lisbonne. » Ces déclamations ne pouvaient produire aucun effet; mais Junot fit mieux en confiant la police de la capitale, au général Travot, qui s'y était fait généralement estimer; puis les Portugais ne voulaient pas compromettre le sort d'une question qui allait être décidée par les armes; elle le fut, le 21 août, à Vimieiro, où Junot, ainsi que les siens, traînaient à leur suite une immense quantité de fourgons char-

gés des plus précieuses dépouilles du Portugal, afin de pouvoir, en cas de défaite, capituler en conservant leurs bagages.

L'attaque fut vigoureuse, la défense intrépide, le combat acharné et sanglant. Junot y déploya la plus téméraire audace; Laborde, Bernier, Kellermann des talents distingués; l'armée entière une valeur héroïque; mais ces qualités, dignes d'admiration, échouaient devant la calme intrépidité anglaise et la froide intelligence de sir Arthur, dont l'armée, forte de plus de dix-huit mille hommes, mais presque sans cavalerie et n'ayant que dix-huit pièces de canon, était assaillie par les Français avec treize mille deux cent quatre-vingt-six hommes, dont une cavalerie nombreuse, et avec une puissante artillerie.

Le général anglais, vainqueur sur toute la ligne, avait déjà donné au général Fergusson l'ordre de marcher sur Torres-Vedras, pour couper de Lisbonne l'armée française encombrée de bagages, tandis que l'armée anglaise en retarderait la marche en la suivant avec activité; mais sir Harry Burrard arrêta ce mouvement et empêcha les vainqueurs de profiter de leur victoire, dont les trophées furent treize pièces de canon, et, en prisonniers, un général et quelques centaines d'hommes. Sir Harry facilita ainsi une retraite qui, commencée tumultuairement, se continua avec ordre et sécurité. Sir Arthur, obéissant à regret, dit alors à ses officiers en voilant son dépit d'une feinte légèreté : « Allons, messieurs, nous n'avons plus

» rien à faire que de tirer des perdrix rouges, très-abondantes dans ce pays. »

Ainsi se termina, le 21 août, une campagne sur laquelle nous avons cru devoir donner plus de détails que sur les précédentes, parce qu'elle fut le début d'une lutte qui allait durer huit années consécutives, lutte dans laquelle les deux nations, en s'inspirant une estime mutuelle, devaient s'honorer elles-mêmes, chacune sentant que si, dans les combats qu'elle aurait à livrer, le triomphe pouvait s'embellir d'une auréole de gloire, la défaite aussi y serait exempte de honte.

Sir Harry avait à peine commis une seconde et impardonnable erreur, que sir Hew-Dalrymple vint prendre le commandement en chef d'une armée pour laquelle il n'était plus temps de se porter sur les points qui couvraient Lisbonne et qui donnaient à Junot les moyens d'obtenir une favorable capitulation. Peut-être eût-il encore pu, avec une armée renforcée d'un tiers, le forcer à mettre bas les armes ; mais il eût fallu livrer des combats sanglants, perdre un temps précieux, retarder la délivrance du Portugal et ajourner l'espoir de seconder les Espagnols. Ces considérations firent accueillir, de la part de Junot, une offre de capitulation qui prouvait son impuissance de résister à ses ennemis (1). Sir Arthur ne s'y opposa point, vu la faute

(1) Louis Bonaparte parle ainsi de la bataille de Vimieiro (*Documents sur la Hollande*, tom. II, pag. 302) : « Une » armée anglaise débarqua en Portugal ; Junot la bat» tit, etc. »

qu'on avait faite de ne pas poursuivre l'ennemi après sa défaite ; sir Hew-Dalrymple en prit sur lui toute la responsabilité, et elle fut signée le 30 août, par Georges Murray et Kellermann, et ratifiée le lendemain.

Par cette convention, qui fit vivement blâmer à Londres les vainqueurs et à Paris les vaincus, vingt-sept à vingt-huit mille hommes devaient être transportés en France avec armes, bagages et artillerie (1). Quant à la flotte russe qui, montée de dix mille marins, était demeurée simple spectatrice des opérations militaires, l'amiral Siniavin, par une capitulation particulière, la livra aux Anglais à titre de dépôt, à la condition qu'elle serait rendue à la Russie lors de la paix entre les deux puissances.

Pour donner ici les détails de l'évacuation de Lisbonne par les troupes françaises, nous ne pouvons rien faire de mieux que de copier la lettre suivante, adressée à un haut personnage par un témoin oculaire : « Rien ne prouve à quel point les perturba-» tions politiques amènent à leur suite de funestes » effets, changent la direction des idées, exaltent » les ambitions sur des droits acquis par les services » rendus, ou quelquefois imaginaires, comme ce » qui se passe maintenant ici. Les Anglais, presque » abandonnés des Portugais armés et équipés par » eux, avaient sans doute seuls le droit de traiter » avec un ennemi que seuls ils avaient vaincu. Les

(1) Voyez la pièce justificative E.

» populations rurales, les habitants de la capitale,
» les accueillent avec ivresse ; on les attendait
» comme des libérateurs; ils sont bénis par les sol-
» dats espagnols dont ils brisent les fers. Eh bien !
» à la lueur même des feux de joie qui s'allument de
» toutes parts, ne voit-on pas la junte de Porto,
» dans son délire monarchiquement révolutionnaire,
» prétendre, de sa propre autorité, représenter le
» pays, gouverner l'État et transporter chez elle le
» siége de l'administration? Ne voit-on pas nombre
» de Portugais, paisibles spectateurs de la lutte, se
» plaindre amèrement de ceux qui les rendent à la
» liberté et crier à la trahison, parce qu'on a traité
» sans leur concours? Sir Hew-Dalrymple a ré-
» pondu à ces plaintes par l'observation que sa con-
» vention était purement militaire; qu'il n'existait
» point en Portugal de gouvernement de droit, et
» même de fait, légalement autorisé à traiter; par
» la demande enfin que lui adressait Castanos d'une
» prompte coopération, que rendrait impossible
» *tout retard* dans les négociations; il a opposé aux
» ambitieuses prétentions de la junte de Porto les
» principes de la légitimité monarchique, qui exi-
» geaient la réintégration de la régence nommée par
» le prince lors de son départ pour le Brésil. Il a
» étouffé ainsi de dangereuses semences d'anarchie,
» et le bonheur général, les bénédictions du pauvre
» même l'ont emporté bientôt sur d'absurdes exi-
» gences. Mais les biens dont on jouit n'ont cepen-
» dant pas été sans mélange, ni les murmures sans
» excuses; car, à titre de bagages, nombre de

» Français ont profité de leur dernier séjour à Lis-
» bonne pour y enlever tout ce qui tombait sous
» leur main; nouveau pillage ajouté à plus de deux
» cents millions déjà enlevés au pays, aussi la pro-
» tection des forces anglaises les a-t-elle préservés
» des plus sanglants outrages. Ce qui a le plus con-
» tribué à irriter le peuple, c'est qu'un des caissons
» de l'armée s'étant brisé tandis qu'on le portait à
» bord, on a vu s'en échapper des vases sacrés, et
» pour prévenir des troubles, le général anglais a
» établi une commission tripartie française, anglaise
» et portugaise, chargée de prononcer sur la légi-
» timité des réclamations faites par les habitants.
» Nombre de spoliateurs se sont vus forcés à d'hu-
» miliantes, mais incomplètes restitutions. Ce scan-
» dale n'a pas atteint quelques hommes de bien, et
» notamment l'intègre Hermann et le général Travot,
» à qui la tranquillité de Lisbonne avait été confiée
» durant la bataille de Vimieiro. Cependant des
» méfiances étouffées sans être éteintes fermentent
» encore sourdement à l'égard du gouvernement
» britannique, et il faudra de nombreux et imminents
» services pour en faire totalement disparaître jus-
» qu'aux dernières traces. Au reste, c'est un grand
» et fécond événement politique que cette lutte nou-
» velle et inattendue.

A peine Dumouriez eut-il connu les premiers événements du Portugal, que cet homme, qui jadis avait exploré ce pays en observateur politique et militaire, se hâta d'offrir ses services au cabinet de Saint-James. Presque septuagénaire, mais conser-

vant encore tout le feu du jeune âge, il brûlait du désir de reparaître avec éclat sur la scène du monde. Ses démarches multipliées furent infructueuses à Londres, comme l'avaient été celles successivement faites par lui à Saint-Pétersbourg et à Berlin. Ses vues se dirigèrent alors vers l'Espagne qui refusa de l'accueillir personnellement, quoiqu'elle adoptât son plan de guerre, traduit en espagnol sous le titre de *Partidas de Guerillas*, et c'est d'après le conseil qu'il y donnait de préférer l'emploi des bandes de partisans au système des grandes armées et des batailles, que l'Espagne obtint ses héroïques succès et que la France éprouva ses ruineux désastres. Cet intrigant n'était pas le seul que la junte avait eu à repousser. Des tentatives précédemment faites pour des princes de la maison de Bourbon échouèrent devant la prévoyante sagesse du gouvernement britannique. Un agent sicilien nommé Robertoni travailla à Séville pour faire décerner la régence au prince Léopold de Naples ; Castanos parut favorable à ce projet, mais sir Hew-Dalrymple fit chasser l'émissaire et fut approuvé par son gouvernement. Plus tard, le duc d'Orléans demanda à être transporté en Espagne pour y servir contre Napoléon la cause de sa famille (1), et l'ambassadeur britannique en Sicile écrivit, le 24 juillet, à sir Hew-Dalrymple que don Léopold et son cousin se présenteraient aux Espagnols *comme soldats* et accepteraient *telle situation*

(1) Lettre de M. Drummond à sir Alexandre Bati, datée de Palerme, du 4 juillet 1808.

qui serait jugée convenable à leur illustre rang. Ils arrivèrent à Gibraltar, le 9 août, environnés d'une cour nombreuse ; mais Dalrymphe, qui n'était pas encore parti pour son commandement de Portugal, prévoyant les embarras que causeraient les deux princes, dont l'un demanderait hautement la régence pour son père, et dont l'autre la solliciterait secrètement pour lui-même, refusa de les laisser débarquer. Il lui semblait d'ailleurs aussi inconvenant que dangereux, de voir, au sein des dissentiments qui divisaient déjà les juntes provinciales, celle de Séville, qu'on ne voulait point reconnaître en qualité de junte suprême, s'arroger le droit de nommer seule un régent. Cependant, le capitaine de vaisseau qui avait amené les deux princes refusant de les reconduire en Sicile, le duc d'Orléans descendit à terre et ne fut reçu que comme hôte. Castlereagh, nullement engagé dans cette intrigue, et n'agissant pas de concert avec Canning, donna au nom du roi son assentiment à la conduite de Dalrymple.

Le prince français ne s'en tint cependant point à cette démarche infructueuse. Le chevalier de Broval, qui s'était noblement attaché à sa fortune de proscrit, se rendit à Séville, où il employa toutes les ressources de son esprit pour y faire des partisans à celui dont il avait autrefois été sous-gouverneur. Homme de bien, quoique réellement ambitieux sous un air de modestie désintéressée; adroit et fin sous un voile de candeur; observateur éclairé, confiant avec mesure, fidèle à sa religion, ce qui; au-

près des Espagnols, servait ses vues politiques; soufflé, quant aux rapports militaires, par Dumouriez, qui espérait se reproduire sous les auspices d'un prince jeune et sans expérience, à la faction duquel il s'était voué dès l'origine de la révolution française; Broval, qui avait été connu à Londres du ministre Canning et s'en était fait estimer, était secrètement autorisé et secondé par lui dans sa délicate mission; chose inconnue au reste du cabinet.

Canning avait été conduit à cette intrigue par l'opinion qu'il s'était faite des affaires et des hommes de la Péninsule, où il voyait une nation dépourvue d'un ordre quelconque sur lequel on pût se reposer, et sans chef avec lequel il fût possible de traiter en toute sécurité. Il voulait donc donner à cette contrée un régent dont les opinions fussent plus favorables aux intérêts de l'Angleterre que ne le paraissaient ceux qui gouvernaient alors; il espérait bien affranchir les Espagnols de la domination française, mais en les plaçant sous celle du gouvernement britannique, et ne perdait pas de vue le projet de faire occuper Cadix par une garnison anglaise, ce que la junte de Séville n'avait jamais voulu permettre. Ainsi, recommandé et soutenu, Broval approcha lentement, mais d'un pas sûr, du but vers lequel il tendait, et y fût victorieusement parvenu sans les obstacles que sir Arthur et les siens crurent devoir jeter devant une ambition que masquait le double intérêt de famille et de légitimité.

La cour de Palerme n'était pas la seule qui convoitât le pouvoir délaissé par Ferdinand VII. Tandis

que celui-ci abdiquait à Bayonne, sa sœur, la princesse du Brésil, adressait, le 19 avril, aux provinces espagnoles d'outre-mer une déclaration qui portait : « Je me crois suffisamment autorisée et obligée à » exercer les fonctions de la famille d'Espagne » existante en Europe, comme leur plus proche » représentante, envers ses fidèles et bien-aimés su- » jets sur le continent de l'Amérique. D'après ces » principes, il m'a paru très-urgent de vous adres- » ser un manifeste par lequel je déclare nulle la » cession que le roi don Carlos IV, ainsi que tous » les autres membres de la famille royale, ont » faite en faveur de l'empereur ou chef des Fran- » çais. »

Les vieilles prétentions de l'Autriche s'étant aussi réveillées, elle entretint des agents secrets à Séville (1). L'archiduc Charles y comptait des partisans, séduits par l'espoir que cette puissance adopterait leur cause. Les autres puissances européennes, celles même qui étaient volontairement ou forcément alliées de la France, y entretenaient également des agents affidés pour être journellement instruites des événements de la Péninsule, de l'esprit dont était animé le peuple espagnol, des talents de ses chefs

(1) L'Autriche envoya même alors secrètement en Espagne, comme agent militaire, le colonel Crossard, qui, dans ses Mémoires, a parlé fort longuement de sa mission, sans donner toutefois à cet égard beaucoup d'éclaircissements politiques.

(*Note de l'éditeur.*)

civils et militaires, de leurs vues, de leurs moyens de résistance et de ce qu'on pouvait en augurer relativement aux intérêts et à la destinée future des puissances continentales. En Prusse, on faisait des vœux mêlés de crainte et d'espoir en faveur de l'insurrection espagnole. Le cabinet russe, plus indifférent à cet égard, en raison de sa sécurité, quels qu'en fussent les résultats, était plus frappé des défaites multipliées des insurgés que de leur inébranlable constance. Alexandre, ne voyant aucune armée se former sur un mode régulier, aucuns talents se manifester parmi les généraux, et l'anarchie régner dans les juntes comme dans les populations, demeurait dans l'expectative et y maintenait le cabinet prussien.

Napoléon, quoique rassuré sur la direction politique du tzar par son habile, zélé et surveillant ambassadeur Caulaincourt, n'était pas sans quelques inquiétudes sur cette guerre d'Espagne, qui dévoila si hautement son caractère, guerre dont il n'avait nullement prévu l'explosion et les dangers. Deux places venaient de résister à de vives attaques dirigées contre elles; deux de ses armées avaient été forcées de capituler avec des insurgés qu'il méprisait, et les Anglais objets de sa haine. Il fallait, pour écraser la Péninsule, y porter des forces immenses, les retirer de l'Allemagne, risquer de voir au nord les sociétés secrètes porter le peuple à imiter l'exemple donné par les Espagnols, et la Prusse chercher ainsi à s'affranchir des accablants tributs qui lui avaient été imposés. Puis, en dépit

de ses protestations amicales, l'Autriche renforçait ses armées; les ministres de la cour de Vienne, et spécialement l'habile comte Metternich, lui inspiraient de la défiance. Le système continental, plaie qu'il s'était faite à lui-même, déjà ruiné dans la Péninsule, était violé dans le Nord où, malgré l'active surveillance des douanes françaises, les marchandises anglaises pénétraient et circulaient, tandis qu'en vertu de deux nouveaux arrêts du conseil, le cabinet britannique ordonnait des représailles contre le Danemarck, la Toscane, Naples, Raguse, les îles Ioniennes, et défendait l'entrée de tout produit français, même des vins et eaux-de-vie, ce qui ruinait toute la France méridionale; enfin, une partie de l'Italie était en proie à des troupes de brigands.

Jamais la diplomatie européenne n'avait été plus active, agissant sous la double influence de l'espoir et de la crainte. Le cabinet de Saint-James mettait en jeu tous les fils de sa politique anti-française, mais ne faisait point, même en faveur de la Péninsule, tout ce que ses intérêts lui eussent commandé; les envois qu'il avait faits dans ce pays, en matériel de guerre et d'équipement, étaient cependant immenses (1); il en annonçait de plus considérables encore, et notamment celui d'un corps de troupes qu'il fallait bien que la France se décidât enfin à considérer comme redoutable. Napoléon devait-il persister dans sa funeste invasion de l'Es-

(1) Voyez la pièce justificative F.

pagne, en retirant ses troupes du Nord, ou se maintenir en force dans le Nord en abandonnant ses prétentions sur l'Espagne? Il fallait, avant de se décider, être assuré des intentions de l'empereur de Russie, que Caulaincourt avait alarmé par une explication inopportune sur le sort de la Pologne. Bien que la paix de Tilsit eût sanctionné d'avance les acquisitions faites ou à faire de part et d'autre, le tzar n'avait pas vu sans inquiétude les discussions de Savary à l'égard de la Turquie, et il ne s'était pas dissimulé les vues secrètes de son allié, en laissant une grande masse de troupes sur ses frontières. L'empereur des Français demanda donc avec instance à celui de Russie une entrevue, et Erfurt fut désigné comme le lieu où ils se réuniraient.

Napoléon n'avait cessé d'inonder l'Allemagne de surveillants occultes, qui lui rendaient compte de tout ce qui pouvait l'y intéresser; l'un d'eux lui mandait de Dresde, le 8 juin 1808 : « Une chaîne » d'intrigants dangereux s'étend de Tœplitz à Vienne, » et de Vienne à Londres. Ils sont en relation avec » M. Gentz et s'efforcent de semer la défiance entre » la France et l'Autriche; s'ils n'égarent pas la cour » de Vienne, ils nourrissent du moins les odieuses » espérances de l'Angleterre et son obstination in- » sensée; » Napoléon s'était donc hâté, dans une circulaire aux princes confédérés, du 28 juill. 1808, de s'exprimer ainsi : « Les armements de l'Autriche » vous sont connus; elle les nie, ce qui prouve des » intentions hostiles; elle répand que je lui de- » mande des provinces, ce qui est faux. Protecteur

» de la Confédération du Rhin, je dois veiller à sa » sûreté; déjà j'ai fait marcher mes troupes; je vous » engage à faire préparer les contingents des grands- » ducs et du collége des princes. » Il félicitait, le 7 septembre, le grand-duc de Bade de la rapidité avec laquelle il avait rassemblé le sien; et ce prince, dans sa réponse, disait : « Que les sacrifices auxquels » il est tenu ont *absorbé* les deux tiers de ses reve- » nus; que les impôts ont été augmentés, que le » mécontentement en est l'effet; que le crédit est » nul, le commerce et la circulation empêchés; » qu'un emprunt ne peut se faire; qu'il supplie » Napoléon de ne point employer son contingent » contre l'Espagne, le soldat y marchant avec répu- » gnance; que les troupes françaises, à leur dernier » passage, ont maltraité toutes les provinces et ont » exigé plus que lorsqu'elles marchaient à l'ennemi; » que les États de la Confédération ne peuvent sou- » tenir longtemps cet armement. » Mais le jour même où Napoléon recevait ces douloureuses plaintes, il invitait le grand-duc à se rendre à Erfurt. Sur quoi son Altesse Royale se confondait (1) en témoignages *de reconnaissance*, quoiqu'on eût gardé le silence sur ses justes réclamations. Telle était la timide soumission des princes confédérés.

Passons sur les détails préliminaires d'étiquette, relativement à cette entrevue d'Erfurt, où les deux empereurs arrivèrent le 27 septembre; ne nous occupons pas non plus des fêtes qui y eurent lieu

(1) Lettre du 19 septembre.

durant leur séjour, et notons les objets les plus importants traités dans cette réunion solennelle, où les princes allemands accoururent de toutes parts pour offrir leurs humbles hommages aux deux puissants monarques, et principalement à Napoléon. C'étaient, outre les rois de Saxe, de Bavière et de Wurtemberg, soixante-onze autres princes ou seigneurs du premier ordre, et parmi les ministres des cours européennes, avec l'empereur Alexandre, Romanzoff, Tolstoï et Speranski, âmes damnées de Napoléon; avec celui-ci, Caulaincourt, Champagny, Maret duc de Bassano, Savary, Bourgoing. La Prusse y était représentée par le comte de Goltz, et l'empereur d'Autriche par le baron de Vincent; car l'empereur des Français en avait particulièrement exclus le comte Metternich, dont, bien plus qu'il ne se l'avouait, il redoutait la pénétration. L'empereur d'Autriche ne put ou ne voulut point se rendre à cette réunion; il adressa, en date du 18 septembre, à l'empereur des Français, une lettre dans laquelle il l'assurait de ses *sentiments inviolables, si contraires aux fausses représentations répandues par les institutions internes de la monarchie et qui auraient dû être éclaircies par le comte Metternich.* Cette déclaration officielle lui était apportée par ce même baron de Vincent, dont il avait su apprécier également les talents et la loyauté à Campo-Formio, à Paris, après le traité de Presbourg, et à Varsovie; elle émanait d'un prince loyal et vertueux, ami de la paix et trop soigneux du bonheur de son peuple pour entamer une guerre nouvelle sans une

extrême nécessité. Cependant il refusa d'y croire, et dans une audience donnée au baron de Vincent, il fut animé d'une rage telle qu'il jeta et foula aux pieds son chapeau; mais il échoua devant le sang-froid de celui qu'il voulait intimider, et crut ou feignit de croire ce qu'il désirait, afin de gagner du temps, et il notifia donc au roi de Bavière, le 12 octobre, qu'il pouvait faire rentrer son contingent; mais il insinuait par son ministre à la cour de Vienne, « que les corps seraient renforcés et les troupes de » la Confédération remises en situation hostile tou- » tes les fois que l'Autriche ferait des armements » extraordinaires. »

Le roi de Prusse ne vint pas non plus à Erfurt, mais ses intérêts y avaient pour défenseur l'empereur Alexandre; et Napoléon, qui voulait amadouer son allié, se relâcha, à sa demande, de quelques-unes de ses prétentions. Ce n'était qu'un très-léger allégement à des charges exorbitantes, mais une forme de payement plus facile, qui consistait en cinquante millions de francs, reçus par Daru le 5 novembre, et soixante-dix millions de francs en lettres de change ou obligations garanties par les provinces, et qui devaient être échangées après six mois contre des mandats hypothécaires sur les domaines de la couronne. En vertu de cette convention, signée par le comte de Goltz, les caisses publiques du royaume furent remises aux mains des employés royaux.

Ce n'était encore là que le prélude des grandes affaires qui devaient être traitées entre les deux

hommes les plus fins peut-être, et sans aucun doute les plus puissants que l'époque actuelle ait vus lutter de politique et d'adresse. Il fut surtout question à Erfurt des affaires de Turquie, de Suède, de Pologne, d'Espagne et d'Autriche. Nous allons en parler successivement.

L'empereur Alexandre avait persisté dans la guerre contre la Turquie, en dépit des notes et insinuations du cabinet des Tuileries, mais sans succès marquants, ni sous le court et passager commandement du général Mayendorff, ni sous celui plus long du général Ouvaroff, dont l'ineptie ruina presque sans combats une brillante armée. Le tzar cependant se flattait encore de le conquête entière de l'empire ottoman, et cherchait à y faire consentir Napoléon, qui ne cessait de s'y refuser, comme le monarque russe se refusait de son côté à la réunion des Eglises grecque et latine, que le souverain français eût ainsi placées toutes deux sous sa domination; mais celui-ci ne s'opposait plus à l'occupation, non effectuée encore, des deux hospodararts, moyen de maintenir les Russes dans un état de lutte militaire favorable à sa propre puissance.

Quant à la guerre de Suède, commencée le 7 février 1808, par une armée russe qui envahit la Finlande, sous les ordres du général comte Buxhowden, le prétexte en avait été le refus de Gustave Adolphe d'accéder au système continental, qui eût ruiné son pays. Les intrigues du transfuge Sprengsporten ne purent ébranler la fidélité des Finlandais; mais l'amiral Cronstedt rendit Sweaborg, ce Gibral-

tar du Nord, qui n'avait point été régulièrement attaqué et dont la délivrance eût été assurée par la fonte des glaces, et il livra aux Russes une belle flottille et des munitions immenses; aussi se réfugia-t-il alors en Russie avec sa famille. Le feldmaréchal Kingspor, commandant en chef de l'armée suédoise, se retira donc contre des forces supérieures, mais avec vigueur et talent, et signa un armistice qu'Alexandre refusa de ratifier. Pour faire persister le tzar dans cette détermination, afin de le voir simultanément occupé au nord et au midi de son empire, Napoléon convint avec lui d'un partage du royaume de Suède entre la Russie et le Danemarck. *La rivière de Motala, et la cime des montagnes qui de ses bords se dirigent vers la mer*, devaient former la ligne de démarcation des deux États; moyen de diviser, en les rapprochant ainsi, deux cabinets naturellement alliés. Alexandre plus habile encore que son émule, se contenta de convoiter la seule Finlande et de travailler au détrônement du roi, mais non de la maison royale de Suède.

Le sort de la Pologne était un objet du plus grand intérêt pour la Russie, et Napoléon se prononça à cet égard de la manière la plus conforme aux vœux du tzar, ce qui satisfaisait aussi l'Autriche dont on ne voulait pas éveiller l'inquiétude, et la Prusse dont les peuples étaient plus irrités qu'accablés de leurs désastres. Aussi Alexandre n'hésita-t-il pas à reconnaître les stipulations de Bayonne, l'intronisation de Joseph à Madrid et celle de Murat à Naples, ainsi que l'acquisition de l'Étrurie; car, devant avoir

principalement en vue les intérêts de son empire, depuis que ceux de l'Europe, qu'il avait défendus si héroïquement, avaient été comprimés par la désunion de ceux qui eussent dû s'armer en leur faveur, il lui était aussi utile de voir l'empereur des Français sérieusement engagé au Midi qu'il importait à celui-ci de rendre la Russie inhostile contre lui, en raison des deux guerres qu'elle avait à soutenir et aussi en raison de la promesse qu'il obtenait du tzar, que, dans le cas où la France serait forcée de faire la guerre à l'Autriche, ce prince attaquerait de son côté cette puissance avec cinquante mille hommes.

Mais un dernier objet qui touchait Napoléon aussi vivement que ceux ci-devant exposés, était une alliance de famille; depuis longtemps il projetait de répudier l'impératrice Joséphine. Il fut donc question de son mariage avec la grande duchesse Catherine Paolowna, sœur chérie d'Alexandre, princesse aussi distinguée par son esprit et son caractère que par sa figure. Le tzar ne s'y refusa pas ouvertement, mais en référa, non à la tzarewna, dont la brûlante ambition eût peut-être accueilli cette demande, mais à l'impératrice-mère qui, dit-il à Napoléon, était exclusivement chargée de toutes les affaires de ce genre. Cette princesse repoussa la proposition, et pour qu'on ne la réitérât plus, elle se hâta de marier sa fille au prince d'Oldenbourg.

Le 12 octobre, les deux empereurs écrivirent au roi d'Angleterre pour l'inviter à la paix, *afin*, disaient-ils, *de faire cesser cet état d'agitation et*

de malheur où l'interruption du commerce maritime a placé les plus grands peuples ; et affermir le bonheur de cette génération à la tête de laquelle la Providence nous a placés. Dans sa lettre d'envoi au ministre anglais Canning, le comte Romanzoff assurait que l'*union des deux empereurs était à l'abri de tout changement, et formée pour la paix comme pour la guerre ;* que, quant aux bases de négociation, Leurs Majestés ne trouvaient pas d'inconvénient à adopter toutes celles proposées par l'Angleterre, savoir l'*uti possidetis.* Champagny faisait dans la sienne la même proposition.

Canning répondit le 26 à Romanzoff, que S. M. Britannique ne pouvait répondre comme elle l'eût désiré à une communication particulière, d'après les formes dans lesquelles elle lui était parvenue, sans reconnaître en même temps des titres que le roi n'avait pas *reconnus ;* qu'elle s'empresserait de communiquer à S. M. Suédoise *et au gouvernement de l'Espagne* les propositions qui lui étaient faites, persuadée que Sa Majesté Impériale ne saurait *être induite à sanctionner des usurpations dont le principe n'est pas moins injuste que l'exemple dangereux pour les souverains légitimes.* A cette dernière réflexion près, sa réponse à Champagny fut absolument la même. La note qui y était jointe portait que le roi *a toujours désiré une paix générale à des conditions compatibles avec la dignité de sa couronne, la fidélité à ses engagements et la sûreté permanente de l'Europe ; que la guerre dans laquelle Sa Majesté est engagée n'a été pro-*

longde que parce que ses ennemis n'ont présenté aucuns moyens honorables et sûrs de la terminer; que, d'après les engagements personnels de Sa Majesté, les intérêts du Portugal et de la Sicile sont confiés à sa protection; qu'elle est liée au roi de Suède aussi bien *pour la paix que pour la guerre;* que, par rapport à l'Espagne, elle *a contracté, à la face de l'univers, des engagements non moins sacrés;* qu'elle est donc persuadée que, dans les ouvertures qui lui sont faites, de telles relations ont été *prises en considération.*

Romanzoff répliqua le 16 novembre, de Paris où il s'était rendu, que la France et la Russie admettraient *sans difficulté* le concours au congrès des *rois alliés* de Sa Majesté Britannique, mais non les *plénipotentiaires des insurgés espagnols;* que l'empereur de Russie était résolu *à ne pas séparer ses intérêts* de ceux de Napoléon.

Dans une contre-note de Champagny, en date du 18, dépourvue de toutes convenances, il supposé que le gouvernement anglais, a pris pour *faiblesse, ou besoin,* une démarche dictée par l'*esprit de paix et de modération.* Il s'étonne qu'on veuille admettre les *insurgés espagnols*; il demande ce qu'on eût pensé de la proposition d'admettre également les *insurgés d'Irlande,* avec qui *la France a aussi des rapports;* il dit que l'Angleterre serait dans une *étrange erreur* si elle avait l'idée *de lutter avec avantage sur le continent contre les armées françaises;* enfin il admet au nom de son maître les rois qui règnent au Brésil, en Suède, en Sicile,

et consent à prendre pour base l'*uti possidetis*.

Dans ses deux notes officielles du 9 décembre, Georges Canning, en s'adressant au comte Romanzoff, exprime la surprise que Sa Majesté Impériale ait conçu l'idée d'une pacification générale, en commençant par l'*abandon de la cause espagnole et de la monarchie légitime*. Le roi avait espéré que les ouvertures faites *par la Russie seraient une garantie contre la proposition d'une condition aussi injuste;* il n'imaginait pas sur quel principe Sa Majesté Impériale a pu être contrainte à reconnaître le droit que la *France s'arroge de déposer et d'emprisonner des souverains;* que si l'empereur de Russie a engagé son honneur et les ressources de son empire pour soutenir de tels principes, Sa Majesté Britannique ne pourra attribuer la prolongation des calamités de la guerre qu'au refus d'une paix honorable et juste.

Dans sa note à Champagny, Canning, s'abstenant de toute réponse à des expressions insultantes, se contentait de déclarer les regrets éprouvés par le roi de ne pas voir son désir de la paix se réaliser, sa ferme résolution de ne point abandonner *la cause espagnole*, et sa constante intention de ne jamais consentir à *une usurpation à laquelle on ne peut rien comparer dans l'histoire du monde*.

On fut assez généralement persuadé que la seule intention de l'empereur des Français était, à cette époque, de manifester hautement son intime alliance avec l'empereur de Russie, et de faire, indirectement du moins, reconnaître son titre impérial par l'An-

gleterre, en accolant sa signature à celle du tzar; mais les gens placés de manière à être parfaitement instruits du vœu de ces deux princes ne doutent pas qu'ils désiraient sincèrement la paix; Alexandre pour raviver le commerce languissant de son empire, Napoléon pour avoir la faculté d'écraser la Péninsule par terre et par mer, dès que les Anglais l'auraient abandonnée. Mais ce que celui-ci ne soupçonnait pas, c'est que le ministère britannique, quand même il aurait été plus facilement leurré par les concessions qu'on lui offrait, n'aurait pas eu le pouvoir de commettre une telle lâcheté en présence de l'opinion publique qui y eût vu la flétrissure de l'honneur national.

Les deux monarques s'étaient déjà séparés depuis deux mois quand cette négociation illusoire fut totalement rompue. Les courtisans sont habiles à lire dans les traits et quelquefois dans l'âme de leur maître; ils remarquèrent que si Alexandre et Napoléon avaient hautement manifesté à Erfurt la plus grande union et la plus sincère cordialité, en allant même de part et d'autre au delà des convenances, tous deux, après s'être quittés, parurent moins satisfaits des résultats de leur entrevue qu'ils ne l'avaient espéré.

Persuadés qu'une rupture entre les deux empereurs était, sinon prochaine, du moins inévitable, les éternels ennemis de la France tentèrent de former une alliance nouvelle entre l'Autriche, la Suède, la Prusse et la Russie; il en fut fait, à Paris même, quelques ouvertures au baron de Brokhau-

sen, homme d'un caractère excellent, d'un esprit calme, de mœurs douces, et prudent jusqu'à la timidité, qui n'osa les accueillir. Napoléon se défiait pourtant du ministre prussien, car on conçoit toujours des soupçons sur le compte de ceux qu'on a impitoyablement opprimés. Quant au comte Tolstoi, il éluda toutes les propositions y relatives, et le comte Romanzoff les rejeta formellement ; mais son maître, méfiant sans vouloir le paraître, entretenait déjà à Paris des agents dont nous aurons plus tard à reproduire les rapports secrets.

Tandis qu'avaient lieu ces intrigues plus ou moins voilées, et qu'un voyage à Pétersbourg par la famille royale prussienne était déjà décidé, quoique non encore annoncé, l'état des affaires des Français en Espagne empirait, en dépit de la lenteur que le gouvernement anglais, sous des ministres divisés dans leurs vues, mettait à secourir la Péninsule, et, écoutant les vaines clameurs des bouillants Portugais, soumettait à une cour d'enquête la conduite des généraux libérateurs du Portugal, ce qui empêcha de saisir le moment le plus opportun pour donner un nouvel élan à l'insurrection espagnole.

Cependant le marquis de la Romana, ne voulant pas prêter un serment violateur de ses devoirs, et qui répugnait à la loyauté de ses soldats, était parvenu, avec autant de fermeté que de prudence, à s'échapper du Holstein, ainsi que la plus grande partie de son corps, évasion favorisée par les Anglais qui rendaient ainsi à l'Espagne et des troupes réglées dont elle manquait, et le plus distingué de

ses généraux. Les journaux français l'injurièrent, comme ayant contrevenu à un engagement sacré; cependant, sur l'ordre du général Bernadotte, il ne s'était soumis qu'à le prononcer ainsi : « Comme » *individu* de l'armée espagnole, et *uniquement* » dans la conviction que la nation entière, légale- » ment *représentée*, peut avoir, *en pleine liberté*, » prêté un serment semblable à celui qu'on exige de » nous, *et seulement dans ce cas*, nous jurons » fidélité à Joseph Napoléon. »

L'Espagne entière protestait alors contre les actes *illégaux* de Bayonne; l'exaltation populaire était dans toute sa force, mais non avec cet heureux ensemble si nécessaire à la défense nationale; l'anarchie régnait au sein de ce grand et noble mouvement. Le besoin de la faire cesser était généralement senti; on différait néanmoins dans les moyens d'y parvenir. Les militaires voulaient un régent, les gens de loi voulaient confier le pouvoir au conseil de Castille; des intrigants internes et externes militaient en faveur du premier de ces projets, le second était rejeté par des ambitieux subitement élevés au pouvoir. Cependant il fallait un centre de directions aux opérations militaires et gouvernementales, une autorité généralement reconnue, afin de pouvoir traiter avec l'étranger; et la formation d'une junte centrale, composée de députés des juntes provinciales, fut le *mezzo-termino* auquel on s'arrêta.

Vingt-quatre délégués des juntes d'Aragon, des Asturies, de la Vieille-Castille, de la Catalogne, de

Cordoue, de l'Estramadure, de Grenade, de Jaën, de Mayorque et les îles adjacentes, de Murcie, de Séville, de Tolède et de Valence, se réunirent donc sous la présidence du vieux comte de Florida-Blanca, dont l'administration avait été l'une des gloires de l'Espagne; à sa mort, qui malheureusement eut lieu bientôt, elle fut présidée par le comte d'Astorga, très-digne de lui succéder. Cette junte centrale, installée à Aranjuez le 19 septembre, avait des ministres pour les différentes branches du gouvernement. Elle fit jurer à ses membres, le 24, de défendre la religion, d'être fidèles à Ferdinand VII, à ses droits et *à sa souveraineté;* de protéger les lois au péril de leur vie, de leur sûreté, de leurs propriétés; elle appela aux armes tous les Espagnols de seize ans à quarante-cinq, forma à la hâte quatre-vingt-dix mille hommes d'infanterie et neuf mille de cavalerie. Quant à la manière de les employer, elle prescrivait, conformément aux conseils donnés par Dumouriez, d'éviter tout engagement général, de faire partout une guerre de partisans, de nommer dans chaque province un général en chef qui dirigerait les mouvements militaires. Elle nomma trois généraux supérieurs ayant chacun le titre de généralissime, pour 1° les provinces de l'Andalousie, Murcie et basse Estramadure; 2° la Galice, haute Estramadure, Vieille et Nouvelle-Castille et le royaume de Léon; 3° les royaumes de Valence, d'Aragon et la Catalogne; de plus, des généraux pour la Navarre, la Biscaye, les Asturies. Chaque gouvernement devait lever une armée; Madrid et la Man-

che devaient être confiées à une administration particulière. La situation et l'emploi des généraux furent décidés et l'on déclara : 1° qu'il serait fait des proclamations ; 2° que tout homme à talent serait invité à écrire sur les affaires publiques ; 3° que les cortès seraient assemblées après la délivrance de l'État.

Ainsi constituée, la junte pouvait entretenir régulièrement avec les puissances étrangères des rapports qui n'avaient encore eu lieu que d'une manière imparfaite, quoique l'Angleterre eût dès le 4 juillet, déclaré à la junte de Séville qu'elle cessait toutes hostilités contre l'Espagne ; que déjà, le 20 mai, cette junte et celles du Portugal eussent entre elles des relations amicales.

Une proclamation du 14 novembre, adressée tant à la nation espagnole qu'à toutes les cours européennes, offrait un exposé simple et vrai des sacrifices sans nombre faits par l'Espagne depuis le traité de Bâle, pour se courber aux exigences de la France à qui elle avait prodigué flottes, troupes et trésors, quoique celle-ci ne satisfît à aucune des promesses qu'elle-même avait faites au cabinet de Madrid. Au contraire elle avait payé à l'Espagne le prix de tant de services en molestant son commerce, en l'entraînant dans des guerres injustes et ruineuses, en portant le trouble dans le sein du royaume, en envahissant ses forteresses, en attirant son roi dans un guet apens pour l'emprisonner et lui ravir sa couronne, en portant le ravage dans les provinces, le sacrilége dans les temples, l'outrage à la

pudeur dans les familles ; et elle déclarait ne vouloir entendre à aucune paix avec Napoléon avant que Ferdinand VII fût replacé sur son trône et que l'intégrité de l'État fût assurée. En conséquence de ces fermes déclarations, la junte envoya des agents diplomatiques dans toutes les cours ; Cevallos se rendit à Londres où le gouvernement insurrectionnel d'Espagne était reconnu ; elle en fit partir pour Vienne où ils ne furent accueillis que secrètement, pour Berlin où on ne les reçut point. Pétersbourg en vit arriver un des plus actifs, grâce à la direction que lui imprima le duc de Serra-Capriola qui, quoique non reconnu en qualité de ministre de Naples depuis que le duc de Mondragone y représentait le roi Joseph, n'y jouissait pas moins d'une considération telle qu'il était devenu l'âme de la diplomatie anti-napoléonienne. Cet agent secret de l'Espagne était Zea-Bermudès, homme nouveau, ambitieux et médiocre. Venu en Russie en qualité de commis-voyageur de la maison de commerce tenue par Colombi, consul-général d'Espagne dans cet empire, il n'y fut accueilli que par le parti anti-français. L'empereur ne reconnaissait publiquement encore que le général de Pardo, savant helléniste, homme de bien, bon Espagnol, mais voyant mal les intérêts de son pays auquel le reste de sa nombreuse famille sacrifiait alors rang, fortune et existence. Quoique traité hautement avec faveur, Pardo ne fit rien et n'eût pu rien faire pour les intérêts de son nouveau maître en face d'une opposition secrète, quoique timide, mais persévérante, qui s'était formée sous les aus-

pises de l'impératrice-mère contre le vœu, plus ostensible déjà que réel, de l'empereur Alexandre, et malgré le système politique du grand chancelier Romanzoff qui, sur la demande de Napoléon, se prêta facilement au remplacement à Paris du comte Pierre Tolstoï par le prince Alexandre Kourakin, alors en mission à Vienne, homme nul et désigné par l'empereur des Français en raison même de cette crédule et complète nullité.

Napoléon cependant, arrivé dans la capitale le 18 octobre, et profitant des avantages que lui donnaient les craintes et la ruine de la Prusse, les lenteurs de l'Autriche, la profonde soumission des confédérés allemands, l'état de la Russie engagée dans une double guerre et la promesse récente de l'empereur Alexandre, se hâta de diriger vers l'Espagne une masse immense de troupes, retirées d'une partie du territoire germanique. Ce qui devait surtout favoriser ses opérations militaires, c'est que la junte, plus prodigue de paroles que d'actions, était bien loin de manifester l'activité et les talents que sa situation commandait; c'est que ses troupes, qui avaient vaincu seules, se croyant désormais invincibles, se reposaient avec nonchalance sur leurs premiers lauriers, et que, dans leur aveugle présomption, ses généraux, se regardant comme indépendants les uns des autres, ne conservaient ni union entre eux ni ordre régulier dans leurs propres armées; c'est que les peuples, livrés à l'esprit de vengeance, regardaient tout conseil sage comme une trahison et se livraient sur tous les points à une

barbarie sans frein ; c'est enfin que l'Espagne était en proie à la rivalité des juntes provinciales, dont l'établissement de la junte centrale et l'envoi de ses commissaires n'avaient pu faire cesser les opérations et qui semaient de toutes parts bien plus encore les germes d'une guerre civile que ceux d'une défense combinée et commune. Ainsi tout annonçait une entière dissolution sociale produite par le choc des passions basses chez les chefs de l'État en face du loyal élan et du dévouement pur des populations.

Joignons à tous ces éléments de faiblesse la plus inquiète méfiance, généralement répandue en Espagne, sur les vues de l'Angleterre au moment où cette puissance lui jetait à flots de l'or, des munitions, des secours de tous genres, mais s'y était discréditée en dévoilant de bonne heure le désir de tenir garnison à Cadix, port dont on soupçonnait qu'elle eût voulu s'emparer, ce qui lui aurait assujetti la Péninsule. Comment, dans cet état de choses, l'Espagne aurait-elle pu résister aux armées formidables qui s'amoncelaient déjà dans le nord de ce royaume et qu'allait diriger lui-même le premier général de cette époque, aveuglément obéi de ses subordonnés, sacrifiant sans ménagement ses soldats et profondément blessé alors dans son orgueil?

Après avoir levé cent soixante mille hommes sur les conscriptions des années antérieures, 1806, 1807, 1808, et par anticipation sur celles de 1809 et 1810(1), indépendamment des quatre-vingt mille

(1) Décret du 21 septembre 1808.

hommes que le sénatus-consulte du 21 janvier 1808 avait déjà mis à sa disposition ; après avoir opposé Eugène Beauharnais à l'Autriche et Murat à la Sicile, Napoléon tomba comme la foudre sur cette vaillante mais anarchique Espagne, avec plus de trois cent cinquante mille hommes et une immense artillerie (1), auxquels la Péninsule, ne renfermant que de treize à quatorze millions d'âmes et ayant à lutter contre un empire qui comptait plus de cinquante millions de sujets, ne pouvait opposer, abstraction faite des corps irréguliers de *guerillas*, qu'environ cent trente mille hommes de troupes mal organisées et quarante-huit mille Anglais.

Napoléon arriva à l'armée le 3 novembre. Nous ne ferons que noter ici ses prompts et complets triomphes, à Gamonal le 9, à Espinosa le 10, à Tudela le 23, sur les généraux La Romana, Castanos, Blake; le passage de Somo-Sierra, emporté le 30, malgré une vive défence ; son arrivée le 2 décembre devant Madrid, incapable de lui opposer la plus légère résistance, et sa réponse à toutes les notabilités de cette ville, qui vinrent lui demander humblement le retour du roi Joseph : « Je regarde comme » une faveur de la fortune d'être en état d'épargner » cette ville. J'ai conservé les ordres religieux, » pourvu aux besoins du clergé le plus utile, et aboli » le tribunal contre lequel réclamait l'Europe. La » part de vengeance est faite; dix des criminels » courberont la tête devant elle; pour les autres,

(1) Voyez la pièce justificative G.

» pardon absolu. J'ai supprimé les droits féodaux ;
» je repousserai de la Péninsule les armées anglaises;
» Saragosse, Valence, Séville seront réduites. Ce
» qui est au-dessus de mon pouvoir, c'est de cons-
» tituer les Espagnols sous les ordres du roi, s'ils
» continuent à être imbus des principes que les en-
» nemis du continent leur ont donnés. *Les Bour-*
» *bons ne peuvent plus jamais régner en Espa-*
» *gne;* aucune puissance ne peut exister sur le
» continent si elle est influencée par l'Angleterre. Je
» serai obligé de gouverner l'Espagne. Je ne refu-
» serai pas de résigner mes droits de conquête au
» roi, lorsque trente mille de vos citoyens jureront,
» non de bouche, mais de cœur, de l'aimer et de le
» soutenir; que les prêtres se servent en sa faveur de
» la chaire et du confessionnal; que les négociants y
» fassent servir leurs correspondances; alors je
» placerai le roi sur le trône. Vos descendants me
» béniront comme le régénérateur de la nation. »

Tandis que Napoléon parlait de ce ton impérieux qui se fait obéir et qui était son ton habituel dans la victoire, son ministre Talleyrand, que l'on a généralement cru s'être opposé à l'invasion de l'Espagne, lui écrivait pour l'en féliciter (1), et dans le même

(1) Le prince de Talleyrand écrivait à l'empereur, le 9 décembre 1808 :

Sire,

Nous attendions aujourd'hui un bulletin sur l'affaire de Somo-Sierra, mais les nouvelles d'hier se sont tellement répandues

temps, Joseph répandait de Burgos des proclamations en style libéral, séparant les intérêts de l'Espagne et ceux de la France, comme s'il pouvait rien faire, rien être sans celle-ci, et influer sur celle-là par de vaines paroles.

Cependant la junte centrale avait fui d'Aranjuez vers Tolède, Truxillo, Badajoz et s'était réfugiée à Séville. Napoléon commit alors l'énorme faute de ne pas faire enlever cette junte, que rien ne défendait. Deux ou trois cents hommes eussent suffi pour ce coup de main, qui eût ravi à l'Espagne un gouvernement central péniblement enfanté, et dont l'absence eût jeté les insurgés dans un inextricable désordre politique, accru de celui qui existait déjà dans l'armée. En effet, Castanos, après sa défaite de Tudela, se retirait en hâte; l'Infantado ne réunissait plus que quelques fugitifs découragés; des vingt mille soldats de La Romana, cinq mille seulement étaient armés. Sir John Moore, à la tête de l'armée anglaise, composée de moins de vingt-six mille hommes, dans sa marche rapide pour voler au secours des Espagnols, n'avait éprouvé de leur

que tout Paris les connaît et espère que Votre Majesté est à Madrid depuis plusieurs jours, et c'est là qu'elle ralliera tous les esprits par la perspective des bienfaits d'un noble et heureux règne. Les Espagnols dispersés, fatigués par des défaites, aliénés par des discordes, épouvantés par le spectacle de l'anarchie, doivent tendre de toutes parts à chercher un point de ralliement; et qui, mieux que Votre Majesté, sait diriger les dispositions naissantes d'un peuple, pour les faire servir au succès de ses vues! etc.

part que de la malveillance, n'y trouvant ni les corps nombreux qu'on lui avait annoncés, ni les approvisionnements qu'on lui avait promis; ce général apprend successivement la défaite des généraux auxquels il devait se joindre et la reddition de Madrid, est contraint à se retirer, et le fait avec autant d'ordre et de talent que de fermeté, ce qui offre, dans ses opérations et celles du général Soult qui le poursuit, un des plus riches tableaux militaires de l'attaque et de la défense. Nous laissons aux gens du métier à suivre et à étudier cette courte campagne, terminée à la Corogne, où le général anglais, combattant pour couvrir l'embarquement de ses troupes, résista, du 16 au 19 janvier 1809, avec des forces à chaque instant décroissantes, à celles de son rival, qui se renforçait d'heure en heure, et tomba sur le champ d'honneur, regretté des siens et estimé de ses ennemis.

Cependant Napoléon qui en moins de deux mois avait reconquis la plus grande partie de l'Espagne, et que rappelait en France l'annonce d'une guerre nouvelle contre l'Autriche, nomma Joseph son lieutenant et partit, inquiet sur le sort de l'Allemagne, dont il avait retiré cent mille hommes, et où les sociétés secrètes, fondées par le baron de Stein, s'organisaient de toutes parts, où les esprits fermentaient vivement dans la Westphalie et en Prusse même, quoique le roi eût sévèrement défendu aux employés civils et militaires d'en faire partie.

Quant à Napoléon, nous nous arrêterons ici sur un fait propre à dévoiler l'idée qu'il avait conçue et

voulait qu'on eût de la nature de sa puissance impériale. Le corps législatif ayant félicité l'impératrice Joséphine sur les victoires de son époux, elle répondit : « Je suis très-flattée de ce témoignage d'es» time du corps législatif, qui *représente la na*» *tion.* » Mais Napoléon, choqué de cette réponse, fit publier dans la feuille officielle l'article suivant (1) : « Le premier représentant de la nation c'est l'em» pereur ; après l'empereur c'est le sénat ; après le » sénat le conseil d'État, et ensuite le corps légis» latif ; car s'il y avait un corps représentant la na» tion, ce corps serait souverain. La Convention, » et même le corps législatif (qui lui a succédé) ont » été représentants l'un comme l'autre. Nos malheurs » sont venus en partie de cette exagération d'idées. » Ce serait une prétention criminelle que de vouloir » représenter la nation avant l'empereur. Le corps » législatif, improprement appelé de ce nom, devrait » être appelé conseil législatif, puisqu'il n'a pas la » faculté de faire des lois. Dans l'ordre de toute hié» rarchie constitutionnelle, le premier représentant » de la nation est l'empereur, et ses ministres or» ganes de ses décisions ; la seconde autorité repré» sentative est le sénat, la troisième le conseil d'État, » qui a de véritables attributions législatives ; le » conseil législatif a le quatrième rang. Tout rentre» rait dans le désordre si d'autres idées constitu» tionnelles venaient pervertir les idées de nos con» stitutions monarchiques. »

(1) *Moniteur* du 15 décembre 1808.

Un des ministres prussiens les plus distingués disait, en lisant ce passage du *Moniteur* : « Ce qu'il » y a de curieux à remarquer dans les affaires de » France, c'est la facilité avec laquelle les hommes » se laissent bien plus entraîner par les mots que » par les choses. *La contre-révolution*, par exem- » ple, offrit longtemps aux imaginations effrayées » l'image de tous les maux, et elle vient de s'opérer » complètement, sans le plus léger obstacle, sans » que personne s'en aperçût, sans que ceux qui la » redoutaient sachent peut-être aujourd'hui qu'elle » est faite. » Passons maintenant aux affaires de Prusse, de Russie et de Suède, avant de tracer le tableau des événements d'un ordre majeur dont l'Autriche, l'Italie et l'Espagne allaient devenir le théâtre.

1809.

Voyage du roi de Prusse à Saint-Pétersbourg. — Il s'engage à la neutralité. — Ordonnances fiscales relatives à la liquidation avec la France. — Irritation. — Désir de la guerre. — Affaires de Suède. — Gustave III. — Naissance de Gustave-Adolphe. — Son éducation. — Ses opinions. — Attaques par les Russes et les Danois. — Proclamations du comte Buxhowden. — Déclaration de guerre du Danemarck et de la Prusse. — Réponse du roi de Suède. — Alepœus. — Bediseo. — Kanikoff. — Conjuration. — Brown. — Le roi. — Percevel et Canning se refusent à protéger les conjurés. — Les troupes se révoltent. — Gustave est arrêté. — Pamphlet justificatif des conjurés. — La Suède traite avec la Russie, le Danemarck et la France. — Accède au système continental. — Se donne une nouvelle constitution. — Guerre des Russes en Turquie. — Le dernier des Ottomans. — Effet de cette révolution. — Autriche. — Stahremberg. — Rupture apparente de l'Autriche et de l'Angleterre. — Rapprochement de ces deux cabinets. — L'Autriche menacée de nouveau. — Armements. — Négociations. — Le prince de Schwarzenberg. — Sa famille. — Son caractère. — Metternich. — Son caractère. — L'ambassadeur de France quitte Vienne. — Proclamation de l'archiduc Charles. — Son adresse aux volontaires de Vienne. — Manifeste de l'Autriche. — Réponse de Napoléon. — Nouvelles proclamations de l'archiduc Charles. — Déclaration de guerre de l'Autriche. — Loi révolutionnaire contre les absents. — Napoléon expose incomplètement les négociations antérieures à la rupture. — Trahison du commissaire autrichien. — Les hostilités sont dénoncées en Autriche, — en Pologne, — en Italie. — Vicieuses dispositions de Berthier. — Armée de

Napoléon. — Bataille des cinq jours. — Il arrive à Vienne et cette capitale est rendue. — Bataille d'Aspern ou d'Essling. — Marche des Russes. — Retraite des archiducs Ferdinand et Jean. — Négociation avec la Prusse. — Elle est sans résultat. — Insurrection de Schill. — Sa mort. — Autres insurrections étouffées. — Révolte du Tyrol. — Chasteler. — Schulmeister.

Jamais année n'avait été aussi fertile en événements d'un ordre majeur que celle de 1808, dont nous venons de tracer l'esquisse politique et militaire; l'année 1809 ne sera pas moins féconde en catastrophes éminemment remarquables, car elle présente en regard cette Angleterre, si active à susciter des ennemis à Napoléon, le détrônement du roi de Suède, le dernier des princes de race ottomane monté sur le trône de Constantinople, les nouveaux et brillants triomphes de Napoléon sur l'Autriche, qui ne sauve les débris d'un sceptre brisé que par les plus pénibles sacrifices personnels, le premier échec militaire éprouvé par le plus grand capitaine contemporain, l'usurpation de l'état pontifical, dont l'effet sera de relever en Espagne les esprits récemment abattus, et de prononcer l'arrêt de mort de trois à quatre cent mille Français; enfin la séparation des colonies espagnoles d'outre-mer, au profit de l'Angleterre seule, et l'accroissement de ces sociétés secrètes germaniques, propre bien plus à préparer et à seconder un mouvement libérateur de l'Europe qu'à le produire. Nous allons donc passer en revue ces divers objets, mais commençons par parler du voyage que le roi et la reine de Prusse

firent à Saint-Pétersbourg au moment où Berlin attendait leur retour, et les appelait de tous ses vœux.

Ce voyage, entrepris à l'époque même où la cour de Vienne, se préparant à une guerre qu'elle regardait comme inévitable, pressentait à cet égard les intentions des différents cabinets, en même temps qu'elle ne restait pas étrangère à la fermentation générale des esprits, et qu'elle correspondait par les agents du ministre Stadion avec ceux de Stein; ce voyage, disons-nous, prenait aux yeux de tous une couleur politique dont à la vérité il n'était pas totalement exempt. Tel était alors l'abaissement de la monarchie du grand Frédéric, que Frédéric-Guillaume se crut obligé de notifier, le 17 décembre 1808, par ses ambassadeurs accrédités près des diverses puissances, et principalement à Paris, que nulles interprétations malveillantes ne devaient être données à un voyage fait sur les vives instances de l'empereur Alexandre et uniquement visite d'amitié.

Le roi était donc parti pour Kœnigsberg, le 27 décembre 1808, accompagné de la reine, de son frère le prince Guillaume, de son neveu le prince Auguste, fils du prince Ferdinand, et d'une suite peu nombreuse. Arrivés le 6 janvier 1809 à Strelna, où Alexandre et Constantin les reçurent, et le 7 à Pétersbourg, ils y séjournèrent environnés d'hommages rendus à l'infortune, fêtés de la manière la plus brillante, et chargés de présents magnifiques. Là, Frédéric-Guillaume fut invité secrètement à demeurer dans une persévérante neutralité, que Caulincourt

exigeait au nom de son maître, et qui plaça bientôt le monarque prussien dans la position la plus pénible, puisqu'il ne pouvait se montrer fidèle à des engagements qu'il devait faire qu'en se refusant à la belliqueuse ardeur d'un peuple humilié qu'il chérissait.

Alexandre reconduisit jusqu'à la frontière la famille royale prussienne, qui se rendit le 10 février à Kœnigsberg, où furent publiées des ordonnances relatives à la liquidation avec la France. L'une de ces ordonnances invitait les capitalistes à fournir les fonds d'un emprunt d'un million d'écus à l'intérêt de six pour cent, avec prime et remboursement au bout de six années, et à cette époque les particuliers trouvaient difficilement de l'argent à six pour cent. Une autre autorisait tous ceux qui étaient imposés à vingt thalers et au-dessus, et qui payeraient en argent en un seul terme, à en solder le quart en mandats sur le trésor, d'après leur valeur nominale; il y était encore promis de recevoir ces mandats en payement des biens vendus, provenant du domaine de la couronne. Une troisième ordonnance prescrivait l'envoi à la monnaie des vaisselles d'or et d'argent, ou bijoux de toute espèce, qui seraient échangés contre des bons royaux; en cas de refus de la part des propriétaires de ces objets précieux de s'en dessaisir, on exigeait d'eux qu'ils payassent en argent un tiers de la valeur des premiers et un sixième de celle des autres; enfin un impôt de cinq thalers était mis sur les garnitures d'habits en or ou en argent, et le quart des métaux mis en œuvre devait

être livré au fisc. Nous ne rapportons ici ces dispositions financières que comme preuve de la pénurie du trésor prussien et du peu de ressources qui restait à l'État pour subvenir aux énormes tributs imposés par Napoléon. Ces mesures achevèrent de manifester jusqu'à quel excès le pillage avait été porté par l'armée victorieuse et n'offrirent que des ressources faibles et ruineuses, car elles firent écouler vers l'étranger la plus grande partie des objets sur lesquels elles portaient. La Prusse parut donc totalement impuissante à se libérer, et l'opinion générale fut plus que jamais qu'il n'y avait, pour briser un joug insupportable, qu'à s'unir intimement avec l'Autriche.

Tandis que les esprits fermentaient à Berlin et que le roi faisait tous ses efforts pour les calmer, de grands événements avaient lieu en Suède; mais pour en concevoir une idée juste, il faut remonter plus haut que l'époque où nous sommes parvenus.

Gustave III qui, en dépit de l'impitoyable nature, voulut avoir un héritier autre que son frère le duc de Sudermanie, mit, après la naissance de Gustave-Adolphe, tous ses soins à persuader le public des talents précoces du jeune prince. Il le traînait à sa suite, lors de ses visites aux diverses provinces de ses États; il affectait pour lui un amour prétendu paternel, et inculquait principalement dans son esprit l'horreur des révolutions démocratiques, sentiment réchauffé journellement par le baron d'Armfelt, l'homme le plus en crédit alors à la cour de Suède. Cette horreur s'accrut encore de l'attentat

d'Anckarstroem, dont l'irascible monarque apprit que le portrait était étalé à Paris sous le titre du *Brutus suédois*, et que Ribbing, complice de l'assassin, y était fêté sous le nom du *beau régicide*. Confondant la France entière avec le jacobinisme et Bonaparte avec Marat, ses affections purement légitimistes, et qui lui faisaient prendre l'intérêt de ses passions pour celui de son pays, en firent l'ennemi personnel de l'homme qui gouvernait la France. Il trouvait lâche à lui d'insulter les Bourbons exilés; il trouva plus lâche encore son atroce vengeance d'un cartel envoyé par le duc d'Enghien (1), et qu'il avait lui-même signé comme témoin, acte dont il pensa devenir la victime. Nous avons exposé la conduite politique et militaire de ce prince, le seul des potentats de cette époque qui, depuis Paul Ier, mais avec plus de constance que le tzar, eût embrassé la cause du malheur et des principes monarchiques.

S'il eût été placé à la tête d'un État formidable,

(1) Ce cartel rappelle aux éditeurs un fait qui n'est peut-être pas assez connu. Le prince de Condé, aïeul du duc d'Enghien, appelé en duel par le prince de Monaco, lui remit avant de se battre un paquet cacheté en le priant de ne l'ouvrir qu'après le combat; et son adversaire y trouva des lettres de change sur l'étranger pour deux mille louis, un passeport aussi pour l'étranger et l'avis qu'une voiture de voyage était préparée et attelée près de là pour le conduire hors du royaume dans le cas où il tuerait ou blesserait mortellement celui qui s'occupait si généreusement de sa sûreté. Le duc d'Enghien, son petit-fils, était, dans la maison royale, le dernier rejeton de cette branche communément nommée *la branche de laurier*.

sa persévérance dans ses opinions, sa loyauté dans ses engagements eussent peut-être jeté un grand lustre sur sa conduite d'homme et de roi. Chef d'une nation valeureuse, mais pauvre, peu unie et peu nombreuse, ces opinions et cette loyauté devinrent imprudentes et semblèrent ridicules; aussi ses vertus comme ses fautes le conduisirent-elles à sa perte.

Quand il fut simultanément attaqué par les Russes et les Danois, on le blâma de n'avoir mis en état de défense ni l'armée de Finlande ni l'armée de l'Ouest; mais il ne lui était jamais venu dans l'esprit qu'on pût lui faire la guerre sans provocation de sa part; car toute sa politique était bien plus puisée dans un cœur pur que dans une raison lumineuse. Aussi, abandonné à Tilsitt, il n'en demeura pas moins fidèle à son traité signé avec l'Angleterre le 23 juin 1807, et à celui qu'il avait conclu le 8 février 1808, après que l'expédition anglaise de Copenhague l'eût sauvé d'une invasion projetée en Scanie par des troupes françaises, danoises et espagnoles sous les ordres du général Bernadotte. Mais cette guerre nouvelle et inattendue était l'un des résultats du système continental; c'était du moins le prétexte dont on se couvrait quand Buxhowden, dans sa proclamation du 6 (18) février 1808, déclarait aux Finlandais que les Russes entraient chez eux pour les prendre sous leur protection. « C'est avec le plus grand regret, disait-il, » que mon gracieux maître se trouve obligé d'or» donner aux troupes que je commande d'entrer

» dans votre pays... Sa Majesté Suédoise, bien loin
» de se joindre aux efforts de Sa Majesté Impériale,
» s'est unie à l'ennemi éternel de la paix générale.
» Bons habitants de la Finlande, ne craignez rien ;
» ce n'est pas en ennemis, c'est en amis que nous
» entrons chez vous ; c'est pour vous rendre heu-
» reux. Ne souffrez pas qu'on vous arme contre
» nous. On ne changera rien à vos coutumes, à vos
» usages ; on payera tout au comptant ; on nour-
» rira les pauvres. A partir de ce jour la Finlande
» sera traitée comme une province russe ; elle con-
» servera son culte, sa liberté, ses privilèges ; les
» impôts resteront les mêmes. »

Cette proclamation ne parvint au roi que le 10 (22) février ; le Danemarck lui déclara la guerre le 28, et la Prusse le 11 mars. Dans sa réponse au manifeste de la Russie, Gustave-Adolphe exposait qu'à l'époque où l'empereur Alexandre avait désiré secouer un joug oppressif et repousser des injures adressées à son peuple et à sa personne (1), il s'était allié avec lui, et que ce prince avait déclaré « qu'il
» rejetterait toutes propositions de paix incompati-
» bles avec l'honneur du nom russe et avec l'intérêt
» de ses alliés ; que cependant le roi n'avait été in-
» formé ni de l'armistice, ni des négociations, ni
» de la conclusion de la paix ; qu'il avait secondé les
» opérations de l'armée russe avec ses vaisseaux de
» guerre ; qu'il avait partagé avec elle ses munitions
» et magasins ; qu'il avait rejeté les offres faites par

(1) Ordre du jour du 23 brumaire an XIV.

» le gouvernement français, celles de la Norvége, » en 1806, celles de tout autre territoire, le 27 mai » 1807, offres soumises à la condition de rompre » avec la Russie. Que cependant, après de fallacieuses négociations, les Russes entraient en Finlande en y jetant des proclamations insurrectionnelles et en invitant à la trahison et à la révolte. »

L'ambassadeur de Russie Alopœus n'ayant, à cet égard, remis aucune notification, et le début de la guerre ne le faisant plus considérer que comme un simple particulier, il fut gardé à vue depuis le 2 mars. Ce qui contribua à prolonger cette mesure, c'est qu'un courrier russe, arrêté le 7, se trouva porteur de lettres pour lui, écrites par le comte Romanzoff sous la date du 5 (17) février, lettres dans lesquelles il lui était enjoint de déclarer à Sa Majesté Suédoise *qu'il dépendait encore du roi de conserver la bonne harmonie entre les deux États* (notons cependant que cette déclaration ne devait arriver à Stockholm qu'après l'entrée en Finlande des troupes russes). A cette petite ruse, digne du grand chancelier, était joint l'ordre de sonder les opinions du baron d'Armfelt, de flatter son ambition, de lui représenter qu'il n'était pas Suédois, mais gentilhomme finlandais; qu'il avait reçu des bienfaits de la Russie; qu'il devait la servir. Au reste, le comte Romanzoff s'en rapportait à l'adresse de l'ambassadeur pour conduire cette négociation sans compromettre ni lui ni sa cour.

L'éclat donné à ces sourdes menées, les cris d'in-

dignation du barom d'Armfelt, la publication des papiers de l'envoyé russe, n'eurent pour réponse que l'ukase adressé au sénat de Saint-Pétersbourg le 20 mars, ukase dans lequel l'empereur Alexandre disait : « Nous réunissons pour toujours à notre » empire cette province (la Finlande) conquise par » nos armes, et avons ordonné en conséquence de » faire prêter aux habitants le serment de fidélité à » notre trône. »

Dans cet ordre de prestation de serment, acte qui use les consciences et ne les soumet point, reconnaissons-nous bien ici le prince loyal qui devait plus tard se montrer si généreux ; ce prince qui, à l'occasion de l'occupation du Hanovre par la Prusse, disait à Frédéric-Guillaume : « *Un pays ne peut* » *être légitimement acquis sans le consentement* » *formel de son possesseur.* » Mais les souverains de Prusse et de Russie avaient-ils été les libres guides de leur propre politique? Le tzar, du moins, dans l'ukase prohibitif des marchandises anglaises, loin de les confisquer en ordonnait le renvoi, fidèle en cela au traité du 3 avril 1793.

Bientôt une expédition malheureuse eut lieu contre l'île de Gothland (1). L'amiral Bodisko, chargé de s'en emparer, avait exposé en vain qu'il était facile de la prendre, mais impossible de s'y maintenir; l'expérience justifia ses prévisions. Napoléon l'avait exigé, l'on obéit; il exigea la punition de l'amiral et l'on obéit encore ; car l'empereur Alexan-

(1) Les 4 et 16 mai 1808.

dre était momentanément soumis à un joug qui lui pesait et qu'il devait briser un jour avec une gloire épurée de tout ce que la politique lui commandait alors.

Un autre épisode de cette lutte maritime qu'il n'est pas hors de propos de rapporter ici, car il dévoile les vues ou espérances des cabinets forcés d'être ou de paraître mutuellement en guerre, c'est la sortie de la flotte de l'amiral Kanikoff et ses résultats. Cet homme, plus que médiocre, auquel on n'aurait pas dû confier un seul bâtiment, qui croyait, selon une superstition russe, aux jours noirs et blancs, ne voulut point attaquer avec des forces supérieures l'armée navale suédoise, remettant ses opérations au lendemain ; mais les Anglais ayant joint les Suédois, il prit chasse devant cette réunion formidable, se réfugia au port Baltique et perdit la tête au point de ne faire aucun préparatif de défense ; aussi sa flotte eût été totalement détruite, si l'amiral anglais n'avait voulu ménager un ennemi dont il connaissait les intentions secrètes et espérait encore se faire un allié. La conduite du gouvernement britannique, à l'égard de Siniavin, confirme suffisamment cette idée ; car la politique n'eut jamais plus de secrets qu'à cette époque.

Le prince d'Augustembourg, beau-frère du prince royal de Danemarck et gendre de l'infortunée reine Mathilde, princesse d'Angleterre, commandait alors une armée danoise et attaquait par la Norwége le royaume de Suède, simultanément envahi par les Russes ; mais la Finlande une fois conquise, tant

par les armées impériales que par les intrigues du général Sprengsporten, Suédois rebelle, il ne convenait plus au czar, qui avait ainsi obtenu une frontière naturelle, utile et forte, de se prêter au partage de la Suède avec le Danemarck, tel qu'il avait été arrêté à Erfurth, sous l'influence dominatrice de Napoléon. La politique russe, suivant donc une autre voie plus favorable à ses propres intérêts, se fixa à l'idée d'une révolution qui, renversant le monarque suédois, amènerait une paix confirmatrice de sa nouvelle acquisition et forcerait le cabinet de Copenhague à se désister de ses prétentions.

Tout concourait à la réalisation d'un tel projet, la conquête même de la Finlande, car la rive occidentale du golfe de Bothnie possédant du minerai sans bois pour le mettre en œuvre, et celle orientale des bois sans minerai, les forges étaient situées sur celle-ci, ce qui faisait la fortune de toutes deux; mais l'une et l'autre se trouvaient à la fois ruinées par un changement de domination; source de mécontentement ajoutée à celui qui se manifestait déjà de toutes parts. Alors on vit se développer dans l'administration et l'armée ces semences de troubles qui, sous couleur de patriotisme, avaient contrarié les vues libératrices de Gustave III et qui nuisaient à celles conservatrices de Gustave-Adolphe.

La plupart des Suédois suspectaient la légitimité du prince; ils lui reprochaient en outre son union avec les cours de Pétersbourg et de Berlin, ses en-

nemis naturels par la possession de la Carélie et de la Poméranie, contre la France, l'ancienne alliée de la Suède; ils avaient encore à cœur la perte de Stralsund et des provinces allemandes, conquêtes du grand Gustave-Adolphe; sa conduite outrageante à l'égard du roi de Prusse, quand il lui renvoya les insignes de son ordre porté par Napoléon; son chevaleresque attachement à la cause des princes français exilés; sa fidélité aux engagements pris avec l'Angleterre le 23 juin, quoiqu'il fût alors abandonné déjà par la Prusse et la Russie; la double guerre enfin à laquelle il était en butte, sans l'avoir prévue, sans s'y être préparé, sans être même secouru par les Anglais, car les dix mille hommes amenés par sir John Moore avaient paru trop tard à la vue de ses côtes et s'en étaient éloignés à l'instant; en un mot, tout contre lui était plainte bien ou mal fondée. Il se forma donc contre le roi une conjuration fomentée par la politique étrangère et par l'activité personnelle de l'un de ces intrigants qui cherchent à sortir d'une obscurité dont ils sont humiliés, dussent-ils en percer les ténèbres à la lueur des incendies révolutionnaires.

Le premier projet des conjurés avait été d'assassiner le roi au moment où l'expédition française, préparée dans le Holstein et qui n'eut pas lieu, aurait atteint le rivage suédois; plus tard il ne fut question que de le déposer. L'intrigant ci-dessus indiqué, aussi actif, mais avec plus de succès dans la voie révolutionnaire que l'était Fauche-Borel dans la voie royaliste, avait à concilier les divers partis

russes, français et purement suédois. Tous les moyens étaient bons aux deux premiers partis, pourvu qu'ils conduisissent au but; quant au troisième, il parut d'abord vouloir conserver le roi, en modelant le gouvernement sur le type de la constitution anglaise, sans songer que ce que le temps a fait et consacré, ce qui est en harmonie avec les éléments sociaux, ce qui est empreint dans les habitudes, ne se transforme point avec facilité et succès en un ordre moral et politique tout différent. Cet intrigant, nommé Brown, saisi des vœux de ce tiers parti, se fit leur agent près du gouvernement anglais et écrivit à cet effet, le 15 avril 1808, à Spencer Perceval, chancelier de l'échiquier, tandis que les conjurés s'adressaient de leur côté à Napoléon, pour savoir de lui si la Suède pourrait espérer de demeurer indépendante, dans le cas où Gustave-Adolphe aurait été déposé. *Il est trop tard, répondit l'empereur des Français; ma parole est engagée avec le prince royal de Danemarck.* Et cette déclaration confirma les craintes déjà conçues relativement à un traité de partage sur la réalisation duquel néanmoins les conjurés les plus éclairés se rassuraient toujours en jugeant et en pénétrant les intérêts et les vues de la Russie, qui ne devait pas vouloir l'accroissement de la puissance danoise. Quant à Spencer Perceval, il avait consenti à s'entendre avec l'Anglais Brown, comme agent de la Suède, mais non comme agent de conjurés qui n'étaient pas d'accord entre eux.

Tous voulaient l'amélioration présente et future

de l'État; quelques-uns cependant estimaient dans la personne du roi la pureté de ses intentions, son amour pour la justice, son opposition à toute rigueur féodale, ses soins pour le bonheur des paysans, la facile bonté avec laquelle il était accessible aux derniers de ses sujets, sa généreuse bienfaisance, et les heureux résultats de sa bienveillante conduite; puis un reste de respect pour la majesté royale en refroidissait quelques autres sur des vues conspiratrices. Brown, chargé de plaider en faveur de la déposition du roi en s'appuyant sur deux bases principales, son incapacité et son illégitimité, représentait celle-ci comme facile à démontrer, celle-là comme patente, et s'avança jusqu'à promettre le trône suédois au duc de Glocester, après le duc de Sudermanie, à qui l'on ne pouvait songer à l'enlever. Mais M. Spencer Perceval déclara nettement que, s'il était question d'attenter à la vie du roi, il se croirait obligé de l'en prévenir; et les ministres anglais, Perceval et Canning, refusèrent enfin, le 11 novembre, toute adhésion à la conjuration qu'on leur proposait de seconder.

Leur détermination à cet égard ne parvint à Stockholm que dans les premiers jours de janvier 1809. Les conjurés ne songèrent plus dès lors qu'à agir indépendamment de toute protection étrangère; mais il fallait que les défenseurs naturels du roi ne s'armassent point en sa faveur, que nul sujet fidèle et en crédit ne se rendît près de sa personne, que le public enfin applaudît à leurs œuvres, et tout, sous ces rapports, les servit à souhait. Gustave-

» révolution nécessaire pour sauver l'État. Sans exa-
» miner les divers projets proposés, il suffit de noter
» ceux entrepris et presque effectués. On résolut de
» commencer la révolution dans la capitale et de la
» faire soutenir par l'armée; le 8 février fut désigné
» comme le jour où le roi devait être arrêté, mais
» on jura de respecter sa personne, de l'entourer
» de respect et de le transporter dans la forteresse
» de Vaxholm; néanmoins l'opposition d'un seul
» individu suspendit le zèle de tous, d'autant que
» rien ne garantissait l'assentiment général de la
» population. Enfin, comme ce retard compromet-
» tait ceux engagés dans le parti, on s'assura de
» l'armée. Le roi se trouvait à Haga; il se rendit dans
» la capitale, fit fermer et garder les portes de son
» palais, ordonna de lui procurer des traites sur
» l'Angleterre; le baron Adlercrentz, le comte
» Klingspor, le colonel Silversparre entrent chez
» lui; il tire son épée, on la lui arrache; quelques
» gardes et valets arrivent, on leur proteste que le
» roi ne court aucun danger; on les prie de ne rien
» entreprendre qui fît couler le sang et mît en péril
» le vie du monarque; cette assurance les apaise. »

Cependant Gustave parvint à s'évader, tomba, se blessa, mais fuit encore; il fut poursuivi, arrêté, placé sur une chaise, et posé, par un hasard aussi effrayant que suspect, en face du portrait de l'infortunée Marie-Antoinette. L'on invita le duc de Sudermanie à remplir les fonctions d'administrateur; il refusa, dit-on, puis se rendit aux instances des conjurés.

Telle fut cette révolution du 13 mars, anniversaire de l'assassinat de Gustave III... Le roi, conduit aussitôt à Dontingholm est ensuite transféré au palais de Gripsholm, et signe le 29 son abdication, après une conférence secrète avec sa mère, la reine douairière, Sophie-Madelaine, que l'on prétend lui avoir révélé le mystère de sa naissance. Séparé de son épouse qui se réunit à sa famille, et de son fils que l'empereur Alexandre prend sous sa protection, il erre en Russie, en Allemagne, en Angleterre, en Italie, en Grèce, en Suisse, peu remarqué dans ses courses vagabondes. Il n'avait reçu de marques d'intérêt que de la part d'un autre prince exilé comme lui (1) et le reste de sa vie serait peu digne de souvenir sans un acte aussi noble qu'inexplicable que nous aurons à rapporter en son lieu.

Le duc de Sudermanie déclara, au moment de la déposition de Gustave-Adolphe, que, vu l'incapacité de Sa Majesté et comme le plus proche des membres de la famille royale en âge de régner, il prenait l'administration du royaume, et, dans une adresse au peuple suédois (2), il récapitula les torts politiques de son neveu et les pertes souffertes par l'État pour n'avoir pas voulu accéder aux stipulations de la paix de Tilsitt. Il parla de la gravité des circonstances qui avaient amené la révolution et de la nécessité qui le portait à se charger du gouvernement.

L'occupation de la Finlande par les Russes et le

(1) Voyez la pièce justificative H.
(2) Du 15 mars.

traité prêt à signer entre le czar et le nouveau monarque ruinaient le projet du partage ; ce traité fut déterminé par la marche hardie de Barclay de Tolly sur les glaces du golfe de Bothnie ; car tandis que Gustave-Adolphe tombait du trône, l'armée russe, ayant terminé son périlleux passage, le 17 mars, était déjà parvenue à *Golby*, sur la route de Stockholm. Le régent négocia ; une convention fut signée et les Russes évacuèrent Uméa et se retirèrent à Vasa.

Alexandre fit complimenter le duc par Alopœus ; mais il s'éleva quelques difficultés avant d'arriver à la pacification parfaite des deux États, car le czar voulait que le jeune fils de Gustave-Adolphe fût reconnu roi, sous la régence de la reine sa mère. Cependant le régent fut proclamé en juillet, sous le nom de Charles XIII, et le 5-17 septembre, la paix fut signée à Frédrickshamm. Par ce traité, la Russie acquérait la Finlande, les îles d'Aland, Savolax, Kurile, la West-Bothnie jusqu'à Tornéo, et la Suède, accédant au système continental, s'engageait à faire la paix avec le Danemarck. Le prix auquel cette paix fut accordée à la Suède était déjà prévu ; le prince de Holstein Augustenbourg était nommé successeur à la couronne ; on le lui annonça. Le prince régent, devenu roi de Danemarck, y consentit, après avoir intrigué pour se faire élire lui-même, et le Nord fut enfin pacifié, car Charles XIII conclut aussi la paix avec la France, le 6 janvier 1810.

La conquête de la Finlande était-elle exempte ou non de blâme ? était-elle ou non justifiée par un puissant intérêt d'État, par des circonstances im-

périeuses ? Nous ne déciderons pas cette question ; car il n'est ni raisonnable ni juste de prononcer magistralement sur les actes politiques d'un cabinet sans avoir bien connu et préalablement considéré la position de celui qui le dirige.

Cette réflexion est applicable à l'empereur Alexandre comme elle le fut précédemment à Pitt et à Napoléon, c'est-à-dire aux trois hommes qui, dans notre âge, ont le plus puissamment influé sur le sort des nations. Certes Alexandre, depuis si généreux dans une occasion solennelle, ne fut point exempt d'ambition, et ici il cédait peut-être aussi à un sentiment d'une tout autre nature ; car lors de la notification de son avénement à Gustave-Adolphe, celui-ci ne voulut pas recevoir l'envoyé du czar, accusé d'avoir pris part à l'assassinat de l'empereur Paul ; c'était insulter à l'honneur d'un souverain, et peut-être cette vieille querelle ne fut-elle pas oubliée lors de la guerre de Suède.

Quant à Charles XIII, après que le serment eut été prêté, il fut question de rédiger une nouvelle constitution, car c'était principalement contre la royauté que la révolution avait été faite. Élevé par elle, le nouveau roi devait être gouverné par elle ; aussi telles furent les principales dispositions de ce gouvernement improvisé en cent quatorze articles. La couronne héréditaire, les États déterminant l'ordre de la succession, la personne du roi sacrée et irresponsable ; le conseil d'État composé des ministres de la justice et des affaires étrangères, de six conseillers, du chancelier et d'un secrétaire d'État,

ayant voix quand on y agite ce qui regarde leurs départements; ces départements au nombre de quatre, pour ce qui a trait à la guerre, aux mines, aux domaines et aux finances; tous ces membres responsables de leurs avis que le roi doit leur demander pour faire la guerre. Des États s'assemblent tous les cinq ans, déclarant à leur ouverture le terme de leur session, se divisant en six comités, pour la constitution, les lois, la banque, les impôts, etc.; et enfin *si le roi*, y disait-on, *est plus de deux ans hors du royaume, le conseil convoque la diète, et si le monarque n'adhère pas à cette mesure, les États disposeront de la couronne;* il en sera de même si son état sanitaire le rend incapable de régir les affaires. Choses admirables, sauf pourtant leur paisible, constante et même possible exécution. Les succès des armées russes avaient été utiles et rapides dans le nord; il n'en était pas de même au midi, où l'Autriche ne laissa pas ignorer à la Porte les propositions faites par la France, d'un côté au cabinet de Vienne, de partager l'empire Ottoman, de l'autre à la Russie, d'en envahir la plus grande partie; ce qui engagea les Turcs à conclure avec l'Angleterre, sous les auspices du monarque autrichien, un traité d'alliance qui fut signé par M. Adair, et à redoubler d'efforts pour assurer leur indépendance.

Ce n'était pas alors un événement sans importance politique que l'avénement au trône de Constantinople du dernier des princes de la race d'Othman, car à sa chute il n'aurait pu avoir pour successeur lé-

gitime qu'un prince de race tatare (1), à l'intronisation de laquelle les Turcs eussent vivement répugné, tout en s'y soumettant. Il résultait de ces circonstances que les révolutions du sérail, si fréquentes dans cet empire, ne pourraient plus avoir lieu avec la même facilité que sous les prédécesseurs de Mahmoud; que celui-ci, en essayant l'importante réforme qui, sous le conflit des intrigues de la France et de la Russie, fit tomber d'abord, puis égorger le vertueux Sélim, n'éprouverait pas d'aussi sanglants obstacles à son zèle restaurateur; qu'en raison de cette situation toute nouvelle et plus solide du sultan, la politique des puissances européennes devait changer de direction en traitant avec le divan. C'était la Russie principalement qu'intéressait cet événement si majeur et néanmoins si généralement inaperçu. Mahmoud pouvait opérer dans son empire ce que Pierre le Grand avait exécuté dans le sien; il pouvait, il devait même être conseillé, approuvé, secondé par les vœux et les intérêts des autres puissances européennes justement alarmées des progrès de la Russie, de ces accroissements successifs et non interrompus, de l'immensité de ses moyens hostiles et de son avenir menaçant. Si cette dernière puissance avait éprouvé une si vive résistance dans son attaque contre les deux hospodarats, des erreurs militaires et administratives très-réparables en étaient la cause; puis l'attachement du

(1) C'est par erreur qu'on dit et écrit *Tartare;* le mot est *tatar*.

sultan à sa mère, la sultane Validé, qui, en cette qualité, jouissait du revenu des deux provinces, portait le gouvernement turc à le défendre avec la plus constante vigueur; aussi les armées russes n'avaient-elles eu que des triomphes peu importants, sous des chefs médiocres, et ils n'auraient pu devenir décisif qu'après avoir franchi cette chaîne du Balkan, appuyée par sa droite à la place de Varna et couverte par les places de Brahilow, Roudchouk, Schumla surtout, ainsi que par le Danube sans ponts, sans gués, aux bords couverts par de larges marécages, et presque impossible à traverser, si l'on n'était point favorisé par la coopération des Kosaques musulmans, révoltés contre leur maître et leurs coreligionnaires, Kosaques dont la flottille couvre et défend le cours du fleuve.

Le cabinet de Vienne, dont l'internonce, le baron de Sturmer, avait acquis un grand crédit à Constantinople, cherchait à y ruiner le parti français, après s'être étudié longtemps et par tous les moyens possibles de demeurer en paix avec la France. Car outre des condescendances personnelles, qui cependant coûtaient à son orgueil, son ambassadeur, le prince de Starhemberg, avait offert, dès le 18 août 1807, au cabinet de Saint-James, la médiation de sa cour pour conclure la paix avec Napoléon. Il renouvela cette offre le 20 novembre, et Canning lui répondit le 23, que Sa Majesté Britannique était toujours disposée à une pacification propre à garantir la *tranquillité et la sûreté* de l'Europe. Le 1er janvier 1808, Starhemberg proposa même au ministère

anglais d'envoyer des *plénipotentiaires à Paris*, et se dit *autorisé* par la France à leur fournir des *passeports*. Le ministre britannique, dans sa réponse du 8, dit qu'*il n'avait été donné aucun aperçu des bases sur lesquelles on se proposait de traiter cette négociation*, et le 12, Starhemberg annonça son rappel; rupture plus apparente que réelle, car il ne peut y en avoir de bien sérieuse entre deux puissances que leurs situations réciproques constituent alliées naturelles l'une de l'autre, et dont, plus que jamais, les intérêts présents et futurs sont les mêmes. Aussi les cabinets de Vienne et de Londres se rapprochèrent-ils bientôt, secrètement du moins; l'union renouvelée de l'Angleterre et de la Turquie fut le gage de ce rapprochement, et Napoléon s'en plaignit vivement.

L'empereur d'Autriche néanmoins était indubitablement sincère dans ses communications d'Erfurth; il devait en attendre une conduite plus équitable de la part de celui à qui il les adressait : il n'en fut rien. Le moindre mouvement de ses troupes était surveillé : lui-même fut menacé dans des notes d'un style acerbe et insultant, et sa longanimité s'en choqua, tant pour son propre honneur que pour celui de son gouvernement et de son peuple. Voyant donc, d'une part, s'accroître la masse des troupes françaises ou alliées sur ses frontières occidentales et méridionales, de l'autre la plus grande partie des forces de Napoléon engagées en Espagne; voyant, en outre, sa ruine assurée dès que la soumission de la Péninsule, à laquelle on croyait généralement,

aurait fourni à son ennemi les moyens de l'écraser, il pensa que le moment était favorable pour tenter avec un juste espoir de succès le rétablissement de son indépendance.

Après avoir commis l'énorme faute de ne point secourir en 1806 et 1807 la Prusse et la Russie, d'avoir négligé en 1808 d'opérer une prompte et utile diversion en faveur de la Péninsule, l'Autriche chercha d'abord en elle-même, puis dans ses relations diplomatiques, les moyens propres à secouer un joug pesant et qui pouvait s'appesantir encore. Sous ce premier rapport, elle recélait dans son sein deux grandes maladies à guérir, l'état déplorable de ses finances et la désorganisation de son armée. Le remède au premier de ces maux se trouvait dans la généreuse assistance de l'Angleterre; quant à l'autre plaie, elle avait déjà commencé à la cicatriser; car, dès le 9 juin 1808, une patente impériale institua, sous le nom de landwehr, une milice destinée à s'exercer au maniement des armes; l'enthousiasme général des peuples la fit promptement s'élever de deux cent à trois cent mille hommes, et l'armée fut successivement portée à quatre cent mille; la cavalerie, l'artillerie, les transports avaient été remontés, toutes les troupes bien armées et bien équipées. Puis on chercha à exalter les esprits en Autriche, dans le reste de l'Allemagne et en Italie. On donnait l'espoir aux insurgés espagnols d'embrasser leur cause; on le leur prouva indirectement en ne reconnaissant pas pour roi d'Espagne Joseph Napoléon.

De plus, on avait rejeté l'offre que Napoléon fit faire à Paris, par le comte Romanzoff, à l'ambassadeur autrichien, d'arrangements qui uniraient la France, la Russie et l'Autriche dans les liens d'une triple garantie. Mais il ne s'agissait plus pour cette dernière puissance de promesses sans effets, même d'une tranquille possession de ce que le traité de Presbourg lui avait laissé; elle se flattait, vu les circonstances présentes, de briser des chaînes honteuses, de récupérer ce qu'elle avait perdu, enfin de renforcer une frontière ouverte de toutes parts; garantie réelle, substituée à celle dont elle reconnaissait l'insuffisance.

Ce fut à Valladolid que Napoléon apprit positivement, par des lettres du roi de Bavière, que l'Autriche armait contre lui. Il s'enferma, avec le ministre Maret, deux fois vingt-quatre heures, expédia quatre-vingt-quatre estafettes, ordonna la levée complète des contingents de la Confédération du Rhin, et se rendit à Paris pour achever, avec l'activité qui le caractérisait, ses préparatifs de guerre. L'Autriche ne s'endormait pas plus que lui; ses agents cherchaient à agiter les esprits, et l'on croyait généralement à Berlin, qu'à l'ouverture d'une nouvelle campagne, toutes les populations germaniques se livreraient à un élan libérateur. C'était bien l'espoir du cabinet de Vienne, dirigé par Stadion, mais ce n'était ni l'espoir, ni le désir même des princes autrichiens, qui redoutaient les résultats politiques des mouvements imprimés aux masses. D'ailleurs l'Allemagne, quoique presque dégarnie de troupes

françaises, n'était point assez éclairée sur ses intérêts, assez confiante en ses forces, assez remise de son effroi pour présenter au monde un tel spectacle. Puis les princes, se méfiant les uns des autres, avaient donné des gages à l'ennemi commun en lui envoyant leurs troupes, et il n'était pas probable que ces troupes voulussent, ou même qu'elles pussent imiter l'héroïque retraite de la Romana. Enfin l'Autriche avait échoué contre la politique expectante de la Prusse; elle échoua devant la politique plus impénétrable de la Russie, que le prince de Schwarzenberg sollicita vainement d'accéder à une nouvelle ligue contre la France. Il ne pouvait douter qu'en dépit des promesses faites à Tilsitt et renouvelées à Erfurth, le czar ne couvât la pensée d'une lutte héroïque et libératrice du continent. De précieuses révélations lui étaient faites à cet égard par le baron de Stein, par le duc de Serra-Capriola et par quelques autres ministres anti-français. Mais il savait aussi qu'un retour vers ses souvenirs de 1806 et 1807 lui faisait redouter de se livrer à l'élan que son cœur nourrissait. Puis sa parole était engagée; il tenait à n'y pas manquer, et la guerre qu'il soutenait l'épuisait d'hommes et d'argent. Lié ainsi d'intérêts et d'honneur, il avait obtenu de Frédéric-Guillaume une promesse de neutralité, ne voulant avoir ni à le seconder, ni à le combattre. Alexandre enfin voulait gagner du temps, l'employer avec sécurité à étendre son empire vers le midi et attendre le bénéfice des circonstances. D'ailleurs l'Autriche, qui l'abandonna après Austerlitz et ne le secourut

point dans la dernière guerre, pouvait encore être contrainte à traiter sans lui, et il n'avait jamais vu les affaires de la Péninsule sous l'aspect qui frappait la cour de Vienne; il était confirmé dans ses opinions à cet égard par le résultat de la fin de la campagne de 1808, et les rapports de Pierre Politika, qui venait de traverser l'Espagne et la France après la capitulation à Lisbonne de l'amiral Siniavin, quelque favorables qu'ils fussent aux insurgés, ne purent le convaincre qu'ils résistassent à la plus formidable des puissances.

Schwarzenberg pressait cependant Alexandre avec constance et vivacité, et ce fut dans une dernière audience particulière, au moment de son départ, que, en enveloppant son discours de toutes ces formes de respect que les convenances imposent à un grand seigneur à l'égard d'un souverain, il lui fit entendre que si Sa Majesté Impériale ne se décidait pas à seconder l'Autriche et que celle-ci fût écrasée, la cour de Vienne n'aurait plus d'autre ressource que de s'unir *par tous les liens possibles* à la France, qu'elle savait positivement concevoir des vœux funestes à l'empire russe, ce à quoi le cabinet autrichien alors se verrait obligé de prendre part.

Le prince de Schwarzenberg, issu d'une famille prussienne, joignait à une figure imposante un beau et noble caractère. L'un de ses ancêtres, le comte Adam de Schwarzenberg, tourmenté longtemps comme catholique, mécontent et d'un esprit inquiet, était devenu infidèle à Frédéric-Guillaume,

dit le Grand-Electeur (1), son souverain légitime, pour servir les intérêts de l'empereur Ferdinand III. Arrêté, renfermé à Spandau, il y fut jugé et supplicié, mais secrètement, pour ne pas s'exposer à la vengeance du chef de l'Empire qui le réclamait et auquel on dit qu'il était mort subitement. Son fils Jean-Adolphe, réfugié à Vienne, y fut élevé aux plus grands honneurs et à la plus haute fortune; il dut à la faveur impériale l'immédiation, fut créé prince en 1670 et obtint des emplois importants; aussi sa famille s'attacha-t-elle sincèrement, de génération en génération, à la maison souveraine dont elle tenait tout son lustre.

Tandis que le négociateur autrichien n'éprouvait que des refus, ce dont le duc de Vicence donnait avis à son maître sans néanmoins pénétrer entièrement dans les vues secrètes de l'empereur Alexandre sous le charme entraînant duquel il était tombé, comme tant d'autres cédèrent à la fascination produite par Napoléon sur ceux qui l'entouraient; tandis que le spirituel, mais aveuglé Caulaincourt ne voyait ainsi que ce qu'on lui permettait de voir, M. de Metternich jouait à Paris le rôle le plus pénible et dont lui seul peut-être était capable de se tirer avec dignité. Interpellé par Napoléon, dans une audience publique, il nia les intentions hostiles de sa cour, dont il justifia les armements en raison de la nature des circonstances. La réplique de l'empereur devint plus vive que la première attaque; il

(1) 1641.

accusa personnellement l'ambassadeur de semer le trouble autour de lui, d'avoir dans sa cour des liaisons qui lui déplaisaient; mais il avait à faire à un personnage dont l'aplomb égalait la perspicacité.

Metternich, homme d'État dans la plus vaste acception de ce titre, homme d'intelligence dans la juste appréciation des hommes et des choses, homme du monde par l'élégance de ses manières et le charme de ses discours, fort dans le cabinet, brillant dans un salon, adroit sans le paraître, sachant à propos ou parler ou se taire, habile à éluder une question indiscrète ou inattendue comme à provoquer des indiscrétions involontaires, prompt à réunir en un faisceau lumineux des notions imparfaites et diverses, sachant découvrir le faux dans ce qu'on lui dit, le vrai dans ce qu'on croit lui cacher; Metternich, très-supérieur à la plupart des diplomates de son temps et à ceux surtout avec lesquels il avait à traiter, s'était honorablement fait connaître à Berlin, où il avait résidé, et où l'on avait su apprécier l'étendue de ses talents et la hauteur de son caractère. Représentant le plus loyal des souverains contemporains, sa supériorité politique déplut au cabinet des Tuileries qui, ne pouvant vaincre son habileté investigatrice, s'étudia à le calomnier. On épia ses démarches, on envenima ses moindres propos, on interpréta jusqu'à son silence; aussi sa pénétrante sagacité et ses justes prévisions furent-elles taxées d'intrigue et de duplicité. On prêta des inconséquences à celui qui savait le mieux conserver

sa dignité, et la colère devint souvent indiscrète devant celui à qui rien n'échappait, ni la légèreté des femmes, ni la jactance des hommes placés près du grand pouvoir, objet de son étude observatrice et calme.

Si nous nous sommes autant étendus ici sur le compte de l'ambassadeur Metternich, c'est vu la prodigieuse importance qu'il devait acquérir à l'époque où serait enfin décidé le sort de son pays et même celui de l'Europe entière.

Cependant l'Autriche, éclairée sur ses dangers par son habile ministre, pressait ses préparatifs de guerre, et Napoléon, craignant d'être prévenu par elle, se hâtait de rassembler et ses forces et celles de ses alliés. Rassuré sur les intentions de la Russie, il voulut la mettre à l'épreuve en réclamant d'elle sa coopération. Quelque secret qu'il mit dans de telles relations, l'ambassadeur autrichien apprit tout, par des propos rompus qu'il savait rapprocher. Il y a plus; il parvint, par des causeries indirectement provoquées, par des propos inspirés plus que dictés par lui, à rendre de jour en jour Napoléon moins populaire parmi ceux qui étaient déjà disposés à blâmer la guerre d'Espagne; parmi les militaires mêmes qui, tout en servant avec héroïsme, n'en déblatéraient pas moins contre la cause pour laquelle on les faisait combattre. Il applaudissait à l'admiration généralement conçue en faveur d'un peuple révolté contre une invasion perfide; et si l'esprit révolutionnaire, qui ne faisait réellement que sommeiller, eût pu se réveiller; s'il n'avait été

garrotté sous un joug de fer chargé de gloire, peut-être alors eût-il fait explosion. L'empereur des Français avait donc besoin pour lui d'un surcroît de lustre, et de nouveaux et brillants appâts à jeter à ceux qui le servaient.

Quoique Metternich résidât encore à Paris, l'ambassadeur de France Andréossi avait quitté Vienne le 28 février 1809, en y laissant M. Dodun comme chargé d'affaires. Le ministre de Russie ne quitta cette résidence que le 5 avril. Cependant, dès le mois précédent, il n'était plus douteux que la guerre allait prochainement commencer ; car l'archiduc Charles, par une proclamation du 11 mars, avait invité *tous ceux qui n'étaient pas requis par la loi de se rendre à l'armée,* à se réunir en bataillons pour servir leur pays, *au delà des limites des États héréditaires, dans le cas où ils seraient menacés par l'ennemi.* Dans son adresse aux volontaires de Vienne, il les félicitait de leur zèle et finissait ainsi : « Partout où l'honneur et la patrie » nous appelleront, là je vous rencontrerai ; là cha» cun de vous me retrouvera. » Toute la garnison de la capitale était déjà partie ; la milice de Bohême, la levée de Hongrie marchaient vers les frontières, et, dans son manifeste du 27 mars, le cabinet de Vienne exposait la ponctualité rigoureuse avec laquelle l'empereur d'Autriche satisfit aux stipulations de la paix de Presbourg, quelque douloureuses qu'elles fussent, tandis que celles qui tendaient à soulager l'État ne le furent qu'après de longues et périlleuses altercations. Il ajoutait encore, comme

principaux griefs, que l'archiduc Ferdinand d'Autriche, électeur de Salzbourg, et l'archiduc Antoine, grand maître de l'ordre teutonique, ne purent obtenir pleine jouissance des possessions et revenus stipulés en leur faveur, ni l'archiduc Ferdinand d'Este, landgrave de Brisgau, les indemnités promises; que, quoiqu'une contribution de quarante millions eût eu pour objet d'éteindre toute réclamation sur les sujets autrichiens et de faire cesser toutes réquisitions, les exactions continuèrent; que des objets appartenant à Sa Majesté dans les places cédées et qui montaient à vingt-quatre millions de florins, ne lui furent point payés, malgré ses fréquentes réclamations fondées sur des engagements positifs; que l'empereur aurait supporté toutes ces pertes en faveur de la paix, si la France n'avait point déconcerté ses plans pacifiques en exigeant, pour assurer sa communication militaire entre Venise et les provinces situées sur la côte orientale de l'Adriatique, un passage libre et à demeure par les États impériaux; qu'aux observations faites à cet égard il ne fut répondu que par des menaces de guerre, réponse constante à toutes les réclamations de la cour de Vienne; que les Russes s'étant emparés de Cattaro par suite des lenteurs de la France à l'occuper, l'effet de cette négligence fut imputé à l'Autriche, quoiqu'elle eût consenti alors au passage militaire demandé, ruiné son commerce en fermant ses ports aux Anglais, et réuni ses troupes à l'armée française pour faire évacuer Cattaro; que cependant les possessions autrichiennes ne fu-

rent pas rendues ni le territoire de l'Empire évacué; que les frontières d'Italie ne cessèrent point d'être menacées; que le corps germanique fut dissous; que l'Allemagne passa sous la domination de l'empereur des Français; que l'Europe demeurant muette, l'empereur se sacrifia au bonheur et à la sécurité de ses peuples en déposant sa couronne impériale; que cette démarche n'amena pas la réalisation des clauses du traité; que cependant l'Autriche conserva sa neutralité, quoiqu'elle s'intéressât au sort de la Prusse; qu'elle offrit sa médiation et que l'on conclut la paix sans la consulter; que Sa Majesté n'apporta aucun obstacle aux changements opérés à Naples et en Hollande, se soumit aux stipulations du traité de Tilsitt, et n'obtint pourtant qu'en octobre 1807 la remise de la forteresse de Braunau; qu'alors même ses possessions sur la rive droite de l'Isonzo ne lui furent pas restituées et demeurèrent entre les mains de l'ennemi, sauf une imparfaite indemnité; que, pour prix de cette légère restitution, l'empereur des Français exigea, sous peine de rupture, l'adoption du système continental, et que l'on y adhéra, quelque ruineux qu'il fût; que bientôt on fit à Sa Majesté des propositions relatives *à la dissolution et au partage d'un grand empire voisin* (1), iniquité d'autant plus choquante que celui qui conçut ce projet n'avait cessé de représenter la conservation de cet État comme la base première de son système politique, et que d'ailleurs

(1) La Turquie.

l'acquisition du territoire offert eût été une acquisition trompeuse. Enfin, était-il dit dans ce manifeste, une nation magnanime se voit, pour prix de ses longs sacrifices, enlever son indépendance, ses lois, ses princes, ce qui ne lui laisse d'autre ressource qu'une résistance désespérée et glorieuse. Sa Majesté Impériale *en a ressenti une profonde douleur, et le sort de l'Espagne lui apprend qu'en abjurant sa propre dignité on ne fait que hâter sa ruine.* Une armée de deux cent mille hommes n'attend plus que le signal de l'attaque; car le Portugal et l'Espagne soumis, tout principe de justice est méconnu. Des écrits officiels prouvent que l'Europe n'est pas assez vaste pour assouvir une turbulente ambition; compter sur le maintien de la paix serait donc le comble de l'aveuglement. La crise approche; l'unique moyen de l'éloigner, c'est de se mettre sur la défensive; se contenter de cette mesure ne saurait être mal interprété. L'Autriche a le droit de veiller à sa conservation; cependant les simples précautions qu'elle est forcée de prendre sont taxées de mouvements hostiles, tandis que dans une note on annonce que l'*armée française, tant en Allemagne qu'en Italie, sans y comprendre les troupes de la Confédération du Rhin, sont du double plus fortes qu'en* 1805, et dans une note subséquente (1) on déclare *que la guerre est inévitable si les mouvements militaires qu'on remarque en Autriche ne prennent pas une marche rétro-*

(1) Du 30 juillet 1808.

grade. Dès le mois d'août 1808, les princes allemands reçurent ordre de lever des troupes. Ce fut alors qu'on demanda la reconnaissance du nouveau roi d'Espagne; cette demande fut éludée. A Erfurth Napoléon vanta, comme l'effet d'une excessive longanimité, d'avoir *jusqu'à ce temps épargné l'Autriche.* Après son retour d'Espagne (1), il déchaîna contre elle une foule de pamphlétaires, fit rassembler les troupes des princes allemands placés sous son influence, concentra les siennes, et Sa Majesté Impériale, après s'être soumise sans se plaindre, après avoir cherché tous les moyens de conciliation, voit la France exiger qu'elle demeure sans défense. Le seul tort de l'Autriche est de vouloir conserver son indépendance, et quand on la dépouille, quand on la menace et la prive de toute influence politique, l'empereur Napoléon dit encore : *Je ne demande rien à l'Autriche.* Cependant, tout ce qui l'entoure la provoque, elle est tenue en état de siége ; elle ne peut d'ailleurs voir avec indifférence compromis le sort des puissances voisines d'Allemagne et d'Italie auxquelles ses intérêts sont liés par tant de points de contact. Sa Majesté ne désire que l'indépendance des nations, le respect dû aux droits de tous, la religion des traités.

Ce manifeste n'était encore que comminatoire. Napoléon y fait répondre, dans le *Moniteur*, par l'énumération des pays conquis et rendus par lui, représentés comme les monuments généreux de

(1) 1809.

sacrifices libres, puis il se récrie contre l'ingratitude; mais il ne répond à aucuns des griefs relatifs à la non exécution des traités. Il revient sur l'affaire de Cattaro, que nous avons précédemment exposée dans toute son exactitude; il récrimine sur les vues ambitieuses de Joseph II à l'égard de la Bavière; il dit qu'on ne peut compter sur *une puissance qui, si la bataille d'Iéna eût été douteuse, aurait fait cause commune contre la France,* et dont le *ministère qui la dirige est vendu à l'Angleterre.* Il passe légèrement sur la non restitution de la rive droite de l'Isonzo, mais se plaint de la non reconnaissance du roi Joseph. Il est plus vrai cependant quand il affirme que l'Autriche a réellement projeté la guerre et préparé les moyens de la soutenir. Cependant il ne dit pas à quel point lui-même il l'a rendue nécessaire. En effet, elle était déjà décidée; car, dix jours seulement après la publication du manifeste autrichien, l'archiduc Charles, dans une proclamation du 6 avril, s'exprimait ainsi : *La patrie nous demande sa délivrance et nous nous levons pour sa défense.*

La déclaration de guerre de l'Autriche, publiée le 12 avril, reproduisait les principes exposés dans le manifeste; elle fut suivie d'une adresse du prince généralissime à la nation allemande, invitée à se réunir à lui pour assurer l'indépendance générale. Dans le même moment les princes confédérés publiaient la liste de leurs prétentions contre l'Autriche et y joignaient les plus lâches adulations pour l'empereur des Français, tandis que celui-ci renouve-

lait (1) les rigoureuses lois révolutionnaires contre tous Français armés ou non armés qui se trouvaient à l'étranger, sans distinction d'*amis* ou d'*ennemis*, ne leur accordant pour leur rentrée que le terme de trois mois, quel que fût l'éloignement dont ils seraient de leur patrie, et cela, sous peine d'être traités, si on les saisissait, comme ayant porté les armes contre elle.

Dans une séance du sénat du 15 avril, Napoléon fait exposer par son ministre les négociations qui avaient précédé la rupture, mais il omet cependant la plus grande partie des notes passées par M. de Metternich; puis Champagny peint la situation critique de l'Autriche en face de Napoléon, occupant les forteresses de l'Oder, prenant à revers les frontières les plus reculées de la Bohême, de la Moravie et de la Hongrie même, tandis que l'armée saxonne prend en flanc la première, de Teschen à Égra, et que la Bavière menace la frontière méridionale de l'Autriche. C'était avouer publiquement ce dont la cour de Vienne se plaignait. Telles étaient les pièces du procès qui allait être jugé sur le champ de bataille, et si la résistance de l'Espagne avait facilité les armements de l'Autriche, celle-ci allait au moins procurer quelque relâche aux insurgés espagnols.

Mais ce dont on s'aperçut dès le commencement de la guerre, et par conséquent beaucoup trop tard, c'est que le commissaire général de l'armée autrichienne, M. de Paffbender, gagné par l'ennemi,

(1) Le 6 avril.

n'avait pas suffisamment pourvu aux moyens de mouvoir et de nourrir les troupes, ce qui précédemment avait aussi causé les malheurs d'Ulm et d'Austerlitz. Il se suicida lors de la découverte de ses longues trahisons.

Cependant l'archiduc Charles avait, dès le 9 août, adressé au chef de l'armée française la lettre suivante : « D'après une déclaration de l'empereur » d'Autriche à l'empereur Napoléon, je préviens » monsieur le général en chef de l'armée française » que j'ai ordre de me porter en avant avec les » troupes sous mes ordres et de traiter en ennemi » toutes celles qui feraient résistance. » Dans le même moment un corps autrichien, sous le commandement de l'archiduc Jean, marchait vers l'Italie, et un autre entrait dans le duché de Pologne sous les ordres de l'archiduc Ferdinand, qui devait tâcher de joindre et d'entraîner le roi de Prusse.

Napoléon avait été surpris par la rapidité de l'attaque, et Berthier, qui commandait alors son armée, plus homme de bureau qu'homme de guerre, dont le plus grand mérite était sa profonde soumission à son maître, avait compromis le sort d'une campagne qui devait être le plus beau fleuron de la couronne militaire de Napoléon ; car les troupes, étendues sur une ligne immense, offraient un développement de vingt lieues de la droite à la gauche ; et si l'archiduc Charles, profitant de la supériorité de ses forces et des avantages que procure l'offensive, avait séparé ses deux ailes, le grand capitaine

lui-même eût difficilement réparé les désastres qui en devaient nécessairement résulter.

Mais Napoléon, favorisé par la lenteur autrichienne, arrive à temps. Il voit d'un coup d'œil d'aigle le mal et le remède ; il peut compter sur la mobilité de ses corps, l'intelligence de ses généraux, le dévouement de tous ; il change rapidement la face des choses ; la bataille des cinq jours, suite des combats sanglants commencés à Thann le 19 et terminés à Ratisbonne le 23, lui ouvre la route de Vienne en rejetant l'archiduc au delà du Danube, et il démontre ainsi, sur un théâtre immense où tous les mouvements ont été calculés, toutes les opérations couronnées de succès, la supériorité de son génie sur celui d'un rival si supérieur lui-même à tous les autres généraux contemporains.

Nous ne détaillons pas les manœuvres exécutées de part et d'autre durant ces cinq jours ; le général Stutterheim en a tracé le tableau en militaire instruit comme en fidèle historien, et nous nous contenterons de dire qu'après les actions meurtrières d'Avensberg, d'Haussen et d'Inzlingen, l'archiduc ayant rejoint sur la rive gauche du Danube le corps de Bellegarde, arriva le 3 mai à Budweitz où il espérait rallier son aile gauche que l'ennemi avait coupée, et que poursuivait Masséna en sacrifiant sans pitié ses soldats par des marches forcées et en se défaisant de ses propres blessés (1), ce qui em-

(1) On aurait peine à croire le fait suivant s'il n'était attesté par un écrivain non suspect (Cadet-Gassicourt, dans son voyage

pêche le lieutenant général autrichien Hiller, retardé par de fréquents et sanglants combats, d'effectuer cette jonction.

Sauver Vienne était cependant impossible; Napoléon était arrivé le 9 mai devant cette ville et l'avait fait aussitôt bombarder, en recommandant d'épargner le palais où l'archiduchesse Marie-Louise était demeurée malade, ce qui ravit d'admiration cette jeune princesse, enthousiasmée dès lors, au grand scandale des Autrichiens, de la générosité et des soins de celui qui causait tous les malheurs de sa famille et de son pays. Vienne capitula le 13 mai.

L'archiduc, qui n'avait pu la secourir et s'en faire un point d'appui, s'établit le 16 à Ebersdorff, où il fut rejoint par Hiller et les volontaires viennois qui avaient quitté la ville au moment de la capitulation. Instruit le 19, que l'armée, qui avait pris possession de la grande île de Lobau, y rassemblait ses forces et travaillait à jeter un pont sur le grand bras du Danube, le prince y fit une reconnaissance, le 20, et vit qu'on faisait établir aussi des ponts sur le petit bras, sous la protection de batteries de position; il fit alors charger et repoussa quelques troupes ennemies qui avaient débouché sur des ter-

en Autriche, page 70, en parlant de la prise d'Ebersberg par Masséna) : « *Il donna l'ordre terrible, mais nécessaire, de* » *jeter à la rivière tous les blessés qui obstruaient le pont.* » Barbarie sans exemple encore dans les annales militaires ! et, à la honte de l'humanité, on ose vanter des triomphes aussi coupables !

(*Note de l'éditeur.*)

rains bas; mais il ne voulut pas s'opposer au passage, dans l'espoir d'écraser par une seule bataille l'armée ennemie qui, se trouvant acculée au fleuve, serait privée de tous moyens de retraite dès que ses ponts auraient été rompus par des brûlots et autres corps flottants, ce qui devait lui rouvrir les portes de Vienne. Il se contenta de prendre position, le 21, entre Aspern et Enzersdorf, ayant Essling en avant de son aile gauche. Son armée, rangée sur deux lignes et divisée en cinq colonnes, était de cent trois bataillons et cent quarante-huit escadrons, formant un total effectif de soixante-quinze mille hommes, avec dix-huit batteries de brigade, treize de position, onze d'artillerie à cheval; en tout deux cent quatre-vingt-huit bouches à feu.

Napoléon, le même jour 21 mai, sut tirer avec sagacité parti de la nature du terrain pour effectuer et couvrir son passage du fleuve et la marche des renforts qu'il devait porter sur tel ou tel point. A la droite des Autrichiens, le village d'Aspern, occupé d'abord, plusieurs fois pris et repris, est définitivement enlevé, quoique défendu par un corps de douze mille hommes, tandis que le maréchal Lannes, pour en faciliter la défense, attaque le centre de l'armée autrichienne, en charge et rompt la cavalerie; mais il est repoussé par un feu fait avec intrépidité à dix pas de distance et tombe blessé à mort. La gauche, passant par Enzersdorf, s'était portée sur Essling, où un grand magasin de vivres avait été crénelé et où l'ennemi avait besoin de s'appuyer pour effectuer sa retraite.

La nuit mit fin à ce combat dans lequel, pour la première fois, Napoléon en personne avait été repoussé; aussi devait-il se hâter de réparer cet échec à son invincibilité qui était la principale base de son pouvoir; car dans la campagne contre les Russes il n'y avait eu réellement deux fois qu'une vigoureuse résistance, luttes dont de part et d'autre on avait pu légitimement s'attribuer la gloire. Bien est-il vrai que dans cette première affaire qui devait être désignée par le nom d'Aspern, Napoléon n'avait point encore engagé toutes ses forces, dont une partie ne le rejoignit que durant ou même après le combat. Elles furent toutes réunies dans la nuit, et le lendemain 22, il recommença les attaques avec une impétuosité nouvelle et croissante, reprit et perdit Aspern, dont le cimetière fut démoli et l'église brûlée; ainsi pris et repris, ce village resta au pouvoir des Autrichiens victorieux sur ce point. Il en fut de même sur le reste de la ligne, où ils résistèrent héroïquement à de fréquentes et héroïques attaques, et où plus de deux cents bouches à feu de chaque côté faisaient tomber sur les deux armées au déluge de boulets et d'obus. Cependant les ponts étaient rompus sous le choc des brûlots et des corps flottants lancés à cet effet par les ordres de l'archiduc, qu'on vit, dans le fort du combat, saisir le drapeau du seul bataillon qui eût commencé à céder, action dont l'effet fut un enthousiasme qui acheva de décider le sort de la bataille; toutefois Essling tint vigoureusement, et l'on ne put en déloger Masséna, dont la retraite ne se fit que dans la nuit du 22 au

25; il avait ainsi facilité celle de l'armée, et cette action lui valut le titre de prince d'Essling, non-seulement pour le récompenser d'un aussi utile service, mais pour faire croire que les Français avaient été vainqueurs.

Napoléon n'attribua ce second échec, qu'il était d'ailleurs loin d'avouer, qu'à une crue inattendue du Danube, non à la vigueur de l'archiduc et à la rupture de ses ponts par des brûlots préparés à cet effet (1). Au reste, on s'était battu de part et d'autre

(1) Ce qui prouve à quel point l'échec d'Essling troublait l'esprit de Napoléon, c'est le langage absurde et contradictoire dont il est l'objet dans les *Mémoires de Sainte-Hélène* (rédigés par Montholon, tom. II, pag. 13 et suivantes). Il y est dit : *Nous ne perdîmes pas la bataille d'Essling, nous la gagnâmes; ce ne fut pas le prince Charles qui coupa nos ponts, ce fut le Danube qui en trois jours haussa de quatorze pieds.* Plus loin : *Le fleuve était grossi de quatre pieds;* et enfin : *le Danube s'était élevé à vingt-huit pieds depuis trois jours.* Ainsi, en deux pages, voilà trois assertions diverses sur la crue du Danube. Mais s'il se fût élevé de vingt-huit pieds, il aurait noyé l'armée sans qu'un seul homme eût pu s'en sauver. C'est donc un mensonge des plus maladroits. Un autre, c'est d'avoir donné cent mille hommes à l'archiduc qui n'en avait que soixante-quinze mille; un troisième, de prêter à cette armée un développement de plus de trois lieues, quand d'*Aspern*, où sa droite était appuyée, à *Enzersdorf*, où s'appuyait sa gauche, il n'y a que trois mille toises. Un quatrième, c'est que le village d'Essling fut *pris deux fois* par l'archiduc qui en *fut chassé cinq fois*. Nouvel et singulier problème d'arithmétique! Il aime mieux devoir la rupture de ses ponts à une crue exagérée qu'à la combinaison de son ennemi, ce qui est cependant un fait patent. S'il eût été vainqueur, comme il le dit, il n'au-

avec un tel acharnement, que les Autrichiens ne recueillirent pour tous trophées que trois pièces de canon, sept caissons, dix-sept mille fusils, trois mille cuirasses. Les Français perdirent dans les deux journées deux généraux faits prisonniers, quatre tués et six blessés; ils laissèrent sur le champ de bataille sept mille morts et les Autrichiens y relevèrent cinq mille blessés, mais un plus grand nombre avaient pu être transportés à Vienne et le Danube charriait une multitude de cadavres. De son côté l'armée autrichienne perdit quatre-vingt-sept officiers supérieurs et quatre mille cent quatre-vingt-dix-neuf officiers ou soldats tués; les blessés furent douze généraux, six cent soixante-deux officiers et quinze mille six cent cinquante-un soldats; elle eut un général, huit officiers et huit cent vingt-neuf soldats faits prisonniers. Tel fut le résultat de cette bataille à laquelle les Autrichiens donnèrent le nom d'Aspern et les Français celui d'Essling.

Jusque-là les Russes n'avaient en rien secondé les opérations de leur allié; car ce fut le 24 mai seulement, deux jours après cette affaire, que, sous les ordres du prince Galitzin, ils entrèrent à Varsovie,

rait pas été forcé de faire sa retraite et d'abandonner le champ de bataille. Au reste, tout dans cette incohérence d'idées et de mots n'a pour objet que de prouver assez généralement qu'il n'avait point été vaincu, calcul d'autant plus maladroit que, vu ses nombreuses victoires, ses talents supérieurs et reconnus, il avait plus que tous autres le droit d'avouer sans honte une défaite.

(*Note de l'éditeur.*)

d'où le prince Joseph Poniatowski avait été déposté, le 20 avril, par l'archiduc Ferdinand, qui ensuite s'était avancé jusqu'à la vue de Thorn, mais qui se vit alors obligé à la retraite. L'archiduc Jean se retira aussi d'Italie, pour voler au secours du prince Charles, après avoir refoulé le vice-roi jusqu'à la Piave, comme l'archiduc Charles, après sa victoire de Caldiero, avait quitté cette contrée lors du désastre d'Ulm en 1805.

Mais le plus grand effet de la bataille d'Essling fut une négociation secrète qui eut lieu alors entre l'Autriche et la Prusse. Il est nécessaire d'en parler ici ; car si elle ne produisit rien d'important, du moins révéla-t-elle les sentiments intimes de Frédéric-Guillaume et les motifs qui l'empêchèrent de s'y livrer.

Sur des ouvertures vagues du comte de Goltz et sur d'autres plus précises du prince d'Orange, le colonel de Steigenstesch fut envoyé à Kœnigsberg, chargé de porter au roi une lettre de ce prince et de sonder le monarque sur l'idée et les avantages de concerter contre la France des opérations militaires ; objet sur lequel le prince était vivement pressé par le général Blücher. A une lettre du roi, en date du 23 mai, l'empereur d'Autriche, répondant le 8 juin, disait que le porteur règlerait la proportion réciproque des troupes et arrêterait des arrangements *aussi salutaires qu'indispensables pour l'intérêt des deux États*, conformément aux *ouvertures* faites par le comte de *Goltz* et à la connaissance qu'il avait acquise de la *conviction* où

était Sa Majesté Prussienne de la nécessité d'une *réunion complète et énergique de volontés et d'efforts contre les envahissements de l'empereur Napoléon.*

Le comte de Stadion écrivait aussi, en date du 9 juin, au baron de Wessenberg, ambassadeur près le cabinet prussien : *Le sort de l'Autriche décidera en même temps de celui de la Prusse. Sa Majesté Prussienne se voit donc appelée à prendre part à la guerre.* Le ministre semblait considérer, d'après les dires du prince d'Orange et du comte de Goltz, les projets du roi comme arrêtés, mais leur exécution comme ne devant avoir lieu qu'avec lenteur; il croyait cependant que ses ordres étaient déjà donnés, que ses déterminations n'étaient par conséquent pas douteuses; que l'effet n'en avait été retardé que par les premiers échecs de l'Autriche. Il était donc enjoint à l'ambassadeur de rassurer le gouvernement prussien et de hâter l'envoi des secours espérés. Dans le cas, disait-il, où le roi de Prusse ne voudrait pas conclure à ce sujet un traité en forme, on croit qu'il devrait être du moins convenu : 1° Que les deux cours contractantes reconnaîtraient que le principe de la guerre actuelle étant de nature à décider pour toujours de l'existence de leurs États respectifs, ils se promettent mutuellement l'emploi de toutes leurs forces; 2° qu'on en confierait la direction à l'archiduc généralissime; 3° qu'on s'engagerait à ne point traiter séparément de la paix; 4° que la paix aurait pour objet l'indépendance et la sûreté des États voisins; 5° que les

engagements à prendre avec d'autres États ne dérogeraient point à la présente convention. Mais le roi accueillit avec froideur le baron de Steigenstesch et répondit : *L'empereur demande du secours et finira peut-être par faire une paix séparée.* La bataille d'Aspern ne le rassurait pas; il reconnut cependant que son sort dépendait de celui de l'Autriche; il rappela qu'il avait voulu s'unir à elle en 1805, et quelle en fut la suite, ajoutant, qu'il ne pouvait ni ne devait se compromettre avec la Russie, d'autant qu'il manquait de soldats, d'armes et de munitions; qu'il était résolu à s'unir un jour à l'Autriche, mais qu'il n'était pas encore temps. *Portez un grand coup et je pourrai me décider*, poursuivit-il. — Enfin Sa Majesté faisait insinuer à l'officier étranger qu'en cas de succès il faudrait à la Prusse, non-seulement la Pologne prussienne, mais celle autrichienne, Anspach, Bareuth et une partie de la Saxe, outre les provinces cédées à diverses époques. Le ministre Scharnhorst opinait vivement en faveur de la guerre, représentant que les circonstances présentes étaient précieuses, qu'il était convenable de ne pas les laisser échapper. Il promettait au roi de lui assurer cent vingt mille hommes avec armes et munitions suffisantes, ainsi que des intelligences dans les forteresses, et notamment à Magdebourg, où il avait des agents secrets et dévoués. Mais d'Oubril, rentré en grâce près de son maître, et chargé d'affaires de Russie, demanda communication, de concert avec Clerambault, consul de France, des propositions faites par l'officier autrichien, à qui le

Cependant, en dépit d'une extrême prudence, difficilement conciliable avec une brûlante ardeur, et qui avait fait fermer sur lui les yeux constamment inquiets des ministres de Russie, de France et de Westphalie, des plaintes furent enfin adressées contre Schill par le roi Jérôme, et Frédéric-Guillaume l'appela à Kœnigsberg pour y rendre compte de sa conduite. Promptement instruit par ses amis de cet ordre et des motifs qui le lui faisaient donner, il part le 29 avril à la tête de six cents hommes; trois cents autres s'échappent et le rejoignent dans la nuit du 2 mai; l'on eut même beaucoup de peine à arrêter l'élan du reste de la garnison, qui brûlait de se réunir à lui. Tout Berlin applaudissait à son héroïque démarche; mais la cour en frémissait. Les généraux Lestocq, Tauenzien et Scharnhorst, qui commandaient à Berlin, avaient donné leur démission. Ces hommes qui, avec Blücher et Kalkreuth, furent presque seuls les héros d'une époque de honteux désastres, étaient honorablement soupçonnés de vouloir raviver l'esprit public, afin de marcher par lui à la restauration de l'indépendance prussienne. Les deux premiers furent mis en jugement relativement à l'affaire de Schill, mais acquittés, moins d'intention que de fait, de cette noble et patriotique accusation. Lestocq reprit les fonctions de gouverneur civil et militaire de Berlin, Tauenzien rentra dans celle de commandant des troupes de la Marche de Brandebourg, et Scharnhorst resta au ministère de la guerre.

Ces persécutions étaient dues aux inquiétudes de Napoléon, qui ne pouvait se persuader que Schill ne fût point secrètement protégé par Frédéric-Guillaume. Les mêmes soupçons s'élevèrent encore dans son esprit lors de la levée de bouclier du prince d'Oels, dont nous aurons plus tard à décrire la courte mais remarquable campagne.

Tandis que Schill, Dornberg et Katt cherchaient à agiter l'Allemagne pour l'affranchir, le prince primat, faisant les fonctions de chef de la police de Napoléon, publiait à Francfort (1) une proclamation par laquelle il était défendu *à tout habitant de cette ville de s'entretenir d'objets politiques dans les auberges et autres endroits publics.*

Quant à Schill, il était déjà devant Wittemberg quand l'envoyé westphalien arriva pour le dénoncer, non plus par de vagues soupçons, mais par des faits. Wittemberg renfermait un dépôt d'armes et d'argent et une nombreuse artillerie; il espérait s'en emparer par surprise; mais le commandant lui refusa le passage. Trompé dans son attente, il leva des contributions dans le pays de Dessau, pilla le château de Katchen, détruisit à Halle les armoiries wesphaliennes, perdit un temps précieux à ces opérations, nécessitées peut-être par le besoin d'entretenir sa troupe et de se l'attacher, mais qui jetaient sur sa cause un vernis propre à la discréditer. Il se dirigea enfin vers Magdebourg, qui n'avait

(1) Le 15 juin 1809.

qu'ils leur rendirent et les priviléges qu'ils en obtinrent, se regardaient comme les enfants de ceux qui les traitaient en pères. Durant les dix-septième et dix-huitième siècles ils avaient constamment repoussé de leurs montagnes les Suédois, les Français et les Bavarois. Placés sous un climat rigoureux et sur un sol stérile, paisibles pasteurs, chasseurs infatigables, tireurs adroits, simples dans leurs mœurs, fiers d'une liberté réelle, et robustes autant que fiers, ils vivaient heureux au sein d'une pauvreté que la modération de leurs désirs laissait à peine sentir. La plupart d'entre eux n'avaient jamais vu un soldat, quand les guerres de la révolution française firent traverser leurs âpres contrées par des troupes nombreuses, auxquelles ils fournirent gratuitement des provisions; ce qui, pour la première fois, leur fit éprouver des besoins. Loin d'en murmurer, ils redoublèrent de zèle et formèrent ces chasseurs tyroliens si redoutables aux armées françaises.

La religieuse fidélité du Tyrol survécut à l'abandon même que la cour de Vienne fit de cette province qui, en changeant de maître, se vit livrée à tous les genres de maux; car le nouveau roi de Bavière, non content d'enlever les caisses et d'exiger de lourds impôts, bouleversa la constitution à laquelle les Tyroliens étaient sincèrement attachés, abolit les couvents, objet de leur vénération, et vendit les biens ecclésiastiques depuis si longtemps la ressource de l'indigence et de l'infirmité. Il leur ôta enfin jusqu'au nom de leur province, trésor de

souvenirs qui leur était cher, pour y substituer, par une puérile imitation, ceux des rivières et des torrents; ils s'en plaignirent, et l'on punit sévèrement jusques à leurs inoffensifs regrets.

Tyrannisés durant trois années, la guerre de 1809 leur parut le signal de l'affranchissement. Avant même que le baron Hornmayer et la diète de Brégentz les eussent appelés à la défense de ce qu'ils regardaient toujours comme leur patrie, en leur recommandant la justice et l'humanité que la pureté de leur cœur leur recommandait bien mieux encore, ils se levèrent tous en masse comme un seul homme, et battirent complétement, les 10 et 11 avril, un corps de vingt-sept mille hommes engagé dans leurs montagnes, lui prirent deux généraux, un grand nombre de soldats, des drapeaux; mais, ce qui leur était plus utile encore, des armes et des munitions, dont pourtant ils n'avaient pas eu besoin pour vaincre.

Ce ne fut que deux jours après qu'un corps autrichien (1) entra dans le Tyrol aux acclamations universelles du peuple, criant *Vive notre bien-aimé souverain l'empereur François I* Napoléon, sentant alors tous les dangers que pouvait lui faire courir cette insurrection inattendue, déploya contre elle les plus grandes forces. Trente-neuf mille hommes furent dirigés sur le Tyrol; le général Lefèvre marchait de Salzbourg avec vingt-quatre mille hommes; Rusca, venant d'Italie, en conduisait huit

(1) Le 15 avril.

mille, et sept mille s'y rendaient de la Souabe sous le général Marmont. Les Tyroliens eusssent dû être promptement écrasés, cependant la lutte fut aussi longue que terrible. De ces trois corps d'armée, les deux plus faibles avaient été complétement battus et repoussés; le plus fort n'obtint ses premiers succès que par l'incendie, le meurtre et des cruautés de tous genres; on n'épargnait ni les vieillards, ni les femmes, ni les enfants, outragés, immolés sans pitié ni remords. Ces horreurs eurent un terme; une population de six à sept cent mille âmes fournit assez de vengeurs pour écraser ses bourreaux.

Dix mille soldats autrichiens échappés aux désastres de leur armée se réfugièrent dans leurs montagnes; ils y furent nourris, vêtus et armés. Non contents d'avoir repoussé l'agression presque jusque sous les murs de Munich, après avoir pris Memmingen et Kempten, les Tyroliens pénètrent en Italie jusqu'aux portes de Vérone, parcourent la Carinthie et le territoire de Salzbourg, joignant toujours à un courage indomptable des mœurs douces et des principes d'équité; ne commettant ni cruauté ni dévastation, ni insultes même; traitant avec humanité des personnes sur lesquelles ils auraient eu à venger tant d'outrages; soignant les blessés ennemis comme les leurs. Le colonel bavarois de Wrede fut lui-même rappelé à la vie par un Tyrolien dont il avait égorgé la femme et l'enfant. Le marquis de Chasteler, quartier-maître général en 1799 des armées combinées russes et autrichiennes en Italie, était

allié seconder dans le Tyrol une insurrection déjà commencée, et Napoléon, abjurant toute justice et même toute décence, avait publié le 5 mai, de son quartier général de Ens, l'ordre du jour suivant, signé du maréchal Berthier : « D'après les ordres de » l'empereur, le nommé Chasteler, soi-disant géné- » ral au service d'Autriche, moteur de l'insurrection » du Tyrol, et *auteur* des massacres commis sur » les prisonniers bavarois et français arrêtés et pris » par les insurgés, *contre le droit des gens*, sera » traduit à une commission militaire aussitôt qu'il » sera prisonnier, et *passé par les armes* dans les » vingt-quatre heures qui suivront, *et ce, comme* » *chef de brigands.* » Tel est le texte exact de cet ordre d'assassinat, imprimé avec altération dans le *Moniteur* du 5 juillet (1). Le prince Charles qui, dans les journées des 21 et 22 mai, avait fait prisonniers les deux généraux français Fouler et Durosnel, fit déclarer, le 25, que leurs têtes répondraient de celle du marquis de Chasteler, et Napoléon déclara de son côté, le 6 juin, que le prince de Collorédo, les comtes de Metternich, de Haddeck et de Pergen, répondraient de la sûreté des généraux Fouler et Durosnel, et que, quant à Chasteler, *s'il était arrêté, il serait traduit à une commission militaire.*

(1) Dans la version officielle insérée au *Moniteur*, il était dit : *Prévenu d'être l'auteur.....* passé par les armes *s'il y a lieu*, et les deux phrases *contre le droit des gens*, ainsi que *et ce, comme chef de brigands*, ne s'y trouvaient pas.

Napoléon avait été étonné que la proclamation par laquelle il excitait les Hongrois à la révolte n'eût produit aucun effet ; il fut bien plus vivement affecté de l'issue des journées des 21 et 22 mai ; il redoutait l'effet qu'elles pourraient produire sur ses ennemis, sur ses amis mêmes ; il soupçonnait une intention malveillante dans la lenteur de l'empereur Alexandre à entrer en scène (1) ; mais il ne s'attendait pas à l'attaque que le souverain pontife romain allait diriger contre son chatouilleux orgueil, attaque dont l'annonce pénétra rapidement à Vienne et y fut généralement répandue, malgré l'active surveillance de son commissaire général de police. C'était ce même Alsacien Schulmeister, dont l'espionnage (2) lui avait été si utile dans ses précédentes campagnes d'Allemagne et qui lui livra pour ainsi dire l'armée autrichienne à Ulm, en y retenant le général Mack par la confiance qu'il lui inspira et les fausses nouvelles à l'aide desquelles il parvint à l'abuser sur sa situation. Laissons donc Napoléon se préparer avec activité à réparer des échecs dont le souvenir lui pesait, et jetons un coup d'œil sur les affaires de Rome, car leurs effets devinrent infiniment plus importants que d'abord on ne l'avait imaginé.

(1) Le 24 mai.

(2) Cet homme gagna à ce métier quarante mille livres de rente, dont il faisait un emploi honorable, et qui contrastait avec la source infâme d'une fortune commencée par la contrebande ; nul ne porta peut-être au plus haut point l'adresse, l'audace, le sang-froid, et, ce qui est plus rare, sa fidélité à celui auquel il était voué.

Marche similaire en France de l'Église et de l'État. — Première négociation du premier consul avec Rome. — Le cardinal Consalvi. — Cacault. — Murat. — Concordat. — Caprara. — Bernier. — Pie VII appelé pour le couronnement. — Vues de Napoléon sur le souverain pontificat. — Chicanes faites au pape. — Surprise d'Ancône et de Civita-Vecchia. — Exigences perpétuelles. — Menaces de s'emparer de l'État pontifical. — Défense aux évêques de sortir du royaume. — On entrave la rentrée de ses revenus. — On chasse ses officiers. — On exécute le décret de Berlin sans son aveu. — On insulte le culte. — L'archevêque de Séleucie. — Ce dont il est chargé pour le pape. — Réponse du pape. — Institutions canoniques. — Lettre de Beauharnais au pape. — Ruses et exigences. — Le pape cède. — L'on rompt avec lui. — Lettre de Napoléon. — Le vice-roi cherche des moyens de conciliation. — Envoi du cardinal de Bayanne. — Réunion au royaume d'Italie des provinces riveraines de l'Adriatique. — Occupation de Rome. — Lettre d'un sujet russe sur l'enlèvement du pape. — Voyage du pape. — Servile députation romaine. — Réponse de Napoléon. — L'Autriche se refuse à un mouvement populaire. — Préparatifs de Napoléon. — Incurie du prince Charles. — L'archiduc Jean. — Bataille des 5 et 6 juillet 1809. — Retraite des Autrichiens. — Armistice de Znaym. — Le prince d'Oels. — Incertitude du cabinet autrichien. — L'armistice est ratifié. — Lenteurs des négociations. — Leur cause. — Pertes maritimes de la France. — Castlereagh. — Canning. — Expédition de l'Escaut. — Nouvelle disgrâce de Bernadotte. — Rome. — Murat. — La reine de Naples. — Les carbonari. — Expédition manquée sur la Sicile. — Mé-

contentement de Murat. — Germes de sa défection. — Le roi de Prusse. — Emplacement des troupes françaises en Espagne.

Nous n'avons précédemment passé qu'avec rapidité sur ce qui a trait aux relations entre la France et Rome ; des objets d'une plus haute importance alors nous occupaient ; mais les événements du Portugal et de l'Espagne, leur prêtant ici une valeur politique très-remarquable, nous sommes forcés d'y revenir, en les considérant de leur origine à la catastrophe de 1809.

Remarquons d'abord, et cette observation trouvera plus loin son application, qu'en France, sous l'empire de ce christianisme qui civilisa tout ce qu'il convertissait, l'Église et l'État ont constamment suivi une marche similaire. Son histoire entière le prouve, de l'invasion des Barbares aux temps les plus modernes, depuis le baptême de Clovis jusqu'au moment où Henri IV fut contraint à adopter le culte du peuple sur lequel il voulait régner.

Dans ce pays, l'esprit religieux, fanatique sous la Ligue qui était aussi un fanatisme politique, est grand et noble sous Louis XIV, jusqu'à ces jours d'erreur où une trop aveugle dévotion rend persécuteur un prince qui a rempli l'Europe de son nom (1) ; il s'affaiblit sous son successeur, quand l'autorité laisse se propager des théories économi-

(1) L'empereur Charles VI annonça son décès à la cour en disant ; *Le roi est mort.*

ques protégées par les hautes classes sociales qu'elles devaient frapper, et l'on voit, en 1789, la démocratie presbytérale s'unir à la démocratie politique qui l'en punit de mort. Le culte cesse en même temps que toutes lois conservatrices; l'héroïsme religieux rivalise avec l'héroïsme militaire durant un régime de gloire, de sacrilége et de sang, auquel succède un gouvernement fangeux qui envoie mourir au loin ceux qu'il n'ose pas immoler par le glaive. Le culte antique fait place alors à des essais de sectes (1) vagues et faibles comme ce gouvernement; la Vendée seule demeure éminemment religieuse en combattant à la fois contre la république et contre l'impiété.

Bientôt on vit paraître Bonaparte, l'héritier nécessaire d'un pouvoir flétri. Il ne pouvait douter que l'oubli des principes religieux n'eussent principalement contribué à grossir ce torrent de forfaits dont la France avait été souillée. Il voyait la religion retrempée dans le sang des martyrs, versé par la philosophie moderne, fanatique de destruction; il voyait la mode, qui se mêle à tout, vanter cette religion que jadis elle avait décriée, l'Église se diviser en constitutionnelle et non assermentée, se subdiviser en gallicane et ultramontaine, et l'esprit de parti cultiver ces semences de troubles. Dès son consulat, qui présageait et préparait le retour au lien monarchique, il voulut rattacher l'unité du sacerdoce à l'unité de l'administration publique, et fit

(1) Les théophilanthropes, les constitutionnels, etc.

un appel à l'autorité du souverain pontife romain Pie VII, successeur de celui qui, par la persécution dont il fut la victime, conquit l'intérêt et l'admiration des protestants eux-mêmes (1).

Alors se trouvait sur le siége de Rome un souverain pontife qui avait paru, dans une de ses homélies, rapprocher les idées religieuses des principes modernes sur les gouvernements (2). Ce n'était cependant pas dans les principes antichrétiens de la philosophie moderne que le pieux évêque d'Imola puisait ses maximes politiques, mais dans un cœur droit et simple, dans une dévotion douce et nourrie de charité, dans un esprit modéré et conciliateur. Parlons donc ici tant de lui que du gouvernement de l'État romain.

Le gouvernement pontifical offre, aux yeux de ceux qui l'ont examiné avec soin et sans préjugés dans son essence, son organisation et ses résultats, le modèle le plus parfait d'une monarchie élective. Nul autre ne s'est constamment montré aussi sage, aussi éclairé, aussi paternel. Exempt, depuis dix siècles, non de ces troubles excités par des factions d'antipapes, mais de ceux qui bouleversèrent tant d'États. Étranger à cet esprit d'envahissement territorial, propre à effrayer des puissances limitrophes, il était pourtant rongé par l'un de ces vices inhérents à toute souveraineté non héréditaire ; c'était le désir du prince d'enrichir sa famille, et qu'à

(1) Voyez la pièce justificative I.
(2) Voyez la pièce justificative K.

Rome on nommait le *népotisme*. Cet abus cessa lors de l'exaltation de Pie VII. Son frère était pauvre; il ne reçut de lui que cent cinquante écus par mois (750 francs). L'un de ses neveux, qu'il chérissait, ne fut pas mieux traité. Modeste, sobre, sans faste, il crut devoir consacrer tous ses revenus au bien public, fit cesser, par de grands sacrifices, l'émission des monnaies détériorées qui ruinaient la classe ouvrière, encouragea l'agriculture, l'industrie, le commerce, les beaux-arts, supprima les priviléges onéreux, régularisa les impôts, dégagea de leurs décombres les monuments antiques, réforma par sa bulle, *Post diuturnas*, les abus introduits dans toutes les parties de l'administration, dans la jurisprudence et les arrêts des tribunaux. Uniquement occupé du bonheur de tous, jamais Rome n'avait eu un souverain plus promptement et plus justement adoré de ses sujets. Voilà l'homme avec lequel Napoléon se proposait de traiter. Alors aussi existait dans la ville pontificale un de ces hommes capables de penser avec justesse et d'agir avec succès; c'était le cardinal Consalvi. Doué d'une imagination brillante, qui ne nuisait en rien à la rectitude de l'esprit, il unissait aux formes aimables de la société une aptitude des plus judicieuses aux affaires, de l'adresse sans effort, de la finesse sans déloyauté, de la vigueur de caractère sans raideur intempestive. Zélé pour son maître, pour son pays, pour les droits du pontificat, séduisant dans ses discours, ferme dans ses principes, tel était le ministre avec qui l'ambassadeur de France

Cacault eut à traiter, quand Napoléon, renonçant au système du Directoire qui ordonnait à ses agents de désoler *la patience* des prêtres, et bravant la répugnance de ses entours habitués à ridiculiser un habit qui n'est pas le leur, ainsi que la rage des bourreaux qui ne pardonnent jamais à leurs victimes, prévit presque seul toute la portée de l'œuvre qu'il méditait.

Consalvi sentit alors ce que sa situation avait de critique. Il fallait traiter avec la France sans mécontenter l'Autriche, la Russie et l'Angleterre, dont la première avait plutôt signé une trêve qu'une véritable paix. De là des propositions, des observations, des lenteurs accompagnées de part et d'autre de formes amiables, essentiellement dans les goûts, le ton et les habitudes des deux négociateurs, formes strictement commandées d'ailleurs par le premier consul, qui dans cette affaire marchait vers un but encore inaperçu de tous.

Cependant, irrité bientôt de ne point emporter d'emblée ce qu'il désirait, Napoléon envoya son *ultimatum*, avec ordre de rompre s'il n'était point accepté, phrase plutôt comminatoire que décisive. Mais l'ambassadeur qui voulait, sans manquer à ses instructions, éviter une démarche dictée par une impérieuse impatience et propre à tromper les vœux réels de celui qu'il représentait ; qui savait en outre que Murat, maître de Florence, brûlait du désir de s'emparer de Rome, embrassa un moyen intermédiaire (1) ; ce fut d'engager le cardinal à se rendre

(1) En juin 1801.

promptement à Paris, et laissant à Rome un secrétaire d'ambassade, de voler lui-même près du beau-frère de Napoléon pour modérer son effervescence.

Mais Consalvi avait malheureusement écrit au chevalier Acton, premier ministre de Naples : *Je pars pour Paris, je sais que je vais au martyre.* Acton montra très-imprudemment cette lettre à Alquier, ambassadeur de France, qui en rendit compte au premier consul ; mais comme il en avait aussi donné avis à Murat, Cacault se hâta d'en faire son rapport à Napoléon, en accusant la pusillanimité du cardinal, appuyant sur la nécessité de traiter avec lui et sur l'avantage qu'on aurait de saisir cette occasion pour brouiller entre elles les deux cours de Naples et de Rome. Il insinuait que le cardinal, ainsi coupable, en deviendrait plus facile ; mais aussi qu'il était fin, fier, habile, qu'il y aurait donc du danger à le trop humilier.

Napoléon et Consalvi avaient également une puissance de séduction presque irrésistible ; après un peu de froideur d'une part et une extrême mesure de l'autre, ils luttèrent d'adresse et de charmes, se plurent réciproquement, sans qu'aucun d'eux abandonnât ses vues, et finirent par arrêter les articles du concordat de 1801, auquel les plénipotentiaires des deux puissances ne prirent guère d'autre part que d'y apposer leurs noms (1).

Ce fut alors que Pie VII nomma, le 4 septembre 1801, le cardinal Caprara légat à *latere* près du

(1) Signé le 15 juillet.

premier consul. Ce cardinal, homme d'esprit, de savoir et de vertu, âgé déjà de 68 ans, après avoir été auditeur de Rote, tribunal dans lequel il acquit une haute réputation, était successivement devenu légat à Ravennes, nonce à Cologne, à Lucerne et à Vienne.

Le concordat étant un acte purement religieux, nous n'avons point à en détailler ici les articles; nous avons dit son objet, qui était de faire de l'Église de France un corps uni et attaché à l'État, et de se concilier la cour de Rome, que des articles organiques ne tardèrent pas à aliéner. Elle avait eu déjà quelques motifs de défiance à concevoir à l'égard du premier consul, car la bulle pontificale de ratification du concordat, en date du 18 des calendes de septembre (14 août), fut falsifiée dans la traduction officiellement publiée en France (1). Quant aux

(1) Ces falsifications sont sans nombre; la comparaison de l'original à sa traduction en fait foi. N'en citons cependant que quelques traits. *Quæ à nobis constituta concessaque sunt*, est ainsi rendu : *Ce qui a été respectivement convenu et arrêté*. Plus loin *concessiones* est supprimé; il en est de même de *omnia sacrificia*. Enfin, car il serait long et fastidieux de tout citer, tenons-nous-en à ce paragraphe : « Si quidem ille Deminus, qui dives est in misericordiâ, cogitat concilia pacis et non afflictionis, illustrem virum, penes quem summo nunc gallicanæ reipublicæ est administratio; eadem cupiditate finem tot malis imponendi inflammavit, ut ejus ope in abundantia pacis religione restituta bellicosissima illa natio ad unum fidei centrum revocaretur. » Or, voici comme il est travesti : « Dieu, dont la miséricorde est infinie et qui n'a pour son peuple que des sentiments de père et *non des di-*

articles organiques ils étaient d'une conséquence plus grave, puisqu'ils avaient pour objet de faire croire qu'ils obtinrent, ainsi que le concordat, l'assentiment du souverain pontife, et cette intention est suffisamment prouvée, tant par la proclamation du gouvernement (1) que par un discours d'apparat, de Muraire, président du tribunal de cassation. Consalvi se récria vivement contre ces articles qui ruinaient en partie son ouvrage. Il avait sainement jugé le caractère, les vues, l'ambition du premier consul, et chercha sans cesse à ne blesser ni les intérêts du gouvernement français ni les droits du Saint-Siége.

Cependant un motif de plus de division se présenta quand, en septembre 1802, Bonaparte proposa un concordat pour la république italienne. Il y avait ici complication entre les questions politiques et religieuses. Bernier, devenu d'aumônier chouan évêque d'Orléans, s'entremit dans cette affaire et le servit avec zèle près de Consalvi, qui charchait toujours à maintenir la bonne harmonie entre son gouvernement et celui de France, et y était parvenu ; aussi traitait-on de quelques diffi-

» *sirs de vengeance*, a fait naître dans le cœur *généreux* de » l'homme célèbre et *juste* qui exerce aujourd'hui la magis» trature suprême dans la république française, le même dé» sir de mettre un terme aux maux qu'elle éprouve, afin que » la religion, rétablie par son secours, refleurît au milieu des » douceurs de la paix, et que cette nation belliqueuse revînt, » *après ses triomphes*, au centre unique de la foi. »

(1) Le 7 germinal.

cultés relatives à l'exécution de ce concordat, quand, en mai 1804, Napoléon désira être couronné par le pape, comme quelques-uns des souverains français ses prédécesseurs l'avaient été.

Consalvi s'écria alors : « *Oui, mais il faut le* » *venir demander à Rome.* »

Pie VII répondit que ses prédécesseurs couronnèrent des rois et des empereurs qui accrurent la puissance temporelle du Saint-Siége, et que, si ce nouveau monarque ne lui avait pas enlevé les trois Légations, du moins ne les lui avait-il point rendues.

Caprara n'osa pas produire officiellement cette réponse; mais elle fut connue, et le ministre des relations extérieures, dans une note au secrétaire d'État, récapitula tous les bienfaits répandus sur l'Église par Napoléon. Consalvi répliqua, relativement au serment de respecter la liberté des cultes, que la tolérance devait s'appliquer aux personnes, non aux croyances, et que le pape ne pouvait, en qualité de défenseur de la religion catholique, consacrer celui qui regardait comme respectables les cultes qui lui sont opposés.

Nonobstant ces considérations, on insista, on menaça, et le souverain pontife partit pour Paris le 2 novembre 1804; mais Consalvi, qui avait épuisé en vain tous les prétextes de résistance à ce voyage, n'accompagna pas le Saint-Père, en l'absence duquel sa présence à Rome fut jugée nécessaire pour empêcher qu'il ne s'y élevât des troubles, ainsi qu'afin d'entretenir librement des relations, qu'on croyait

plus que jamais utiles à resserrer avec les cabinets étrangers.

La conduite que tint alors le secrétaire d'État, et qui lui valut l'estime et l'attachement des Romains, n'entre point ici dans notre sujet. Quant au pape, il aurait pu insister sur la restitution de ses provinces, qu'au reste, comme nous l'avons déjà dit, un homme tel que Napoléon eût toujours trouvé quelques prétextes de les lui ravir de nouveau ; car quoiqu'il ne se fût pas permis cette juste réclamation, l'empereur des Français, comme on l'a déjà vu n'en persista pas moins dans ses exigences.

Le fait est que son pouvoir une fois consacré par une autorité religieuse qui en imposait aux catholiques, il voulait lui donner une extension sans bornes et lui imposer le sceau de la religion en soumettant à sa propre direction le souverain pontife romain; il voulait, dans cette intention éminemment personnelle, étendre le pouvoir spirituel du pape sur toute l'Europe, à l'abri du pouvoir politique que lui-même il y exerçait, et qu'il espérait accroître et consolider, comptant opérer en faveur du catholicisme et en molestant les consciences, ce que Paul avait imaginé obtenir par la séduction, dans un intérêt tout antifrançais. Nous avons dit la proposition qu'il fit à Erfurt à l'empereur Alexandre pour la réunion des Églises grecque et romaine, ainsi que les motifs de cette proposition; il n'eût affranchi la Grèce qu'au même prix, et en chicanant le pape sur son pouvoir temporel, en le plaçant au nombre de ses sujets, il eût exercé sur les hommes

une double action, par la puissance réunie et de son glaive et de la tiare. Delà tant d'exigences pour arriver à un but voilé de vains prétextes qui n'abusèrent point la cour de Rome sur ses intentions réelles, que le Saint-Père ne négligea pas de faire connaître aux cabinets européens, même à ceux avec lesquels il n'était point en communion.

En récapitulant ces prétextes, nous voyons que, dès 1805, Napoléon exige du gouvernement romain: 1° un traité offensif et défensif entre lui, le royaume d'Italie et le royaume de Naples ; 2° la fermeture aux Anglais des ports pontificaux ; 3° l'occupation d'Ancône par une garnison française, ce à quoi le pape, qui était de retour à Rome le 16 mai 1805, répond que, père commun des fidèles, il ne peut s'armer contre ses enfants ni se liguer contre des puissances qui ne l'ont point offensé ; sa lettre, en date du 13 novembre, était affectueuse, mais pleine de dignité.

L'empereur des Français ne réplique que le 7 janvier 1806, après la paix de Presbourg, et ce ne fut qu'en menaçant le souverain pontife de lui enlever les provinces situées entre les Apennins et la mer Adriatique, et en demandant le renvoi du cardinal Consalvi, qui, contraint à se retirer, n'en continue pas moins à communiquer secrètement avec son souverain, à le conseiller, à rédiger ses notes diplomatiques. Une nouvelle lettre du souverain pontife, du 29 janvier, était aussi affectueuse, mais plus ferme que la précédente ; Napoléon y répondit encore le 13 février. Mais à celles qui suivirent il ne

ût plus répondre que par ses ministres et par des articles du *Moniteur;* et c'est ainsi qu'après avoir paru vouloir relever la religion, il cherchait à en anéantir le chef.

Cependant, après la signature du traité de neutralité entre la France et Naples, et antérieurement à l'intronisation du roi Joseph, les troupes françaises, revenues de Naples, s'étaient déjà emparées par surprise de la forteresse d'Ancône, en octobre 1806, et le 10 juin une autre colonne française s'empara de Civita-Vecchia. Aux justes plaintes du souverain légitime il avait été répondu que la mauvaise organisation des troupes pontificales nécessitait cette occupation, pour s'assurer que ces places ne tomberaient point aux mains des Russes ou des Anglais, et que l'on ne s'en était emparé que comme protecteur du Saint-Siége.

Toute la correspondance diplomatique entre Rome et les Tuileries se compose, dès cette époque, de prétendus griefs, d'assertions calomnieuses, de réponses absurdes, opposées à de très-légitimes plaintes. « Chassez les Russes, les Anglais, les Suédois, les Sardes, écrivait-on; fermez vos ports à mes » ennemis; ils sont les vôtres, car je suis l'empereur, » et l'Italie m'appartient. »

Le Saint-Père opposait à tout ce qui lui était adressé dans les formes les plus acerbes, que, chargé d'un ministère de paix, il ne pouvait se mettre en hostilité contre ces puissances; que si quelques-uns de ses prédécesseurs en avaient agi différemment, cela ne pouvait lui servir de règle; que

fermer ses ports aux ennemis de la France romprait toute communication entre son siége et les catholiques des autres États, ce dont il résulterait pour la religion de grands dommages; que cela livrerait en outre son territoire à des invasions, son commerce à des pertes ruineuses, et compromettrait la subsistance du peuple, assurée par la navigation seule. Ce à quoi Napoléon ne répondit que par ces mots : « *Je suis empereur de Rome.* »

Aussi le pape ayant demandé à ses sujets une subvention extraordinaire, pour subvenir aux dépenses tant du cordon sanitaire contre l'épidémie qui s'était manifestée à Livourne que de celles occasionnées par les inondations du Tibre et le passage sur son territoire des troupes françaises, Napoléon s'en plaignit, comme si le souverain pontife n'eût été dans ses propres États que le ministre de l'empereur. Ainsi, quand il ne remboursait pas au gouvernement romain, comme il l'avait promis, les frais que lui-même il avait occasionnés, il se refusait, sans équité comme sans droit, aux seuls moyens qu'on eût d'y suppléer.

Une nouvelle querelle s'éleva lors de l'intronisation de Joseph à Naples. Rome réclama le droit antique d'investiture auquel les maisons de France et d'Autriche s'étaient soumises, et en réponse on lui intima l'ordre de reconnaître purement et simplement le nouveau roi, sans quoi l'on ne reconnaîtrait point la souveraineté temporelle des papes, créée par les empereurs français, et que par conséquent on pouvait détruire; comme si un don fait était ré-

vocable de sa nature, une possession de dix siècles contestable, un élu populaire saisi des droits que l'hérédité même n'avait pas.

Pour gêner les relations de Rome avec les évêques, un décret du 7 juin 1806 avait défendu à ceux-ci de sortir du royaume sans la permission de l'empereur. Toutes ces chicanes, celles avec l'État de Lucques et le royaume Lombard, n'avaient pour but que de fatiguer la cour de Rome et l'amener, par les craintes de pire, au terme vers lequel on tendait. Ces chicanes furent et plus multipliées et plus actives que jamais, dès que le ministre Alquier eut passé de la mission de Naples à celle de Rome. Dès lors on ne garda plus de mesure, et l'ambassadeur français annonça au pape l'intempestive occupation de Bénévent et de Ponte-Corvo, en lui disant dans sa note : « Sa Majesté ayant souvent remarqué » que ces deux pays, enclavés dans le royaume de » Naples, étaient un sujet habituel de difficultés » entre cette cour et le Saint-Siége, que Naples s'en » était emparé dans plusieurs guerres, que d'an- » ciennes causes de mésintelligence pouvaient se » reproduire, Sa Majesté, occupée à pacifier l'Italie, » n'a pas voulu en laisser subsister. La cour de Rome, » d'ailleurs, retirait si peu d'avantage de ces posses- » sions séparées, l'éloignement y rendait son admi- » nistration si faible et les revenus en étaient si peu » considérables, que le léger sacrifice qu'on lui de- » mande sera aisément réparé par les dédommage- » ments que Sa Majesté se propose de lui offrir et qui » seront beaucoup plus à la portée du Saint-Siége. »

Au lieu des dédommagements annoncés on enleva partout l'autorité administrative et militaire aux agents pontificaux, et le général Lemarrois, commandant dans les trois Marches, s'empara du commandement des troupes du souverain pontife, en chassa les officiers, les remplaça par des officiers français et fit verser dans sa caisse quelques portions des revenus publics. Ainsi, tandis que le souverain légitime des États pontificaux était forcément chargé des frais de subsistance, transports et hôpitaux des troupes françaises, qui, de 1805 à 1806, montèrent à plus de dix millions de francs, on lui enlevait les revenus sans lesquels il ne pouvait les solder; on le menaçait, on l'accusait d'intrigue contre les intérêts de la France; on maltraitait et emprisonnait ses agents civils et militaires, s'ils n'obéissaient pas aveuglément aux ordres tyranniques des généraux français.

Enfin l'insurpation complète des États du pape allait avoir lieu, quand la guerre de Prusse en suspendit, non l'exécution, car on continuait à y commander arbitrairement, mais la déclaration formelle. En effet, le vice-roi Beauharnais n'avait pas tardé à faire exécuter à Civita-Vecchia, à Porto-Danzo, à Terracine, à Ancône le décret de Berlin, et cela sans l'autorisation du pape. A cet acte outrageant se joignaient des torts plus graves encore et volontairement injurieux; car une procession solennelle ayant eu lieu, l'adjudant général Ramel affecta de la traverser avec une escorte de vingt-quatre dragons. Les esprits en furent irrités, et, dans le fait,

on voulait une émeute comme prétexte de s'emparer de l'autorité.

Durant le même temps, Napoléon dit à Berlin à l'archevêque de Séleucie, qu'il y appela : « Allez à » Rome, et rapportez au Saint-Père que je vous ai » défendu de rester plus longtemps à Dresde, parce » que je sais que vous entretenez correspondance » avec la Russie; que je suis très-mécontent des re- » fus réitérés qu'il m'a faits, ainsi que son collége, » d'entrer dans mon système; que je ne souffrirai » plus qu'il ait un représentant à Saint-Pétersbourg; » qu'il doit avoir pour amis et pour ennemis les amis » et les ennemis de la France, fermer ses ports, » dans les guerres à venir, à tous les bâtiments an- » glais, et expulser tout individu de cette nation » qui réside dans ses États; qu'il doit remettre, en » cas de guerre, ses forteresses à mes troupes. » L'Italie entière m'appartient par droit de con- » quête; je succède aux droits de Charlemagne. Le » pape, en obéissant, conservera ses États et obtien- » dra le payement de ce que je lui dois; par un » refus il perdra tout, et même ses États, que je lui » ôterai pour lui substituer un roi, un sénateur. » S'il me pousse à bout, *j'imiterai Charles-Quint* » *qui retenait le pape prisonnier et faisait prier* » *pour sa délivrance.* Qu'il commence par signer » le traité que je désire; je ne lui donne que jus- » qu'au 1er février. »

A ce message, que lui apporta l'achevêque, Pie VII répondit par un refus en disant : « *Heureux*

» *ceux qui souffrent des persécutions pour la* » *justice!* »

La conclusion et les stipulations du traité de Tilsitt mirent bientôt Napoléon en mesure d'exécuter son grand projet; mais voulant couvrir sa marche d'un voile de légalité, il en prit une détournée et entama une querelle dans laquelle il pût paraître avoir de son côté le droit et la raison; les institutions canoniques des évêques d'Italie lui en fournirent le prétexte.

Ces institutions canoniques avaient été suspendues, et le prince vice-roi eut ordre de faire écrire au cardinal secrétaire d'État, par le ministre des cultes, pour qu'elles fussent accordées aux prélats nommés par Sa Majesté. Le cardinal répondit que ces demandes devaient être faites par lettres séparées, conformément au concordat. L'on s'y soumit; mais il fut ajouté que l'institution ne pouvait être envoyée avant qu'il eût été statué sur des difficultés relatives à l'exécution du concordat. L'affaire des bulles n'avait donc été que l'occasion d'entrer dans la discussion des matières les plus importantes, et la cour de Rome la saisissait avec empressement.

Le vice-roi écrivit alors lui-même au Saint-Père, sinon avec l'extrême franchise dont il se targuait dans sa lettre, du moins avec respect et décence. Il y exposait la somme des bienfaits répandus par l'empereur sur la religion; ses sentiments à l'égard du Saint-Père. Il disait que *les refus de l'épiscopat* par les cardinaux l'avaient autorisé *à croire que l'esprit de la cour de Rome lui était peu favorable.*

En réponse à l'objection *que quelques articles du concordat n'ont pas été exécutés ou ont été faussement interprétés*, il demandait *si Sa Sainteté* pouvait *raisonnablement penser que le moment de discuter ces réclamations était arrivé;* puis il s'étonnait que le secrétaire d'État élevât, à l'égard des États vénitiens, une question fondée sur la non existence d'un concordat relativement à eux.

Il y avait du faux et de la ruse dans cette lettre, où l'on se plaignait d'un refus d'institution qui n'avait pas eu lieu; mais tout cela n'était que chicane d'un côté, qu'arme conservatrice de l'autre; que déclamation vague de la part du vice-roi, pour faire croire aux peuples ce qui n'était pas et les préparer à désirer une suprématie impériale propre à les soustraire à des *déceptions* religieuses, par la non intronisation des évêques.

Le pape, sentant le danger de sa position, accorda les bulles, mais en appelant à Rome les évêques pour leur consécration. Loin d'obtenir par cette condescendance aucun repos, il reçut du prince Eugène communication d'une lettre de Napoléon dont voici quelques fragments : « La cour de Rome » est frappée de vertige... la voix des conseillers » qui l'entourent l'emporte sur celle de la raison et » de son propre intérêt; elle ouvrira les yeux quand » il n'en sera plus temps. Le pape n'est pas content » d'être placé sous la sauvegarde du plus puissant » monarque de la chrétienté. Que veut-il? que pré- » tend-il? Mettre mes royaumes en interdit? Me » prend-il pour un Louis le Débonnaire? croit-il

» que ses excommunications feront tomber les ar-
» mes des mains de mes soldats? Que dirait-il si je
» séparais de la catholicité la plus grande partie de
» de l'Europe? Que le pape y songe! qu'il ne me
» force pas à faire adopter en France un culte plus
» raisonnable que celui dont il est le chef!.... Je ne
» veux plus, *mon fils* (1), que vous correspondiez
» avec le pape; je ne veux pas que mes évêques
» d'Italie aillent à Rome. Je verrai, à mon arrivée à
» Paris, le parti que j'aurai à prendre; je vous le
» ferai connaître. *Il sera tel que le pape regret-*
» *tera* de ne pas adhérer à des propositions qui
» concilient ses intérêts et ceux de l'Église. »

Le vice-roi, et même le ministre de France, proposèrent au Saint-Père d'aviser à des moyens d'accommodement. Pie VII choisit, pour cette mission, le cardinal de Litta; mais il ne fut pas agréé par Napoléon, qui demanda le cardinal de Bayanne, croyant pouvoir exercer plus d'empire sur un Français que sur un Italien, et ce fut alors qu'à Rome on décida d'envoyer le cardinal de Bayanne (2) à Paris, mais sans succès; car il ne put d'abord passer Milan, où il reçut l'ordre de s'arrêter s'il n'était porteur de pouvoirs illimités. C'est ainsi que chaque condescendance provoquait des exigences nouvelles.

(1) Il donnait dans ses lettres ce nom à Eugène depuis qu'il l'avait adopté.

(2) Ancien auditeur de Rote et frère du comte de Latier, gentilhomme lorrain, auteur pseudonyme d'un écrit estimable sur la peinture et imprimé sous le nom d'*Armand*.

Il reçut ses pouvoirs, se mit en route, et n'était point encore arrivé à sa destination, que déjà le général Lemarrois, en vertu d'un décret impérial du 1er novembre 1807, s'était emparé des provinces situées sur l'Adriatique, et qu'un décret du 2 avril 1808 les réunissait irrévocablement au royaume d'Italie. Les motifs de ce décret étaient : 1° que le souverain temporel de Rome s'était refusé à faire la guerre aux Anglais, et à s'unir avec les rois de Naples et d'Italie pour la défense de la Péninsule; 2° que les communications entre les deux royaumes étaient interrompues par l'État pontifical; 3° que la donation de Charlemagne avait été faite au profit de la chrétienté et non à l'avantage des ennemis de la religion; 4° que l'ambassadeur de Rome à Paris avait demandé ses passeports le 20 mars; et cette dernière clause était mise au nombre des motifs qui, quatre mois auparavant, avaient fait usurper ces provinces.

Mais cette usurpation n'était que le prélude de celle de tout l'État pontifical. L'ambassadeur Alquier avait déjà annoncé au cardinal secrétaire d'État (1) qu'une colonne française de six mille hommes devait, *sans s'arrêter, traverser l'État romain*, et que *la réputation du général était garant de sa promesse.* Cependant ces troupes, entrées à Rome le 2 février, s'emparèrent de cette capitale, dont elles occupèrent tous les postes; on porta l'insulte jusqu'à braquer des canons sur le

(1) Lettre du 29 janvier 1808.

palais occupé par le pape. Ses plus fidèles employés civils furent arbitrairement enlevés; ses soldats incorporés de force dans les troupes françaises, sans en excepter même les sbires; enfin son autorité fut méconnue, sa personne outragée, sa courageuse patience tournée en dérision. Toutes ces choses indignèrent ses sujets, les étrangers même et jusqu'à des protestants; aussi allons-nous rapporter la lettre qu'un chrétien évangélique du Nord, et sujet russe, écrivait, en date du 8 juillet 1809, à l'un des plus haut personnages de son pays :

« Je viens d'être témoin d'un des actes les plus » odieux, commis sur la personne d'un honorable » vieillard par une ambition qui ne respecte plus » rien; mais reprenons les choses de plus loin. » Depuis que le perfide ou servile Miollis s'était » emparé de Rome, sous prétexte d'y demander » passage, c'était lui qui y régnait conjointement » avec un ambassadeur régicide; la confiance du » pape et l'étonnement du peuple ainsi trompés » ne permirent, dans le premier moment, d'y op- » poser aucun obstacle. Les Romains, malgré leur » vive indignation, demeurèrent constamment cal- » mes et dévorèrent leur haine, pour obéir aux in- » jonctions de celui qu'ils révéraient comme leur » chef politique et religieux. Ce vertueux person- » nage s'était retiré au palais Quirinal et y passait » jours et nuits en prières, assiégé à l'extérieur » par ses ennemis et gardé dans l'intérieur par » quelques Suisses. Cet intérieur ressemblait bien » plus à un tombeau qu'au palais d'un souverain;

» tout y était silencieux et mort, on pouvait en
» dire autant de la ville entière, frappée de stu-
» peur et devenue insensible aux fêtes qu'elle aime.
» Chose encore sans exemple! plus de carnaval,
» plus de courses de chevaux, plus de chants. Quel
» singulier peuple! depuis mille ans il conserve à
» la fois et des idées d'orgueilleuse indépendance
» et des sentiments de soumission monarchique,
» attaché comme il l'est, à celui qui le gouverne,
» par un double lien tissu dans la théocratie. Rien
» jusqu'ici n'a pu le rompre, ni des souverains in-
» dignes de lui, ni une administration vicieuse;
» sans force répressive, sans police organisée, la
» police est parfaite dans cette vaste capitale. Par
» le clergé on y parvient à tout; un prêtre vieux
» et souverain éveille les plus hautes ambitions que
» sa mort peut souvent et promptement satisfaire;
» c'est un genre de démocratie nouveau, curieux
» et paisible. Mais retournons à cet événement qui,
» sans me surprendre, a vivement agité mon esprit
» et froissé mon cœur. C'est ici le cas de dire en-
» core : quel singulier peuple! Il chérit son sou-
» verain, il l'adore presque, il le voit souffrir sans
» se plaindre et brûle de le venger. Il pourrait fa-
» cilement renouveler le sanglant spectacle des
» Vêpres siciliennes; la ville et les campagnes mur-
» murent; une étincelle produirait un vaste incen-
» die, en dépit de la minutieuse et impuissante
» surveillance militaire; eh bien! le pape, dans sa
» courageuse résignation, se refuse à un salut qui
» est journellement proposé et qui coûterait à l'hu-

» manité du sang et des larmes; à sa voix, la fidé-
» lité admire, se tait et demeure inoffensive. Dans
» la position où il est, tout autre que lui accepterait
» les offres brillantes qui lui sont faites; car il sait
» que ses États sont convoités et par Joachim Mu-
» rat et par Napoléon, qu'il n'a aucun moyen de
» les défendre, que même il ne les possède plus;
» mais croyant son autorité temporelle nécessaire
» à son autorité spirituelle et se regardant comme
» uniquement le dépositaire de la souveraineté
» pontificale; ce serait à ses yeux un double crime
» que de consacrer la violation de ses droits par
» une abdication. C'est au prix d'un palais à Avi-
» gnon et d'une rente perpétuelle de six millions
» que cette abdication a, dit-on, été mise; mais le
» refus calme et positif qu'il en a fait n'en a rendu
» son nom et sa personne que plus chers et plus
» sacrés à ses sujets, que plus respectable à ceux
» qui ne le sont pas. Moi-même, sans lui être re-
» ligieusement soumis, je ne puis arrêter sur lui
» ma pensée sans une profonde admiration, senti-
» ment que partagent les gens de bien de toutes
» les religions. Ses troupes avaient été incorporées
» aux divisions militaires françaises, ses cardinaux
» expulsés de Rome, toutes ses réclamations re-
» poussées, les injures qu'il souffrait notifiées aux
» ministres étrangers; il proteste contre tous ces
» actes, n'obtient justice ni pour lui, ni pour ceux
» qui le servirent et qui deviennent victimes de
» leur fidélité; il reçoit enfin le décret impérial du
» 27 mai, qui réunissait l'État pontifical à l'Empire

» français et en donne l'administration à une con-
» sulte (1). Il proteste de nouveau, le 10 juin, con-
» tre ce décret, déclare *de nulle valeur l'occupa-*
» *tion qui vient d'être faite* de ses États, rejette
» *toute rente ou pension*, regardant comme un
» *opprobre* de tirer sa *subsistance des mains de*
» *l'usurpateur de ses biens*, s'abandonne *à la*
» *Providence*, et implore *le Père suprême des*
» *lumières, afin qu'il daigne changer les con-*
» *seils pervers qui dirigent ses persécuteurs.*
» Le même jour, 10 juin, il déclare que *Napoléon*
» *et tous ses adhérents, fauteurs et conseillers,*
» *ont encouru l'excommunication, pour avoir,*
» *par son décret du 27 mai, ordonné l'envahis-*
» *sement de la ville de Rome;* et ces deux actes,
» en dépit de la police française, sont répandus et
» même affichés (2); tous les ministres étrangers
» les reçoivent, le peuple les lit tant dans la ville
» que dans les campagnes. L'effet qu'ils produisi-
» rent dans un siècle tel que le nôtre a pu seul me
» donner une idée de leur haute importance dans
» le moyen âge. Les Français n'étaient plus vus
» qu'avec horreur; le général, tout audacieux qu'il

(1) Voyez la pièce justificative L.

(2) Il en fut fait quatre copies à la main, toutes les imprimeries étant sous la surveillance du gouvernement français, l'une placardée à Sainte-Marie-Majeure, l'autre à Saint-Jean-de-Latran, la troisième à Saint-Pierre, la quatrième jetée sous la porte du ministre de Bavière; mais elles se multiplièrent bientôt. Ces copies, arrachées par ordre, furent envoyées, l'une à Murat, l'autre à Napoléon.

» était, ne savait à quels desseins s'arrêter devant » un pontife qui, disait-il, *mendiait le martyre ;* » aussi prit-il de toutes parts les plus sérieuses » précautions militaires. Le ministre de Prusse » était absent ; celui d'Autriche reçut l'ordre de » quitter Rome, s'y refusa et y fut contraint par » la force ; la Russie n'y en avait plus depuis un » an, et tous les autres appartenaient aux États » soumis à la France. Depuis lors tout ce qui en- » trait ou sortait du Quirinal était soigneusement » visité. Enfin, le 5 juillet, cinq cents soldats ar- » rivent de Naples ; on leur fait prêter serment » d'obéir à tout ce qu'on leur commandera ; on » braque des canons contre le quartier de Transte- » vere ; on prépare des échelles comme pour un » assaut ; la résidence du pape est totalement cer- » née dans la nuit. Le pape, instruit du projet de » son enlèvement, refuse encore les secours qui lui » sont offerts, et par un acte de sublime résignation, » en date de la nuit du 5 au 6 juillet, il déclare » *tendre ses mains sacerdotales à la force qui* » *les lie ;* il se contente d'ordonner à ses *fidèles su-* » *jets* d'imiter les *fidèles du premier siècle,* quand » *saint Pierre* était *détenu en prison.* Ce même » jour, 6 juillet, des soldats escaladent les murs » de son jardin, désarment ses Suisses, à qui il » défend de résister, brisent les portes, arrivent » dans son appartement, et le général Radet lui » déclare qu'il pourra demeurer à Rome s'il con- » sent à abdiquer et à retirer sa bulle d'excommu- » nication. *Vous me mettriez plutôt en pièces,*

» *que de me faire adjurer ce que j'ai fait :* telle » fut sa réponse. Sur ce, il est enlevé, placé dans » une voiture fermée, et il part sans qu'on puisse » imaginer ni où il va, ni quel traitement lui est » réservé. Que dirai-je de plus? la consternation » est générale ici et nous la partageons tous. Si je » suis entré dans un aussi long détail, c'est que » j'ai cru vous intéresser en vous disant les lon- » gues infortunes d'un pontife vieux, infirme et » respectable, sur qui une ambition effrénée venge » lâchement les blessures faites à son irascible or- » gueil. »

En dépit de la surveillance active et sévère du commissaire général de police Schulmeister, chargé alors de celle de Vienne, de cet espion plein d'adresse, d'audace et de sang-froid; malgré aussi celle de ses nombreux agents, la bulle d'excommunication avait promptement été reçue, traduite et répandue dans la capitale de l'Autriche; mais le sort du pape fut brusquement décidé, sans réfléchir aux suites qu'entraînerait cette haineuse résolution. C'était le même sentiment qu'avaient fait naître et le cartel de Sidney-Smith, dont Napoléon eût voulu s'emparer pour s'en venger, et celui du duc d'Enghien qu'il fit assassiner. Il ne sentit pas que le pape, enlevé et prisonnier, devenait contre lui beaucoup plus puissant qu'il ne l'était dans sa solitaire retraite du Quirinal; que l'Espagne et le Portugal, à qui la campagne dans laquelle il était engagé donnait déjà quelque relâche, s'indigneraient de cet acte barbare et le vengeraient sur les armées françaises, ce qui

allait plus que jamais lui enlever tout espoir de régner sur la Péninsule ibérienne. Voilà ce qui rend cet événement digne de fixer les regards de la politique; aussi, avant de terminer le tableau de la guerre d'Autriche, suivrons-nous le vénérable vieillard dans son pénible voyage, en marchant aussi rapidement qu'on le fit marcher lui-même (1).

Parti de Rome à trois heures du matin, le souverain pontife disait à ses postillons, affligés de son sort : *Courage, mes enfants, courage et patience!* Promptement entraîné jusqu'au delà de ses frontières, ses vives souffrances obligèrent de le laisser séjourner vingt-quatre heures au premier village toscan, où son escorte repoussa les populations qui venaient lui demander sa bénédiction. Partout où l'on était instruit de son passage, même désir et même empêchement. Arrivé près de Suse et accablé

(1) Quoique Napoléon ait été personnellement nommé dans les copies imprimées et répandues de la bulle d'excommunication lancée par Pie VII, et dans les publications faites en Allemagne, en Angleterre et en Russie; quoique ce nom se trouve aussi dans les pièces mises sous les yeux de l'empereur des Français, avec l'intention peut-être de l'irriter contre le souverain pontife, il est cependant vrai que Napoléon n'est compris qu'implicitement dans cet acte, qui porte généralement, mais vaguement, sur *tous ceux* qui se sont rendus coupables de quelques attentats contre les immunités de l'Église et les droits, même temporels, du Saint-Siége; ce qui est subsidiairement expliqué dans un acte postérieur (*Doutes au sujet de la bulle d'excommunication*).

(*Note de l'éditeur.*)

de fatigue, il dit à son conducteur : *Si vos ordres sont de me faire mourir, continuez la route; sinon je veux m'arrêter.* On franchit le Mont-Cenis où il passe deux jours dans l'hospice; il parvient à Grenoble le 21 juillet, la vénération qu'il inspire inquiète l'administration qui, le 1er août, le fait conduire à Nice; mais le même sentiment s'y manifeste, et il est rélégué à Savone où, le 27 septembre, on le loge chez le préfet, gardé par des gendarmes et ayant pour geôlier un frère du prince de Neufchâtel.

Pie VII refuse à Savone les cent mille francs par mois qui lui sont assignés, la maison que l'on y monte pour lui, et le luxe dont on veut l'entourer; il ne vit que de la charité publique, souffrant avec patience et priant avec foi pour ceux même qui le persécutent.

Nous dirons plus tard les démarches nombreuses faites près de lui pour vaincre sa persévérance; notons cependant que, tandis que le peuple de Rome gémissait de son absence et faisait des vœux pour son retour, qu'au moment où l'on chanta un *Te Deum* dans l'église de Saint-Louis des Français pour célébrer la réunion de Rome à l'Empire, de sept mille prêtres, pas un seul ne consentit volontairement à y assister, et qu'on y en conduisit de force. Une députation composée de Braschi, Gabrielli, Spada, Bracciano, Falconieri, Mariscotti, Palombi et Tavaglini, vint déposer aux pieds de Napoléon les hommages de la ville éternelle, *digne*, lui disait-on, d'*un regard bienveillant de Votre*

Majesté Impériale, dans laquelle elle se plaît à trouver un souverain et un protecteur magnanime. Votre Majesté a rempli la terre du bruit de ses triomphes et de ses hautes vertus; le Tibre relève son front devant votre pouvoir tutélaire. Napoléon, répondant au discours dont nous venons de rapporter quelques phrases, reproduisit les raisons qui lui faisaient occuper Rome. « Les empe-» reurs mes prédécesseurs vous avaient, leur dit-il, » détachés du territoire de l'Empire, mais le bien » de mes peuples n'admet plus aucun morcelle-» ment. La France et l'Italie tout entière doivent » être dans le même système. D'ailleurs vous avez » besoin d'une main puissante. J'éprouve une sin-» gulière satisfaction à être votre bienfaiteur. Votre » siége, le premier de la chrétienté, continuera à » l'être; votre évêque est le chef de l'Église comme » j'en suis l'empereur; je rends à Dieu ce qui est à » Dieu, et à César ce qui est à César. »

Napoléon, à cette époque, était enfin triomphant de la fière maison d'Autriche dont il venait d'abaisser doublement l'orgueil, car le jour même où il froissait tous les cœurs vraiment romains se parait pour lui d'une éclatante gloire.

Au moment où s'était terminée la bataille d'Essling, Napoléon était réellement sans ressource; deux jours de combats lui avaient coûté neuf mille morts et vingt-deux mille blessés; mais l'archiduc Charles qui, au lieu d'attaquer Essling, dont la résistance se prolongeait, eût pu facilement tourner ce village et faire ainsi mettre bas les ar-

mes à des débris de corps acculés au fleuve, fit cesser le feu à 6 heures du soir et reploya ses troupes; le général Hiller voulait attaquer l'île de Lobau où Napoléon, sans retraite depuis la rupture des ponts et sans munitions avant l'arrivée des bateaux qui ne lui en apportèrent que dans la nuit, aurait été infailliblement perdu, car il demeura durant six heures dans le plus grand embarras; mais le généralissime, satisfait de son triomphe de résistance qu'il eût ainsi rendu décisif, s'y refusa.

Cependant l'archiduc Jean, rappelé d'Italie où il avait battu, le 15 avril, le vice-roi (Beauharnais), rendait par sa retraite un corps considérable à l'armée française, et cet archiduc ayant éprouvé à Raab un léger échec, sa jonction avec le généralissime en fut retardée. D'un autre côté, les opérations du général Kienmayer furent paralysées par la cour de Vienne elle-même; il avait, sur les frontières de Bohême, battu Junot, dispersé les Saxons, les Westphaliens, les Hollandais; il voulait insurger l'Allemagne qui y était disposée et qui eût été secondée par le prince d'Oels; mais le cabinet autrichien ne se prêta plus à cette conflagration que ses proclamations avaient cependant préparée, car ce cabinet sollicitait la coopération des souverains qui frissonnaient au seul nom de Napoléon, et non celle des peuples dont il redoutait les prétentions ultérieures et qui seuls cependant ne faisaient point d'aussi timides calculs. Voilà pourquoi les levées de boucliers de Katt, de Dornberg et de Schill demeurèrent sans succès; il n'y eut que le Tyrol qui se

montra ferme dans sa belliqueuse fidélité. L'on y était convaincu que l'empereur François, ainsi qu'il l'avait promis, ne ferait pas la paix sans qu'on lui rendît cette héroïque province; aussi ces braves montagnards avaient-ils fait perdre à la France ou à ses alliés vingt mille morts et autant de prisonniers, enlevé les convois, coupé toute communication entre l'Italie et les États héréditaires; enfin la plus belle partie que l'Autriche eût encore jouée était compromise au moment où son gain paraissait sûr.

Cependant tout incomplète qu'eût été la bataille d'Essling, elle n'en détruisait pas moins dans les esprits l'impression produite par la bataille des cinq jours et la prise de Vienne. Un aide-de-camp du roi de Prusse avait été témoin de cette bataille, et était demeuré au quartier-général autrichien jusqu'au 27 mai. Les rapports de l'espionnage en avaient instruit Napoléon; il sentait la nécessité de réparer un échec qui nuirait à l'idée de son invincibilité, afin qu'il n'entraînât point des inconvénients plus graves encore, et il mettait tout en usage pour se préparer un éclatant succès. Nous ne retracerons pas la marche rapide imprimée à ses travaux préparatoires, mais nous nous étonnerons de l'inertie de l'archiduc Charles qui, quand il pouvait les troubler, parut les considérer sans en être ému.

Ce prince fut-il réellement digne de blâme? Trois choses sont ici de nature à être prises en sérieuse considération : 1° la désunion très-marquée exis-

tant entre les deux archiducs Charles et Jean; elle n'était pas nouvelle et avait déjà compromis le sort de la monarchie autrichienne; 2° les dissentiments qui régnaient dans le sein même de l'état-major du généralissime sur la manière de conduire cette guerre; 3° les moyens militaires dont le prince avait à disposer. Jetons un coup d'œil sur ce dernier et important objet.

La statistique, science purement matérielle, se contente d'additionner la masse des choses et le nombre des hommes, sans égard à leur valeur morale respectivement considérée; tort immense en politique, et principalement remarquable dans l'évaluation des moyens de triomphe offerts par deux armées mutuellement en lutte. En effet, dans telle circonstance donnée, une armée éminemment active, audacieuse, enthousiaste, et surtout très-mobile, doit, avec une masse inférieure à celle de l'armée qu'elle attaque, frapper facilement celle-ci du fort au faible, en se multipliant par la rapidité de ses mouvements, et l'emporter enfin sur l'immobile intrépidité. Il en résulte, comme nous l'avons déjà remarqué à l'égard des troupes anglaises, que la manière de mettre en action des armées belligérantes varie en raison de la connaissance acquise de ce que sont réellement, tant au physique qu'au moral, et dans leur organisation militaire, les troupes que l'on commande et celles que l'on a à combattre. Cette idée, qu'il serait facile d'appuyer de mille preuves fournies par l'histoire de la guerre, n'avait pas échappé à l'archiduc Charles, qui s'était laissé

attaquer à Essling, comme Kray à Vérone, et qui n'attaqua lui-même qu'après avoir repoussé son ennemi; dans une tout autre catégorie, Napoléon adopta un système très-différent et en harmonie avec les instruments dont il disposait.

Avant de battre enfin celui qui seul encore eut l'honneur de le vaincre, Napoléon, en se préparant à ce grand jour, désignait dans ses bulletins dans les termes les plus amers, comme ayant influé sur les décisions hostiles de l'Autriche, le comte de Stadion, l'ambassadeur russe Rozoumofski, Gentz, Pozzo di Borgo, Schlegel, Stein, le comte de Metternich, et il avait fait ramener ce dernier par une escorte de gendarmerie.

Tout en se livrant ainsi à son irascibilité, il marchait à son but sans s'en laisser détourner par les projets de ses ennemis que sa sagacité pénétrait. Trois principaux objets l'occupaient alors : 1° fortifier l'île de Lobau et y construire de nouveaux ponts; 2° diriger de nouvelles troupes vers le Lech, l'Elbe et le Mein, troupes confiées à Jérôme et à Junot; 3° empêcher la jonction des corps autrichiens de la rive droite du Danube avec l'archiduc Charles, en faisant surveiller l'archiduc Jean par le prince Eugène; ce qui tenait en échec le général autrichien et couvrait tous les principaux points de défense, de communication, d'administration de Vienne jusqu'en Bavière.

Jamais on ne vit s'élever en présence de l'ennemi des travaux aussi remarquables que ceux de l'île de Lobau, monuments admirables du génie qui les

conçut, du dévouement qui les exécuta et des indicibles progrès de l'art militaire.

L'archiduc Charles, inquiété par les mouvements de son adversaire, se trouvait menacé d'un passage sur quatre points différents. Cependant les grands ponts étaient rétablis le 20 juin ; mais Napoléon attend la capitulation de Raab qui n'a lieu que le 23, et commence son mouvement le 30, en appelant à lui les divers corps venant de Komorn, de Gratz, de Lintz ; il ne les réunit dans l'île de Lobau que les 3 et 4 juillet.

Le prince Charles qui crut être attaqué le 1er au matin, avait mis en mouvement son armée reposée et renforcée depuis cinq semaines ; il la fit rentrer dans son camp le 3, et ordonna, le 4, à l'archiduc Jean de venir le joindre. Il avait, comme dans la précédente bataille, adopté le plan de ne point s'opposer au passage du fleuve, rassuré sur la force des positions qu'il occupait, mais il n'avait point dans son armée la suprême autorité qui ajoutait aux forces de son adversaire. Celui-ci était obéi avec un zèle aveugle, et le prince rencontrait près de lui tiédeur et même désobéissance. Sa cavalerie était faible, son artillerie négligée ; depuis la dernière bataille il avait plusieurs fois offert sa démission ; de là tant d'incertitude dans ses vues et ses opérations.

Esquissons le tableau de cette bataille de Wagram, si remarquable par les travaux qui la préparèrent, les forces immenses qui la livrèrent, les résultats politiques dont elle fut suivie, et prenons ici pour

guide, non les bulletins exagérateurs de Napoléon, non ceux autrichiens qui, sans mentir, se contentent de taire tout ce qu'ils ne veulent pas avouer, système de réserve entre le romanesque des bulletins français et la véracité des relations anglaises, mais les faits recueillis par un témoin oculaire et impartial de cette grande journée, où trois cent mille hommes et huit cents pièces d'artillerie exécutèrent, dans une plaine presque rase, des évolutions dont la précision ne perdit rien de l'immensité de l'échelle sur laquelle elles eurent lieu.

Sous la protection de cent neuf pièces de canon du plus fort calibre, le passage est exécuté le 4, sans nulle opposition de la part des Autrichiens, par une pluie abondante et froide. A la nuit la plus horrible, succède le plus beau jour et une chaleur accablante. L'archiduc ne croyait être attaqué que le 6 et demeurait immobile devant la formidable armée qui le menaçait. Il avait posté la sienne sur des hauteurs, derrière le ruisseau de Reuss, embrassant Sussessbrunn par sa droite, Musiedel par sa gauche et Wagram vers son centre; ce fut là qu'eut lieu, dans la journée du 5 juillet, le choc principal qui, cependant, se prolongea sur toute la ligne. Les Autrichiens maintinrent leurs positions et firent même un grand nombre de prisonniers : cette nouvelle promptement apportée à Berlin y répandit la plus vive allégresse; car la nation prussienne était aussi hostile au gouvernement français que le cabinet lui demeurait soumis; mais cette joie si exaltée cessa par la publication de la gazette du 10 juillet

qui démentit des espérances prématurément conçues. Elle apprit que, bien que les positions prises par l'archiduc eussent été vigoureusement défendues le 5, et que les divisions Macdonald et Oudinot, poursuivies au delà du ruisseau de Reuss, se fussent abandonnées à une terreur panique, les Autrichiens n'en avaient pas su profiter, et que le généralissime n'en avait pas moins été débordé; opération couverte par l'attaque vigoureuse exécutée sur le centre de sa position. En effet, le prince s'était porté, le 5 au soir, sur les hauteurs de Wagram; là son déploiement fut immense; celui de Napoléon, parallèle au sien, embrassa trois lieues d'étendue, et tout se prépara pour la bataille du lendemain par la concentration des corps français vers le centre. L'archiduc, dans la journée du 5, n'avait employé qu'une partie de ses forces et attendait la jonction de l'archiduc Jean. Son armée était divisée en trois parties. Attaqué le 6, à quatre heures du matin, il affaiblit sa gauche pour renforcer son centre, qu'il croyait devoir être en butte à tous les efforts de l'ennemi, et compromit ainsi l'aile menacée par la droite des Français. Mais la gauche de ceux-ci ayant été écrasée au point que les quatre divisions de Masséna disparurent en quelque sorte, rien ne se fût, sur ce point, opposé aux succès des Autrichiens s'ils n'eussent été arrêtés par les batteries de position de l'île de Lobau.

Néanmoins Napoléon, s'obstinant à attaquer le centre pour déposter ses ennemis du plateau de Wagram, foudroya ce centre, comme une forteresse

assiégée, par une batterie de cent pièces de canon de gros calibre, ne le rompit cependant pas et ne put même faire aucun prisonnier, malgré la charge vigoureuse de sa cavalerie. Il dut alors à Macdonald et à Davoust les seuls succès qu'il obtint dans cette sanglante journée, et qui lui eussent probablement manqué si l'archiduc Jean avait, comme il le pouvait, hâté la marche des quinze mille hommes sous ses ordres et renforcé l'aile gauche du généralissime.

Cette seconde bataille n'avait donc point encore décidé la question militaire, mais l'archiduc abandonna le champ de bataille et se retira à l'approche de la nuit, sans avoir été réellement entamé et sans être poursuivi (1). L'empereur des Français était d'autant moins satisfait des résultats de cette bataille, que son adversaire pouvait, en s'appuyant sur la Bohême, rallier à lui de nouvelles troupes et recommencer peut-être avec fruit une lutte si coûteuse pour l'armée française. En effet, il avait perdu dans les journées des 5 et 6, selon les relevés faits par les Autrichiens, vingt-deux mille hommes tués, dont quatre mille cavaliers, sans compter une masse immense de blessés, et deux batailles ainsi gagnées eussent été l'équivalent d'une désastreuse défaite; mais les Autrichiens avaient eux-mêmes perdu dans la seule affaire de Wagram quatre généraux, cent

(1) Ces faits, si différents du bulletin de Napoléon, sont textuellement avoués par le duc de Rovigo, tome IV, chap. 15 de ses *Mémoires*.

(*Note de l'éditeur.*)

vingt officiers, cinq mille cinq cent sept soldats tués; en blessés, treize généraux, six cent seize officiers et dix-sept mille quatre cent quatre-vingt-dix soldats, ce qui, outre quatre mille cent chevaux, donnait en hommes une perte totale de vingt-trois mille sept cent cinquante mis hors du combat. Mais ils se retiraient sans laisser ni canons ni prisonniers.

L'archiduc Charles était blâmable pour n'avoir pas combattu en détail les troupes qui lui étaient opposées à mesure qu'elles effectuaient leur passage, ou ne pas s'être éloigné davantage pour assurer, contre tout retard possible, sa jonction avec l'archiduc Jean; mais surtout pour avoir dans les brûlantes journées des 5 et 6, où le thermomètre monta à 26° de Réaumur, porté ses troupes dans une situation où elles étaient totalement privées d'eau. Cependant Napoléon ne put le suivre avec activité, quoiqu'il ne porta ses pertes (1) qu'à quinze cents tués et trois à quatre mille blessés. Mais un relevé fait officiellement dans les hôpitaux, après ces effroyables boucheries, élève le nombre des blessés encore dans les hôpitaux, depuis le commencement de cette campagne, et indépendamment des hommes morts ou guéris, au chiffre effrayant de trente-trois mille; ce que nous ne notons ici que pour démontrer le peu de bonne foi des bulletins français.

On continua donc à suivre pas à pas l'armée autrichienne, sans la presser de trop près, de peur

(1) Vingt-cinquième bulletin.

d'une lutte nouvelle et incertaine. Quant à l'archiduc Charles, effrayé des pertes immenses qu'il avait faites, et touché des maux que l'humanité venait de souffrir, il fit demander un armistice, et Napoléon l'ayant accueilli avec joie, il fut signé à Znaïm, le 12 juillet. Cet armistice portait : (art. 1) suspension d'armes; (art. 2) établissement d'une ligne de démarcation entre les deux armées; (art. 3) évacuation des citadelles de Brünn et de Gratz; (art. 4) celle du Tyrol par les troupes autrichiennes; (art. 5) évacuation des magasins; (art. 6) conservation des positions réciproques en Pologne; (art. 7) suspension d'armes d'un mois et dénonciation de reprises d'hostilités quinze jours d'avance. Quant aux art. 8 et 9, ils n'étaient que le développement de cette convention, qui ne donnait point encore positivement l'espoir de la paix. Tout cependant la rendait indispensable à l'Autriche, vu la coopération quoique un peu tardive de la Russie et l'incertitude du cabinet prussien, qui ne faisait que secrètement et timidement des vœux très-sincères mais stériles en faveur de la puissance autrichienne; néanmoins ce fut un grand pas fait dans la direction de sa politique, que ce désir nouveau du salut de l'Autriche. Quant à l'empereur Alexandre, il s'intéressait réellement au sort de l'empereur François II et de ses États : aussi s'empressa-t-il d'agir diplomatiquement en leur faveur.

L'archiduc Charles, dont on ne peut juger les vues militaires ultérieures, remit, aussitôt après la signature de l'armistice, le commandement de l'ar-

mée au prince de Lichtenstein, qui avait été chargé des premières ouvertures relatives à la suspension d'armes, comme il avait signé après Austerlitz l'armistice de Brünn et traité à Ulm avec Napoléon; et le généralissime, dans un ordre du jour du 31 juillet, exprima le regret de se séparer d'une armée objet de sa confiance et de sa sincère estime, sentiments qu'il se flattait de lui avoir également inspirés.

On continuait cependant à faire des préparatifs de défense, quoique des plénipotentiaires fussent déjà munis de part et d'autre de pleins-pouvoirs pour traiter d'une pacification. C'était, pour la France, MM. Champagny et Duroc; pour l'Autriche, MM. de Metternich et de Nugent.

Avant de suivre les négociations, occupons-nous ici de deux faits très-remarquables, l'un par son éclat, l'autre par les conséquences qu'il devait avoir beaucoup plus tard sur les destinées du vainqueur de Wagram; aussi allons-nous détailler ici ce qui a trait à la disgrâce du maréchal Bernadotte, de ce personnage que Napoléon qualifiait *un homme obstacle*, et qui fut violent républicain jusqu'au jour où il put espérer de substituer une couronne au bonnet de jacobin.

La correspondance de ce général, tandis qu'il commandait dans la Vendée, est salie de ces expressions révolutionnaires qui pourtant avaient déjà passé de mode. Les noms de brigands, de scélérats, de coquins, de misérables y sont prodigués à ceux qu'il avait à surveiller. Il y injurie les émigrés à

une époque où depuis longtemps il n'existait plus d'émigration; ce qui est d'autant plus curieux de sa part que, lors de sa ridicule échauffourée de Vienne, le premier qui, par devoir et sans hésiter, fut lui porter secours quand le peuple menaçait ses jours, ce fut un émigré (1). Il disait, entre autres choses, dans cette dégoûtante correspondance : « *Il serait* » *nécessaire que les conseils de guerre eussent* » *l'attribution exclusive de juger ces ennemis* » *éternels de tout ordre social. La justice ordi-* » *naire a des formes trop lentes* (2)... *On annonce* » *comme chose certaine qu'un prince du sang* » *royal doit se mettre à la tête des rebelles ; s'il* » *y vient, on lui fera une réception peut-être in-* » *civile, mais au moins républicaine.* »

Napoléon, qui aurait pu se venger de la timide opposition de Bernadotte à l'acte qui fut le début de sa haute fortune, préféra le séduire et le fit successivement conseiller d'État, maréchal d'Empire et prince de Ponte-Corvo. Mais qui pourrait vaincre la jalousie ambitieuse? Le maréchal s'était mis tard en mouvement à la bataille du 5, et il était demeuré presque immobile avec le corps saxon qu'il commandait. Cependant il publia, le 7 juillet, en date de Léopoldstadt, un ordre du jour dans lequel il disait : « Saxons, dans la journée du 5, sept à huit » mille d'entre vous ont percé le centre de l'armée

(1) Le comte Auguste de S..., homme aussi recommandable par sa modération que par sa fidélité.

(2) Lettre à Napoléon du 13 floréal an IX.

» ennemie, malgré les efforts de quarante mille » hommes soutenus par soixante bouches à feu. » Vous avez combattu jusqu'à minuit et bivouaqué » au milieu des troupes autrichiennes. Le 6, à la » pointe du jour, vous avez recommencé le combat » avec la même persévérance, et, au milieu des ra- » vages de l'artillerie ennemie, vos colonnes vivan- » tes sont restées immobiles comme l'airain. » Cette gasconnade, qui eût fait croire que Bernadotte avait presque seul vaincu les Autrichiens, déplut à Napoléon qui, dans son ordre du jour du 9, démentit ces assertions et outragea l'honneur du prince de Ponte-Corvo, qu'il renvoya en France, en lui ôtant son commandement.

Bernadotte fit alors publier par ses partisans que son humanité seule avait été la cause de sa disgrâce; que la veille de la bataille de Wagram l'empereur ayant ordonné que personne ne quittât son poste durant le combat pour transporter les blessés à l'ambulance, il ne voulut pas se soumettre à une disposition aussi barbare; qu'un corps voisin s'étant permis de dételer les voitures saxonnes destinées aux victimes frappées par l'ennemi, pour en atteler des canons, il les fit reprendre, et que cela ne lui fut pas pardonné.

Ce qu'il y a de certain, c'est que les malheureux soldats tombés au champ d'honneur, et qu'eussent sauvés peut-être de prompts secours, demeurèrent plusieurs jours gisants sur ces plaines rases, sous un ciel ardent (1); que trois jours après la bataille

(1) Cadet Gassicourt, dans son Voyage en Autriche à la suite

on mit en réquisition toutes les voitures de Vienne, non pour relever les blessés, mais pour ramasser les boulets, et qu'un grand nombre mourut, livrés au désespoir et vomissant des imprécations contre celui dont ils firent la gloire et qui les abandonnait à la mort la plus cruelle (1). Au reste, rien dans les hôpitaux n'avait d'avance été préparé pour assurer des secours à ces blessés.

Après avoir donné sur le compte de Bernadotte ces détails qui firent germer entre lui et Napoléon des semences de haine dont nous aurons plus tard à montrer les résultats, et tandis que les plénipotentiaires s'occupent des négociations relatives à la paix que l'ambition faisait désirer à l'une des parties belligérantes, et l'humanité à l'autre, jetons un coup d'œil sur ce qui se passait en Allemagne, en Angleterre et en Italie.

Le duc de Brunswick-Oels n'avait jamais abandonné l'idée de venger la mémoire de son illustre

de la grande armée, dit (p. 259) qu'on n'avait *rien préparé pour les blessés*, qui, *trois jours après la bataille* (p. 260), *étaient encore sur la terre*. Il dit aussi que *les généraux* (p. 244) *frappaient les conscrits qui, succombant sous le poids de leurs armes et de la chaleur, se traînaient lentement.*

(*Note de l'éditeur.*)

(1) Ce sont peut-être ces nombreux blessés, morts où ils avaient été frappés, qui ont élevé si haut le chiffre des tués français à la bataille de Wagram, et que nous avons rapporté ci-dessus.

père, d'affranchir ses sujets d'une odieuse domination et de briser le joug qui pesait sur l'Allemagne. Ce prince, âgé alors de quarante ans, dont l'âme était forte, l'audace indomptable, la valeur calme, possédait une taille et une figure imposantes; ses cheveux, sa barbe et ses sourcils avaient blanchi en vingt-quatre heures, lorsqu'il apprit les malheurs de son père. Nous avons dit son serment de le venger, exposons sa conduite au moment où il fut forcé d'y renoncer, quand lui seul peut-être eût été capable d'imprimer un élan libérateur aux populations germaniques, élan auquel l'Autriche se refusa, quoiqu'elle lui eût promis son aide en demandant sa valeureuse coopération.

La proclamation du prince d'Oels, datée de son quartier-général de Zittau, le 21 mai, ne produisit pas l'effet qu'il en attendait. C'est en vain qu'elle invitait ses compatriotes à se lever en masse, à s'armer, à se joindre à lui, pour intercepter les secours envoyés à l'ennemi, couper ses communications, enlever ses transports, ruiner ses magasins; il ne leur demandait en outre que des vivres et des fourrages, leur promettant de ne commettre ni permettre aucun désordre. « Allemands, leur disait-il, » voulez-vous combattre contre des Allemands? » Vous dont les pères et les mères, dont les sœurs » et les épouses ont été outragés par les Français, » voulez-vous verser votre sang pour ces étrangers? » Ce sont vos frères contre lesquels vous marchez et » qui sont venus pour briser vos fers, pour venger » la liberté de l'Allemagne! Levez-vous donc, vous

» Hessois, Prussiens, Brunswickois, Hanovriens, » vous tous qui portez le beau nom d'Allemands. » Réunissez-vous à nous pour effacer la honte de » l'Allemagne et punir ses oppresseurs. Venez déli- » vrer notre patrie d'un joug humiliant, sous lequel » depuis si longtemps elle gémit. Le jour de son » affranchissement est arrivé; pourrait-il s'en pré- » senter un plus favorable? »

C'était contre l'armée du roi Jérôme, composée de vingt mille hommes, que le prince d'Oels déclamait ainsi; c'était pour servir la cause commune de l'Allemagne, qu'à la voix de l'Autriche il était sorti de sa principauté, dans laquelle il s'était retiré depuis la paix de Tilsitt. C'était lui et les princes d'Orange et de Hesse qui avaient donné une direction politique au Tugenbund. Cette société avait originairement été formée à Kœnigsberg, par des gens paisibles qui n'avaient eu en vue que de raviver le patriotisme et les mœurs, dans un dévouement absolu au souverain légitime, puis des têtes plus ardentes la rendirent plus belliqueuse. Elle avait eu l'assentiment du roi, sous le titre d'*union morale et scientifique;* il la réprouva relativement à sa direction nouvelle et hostile, et quand surtout de belliqueux associés s'y laissèrent entraîner. Puis la Prusse sentit, comme l'Autriche, vers quel but cette société, sans même le savoir, pourrait ultérieurement marcher.

Certes le prince d'Oels était loin d'une telle prévision au moment où, s'armant contre la Confédération du Rhin qu'il eût voulu détruire, et contre

les Français qu'il ne haïssait pas, dont même il aimait à parler la langue, il réunit pour attaquer Napoléon, objet d'horreur aux yeux de ce prince, ses premiers soldats sur les frontières de la Silésie. C'était par les soins et aux frais de l'électeur de Hesse-Cassel que Frédéric-Guillaume, duc de Brunswick-Oels, était parvenu à former le corps de volontaires à la tête duquel il se trouvait; car, dès que le gouvernement prussien connut ses intentions, il fut forcé, sur la demande du gouvernement franfrais, de paraître les réprouver en séquestrant en Silésie la principauté d'Oels, qui était le dernier fragment de ses anciens et riches domaines.

Ce corps de volontaires était vêtu de courts uniformes à revers bleu céleste, coiffé de schakos portant une tête de mort et deux os en sautoir, ce qui fit nommer ses soldats les *hussards de la mort*, tandis qu'il donnait lui-même à sa troupe le nom de *légion vengeresse;* les officiers n'étaient distingués des simples légionnaires que par une petite croix, afin qu'on pût les reconnaître au sein d'un tourbillon de feu et de poussière; quant à lui, il ne portait qu'une capote brune et un bonnet de même couleur; il vivait familièrement avec les siens, se nourrissait comme eux, couchait avec eux sur la terre et n'était remarquable enfin, parmi ces figures martiales, que par une physionomie qui l'était beaucoup plus encore, et où brillait cette audace réfléchie qui inspire la confiance, confiance qui allait jusqu'au dévouement le plus absolu.

Les mécontents de Westphalie étaient de tous les

peuples germaniques les plus disposés à favoriser les opérations du prince qui eurent lieu d'abord en Saxe, dont il occupa la capitale, et dont le roi fut forcé de se réfugier à Leipsick, puis à Francfort. Il était entré à Dresde le 11 juin, de concert avec le général autrichien Am-Endes; il escarmoucha fréquemment contre le général saxon Thielmann; abandonné de ses alliés après l'armistice de Znaim, il eût pu, en qualité de général autrichien, être compris dans la suspension d'armes signée le 12 juillet, mais il s'y refusa, et, se reployant sur sa propre énergie, il résolut de lutter seul contre sa périlleuse destinée.

Le prince d'Oels ne voulant cependant pas entraîner ceux qui s'étaient dévoués à lui dans une entreprise dont il n'était donné qu'à un caractère vigoureux, à des talents supérieurs, à un esprit lucide, élevé et tenace de présager l'heureuse issue, il la communiqua loyalement à ses troupes; il s'agissait de s'embarquer pour aller gagner les côtes de l'Allemagne septentrionale à cent cinquante lieues, allongées encore par les mouvements militaires nécessaires à la sûreté de cette longue et héroïque marche, de braver ainsi, d'écraser ou d'éviter des armées nombreuses ou de redoutables forteresses. Il permit donc à ses soldats de le quitter, s'ils étaient effrayés d'un projet aussi gigantesque, mais presque tous se dévouèrent à sa fortune. On admirait son courage, on chérissait sa personne, on ne doutait en rien qu'il ne réussît dans ce qu'il avait en vue.

Parti d'Égra dès qu'il eut appris l'ouverture des

négociations entre les deux cabinets des Tuileries et de Vienne, le prince se porta, le 25 juillet, sur Leipsick avec ses *hussards noirs*, et y entra le lendemain. Sa petite armée se composait alors de douze cents hommes d'infanterie, sept cents cavaliers et six pièces de canon. C'était avec cela qu'il allait affronter les forces françaises, hollandaises et confédérées. De Leipsick il marcha à Halle, ne bivouaqua qu'à ses portes, pour empêcher les siens de tirer vengeance du gazetier de Leipsick qui les avait traités de brigands; mais il y grossit sa troupe de quelques paysans, et les équipa avec les dépouilles d'une compagnie de vétérans westphaliens. Ne pouvant tenir la campagne contre tous les corps envoyés contre lui, il longea les montagnes du Hartz, dont il pourrait tirer des vivres, où il se serait jeté, où il eût pu se défendre avec avantage, s'il avait été menacé par des forces trop imposantes que l'on rassemblait de toutes parts contre lui. Occupé ainsi principalement de sa sûreté, l'idée d'un succès brillant flatta son imagination, et il ne la rejeta pas. Un régiment westphalien, commandé par le grand-maréchal du palais, baron de Willingronde, venait d'entrer à Halberstadt; cette place se trouvait sur sa route. Le prince d'Oels projette de surprendre la ville, d'enlever ce corps, de rendre ainsi sa marche plus sûre, de ranimer enfin par un éclatant fait d'armes ses soldats épuisés de fatigue; il se glisse donc, pour ainsi dire, à travers les collines boisées qui se prolongent jusqu'à Halberstadt, et arrive aux portes dont il s'empare; il y pénètre, sabre tout ce qui

s'offre à lui, fait prisonnier le grand-maréchal, disperse les soldats, et enlève tout l'équipement de ce beau corps, qui avait coûté plus de deux cent mille écus. Après cette action, où il a deux chevaux tués sous lui, où il risque de perdre la vie dans une lutte corps à corps contre le lieutenant westphalien Peters, le prince repart et arrive le 31 à la porte de Brunswick.

Le commandant d'Halberstadt était un vieil émigré nommé d'Astorg, gisant dans son lit où il venait d'être taillé de la pierre; il n'avait pu s'opposer à ce coup de main, mais il fut puni comme coupable, tandis que Willingronde, qui s'était fait prendre, et le colonel Meyronet qui ne se défendit pas, ne tombèrent point dans la disgrâce du roi Jérôme.

Le prince d'Oels déclara, par des proclamations que ses soldats affichèrent, sa reprise de possession de l'héritage de ses pères; mais il demeura à son bivouac hors des murs, ne voulut pas, comme on l'y invitait, rentrer dans le palais ducal avant d'avoir vengé les outrages prodigués à l'auteur de ses jours. Il dit aux habitants qui accouraient en foule pour se repaître du plaisir de le voir : « Mes amis, » je ne suis encore qu'un fugitif; abandonnez-moi » à ma destinée; demeurez calmes, ne vous com» promettez pas; obéissez à ceux qui vous gouver» nent; nous nous reverrons dans des temps plus » prospères. »

En effet, jamais une extrême prudence ne leur avait peut-être été plus raisonnablement prescrite qu'en ce moment; car le lendemain de l'arrivée du

prince, le général Reubell parut à la tête d'un corps de six mille hommes, et tout Brunswick tremblait pour le sort de son souverain. Reubell, posté en avant de la porte de Lunébourg, avait ordre de lui couper toute retraite, tandis que le général Gratien, le même qui avait poursuivi Schill jusqu'à Stralsund, suivait le prince pas à pas, et allait le prendre à dos. La *légion vengeresse,* diminuée par de fréquentes escarmouches et par les fatigues d'une longue route, ne consistait plus qu'en un millier d'hommes exténués, et se trouvait cernée par douze ou quinze mille hommes. La perte du prince paraissait donc inévitable, et l'on s'attendait à l'arrivée d'un parlementaire pour proposer une capitulation, quand à la pointe du jour, il s'élance avec audace contre le général Reubell, culbute du premier choc le sixième de ligne westphalien, le disperse, jette le désordre dans le reste de l'infanterie, éprouve plus de résistance de la part des cuirassiers et de la garde westphalienne, mais en triomphe, et le corps entier ne se rallie qu'à deux lieues du champ de bataille, laissant armes et bagages, dont les vainqueurs ne purent se charger; Reubell même eut peine à éviter d'être pris. Ce combat eut lieu près du village d'Oelper; il rendit libre la marche du prince qui, le 3 août, étonna Hanovre par son arrivée; car la rapidité de ses mouvements et l'adresse de ses combinaisons militaires déroutèrent l'ennemi qui le croyait encore à Zell.

Le prince d'Oels ayant tout balayé devant lui, arriva sans obstacles à Nieubourg, passa le Weser, en

rompit le pont, fit deux divisions de son corps, les dirigea l'une sur Oldenbourg, l'autre sur Bremen, et ce fut par une ruse de guerre qu'il effectua son projet d'embarquement. A cet effet, il demanda cinq cents bons nageurs, tous se présentèrent; il choisit ceux dont il avait besoin, leur ordonna de faire des vivres et des logements pour tout son corps, en en exagérant la force, puis de repasser le Weser à la nage pour le rejoindre; ce qui fut ponctuellement exécuté.

Tandis qu'il trompait ainsi l'ennemi sur sa direction, le prince parvint à s'emparer dans l'Elsfleth et le Brake de tous les bâtiments en état de tenir la mer et, quoique contrarié par un temps horrible, il les approvisionna, les monta de matelots enlevés de force, vendit ses chevaux et ses équipements qu'il ne pouvait embarquer, détruisit le reste pour ne laisser aucun trophée à ses ennemis, s'embarqua le 8 avec ce qui lui restait de ses fidèles et valeureux soldats, fut salué et recueilli par la station anglaise qui facilita sa navigation, et débarqua enfin à Grimsby, vingt-quatre jours seulement après qu'il se fut séparé des Autrichiens qui l'avaient abandonné.

Ainsi se termina la plus héroïque et la moins connue peut-être des combinaisons militaires conçues et exécutées dans ces temps si fertiles en héroïsme, et qui assure à jamais la gloire du prince d'Oels. Que n'eût-il donc pas fait s'il avait été secondé par le cabinet britannique qui, à cette époque, sacrifiait des millions et une belle armée dans une expédition

mal conçue, et confiée à un général sans talents. Nous voulons parler ici de l'expédition contre Flessingue. Mais avant de nous en occuper, reportons encore nos regards sur le cabinet autrichien.

Quoique Napoléon fût définitivement resté vainqueur à Wagram, en continuant son attaque, sans s'en laisser détourner par les désastres que sa gauche essuyait sous les ordres de Masséna, et qu'il eût dû ce triomphe à l'intelligente vigueur de Davoust et de Macdonald, il ne s'en était pas moins montré timide (1) après une victoire vivement disputée et qui lui eût peut-être échappé si l'archiduc Jean avait été moins lent à renforcer la gauche des Autrichiens, lenteur qui obligea le généralissime à reployer ses troupes avant qu'elles fussent engagées au point de rendre toute retraite périlleuse. Aussi la fit-il soutenir par sa droite victorieuse de la gauche.

Le gouvernement autrichien, d'après le rapport de l'archiduc, ne voyait encore, dans cette sanglante journée qu'une partie remise (2). L'archiduc Charles s'était retiré avec ordre et fermeté, et l'archiduc Jean pouvait, avec Chasteler, Giulay, et les corps de Hongrois, réunir en peu de jours plus de cinquante mille hommes; aussi l'empereur François hésita-t-il à ratifier l'armistice qui, cependant, n'était encore qu'une suspension d'armes. Il déclara qu'il se met-

(1) Laborde, dans son Précis, dit que l'empereur fut *lent, paresseux, insouciant, irréfléchi* dans cette mémorable bataille de Wagram.

(2) Voyez la pièce justificative M.

trait lui-même à la tête de ses troupes et continua ses préparatifs de guerre; il était d'ailleurs irrité des conditions de la convention de Znaïm; on lui inspira l'idée de ne pas la reconnaître et celle même de profiter de l'éloignement où les troupes françaises étaient du Danube pour reporter le théâtre de la guerre sur la rive droite de ce fleuve. Dans le fait l'anarchie régnait à la cour comme dans l'armée. Le cabinet se décida enfin le 18 à signer cette convention, sur les remontrances du prince de Lichtenstein qui l'avait conclue; mais en cédant ainsi à la nécessité, on n'en conservait pas moins des projets hostiles. L'archiduc Jean fut rappelé à Komorn; là se trouvaient Metternich, lord Bathurst et lord Walpole. On y proposa de recommencer la guerre, en s'avançant au milieu de l'Autriche avec toutes les forces réunies; mais il fut décidé que le prince Charles perdrait son commandement et que le souverain lui-même commanderait en personne. Cette dernière détermination, dont nous avons déjà vu l'effet par la démission du généralissime, était due au comte de Stadion qui, à toutes les époques, eut la principale part aux armements de l'Autriche contre la France et qui dirigeait alors les affaires de l'État.

Dans le premier moment, Napoléon voyant le généralissime quitter une armée qui le chérissait et à la tête de laquelle il avait constamment fait éclater ses talents, sa bravoure et son dévouement, qu'il venait même de sauver du plus grand désastre et de conserver intacte à la défense de la patrie, crut fer-

mement à une paix prochaine. Cependant, les conférences ne commencèrent que le 17 août dans la petite ville d'Altembourg, principalement entre Champagny et ce même Metternich, accusé deux mois auparavant dans les bulletins français d'avoir *produit par son hypocrisie et ses faux rapports cette guerre insensée.*

Ces lenteurs et celles qui les suivirent avaient pour cause les soins agitateurs de toutes les cours européennes pour faire ajourner ou rompre les négociations entre la France et l'Autriche. La correspondance devenait des plus actives entre les cabinets, et surtout avec l'Angleterre dont les armements allaient se diriger sur l'Escaut. Mais les puissances continentales, exposées au ressentiment de Napoléon, effrayées par le dernier coup qu'il venait de frapper, et que les déclamations françaises faisaient paraître plus accablant qu'il ne l'était réellement, ajournaient sans cesse leurs résolutions. La cour de Berlin, plus exposée que toute autre au danger, plus maltraitée que le reste de l'Allemagne, et qui avait un extrême besoin de se remettre de ses désastres, se vit même forcée de donner des explications sur ses camps de Brandebourg et de Silésie, et de faire rentrer ses troupes dans leurs cantonnements, aux cris désapprobateurs de l'armée, de la noblesse et de la Prusse entière. Cependant l'Autriche comptait toujours sur la Prusse et même sur la Russie, mais principalement sur le cabinet de Saint-James.

Ce cabinet s'était néanmoins toujours occupé de

ses propres intérêts, cherchant à compenser ce que la France obtenait de puissance sur le continent par l'acquisition de colonies, de stations maritimes, de marchés commerciaux, de débouchés pour ses produits industriels; enfin par le monopole du commerce. Il profitait à cet effet de l'état de guerre existant entre la France et les puissances européennes et cherchait à le prolonger autant que ses intérêts l'exigeaient. En suivant constamment cette direction politique, le gouvernement anglais, après avoir occupé l'île d'Héligoland, qui lui soumettait l'embouchure de l'Elbe, le jour même où Junot entrait à Lisbonne, s'était emparé, le 24 février 1809, de la Martinique. Il avait pris ou brûlé dans la rade de l'île d'Aix, les 11 et 12 août, une flotte française composée de onze vaisseaux de ligne et quatre frégates; il avait expulsé, le 7 juillet, les Français de Santo-Domingo, au nom de Ferdinand VII, et des établissements du Sénégal, pour son propre compte; mais ses expéditions territoriales étaient loin d'obtenir le même succès. Le parlement, ouvert le 19 janvier, par un discours où l'on appuyait le rejet des négociations avec la France et la Russie sur l'abandon proposé de la cause de l'Espagne qu'on était résolu à protéger tant que les Espagnols demeureraient fidèles à leur propre cause, avait adopté, sur la motion de lord Castlereagh, un nouvel emprunt et une augmentation des forces de l'armée; mais toute union avait cessé dans le cabinet; Canning conduisait aussi mal les relations étrangères que Castlereagh les affaires relatives à l'armée, et leur

rivalité amena plus tard un duel entre ces deux ministres.

Castlereagh n'était cependant pas un personnage sans mérite comme homme d'État. Employé depuis onze ans au service de sa patrie et secrétaire en chef du lord lieutenant d'Irlande durant la rébellion qu'étouffa lord Cornwallis, il parvint alors, par un mélange de calme, de douceur, de constance et de fermeté, à amener la réunion qui fut l'une des gloires de William Pitt. Il quitta l'administration avec ce ministre, lors de la question de l'émancipation des catholiques, acte qu'il regardait comme le début et le premier acheminement à la ruine de la constitution britannique. Quoique rentré aux affaires, sous lord Sidmouth, à la demande même du célèbre fils de lord Chatam, il devint, au retour de celui-ci, secrétaire d'État de la guerre et des colonies, et conserva ces emplois après la mort de l'homme dont il avait embrassé la religion politique. Homme zélé, laborieux, actif, ce fut lui qui conçut l'heureuse expédition du Cap et celle de Copenhague, ce qui ruina les vues maritimes de Napoléon ; ce fut encore lui qui assura à son pays les conquêtes ci-dessus citées et l'expulsion des Français du Portugal. Mais Canning lui reprochait de n'avoir pas sainement conçu la guerre de la Péninsule, que lui-même il ne concevait pas mieux que son rival, et que généralement on reprochait à tous deux de conduire politiquement et militairement, selon des vues également erronées. En effet, si Castlereagh, nullement militaire, avait donné aux généraux anglais des in-

structions inexécutables; s'il avait porté inutilement en Sicile et en Calabre des forces plus nécessaires à diriger sur l'Espagne; s'il avait négligé de soutenir au nord de l'Allemagne Schill d'abord, puis le prince d'Oels, Canning abandonna l'Autriche; ne sut ni profiter des inquiétudes que Napoléon commençait à donner au czar, ni déterminer le roi de Prusse à faire cause commune avec le cabinet autrichien; puis, en Espagne même, il se livrait à de médiocres intrigues propres à jeter le trouble là où il fallait tout réunir pour marcher franchement au but d'une pacification générale et solide. Mais ce qui acheva de décrier l'administration de Castlereagh dans le cabinet de Saint-James, ce fut l'expédition de l'Escaut, tache ministérielle que rien ne peut effacer.

Si, à cet égard, quelque chose est capable de l'excuser, c'est que les Anglais ont toujours regardé l'Escaut comme le rival de la Tamise; ils avaient donc préparé une formidable expédition pour s'emparer des bouches de ce fleuve; elle se composait de trente-neuf vaisseaux de ligne, vingt-deux frégates, deux cents bâtiments de transport portant trente-huit mille hommes de débarquement. Ces forces se présentèrent, le 29 juillet, devant l'île de Walcheren, opérèrent leur descente le 30, surprirent les forts de Middelbourg, de Tewer de Batz, et attaquèrent, le 31, l'île de Schoonoven. Elles bloquèrent, le 1er août, la place de Flessingue, qui se rendit le 15, et fut livrée, le 18, par le général Monnet, accusé à tort ou à raison de s'être laissé corrompre.

Mais lord Chatam, qui commandait l'armée britannique, manqua le principal objet de l'expédition, la prise d'Anvers, alors sans défense, et qu'il eût pu enlever par surprise en s'y portant rapidement. Il laissa à l'ennemi le temps d'y faire marcher assez de troupes pour mettre à l'abri d'un coup de main cette importante cité, dont le salut fut alors dû principalement à l'activité de Fouché qui rassembla en hâte une grande masse de troupes portées déjà à trente-cinq mille hommes, quinze jours seulement après le débarquement des Anglais.

Louis Bonaparte s'était avancé avec son armée vers le point menacé par l'ennemi. Le prince de Ponte-Corvo, alors en pleine disgrâce, se trouvait à Paris; au moment où le ministre combinait les moyens de défendre un port dans lequel on avait construit un grand nombre de vaisseaux que l'Angleterre eût voulu prendre ou détruire, il offrit ses services le 3 août, et Fouché prit sur lui de les accepter. Napoléon, craignant autant les ennemis du dedans que ceux du dehors, ne vit dans ce choix que des intentions hostiles contre lui; mais avant l'arrivée du général français le danger avait disparu.

On ne peut concevoir la conduite que tint alors lord Chatam. Le troisième jour après son débarquement au Sud-Beveland, il se trouvait à quatre lieues seulement, en ligne droite, de la ville d'Anvers; mais, grâce à son indécision, ses progrès s'arrêtèrent là, car il se contenta d'assiéger Flessingue, place qui fût nécessairement tombée en son pou-

voir après la prise d'Anvers, et qui d'ailleurs lui était inutile, puisqu'il était maître du Slou.

A la réception des nouvelles du 31, Napoléon avait dicté, le 6 août, une lettre très-remarquable. Elle contenait, avec cette sagacité qui le caractérisait quand il était question de combinaisons militaires, l'indication de toutes les mesures qu'on devait avoir prises, de celles qui resteraient à exécuter encore; enfin des instructions qui prévoyaient tout et ne laissaient rien d'utile à désirer. Plein de confiance dans la nation, en dépit des injustices des ministres, des intrigues des oligarques, des menées de l'étranger, il voulut qu'elle *fût appelée à la défense du territoire; qu'on enflammât surtout les départements voisins du danger;* et il ordonna d'armer quarante mille gardes nationaux, au lieu de vingt mille seulement dont le conseil avait ordonné la levée. « J'espère, ajoutait-il, que les Français ne se » laisseront pas insulter par vingt-cinq à trente mille » Anglais. »

Le 4 septembre, quand l'ennemi eut disparu, Bernadotte écrivait qu'à la dernière extrémité son intention aurait été de se faire sauter avec Anvers, les arsenaux, l'escadre et l'armée, afin de donner un grand exemple au monde. Cependant il était loin de montrer dans ses discours le même zèle et les mêmes sentiments. Il était frondeur, inquiet, hostile; ses propos étaient indiscrets, sa conduite inconséquente. Il avait donné suite à sa correspondance avec Paris; il s'entourait de tous les généraux disgraciés, négligés et mécontents; aussi Napoléon lui

retira-t-il son commandement pour le donner à Bessière, qui, depuis le 27 août, se trouvait à Lille. Les griefs de Napoléon sont exposés dans une lettre de Clarke, du 27 septembre, où ce ministre de la guerre reproche à Bernadotte sa correspondance avec Paris, en lui disant qu'il était contre son devoir de recevoir les bulletins qu'on lui envoyait et d'en encourager les auteurs. On lui signifiait l'ordre de quitter sans délai la capitale, soit pour aller aux eaux, soit pour retourner à l'armée. Le 29, il partit pour l'Allemagne, et le même jour, Clarke envoya à sept généraux de l'armée d'Anvers l'ordre de se rendre dans leurs foyers. Le 1er octobre, arriva une dépêche de Napoléon qui modifiait les mesures prises contre Bernadotte en lui confiant le commandement du corps de la Catalogne; mais il était déjà parti, le cœur gonflé de haine, comme celui de Napoléon l'était de défiance. Ne suivons pas ici Bernadotte et jetons un coup d'œil sur l'Italie.

A Rome, l'intrigue ambitieuse ou cupide s'agitait, tandis que le peuple gémissait de la perte d'un gouvernement bienfaisant, doux, économique, auquel on n'avait jamais reproché que sa faiblesse; mais les agents français recueillaient presque seuls les fruits de l'usurpation. La misère de la classe indigente, non secourue comme jadis, contrastait avec l'opulence de ceux qui y commandaient. Miollis, par exemple, recevait quinze mille francs par mois de traitement, et dix mille francs aussi par mois comme président de la consulta (trois cent mille francs); Lemarrois quinze mille francs comme

commandant de la division et dix mille francs pour sa police (deux cent vingt-huit mille francs); les autres membres de la consulta trente-six mille francs par an, et ils en sollicitaient quarante-huit mille, dans un pays où l'on vit à un prix moindre de moitié qu'en France; mais on faisait sonner bien haut la suppression de la noblesse héréditaire, sauf à obtenir de Napoléon des titres nouveaux, l'abolition de l'inquisition, du droit d'asile et l'établissement d'une consulte chargée de la conservation des monuments anciens et modernes. L'on fit cependant des travaux utiles, et l'administration se perfectionna sous différents rapports; néanmoins, si l'Italie eut à souffrir de la domination française, on peut affirmer qu'elle lui doit de sensibles améliorations.

Quant à Rome, elle avait à ses portes, dans la personne de Murat, un ennemi qui ne cessa de convoiter tout ou du moins partie de son territoire. Mécontent d'abord du simple titre de grand-duc de Berg, il ambitionna le trône d'Espagne et se trouva trop à l'étroit sur celui de Naples; il sollicita la cession des provinces de l'Adriatique qui lui fut refusée, puis Rome où Napoléon voulut régner lui-même. Celui-ci l'accusa d'avoir, sans son aveu, fait enlever le pape; mais s'il fut réellement capable d'en agir ainsi de son propre mouvement, Alquier, Miollis et Radet connaissaient assez leur maître pour savoir à quel point on était coupable à ses yeux en agissant sans avoir reçu de lui des ordres; et ce que nous avons dit de sa conduite à l'égard du

pontife romain ne laisse aucun doute qu'ils en avaient eu de positifs à cet égard.

Joachim Murat, bien que privé de talents politiques, avait réussi près du peuple napolitain, et dans les actes même de son gouvernement, beaucoup mieux que son prédécesseur Joseph. La bravoure impétueuse de ce nouveau roi, quoique dénuée de toute espèce de véritable mérite militaire, en imposait à ce peuple, à qui son costume théâtral et sa jactance, ridicules ailleurs comme type de caricature politique, offraient un spectacle dont la classe inférieure n'était nullement choquée. Puis il contribua à la pacification des provinces et remit de l'ordre dans l'administration, ce qui fut un bien réel pour la partie saine de la population. Ses ennemis politiques, et le duc de Serra-Capriola lui-même, avouaient le bien qu'il faisait à leur pays. Joseph, avec les meilleures intentions du monde et plein de connaissances théoriques, homme excellent, mais aveugle, croyait avoir opéré le bien quand il l'avait ordonné; il passait continuellement de la rigueur à l'indulgence et parlait contre l'injustice et la cupidité que, sans qu'il s'en doutât, il laissait régner. L'esprit insurrectionnel des Calabres était une plaie qu'il ne sut point guérir.

Les Calabrois, trop décriés en raison des horreurs commises à Naples en 1799, sont vifs, audacieux, robustes, sobres, infatigables, amis sincères et irréconciliables ennemis; leur religion, quoique ignorante, n'est pas sans tolérance; car des Albanais, grecs de communion, vivent paisiblement parmi eux; et

leur attachement au culte catholique, tout en pratique sans morale, leur prescrit la scrupuleuse observance de la messe et du jeûne, sans les faire s'abstenir du brigandage et du meurtre. Leurs passions, toujours énergiques, les avaient faits se dévouer à leur roi légitime, et ils le servirent avec une fureur implacable comme leurs haines de famille, bien différents à cet égard des religieux royalistes du Tyrol et de la Vendée. On a, et ce fut à tort, accusé la reine de Naples d'avoir favorisé les crimes que les Calabrois commirent durant tant d'années; cette princesse, qui avait tant de force et de fierté dans le caractère, les réprouva sans cesse; elle ne promit jamais aux brigands, pour prix de leurs services, qu'une amnistie, à condition d'abandonner leur horrible métier; mais elle dut réunir contre les usurpateurs de son trône tout ce qui se présentait à elle de zélés défenseurs. Ceux-ci se composèrent bientôt, non-seulement des fidèles serviteurs du roi, mais des républicains que le gouvernement intrus avait excités à la révolte, puis qu'il se hâta d'abandonner et de sacrifier à sa propre sûreté. Conformément à leur caractère national, ces républicains immolèrent facilement à leur vengeance jusqu'à la haine qui les avait armés contre la royauté; assurés du pardon, ils sortirent des huttes de charbonniers où ils s'étaient cachés pour se soustraire au glaive des Français; de là le nom de *carbonari* qu'ils prirent en formant une société secrète, qui eut ses rites, ses loges, ses grades, ses réceptions hiérarchiques successives, des signes et

des mots du guet, à l'instar des francs-maçons. Ils joignirent comme eux une bienfaisance publique à des combinaisons politiques cachées, et couvrirent leur révolte contre Joachim du titre de vengeurs de l'*agneau* (le roi Ferdinand) contre le *loup* (Murat). Leur premier chef fut Capo-Bianco.

Bientôt ces associés, qui devaient prendre plus tard une couleur très-différente de celle qui les distinguait alors, se répandirent rapidement dans les provinces et à Naples même. Le prince Moliterno, rentré dans le royaume et rallié à la cause qu'il avait précédemment combattue, s'y affilia, et réunissant ce qui restait encore des bandes du cardinal Ruffo, il sut, par la promesse d'un gouvernement libéral et monarchique, faire marcher sous la même bannière les royalistes et les républicains.

Cependant, en dépit de ses soins, de ceux des *carbonari* et de la portion la plus saine des Calabrois, le brigandage prenait un accroissement qui effrayait les gouvernants et les gouvernés. Murat chercha donc à y mettre un terme, et voulant à la fois décourager les royalistes et écraser les brigands, il publia d'une part : « Les Anglais ont pris pos-» session de la Sicile au nom du roi de la Grande-» Bretagne; la cour de Palerme se retirera à Lon-» dres où elle sera pensionnée par l'Angleterre; » et, de l'autre, il lança ce décret : « Sont condamnés » irrévocablement tous les brigands. Nulle autorité » civile ou militaire n'aura la faculté d'accorder des » pardons; les brigands seront jugés dans les vingt-» quatre heures et punis de mort, qu'ils soient pris

» en armes ou sans armes; leur tête sera mise à » prix. Tout particulier qui en aura tué ou arrêté » un aura, dans le premier cas, vingt ducats, dans » le second vingt-cinq, et deux cents pour un chef » de bande : tous les parents des chefs de bande ou » brigands seront immédiatement arrêtés. »

Ce décret n'eût pas obtenu plus de succès que ceux rendus par Joseph, si Murat n'avait chargé de son exécution l'impitoyable général Manhès, qui décora bientôt la route de Reggio à Naples des têtes et des membres de ces hommes qu'il faisait fusiller par centaines, sans compter ceux qu'il laissa périr dans d'étroites et humides prisons, où les morts demeurèrent souvent plusieurs jours en putréfaction au milieu de ceux qui leur survivaient.

Mais ce qui occupait principalement le roi Joachim, c'était son expédition de Sicile ; elle fut doublement coûteuse au royaume, par les frais qu'elle occasionna et par les désordres du soldat, qui, dans la Calabre ultérieure, détruisit les riches plantations de mûriers et de vignes dont le pays tirait toute sa richesse ; elle fut d'ailleurs sans succès, car les premières troupes débarquées tombèrent sous les coups de la milice sicilienne, avant même l'arrivée des troupes anglaises envoyées de Messine à leur rencontre, et ce qui n'avait pas traversé le détroit retourna à Naples en pillant tout sur la route.

Au reste, il paraît que Napoléon n'avait pour but, en ordonnant cette hasardeuse entreprise, que de faire débloquer Corfou, ce qui eut lieu, et de retenir en Sicile les Anglais qu'il ne voulait pas avoir à

combattre en Espagne, où l'on eût pu les transporter ; aussi rappela-t-il les troupes qu'il avait réunies à celles de Murat. Celui-ci, qui vit bientôt les forces britanniques enlever à sa vue les îles d'Ischia et de Procida, plus utiles au sévère blocus de Naples que celle de Capri, dont il les avait fait chasser par le général Lamarque, accusa tout le monde de ce double échec et se plaignit amèrement de l'empereur des Français, avec qui il eut une correspondance, présage d'une rupture plus ou moins prochaine; il soupçonnait d'ailleurs tous ses entours, son épouse même, et se défiait surtout des Français à son service.

Mais avant d'exposer les intrigues secrètes de Murat contre Napoléon, la haine que couvait aussi le maréchal Bernadotte, et la juste défiance qu'il inspirait à son frère Louis, voyons ce qui se passait en Espagne tandis qu'on chicanait à Altembourg sur les conditions de paix entre l'Autriche et la France. Remarquons seulement ici que le roi de Prusse, principalement occupé alors de ce qui intéressait, non-seulement la prospérité de ses États, mais la culture des sciences et des arts dans son royaume, fonda cette année la nouvelle Académie universitaire de Berlin, en consacrant aux frais de cet établissement ses bijoux et ceux de sa famille.

Quant à cette Espagne dont nous avons à nous occuper, nous dirons, avant de passer au récit des événements qui nous y rappellent, que, si l'on a généralement admiré les savantes dispositions conçues pour le placement des troupes françaises des-

Angleterre. — Administration du duc de Portland. — Castlereagh. — Canning. — Scandale. — Affaire du duc d'Yorck. — Enquête sur les affaires du Portugal. — Nuisible aux affaires d'Espagne. — Attaques contre les ministres. — Tiédeur des Anglais à l'égard de la Péninsule. — Affaire des bouches de l'Escaut. — Succès de la marine anglaise. — Opérations militaires des Anglais. — Distinction entre les guérillas et les armées espagnoles. — Premier siége de Saragosse. — Sa situation. — Ses ressources. — Destitution du capitaine-général. — Nomination de Palafox. — Sa proclamation. — Ses préparatifs. — Défense opiniâtre. — Bombardement. — Héroïsme d'une femme. — Mortalité. — Les Français pénètrent dans la ville. — Refus de capituler. — Levée du siége. — Constitution et esprit de la junte centrale. — Sa tendance démocratique. — Sentiments monarchiques de Palafox. — Il se prépare contre une seconde attaque. — Il est investi. — Quarante-deux jours de bombardement. — On défend les maisons une à une. — Capitulation. — Elle est violée. — Le trésor de Notre-Dame del Pilar livré au maréchal Lannes. — Pillage. — Forte contribution. — Il y périt cinquante-quatre mille personnes. — Siége de Gironne. — Se rend après deux cent vingt jours. — Honneurs rendus à Saragosse et à Gironne. — Armées espagnoles. — Méfiance de la junte à l'égard de l'Angleterre. — Demande d'occuper Cadix. — Refus. — Craintes de Lisbonne. — Soult et Victor dirigés contre cette capitale. — Arrivée de sir Arthur Wellesley. — Il marche contre Soult. — Porto pris et repris. — Retraite désastreuse de Soult. — Sir Arthur marche contre Victor. — Bataille de Talavera. — Retraite de l'armée anglaise. — Plaintes de la junte. — Succès des Anglais. — Dé-

faite des Espagnols à Ocana. — Principaux chefs de guérillas. — Proclamation de la junte. — Propositions à l'empereur Alexandre. — Lenteur des négociateurs autrichiens à Altembourg. — Impatience de Napoléon. — Hoffer. — Projet d'assassinat. — Conclusion de la paix. — Ses stipulations. — Articles secrets. — Union exigée. — Récapitulation des événements depuis la paix de Tilsitt.

Les affaires publiques en Angleterre avaient, sous certains rapports, présenté, depuis l'administration du duc de Portland, l'image d'un chaos déplorable de dissensions et d'erreurs. Les deux ministres les plus influents, vu les circonstances d'alors, sur la prospérité et l'honneur national, étaient non-seulement, comme nous l'avons dit, ostensiblement rivaux, mais ennemis secrets; car Castlereagh contrariait par des ordres du conseil les menées diplomatiques de Canning, et celui-ci cherchait sous main à écarter l'élève de Pitt. Tous deux cependant marchaient également dans de fausses voies; l'un dirigeait les opérations de la guerre sans y rien connaître, l'autre les affaires étrangères qu'il était bien loin de considérer sous leur véritable jour; ce qui enlevait au cabinet de Saint-James, soit au Midi, soit au Nord, le crédit que plus d'union et des notions plus saines lui eussent acquis tant sur la Péninsule que sur les princes et les ministres de ces États continentaux.

Quelques scandales se joignaient encore à de nombreuses aberrations militaires et politiques. L'enquête, par exemple, contre le duc d'Yorck, très-médiocre général, mais excellent directeur des

affaires relatives à l'armée, enlevait à celle-ci l'homme qui le premier et avec un plein succès en avait purgé les défectuosités les plus nuisibles. Quelques abus s'étaient introduits dans son administration; madame Clarke, sa coupable amie, en demeura seule chargée; l'honneur du prince n'en souffrit pas; mais ne voulant plus compromettre cet honneur, il abdiqua des emplois qui avaient été et pouvaient encore être utiles à sa patrie.

Un autre scandale éclata; ce fut le procès intenté contre les libérateurs du Portugal. Sir Arthur Wellesley aurait eu seul le droit de se plaindre; car la nécessité d'obéir aveuglément à un ordre supérieur, devoir que tous les militaires anglais de tous grades ne violent jamais, lui avait ravi l'honneur de compléter un triomphe dû à son intrépide intelligence. Il ne le fit point, et l'on n'écouta que les vaines clameurs de quelques brouillons ambitieux. L'affaire fut terminée par un acquittement pur et simple, mais qui suspendit, au moment le plus opportun, des opérations vivement sollicitées, déjà conçues et propres à imprimer un victorieux élan au mouvement insurrectionnel de la Péninsule; ce qui y facilita, dans les derniers mois de 1808, la rapide invasion des armées françaises.

Les ministres furent vivement attaqués sur la manière dont ils conduisaient la guerre d'Espagne. On examina sévèrement leur marche administrative et celle qu'avait suivie comme général sir John Moore, tombé au champ d'honneur. Sa correspondance, déposée sur le bureau de la chambre, dé-

montrait le peu de consistance du peuple espagnol, et ses dispositions malveillantes en raison de la demande refusée aux Anglais par la junte d'une occupation militaire de Cadix par des forces britanniques. Le zèle, si ardent d'abord pour la cause des insurgés, commença à se refroidir; car s'il avait été noble dans la nation, le gouvernement s'y était livré froidement et avec calcul, n'y voyant qu'un intérêt d'ambition et de cupidité.

Le même intérêt provoqua plus tard la funeste échauffourée de l'Escaut. Cependant, en dépit de ce commencement de tiédeur, on demeura fidèle au système de Pitt, en protégeant la seule nation alors constamment en guerre avec la France; on continua surtout à miner la puissance de celle-ci en ruinant sur tous les points les restes de la marine française, en envahissant les colonies que Napoléon conservait encore, en cherchant à s'assurer de toutes les stations maritimes utiles au commerce et à la puissance de l'État, ce qui était pour la Grande-Bretagne l'objet essentiel et même l'objet unique de la guerre.

Occupons-nous maintenant et des opérations militaires des Anglais en Espagne et de celles de leurs alliés, si héroïques quoique si mal dirigées par une junte sans prévoyance ou par des généraux totalement dépourvus de talents. Là est l'impérissable honneur des *partidas* et des *quadrillas*, corps vulgairement et improprement nommés *guerillas*, qui ne laissaient aucun relâche à l'ennemi victorieux de leurs armées dépourvues de discipline et d'une organisation régulière.

Il faut soigneusement distinguer parmi les Espagnols, si bons soldats mais si mauvais militaires, ceux qui, réunis en corps d'armée, et que le défaut d'organisation propre à faciliter leurs mouvements utilement hostiles rendait incapables de résister en pleine campagne à des troupes éminemment mobiles et habilement commandées, de ceux qui, animés d'une constante valeur et d'un invincible dévouement, ne cessaient, soit de harceler les troupes françaises dans leurs marches, soit de défendre héroïquement contre elles les places où ils étaient renfermés. La postérité n'oubliera donc jamais les héros de Figueras, de Tarragone, de Gironne et de Saragosse. Parlons de ces deux dernières villes; car quand les regards de l'homme rencontrent des faits aussi prodigieusement gigantesques, l'historien se rendrait coupable s'il ne les retraçait dans leurs principaux détails; le militaire le serait également en ne considérant point ce qu'un indomptable courage peut trouver en soi de ressources pour suppléer à ce que l'art lui refuse; l'homme politique, enfin, ne remplirait qu'une partie de ses devoirs, s'il n'observait dans de tels faits ce qu'au sein des grandes crises sociales il lui serait possible d'obtenir d'une exaltation qu'il aurait habilement inspirée, et ce qu'il pourrait opérer à l'aide d'un peuple déterminé à vaincre ou à mourir. Cette grande leçon, l'Espagne la donnait alors à l'Europe soumise, qui la contemplait avec surprise et admiration; leçon magistrale et féconde, dont les nations européennes et leurs chefs surent plus tard profiter avec succès.

Nous n'avons fait qu'indiquer précédemment le premier siége de Saragosse, nous réservant de parler à la fois des deux siéges qu'elle soutint en 1808 et 1809, événements d'autant plus romanesques que cette ville était totalement dénuée des moyens ordinaires de défense.

Qui, en effet, eût pu croire capable de soutenir un siége cette Saragosse, peuplée à peine de soixante mille âmes de tout âge et de tout sexe, sans fortifications ni fossés, située sur un territoire plat, dont toutes les rues aboutissent aux champs, ceinte sur la rive droite de l'Elbe d'un simple mur de clôture, sans hauteur ni épaisseur, sans terrassement ni plate-formes, parfois en terre et souvent suppléé par les murailles extérieures des maisons? Qui eût pu croire susceptible de défense, même contre une armée médiocre, cette ville communiquant par un seul pont avec un faubourg bâti sur la rive gauche du fleuve et qui lui-même n'a pas d'enceinte, dominée à quatre cents toises par des élévations d'où l'on plonge sur elle, n'ayant pour garnison que deux mille hommes dont vingt canonniers, avec seize mauvais canons de faible calibre qu'il fallut se hâter de mettre en état de service, avec un petit nombre de fusils de tous modèles, auxquels il fut nécessaire d'ajouter l'emploi des piques, et avec vingt mille réaux seulement en caisse (cinq mille francs)? Qui eût jamais pu croire qu'avec de si faibles ressources Saragosse osât résister aux puissantes armées de Napoléon?

Le capitaine général Guilhermi crut toute résis-

en détruisant tout ce qui peut favoriser les attaques de l'ennemi. Se battre tous les jours, à toutes les heures, est l'unique emploi des hommes; celui des femmes est de soigner les blessés, et celui des enfants de porter aux combattants des munitions et des vivres. Les moines consolent les mourants, prêchent un patriotique courage, confectionnent des cartouches et bravent tous les dangers.

Le bombardement causait cependant d'horribles ravages, et sans entrer ici dans tous les miraculeux détails d'une attaque vigoureuse et d'une défense intrépide, nous dirons qu'une batterie placée en avant de Portillo et couverte seulement par des sacs à terre, après avoir été plusieurs fois prise et reprise, demeurait au pouvoir des Français par la mort de tous ses défenseurs, quand une femme du peuple s'élance sur une pièce déjà chargée, mais sans canonniers, y met le feu et ranime par cet acte de courage les habitants qui volent à son secours; ils sauvent la batterie et repoussent les colonnes successivement envoyées pour la reprendre. C'est ainsi que cette héroïne mérita de joindre à son nom d'*Augustine* celui de *Saragosse*.

Les vivres commençaient néanmoins à devenir rares et les munitions à manquer ; il ne restait plus de médicaments pour les malades que la famine multipliait, ni d'asile pour les blessés, et ils étaient nombreux ; les morts et les mourants encombraient les rues, faute de pouvoir être logés, soignés ou ensevelis, et, le 4 août 1808, le bombardement redoubla avec une nouvelle fureur.

Les Français pénètrent enfin dans le Cosso, principale rue de la ville, et s'y maintiennent; ils somment le gouverneur qui, au mot *capitulation*, répond par ceux-ci : *Guerre au couteau.* Le théâtre de cette inconcevable lutte se trouvait cependant alors dans le sein même de la place qu'il voulait défendre. Là chaque maison exigeait un siége, et, du 4 au 14 août, les Français n'en purent conquérir que cinq, qui leur coûtèrent six jours de combats meurtriers. Les munitions avaient pourtant manqué dès le 5. *Combattez avec vos couteaux!* leur criait alors l'indomptable gouverneur, lorsque enfin son frère, don François Palafox, amène trois mille hommes avec des provisions de bouche et de guerre.

L'on continue à se défendre avec la résolution, après la prise de la dernière maison, de se retirer dans le faubourg en en faisant sauter le pont. Hommes et femmes, enfants et vieillards applaudissent à cette détermination; mais, le 14 août, les Français se retirent, après deux mois d'un siége qui leur avait fait perdre un monde énorme.

Ce qu'il y eut d'admirable, c'est que les habitants de Saragosse qui, pour la plupart, y perdirent non-seulement leur fortune, mais des êtres chers, n'élevèrent à cet égard aucuns murmures, tant leur noble et religieux patriotisme les plaçait au-dessus des afflictions humaines. La gloire de Saragosse ne devait pourtant pas être concentrée dans cette première et héroïque défense; des lauriers moins heureux allaient encore la couronner.

Un ferment républicain s'était introduit dans la junte centrale et s'y agitait sourdement; les membres dont elle était composée n'étaient que de simples députés des autres juntes, rassemblées uniquement dans un intérêt de défense et qui n'avaient ainsi pu donner à leurs délégués d'autres pouvoirs que ceux qu'elles possédaient elles-mêmes. Cette junte centrale débuta conséquemment dans l'exercice de ses fonctions par un serment de fidélité *au roi, à ses droits souverains et aux lois existantes;* mais elle sembla bientôt vouloir exercer une autorité suprême et indépendante qu'elle ne tenait ni ne pouvait tenir de ceux dont elle n'était que la représentation. Don Joseph Palafox y voyait avec indignation cette tendance politique, ce mépris de ses devoirs et de ses serments; d'ailleurs, il estimait peu la plupart de ses membres, quoique son honorable frère en fît partie; il avait alors trop peu d'expérience pour sentir qu'une telle déviation dans les principes de la junte centrale était l'immanquable effet, au sein d'un mouvement populaire, du passage subit d'une existence privée à l'exercice d'une autorité sans bornes légales; mais fidèle aux maximes dont il était imbu dès son enfance, il conservait strictement les formes monarchiques, quoiqu'il ne lui fût pas toujours possible de calmer une effervescence coupable dans ses actes. Aussi fut-il obligé de tolérer quelques désordres excités par l'esprit de vengeance contre des hommes soupçonnés, trop légèrement peut-être, de trahison envers le roi et la patrie.

Sir John Moore avait, par des raisons que nous avons notées, commencé son expédition beaucoup trop tard pour qu'elle devînt utile à la cause espagnole; elle était d'ailleurs trop faible contre les armées commandées par Napoléon; puis les défaites essuyées par les généraux de la junte le forcèrent à une prompte retraite. Mais cette expédition donna au capitaine général de l'Aragon le temps de se préparer à soutenir un nouveau siége. Les Français, en se retirant le 14 août, avaient jeté dans le canal des canons et des boulets qui en furent retirés, et il put réunir ainsi jusqu'à cent soixante bouches à feu. Il fit fabriquer des poudres, des sacs à terre et à laine; il recueillit un grand nombre de fusils espagnols ou anglais, et jusqu'à des fusils de chasse, il forma des magasins de munitions et de vivres, organisa de nouveaux bataillons, les exerça, les aguerrit par des escarmouches contre les troupes françaises; enfin il vit sa garnison renforcée par les débris de l'armée battue à Tudela. Ce fut dans cette position, plus avantageuse que celle où il s'était trouvé durant le premier siége, qu'il fut, le 20 décembre 1808, investi sur les deux rives de l'Elbe.

Le 30, Palafox reçut une sommation dans laquelle on lui faisait observer « que Saragosse était » cernée sur la rive droite, que l'investissement » venait d'être terminé sur la rive gauche, que l'em- » pereur marchait en force pour chasser les Anglais » et soumettre les provinces; que Madrid avait » capitulé, et qu'on lui proposait une capitulation

» honorable. » Il y répondit : « Si Madrid a capitulé, » c'est qu'il a été vendu. Quant au peuple et à la » garnison de Saragosse, si leurs fortifications sont » renversées, ils s'enseveliront sous leurs ruines. » Des sorties plus ou moins heureuses se succédèrent, et le bombardement, qui commença le 10 janvier 1809, dura sans relâche l'espace de quarante-deux jours. Les ravages qu'il causa produisirent une épidémie dont Palafox lui-même fut atteint et qui réduisit sa garnison de trente mille hommes à neuf mille.

Sauver la ville, en partie détruite et jonchée de cadavres sans sépulture, devenait impossible ; on offrit donc de capituler ; mais le maréchal Lannes s'y refusa avec une impitoyable et insultante dureté. Le général Saint-Marc, successeur de Palafox que son état empêchait de continuer à remplir ses fonctions, défendit donc chaque maison, et il fallut s'en emparer une à une. Il en coûtait aux Français trois combats pour les approcher, les forcer et en occuper les étages supérieurs où les assiégés se défendaient encore. Parfois même ils les incendiaient quand ils étaient obligés de les abandonner ; aussi les vainqueurs ne conquéraient-ils souvent que des décombres et des cendres.

Cependant un quart de la ville était enfin tombé en leur pouvoir, et une grande partie du reste était déjà minée. Le peuple répugnait cependant à toute capitulation ; il préférait la mort à la honte de se rendre. Une junte prit sur elle de sauver les débris de cette héroïque population, et obtint, le 22 février,

que la ville fût remise aux assiégeants, à la condition simplement verbale, que la garnison obtiendrait les honneurs de la guerre, et que Palafox pourrait se retirer où bon lui semblerait, ce qui ne fut pas exécuté, malgré la parole d'honneur engagée du maréchal, à qui fut remis, dans l'espoir que la ville serait soustraite au pillage, l'immense et riche trésor de Notre-Dame del Pilar (1); mais Saragosse, où, dans un siége de deux mois, il avait péri cinquante-quatre mille personnes, dont six mille seulement par les coups de l'ennemi, n'en fut pas moins en butte aux fureurs d'une soldatesque effrénée. Les femmes furent outragées, les prêtres insultés, des moines mis dans des sacs et jetés au fleuve; actes aussi impolitiques que barbares. Enfin, cette ville ruinée, presque détruite, fut encore frappée d'une forte contribution, et Palafox, contre la foi promise, fut conduit en France et précipité dans une prison d'État (2).

(1) On peut lire dans les Mémoires de la duchesse d'Abrantès le relevé des richesses immenses de ce trésor, et en quelles mains elles demeurèrent.

(*Note de l'éditeur.*)

(2) Voilà le général et la population que l'Anglais Napier a l'odieux courage de calomnier dans un récit très-recommandable d'ailleurs par l'impartialité avec laquelle il y parle des généraux français, mais où il prétend que la Grande-Bretagne seule a sauvé la Péninsule; comme si moins de cinquante mille hommes eussent pu y réussir sans l'héroïque résistance de ces Espagnols qu'il se plaît tant à déprécier, comme le firent constamment presque tous les généraux anglais.

C'est ainsi que les Français avaient commencé la campagne d'Espagne en 1809. Nous aurons à y voir les opérations militaires des Anglais; mais nous croyons devoir, préalablement, parler de Gironne, dont la glorieuse défense rivalisa avec celle de Saragosse.

Duhesme, comme nous l'avons dit, échoua contre ses faibles murs, du 20 au 21 juin 1808; il attaqua de nouveau cette forteresse le 22 juillet, et fut encore forcé, le 16 août, d'en lever le siége. Mais Saint-Cyr, ayant réuni trente mille hommes, en commença un troisième siége, le 6 mai 1809. La garnison de Gironne était de cinq mille sept cent vingt-trois hommes, dont cent huit cavaliers, six cent quarante-huit artilleurs et vingt-deux sapeurs; elle était armée de deux cents pièces de canon. Don Mariano Alvarez y commandait et défendit successivement les cinq forts qui couvraient cette place, ceinte seulement de murs fortifiés de quelques tours et de bastions. Des secours y pénétrèrent le 1er juillet, les 3 et 17 août, et le 1er septembre; elle reçut aussi un léger convoi le 26 septembre, jour où, avec plus d'audace, le général Blake eût pu en faire lever le siége, qui se termina le 11 décembre, après deux cent vingt jours d'attaques vigoureuses et vigoureusement repoussées.

La garnison de Gironne qui, avec les renforts qu'elle reçut, montait à neuf mille trois cent soixante-onze combattants, était, quand Augereau y entra, réduite à quatre mille deux cent quarante

huit, au nombre desquels les hôpitaux renfermaient seize cents malades ou blessés (1). La pénurie de subsistances avait été telle que le prix du pain était monté à plus de huit francs la livre et le reste à un taux proportionnellement plus considérable encore.

Les femmes de cette héroïque cité avaient rivalisé de courage et de zèle avec celles de Saragosse; formées en compagnies, on les vit sans cesse affronter la mort pour apporter des vivres et des munitions aux combattants, pour enlever, porter et soigner les blessés. Le brave gouverneur de la place avait su inspirer à la garnison et aux habitants de Gironne l'intrépide constance dont lui-même était animé. Rien ne put la vaincre ou l'attiédir : ni la timidité des généraux espagnols en mesure de faire lever le siége, ni l'indifférente apathie de la junte de Valence qui eût pu lui porter secours, ni la faute que commirent les Anglais, en force dans la Méditerranée, de ne point agir contre les assiégeants, ni l'imbécile et lâche conduite de la junte centrale, à qui celle de Catalogne adressa de vives demandes et des plaintes énergiques. Blake, toujours employé quoique toujours battu, n'osa se compromettre en tentant, avec des forces supérieures, la délivrance d'une des places les plus importantes de l'Espagne; et O'Donnel seul commença alors à se montrer le digne rival de ses belliqueux adversaires. Augereau, qui vint recueillir devant

(1) Voyez la pièce justificative N.

Gironne les fruits des longs travaux de Gouvion-Saint-Cyr, eut souvent à souffrir des effets de la judicieuse audace d'O'Donnel, et son incapacité le fit remplacer lui-même par le maréchal Macdonald.

Cependant les armes françaises prospéraient sous les ordres du général Suchet, qui fit tomber successivement toutes les places espagnoles, en dépit de la valeur de ceux qui les défendaient.

La junte centrale qui, par un décret rendu au nom de Ferdinand VII, le 9 mars 1809, avait, pour récompenser les défenseurs de Saragosse, déclaré qu'ils demeureraient exempts de tributs durant dix années, à partir du jour où la paix aurait été assurée, qu'il serait élevé un monument et frappé une médaille en leur honneur, anoblit tous les habitants de Gironne par un décret du 5 janvier 1810, et plus tard une décoration commémorative leur fut accordée. Quant à la défense de Tarragone, elle appartient à une époque postérieure. Si nous nous sommes arrêtés sur celles de Gironne et de Saragosse, c'est qu'elles enflammèrent les esprits et que la politique en profita pour les maintenir dans cet état d'irritation. Aussi fut-ce dans cette vue que ceux qui gouvernaient l'Espagne eurent soin de publier et de répandre dans le peuple un catéchisme qui lui inspirait une haine à mort contre les Français (1). C'est aussi parce que ces événements héroïques sont uniques dans l'histoire

(1) Voyez la pièce justificative O.

moderne, et que l'Europe, qui les contemplait avec étonnement, voyait dans le sort de la Péninsule ce qui devait irrévocablement décider de son salut ou de sa perte.

Occupons-nous enfin, mais avec plus de rapidité, des expéditions militaires des Anglais.

La première avait affranchi le Portugal, qui dès lors ne devait plus retomber au pouvoir de la France; elle acquit dans ce royaume une grande popularité à sir Arthur Wellesley.

La seconde, moins heureuse et confiée à sir John Moore, qui ne pouvait, avec environ vingt-six mille hommes, lutter contre des forces qui s'élevaient à trois cent vingt mille, dont soixante mille de cavalerie, avait facilité du moins le rassemblement des débris des armées de Castanos, Blake et Belvidere, et dégagé le Midi en forçant l'ennemi à porter ses regards vers le Nord.

Une troisième se préparait, et elle devait être pour l'armée anglaise plus glorieuse qu'utile, et sans utilité comme sans gloire pour les armées régulières espagnoles. Ces armées espagnoles, levées à la hâte, commandées par des officiers inexpérimentés et privés souvent de la confiance de leurs soldats, incapables eux-mêmes, par leur ignorance et leur indiscipline des plus indispensables évolutions militaires, étaient telles, que chercher à les faire manœuvrer, c'eût été les livrer au plus affreux désordre et conséquemment aux coups des troupes régulières qui les eussent attaquées. Les chefs, d'ailleurs, aussi dépourvus d'expérience que les troupes, ne

savaient ni les diriger, ni les porter habilement, et tandis que leurs ennemis se multipliaient par la rapidité des mouvements, elles n'en pouvaient exécuter aucuns sans tomber dans un inextricable chaos. Comme elles avaient, néanmoins, une aussi grande confiance en elles-mêmes qu'elles en accordaient peu à leurs généraux, elles ne parlaient que de se battre, croyant toujours marcher à la victoire en accusant de lâcheté ceux de leurs chefs qui s'y refusaient. En outre, comme chaque combat amenait une défaite, elles s'en prenaient alors à ceux qui les avaient commandées, les taxaient de trahison, et se vengeaient quelquefois sur eux des résultats de leur propre imprudence.

La même jactance et la même impéritie se remarquaient dans les discours et les actes de la junte centrale, plus occupée de sa propre autorité que du salut public. On doit avouer néanmoins que sa conduite à l'égard de l'Angleterre pouvait sous certains rapports être excusée; sans doute il ne fallait pas se priver des secours que lui prodiguait le gouvernement britannique, mais sa demande d'occuper Cadix causait des soupçons dont il eût été difficile à la junte de se défendre; l'Angleterre n'avait pas même attendu l'issue de la négociation y relative pour envoyer les troupes destinées à y débarquer. Le général Georges Smith, qui les commandait, en demanda l'admission sous les auspices de M. Freire, ministre anglais près du gouvernement espagnol; ils se fondaient l'un et l'autre sur les dangers que pourrait courir cette place importante. Pour éluder

cette demande, la junte, usant de ruse, y envoya promptement des corps de ses propres troupes et obligea les Anglais de débarquer au port Sainte-Marie, d'où ils repartirent pour Lisbonne.

Cet échec politique devint pour eux un grand avantage militaire; car dans cette capitale du Portugal, l'agitation des esprits menaçait des plus funestes troubles, et les Anglais n'avaient là pour s'y opposer que cinq mille hommes, avec le corps portugais formé par les soins du général Beresford, qui fut élevé par la régence à la dignité de maréchal. Ce renfort, venu si à propos, lui donna les moyens de maintenir la tranquillité et d'en imposer aux agitateurs d'Oporto.

Les imaginations, effrayées des progrès que Soult avait faits au nord du royaume, purent aussi être calmées par l'arrivée de ce renfort; en effet, le maréchal duc de Dalmatie était, comme nous l'avons dit, entré à la Corogne dès le 19 janvier; peu après il avait pris le Ferrol, et venait de recevoir l'ordre d'envahir le Portugal en franchissant ses frontières du nord, tandis que le général Victor avait ordre d'y pénétrer par celles du midi; combinaison commandée par une volonté aveugle, mais positive, et qu'une aveugle obéissance cherchait à exécuter. Cependant, deux corps partis de deux points si éloignés l'un de l'autre, sans correspondance facile, peut-être même impossible entre eux, qui ne pouvaient combiner leurs opérations et se réunir à jour fixe sous les murs de Lisbonne, ne devaient se flatter d'aucune chance de succès, à moins que leur mar-

che n'eût pas éprouvé le plus léger obstacle ni la capitale opposé la moindre résistance.

Les Français comptaient donc sur l'absence des troupes anglaises et sur la terreur dont les esprits étaient frappés, quand, le 22 avril, sir Arthur Wellesley arriva avec un renfort de dix mille hommes (1) et fut accueilli comme le sauveur de l'État ; le rang de maréchal général lui fut déféré avec le titre de généralissime des troupes alliées. Il réunit ainsi une armée de vingt-six mille hommes dont quinze cents de cavalerie, et trente pièces de canon. C'est avec ces forces qu'il eut à résister à la double attaque des généraux Soult et Victor, disposant ensemble alors de cinquante-cinq mille hommes, et cent sept bouches à feu, c'est-à-dire, celui-ci de vingt-cinq mille hommes et quarante pièces de canon, et celui-là de trente mille hommes; l'ensemble de leurs forces s'éleva plus tard à cent mille.

Le premier de ces deux généraux semblait le plus menaçant, vu la position qu'il occupait, les places sur lesquelles il pouvait s'appuyer et les renforts qu'il lui était facile d'attirer à lui, mais surtout vu ses talents supérieurs et son indomptable audace. Il était d'autant plus nécessaire de marcher à sa rencontre que d'incontestables rapports prouvaient que son armée, jusque-là victorieuse, n'en était pas moins affaiblie dans son moral, tant par l'effet de la fatigue et du mécontentement des soldats que

(1) Les publications françaises disaient quarante mille, et Montalivet le répéta dans son exposé du 12 décembre.

par la mésintelligence et l'indiscipline de leurs chefs, ainsi que par une conspiration républicaine ourdie dans le sein de cette armée et qui poussa les choses jusqu'à envoyer des émissaires secrets au général anglais. Au reste ces menées n'eurent aucune suite; mais nous devons, à leur sujet, faire remarquer ici que, soit dans le civil, soit dans le militaire, toutes les fois qu'un levain révolutionnaire fermenta, il eut pour principes et pour but un retour vers cette république qui, plus nominale que réelle, enfanta successivement le double despotisme de la hache ou du glaive, séparés l'un de l'autre par l'abjection directoriale. Cette réflexion est applicable à nombre de dissensions politiques sur lesquelles les royalistes français ne cessèrent jamais de s'abuser.

Sir Arthur était rassuré sur les dangers que courait la frontière méridionale par les obstacles que Victor rencontra en Espagne, après même la victoire de Medelin; il en eût été de même sur celle septentrionale, si la Romana eût mieux combiné ses opérations; mais il rompit du moins toute correspondance entre les deux armées d'invasion, tandis que les paysans, par des observateurs intelligents, par des coureurs rapides et des feux allumés, indiquaient la position, la direction et les forces des troupes françaises.

Le plan de campagne des Français, vicieux dans son ensemble, l'était aussi dans ses détails, et Soult, reconnaissant l'impossibilité de passer le Minho à Tay, comme cela lui était prescrit, remonta jusqu'à Orensée et fut secondé dans ses premières opéra-

En effet, sans la prompte détermination du général français et la lenteur du maréchal Beresford, l'armée d'invasion eût probablement été contrainte à capituler; et si sa ruine ne fut pas achevée par le général anglais, c'est qu'il ne pouvait hasarder son faible corps contre l'immensité des forces françaises dont l'Espagne était couverte; qu'il avait pour principal objet de défendre le Portugal, et qu'il devait marcher vers le Midi, où le général Victor n'aurait eu devant lui de troupes anglaises que le général Mackensie, incapable de lui résister s'il parvenait à entrer dans ce royaume.

L'en empêcher ou l'en repousser était l'unique but de sir Arthur; mais les Espagnols sollicitaient vivement son appui dans une opération militaire calculée sur une très-grande échelle; ils avaient pour but de chasser le roi Joseph de Madrid. On savait, par une lettre interceptée du général Belliard à Sébastiani (1), où il lui reprochait de n'avoir pas *exterminé la canaille*, que *l'opinion* de cette capitale ne *s'améliorait pas*, et on était sûr qu'un parti anti-français se lèverait à l'approche de *Vénégas* d'une part, et des alliés de l'autre. Sir Arthur n'adoptait pas les plans gigantesques de la junte, et ne croyait pas très-fermement aux fanfaronnades de ses généraux; il ne devait d'ailleurs se permettre de rien faire qui pût compromettre la sûreté du Portugal, d'autant que la réunion de Ney à Soult avait rendu celui-ci redoutable, que le général fran-

(1) Lettre du 10 avril 1809.

çais, éminemment audacieux, pouvait se reporter sur le *Minho* et menacer le nord d'un État que les Anglais voulaient principalement défendre. Leur général ne se prêtait donc qu'à regret à une invasion sur laquelle nous croyons devoir donner ici quelques détails, en raison des notions très-fausses contenues dans les relations ou publications françaises.

Sir Arthur n'avait, le 25 juin, sous les armes, que vingt-deux mille trois cent soixante-trois hommes de toutes armes; il attendait des renforts, mais ils n'arrivaient point, tandis que les fatigues et la rareté des vivres, qu'on lui promettait et qu'on ne livrait pas, en dépit de ses demandes multipliées, accroissaient journellement dans son armée le nombre des malades; car les Anglais supportent tout, excepté la famine. Aussi, lors de son arrivée à Talavera, il ne put mettre en ligne que dix-neuf mille huit cent quarante-six hommes, car il jugea que les trente-cinq mille Espagnols et leur général seraient plutôt pour lui un embarras qu'un appui. C'est ce qui lui faisait mander à M. Frere, ministre anglais près de la junte (1). : « *Je déplore les circonstances qui me forcent à me retirer de l'Espagne. Le peuple anglais ne supportera pas l'idée de nous y voir rentrer lorsqu'il sera instruit du traitement que nous y avons reçu.* »

Avant l'arrivée de sir Arthur en présence de l'armée française, le maréchal Victor n'avait plus que

(1) Le 24 juillet.

vingt-sept mille hommes à opposer à l'armée de Cuesta ; mais Joseph l'ayant rejoint avec sa garde, et Jourdan avec les troupes qu'il commandait, ces forces, réunies sous les ordres du roi, montaient à cinquante mille hommes et quatre-vingt-dix bouches à feu. Jourdan, général toujours médiocre, mais devenu plus prudent en prenant des années, voulait que l'on se bornât à tenir les alliés en échec et que l'on attendît ainsi la coopération du maréchal Soult, qui devait se mettre en mouvement avec une armée de force égale à celle du roi Joseph, pour couper toute retraite aux Anglais.

Sir Arthur s'était porté à Talavera, que Victor avait été contraint de quitter, et s'était réuni aux Espagnols, dont l'avant-garde, renforcée d'une division anglaise, observait l'armée française. Celle-ci culbuta, le 25 juillet, à Alcabar, cette avant-garde, commandée par le général espagnol Zayaz, et Cuesta, effrayé de cet échec, se retira, ou plutôt s'enfuit en désordre vers Talavera où il prit poste à la droite de l'armée anglaise, qui occupait un tertre élevé, clef de la position des alliés.

Malgré l'ardeur du général Soult qui, après avoir reposé, réorganisé et renforcé considérablement son armée, s'était avancé jusqu'à Zamora, où, le 27 juillet seulement, il reçut l'ordre de se porter sur Placentia ; malgré le zèle du chef et des troupes, ce général trouva sa marche entravée par la tracassière indiscipline du maréchal Ney, car il n'y avait déjà plus de subordination dans les armées impériales dès que Napoléon ne les commandait pas

en personne; mais on pouvait et devait l'attendre; ainsi le pensait Jourdan. On écouta préférablement l'impétuosité du maréchal Victor; il crut, avec raison, que si les Anglais pouvaient être dépostés, la victoire devenait certaine et que le Portugal serait nécessairement conquis. Il engagea l'affaire dès le 27 au soir et n'obtint aucun succès; il renouvela la lutte le lendemain avec la vigueur accoutumée du soldat français, et fut encore reçu avec cette intrépidité calme qui caractérise le soldat anglais.

Nous ne détaillerons pas cette sanglante bataille du 28, qui dura depuis le point du jour jusqu'à midi, et recommença avec une vigueur nouvelle de deux heures jusqu'à la nuit. Les Français y perdirent dix mille hommes, les Anglais plus de cinq mille, et les maréchaux profitèrent des ténèbres pour se retirer; aussi le lendemain 29 leurs dernières arrière-gardes avaient-elles entièrement disparu. Les trophées de cette sanglante journée furent quinze pièces de canon, deux obusiers, cinq drapeaux; la perte en tués, blessés et égarés fut de cinq mille trois cent soixante-sept hommes de tous grades, selon les rapports officiels qu'en Angleterre on n'ose pas altérer (1). Les Français n'en proclamèrent pas moins cette affaire comme une brillante victoire. Il est curieux de lire à cet égard, dans un ordre du jour du roi Joseph, sous la date du 9 août : « Le 28, attaqués dans une position jugée » inexpugnable, quatre-vingt mille hommes n'ont

(1) Voyez la pièce justificative P.

» pu lutter contre quarante-cinq mille Français ; » les Anglais ont fui en désordre de toutes parts » ; de lire encore dans le rapport du maréchal Jourdan, du 30 juillet : « Après le combat le plus opi- » niâtre, l'armée ennemie a été obligée d'abandon- » ner le plateau de Talavera ; l'armée impériale a » couché sur le champ de bataille. » Cet absurde mensonge fut répété par tous les journaux espagnols et français (1).

Ce fut ce même jour, 29 juillet, qu'on apprit au quartier général anglais, quoique d'une manière assez vague encore, la nouvelle, bientôt officiellement confirmée, de l'armistice de Znaïm. Les agents autrichiens l'avaient d'abord nié, puis ils cherchèrent à faire considérer cet armistice sous un point de vue favorable aux intérêts de l'Angleterre et de l'Espagne. « Un tel acte, disaient-ils, dont nous » ignorons entièrement les motifs, est si peu l'an- » nonce d'un traité de paix, que de part et d'autre » l'on continue de se préparer à la guerre. Il retient » loin de la Péninsule une grande masse de trou-

(1) Napier dit (*Mémoires sur la guerre d'Espagne*, p. 163) : » Notre perte fut plus considérable que celle des Anglais, et l'armée française repassa l'Alberche. » Azanza, ministre du roi Joseph, en parlant de cette bataille dans ses Mémoires, pages 167 et 168, s'exprime ainsi : « El resultado de esta ba- » talla tan renida como indecisa no produxo, à los exercitos » combinados las ventajas que debian ser consiguentes, a causa » del movimiento de las troupas francesas que baxaron à Pla- » sencia, y amenazaron. Cortarles su communicacion con Por- » tugal. »

» pes françaises que la paix y ramènerait ; il empê-
» che même de porter en Espagne des renforts dont
» l'armée d'Allemagne a besoin. » Mais de tels propos ne pouvaient en imposer à sir Arthur, déjà dégoûté, avant la bataille de Talavera même, de l'expédition qu'il avait entreprise, et bien plus après cette journée ; car, en en rendant compte, il écrivait au marquis de Wellesley (1), du lieu même où cinq jours auparavant il avait triomphé des forces françaises : « Dans la bataille de Talavera où, à
» très-peu d'exception près, l'armée espagnole ne
» fut pas engagée du tout, des corps entiers jetè-
» rent leurs armes et se sauvèrent en ma présence,
» quoiqu'ils ne fussent ni attaqués ni menacés de
» l'être, mais seulement, à ce que je crois, effrayés
» de leur propre feu. Ces lâches, dans leur fuite,
» ont pillé les bagages de l'armée anglaise, qui se
» battait pour leur cause. »

Toute la correspondance de ce général roule sur des plaintes injurieuses au gouvernement espagnol. Le peuple de la Péninsule se plaignait de son côté des pillages commis par les Anglais, chose assez habituelle dans leurs armées, mais que l'absence de tout secours pouvait alors expliquer. La haine n'en croissait qu'avec plus d'intensité entre deux alliés plus que jamais intéressés à s'unir, et elle sembla prendre un nouvel essor quand la retraite de l'armée anglaise fut irrévocablement décidée.

Cette retraite était cependant devenue indispen-

(1) Lettre du 2 août.

sable, car l'armée anglaise, qui n'avait reçu que le lendemain de la bataille le secours de huit mille hommes qu'elle attendait, manquait de tout par la malveillance de ses alliés. Elle comptait un grand nombre de tués, de blessés et de malades. Elle devait avant tout couvrir le Portugal, menacé par le maréchal Soult; toute marche en avant devenait donc doublement ruineuse; mais surtout avec ces Espagnols qui se battaient si mal. L'inepte Cuesta demandait cependant à sir Arthur (qui, pour prix de la victoire, allait obtenir de son gouvernement le titre de lord vicomte de Wellington, et de la junte la dignité de capitaine général, équivalente à celle de feld maréchal), de lui confier la moitié de son armée, combinée avec moitié de celle des Espagnols, pour la diriger lui-même contre le roi Joseph en retraite, et de marcher contre Soult avec le reste de ces deux armées réunies. Sir Arthur se garda bien d'y consentir, et, ayant reçu du général espagnol la promesse de couvrir et défendre ses hôpitaux, il partit de Talavera le 3 août, quoique les Espagnols ne lui eussent fourni ni vivres ni transports, ce qui lui rendait plus que jamais nécessaire d'aller occuper la ligne du Tage et de se concentrer sur la frontière portugaise. La junte taxe cette retraite de trahison, en faisant courir le bruit que cette conduite, selon elle si coupable, avait eu pour cause son refus de livrer à l'Angleterre la place de Cadix et l'île de Cuba.

Ainsi se termina la seconde des deux expéditions tentées en Espagne par les Anglais qui, à cette

époque, n'aspiraient plus qu'à abandonner la Péninsule pour rentrer dans leurs foyers. Ce désir ne fut pas même étranger aux paisibles habitants de l'Angleterre; mais le gouvernement britannique, moins enthousiaste d'abord que le public, plus sage ensuite que lui, n'en continua pas moins à soutenir une cause intimement liée à la sienne, en dépit des correspondances du marquis de Weslesley, qui choquait l'irascible vanité des Espagnols en leur disant qu'ils ne pouvaient ni ne pourraient rien sans le secours des Anglais, oubliant ce que leur armée avait dû et devrait encore à une population dont le dévouement, sans calcul personnel, les instruisait des mouvements de leurs ennemis qu'elle fatiguait et surveillait de toutes parts.

Quant à la conduite diplomatique du marquis de Wellesley, elle lui donna près de la junte, qui redoutait beaucoup sa popularité, moins de crédit que n'en avait obtenu Freire. Cependant, si les Anglais avaient échoué dans leur coûteuse expédition de l'Escaut; s'ils s'étaient vus forcés d'évacuer Flessingue, en faisant sauter ses fortifications (1), et en ne ramenant que la moitié à peine de l'armée employée à une opération si mal dirigée, s'ils n'avaient envoyé dans la Péninsule que des forces trop peu considérables, ce qui faisait croire qu'ils avaient bien plus en vue la continuation de la guerre dans ces contrées que leur affranchissement, leurs succès maritimes avaient été aussi brillants qu'utiles; car

(1) Le 23 septembre.

à la conquête des colonies françaises, dont nous avons déjà parlé, il faut ajouter que l'amiral Collingwood s'était emparé, les 1er et 2 octobre, de l'île de Zante et de celles adjacentes, ce qui plaçait nécessairement sous leur protection la république des Sept-Iles; que son escadre atteignit, le 25, à l'embouchure du Rhône, trois vaisseaux de ligne qui furent détruits, et qu'il poursuivit, le 30, dans la baie de Rose, un convoi portant des munitions à l'armée française d'Espagne.

Mais les Espagnols, abandonnés par leur allié, éprouvaient journellement de nouveaux désastres; Soult après sa jonction, le 7 août, avec le duc de Bellune, battit de nouveau Cuesta le 8; Vénégas éprouva le même sort le 15, et le duc de Dalmatie ayant été nommé major général de l'armée, imprima, avec plus d'ensemble, une nouvelle activité à ses opérations. Vénégas fut remplacé par don Juan-Carlos Areizaga. Celui-ci était parvenu à rassembler une armée de cinquante mille hommes; mais au lieu de se borner à défendre les défilés de la Sierra-Morena, ce qui eût couvert l'Andalousie et assuré le salut de la junte centrale, il osa marcher sur Madrid, fut attaqué le 19 novembre à Ocana, où ses troupes, postées sans intelligence ou plutôt posées là en désordre, se dispersèrent après une heure et demie de combat, laissant sur le champ de bataille cinquante des cinquante-trois pièces de canon qu'elles y avaient amenées, et elles ne durent leur salut qu'au pillage de leurs équipages, pillage qui empêcha les soldats français de pour-

suivre les fuyards. Sir Arthur avait désapprouvé le projet de cette expédition et annoncé d'avance la défaite du général espagnol; il ne reçut communication de l'ordre donné de combattre que le 18, veille du jour de la bataille d'Ocana (1); aussi était-il demeuré sur les bords de la Guadiana pour couvrir le Portugal, protéger l'Estramadure et défendre l'Andalousie, si on lui livrait Cadix comme base d'opérations. C'était tout ce qu'il pouvait opérer avec une armée de vingt mille hommes, ce qui l'avait fait demeurer spectateur des funestes opérations d'Areizaga et de son échec.

Cet échec fut cependant bien loin de produire les effets qu'on en eût pu craindre, car les Espagnols commencèrent dès lors à abandonner en partie le système des grandes armées et des batailles, pour ne plus fonder l'espoir de leur indépendance que sur celui d'une guerre active de partisans. Ces intrépides partisans redoublèrent d'efforts pour ruiner les Français, vainqueurs de leurs grandes et impuissantes armées.

A la tête de ces corps agiles, intrépides, infatigables, l'on vit s'illustrer les deux Mina, Porlier, Longa, Julian-Sanchez, Rovera, Perena, Paladea, Sapia, Abril, le curé Merino, et Juan Martin, sous le nom de l'Empecinado (l'implacable); car chacun adoptait un nom caractéristique ou celui de sa profession, tel que *el cosinero*, *el medico*, *el pastor*,

(1) Lettre de lord Wellington à lord Liverpool, du 30 novembre 1809.

el capucino. Ce fut par ce dernier que fut fait prisonnier le brave Franceschi qui, dans son désespoir, s'écriait : *Quelle honte pour un général de hussards d'avoir été pris par un capucin !* Au reste, si la plupart de ces chefs de bande furent d'une impitoyable barbarie, principalement *Mina* et *Juan Martin*, qui régnèrent despotiquement en Navarre, et qui se montrèrent ennemis aussi acharnés des nobles Espagnols, dans les rangs desquels ils n'étaient pas nés, qu'ils le furent des Français, Julian pourtant, ainsi que quelques autres, manifestèrent souvent de la générosité, et les noms de tous jaillirent de l'obscurité à la lueur des patriotiques incendies qu'ils allumèrent.

Cependant la retraite des Anglais avait ébranlé la fidélité de quelques hommes, partisans d'abord du roi Ferdinand VII et de la junte ; la défaite d'Ocana en détacha un plus grand nombre de cette cause, et les deux Castilles, ainsi que la Manche parurent entièrement soumises. Beaucoup de nobles prêtèrent alors serment à Joseph, masquant leur infidélité du désir de voir cesser des dévastations nuisibles au sort de l'État. Les moines étaient dans une autre catégorie, car ils avaient tout à perdre au nouveau régime. Ce serait néanmoins connaître bien peu le cœur humain que de les considérer comme voilant uniquement un intérêt sordide du masque de la religion. L'ordre monastique en Espagne était, par son importance et ses lumières, l'élite de la population ; ses vertus le faisaient révérer du peuple, et s'il tenait à des richesses que le

pauvre partageait, à des richesses qui accroissaient son lustre et sa puissance, n'oublions pas que le principe fondamental de nos affections disparaît souvent sous l'heureux élan qu'il produit; que l'habitude de cet élan généreux en fait un sentiment dominateur, et que la pensée du bien qu'on peut faire s'unit alors à la conservation des intérêts qui le rendent possible. Défendre de tels intérêts semblait donc pour les moines un devoir religieux, et ils étaient alors intimement liés au maintien de la nationalité espagnole, qui, pour un peuple fier, humilié par la conquête, devenait aussi une véritable religion. Trop éclairés pour ne pas apercevoir le piége qu'on leur tendait, les moines résistèrent donc à toutes les séductions employées pour les soumettre. Les momeries religieuses du roi Joseph ne leur parurent que de l'hypocrisie, tandis que sa bienfaisance, quoique réelle, n'était prise par le vulgaire que pour de la faiblesse. Ses généraux échouèrent aussi dans leurs tentatives à l'égard de certains chefs militaires, qui répondirent à leurs brillantes promesses, présentées sous couleur de l'intérêt de l'État, en les invitant eux-mêmes à changer de drapeaux ou à éloigner les leurs d'un sol qu'ils outrageaient. Quant aux soldats prisonniers, ils paraissaient se soumettre, étaient réequipés, réarmés, puis désertaient, ce qui fit donner à Joseph le titre de *pourvoyeur de ses ennemis.*

La junte, de son côté, cherchait à raviver l'esprit public par des proclamations, et celle qu'elle

publia (1) au moment où elle venait d'apprendre et la défaite d'Ocana et la paix de l'Autriche, est trop remarquable et trop peu connue pour que nous n'en citions pas ici quelques fragments : « Nos ennemis » annoncent la paix de l'Allemagne, ils nous me- » nacent déjà de puissants renforts, ils nous enga- » gent à implorer la clémence du vainqueur; ou- » trage sans exemple que la postérité refusera de » croire ! Ces barbares ne rougissent pas de nous » imputer les maux que leur injuste agression a fait » fondre sur nous ! ils nous rendent responsables de » ceux que prolongera notre résistance ! Depuis » quand le bourreau a-t-il le droit d'accuser sa vic- » time? Ont-ils oublié qui donna le signal des com- » bats? Croient-ils que des cœurs espagnols seront » infidèles à leurs devoirs parce qu'il leur manque » des appuis? Si la fortune nous frappe, redou- » blons d'efforts; plus les périls seront grands, » plus grande sera la gloire ! Esclaves du tyran, » abjurez des sophismes qui ne sauraient nous sé- » duire. Dites franchement que, vous croyant les » plus forts, vous voulez être les plus injustes des » hommes. Nous ne prendrons ni l'oubli des de- » voirs pour sagesse, ni la lâcheté pour prudence. » Placés par vous entre l'ignominie et la mort, » nous succomberons plutôt que de nous soumet- » tre. Pillages, meurtres, dévastations, n'épargnez » aucun crime ! Fatigués d'horreurs, quels fruits » en retirez-vous? Les pages de notre histoire sont

(1) Le 21 novembre 1809.

» pures, nous ne les souillerons point. L'esclave
» couronné qu'on nous impose n'est pas digne de
» commander à des hommes dont il n'obtiendra ja-
» mais que haine et mépris. Braves Espagnols,
» voyez vos maisons démolies, vos temples abattus,
» vos campagnes désolées, vos familles errantes et
» dissipées dans les montagnes ou précipitées dans
» le tombeau. Pourriez-vous livrez la religion au
» sacrilége, la patrie à l'abjection, votre roi.....?
» A ce nom sacré, rappelez-vous la trame d'une
» perfidie sans exemple! Ce roi gémit dans les fers;
» il vous implore, il compte sur vous. Tout peuple
» qui veut fermement son indépendance finit par la
» conquérir; la victoire, trop souvent un présent
» du sort, devient tôt ou tard le prix d'une inébran-
» lable constance. La junte ne vous cache pas vos
» dangers, mais elle vous en dit le remède; il est
» dans le concours de tous, dans le sacrifice de tout
» intérêt privé. Si les princes du Nord, oubliant et
» leurs droits et leurs devoirs, se courbent en es-
» claves pour retarder d'un moment leur inévitable
» destruction, que nous importe, si nous sommes
» déterminés à vaincre ou à périr! Quand on nous
» présenta un joug odieux, les consultâmes-nous
» pour y résister? Que l'intrigue agissant sur des
» gouvernements faibles, sur des cabinets corrom-
» pus, fabrique des traités illusoires pour qui les
» impose, honteux pour qui les subit; que les
» grands potentats sacrifient leurs peuples, délais-
» sent leurs alliés; nous resterons seuls debout au
» milieu des ruines européennes, vengeurs, jus-

» qu'au triomphe ou à la mort, de l'indépendance » et de la justice. » Une proclamation plus remarquable encore est celle du 20 décembre; car la junte y avoue franchement deux nouvelles défaites et n'en paraît pas moins compter sur la constance du peuple, à qui elle ne veut cacher en rien les dangers de la patrie. Malheureusement tout cela n'était que de vaines déclamations émanées d'une autorité déjà flétrie dans l'opinion des peuples, comme nous aurons plus tard à en exposer la cause et les effets.

Privés de l'alliance de l'Autriche, qui lui avait promis cent mille fusils, et dont le ministre Genotte s'était déjà retiré à Gibraltar, l'Espagne perdait, par son départ, tout moyen d'entamer, sous les auspices du cabinet de Vienne, une négociation dans laquelle elle eut espéré s'assurer l'appui de l'empereur Alexandre, en lui proposant l'abandon des Florides et un établissement dans la Méditerranée. Cette question avait été agitée dans le conseil de la junte, mais non sans crainte de déplaire au gouvernement britannique, dont l'appui était plus utile à la Péninsule que celui de tous les autres cabinets européens. Don Francisco de Saavedra tenait fortement à cette idée et à celle de donner plus d'unité au gouvernement en y rappelant le duc d'Orléans. C'était le fruit de l'habile négociation du chevalier de Broval, retourné à Palerme pour en instruire son maître, tandis qu'un autre agent partait chargé de pouvoirs pour traiter avec la cour de Saint-Pétersbourg, conjointement avec

le consul général espagnol don Antonio Colombi. Mais le départ de la légation autrichienne et le retour prochain du ministre espagnol Bardaxi d'Azzara nous ramènent naturellement aux affaires d'Allemagne, que nous avions abandonnées après l'armistice de Znaïm.

MM. de Metternich et de Champagny, plénipotentiaires nommés par l'empereur François II et par Napoléon, étaient depuis le 17 août réunis à Altembourg, petite ville de Hongrie, distante de Vienne d'environ vingt-cinq lieues; mais les négociations n'avançaient point. Les lenteurs apportées à la conclusion de la paix provenaient des espérances conçues par le cabinet de Vienne que des événements militaires, attendus avec impatience, pourraient lui fournir les moyens de traiter à des conditions avantageuses; il jetait à cet égard des regards inquiets sur la formidable expédition que les Anglais avaient dirigée vers les bouches de l'Escaut (1), et sur les affaires d'Espagne, où sir Arthur Wellesley dit à un agent autrichien, après la bataille de Talavera, en parodiant un mot connu du grand Frédéric à un commissaire français, à l'issue de l'une de ses victoires : *Voilà une lettre de change que j'ai tirée sur la cour de Vienne.* Mais dans la guerre de 1740, la France acquitta la sienne à Fontenoy, et l'Autriche allait en laisser protester une à Schœnbrunn. Elle hésitait cependant encore à se soumettre aux exigences de son ennemi, et était parfaitement se-

(1) Voyez la pièce justificative Q.

condée dans ses intentions dilatoires par l'habileté de celui qui négociait en son nom.

Quant à Napoléon, il recevait, tant de Paris que de la Péninsule, des rapports qui le troublaient. En France, c'étaient des intrigues plus ou moins sourdes, dont le but évident était d'altérer les sources de sa puissance. Il en soupçonnait les auteurs; il les savait assez adroits pour ne point se compromettre, et ne paraître que plus tard, afin de profiter du succès des trames qu'ils auraient secrètement ourdies; car diverses conjurations lui avaient fait connaître la tendance de certains esprits et la constante prudence des républicains calculateurs, plus dangereux cent fois que les révolutionnaires exaltés. Ce qui l'occupait encore, et non sans inquiétude, c'étaient les désordres dont les armées d'Espagne offraient le funeste exemple, c'était la discorde entre les généraux, déjà dégoûtés de la guerre, et leur insubordination là où il ne se trouvait point, tandis que le choix fait par Fouché du maréchal Bernadotte, son ennemi personnel, et qu'il avait cru devoir renvoyer de l'armée, lui donnait quelques soucis. Il se repentait de n'avoir point conduit à sa suite en Autriche Mortier, Soult, Ney, et il dévoilait ses craintes en disant : *Il faudra se hâter de faire la paix à tout prix pour que mes ennemis ne profitent pas de ces mésintelligences.*

Enfin les troubles du Tyrol n'étaient pas entièrement apaisés. Les habitants de ces agrestes contrées s'étaient plaint, quoique avec respect, de la con-

vention de Znaïm qui les livrait à leurs ennemis, et continuaient à se défendre sous la direction d'André Hoffer, simple aubergiste dans la vallée de Passeira. Cet homme, d'une vertu solide, pure et modeste, d'un caractère élevé, d'un esprit ferme, sans cupidité, sans ambition, sans vanité, était dévoué à son souverain comme à sa religion. Adoré de sa famille, respecté de tous les paysans tyroliens, il était devenu l'âme et l'arbitre de son pays. En vain cherchait-on à le flétrir par des pamphlets où on le représentait comme fanatique et nul; ce n'en était pas moins une puissance. Napoléon ne pouvait ni déshonorer, ni séduire, ni intimider un tel homme. Certain donc de l'indestructible crédit dont il jouissait parmi les siens et de la difficulté de le soumettre, il fit offrir, tant à lui qu'à ses compatriotes, soit de rentrer sous les lois du roi de Bavière, soit d'être réunis au royaume d'Italie, leur promettant en outre d'augmenter leurs priviléges et de leur donner une organisation conforme à leurs vœux, et les menaçant, en cas de refus, d'une guerre d'extermination. Cependant ils demeuraient encore fidèles au souverain qui allait les abandonner. Cet état de choses engageait néanmoins l'Autriche à chercher tous les moyens de gagner du temps, et Napoléon sentait chaque jour qu'il n'en avait point à perdre. En vain une correspondance s'était-elle établie entre les deux empereurs; Metternich, plus fin, plus adroit que Champagny, ne tarissait point en discussions oiseuses et en réponses évasives, qui, de protocoles en protocoles, consumaient les heures et les jours.

Ces lenteurs causaient de vives inquiétudes à Napoléon qui, non content de régner arbitrairement dans une grande partie des États héréditaires, d'y faire subsister ses armées, d'y lever des tributs accablants, sentait que de Schœnbrunn il ne pouvait gouverner à la fois l'Allemagne, la France et l'Espagne. Il savait d'ailleurs, en dépit des officieux mensonges de ses courtisans, combien il était haï du peuple de Vienne.

En vain Napoléon avait-il cherché à entraîner dans la révolte les fidèles sujets du monarque autrichien, en leur disant qu'ils avaient le droit de retirer leur confiance au souverain qui avait attiré sur eux tant de désastres ; en vain fut-il un moment leurré par des intrigants qui lui firent concevoir l'espérance de rencontrer dans la famille impériale des princes capables de se prêter, par ambition, à l'infâme spoliation des domaines de leur légitime souverain (1) ; il crut enfin, vers la mi-septembre, ne pouvoir se tirer des embarras où il se trouvait qu'en se préparant à recommencer la guerre. Le cabinet de Vienne le vit et s'en

(1) On a fait dire à Napoléon, dans les compilations de Sainte-Hélène, que deux princes autrichiens, frères de l'empereur, lui firent alors offrir de concourir à ses projets de démembrement de la monarchie autrichienne, s'il consentait à donner à chacun d'eux une couronne. Quoique cette assertion n'ait pas été démentie, nous sommes convaincus qu'elle n'est point fondée, ou que des propositions faites par les intrigants sans mission et sans aveu, dont il est ici question, ont seules pu y donner lieu.

(*Note de l'éditeur.*)

effroya ; car la situation militaire des armées françaises coupait entre elles les provinces occupées par les armées autrichiennes. On redoutait donc avec raison cette détermination de Napoléon ; mais ce prince en fut détourné par suite de l'entrevue qu'eut avec lui, le 22 septembre, le comte de Bubna, aide de camp de François II, qui lui protesta, au nom de son maître, que l'intention du gouvernement autrichien était de conclure et de signer promptement la paix. Pour garant de cette promesse, il demanda que le comte de Metternich fût remplacé par le prince de Lichtenstein, et que le comte de Bubna lui fût adjoint. Champagny quitta donc Altembourg, et le 30, Napoléon eut une entrevue avec les nouveaux négociateurs, qui terminèrent rapidement une besogne si lentement élaborée d'abord.

L'empereur François II, toujours avare du sang de ses sujets, consentait à céder des provinces plutôt que de compromettre encore la vie des hommes ; mais les plénipotentiaires reculaient devant la demande d'une contribution de cent millions, équivalente au subside de quatre millions sterling que l'Autriche avait reçus de l'Angleterre. L'empereur des Français était impatient de terminer les négociations. On lui prête, à cette occasion, le propos suivant, adressé à son ministre Champagny, dont il connaissait l'intégrité : « Vous avez stipulé cent » millions d'indemnité pour la France ; toute cette » somme entrera au trésor, je le sais ; du temps de » Talleyrand nous n'en aurions peut-être pas eu » soixante, car il y en aurait eu dix pour lui ; mais

» il y a quinze jours que tout serait fini. » Napoléon cependant persistait à exiger les cent millions et ne voulait en rien rabattre. De leur côté les plénipotentiaires n'offraient que cinquante millions, et cette obstination réciproque semblait un obstacle invincible de part et d'autre; mais un événement inattendu vint opérer un rapprochement subit entre les parties contendantes. Le 15 octobre, un jeune fanatique, âgé de 18 à 20 ans, tenta plusieurs fois d'approcher de Napoléon, qui passait une revue à Schœnbrunn. Il fut repoussé d'abord, puis arrêté, fouillé; on le trouva muni d'un poignard; on lui demanda ce qu'il en voulait faire : « *Assassiner Napoléon,* » répondit-il avec un calme sans jactance, et il déclara que beaucoup d'autres étaient résolus à braver la mort pour se défaire de celui qu'ils regardaient comme le fléau de leur patrie. L'empereur des Français connaissait les sentiments du peuple germanique à son égard, et particulièrement ceux qui animaient les habitants de Vienne. Il savait, par le prince de Lichtenstein, que la proposition de lui ôter la vie avait fréquemment été faite au cabinet autrichien, qui l'avait rejetée avec horreur. Sans craindre la mort, il redoutait par intérêt, par ambition, par honneur peut-être, de tomber sous les coups d'un poignard vengeur. Ces considérations lui firent désirer de quitter promptement l'Autriche, et il chargea son ministre de hâter la conclusion de la paix. « *Partez à l'instant*, lui dit-il, *rassem-* » *blez les négociateurs; ils offrent cinquante* » *millions, terminez pour soixante-quinze.* »

Champagny en obtint quatre-vingt-cinq ; car les plénipotentiaires devinrent faciles, dans la crainte, partagée par leur souverain, de paraître par plus de lenteur, protéger un attentat qui les indignait. Tout fut donc terminé le 14 octobre. Napoléon ratifia le traité dès le lendemain, et, le 17, il s'élança vers la France avec tant de rapidité qu'il se trouvait déjà à Fontainebleau quand on le croyait encore à Vienne.

Par le traité de Schœnbrunn, l'Autriche reconnaissait implicitement (art. II) tous les rois de la famille de Napoléon et explicitement (art. XV) tous les *changements survenus ou qui pourraient survenir en Espagne, en Portugal et en Italie*, ainsi que le *système prohibitif* (art. XVI) à l'égard de l'Angleterre. François II cédait (art. III) aux princes de la confédération du Rhin, Salzbourg, Berchtolsgaden, et partie de la haute Autriche ; au royaume d'Italie le comté de Gorice, Montefalcone, Trieste, la Carniole, le cercle de Willach en Carinthie, six districts de la Croatie militaire et partie de la Croatie provinciale, Fiume et le littoral hongrois, l'Istrie autrichienne, Cartua et les îles en dépendant, le Thalweg de la Save et la seigneurie de Radzuns dans les Grisons ; au roi de Saxe quelques enclaves de la Bohême ; au duché de Varsovie toute la Gallicie occidentale, un arrondissement autour de Cracovie et le cercle de Zamosc, ainsi que la propriété, devenue commune aux deux États, des salines de Wieliecza ; à l'empereur de Russie un territoire peuplé de quatre cent mille ames,

dans la Gallicie orientale. En outre, l'empereur d'Autriche renonçait, pour l'archiduc Antoine (art. IV), à la grande maîtrise de l'ordre teutonique.

Pour prix de tant de pénibles sacrifices, Sa Majesté l'empereur des Français (art. X) s'engageait à faire accorder *un pardon plein et entier aux habitants du Tyrol*, qui ne pourraient *être recherchés ni dans leurs personnes, ni dans leurs biens.*

Les termes de l'évacuation, stipulés par l'article XII, furent définitivement réglés par une convention en dix-neuf articles, signée à Vienne le 26 octobre.

Après la signature et la ratification du traité, et avant le départ de Napoléon, les magistrats de Vienne vinrent le supplier d'épargner les remparts de la ville; mais il rejeta leur prière et les fit en partie sauter. Tel fut l'adieu puéril et insultant qu'ils eurent de lui.

Cette paix, ruineuse pour l'Autriche, accordait aux princes de la confédération du Rhin des accroissements proportionnés tant aux dangers qu'ils avaient courus qu'aux pertes qu'ils avaient faites; la Saxe, la Pologne, la Russie, le royaume d'Italie s'y enrichirent; mais les provinces illyriennes, auxquelles la Dalmatie fut réunie, n'eurent point de destination connue, soit qu'il n'y en eût encore aucune d'*arrêtée*, soit qu'elles eussent été réservées comme leurre à présenter à l'Autriche ou comme dédommagement à offrir dans l'organisation géné-

rale, future et projetée, du corps politique de l'Europe.

Quant à cette paix, considérée dans ses articles patents, elle doit être examinée sous le triple aspect du dépouillement, de la ruine et de l'isolement de l'Autriche. 1° Le traité de Presbourg avait réduit la population des États autrichiens de vingt-quatre millions neuf cent mille âmes à vingt-deux millions cent quatre-vingt-quinze mille trois cent quatre-vingts, et elle était depuis lors remontée à vingt-deux millions six cent mille. Le traité de Schœnbrunn la faisait retomber à moins de dix-neuf millions; car le cabinet de Vienne cédait en population à la Pologne un million cinq cent mille âmes, à la Russie quatre cent mille, à la Confédération du Rhin quatre cent trente mille, à la France et à l'Italie un million quatre cent mille, en tout trois millions sept cent trente mille, ce qui réduisait la population de la monarchie à dix-huit millions quatre cent soixante-cinq mille trois cent quatre-vingts sujets; 2° sous le rapport de la ruine elle avait perdu les impôts et domaines des territoires cédés, les salines de Wieliczka, les mines d'argent, de plomb et de fer de Kourkie et d'Olkurz en Pologne, les carrières de marbre, les mines de plomb et de cuivre de la Carinthie; 3° son isolement était l'effet de sa rupture avec ses alliés les plus fidèles; et, dans cet état de choses, sa frontière, ouverte au midi et sans consistance au nord, la laissait entourée d'ennemis, privée de tout contact avec la mer, et exclue par conséquent de tout commerce. Voilà cette paix,

plus désastreuse, moins durable aussi que celle de Presbourg, dont Napoléon parle en ces termes dans sa lettre à l'empereur de Russie, le 10 octobre, époque où, sans être signées, toutes les stipulations en étaient déjà convenues : « J'ai donné à l'Autriche » la paix la plus avantageuse qu'elle pût espérer; » elle ne perd que Salzbourg et une bagatelle du » côté de l'Inn; elle ne cède que ce qui est indis- » pensable à ma communication avec la Dalmatie. » J'ai usé envers elle d'une modération à laquelle » elle n'avait aucun droit de s'attendre; je me flatte » que j'ai fait en cela une chose agréable à Votre » Majesté. »

Dans toute l'Europe cette paix était considérée sous un point de vue bien différent, et cependant on ne la connaissait pas encore tout entière; car, outre les articles publics, il en avait été signé de secrets. L'un deux portait que l'armée autrichienne devait éprouver une forte réduction; par l'article V l'Autriche devait payer cinquante-cinq millions avant l'évacuation de Vienne; et cette paix, tout en humiliant un gouvernement qu'elle ruinait, ne fermait cependant pas encore la porte à de tracassières exigences.

Le cabinet autrichien subit alors dans son personnel des changements assez importants. Stadion fut remplacé par Metternich, qui avait été étranger à la conclusion du traité et s'était montré l'ennemi de la paix avant la rupture et pendant les négociations. Les ressentiments profonds de la haute aristocratie se tinrent renfermés, mais non pas éteints

dans le fond des cœurs; ils y fermentèrent et tout présageait qu'ils feraient plus tard explosion. La levée de boucliers de l'Autriche n'avait en effet été que l'essai manqué d'une réunion générale contre le dominateur de l'Europe; la conduite de la Russie, les menées sourdes de la Prusse, la haine des populations germaniques en avertissaient Napoléon, qui cependant, et c'était là un des articles les plus secrets du traité, s'était assuré un précieux otage en exigeant la main de l'archiduchesse Marie-Louise, objet qui flattait également et ses intérêts et son orgueil. Il allait donc préparer les voies à cette union, que quelques cabinets prévirent, que d'autres ignorèrent, dont les hommes politiques de Vienne et de Berlin ne doutèrent pas, quoique l'empereur François II semblât vouloir la cacher; aussi ne fit-il l'aveu de cette condition secrète et impérative que bien plus tard et lors de sa rupture avec la France, en disant, dans son manifeste du 12 août 1813 : « Dans les conjonctures critiques où l'État se trou» vait, *la paix ne pouvait être obtenue* que par » une résolution extraordinaire; l'empereur le sen» tit; il prit cette résolution. Sa Majesté donna » pour la monarchie, pour l'intérêt le plus sacré » de l'humanité, pour écarter des maux incalcula» bles, enfin *pour gage* d'un meilleur ordre de » choses, *Sa Majesté livra* (*Ingeben*) *ce qui était* » *le plus cher à son cœur.* Ce fut dans ces senti» ments élevés au-dessus des *considérations ordi*» *naires*, ce fut en s'armant contre les fausses in» terprétations du moment, que l'on *serra un*

« *nœud* qui, après les désastres d'une lutte inégale, » devait porter la partie forte à la justice (1). » Par ce document officiel et irrécusable sont dévoilées les charlataneries qui précédèrent la demande en forme de la main de l'archiduchesse ; mais il fallait commencer par la rupture du mariage de Napoléon avec l'impératrice Joséphine.

Terminons ici en récapitulant avec rapidité tout ce qui s'était passé d'éminemment important depuis la paix de Tilsitt, époque de la plus brillante gloire comme de la plus haute fortune militaire et politique de Napoléon. Certes, ce colosse de puissance ambitieuse n'avait pas cessé d'être redoutable, et ses derniers coups furent terribles ; néanmoins, durant ces vingt-sept mois qui venaient de s'écouler, deux de ses armées mirent bas les armes ; on le vit personnellement éprouver un premier échec ; ses troupes, plus nombreuses, devenaient de jour en jour d'une physique plus faible ; l'indiscipline se manifestait déjà parmi ses généraux, dégoûtés de la guerre et voulant jouir paisiblement des immenses fortunes qu'il leur avait faites. Il manqua les deux marines danoises et portugaises, enlevées, l'une par l'Angleterre, l'autre à l'aide de cette puissance, au profit de laquelle elles allaient agir. Son

(1) Tout ce que Napoléon a dit, ou tout ce qu'on lui a fait dire dans les compilations de Sainte-Hélène sur les causes de son mariage, est en contradiction avec cette déclaration clairement signifiée dans le manifeste autrichien.

(*Note de l'éditeur.*)

système continental ruinait ses alliés, dont les tributs lui étaient nécessaires, et non son ennemi, maître du commerce de l'univers par la destruction de ses forces navales. L'invasion de l'Espagne indignait, dans la France même, tous ceux qui conservaient un cœur honnête, et l'on ne pouvait présager l'issue d'une lutte qui donnait à la Grande-Bretagne une armée, des généraux, du lustre et des succès. La France perdait successivement et toutes ses colonies et tous les vaisseaux qu'elle mettait en mer, les possessions coloniales de l'Espagne tendaient évidemment à se séparer de leur métropole, nouvel échec pour la France, nouvelle source de trésors pour son ennemie. Napoléon avait irrité contre lui la puissante corporation du commerce européen intéressée à sa perte et aussi active qu'elle était devenue prépondérante, en raison des dettes dont, à l'exception de la Russie, pauvre d'ailleurs en capitaux, les divers États se trouvaient surchargés, et des moyens hostiles qu'elle pouvait seule leur prêter. Les alliés de Napoléon le haïssaient, le redoutaient, désiraient sa chute, ceux même qu'il avait favorisés et qui comptaient peu sur la durée de sa bienveillance. Une mine se creusait donc sourdement sous les pas du monarque français; une simple erreur politique, une seule campagne malheureuse pouvait suffire pour attirer sur lui les plus grands désastres et faire disparaître ce brillant météore dont l'indicible éclat fascinait encore tous les yeux. C'est ce que nous aurons à exposer dans le volume suivant, destiné à retracer des événements

d'un ordre majeur, et l'histoire secrète de la politique européenne, soumise en apparence à celui contre qui elle était réellement, mais encore timidement hostile ; immense révolution dans les idées, produit nécessaire des actes de Napoléon, et qui devait hâter le terme de la vie publique de cet homme extraordinaire, qui s'usait doublement par le despotisme et l'ambition ; catastrophe cependant aussi étonnante, aussi rapide, aussi inattendue, aussi merveilleuse et providentielle que l'avait été sa fortune.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

A

Le royaume de Westphalie érigé en faveur de Jérôme Bonaparte se composait en grande partie des pays démembrés de la Prusse, et de la Hesse électorale en entier.

Les parties prussiennes étaient l'Eichsfeld, le Hohnstein, le Hartz, Halberstadt, Quedlinbourg, Magdebourg, la Vieille-Marche, le cercle de la Saale, Hildesheim, Paderborn, Minden et Ravensberg.

Celles de l'Electorat : la Haute et Basse-Hesse, Herzfeld, Fritzlar, Ziegenhayn, Plesse et Schmalkalden.

Ces diverses portions de territoires étaient unies entre elles par le duché de Brunswick, les comtés de Schauenbourg, Wernigerode, Osnabruck, Fulde.

Plus tard une partie du Hanovre y fut réunie.

B

Listes des vaisseaux et bâtiments danois remis, selon la capitulation de Copenhague, aux forces de Sa Majesté Britannique, le 7 septembre 1807.

Vaisseaux.	Canons.	Construits en
Le Christian VII de	96. . . .	1808
Le Neptune.	84. . . .	1789
Le Waldenaar.	84. . . .	1793
La Princesse-Sophia-Frédéricka. .	74. . . .	1795
La Justice.	74. . . .	1777
L'Héritier-Présomptif-Frédéric. . .	74. . . .	1782
Le Prince-Héréditaire-Frédéric. . .	74. . . .	1784
Le Fussen	74. . . .	1787
L'Oder.	74. . . .	1788
Les Trois-Couronnes.	74. . . .	1789
Le Skiole.	74. . . .	1792
La Princesse-Royale-Marie. . . .	74. . . .	1791
Le Danemarck.	74. . . .	1794
La Norwége.	74. . . .	1800
La Princesse-Caroline.	74. . . .	1805
Le Detmatsken.	64. . . .	1780
Le Conquérant.	64. . . .	1785
Le Mars.	64. . . .	1784

Frégates.		
La Perle.	44. . . .	1804
La Ménagère	44. . . .	1789
La Liberté.	44. . . .	1792

Vaisseaux.	Canons.	Construits en
L'Iris.	44.	1796
La Rota.	44.	1801
La Vénus	44.	1805
La Naïade	36.	1796
Le Triton.	28.	1790
Le Frédérickstein.	28.	1800
Le Petit-Belt.	24.	1801
Le Saint-Thomas.	22.	1779
La Filla.	24.	1808
L'Elbe.	20.	1800
L'Eyder	20.	1802
Le Gluckstadt.	20.	1804

Bricks.

Le Sarpe.	18.	1794
Le Glommen	18.	1791
Le Ned-Elven	18.	1792
Le Mercure.	12.	1806
Le Courrier.	14.	1801
Le Poisson-Volant.		1789

Chaloupes canonnières.

Onze portant deux canons sur l'avant.

Quatorze portant un canon sur l'avant et un sur l'arrière.

. . . . . C . . . . . .

Liste envoyée à l'amirauté britannique des vaisseaux portugais sortis du Tage le 29 novembre, et de ceux restés dans le port de Lisbonne.

Vaisseaux partis.	Canons.
Le Prince-Royal.	84
La Reine-de-Portugal.	74
Le Comte-Henrique.	74
La Méduse.	74
Le Prince-de-Brésil.	74
L'Alphonse-d'Albuquerque.	64
Le Juan-de-Castro.	64
Le Martin-de-Freitas.	64
Frégates.	
La Minerve.	44
Le Golfino.	36
L'Uranie.	32
Inconnue.	
Bricks.	
Le Volant.	22
La Vengeance.	20
Le Lièvre.	22
Schoner.	
Le Curieux.	12
Total 16.	

Batiments laissés.

. . . . .

Vaisseaux.	Canons.
La Marie-Première, *hors de service.*	74
Le Saint-Sébastien, *dans le même état.* . . .	64
Le Vasco-de-Gama, *en réparation.*	74
La Princesse-de-Beïra, *condamné.*	64

Frégates.

Le Phénix, *à réparer totalement.*	48
L'Amazone, *de même.*	44
La Perle, *irréparable.*	40
Le Vency, *de même.*	30

Total 8.

D

État des domaines d'Hanovre, distribués par Napoléon aux généraux et grands fonctionnaires de de France.

. . . . . .

1° Au maréchal Berthier prince de Neufchâtel, les bailliages de Blumenau, Coldengen, Nelburg, Necklingen; revenu.	140,000 fr.
2° Au prince de Ponte-Corvo, Aerzen, Grohude, Luchem, Obsen, Polle. .	100,000
3° Au maréchal Mortier duc de Trévise, partie de Blumenau, Calemberg, Coldengen.	100,000

4° Au maréchal du palais Duroc duc de Frioul, partie de Ratzebourg et Steinhorts. . . . . 85,000 fr.
5° Au maréchal Ney duc d'Elchingen, Lauenbourg, partie de Ratzebourg. 85,000
6° Au maréchal Augereau, duc de Castiglione, Neuhaus, Bremois, Wischlafen ou Kedkingen. 60,000
7° Au maréchal Masséna, duc de Rivoli, partie de Hoya et de Nienbourg. . 80,000
8° A M. de Caulincourt, duc de Vicence, partie de Harbourg et de Winsen-sur-la-Lube. 60,000
9° Au maréchal Davoust, duc d'Auerstadt, partie de Hoya et de Nienbourg. . 60,000
10° Au maréchal Soult, duc de Dalmatie, partie de Hoya et Westen. . . . 55,000
11° Au maréchal Lefèvre, duc de Dantzig, Bergen, Celle, Winsen-sur-l'Aller. 50,000
12° Au prince Lebrun, Wilhemsbourg, autre partie de Harbourg et de Winsen-sur-la-Lube. 50,000
13° Au maréchal Lannes, duc de Montebello. 50,000
14° Au maréchal Bessières. 50,000
15° Au général Sébastiani. 40,000
16° Au général Junot. 35,000
17° Au général Friand. 30,000
18° Au général Rivon. 30,000
19° Aux généraux Victor, Oudinot, Saint-Hilaire, Gardanne, Gazan, Gaffarelli, Dupas, Lasalle, Klein, Sonlès, Dersenne, Rapp, à chacun. . . . 25,000
31° Aux généraux Hulin, Drouet, Com-

pans, Gudin, Verdier, Bonnier, Lacoste, Morand, Loison, Vattier, Saint-Sulpice, Durosnel, au comte Daru, intendant-général, à chacun. . . . . 25,000 fr.

44° Au maréchal Marmont, duc de Raguse; au comte Maret, ministre et secrétaire d'État; au comte Fouché, ministre de la police; au comte Decrès, ministre de la marine; au comte Regnier, grand juge; au comte Mollien, ministre du trésor; au comte Gaudin, ministre des finances; au comte de Champagny, ministre des relations extérieures; au général Lemarrois; au général Clarke, ministre directeur de la guerre; au comte Cretet, ministre de l'intérieur; au général comte Bertrand; au maréchal Moncey duc de Conégliano; au maréchal Périgon; au maréchal Serrurier; au général Marchant; au comte Ségur, grand-maître des cérémonies; au général Dupont, à chacun. 20,000

65° Au général Mouton, au général Belliard, au général Savary, au général Lauriston, à chacun. 15,000

67° Au général Becker. 12,000

68° Au comte Regnault de Saint-Jean-d'Angely, ministre d'État; à M. Defermon; à M. Lacuée; au général Grouchy; au général Nansouty; au

comte Bigot de Préameneu, ministre des cultes, à chacun. . . . 10,000 fr.

Total des parties prenantes. 73 individus.

Total des rentes accordées. . . 2,323,000 fr.

E

État de situation de l'armée de Junot lors de son embarquement.

Infanterie.	Officiers.	273	16,133
	Soldats.	15,860	
Cavalerie.	Officiers.	48	1,770
	Soldats.	1,722	
Artillerie.	Officiers.	21	1,036
	Soldats.	1,015	
Détachés.	Officiers.	51	2,136
	Soldats.	2,085	
Malades.	Officiers.	46	3,522
	Soldats.	3,476	
Prisonniers.	Officiers.	20	915
	Soldats.	895	
Génie.		14	14
Coupables.		13	13
Total.			25,539

De plus en matériel d'artillerie :

10 Pièce de 8.
19 de 4. } 30 bouches à feu.
4 Obusiers.

F

État des secours envoyés dans la Péninsule en argent, armes et équipements, jusqu'au commencement de 1809, *par l'Angleterre.*

En argent.	76,000,000	de francs.
Pièces de canon.	98	
Gargousses et boulets. . . .	31,000	
Obusiers.	38	
Charg esdes obusiers. . . .	7,200	
Caronades	80	
Charges	4,000	
Fusils.	200,177	
Carabines	220	
Sabres.	61,500	
Piques.	79,000	
Cartouches	23,477,000	
Balles de plomb.	6,000,000	
Barils de poudre.	15,400	
Gibernes.	240,000	
Accoutrements d'infanterie. .	59,000	
Tentes.	40,000	
Équipages de campagne. . .	10,000	
Aunes de toile.	113,000	
Id. de drap.	125,000	
Id. de cotonnade. . . .	82,000	
Pièces de drap.	4,000	
Pièces de serge	6,400	
Manteaux.	50,000	

Habits complets	92,000
Chemises.	55,000
Pièces de toile de coton. . .	22,000
Paires de souliers.	96,000
Semelles de souliers. . . .	15,000
Cantines.	50,000
Havresacs	34,000
Chapeaux et bonnets. . . .	16,000
Pièces de toile à draps. . .	760

G

Armées françaises en Espagne.

D'après les états de situation signés par le prince de Neufchâtel, l'armée sous les ordres du roi Joseph était, le 1er octobre 1808, y compris les garnisons des forteresses :

Infanterie. . .	110,660 hommes.	
Cavalerie. . . .		19,512 hommes.
Une seconde armée disponible, montait à :		
Infanterie. . .	132,517	
Cavalerie. . . .		34,782
Total des deux armées. . . .	243,177	54,294
Ou de toutes armes, sans l'ar-		

tillerie. . . . 297,271 hommes.
Le 25 octobre
ces forces étaient
portées à. . . 335,223 d'infant.
60,728 chevaux.

Total. . . . 395,951 hommes.

Quant aux forces anglaises envoyées dans la Péninsule en 1808, elles ne montaient guère qu'à,

Infanterie	39,850 hommes.
Cavalerie	4,277
Artillerie	2,592
Total.	46,719

L'exagération des rapports espagnols rend difficile la juste appréciation de leur développement militaire. Ils portent leur armée, en octobre 1808, à deux cent trois mille hommes, dont quatre-vingt mille paysans armés, sur leur première ligne de défense, et trente-quatre mille quatre cents sur la seconde; total deux cent trente-sept mille quatre cent trois hommes. Cependant il est certain qu'après en avoir défalqué les paysans, les Espagnols ne mirent pas en campagne plus de 105,150 h.

Et en y joignant en troupes anglaises. .	46,719
Plus deux régiments envoyés à Lisbonne.	1,622

c'était un total de. . . . . 151,491 h. dont plus des deux tiers étaient à peine organisés, et qui allaient avoir à lutter contre trois cent quatre-vingt-quinze mille neuf cent cinquante-un hommes conduits par Napoléon.

H

Lettre du prétendant (Louis XVIII) au roi de Suède.

Monsieur mon frère et cousin,

Accablé de douleur, transporté d'indignation à la nouvelle de l'attentat qui ravit à la fois à Votre Majesté sa liberté, l'exercice de sa puissance, et jusqu'à la douceur de voir la reine son épouse et ses enfants, j'ai cependant quelque temps été soutenu par l'espoir que, parmi les descendants des compagnons d'armes de Gustave-Adolphe et de Charles XII, il s'en trouverait qui, vengeant la majesté royale outragée, remettraient le sceptre aux mains qui seules ont le droit de le porter. Trompé dans mon attente, je cherchais avec avidité le moyen de pouvoir exprimer à Votre Majesté les sentiments dont mon âme est remplie. J'apprends qu'on peut encore lui écrire, et je me hâte de profiter de cette liberté; si ce n'est une consolation pour Votre Majesté, ce sera une satisfaction pour moi-même. Je déclare donc que les sentiments d'amitié, de reconnaissance, d'estime, d'admiration, qui m'attachaient à la personne de Gustave IV, loin d'être altérés par ses malheurs, en ont reçu une nouvelle force; que je n'ai jamais plus cruellement senti le poids de ma propre infortune que dans cette circonstance, où elle me réduit à des vœux ardents sans aucune puissance; que je ne perds pas cependant l'espérance de voir la divine Providence, à laquelle Votre Majesté a eu recours dès le premier instant, venir à son aide et à celle de sa famille, bien certain, par la

connaissance du caractère de Votre Majesté, qu'*alors le pouvoir de pardonner sera le principal des attributs de la couronne dont elle voudra faire usage;* enfin, qu'en attendant ces heureux jours, je proteste, comme roi, contre la violence faite à la personne sacrée de Gustave IV, non-seulement en raison des sentiments que je viens d'exprimer, mais aussi parce que cette violence est une nouvelle application de principes destructifs de toute autorité et subversifs de tout ordre social.

Que Dieu veille sur Votre Majesté! C'est la prière de l'amitié la plus vraie, de l'intérêt le plus vif, enfin de tous les sentiments avec lesquels je suis, Monsieur mon frère et cousin, de Votre Majesté, le bon frère et cousin.

A Hartwell-Buckinghamshire.

Ce 24 avril 1809.

Signé LOUIS.

I

Voici comment s'exprime le calviniste Mallet-du-Pan, citoyen de Genève, dans son *Mercure Britannique* du 28 mai 1799.

« De toutes les injustices barbares qui forment l'his-
» toire de la république française, je ne sais s'il en est
» une qui soulève autant l'indignation que la froide et
» systématique atrocité du Directoire envers le souve-

» vain pontife. Jamais traitement ne mérita mieux le » nom d'assassinat ; il y aurait eu moins d'inhumanité à » livrer la tête blanchie de Pie VI au fer d'un bourreau, » qu'à profaner avec étude la sainteté de son caractère, » qu'à l'abreuver intentionnellement d'affronts et de » douleurs, qu'à le traîner, de son palais ravagé, dans » la captivité sur une terre étrangère, qu'à promener » son agonie de prisons en prisons, en lui laissant la vie » pour en éprouver toutes les souffrances.

» Et sur qui les directeurs exercent-ils une si exécrable violence? Sur un octogénaire aux portes de l'éternité ; sur un pontife dont la modération, la douceur, la piété tranquille et sincère avaient mérité l'hommage même des communions séparées de l'Église de Rome ; sur un souverain sans États, sans puissance, sans défenseur, auquel ils ont vendu la paix pour corrompre sous le masque de l'amitié, la fidélité de son peuple ; qu'ils ont attaqué sans guerre, opprimé sans opposition, pillé, détrôné, emprisonné sans qu'il en coûtât un cheveu à leur armée. Qu'avaient-ils à redouter de sa caducité ! Quelle sûreté, quel avantage pouvaient-ils tirer d'une cruauté aussi gratuite? Comment pouvait leur nuire ce pape moribond, dont la mort ou l'absence n'influent aucunement ni sur le sort de ses États, ni sur celui de l'Église? Est-ce un otage dont ils entendaient s'assurer, ou bien le fanatisme de la philosophie avait-il dicté d'ajouter, au nombre des martyrs qu'il s'est immolé, le chef d'une religion dont il poursuit l'anéantissement? »

K

Voici quelques fragments de cette homélie que Pie VII, alors évêque d'Imola, adressa au peuple de son diocèse le jour de Noël 1797.

» La forme du gouvernement démocratique n'est » point en opposition avec les maximes que je viens » d'exposer sur l'obéissance due aux puissances et au- » torités constituées ; elle est inspirée par le droit natu- » rel et recommandée par la religion : *Qui resistit po- » testati, Dei ordinationi resistit.* Cette forme de » gouvernement ne répugne pas à l'Évangile : elle exige » au contraire ces vertus sublimes qui ne s'acquièrent » qu'à l'école de Jésus-Christ. Si vous les pratiquez *re- » ligieusement*, elles seront le gage de votre bonheur, » de votre gloire et de la splendeur de notre républi- » que... La vertu, dont les devoirs nous sont indiqués » par les lumières naturelles, et complétement mani- » festés *par l'enseignement de l'Évangile*, est seule » capable de perfectionner l'homme, de le conduire au » bonheur suprême ; seule, elle doit être l'inébranlable » fondement de notre démocratie. Avec *les vertus* mo- » rales, nous ne serons pas des êtres imparfaits ; nous » serons des êtres accomplis avec les vertus théologi- » ques... Les vertus morales, qui consistent dans l'a- » mour de l'ordre, nous rendront bons démocrates, » mais de cette démocratie pure, qui travaille sans re- » lâche à la félicité commune, et qui, abjurant les » haines, la perfidie, l'ambition, est aussi attentive à » respecter les droits d'autrui, qu'à remplir ses propres

» devoirs.... Une entière égalité de force naturelle et » intellectuelle, de richesses, de propriétés, de vertus, » n'exista et n'existera jamais.... elle bouleverserait » tout dans l'ordre physique et moral.

» L'Évangile de Jésus-Christ est le seul code de lois » capable de perfectionner les hommes, même dans l'or- » dre social, et de régulariser l'exercice de cette égalité » sage et raisonnable qui, assurant notre félicité dans ce » monde, nous promet une félicité plus grande dans » l'éternité. L'histoire de la philosophie montre le vide » qu'elle laisse à cet égard; l'Évangile montre qu'il com- » ble ce vide.

» Une vertu commune suffirait peut-être pour garan- » tir la prospérité durable des autres formes de gouver- » nement. La nôtre (le gouvernement démocratique) » exige davantage. Efforcez-vous d'atteindre à toute la » hauteur de la vertu, et vous serez de vrais démocrates; » accomplissez fidèlement les préceptes évangéliques, » et vous serez la joie de la république.... Soyez tous » chrétiens, ne déviez jamais du sentier de la vertu » et de l'Évangile, et vous serez d'excellents démo- » crates. »

L

DÉCRETS.

PREMIER DÉCRET.

De notre camp impérial de Vienne, le 17 mai 1809.

Napoléon, empereur des Français, etc.

Considérant que lorsque Charlemagne, empereur des

Français, et notre auguste prédécesseur, fit don aux évêques de Rome de diverses contrées, il les leur céda à titre de fief, pour assurer le repos de ses sujets, et sans que Rome ait cessé pour cela d'être une partie de son empire;

Considérant que, depuis ce temps, l'union des deux pouvoirs spirituel et temporel a été, comme elle est encore aujourd'hui, la source de continuelles discordes; que les souverains pontifes ne se sont que trop souvent servis de l'influence de l'un pour soutenir les prétentions de l'autre, et que, par cette raison, les affaires spirituelles, qui de leur nature sont immuables, se trouvent confondues avec les affaires temporelles, qui changent suivant les circonstances et la politique des temps;

Considérant enfin que tout ce que nous avons proposé pour concilier la sûreté de nos armées, la tranquillité et le bien-être de nos peuples, la dignité et l'intégrité de notre Empire, avec les prétentions temporelles des souverains pontifes, a été proposé en vain;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1er. Les États du pape sont réunis à l'Empire français.

II. La ville de Rome, premier siége du christianisme et si célèbre par les souvenirs qu'elle rappelle et les monuments qu'elle conserve, est déclarée *ville impériale et libre*. Son gouvernement et son administration seront réglés par un décret spécial.

III. Les monuments de la grandeur romaine seront conservés et maintenus aux dépens de notre trésor.

IV. La dette publique est déclarée dette de l'Empire.

V. Les revenus actuels du pape seront portés jusqu'à

deux millions de francs, libres de toutes charges et redevances.

VI. Les propriétés et palais du Saint-Père ne seront soumis à aucune imposition, juridiction, visite, et jouiront en outre d'immunités spéciales.

VII. Une consulte extraordinaire prendra, le 1er juin prochain, possession en notre nom des États du pape, et fera en sorte que le gouvernement constitutionnel y soit en vigueur le 1er janvier 1810.

Signé NAPOLÉON.

Par l'empereur,

Le ministre secrétaire d'État,

Hugues MARET.

SECOND DÉCRET.

De notre camp impérial de Vienne, le 17 mai 1809.

Napoléon, empereur des Français, etc.

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. Ier. La consulte extraordinaire créée par notre décret d'aujourd'hui pour les États romains, sera organisée et composée de la manière suivante :

Le général de division Miollis, gouverneur général, *président*.

M. Saliceti, ministre du royaume de Naples;

MM. De Gerando, Jannet et del Pozzo, M. Debalbe, auditeur au conseil d'État, *secrétaire*.

II. La consulte extraordinaire est chargée de prendre,

en notre nom, possession des États du pape et de faire les opérations préparatoires à l'administration du pays, de manière que le passage de l'état actuel au régime constitutionnel se fasse sans aucune secousse, et qu'il soit pourvu à tous les intérêts.

III. Des mesures seront prises, dans le plus court délai, pour l'exécution des articles III, IV, V et VI de notre décret de ce jour.

IV. La consulte extraordinaire correspondra avec notre ministre des finances.

V. Notre ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé NAPOLÉON.

Par l'empereur,

Le ministre secrétaire d'État,

Hugues MARET.

M

Bulletin autrichien de la bataille de Wagram, les 5 et 6 juillet 1809.

Le 4 juillet, l'ennemi avait complété le nouveau pont qui, de l'île de Lobau, traversait une branche du Danube. Il fut favorisé dans cette opération par la nature du terrain et par une immense quantité d'artillerie. L'armée impériale et royale était rangée sur la hauteur qui est derrière le ruisseau Russ, étendant son aile droite au delà de Sussenbrunn et Kagran, et sa gauche

au delà de Markgrafen-Neusiedel; le centre était posté près de Wagram. L'ennemi ayant passé sur la rive gauche du Danube dans la nuit du 4 au 5, il en parut de grand matin des masses immenses qui se développaient dans la plaine. Peu avant midi, il attaqua sur tous les points de la ligne l'armée impériale et royale; mais ses principaux efforts se dirigèrent vers le centre, qu'il paraissait avoir l'intention de forcer. Ses attaques, quoique continuellement répétées avec la plus grande impétuosité et soutenues par une immense artillerie du plus gros calibre, échouèrent toutes ce jour-là. Le feu ne cessa qu'à dix heures du soir. L'armée impériale et royale avait dans cette journée maintenu toutes ses positions et fait un nombre considérable de prisonniers, parmi lesquels se trouvaient beaucoup de soldats saxons, badois, wurtembergeois, italiens et portugais.

Le 6, à quatre heures du matin, l'ennemi renouvela ses attaques avec des masses encore plus considérables et une plus grande impétuosité que la veille; néanmoins ses efforts contre le centre et l'aile droite non-seulement n'eurent pas de succès, mais même l'aile droite remporta de tels avantages, que l'on avait droit de s'attendre à la victoire la plus complète, lorsque l'ennemi, amenant de nouvelles divisions, enfonça, par sa supériorité de nombre, l'aile gauche près de Markgrafen-Neusiedel, et réussit, après un engagement opiniâtre, à la forcer à la retraite. Une des ailes de l'armée impériale et royale étant ainsi exposée, Son Altesse Impériale et royale l'Archiduc et généralissime a ordonné la retraite par le chemin de Stammersdorf et du Bisamberg. En conséquence, l'armée occupe une nouvelle position qui couvre la communication avec la Bohême. Cette re-

traite s'est effectuée dans le meilleur ordre et sans éprouver aucune perte matérielle.

L'ennemi a considérablement souffert à l'aile droite et au centre. On lui a fait six mille prisonniers, dont trois généraux; on lui a pris également douze pièces de canon, et il a été à tous égards si affaibli dans les deux journées, qu'il n'a pas tenté depuis de poursuivre davantage l'armée impériale et royale. Le général Lassalle est au nombre de ses morts.

L'armée impériale et royale a aussi une grande perte à déplorer; elle a perdu dans le général Nordmann un officier d'un grand mérite. Les généraux Pierre Veczay, d'Aspres et Wuckassovich sont sans espoir de guérison; les généraux prince de Hesse-Hombourg, de Stutterheim et Paar sont grièvement blessés; Son Altesse Impériale le généralissime lui-même et le prince de Lichtenstein ont reçu des coups de fusil; mais leurs blessures sont légères et n'auront pas de suites dangereuses. Il ne reste plus qu'à observer que l'armée entière a donné de nouveau en cette occasion de telles preuves de courage et de persévérance, que notre perspective future ne doit inspirer aucune crainte.

N

Tableau des forces et de la garnison de Gironne durant le siége de cette ville, commencé le 6 mai et terminé le 6 décembre 1809.

Corps.	Au 6 mai. Bataillons.	Au 11 déc. Hommes.	Hommes.	
Régiment d'infanterie d'Ultonia.	3	800	250	Infanterie.
Régiment de Bourbon.	3	1,300	350	Infanterie.
Infanterie légère, 2e régim. de Barcelone.	1	1,125	278	Infanterie.
1er Bataillon de miquelets de Gironne. .	1	1,120	580	Infanterie.
1er Bataillon de miquelets de Vich. . .	1	600	250	Infanterie.
1er Escadron de cavalerie de S. Narcisse. .	»	108	50	Caval.
Artillerie.	»	278	140	Artillerie.
Miquelets du 2e bataillon de Gironne incorporés dans l'artillerie.	»	240	100	Artillerie.
Moines incorporés dans l'artillerie. . .	»	150	90	Artillerie.
Détachement de sapeurs.	»	22	10	Sap.
Total de la garnison.		5,723	1,908	

Renforts qui entrèrent dans la place les 1er juillet, 3 et 17 août, et 1er septembre.

Corps.	Leurs forces à leur entrée.	Au 11 décembre.
	Hommes.	*Hommes.*
Du 2e bataillon de miquelets de Gironne incorporés dans l'artillerie. .	100	50
Détachement du régiment de Santa-Fé, incorporé dans l'artillerie. . .	20	10
Bataillon de miquelets de Cervera.	500	320
Une partie du 1er bataillon de miquelets de Vich.	300	200
Détachement d'un bataillon des volontaires de Tarragone.	60	40
Régiment d'infanterie de Baza. .	1,368	1,024
Compagnie de grenadiers du régiment d'Illibérie.	100	56
1er Bataillon de miquelets de Talaru.	500	200
2e Bataillon de miquelets de Talaru.	400	190
2e Bataillon de miquelets de Vich. .	300	100
Total des renforts. . .	3,648	2,190
Première garnison. . .	5,723	1,908
Total général	9,371	4,098

N. B. Sur ces 4,098 hommes, 1,600 étaient retenus dans les hôpitaux. Sortis valides sur les 9,371, seulement 2,492 des défenseurs de Gironne.

O

Catéchisme civil et petit abrégé des obligations de tout Espagnol, de la connaissance pratique de sa liberté, et explication de son ennemi, très-utile dans les circonstances actuelles, mis en forme de dialogue (exactement traduit sur l'original espagnol.)

CHAPITRE PREMIER.

Demande. Dites-moi, mon enfant, qui êtes-vous?

Réponse. Espagnol.

D. Que veut dire Espagnol?

R. Homme de bien.

D. Combien a-t-il d'obligations à remplir et quelles sont-elles?

R. Trois : Être chrétien, catholique, apostolique et romain; défendre sa patrie, sa religion, ses lois; et mourir plutôt que de se laisser vaincre.

D. Qui est votre roi?

R. Ferdinand VII.

D. Comment doit-il être obéi?

R. Avec l'amour que ses vertus et ses malheurs lui ont mérité.

D. Quel est l'ennemi de notre bonheur?

R. L'empereur des Français.

D. Quel est cet homme?

R. Un nouveau souverain infiniment méchant et ambitieux, le principe de tous les maux, le destructeur de

tout bien ; enfin, c'est un composé de vices et de méchanceté.

D. Combien a-t-il de natures ?

R. Deux : l'une diabolique, l'autre inhumaine.

D. Combien y a-t-il d'empereurs ?

R. Il y en a un en trois personnes fausses.

D. Quelles sont-elles ?

R. Napoléon, Murat et Godoy.

D. L'une est-elle plus méchante que l'autre ?

R. Non, mon révérend, puisqu'elles sont égales.

D. De qui procède Napoléon ?

R. De l'enfer et du péché.

D. Et Murat ?

R. De Napoléon.

D. Et Godoy ?

R. De l'intrigue des deux autres.

D. Quels sont les attributs du premier ?

R. L'orgueil, la méchanceté et le despotisme.

D. Et du second ?

R. La rapine, l'infamie et la cruauté.

D. Et du troisième ?

R. La trahison, la débauche et l'ignorance.

CHAPITRE II.

D. Que sont les Français ?

R. D'anciens chrétiens et de nouveaux hérétiques.

D. Qui les a ainsi perdus ?

R. La fausse philosophie et la dépravation de leurs mœurs.

D. A quoi les Français servent-ils à ce despote ?

R. Les uns à augmenter son orgueil, les autres ser-

vent d'instruments à son iniquité, et le reste à exterminer le genre humain.

D. Ce règne d'iniquités doit-il finir bientôt?

R. Suivant les sentiments des plus sages politiques, il touche à sa ruine.

D. D'où présagez-vous cela?

R. Des dispositions de notre sage mère-patrie.

D. Quelle est notre patrie?

R. La réunion ou l'assemblage d'un grand peuple régi par un roi et gouverné par les mêmes lois.

D. Nos intérêts sont-ils ceux de tout le peuple?

R. Oui, signor, par l'obligation naturelle où nous nous trouvons tous de nous protéger, de nous entre-aider et de nous défendre réciproquement.

D. De quelle peine l'Espagnol qui manque à ses justes devoirs est-il passible?

R. Des peines infamantes : de la peine de mort comme traître, et de celle de mort civile comme manquant aux lois.

D. Qu'appelez-vous mort naturelle?

R. La privation de la vie.

D. Et mort civile?

R. La perte de ses biens, et la privation des avantages et des honneurs que la patrie accorde à ses braves et généreux citoyens.

CHAPITRE III.

D. Qui est venu en Espagne?

R. La seconde personne de la trinité endiablée.

D. Quels sont ses principaux offices?

R. Ceux de tromper, voler, assassiner et opprimer.

D. Quelle doctrine nous enseigne-t-elle?

R. L'infidélité, la corruption des mœurs et l'irréligion.

D. Qu'est-ce qui peut nous délivrer d'un tel envoyé?

R. L'union, la constance et les armes.

D. Est-ce pécher que de tuer des Français?

R. Non, signor, c'est au contraire bien mériter de la patrie si, par ce moyen, on la délivre des insultes, du vol et des tromperies.

CHAPITRE IV.

D. Quelle doit être la politique et la conduite des Espagnols?

R. D'observer les maximes de Jésus-Christ et de l'Évangile.

D. Quelles sont celles de notre adversaire?

R. Celles de Machiavel.

D. Sur quoi se fondent-elles?

R. Sur l'égoïsme et l'amour-propre?

D. Quel est leur but?

R. De rapporter tout à son avantage et au préjudice de ses semblables.

D. Comment met-il ses principes en usage?

R. En présentant les crimes et les délits pour des vertus.

CHAPITRE V.

D. Qu'est-ce que la valeur?

R. Une constance, une force d'esprit qui cherche avec prudence et de sang-froid l'occasion de la victoire.

D. Faut-il de la subordination pour triompher?

R. Elle est tellement nécessaire que la victoire commence par elle.

D. A qui devons-nous soumission et obéissance?

R. A toute espèce de chefs et de supérieurs.

D. Quel est, aux yeux de la patrie, le meilleur et le plus estimable de ses enfants?

R. Celui, quel qu'il soit, qui la secourt avec le plus d'honneur, de courage et de désintéressement.

D. Que doit-on penser de ceux qui ambitionnent les dignités, les rangs, les honneurs qui méritent les vertus, avant de les avoir pratiquées?

R. Que ce sont des ignorants qui ne savent pas obéir, et qui, pour l'ordinaire, nuisent au bien de l'État.

D. Quelle idée devons-nous avoir en allant au combat?

R. Nous ne devons envisager que le salut de la patrie, la défense de l'État, celle de nos frères, et la gloire immortelle de la nation.

D. Qui est dans l'obligation de prendre les armes?

R. Ce sont ceux qui ont été choisis par le gouvernement comme les plus propres à faire la guerre et les moins utiles à la population.

D. Quelles sont les obligations des autres citoyens?

R. Contribuer avec générosité de leurs biens pour la défense de la patrie, et prouver par là leur dévouement et leur patriotisme.

D. Et celui qui n'a rien, que doit-il faire?

R. Prier Dieu pour la prospérité de nos armes, s'occuper des ouvrages auxquels son état le destine, et contribuer, par son industrie, au bonheur et à la félicité générale.

D. De qui devons-nous attendre ces bienfaits?

R. De Dieu notre Seigneur, de notre justice, des talents et de la loyauté de nos généraux et de nos officiers, de notre valeur et de notre docilité.

CHAPITRE VI.

D. Quels moyens nos ennemis ont-ils employés pour nous tromper?

R. La supercherie, la trahison, la bassesse et la perfidie.

D. Est-ce par de semblables moyens qu'on peut obtenir une couronne qui appartient à un autre?

R. Non, signor, au contraire; ces tyrans se sont rendus indignes de notre condescendance, et nous devons résister de toutes nos forces à un roi qui veut commencer son règne par des moyens aussi injustes et aussi abominables.

D. Quel bonheur devons-nous chercher?

R. Celui qu'ils ne peuvent nous donner.

D. Quel est-il?

R. La sûreté de nos droits, le libre exercice de notre sainte religion, le rétablissement d'un gouvernement conforme aux mœurs actuelles de l'Espagne et à nos relations avec l'Europe.

D. Maintenant nous n'avons donc pas ce gouvernement?

R. Si, signor; mais désorganisé par l'indolence des autorités supérieures qui nous ont gouvernés.

D. Qui doit le rétablir?

R. L'Espagne, à qui seule appartient ce droit exclusif, avec inhibition de tout étranger.

D. Qui autorise ce droit, ces dispositions?

R. Ferdinand VII, que Dieu veuille rendre à notre amour qui sera éternel.

Ainsi soit-il.

P

Liste des Anglais tués, blessés et égarés dans les deux batailles de Talavera.

État-Major.	14
3e Dragon-des-gardes.	2
4e Dragon.	12
14e Dragons-légers.	16
16e Dragons-légers.	14
23e Dragons-légers.	207
1er Dragons-légers, légions germaniques.	42
Artillerie royale britannique.	54
Artillerie royale germanique.	54
Ingénieurs royaux.	2
Corps royal d'état-major.	2
1er Bataillon des gardes de Coldstream.	297
3e Bataillon des gardes.	322
3e Régiment d'infanterie.	142
2e Bataillon du 7e.	65
2e Bataillon du 24e.	355
2e Bataillon du 29e.	186
1er Bataillon du 48e	176
2e Bataillon du 48e.	71
2e Bataillon du 53e.	59
3e Bataillon du 60e.	77
1er Bataillon du 61e.	272
2e Bataillon du 63e.	128
2e Bataillon du 83e.	288
2e Bataillon du 87e.	255
1er Bataillon du 88e.	140
1er Bataillon du 97e.	52

1er De détachements	274
2e Bataillon *dito*.	21
1er Bataillon de ligne, légion germanique.	305
1er et 2e Bataillons légers, *dito*.	79
2e Bataillon de ligne. *dito*.	390
5e *dito*. *dito*.	300
7e *dito*. *dito*.	256
2e Bataillon d'infanterie. 31e.	249
1er Bataillon. *dito*. 40e.	88
1er Bataillon. 45e.	195
TOTAL.	5367

Q

Liste des bâtiments de guerre employés à la grande expédition des bouches de l'Escaut.

Trente-neuf vaisseaux de ligne.

San-Domingo.	74	canons.	Amiral sir J. Strachan.
Blake	74	»	Amiral lord Gardner.
Monarch	74	»	Amiral Otway.
Superb.	74	»	Amiral Keates.
Aboukir.	74	»	Parker.
César.	80	»	Richardson.
Impétueux	80	»	Lawford.
Achille.	74	»	Sir R. King.
Ajax.	74	»	Otway.
Alfred	74	»	Watson.
Audacious.	74	»	Campbell.

Belleisle.	74	canons.	Cockburne.
Bellona.	74	»	Douglas.
Centaur.	74	»	Sir W. Webley.
Courageux . . .	74	»	Plampin.
Denmark	74	»	Bissett.
Eagle	74	»	Rowley.
Gange	74	»	Halkett.
Hero.	74	»	Bowen.
Illustrious. . . .	74	»	Broughton.
Marlborough . . .	74	»	Phillimore.
Namur.	74	»	Jones.
Orion	74	»	Sir A. Dickson.
Powerful	74	»	Johnson.
Princess Caroline. .	74	»	Pater.
Princess of Orange.	74	»	Bauman.
Repulse.	74	»	Legge.
Resolution. . . .	74	»	Ward.
Revenge.	74	»	Paget.
Royal Oak. . . .	74	»	Lord A. Beauclerk.
Sceptre	74	»	Bingham.
Theseus.	74	»	—
Valiant	74	»	Shortland.
Venerable	74	»	Sir H. Popham.
Victorious	74	»	Hamond.
York.	74	»	Barton.
Leyden	64	»	Usker.
Adamant	50	»	Sykes.
Isis	50	»	Lossack.

Vingt-huit frégates.

Ulysses	44	»	Lake.
Imperieuse	40	»	Garth.

Lavinia	40	canons.	Lord W. Stuart.
Active.	38	»	Gordon.
Clyde.	38	»	Owen.
Fisgard	38	»	Bolton.
Hussar	38	»	Lloyd.
Pearlen	38	»	Thomson.
Rota.	38	»	Somerville.
Salcette	38	»	Bathurst.
Statira	38	»	Boys.
Aigle	36	»	Wolf.
Amethyst.	36	»	Seymour.
Dryad.	36	»	Gallway.
Euryalus.	36	»	Dundas.
Nymphen	36	»	Maxwell.
Phœbe.	36	»	Stackpole.
San - Fiorenzo. . .	36	»	Matson.
Thalia.	36	»	Vashon.
Terpsichore. . . .	36	»	—
Bucephalus	32	»	Pelly.
Circe	32	»	Collier.
Druid	32	»	Sir W. Bolton.
Héroïne	32	»	Christian.
Pallas.	32	»	Dobbie.
Unicorn	32	»	Hardyman.
Aimable	32	»	—
Camilla.	24	»	—

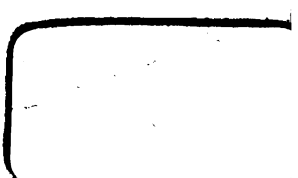
Deux flûtes, le Weymouth et le Serapis, de 44 canons; 84 corvettes, gun-brigs, bombardes, cutters, goëlettes, etc.

Total, 153 voiles de guerre.

État des forces de terre embarquées dans l'expédition sous les ordres du lord comte de Chatam.

Cavalerie.	2,600	hommes
Artillerie.	5,000	
État-major.	100	
Équipages	149	
Gardes.	2,878	
Infanterie de ligne. . . .	30,000	
Détachement de R. V. . . .	30	
Total.	38,757	

La division sous les ordres du marquis d'Huntley, forte de six régiments, savoir ; les 6e, 30e, 91e, 9e, 58e et 42e, formant un total de quatre mille neuf cent quatre-vingt-deux hommes, à quoi il faut ajouter les soldats de marine et les matelots qui seront employés à terre ; total cinquante mille hommes, en y comprenant plus de six mille hommes des équipages.

FIN DU DIXIÈME VOLUME.

JUN 25 1951